LÉNINE

œuvres

tome
25

juin-septembre
1917

LÉNINE

premier congrès des soviets des députés ouvriers et soldats de russie • les enseignements de la révolution • la catastrophe imminente et les moyens de la conjurer • l'état et la révolution

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

25

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IX^e CONGRÈS DU P.C.(b)R. ET
DU II^e CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
25

Juin–septembre 1917

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1970

PRÉFACE

Le tome 25 rassemble les œuvres écrites par Lénine de juin à septembre 1917, au cours de la période de préparation de la Grande Révolution socialiste d'Octobre.

Il s'ouvre sur les interventions de Lénine au Ier Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie. Dans ces interventions, ainsi que dans les articles « Confusionnistes et paniquards », « Attitude contradictoire », « Le dix-huit juin », « La révolution, l'offensive et notre parti », « Où les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont-ils conduit la révolution ? », « Changement dans la situation des classes », Lénine dénonce la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire et l'esprit conciliateur des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires ; il développe le programme bolchevique de lutte pour le règlement des questions fondamentales de la révolution et explique que seul le pouvoir des Soviets peut tirer le pays de la guerre et de la débâcle économique, obtenir la paix et donner la terre aux paysans.

Dans la série d'articles : « La situation politique », « A propos des mots d'ordre », « Illusions constitutionnelles », « Les enseignements de la révolution », Lénine trace les grandes lignes de la nouvelle tactique du parti bolchevique en fonction du changement radical intervenu dans la situation politique du pays après les événements des 3-5 juillet.

Dans « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », Lénine expose la plate-forme économique du parti bolchevique et aboutit à la conclusion que la révo-

lution prolétarienne peut seule sauver le pays de la catastrophe menaçante.

Ce tome contient le célèbre ouvrage « L'Etat et la révolution », dans lequel Lénine a développé la théorie marxiste de l'Etat et l'a défendue contre son altération et son avilissement par les opportunistes.

On trouvera dans ce tome sept articles qui ne figuraient pas auparavant dans les œuvres de Lénine. Dans les articles « Une alliance pour arrêter la révolution », « La politique extérieure de la révolution russe », « Partis dirigeants et responsables », Lénine explique que le Gouvernement provisoire est l'alliance des capitalistes avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires pour liquider la révolution, que la responsabilité de la politique intérieure et extérieure contre-révolutionnaire et de la catastrophe qui menace le pays retombe sur les partis conciliateurs dirigeants. Dans l'article « Comment Rodzianko se justifie », Lénine convainc l'ex-président de la IV^e^ Douma d'Etat, Rodzianko, d'avoir couvert le provocateur Malinovski. Dans les articles « Une nouvelle affaire Dreyfus ? » et « Remerciements au prince G. E. Lvov », Lénine dévoile les méthodes provocatrices employées par le gouvernement Kérenski dans sa lutte contre les bolcheviks. Dans l'article « Tout le pouvoir aux Soviets ! » Lénine justifie le mot d'ordre du parti bolchevique demandant le passage de tout le pouvoir aux Soviets.

Toutes les œuvres incluses dans ce tome, qui se rapportent à la période postérieure aux journées de juillet 1917, ont été écrites dans la clandestinité, alors que Lénine devait se soustraire aux poursuites du Gouvernement provisoire.

PREMIER CONGRÈS DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET SOLDATS DE RUSSIE [1]

3-24 JUIN (16 JUIN-17 JUILLET) 1917

1

DISCOURS SUR L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE 4 (17) JUIN

Camarades, dans le court laps de temps qui m'est imparti, je ne pourrai m'arrêter qu'aux questions de principe essentielles soulevées par le rapporteur du Comité exécutif et par les orateurs qui lui ont succédé : je pense que cette façon de faire est la plus rationnelle.

La première et principale question qui se posait à nous était celle-ci : *Où* siégeons-nous ? — qu'est-ce que les Soviets réunis ici en congrès des Soviets de Russie ? qu'est-ce que cette démocratie révolutionnaire dont on parle tant ici précisément pour cacher qu'on ne la comprend pas du tout et qu'on la renie totalement ? N'est-il pas en effet étrange de parler de démocratie révolutionnaire devant le congrès des Soviets de Russie et d'estomper le caractère de cet organisme, sa composition sociale, son rôle dans la révolution, de ne pas en souffler mot et de prétendre en même temps au titre de démocrate ? On nous expose le programme d'une république parlementaire bourgeoise, tel qu'il en a existé dans toute l'Europe occidentale ; on nous expose un programme de réformes admises aujourd'hui par tous les gouvernements bourgeois, y compris le nôtre, et l'on nous parle en même temps de démocratie révolutionnaire. Devant qui parle-t-on ? Devant les Soviets. Eh bien, je vous le demande : y a-t-il en Europe un pays bourgeois, démocratique, républicain, où il existerait quelque chose d'analogue à ces Soviets ? Vous êtes bien obligés de me répondre que non. Pareille institution n'existe nulle part ni ne saurait exister, parce que de deux choses l'une : *ou bien*

un gouvernement bourgeois avec les « plans » de réformes qu'on nous a exposés, qui ont été proposés des dizaines de fois dans tous les pays et sont restés sur le papier ; *ou bien* l'organisme auquel on en appelle aujourd'hui, ce « gouvernement » de type nouveau créé par la révolution, et dont on ne trouve des exemples que dans l'histoire des plus grands élans révolutionnaires, comme ceux de 1792 et de 1871 en France, et de 1905 en Russie. Les Soviets sont une institution qui n'existe dans aucun Etat parlementaire bourgeois du type ordinaire, et qui ne peut exister à côté d'un gouvernement bourgeois. C'est cet Etat de type nouveau, plus démocratique, que nous avons appelé dans les résolutions de notre Parti république démocratique du prolétariat et de la paysannerie, et où le pouvoir n'appartient qu'aux Soviets des députés ouvriers et soldats. On a tort de penser que c'est là une question de théorie ; on a tort de vouloir faire croire qu'il est possible de l'éluder; on a tort de se dérober en alléguant que telles ou telles institutions coexistent en ce moment avec les Soviets des députés ouvriers et soldats. Oui, elles coexistent. Mais c'est précisément ce qui entraîne une quantité inouïe de malentendus, de conflits et de frictions. C'est précisément ce qui détermine, après le premier essor, après le premier mouvement en avant de la révolution russe, la stagnation et le recul auxquels nous assistons maintenant dans notre gouvernement de coalition [2], dans toute la politique intérieure et étrangère, en relation avec l'offensive impérialiste qui se prépare.

De deux choses l'une : ou bien un gouvernement bourgeois ordinaire, et alors les Soviets paysans, ouvriers, soldats et autres sont inutiles ; ils seront dissous par les généraux, les généraux contre-révolutionnaires qui ont l'armée en main et ne prêtent aucune attention aux déclamations du ministre Kérenski, ou bien ils périront d'une mort sans gloire. Il n'est pas d'autre voie pour ces institutions qui ne peuvent ni rétrograder ni piétiner sur place, et ne sauraient exister qu'en allant de l'avant. C'est un type d'Etat qui n'a pas été inventé par les Russes, mais engendré par la révolution, car autrement celle-ci ne saurait vaincre. Les frictions, la lutte des partis pour le pouvoir sont inévitables au sein du Soviet de Russie. Mais il s'a-

gira là de l'élimination des erreurs possibles et des illusions par l'expérience politique des masses elles-mêmes (*rumeurs*) et non par les rapports de ministres qui invoquent ce qu'ils ont dit hier, écriront demain et promettront après-demain. Cela est ridicule, camarades, du point de vue de cette institution créée par la révolution russe et pour laquelle se pose aujourd'hui la question : être ou ne pas être ? Les Soviets ne peuvent continuer d'exister comme ils existent actuellement. Des personnes adultes, ouvriers et paysans, doivent se réunir, adopter des résolutions et entendre des rapports qui ne peuvent faire l'objet d'aucune vérification avec pièces à l'appui ! Des institutions de ce genre marquent la transition vers une république qui créera, non en paroles, mais en fait, un pouvoir ferme, sans police ni armée permanente, un pouvoir qui ne peut encore exister en Europe occidentale, un pouvoir sans lequel la révolution russe ne saurait vaincre, c'est-à-dire triompher des grands propriétaires fonciers, triompher de l'impérialisme.

Sans ce pouvoir, il ne peut être pour nous question de vaincre ; et plus nous réfléchissons au programme que l'on nous recommande ici et aux faits devant lesquels nous sommes placés, plus apparaît criante la contradiction essentielle. On nous dit, comme l'ont fait le rapporteur et les autres orateurs, que le premier Gouvernement provisoire [3] était mauvais ! Mais quand les bolcheviks, ces malencontreux bolcheviks, ont dit : « Pas de soutien, pas de confiance à ce gouvernement », on ne nous a pas ménagé les accusations d'« anarchisme » ! Maintenant, tout le monde dit que le gouvernement précédent était mauvais. Mais en quoi le gouvernement de coalition, avec ses ministres pseudo-socialistes, diffère-t-il du précédent ? N'est-ce pas assez bavardé à propos de programmes et de projets, oui, n'est-ce pas assez, n'est-il pas temps de passer à des actes ? Un mois s'est écoulé depuis que, le 6 mai, a été formé le gouvernement de coalition. Voyez ce qui se passe, voyez la débâcle économique que connaissent la Russie et tous les pays entraînés dans la guerre impérialiste. Comment s'explique cette débâcle ? Par la rapacité des capitalistes. La voilà, la véritable anarchie! Et ceci résulte d'aveux publiés non par notre journal, par un quelconque journal bolchevique — Dieu nous en préserve ! — mais par la très

ministérielle *Rabotchaïa Gazéta* [4] : les prix industriels des fournitures de charbon ont été *r e l e v é s* par le gouvernement « révolutionnaire » ! ! Et le gouvernement de coalition n'a rien changé à cet égard. On nous demande : mais peut-on instaurer le socialisme en Russie ; peut-on, en thèse générale, procéder d'un coup à des réformes radicales ? Ce ne sont là, camarades, que des échappatoires. Marx et Engels ont toujours dit : « Notre doctrine n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action [5]. » Le capitalisme à l'état pur se transformant en socialisme à l'état pur n'existe nulle part ni ne peut exister en temps de guerre ; ce qui existe, c'est quelque chose d'intermédiaire, quelque chose de nouveau, sans précédent, car des centaines de millions d'hommes sont en train de périr dans une guerre criminelle entre capitalistes. Il ne s'agit pas de promettre des réformes, ce sont des paroles creuses ; il s'agit de prendre les initiatives qui s'imposent au moment présent.

Si vous voulez invoquer la démocratie « *r é v o l u t i o n n a i r e* », faites une distinction entre cette notion et celle de démocratie *r é f o r m i s t e* avec ministère capitaliste, car il est temps enfin de laisser là les phrases sur la « démocratie révolutionnaire », et les congratulations réciproques à propos de cette « démocratie révolutionnaire », pour passer à la définition *d e c l a s s e*, comme nous l'a enseigné le marxisme et, d'une façon plus générale, le socialisme scientifique. Ce qu'on nous propose, c'est le passage à une démocratie réformiste avec ministère capitaliste. C'est peut-être très bien du point de vue des modèles habituels d'Europe occidentale. Mais, en ce moment, toute une série de pays sont près de leur perte, et les mesures pratiques, si compliquées, dit-on, qu'elles seraient d'une application malaisée et nécessiteraient une mise au point spéciale, ainsi que le disait l'orateur précédent, le citoyen ministre des Postes et Télégraphes, ces mesures sont parfaitement claires. Il a dit qu'il n'est point en Russie de parti politique qui se déclare prêt à assumer la plénitude du pouvoir. Je réponds : « Si, ce parti existe ! Aucun parti ne peut s'y refuser, et notre Parti ne s'y refuse pas : il est prêt, à tout instant, à assumer la plénitude du pouvoir » (*applaudissements, rires*). Vous pouvez rire autant qu'il vous plaira, mais si le citoyen ministre nous pose cette question en même temps

qu'à un parti de droite, il recevra la réponse qui s'impose. Aucun parti ne peut s'y refuser. Tant que la liberté subsiste, tant que les menaces d'arrestation et de déportation en Sibérie — menaces proférées par les contre-révolutionnaires avec lesquels nos ministres pseudo-socialistes font équipe — ne sont que des menaces, chaque parti dit : faites-nous confiance et nous vous exposerons notre programme.

Notre conférence du 29 avril a exposé ce programme [6]. Malheureusement, on n'en tient pas compte et on ne s'en inspire point. Il est sans doute nécessaire de l'expliquer d'une façon populaire. Je vais m'efforcer de faire, à l'intention du citoyen ministre des Postes et Télégraphes, un exposé populaire de notre résolution, de notre programme. En ce qui concerne la crise économique, notre programme exige tout de suite — il n'est besoin ici d'aucun délai — la publication de tous les bénéfices exorbitants, atteignant jusqu'à 500 et 800%, que les capitalistes empochent non pas en tant que capitalistes sur le marché libre, dans un capitalisme « à l'état pur », mais grâce aux fournitures de guerre. Voilà où le contrôle ouvrier est réellement indispensable et possible. Voilà une mesure que vous devez prendre au nom du Soviet, puisque vous vous dites démocratie « révolutionnaire », et qui peut être appliquée du jour au lendemain. Ce n'est pas là du socialisme. C'est ouvrir les yeux du peuple sur cette anarchie véritable et sur ce véritable jeu avec l'impérialisme, jeu où sont engagés le patrimoine du peuple et les centaines de milliers de vies qui périront demain parce que nous continuons à étrangler la Grèce. Rendez publics les profits de messieurs les capitalistes, faites arrêter 50 ou 100 des plus gros millionnaires. Il suffirait de les garder quelques semaines, fût-ce dans des conditions aussi privilégiées que celles qui sont faites à Nicolas Romanov, simplement pour les contraindre à révéler le dessous des cartes, les combinaisons frauduleuses, les malpropretés, la course au profit qui, sous le nouveau gouvernement aussi, coûtent tous les jours des milliers et des millions à notre pays. Voilà la principale cause de l'anarchie et de la débâcle économique, voilà pourquoi nous disons : chez nous tout est resté comme devant ; le ministère de coalition n'a rien changé, il n'a fait qu'ajouter un peu de déclamations et de pompeuses déclarations. Aussi sincères que

soient les hommes, quelle que soit la sincérité avec laquelle ils désirent le bien des travailleurs, la situation n'a pas changé ; *la même classe* est restée au pouvoir. La politique qui se fait actuellement n'est pas une politique démocratique.

On nous parle de la « démocratisation du pouvoir central et du pouvoir local ». Mais ne savez-vous pas que ces mots ne sont neufs que pour la Russie ? Que, dans d'autres Etats, des dizaines de ministres pseudo-socialistes ont fait au pays des promesses de ce genre ? Quelle importance ont-elles quand nous sommes en présence de ce fait patent, concret : la population locale élit les autorités, mais l'a b c de la démocratie est violé par la prétention du pouvoir central à nommer ou à confirmer les autorités locales. La dilapidation du patrimoine national par les capitalistes continue. La guerre impérialiste se poursuit. Et l'on nous promet des réformes, encore des réformes, toujours des réformes qui ne peuvent d'aucune façon être réalisées dans ces conditions, car la guerre étouffe tout et prime tout. Pourquoi n'êtes-vous pas d'accord avec ceux qui disent que la guerre *ne se fait pas* pour les profits des capitalistes ? Où est le critère ? C'est, d'abord et surtout, de savoir quelle classe est au pouvoir, quelle classe reste maîtresse de la situation, quelle classe continue à gagner des centaines de milliards par des opérations bancaires et financières ? C'est toujours cette même classe capitaliste ; la guerre qui se poursuit reste donc impérialiste. Le premier Gouvernement provisoire, de même que le gouvernement auquel participent des ministres pseudo-socialistes, n'y ont rien changé : les traités secrets restent secrets, et la Russie fait la guerre pour les Détroits, pour continuer la politique de Liakhov [7] en Perse, etc.

Je sais que vous ne voulez pas cela, que la majorité d'entre vous ne le veut pas, non plus que les ministres : on ne saurait vouloir cela, car cela signifie le massacre de centaines de millions d'hommes. Mais prenez l'offensive dont parlent tant aujourd'hui les Milioukov et les Maklakov. Ils comprennent parfaitement de quoi il retourne ; ils savent que ce problème est lié à celui du pouvoir, de la révolution. On nous dit qu'il faut distinguer entre les problèmes politiques et les problèmes stratégiques. Il est même

ridicule de poser une question de ce genre. Les cadets [8] comprennent fort bien qu'il s'agit d'un problème politique.

Que la lutte révolutionnaire pour la paix, commencée par en bas, puisse mener à une paix séparée, c'est une calomnie. La première mesure que nous prendrions, si nous étions au pouvoir, serait de faire arrêter les plus gros capitalistes, de rompre toute la trame de leurs intrigues. Faute de quoi toutes les phrases sur la paix sans annexions ni contributions ne sont que paroles en l'air. Notre deuxième mesure serait de déclarer aux peuples, par-dessus la tête de leurs gouvernements, que nous tenons tous les capitalistes pour des brigands, aussi bien Térechtchenko — qui ne vaut pas mieux que Milioukov, lequel est tout simplement un peu plus bête — que les capitalistes français, anglais et tous les autres.

Vos *Izvestia* [9] eux-mêmes se sont empêtrés ; au lieu d'une paix sans annexions ni contributions, ils proposent le maintien du *statu quo*. Non, ce n'est pas ainsi que nous comprenons la paix « sans annexions ». Et, en l'occurrence, le congrès paysan [10] lui-même est plus près de la vérité quand il parle d'une république « fédérative » ; il exprime ainsi l'idée que la république russe ne veut opprimer aucun peuple, ni d'une manière nouvelle ni à l'ancienne manière, qu'elle ne veut fonder ses rapports sur la violence avec aucun peuple, ni avec la Finlande ni avec l'Ukraine auxquelles le ministre de la Guerre cherche si souvent chicane et contre lesquelles on suscite des conflits inadmissibles et intolérables. Nous voulons une république de Russie une et indivisible, et un pouvoir ferme ; mais un pouvoir ferme ne s'obtient que par l'accord volontaire des peuples. « Démocratie révolutionnaire » : de grands mots, mais on les applique à un gouvernement qui envenime par de mesquines chicanes la question de l'Ukraine et de la Finlande, alors que ces pays ne prétendent même pas se séparer de la Russie et disent simplement : n'attendez pas l'Assemblée constituante pour appliquer l'a b c de la démocratie !

Il vous sera impossible de conclure une paix sans annexions ni contributions tant que vous n'aurez pas renoncé à vos propres annexions. Car enfin, c'est ridicule, c'est une comédie, cela fait rire chaque ouvrier d'Europe : en paroles, dit-il, ils sont bien éloquents, ils invitent les peu-

ples à renverser les banquiers ; mais ils envoient leurs propres banquiers siéger au ministère. Arrêtez-les, faites toute la lumière sur leurs machinations, débrouillez les fils de leurs intrigues, mais vous ne le faites pas, bien que vous disposiez d'organisations puissantes auxquelles il est impossible de s'opposer. Vous avez connu 1905 et 1917, vous savez que la révolution ne se fait pas sur commande, que dans les autres pays les révolutions se sont faites au prix de dures et sanglantes insurrections, alors qu'il n'existe pas en Russie de groupe ni de classe capable de s'opposer au pouvoir des Soviets. En Russie, cette révolution est possible, à titre d'exception, sous une forme pacifique. Que cette révolution propose, aujourd'hui ou demain, la paix à tous les peuples en rompant avec toutes les classes capitalistes, et nous aurons dans le plus bref délai l'assentiment de la France et de l'Allemagne en la personne de leurs peuples, parce que ces pays n'en peuvent plus, parce que la situation de l'Allemagne est désespérée, qu'il n'est plus de salut pour elle, et parce que la France...

(*le président* : « Votre temps de parole est écoulé. »)

— J'en ai encore pour une demi-minute...

(*Rumeur. Cris* : « *Continuez* ! » *Protestations. Applaudissements.*)

(*le président* : « Le bureau propose au congrès de prolonger le temps de parole de l'orateur. Qui est contre ? La majorité est pour. »)

Je disais que si, en Russie, la démocratie révolutionnaire était une démocratie non en paroles, mais en fait, elle s'attacherait à faire avancer la révolution et non à s'entendre avec les capitalistes ; non à discourir sur la paix sans annexions ni contributions, mais à liquider les annexions en Russie et déclarerait ouvertement qu'elle considère toute annexion comme un crime et un brigandage. Il serait alors possible d'éviter l'offensive impérialiste qui menace d'entraîner la perte de milliers et de millions d'hommes pour le partage de la Perse et des Balkans. Alors s'ouvrirait le chemin de la paix, chemin qui n'est pas facile — nous ne le prétendons pas —, et qui n'exclut pas une guerre vraiment révolutionnaire.

Nous ne posons pas cette question comme la pose aujourd'hui Bazarov dans la *Novaïa Jizn* [11] ; nous disons

seulement que la Russie est placée dans des conditions telles que sa tâche, à la fin de la guerre impérialiste, est moins difficile qu'il ne semble. Et elle est placée dans des conditions géographiques telles que les puissances qui, s'appuyant sur le capital et sur ses intérêts rapaces, se hasarderaient à partir en guerre contre la classe ouvrière russe et le semi-prolétariat, c'est-à-dire la paysannerie pauvre, qui se range à ses côtés, assumeraient, si elles s'y décidaient, une tâche ardue. L'Allemagne est au bord de l'abîme et, depuis l'entrée en guerre de l'Amérique qui veut dévorer le Mexique et qui, demain, sans doute, engagera la lutte contre le Japon, la situation de l'Allemagne est désespérée : elle sera anéantie. La France, qui par sa situation géographique a le plus à souffrir et dont l'épuisement est à son comble, est moins affamée que l'Allemagne mais a perdu infiniment plus de matériel humain que cette dernière. Si donc l'on avait commencé par mettre un frein aux profits des capitalistes russes en leur ôtant toute possibilité de s'approprier des centaines de millions de bénéfices ; si vous aviez proposé à *t o u s* les peuples la paix contre les capitalistes de *t o u s* les pays en déclarant expressément que vous n'aurez ni conversation ni relation avec les capitalistes allemands et avec ceux qui, directement ou non, ont pour eux des complaisances ou se commettent avec eux, et que vous refusez toute discussion avec les capitalistes français et anglais vous auriez mis les capitalistes en accusation devant les ouvriers. Vous ne considéreriez pas comme une victoire la délivrance d'un passeport à MacDonald [12], lequel n'a jamais soutenu aucune lutte révolutionnaire contre le capital et qu'on laisse venir parce qu'il n'exprime ni les idées, ni les principes, ni la pratique, ni l'expérience de la lutte révolutionnaire contre les capitalistes anglais qui a valu à notre camarade MacLean et à des centaines d'autres socialistes anglais d'être emprisonnés, tout comme notre camarade Liebknecht, condamné au bagne pour avoir dit : « Soldats allemands, tirez sur votre kaiser. »

Ne serait-il pas plus juste d'envoyer les capitalistes impérialistes au bagne qu'à la troisième Douma spécialement ressuscitée à cet effet — je ne sais plus très bien du reste s'il s'agit de la troisième ou de la quatrième — que la majorité des membres du Gouvernement provisoire nous

préparent et nous promettent chaque jour, et au sujet duquel on rédige déjà de nouveaux projets de loi au ministère de la Justice ? MacLean et Liebknecht sont les noms de socialistes qui appliquent l'idée de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. Voilà ce qu'on doit dire à tous les gouvernements si l'on veut se battre pour la paix ; il faut les mettre en accusation devant les peuples. Vous placerez ainsi dans une situation embarrassante tous les gouvernements impérialistes. Mais, pour le moment, c'est vous qui vous êtes placés dans une situation embarrassante parce que, dans votre appel pour la paix du 14 mars [13], vous dites aux peuples : « Renversez vos tsars, vos rois et vos banquiers », alors que nous, qui disposons d'une organisation sans précédent, forte par le nombre, par l'expérience et par ses possibilités matérielles : le Soviet des députés ouvriers et soldats, nous faisons bloc avec nos banquiers, nous constituons un gouvernement de coalition pseudo-socialiste, et nous rédigeons des projets de réforme comme on en a rédigé en Europe pendant des dizaines et des dizaines d'années. Là-bas, en Europe, on se moque de cette façon de lutter pour la paix. Là-bas, on ne nous comprendra que le jour où les Soviets prendront le pouvoir et agiront en révolutionnaires.

Un seul pays au monde peut tout de suite prendre des mesures sur le terrain de la lutte des classes pour faire cesser la guerre impérialiste, contre les capitalistes, sans révolution sanglante. Un seul pays, et ce pays est la Russie. Il en sera ainsi tant qu'existera le Soviet des députés ouvriers et soldats. Il ne pourra subsister longtemps à côté d'un Gouvernement provisoire du type ordinaire. Et il ne restera ce qu'il était que jusqu'au moment où l'on sera passé à l'offensive. Le passage à l'offensive marque un tournant dans toute la politique de la révolution russe, c'est-à-dire le passage de l'attente, de la préparation de la paix par une insurrection révolutionnaire venant d'en bas, à la reprise de la guerre. La voie qui s'offrait était le passage de la fraternisation sur un front à la fraternisation sur tous les fronts ; de la fraternisation spontanée se traduisant par l'échange avec un prolétaire allemand affamé d'une croûte de pain contre un canif — ce qui rend passible du bagne —, à la fraternisation consciente.

Quand nous aurons pris le pouvoir, nous materons les capitalistes, et alors la guerre *n e* sera plus *c e l l e* qui se fait aujourd'hui, car le caractère d'une guerre est déterminé par la classe qui la mène et non par ce qui est écrit sur le papier. On peut écrire sur le papier tout ce que l'on voudra. Mais aussi longtemps que la classe des capitalistes est représentée au gouvernement par la majorité, la guerre reste impérialiste, quoi que vous écriviez, en dépit de votre éloquence et de la présence de ministres pseudo-socialistes. Tout le monde le sait, tout le monde le voit. L'exemple de l'Albanie, l'exemple de la Grèce, de la Perse [14] l'ont montré avec tant de clarté et d'évidence que je m'étonne de voir tout le monde attaquer notre déclaration écrite sur l'offensive [15], alors que personne ne dit mot des exemples concrets ! Il est facile de promettre des projets ; mais on ajourne sans cesse les mesures concrètes. Il est facile de rédiger une déclaration sur la paix sans annexions ; mais l'exemple de l'Albanie, de la Grèce et de la Perse est survenu *a p r è s* la formation du cabinet de coalition. N'est-ce pas à ce propos que le *Diélo Naroda* [16], qui n'est pas l'organe de notre parti, mais celui du gouvernement, celui des ministres, a écrit que c'est une avanie que l'on fait subir à la démocratie russe, que l'on étrangle la Grèce ? Et ce même Milioukov, dont vous faites Dieu sait qui — alors qu'il n'est dans son parti qu'un membre comme un autre, aucune différence entre lui et Térechtchenko —, a écrit que la diplomatie alliée a fait pression sur la Grèce. La guerre demeure impérialiste et, quelle que soit votre volonté de paix, si sincère que soit votre sympathie pour les travailleurs, si sincère que soit votre désir de paix — je suis entièrement convaincu qu'il ne peut pas ne pas être sincère dans la masse —, vous êtes impuissants parce qu'on ne peut mettre fin à la guerre qu'en continuant à développer la révolution. Avec la révolution en Russie a commencé par en bas la lutte révolutionnaire pour la paix. Si vous aviez pris le pouvoir en main, si le pouvoir était passé aux organisations révolutionnaires pour lutter contre les capitalistes russes, les travailleurs des autres pays auraient eu confiance en vous, vous auriez pu proposer la paix. Dès lors notre paix eût été assurée, du moins de deux côtés, du côté de deux peuples dont le sang coule à flots et dont

la cause est désespérée : du côté de l'Allemagne et de la France. Et si les circonstances nous avaient alors placés en face d'une guerre révolutionnaire — cela, personne n'en sait rien, et nous n'excluons pas cette éventualité —, nous aurions dit : « Nous ne sommes pas des pacifistes, nous ne renonçons pas à la guerre, si la classe révolutionnaire est au pouvoir, si elle a réellement enlevé aux capitalistes toute possibilité d'influer sur la direction des affaires, d'aggraver la débâcle économique qui leur permet de gagner des centaines de millions. » Le pouvoir révolutionnaire aurait expliqué et déclaré à tous les peuples sans exception, qu'ils doivent être libres ; que le peuple allemand n'a pas à faire la guerre pour garder l'Alsace et la Lorraine, ni le peuple français pour conserver ses colonies. Car, si la France se bat pour ses colonies, la Russie, elle, possède Khiva et Boukhara, qui sont aussi des sortes de colonies. Ce sera alors le partage des colonies. Mais comment les partager, suivant quelle norme ? Suivant la force. Or, le rapport des forces s'est modifié, la situation des capitalistes est telle qu'il n'est d'autre issue que la guerre. Quand vous aurez pris le pouvoir révolutionnaire, un chemin révolutionnaire vers la paix s'ouvrira devant vous : vous lancerez aux peuples un appel révolutionnaire ; vous leur fournirez l'exemple de la tactique à suivre. Dès lors, le chemin conduisant à la conquête révolutionnaire de la paix s'offrira à vous et vous permettra très probablement de sauver de la mort des centaines de milliers d'hommes. Vous pouvez être certains que les peuples allemand et français se prononceront alors en votre faveur. Quant aux capitalistes anglais, américains et japonais, si même ils voulaient faire la guerre à la classe ouvrière révolutionnaire — dont les forces décupleront quand les capitalistes auront été matés et écartés, et que le contrôle sera passé à la classe ouvrière —, si même les capitalistes américains, anglais et japonais voulaient la guerre, il y a 99 chances sur 100 qu'ils ne pourraient la faire. Il vous suffira de déclarer que vous n'êtes pas des pacifistes, que vous défendrez votre république ouvrière, prolétarienne, votre démocratie contre les capitalistes allemands, français et autres, pour que la paix soit assurée.

C'est pourquoi nous avons attaché une telle importance à notre déclaration sur l'offensive. Nous sommes à un tour-

nant de la révolution russe. Celle-ci a commencé par recevoir l'aide de la bourgeoisie impérialiste anglaise, qui considérait la Russie un peu comme la Chine ou l'Inde. Au lieu de cela, à côté du gouvernement où les grands propriétaires fonciers et les capitalistes sont aujourd'hui la majorité, ont surgi les Soviets, organismes représentatifs, comme le monde n'en avait encore jamais connu et d'une force sans précédent, que vous tuez par votre participation au ministère de coalition de la bourgeoisie. Au lieu de cela, la révolution russe a fait que la lutte révolutionnaire soutenue d'en bas contre le gouvernement capitaliste est accueillie partout, dans tous les pays, avec trois fois plus de sympathie. La question se pose ainsi : avancer ou reculer ? On ne peut pas piétiner sur place en période de révolution. Aussi l'offensive marque-t-elle un tournant de la révolution russe, sous le rapport non pas stratégique, mais politique et économique. Aujourd'hui, l'offensive signifie — objectivement, indépendamment de la volonté ou de la conscience de tel ou tel ministre — la continuation de la boucherie impérialiste et du massacre de centaines de milliers, de millions d'hommes, pour étrangler la Perse et d'autres peuples faibles. Le passage du pouvoir au prolétariat révolutionnaire bénéficiant de l'appui de la paysannerie pauvre, c'est le passage à la lutte révolutionnaire pour la paix sous les formes les plus sûres, les plus indolores que connaisse l'humanité ; le passage à un état de choses où le pouvoir et la victoire seront assurés aux ouvriers révolutionnaires de Russie et du monde entier. (*Applaudissements d'une partie de l'assemblée.*)

La « Pravda » nos 82 et 83, 22 (15) et 29 (16) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda » collationné sur le compte rendu sténographique corrigé par Lénine

2

DISCOURS SUR LA GUERRE
9 (22) JUIN

Permettez-moi, camarades, d'aborder l'examen du problème de la guerre, en vous rappelant deux passages de l'appel à tous les pays publié le 14 mars par le Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd. « Le moment est venu », y était-il dit, « d'entreprendre une action décisive contre les visées de conquête des gouvernements de tous les pays ; le moment est venu pour les peuples de régler eux-mêmes la question de la guerre et de la paix ». L'autre passage de cet appel s'adresse aux prolétaires de la coalition austro-allemande : « Refusez de servir d'instruments de conquête et de violence aux rois, aux grands propriétaires fonciers et aux banquiers ». Ces deux passages sont répétés sous des formes variées dans des dizaines, des centaines, et je crois même des milliers de résolutions d'ouvriers et de paysans russes.

Ma conviction est qu'ils montrent le mieux tout ce qu'a de contradictoire et d'on ne peut plus confus la situation dans laquelle la politique actuelle des mencheviks et des populistes [17] a plongé les ouvriers et les paysans révolutionnaires. D'une part, ils sont pour la guerre ; de l'autre, ils figurent parmi les représentants de classes qui ne sont point intéressées aux visées de conquête des gouvernements de tous les pays, et ils ne peuvent pas ne pas le dire. Cette psychologie et cette idéologie, si confuses qu'elles soient, sont très profondément ancrées dans l'esprit de la quasi-totalité des ouvriers et des paysans, elles traduisent la conscience du fait que la guerre est due aux visées

de conquête des gouvernements de tous les pays. Mais, par ailleurs, on comprend fort mal, ou pas du tout, que le gouvernement, quelle qu'en soit la forme, représente les intérêts de classes déterminées et que, par suite, l'opposer au peuple, comme dans le premier extrait cité par moi, c'est faire preuve d'une confusion théorique et d'une impuissance politique extrêmes, se vouer soi-même et vouer toute sa politique à des situations et à des attitudes des plus instables, des plus précaires. Il en est de même pour la dernière partie du deuxième texte cité ; on y trouve cette belle exhortation : « Refusez de servir d'instruments de conquête et de violence aux rois, aux grands propriétaires fonciers et aux banquiers. » Fort bien. Mais refusez aussi de servir d'instruments aux vôtres. Car si vous, ouvriers et paysans russes, vous vous adressez aux ouvriers et aux paysans d'Autriche et d'Allemagne, dont les gouvernements et les classes dirigeantes poursuivent la même guerre de brigandage et de spoliation que les capitalistes et les banquiers russes, anglais et français ; si vous leur dites : « Refusez de servir d'instruments à vos banquiers », sans interdire l'entrée du ministère à vos propres banquiers que vous placez à côté de ministres socialistes, vous invalidez tous vos appels, vous démentez par vos actes toute votre politique. Tout se passe comme si vos excellentes intentions, vos excellentes aspirations n'existaient pas, car vous aidez à poursuivre, du côté russe, cette même guerre impérialiste, cette même guerre de conquête. Vous allez à l'encontre des masses que vous représentez, car elles ne se placeront jamais du point de vue des capitalistes, ouvertement exprimé par Milioukov, Maklakov et autres qui vont disant : « Il n'est pas d'idée plus criminelle que de penser que l'on fait la guerre dans l'intérêt du capital. »

J'ignore si cette idée est criminelle ; je ne doute pas qu'elle le soit du point de vue de ceux qui aujourd'hui n'existent qu'à moitié et qui n'existeront peut-être plus demain ; mais elle est la seule juste, elle seule traduit l'idée que nous nous faisons de cette guerre, elle seule traduit les intérêts des classes opprimées, ceux de la lutte contre les oppresseurs. Et que l'on ne se fasse pas d'illusions quand nous disons que la guerre est capitaliste, que c'est une guerre de conquête. Cela n'implique pas le moins du monde

que les crimes de telle ou telle personnalité, de tel ou tel monarque, ont pu provoquer ce conflit.

L'impérialisme marque un certain degré de l'évolution du capital mondial ; après des dizaines d'années de préparation, le capitalisme a abouti à ceci qu'un petit groupe de pays immensément riches — ils ne sont pas plus de quatre : Angleterre, France, Allemagne et Amérique — ont accumulé tant de richesses, se chiffrant par centaines de milliards, ont accumulé tant de force dans les grandes banques et chez les grands capitalistes — ils ne sont pas plus de deux ou trois, une demi-douzaine au maximum, dans chacun de ces pays —, une force si colossale qu'elle a envahi tout l'univers et a littéralement partagé la planète au point de vue territorial, au point de vue colonial. Les colonies de ces puissances se côtoient dans tous les pays du globe. Ces Etats se sont partagé la planète également au point de vue économique, car il n'est pas un coin de terre où n'aient pénétré les concessions, où n'aient pénétré les tentacules du capital financier. Telle est la base des annexions. Les annexions ne sont pas une invention, elles ne résultent pas de la brusque transformation d'hommes épris de liberté en réactionnaires. Elles ne sont que l'expression politique et la forme politique du règne des banques géantes, qui découle inévitablement du capitalisme sans que ce soit la faute de personne, les banques reposant sur les actions et l'impérialisme sur l'accumulation des actions. Les grandes banques, elles, qui dominent l'univers grâce à leurs capitaux se chiffrant par centaines de milliards et qui rattachent des branches entières de la production aux associations de capitalistes et de monopolistes : tel est l'impérialisme qui a divisé l'univers en trois groupes de rapaces immensément riches.

L'Angleterre est à la tête de l'un de ces groupes, le premier, le plus proche de nous en Europe, tandis que l'Allemagne et l'Amérique sont à la tête des deux autres, leurs auxiliaires étant contraints de les aider aussi longtemps que durent les relations capitalistes. Aussi vous suffit-il de bien vous représenter le fond du problème, que sentent d'instinct tout opprimé, l'immense majorité des ouvriers et des paysans russes, pour comprendre tout ce qu'a de ridicule l'idée de combattre la guerre avec des mots, des manifestes, des proclamations, des congrès socialistes. Idée

ridicule, car vous aurez beau publier des déclarations, vous aurez beau faire des révolutions politiques — vous avez renversé Nicolas Romanov en Russie, vous êtes jusqu'à un certain point en république ; la Russie a fait un pas immense en avant, rattrapant peut-être d'un seul coup, ou presque, la France qui, dans d'autres conditions, a mis un siècle à en faire autant, et demeure un pays capitaliste —, les banques restent toutes-puissantes. Les capitalistes sont toujours là. Ils ont dû jeter du lest, mais n'en a-t-il pas été de même en 1905, et s'en sont-ils trouvés plus mal ? La chose est nouvelle pour les Russes, mais toutes les révolutions d'Europe l'ont bien montré : chaque fois que la vague révolutionnaire monte, les ouvriers obtiennent davantage, mais les capitalistes gardent le pouvoir. La lutte contre la guerre impérialiste n'est possible que si elle est une lutte des classes révolutionnaires contre les classes dominantes à l'échelle du monde entier. Il ne s'agit pas des grands propriétaires fonciers en général, bien qu'il y en ait en Russie et qu'ils y jouent un rôle plus grand que nulle part ailleurs ; ce n'est pas cette classe qui a créé l'impérialisme. Il s'agit de la classe des capitalistes, à la tête de laquelle se trouvent les principaux magnats de la finance et les grandes banques. Et tant que cette classe, qui exerce sa domination sur les prolétaires opprimés unis aux paysans pauvres, leurs alliés — les semi-prolétaires, comme il est dit dans notre programme — n'aura pas été renversée, cette guerre sera sans issue. Pour nourrir l'illusion que l'on peut, à l'aide de proclamations, d'appels aux autres peuples, unir les travailleurs de tous les pays, il faut vraiment se placer à un point de vue borné, exclusivement russe, ignorer qu'en Europe occidentale, où les ouvriers et les paysans sont accoutumés aux révolutions politiques pour en avoir vu des dizaines, la presse se moque de ces phrases et de ces appels. On ignore là-bas qu'en Russie la masse ouvrière s'est réellement levée, qui dans son immense majorité croit sincèrement et condamne les visées de conquête des capitalistes de tous les pays ; elle souhaite que les peuples s'arrachent au joug des banquiers. Mais on ne comprend pas, en Europe, qu'ayant des organisations telles que n'en possède aucun autre peuple : les Soviets des députés ouvriers, paysans et soldats, qui sont armés, vous envoyiez vos

socialistes siéger au ministère et donniez tout de même le pouvoir à ces banquiers. A l'étranger, on ne vous accuse pas seulement de naïveté : cela ne serait rien encore. Les Européens ont cessé de comprendre la naïveté en politique, cessé de comprendre qu'il y a en Russie des dizaines de millions d'hommes qui pour la première fois s'éveillent à la vie, qu'on ignore en Russie le lien qui existe entre les classes et le gouvernement, entre le gouvernement et la guerre. La guerre est la continuation de la politique bourgeoise, et rien de plus. La classe dominante détermine aussi la politique en temps de guerre. La guerre n'est que politique d'un bout à l'autre, la poursuite des mêmes fins par les mêmes classes à l'aide d'autres moyens. C'est pourquoi, lorsque vous écrivez dans vos appels aux ouvriers et aux paysans des autres pays : « Renversez vos banquiers », tout ouvrier conscient d'Europe se met à rire, à moins qu'il ne pleure et ne se dise avec amertume: « Qu'y pouvons-nous, s'ils ont renversé là-bas un idiot à demi sauvage, un monstre de monarque comme ceux dont nous nous sommes débarrassés depuis longtemps — c'est tout notre crime — et soutiennent maintenant avec leurs ministres « pseudo-socialistes » les banquiers russes ? »

Les banquiers restent au pouvoir, dirigent la politique étrangère par le moyen de la guerre impérialiste et maintiennent dans leur intégrité les traités conclus en Russie par Nicolas II. Cela est particulièrement frappant chez nous : toutes les grandes lignes de la politique extérieure de l'impérialisme russe ont été déterminées non par les capitalistes actuels, mais par le gouvernement antérieur et Nicolas Romanov que nous avons renversé. Il a conclu ces traités, ces traités restent secrets, les capitalistes ne peuvent les publier puisqu'ils sont des capitalistes. Mais aucun ouvrier, aucun paysan ne peut comprendre ce brouillamini, car il se dit : puisque nous invitons à renverser les capitalistes dans les autres pays, à bas nos propres banquiers pour commencer ! Faute de quoi, personne ne nous croira, personne ne nous prendra au sérieux et l'on dira de nous : Vous êtes des barbares russes bien naïfs, vous écrivez des choses excellentes en elles-mêmes, mais sans contenu politique ; ou, ce qui est pis, on nous prendra pour des hypocrites. Voilà ce que vous trouveriez dans la presse étrangère, si la presse de tou-

tes nuances pénétrait librement en Russie au lieu d'être retenue à Tornéo par les autorités anglaises et françaises. Un aperçu des journaux étrangers suffirait à vous montrer dans quelle contradiction flagrante vous tombez ; il vous convaincrait que l'idée de combattre cette guerre par des conférences socialistes, par des accords passés avec des socialistes dans des congrès, est on ne peut plus ridicule et erronée. Si l'impérialisme était la faute ou le crime de certaines personnes, le socialisme pourrait rester le socialisme. Mais l'impérialisme est le dernier degré de développement du capitalisme, lorsque celui-ci a abouti au partage du monde et au conflit à mort de deux gigantesques groupements. Il faut servir l'un ou l'autre, ou bien les renverser tous les deux ; pas d'autre solution. Quand vous repoussez une paix séparée en disant : « Nous ne voulons pas servir l'impérialisme allemand », vous avez parfaitement raison, et c'est pourquoi nous sommes aussi les adversaires de la paix séparée. Mais vous continuez en fait, contre votre gré, à servir l'impérialisme anglo-français et ses visées de conquête et de brigandage identiques à celles qui sont inscrites dans les traités conclus par les capitalistes russes avec l'aide de Nicolas Romanov. Nous ne connaissons pas le texte de ces traités, mais quiconque a suivi la littérature politique, quiconque a parcouru ne serait-ce qu'un ouvrage traitant de la vie économique et de la diplomatie, en connaît le contenu. D'ailleurs, si j'ai bonne mémoire, Milioukov a lui-même parlé dans ses livres de ces traités et de ces promesses : il y est question de piller la Galicie, les Détroits, l'Arménie, de garder les anciennes annexions et d'y ajouter quantité d'autres. Nul ne l'ignore et l'on continue pourtant à tenir les traités secrets en nous disant : Si vous les annulez, ce sera la rupture avec les Alliés.

J'ai déjà dit qu'il ne pouvait être question pour nous de paix séparée. La résolution de notre parti fait ressortir, sans que le moindre doute soit possible, que nous condamnons la paix séparée comme toute autre entente avec les capitalistes. La paix séparée, c'est pour nous l'entente avec les forbans allemands non moins pillards que les autres. Mais l'entente avec le capital russe au sein du Gouvernement provisoire de Russie, c'est aussi une paix séparée. Les traités tsaristes sont encore en vigueur, eux aussi ils

pillent et étranglent d'autres peuples. Quand on dit : « Paix sans annexions ni contributions », ce que doivent dire tout ouvrier et tout paysan russe, parce que la vie le leur apprend, parce qu'ils ne sont pas intéressés aux bénéfices des banques, parce qu'ils veulent vivre, je leur réponds : « Vos chefs du Soviet actuel des députés ouvriers et soldats, qui appartiennent aux partis populiste et menchevique, se sont empêtrés dans ce mot d'ordre. Ils lui ont donné, dans leurs *Izvestia*, la signification d'un retour au *statu quo*, c'est-à-dire à la situation d'avant la guerre. N'est-ce pas là une paix capitaliste ? Et quelle paix capitaliste ! Sachez, quand vous formulez ce mot d'ordre, que le cours des événements peut porter vos partis au pouvoir. Cela est possible en période de révolution. Vous devrez faire ce que vous dites. Or, si vous proposez tout de suite la paix sans annexions, elle sera acceptée par les Allemands et repoussée par les Anglais, car les capitalistes anglais n'ont pas perdu un pouce de territoire et ont exercé leurs rapines sur tous les points du monde. Les Allemands ont beaucoup pillé, mais aussi beaucoup perdu et, de plus, ils se sont trouvés face à face avec l'ennemi le plus formidable : l'Amérique. Si, proposant une paix sans annexions, vous entendez par là le retour au *statu quo*, vous aboutissez fatalement à une paix séparée avec des capitalistes. Les capitalistes allemands, voyant devant eux l'Amérique et l'Italie avec lesquelles ils avaient naguère des traités, diront alors : « Oui, nous acceptons cette paix sans annexions ; loin d'être une défaite, elle est pour nous une victoire sur l'Amérique et l'Italie. » Vous aboutissez objectivement à la paix séparée avec des capitalistes, dont vous nous accusez, parce que dans votre politique vous ne rompez pas en principe, dans vos actes, dans vos démarches pratiques, avec les banquiers qui représentent la domination impérialiste dans le monde entier, et que vos ministres « socialistes » et vous-mêmes soutenez au Gouvernement provisoire.

Vous vous placez ainsi dans une situation précaire, contradictoire, et les masses ne vous comprennent pas. Les masses, qui n'ont pas intérêt aux annexions, disent : nous ne voulons pas nous battre pour les capitalistes, quels qu'ils soient. Quand on vient nous dire que des congrès et des ententes entre socialistes de tous les pays peuvent mettre un

terme à une politique de ce genre, nous répondons : si l'impérialisme était le fait de quelques criminels, peut-être. Mais l'impérialisme, c'est le développement du capitalisme mondial, auquel est lié le mouvement ouvrier.

La victoire de l'impérialisme est le début de la scission des socialistes en deux camps, scission inévitable, inéluctable dans tous les pays. Quiconque continue à parler aujourd'hui des socialistes comme d'un tout, comme de quelque chose qui peut être un tout, se trompe et trompe les autres. C'est tout le cours de la guerre, ce sont les deux années et demie de guerre, qui ont provoqué cette scission, depuis que le manifeste de Bâle [18], adopté à l'unanimité, a dit que cette guerre a pour cause le capitalisme impérialiste. Le manifeste de Bâle ne souffle mot de la « défense de la patrie ». On ne pouvait rédiger un autre manifeste avant la guerre, de même que pas un socialiste ne proposera aujourd'hui de rédiger un manifeste sur la « défense de la patrie » dans une guerre entre l'Amérique et le Japon, où sa peau, ses capitalistes et ses ministres seront hors de cause. Rédigez une résolution pour des congrès internationaux ! Vous savez que la guerre entre le Japon et l'Amérique est mûre, qu'elle s'est préparée des dizaines d'années durant, qu'elle ne sera pas l'effet du hasard ; il importe peu, pour la tactique à suivre, de savoir qui a tiré le premier. Il serait ridicule de le croire. Vous savez fort bien que les capitalismes japonais et américain sont des forbans au même titre. On invoquera de part et d'autre la « défense de la patrie » ; ce sera ou bien un crime ou bien une terrible défaillance au nom de la « défense » des intérêts de nos ennemis les capitalistes. Voilà pourquoi nous disons que le socialisme s'est scindé sans retour. Des socialistes ont renié totalement le socialisme ; ceux qui sont passés du côté de leur gouvernement, de leurs banquiers, de leurs capitalistes, quelques réserves qu'ils fassent à leur égard, quelques blâmes qu'ils leur adressent. Il s'agit bien de blâmes ! Ceux que l'on adresse aux socialistes allemands, coupables de soutenir leurs capitalistes, dissimulent trop souvent la justification du même « péché » chez les Russes ! Si vous accusez les social-chauvins allemands, c'est-à-dire des hommes qui sont socialistes en paroles — peut-être nombre d'entre eux sont-ils des socialistes au fond d'eux-mêmes —,

et chauvins en fait, car ils défendent en fait non le peuple allemand, mais les capitalistes allemands sordides, âpres au gain et pillards, ne défendez pas les capitalistes anglais, français et russes. Les social-chauvins allemands ne sont pas pires que ceux qui, dans notre ministère, continuent la même politique des traités secrets et de brigandage en la dissimulant sous des vœux innocents, remplis de bonnes intentions, dont je reconnais du point de vue des masses la sincérité absolue, mais dans lesquels je ne reconnais pourtant, ni ne puis reconnaître, un seul mot de vérité politique. Ce ne sont là que vos désirs ; mais la guerre, elle, demeure impérialiste et se poursuit en vertu des mêmes traités secrets ! Vous invitez les autres peuples à renverser leurs banquiers, mais vous soutenez les vôtres ! Quand vous parlez de paix, vous ne précisez pas quelle paix vous avez en vue. Quand nous avons signalé cette contradiction flagrante d'une paix sur la base du *statu quo*, nul ne nous a répondu. Vous ne pourrez pas dire dans votre résolution sur la paix sans annexions qu'il ne s'agit pas d'un *statu quo*. Vous ne pouvez pas dire qu'il s'agit d'un *statu quo*, c'est-à-dire d'un retour à la situation d'avant-guerre. Que faire alors ? Enlever à l'Angleterre les colonies allemandes ? Essayez donc au moyen d'accords pacifiques ! Vous serez la risée de tout le monde. Essayez, sans révolution, d'enlever au Japon Kiao-Tchéou et les îles du Pacifique sur lesquels il a fait main basse !

Vous voilà empêtrés dans des contradictions insolubles. Quand nous disons, nous : « sans annexions », ce mot d'ordre n'est pour nous qu'un élément subalterne dans la lutte contre l'impérialisme mondial. Nous voulons, disons-nous, affranchir tous les peuples, en commençant par les nôtres. Vous parlez d'une guerre contre les annexions et d'une paix sans annexions, et vous poursuivez chez vous, en Russie, une politique annexionniste. C'est là une chose inouïe. Vous, votre gouvernement, vos nouveaux ministres, continuez en fait à l'égard de la Finlande et de l'Ukraine une politique d'annexions. Vous cherchez noise à un congrès d'Ukraine auquel vos ministres[19] interdisent de se réunir. Et ce ne serait pas là une annexion ? Cette politique insulte aux droits d'un peuple que les tsars ont martyrisé parce que ses fils voulaient parler leur langue maternelle.

C'est craindre la naissance de républiques séparées. Cela n'a rien d'effrayant aux yeux des ouvriers et des paysans. Que la Russie soit une fédération de libres républiques ! Les masses ouvrières et paysannes ne feront pas la guerre pour s'y opposer. Que chaque peuple s'émancipe, et en premier lieu toutes les nations avec lesquelles vous faites la révolution en Russie. Sans quoi, vous vous condamnerez à être en paroles une « démocratie révolutionnaire », alors qu'en réalité toute votre politique est contre-révolutionnaire.

Votre politique étrangère est antidémocratique et contre-révolutionnaire, tandis qu'une politique révolutionnaire pourrait vous mettre dans l'obligation de soutenir une guerre révolutionnaire. Mais pas nécessairement. Et le rapporteur et la presse, depuis quelques temps, se sont longuement étendus sur ce point. Je tiens à m'y arrêter, à mon tour.

Comment pensons-nous, pratiquement, sortir de cette guerre ? On ne pourra sortir de cette guerre, disons-nous, que par la révolution. Soutenez la révolution des classes opprimées par les capitalistes, renversez la classe des capitalistes, dans votre pays, et donnez ainsi l'exemple aux autres pays. C'est là, et là seulement, qu'est le socialisme. C'est là, et là seulement, qu'est la lutte contre la guerre. Le reste n'est que promesses, phrases, vœux anodins. Le socialisme s'est scindé dans tous les pays du monde. Vous continuez à vous fourvoyer en nouant contact avec les socialistes qui soutiennent leurs gouvernements, et vous oubliez qu'en Angleterre et en Allemagne les vrais socialistes, qui expriment le socialisme des masses, ne sont qu'une poignée et se trouvent en prison. Mais eux seuls expriment les intérêts du mouvement prolétarien. Et si la classe opprimée arrivait au pouvoir en Russie ? Quand on nous dit : comment ferez-vous pour sortir seuls de la guerre ? nous répondons : on ne peut en sortir seul. Toutes les résolutions de notre parti, tous les discours de nos orateurs dans les meetings disent qu'il serait insensé de croire que l'on puisse sortir seul de cette guerre. Cette guerre brasse des centaines de millions d'hommes, des capitaux par centaines de milliards. Elle ne comporte d'autre issue que le passage du pouvoir à la classe révolutionnaire, obligée en fait de

briser l'impérialisme, c'est-à-dire de rompre les liens de la finance, de la banque et des annexions. Tant que cela n'est pas fait, il n'y a rien de fait ! La révolution s'est bornée à substituer au tsarisme et à l'impérialisme une pseudo-république profondément impérialiste qui, même en la personne des représentants des ouvriers et des paysans révolutionnaires, ne sait pas se comporter démocratiquement, c'est-à-dire sans craindre la séparation, à l'égard de la Finlande et de l'Ukraine.

Nous aspirons, dit-on, à une paix séparée. C'est faux. Pas de paix séparée, disons-nous, avec aucun capitaliste, et avant tout les capitalistes russes ! Or, le Gouvernement provisoire a conclu une paix séparée avec les capitalistes russes. A bas cette paix séparée ! (*Applaudissements.*) Nous n'acceptons aucune paix séparée avec les capitalistes allemands et nous n'engagerons avec eux des pourparlers d'aucune sorte ; mais nous ne voulons pas non plus de paix séparée avec les impérialistes anglais et français. Rompre avec ces derniers, nous dit-on, c'est s'entendre avec les impérialistes allemands. C'est faux. Il faut rompre tout de suite avec eux, car c'est une alliance de brigandage. On dit que la publication des traités est impossible, car elle déshonorerait tout notre gouvernement, toute notre politique aux yeux de chaque ouvrier et de chaque paysan. Si l'on publiait ces traités et si l'on disait nettement aux ouvriers et aux paysans russes, au cours de réunions publiques, notamment dans tous les villages reculés : « Voilà pour quoi tu te bats maintenant : pour les Détroits, pour garder l'Arménie », chacun dirait : « Nous ne voulons pas de cette guerre ! » (*le président* : « Votre temps de parole est écoulé. » *Des voix* : « Continuez. ») Encore dix minutes. (*Des voix* : « Continuez. »)

Je dis que l'alternative : « Avec les impérialistes anglais ou avec les impérialistes allemands ! » ou bien : « La paix avec les impérialistes allemands, c'est la guerre avec les impérialistes anglais, et *vice versa* », est fausse. Cette alternative est du goût de ceux qui ne veulent pas rompre avec leurs capitalistes et leurs banquiers, admettent avec eux toute alliance quelle qu'elle soit. Elle n'est pas du nôtre. Nous parlons de défendre l'alliance avec la classe opprimée, avec les peuples opprimés. Demeurez fidèles à cette

alliance, et vous serez une démocratie révolutionnaire. Ce n'est pas une tâche facile. Elle ne nous permet pas d'oublier que dans certaines conditions, nous n'éviterons pas une guerre révolutionnaire. Aucune classe révolutionnaire ne peut renoncer d'avance à la guerre révolutionnaire sans se condamner à un pacifisme ridicule. Nous ne sommes pas des tolstoïens. Si la classe révolutionnaire prend le pouvoir, s'il ne subsiste dans son Etat aucune annexion, si les banques et le grand Capital n'ont plus aucun pouvoir, ce qui n'est pas chose facile en Russie, cette classe fera une guerre révolutionnaire non pas en paroles, mais en fait. On ne saurait renoncer d'avance à la guerre révolutionnaire. Ce serait verser dans le tolstoïsme, dans le philistinisme ; ce serait oublier toute la science marxiste, l'expérience de toutes les révolutions européennes.

On ne saurait soustraire la Russie seule à la guerre. Mais elle a en puissance des alliés formidables, qui à l'heure actuelle ne vous croient pas justement parce que votre attitude est contradictoire ou naïve, parce que vous conseillez aux autres peuples de renoncer aux annexions alors que vous-mêmes vous en faites. Vous dites aux autres peuples : renversez les banquiers. Mais vous ne renversez pas les vôtres. Essayez d'une autre politique. Publiez les traités et flétrissez-les devant chaque ouvrier, devant chaque paysan, au cours de réunions publiques. Dites : aucune paix avec les capitalistes allemands et rupture complète avec les capitalistes anglo-français. Que les Anglais évacuent la Turquie et cessent de se battre pour Bagdad. Qu'ils évacuent l'Inde et l'Egypte. Nous ne voulons pas nous battre pour qu'ils conservent les fruits de leurs rapines. Pas plus que nous ne voulons dépenser la moindre parcelle de notre énergie pour que les forbans allemands gardent les leurs. Si vous *agissez* de la sorte — jusqu'ici vous n'avez fait qu'en parler ; or, en politique, on ne croit pas aux paroles, et l'on a bien raison —, si non seulement vous le dites, mais si encore vous agissez, vos alliés actuellement en puissance ne manqueront pas de se manifester. Voyez l'état d'esprit de tout ouvrier et de tout paysan opprimés. Ils sympathisent avec vous, déplorant que vous soyez si faibles que, ayant des armes, vous laissiez les banquiers en place. Les ouvriers opprimés de tous les pays sont vos alliés. Ce que la révolution

de 1905 a montré en fait se reproduira. Elle était terriblement faible à ses débuts. Mais quel a été son résultat international ? Comment cette politique, comment l'histoire de 1905 ont-elles orienté la politique extérieure de la révolution russe ? Vous faites maintenant la politique extérieure de la révolution russe en plein accord avec les capitalistes. Or, 1905 a montré quelle doit être la politique extérieure de la révolution russe. C'est un fait qu'après le 17 octobre 1905 [20] des manifestations monstres ont commencé dans les rues et des barricades ont été dressées à Vienne et à Prague. Après 1905 il y a eu 1908 en Turquie, 1909 en Perse, 1910 en Chine [21]. Si vous en appelez à une démocratie vraiment révolutionnaire, à la classe ouvrière, aux opprimés, au lieu de vous entendre avec les capitalistes, vous aurez pour alliés non les classes d'oppresseurs, mais les classes opprimées, non les nations où les classes d'oppresseurs l'emportent temporairement aujourd'hui, mais celles que l'on est en train de démembrer.

On nous a rappelé ici le front allemand. Nul d'entre nous n'y a proposé le moindre changement, à part la libre diffusion de nos appels rédigés d'un côté en russe et de l'autre en allemand. Les capitalistes des deux pays sont des forbans, y est-il dit ; les éliminer, c'est faire un pas vers la paix. Mais il y a aussi d'autres fronts. Nous avons sur le front turc une armée dont j'ignore l'effectif. Admettons qu'il y ait là-bas trois millions d'hommes. Si cette armée, qui occupe actuellement l'Arménie et y procède à une annexion que vous tolérez, tout en prêchant aux autres peuples la paix sans annexions, bien que vous ayez la force et le pouvoir ; si cette armée adoptait ce programme, si elle faisait de l'Arménie une république indépendante et lui donnait l'argent que nous prennent les banquiers anglais et français, cela n'en vaudrait que mieux.

On dit que nous ne pouvons nous passer du soutien financier de l'Angleterre et de la France. Mais il nous « soutient » comme la corde soutient le pendu. Que la classe révolutionnaire russe dise : « A bas ce soutien, je ne reconnais pas les dettes contractées envers les capitalistes français et anglais, j'appelle à l'insurrection générale contre les capitalistes. Pas de paix avec les capitalistes allemands, pas d'alliance avec les capitalistes anglais et français ! »

Si cette politique était appliquée, notre armée de Turquie serait rendue libre et pourrait se porter sur d'autres fronts, car tous les peuples de l'Asie verraient que le peuple russe ne se borne pas à proclamer la paix sans annexions sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais que l'ouvrier et le paysan russes se mettent effectivement à la tête de toutes les nations opprimées ; que pour eux la lutte contre l'impérialisme ne se réduit pas à un simple vœu et à une pompeuse phraséologie ministérielle, mais répond aux intérêts vitaux de la révolution.

Notre situation est telle que nous pouvons être menacés d'une guerre révolutionnaire, mais celle-ci n'est pas fatale. Il est douteux, en effet, que les impérialistes anglais puissent nous faire la guerre si vous donnez l'exemple concret à tous les peuples voisins de la Russie. Prouvez que vous libérez la république arménienne, que vous passez un accord avec les Soviets des députés ouvriers et paysans de chaque pays, que vous êtes partisans d'une libre république, alors la politique de la révolution russe sera réellement révolutionnaire, réellement démocratique. Elle ne l'est encore qu'en paroles, elle est en fait contre-révolutionnaire, car vous êtes liés par l'impérialisme anglo-français sans vouloir le dire tout haut, sans oser en convenir. Il eût mieux valu, au lieu de lancer cet appel à «renverser les banquiers étrangers », dire tout net au peuple russe, aux ouvriers et aux paysans : « Nous sommes trop faibles pour secouer le joug des impérialistes anglo-français, nous sommes leurs esclaves, et c'est pourquoi nous faisons la guerre. » Cette triste vérité aurait eu une portée révolutionnaire, elle aurait réellement rapproché la fin de cette guerre de rapine. Voilà qui est mille fois plus important qu'un accord avec les social-chauvins français et anglais, que la réunion des congrès où ils se rendront, que la continuation d'une politique qui fait que pratiquement vous craignez de rompre avec les impérialistes d'un pays en restant les alliés d'un autre. Vous pouvez vous appuyer sur les classes opprimées des pays d'Europe, sur les peuples opprimés des pays plus faibles que la Russie étouffait sous les tsars, qu'elle étouffe comme aujourd'hui l'Arménie, vous pouvez, en vous appuyant sur eux, donner la liberté, en aidant leurs comités ouvriers et paysans, vous prendrez

la tête de toutes les classes opprimées, de tous les peuples opprimés, dans la guerre contre l'impérialisme allemand et l'impérialisme anglais, incapables de s'unir contre vous parce qu'ils sont engagés dans une lutte à mort, empêtrés dans d'inextricables difficultés, alors que la politique étrangère de la révolution russe, l'alliance sincère, réelle, avec les classes opprimées, avec les peuples opprimés, peuvent être couronnées de succès, ont quatre-vingt-dix-neuf chances de succès sur cent.

Nous avons lu récemment dans un journal de notre parti paraissant à Moscou la lettre d'un paysan commentant notre programme. Je me permettrai d'en citer, pour terminer, quelques lignes qui montrent comment un paysan a compris notre programme. Cette lettre a paru dans le n° 59 du *Social-Démocrate* [22], organe de notre parti à Moscou, et a été reproduite dans le n° 68 de la *Pravda* [23] : « Il faut un peu plus serrer la vis à la bourgeoisie pour qu'elle craque sur toutes les coutures ! Alors la guerre finira. Mais si nous ne la serrons pas assez, ça ira mal. » (*Applaudissements.*)

La « Pravda » n^os 95, 96 et 97 des 13 juillet (30 juin), 14 (1^er) et 15 (2) juillet 1917

Conforme au texte de la « Pravda » collationné sur le compte rendu sténographique corrigé par Lénine

LA DÉBÂCLE ÉCONOMIQUE ET LA FAÇON PROLÉTARIENNE DE LA COMBATTRE

Nous publions dans ce numéro une résolution adoptée par la Conférence des comités d'usine [24] sur les mesures à prendre contre la débâcle économique.

L'idée maîtresse de cette résolution est d'opposer à la *phrase* bourgeoise, bureaucratique et petite-bourgeoise, sur le contrôle, les conditions d'un contrôle *effectif* sur les capitalistes et la production. Les bourgeois mentent en faisant passer pour le « contrôle » des mesures de réglementation par l'Etat assurant aux capitalistes des bénéfices triplés, sinon décuplés. A la fois naïfs et cupides, les petits bourgeois se fient aux capitalistes et à l'Etat capitaliste, se contentant, pour le contrôle, des projets bureaucratiques les plus creux. La résolution adoptée par les ouvriers fait ressortir l'*essentiel* : comment faire en sorte : 1° de ne point « sauvegarder » en réalité les bénéfices des capitalistes ; 2° d'arracher les voiles du secret commercial ; 3° de donner aux ouvriers la majorité dans les organismes de contrôle ; 4° de confier l'organisation (du contrôle et de la direction) aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, *et non aux capitalistes*, étant donné qu'elle est conçue « à l'échelle de l'Etat tout entier ».

Sans cela, toutes les conversations sur le contrôle et la réglementation ne sont que mots en l'air ou même tromperie pure et simple du peuple.

Et c'est contre cette vérité, immédiatement saisie par tout ouvrier conscient et réfléchi, que se sont dressés les chefs de notre petite bourgeoisie, les populistes et les mencheviks (*Izvestia*, *Rabotchaïa Gazéta*). Les écrivains de la *Novaïa Jizn* qui avaient cette fois hésité à maintes reprises entre eux et nous, sont malheureusement tombés au niveau des populistes et des mencheviks.

Les camarades Avilov et Bazarov justifient à l'aide d'arguments d'apparence marxiste leur « chute » dans le bourbier de la confiance petite-bourgeoise, de l'esprit de conciliation et de la ponte des projets bureaucratiques. Voyons ces arguments.

Militants de la *Pravda* défendant la résolution du Bureau d'organisation (adoptée par la conférence), nous rétrograderions du marxisme au syndicalisme ! ! Rougissez, camarades Avilov et Bazarov, d'une telle inattention (ou d'une telle entorse à la vérité), digne seulement de la *Retch*[25] ou de l'*Edinstvo* [26] ! Nous ne préconisons pas le moins du monde le passage humoristique des chemins de fer aux mains des cheminots et des tanneries aux mains des tanneurs. Mais nous affirmons le principe du *contrôle des ouvriers*, contrôle appelé à se transformer en une réglementation complète de la production et de la répartition par les ouvriers, en une « organisation à l'échelle de l'Etat » de l'échange de blé contre les produits manufacturés, etc. (les coopératives urbaines et rurales devant y participer largement) ; et nous exigeons « le passage de la *totalité* du pouvoir d'Etat aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans ».

Des gens qui n'auraient pas achevé de lire notre résolution ou ne sauraient pas lire pourraient seuls y voir de bonne foi du syndicalisme.

Et seuls des pédants comprenant le marxisme comme le « comprenaient » Strouvé et tous les fonctionnaires libéraux peuvent dire : « Il est utopique de prétendre brûler l'étape du capitalisme d'Etat » ; « le type de réglementation doit lui-même garder, chez nous aussi, le caractère du capitalisme d'Etat ».

Prenez le syndicat patronal de l'industrie sucrière, ou les chemins de fer de l'Etat russe, ou les rois du pétrole, etc. Qu'est-ce donc sinon du capitalisme d'Etat ?

Peut-on « foncer » en brûlant l'étape de *ce qui existe déjà* ?

Tout est justement là : des gens qui ont fait du marxisme une sorte d'enseignement « bourgeois ossifié » *se dérobent*, à l'aide de raisonnements à prétention scientifique, mais en réalité assez oiseux sur la « révolution permanente » et « l'instauration » du socialisme et autres balivernes, aux tâches concrètes assignées par la vie elle-même, qui a réuni dans la pratique, en Russie, les syndicats patronaux d'industrie et la petite économie paysanne des campagnes.

Au fait ! au fait ! Un peu moins d'échappatoires, un peu plus de souci de la pratique ! Faut-il, oui ou non, laisser intacts les profits réalisés sur les fournitures de guerre, des profits de 500%, etc. ? Faut-il, oui ou non, maintenir inviolable le secret commercial ? Faut-il, oui ou non, donner aux ouvriers la possibilité d'exercer le contrôle ?

A ces questions pratiques, les camarades Avilov et Bazarov ne donnent pas de réponse ; émettant « à la manière de Strouvé » [27] des réflexions d'une allure « pseudo-marxiste », ils s'abaissent, sans s'en rendre compte eux-mêmes, au rôle d'auxiliaires de la bourgeoisie. Le bourgeois ne demande pas mieux que de répondre aux réclamations du peuple sur les bénéfices scandaleux des fournisseurs de guerre et sur la ruine par de « savants » raisonnements sur le caractère « utopique » du socialisme.

Ces raisonnements sont d'une sottise qui confine au ridicule, car l'impossibilité objective du socialisme est liée à la *petite* production que — loin de songer à l'exproprier — nous ne prétendons absolument pas réglementer ou même contrôler.

La « réglementation par l'Etat », à propos de laquelle les mencheviks, les populistes et tous les fonctionnaires (entraînant avec eux les camarades Avilov et Bazarov) parlent afin de s'échapper par la tangente, échafaudent mille projets pour *sauvegarder* les profits des capitalistes, discourent d'abondance afin de maintenir inviolable le secret commercial, cette réglementation par l'Etat, nous aspirons précisément à n'en point faire *une duperie*. Voilà de quoi il s'agit, chers pseudo-marxistes, et ce n'est pas de l'« instauration » du socialisme !

Il s'agit non pas d'une réglementation et d'un contrôle exercés par la classe des capitalistes sur les ouvriers, mais de *l'inverse*. La *lutte contre la débâcle* économique ne doit pas aboutir à la confiance en l'« Etat », chose digne des Louis Blanc ; elle doit aboutir à la revendication d'un Etat dirigé par les prolétaires et les semi-prolétaires. Toute autre solution n'est que phrase et tromperie.

La « Pravda » n° 73, 17 (4) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LE MILLE ET UNIÈME MENSONGE DES CAPITALISTES

La *Retch* écrit aujourd'hui dans son éditorial :

« Si un Lénine agissait en Allemagne, avec l'aimable concours étranger des Robert Grimm et des Rakovski, il resterait à supposer que l'Internationale ne veut pas empêcher la grande révolution russe d'affermir ses positions et, ce qui est le principal, de creuser profondément son sillon. Mais les Allemands ont pour l'instant répondu avec politesse n'avoir pas besoin de république et être satisfaits de leur Guillaume. Le *Vorwärts* [28], par exemple, est plus poli encore : il démontre que la démocratie russe ne doit pas tolérer les traités secrets ; sur la démocratie allemande l'organe socialiste garde modestement le silence. »

Que « les Robert Grimm et les Rakovski » aient prêté le moindre « concours » aux bolcheviks (avec qui ils ne furent *jamais* d'accord), c'est faux.

Confondre les *Plékhanov* « allemands » (ce sont *eux*, et eux seuls, qui écrivent dans le *Vorwärts*) avec les *internationalistes révolutionnaires allemands* enfermés *par centaines* dans les prisons allemandes (tel Karl Liebknecht), c'est le mille et unième mensonge de la *Retch* et des capitalistes en général, le mensonge le plus infâme et le plus cynique.

Il y a *deux* Internationales : 1° l'Internationale *des Plékhanov*, c'est-à-dire des traîtres au socialisme, c'est-à-dire des gens qui sont passés du côté de *leurs* gouvernements : Plékhanov, Guesde, Scheidemann, Sembat, Thomas, Henderson, Vandervelde, Bissolati et consorts ; 2° l'Internationale des *internationalistes révolutionnaires*, qui combattent

partout en révolutionnaires, même en temps de guerre, *leur* gouvernement, *leur* bourgeoisie.

La « grande révolution russe » peut *devenir* « grande », peut « affermir ses positions » et « creuser son sillon » à la seule condition de rompre avec la politique de soutien du gouvernement de « coalition » impérialiste, avec le soutien de la guerre impérialiste faite par ce gouvernement, avec le soutien de la classe capitaliste en général.

La « Pravda » n° 73, 17 (4) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LES ULTRAS DU 3 JUIN VEULENT L'OFFENSIVE IMMÉDIATE

Ces messieurs du 3 juin — ceux qui après 1905 aidèrent Nicolas Romanov à inonder de sang notre pays, à étrangler les révolutionnaires, à rétablir la toute-puissance des grands propriétaires fonciers et des capitalistes — se sont réunis en conférence en même temps que le congrès des Soviets [29].

Tandis que, devenu captif de la bourgeoisie, Tsérétéli s'efforçait par mille subterfuges d'atténuer l'urgence, la gravité, la brûlante actualité du problème politique de l'offensive immédiate, les ultras du 3 juin, compagnons d'armes de Nicolas-le-Sanglant et de Stolypine-le-Pendeur, grands propriétaires fonciers et capitalistes, n'ont pas craint de poser nettement, ouvertement, la question. Voici, adoptée *à l'unanimité*, la plus récente et la plus importante de leurs résolutions sur l'offensive :

« La Douma d'Etat (? ?) estime que l'offensive immédiate, le contact étroit avec les Alliés, sont les seuls moyens d'assurer la fin rapide de la guerre et la consécration définitive des libertés conquises par le peuple. »

Voilà qui est clair.

Voilà des hommes politiques, des hommes d'action, des serviteurs fidèles de *leur* classe, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Et comment les Tsérétéli, les Tchernov et consorts servent-ils *leur* classe à eux ? Ils se contentent d'exprimer des vœux pieux et soutiennent en réalité les capitalistes.

Tsérétéli affirmait que la question de l'offensive *immédiate* ne devait même pas être posée, car, en sût-il quelque chose, lui, ministre Tsérétéli, qu'il n'en dirait rien à personne. Et il ne se doutait pas (ô candeur !) que les ultras du 3 juin lui avaient opposé un *démenti*, *un démenti concret*, n'ayant nullement craint de parler même dans une motion publiquement non pas de l'offensive en général, mais précisément de l'offensive *immédiate*. Et les ultras ont eu raison, car c'est une question politique, celle des destinées de toute notre révolution.

Il n'y a pas de milieu ; on est pour ou contre l'« offensive immédiate » ; pas d'abstention possible ; se dérober, directement ou par allusions, en invoquant le secret militaire, serait tout bonnement indigne d'un homme politique ayant le sens de ses responsabilités.

Pour l'offensive immédiate, cela veut dire : pour la continuation de la guerre impérialiste, l'étranglement de la Perse, de la Grèce, de la Galicie, des peuples des Balkans, etc., au prix du massacre des ouvriers et des paysans russes ; pour le réveil et l'affermissement de la contre-révolution ; pour réduire à néant les phrases sur la « paix sans annexions » ; pour la guerre *au nom* des annexions.

Contre l'offensive immédiate, cela veut dire : pour le passage intégral du pouvoir aux Soviets ; pour le réveil de l'initiative révolutionnaire des classes opprimées ; pour la proposition *immédiate*, par les classes opprimées de *tous* les pays, d'une « paix sans annexions », d'une paix à des conditions précises de renversement du joug du capital, de libération de *toutes* les colonies sans exception et de *toutes* les nationalités opprimées ou lésées dans leurs droits, également sans exception.

La première voie est celle des capitalistes, de leurs intérêts, de leurs fins, celle de la confiance dans les capitalistes qui promettent depuis trois ans monts et merveilles, et plus encore, à la condition que la guerre soit « continuée jusqu'à la victoire ».

La deuxième voie est celle-ci : rompre avec les capitalistes, ne leur faire aucune confiance, mettre un frein à leur sordide rapacité, à leur enrichissement à centaines de millions par les fournitures de guerre ; c'est la voie de la confiance dans les classes opprimées, et d'abord dans

les ouvriers de *tous* les pays, de la confiance dans la *révolution ouvrière internationale contre le capital*, d'un concours sans réserve à cette révolution.

Il n'y a de choix qu'entre ces deux voies. Tsérétéli, Tchernov et consorts aiment les moyens termes. Il ne peut y en avoir en l'occurrence et, si les Tsérétéli, les Tchernov et consorts continuent à hésiter ou à s'en tirer avec des phrases, ils finiront par devenir définitivement des instruments de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

La « Pravda » n° 74, 19 (6) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

UNE ALLIANCE POUR ARRÊTER LA RÉVOLUTION

Tout le monde ne comprend pas, il s'en faut de beaucoup, que le nouveau gouvernement de coalition est précisément une alliance de ce genre entre les capitalistes et les chefs populistes et menchéviques. Il se peut que les ministres appartenant à ces derniers partis ne le comprennent pas non plus. Et pourtant, c'est un fait.

Un fait qui s'est révélé de façon particulièrement évidente le dimanche 4 juin, lorsque la presse du matin publia les comptes rendus des discours prononcés par Milioukov et Maklakov à l'assemblée des contre-révolutionnaires de la troisième Douma (appelée « Douma d'Etat » selon la tradition de Nicolas Romanov et de Stolypine-le-Pendeur) et lorsque au Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, réuni dans la soirée, les ministres Tsérétéli et consorts défendirent, dans leurs discours, le gouvernement et la politique de l'offensive.

Milioukov et Maklakov, comme tous les chefs capitalistes et contre-révolutionnaires de quelque valeur, sont des hommes pratiques, qui comprennent parfaitement le sens de la lutte des classes, quand *leur* classe est en jeu. C'est pourquoi ils ont posé la question de l'offensive avec une entière clarté, sans perdre une minute en phrases creuses sur l'offensive considérée du point de vue stratégique, phrases avec lesquelles Tsérétéli se trompait lui-même et trompait les autres.

Non, les cadets savent de quoi il retourne. Ils savent qu'à l'heure actuelle la question de l'offensive est *posée par*

la vie non point comme une question stratégique, mais comme une question politique, comme la question d'un *revirement de toute la révolution russe*. C'est précisément sous l'angle politique que les cadets l'ont posée à la « Douma d'Etat », de même que les bolcheviks et tous les internationalistes l'avaient posée dès samedi soir dans leur déclaration écrite au présidium du congrès des Soviets.

« Le sort de la Russie est entre ses mains, a proclamé Maklakov, le complice bien connu de Stolypine-le-Pendeur, et il sera réglé très prochainement » (juste ! très juste !). « Si nous réussissons effectivement à lancer l'offensive et à faire la guerre, pas seulement avec des résolutions, des discours dans les meetings et des drapeaux que l'on promène à travers la ville, mais à faire la guerre aussi sérieusement que nous la faisions auparavant » (vous entendez bien ? ce sont des paroles historiques du chef des capitalistes : « comme *nous* la faisions auparavant » !), « alors l'assainissement complet de la Russie surviendra rapidement. »

Paroles remarquables qu'il faut apprendre par cœur et méditer souvent. Remarquables parce qu'elles énoncent une *vérité de classe* que Milioukov a répétée à son tour sous une forme légèrement différente en adressant ce reproche au Soviet de Petrograd : « Comment se fait-il que, dans la déclaration (du Soviet), il ne soit pas question de l'offensive ? » et en soulignant que les impérialistes italiens ont posé « une question toute petite » (ironie de M. Milioukov !) : « allez-vous ou n'allez-vous pas attaquer ? elle n'a pas reçu non plus de réponse précise » (de la part du Soviet de Petrograd). Maklakov ayant exprimé « sa profonde considération » pour Kérenski, Milioukov a expliqué :

« Je crains fort que ce qui est mis au point par notre ministre de la Guerre » (très juste, ce « notre » ! notre, c'est-à-dire qui se trouve aux mains des capitalistes !) « se défasse de nouveau ici et que nous laissions passer l'ultime moment où, à la question de nos alliés : attaquons-nous ou non, nous pouvons encore » (remarquez cet « encore » !) « donner une réponse satisfaisante et pour nous et pour eux. »

« Et pour nous et pour eux » et pour les impérialistes russes et pour les impérialistes anglo-français et autres ! L'offensive « peut encore » les « satisfaire », c'est-à-dire aider à étrangler complètement la Perse, l'Albanie, la Grèce, la Mésopotamie, à assurer la conservation de tout le butin volé aux Allemands et la confiscation du butin volé

par les forbans allemands. Voilà le fond de la question. Voilà la vérité de classe sur la signification politique de l'offensive. Satisfaire les appétits des impérialistes de Russie, d'Angleterre, etc., prolonger la guerre impérialiste de conquête, s'engager sur la voie, *non* de la paix sans annexions (qui n'est possible que par la continuation de la révolution), *mais de la guerre pour les annexions.*

Tel est le sens de l'offensive du point de vue de la politique extérieure. Et, dans la phrase historique citée ci-dessus, Maklakov en a défini le sens du point de vue de la politique *intérieure.* « L'assainissement complet de la Russie » signifie, dans la bouche de Maklakov, la victoire complète de la contre-révolution. Ceux qui n'ont pas oublié les beaux discours de Maklakov sur l'époque de 1905 et les années 1907-1913 retrouveront dans la plupart d'entre eux une confirmation de cette façon de voir.

Faire la guerre « *comme nous la faisions auparavant* » — « nous », c'est-à-dire les capitalistes, tsar en tête ! — faire la guerre des impérialistes, c'est « assainir » la Russie, autrement dit : assurer la victoire des capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

Telle est la vérité de classe.

L'offensive, quelle que puisse en être l'issue au point de vue militaire, signifie politiquement le renforcement de l'esprit impérialiste, de la mentalité impérialiste, des engouements impérialistes, le renforcement de l'ancien commandement de l'armée, qui n'a pas été remplacé (« faire la guerre *comme nous la faisions auparavant* »), le renforcement des *positions fondamentales de la contre-révolution.*

Qu'ils le désirent ou non, qu'ils en aient conscience ou non, Tsérétéli et Kérenski, Skobélev et Tchernov, non en tant qu'individus, mais en tant que chefs des partis populiste et menchevique, ont soutenu la contre-révolution ; en *ce moment décisif* ils sont passés de son côté, ils ont pris position au sein de l'alliance pour l'arrêt de la révolution et la prolongation de la guerre « *comme nous la faisions auparavant* ».

Il ne faut pas se faire d'illusions à ce sujet.

La « Pravda » n° 74, 19 (6) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

REMERCIEMENTS

Nous sommes très reconnaissants au journal chauvin *Volia Naroda* [30] d'avoir reproduit dans son numéro du 4 juin nos documents sur le voyage via l'Allemagne. Ces documents montrent que nous considérions *dès cette époque* l'attitude de Grimm comme « équivoque » et que nous refusions ses services.

C'est un fait, et l'on ne se dérobe pas aux faits.

Quant aux vagues insinuations de la *Volia Naroda*, nous répondons : ne tremblez pas, Messieurs, accusez-nous *ouvertement* d'un crime ou d'un délit donné ! Essayez ! Est-il donc si difficile de comprendre qu'il est *malhonnête* de se contenter de vagues insinuations et de craindre de signer une accusation ?

La « Pravda » n° 74,
19 (6) juin 1917

Conforme au texte
de la « Pravda »

Y A-T-IL UN CHEMIN VERS UNE PAIX ÉQUITABLE?

Y a-t-il un chemin vers une paix sans échange d'annexions (de conquêtes), sans partage de butin entre forbans capitalistes ?

Oui. Par la révolution ouvrière contre les capitalistes de tous les pays.

La Russie est en ce moment le pays le plus proche du début de cette révolution.

Ce n'est qu'en Russie que le passage du pouvoir à des organismes déjà existants, les Soviets, peut s'effectuer d'un seul coup, pacifiquement, sans insurrection, les capitalistes ne pouvant résister aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

Ce passage du pouvoir permettrait de mettre à la raison les capitalistes qui gagnent des milliards sur les fournitures de guerre, de révéler toutes leurs machinations, d'arrêter les millionnaires prévaricateurs, de briser leur toute-puissance.

Ce n'est qu'après le passage du pouvoir aux classes opprimées que la Russie pourrait s'adresser aux classes opprimées des autres pays, non plus avec des mots creux et des appels abstraits, mais en invoquant son propre exemple et en *proposant* sur l'heure, en termes précis, les conditions bien claires d'une *paix générale.*

Cette proposition de paix immédiate porterait : Camarades ouvriers et travailleurs de tous les pays ! Assez de sang. La paix est possible. Une paix équitable est une paix sans annexions, sans conquêtes. Que les forbans capitalistes

allemands et leur bandit couronné Guillaume sachent que nous ne traiterons pas avec eux et que nous considérons comme conquêtes non seulement ce qu'ils ont pillé depuis la guerre, mais aussi l'Alsace et la Lorraine, et aussi les territoires danois et polonais de la Prusse.

Nous considérons comme conquêtes des tsars et des capitalistes russes la Pologne, la Finlande, l'Ukraine et les autres pays non grands-russes.

Nous considérons comme conquêtes des capitalistes anglais, français et autres *toutes* leurs colonies, l'Irlande, etc.

Nous, ouvriers et paysans russes, nous *ne* garderons par la force *aucun* des territoires non grands-russes, *aucune* des colonies russes (tels le Turkestan, la Mongolie, la Perse). A bas la guerre *pour le partage des colonies*, pour le partage des annexions, pour le partage du butin des capitalistes !

L'exemple des ouvriers russes sera inévitablement suivi, peut-être pas dès demain (les révolutions ne se font pas sur commande), mais inévitablement, par les ouvriers et les travailleurs *de deux grands pays au moins* : l'Allemagne et la France.

Car *ces deux pays succombent*, le premier à la famine, le second aux pertes en vies humaines. Tous deux concluront la paix à nos justes conditions, *à l'encontre de leurs gouvernements capitalistes.*

Le chemin de la paix s'ouvre devant nous.

Si les capitalistes anglais, japonais, américains, tentaient de s'opposer à *cette* paix, les classes opprimées de la Russie et des autres pays ne reculeraient pas devant une guerre révolutionnaire *contre les capitalistes.* Et, dans une *telle* guerre, elles ne vaincraient pas seulement les capitalistes de trois pays éloignés de la Russie et absorbés par leurs propres rivalités, elles vaincraient aussi les capitalistes du *monde entier.*

Le chemin d'une paix équitable s'ouvre devant nous. Ne craignons pas *de nous y engager.*

La « Pravda » n° 75, 20 (7) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

SUR LES ENNEMIS DU PEUPLE

L'*Edinstvo* de Plékhanov (journal dont le *Diélo Naroda* socialiste-révolutionnaire lui-même dit avec raison qu'il ne fait qu'un avec la bourgeoisie libérale) évoquait récemment la loi sur les ennemis du peuple promulguée par la République française en 1793.

Evocation venant bien à son heure.

Les jacobins de 1793 représentaient la classe la plus révolutionnaire du XVIII^e^ siècle, les éléments pauvres des villes et des campagnes. Contre cette classe qui avait déjà fait justice pratiquement (et pas en paroles) de son monarque, de ses grands propriétaires fonciers, de ses bourgeois modérés, par les moyens les plus révolutionnaires, guillotine y comprise, contre cette classe authentiquement révolutionnaire du XVIII^e^ siècle les monarques coalisés d'Europe tournèrent leurs armes.

Les jacobins déclarèrent ennemis du peuple ceux qui se faisaient « les auxiliaires des intrigues des tyrans coalisés contre la République ».

L'exemple des jacobins est riche d'enseignements. Il n'a pas vieilli, mais il faut l'appliquer à la classe révolutionnaire du XX^e^ siècle, aux ouvriers et aux semi-prolétaires. Pour cette classe-ci, au XX^e^ siècle, l'ennemi, ce sont les grands propriétaires fonciers et les capitalistes considérés en tant que classe, et non les monarques.

Si le pouvoir passait aux « jacobins » du XX^e^ siècle, aux prolétaires et aux semi-prolétaires, ils déclareraient ennemis du peuple les capitalistes qui s'enrichissent à mil-

liards dans la guerre impérialiste, *c'est-à-dire* dans une guerre pour le partage du butin et des bénéfices des capitalistes.

Les « jacobins » du XX^e^ siècle ne se mettraient pas à guillotiner les capitalistes : imiter un bon exemple n'est pas le copier. Il suffirait d'arrêter 50 à 100 magnats du capital bancaire, hauts chevaliers de la prévarication et du pillage bancaire ; il suffirait de les mettre en état d'arrestation pendant quelques semaines, *pour divulguer leurs tripotages* et montrer à tous les exploités « à qui profite la guerre ». Les tripotages des rois de la banque une fois divulgués, on pourrait les remettre en liberté, en plaçant sous le contrôle des ouvriers les banques, les syndicats capitalistes et les hommes d'affaires « travaillant » pour le compte du Trésor.

Les jacobins de 1793 sont entrés dans l'histoire comme un grand exemple de lutte authentiquement révolutionnaire contre *la classe des exploiteurs*, de lutte soutenue par *la classe des travailleurs et des opprimés*, maîtresse de *tout* le pouvoir d'Etat.

Le triste *Edinstvo* (dont l'alliance a fait rougir les mencheviks jusqu'auboutistes) veut accepter la lettre du jacobinisme, mais non son esprit, ses manifestations extérieures, mais non le contenu de sa politique. C'est au fond trahir la révolution du XX^e^ siècle, la trahir en invoquant faussement les révolutionnaires du XVIII^e^ siècle.

La « Pravda » n° 75, 20 (7) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

NOTE

On lit dans le *Novoïé Vrémia*[31] du 6 juin :

« Pourquoi voit-on apparaître dans ces jours de liberté cette main noire, surgie on ne sait d'où, qui tire les marionnettes de la démocratie russe ? Lénine !... Mais son nom est légion. Lénine surgit à tous les carrefours. Et il devient évident que la force n'est pas en lui, mais dans un terrain propice aux germes de l'anarchie et de la folie. »

Nous qualifions d'anarchique le fait que les capitalistes réalisent des profits scandaleux sur les fournitures de guerre. Nous qualifions de folle une guerre faite pour le partage des annexions, pour le partage des bénéfices capitalistes. Et si ces opinions-là sont accueillies avec sympathie « à tous les carrefours », c'est qu'elles expriment avec justesse les intérêts du prolétariat, les intérêts de tous les travailleurs et de tous les exploités.

La « Pravda » n° 75,
20 (7) juin 1917

Conforme au texte
de la « Pravda »

LE « GRAND DÉPART »

Le « grand départ » de la bourgeoisie s'écartant du gouvernement. La formation du gouvernement de coalition, l'entrée d'ex-socialistes dans le ministère étaient ainsi définies le dimanche par le rapporteur du Comité exécutif.

Les deux premiers mots de cette phrase sont les seuls justes. « Grand départ », l'expression s'applique parfaitement au 6 mai (formation du gouvernement de coalition). Le « grand départ » a vraiment commencé ou, plus exactement, c'est alors qu'il s'est manifesté avec le plus d'évidence. Seulement cela n'a pas été le grand départ de la bourgeoisie s'écartant du gouvernement, mais celui des chefs mencheviques et populistes *s'écartant* de la révolution.

Le congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats qui se tient en ce moment l'a montré avec un relief admirable, et c'est précisément ce qui en fait l'importance.

Le 6 mai a été pour la bourgeoisie une journée fructueuse. Son gouvernement était près de sa perte. Les masses lui étaient, manifestement et sans réserve, ardemment et irréductiblement hostiles. Il suffisait d'un seul mot des chefs populistes et mencheviques du Soviet pour que le gouvernement abandonnât sans condition le pouvoir, et Lvov dut en convenir franchement à la séance du palais Marie.

La bourgeoisie se livra à une habile manœuvre qui stupéfia les petits bourgeois russes et en général les grandes

masses de la Russie, grisa les chefs à prétentions intellectuelles du menchevisme et du populisme, et qui partait d'une juste appréciation du caractère véritable de nos Louis Blanc. Rappelons que Louis Blanc, socialiste petit-bourgeois bien connu, entra au gouvernement français en 1848 et se rendit aussi tristement célèbre en 1871. Louis Blanc se considérait comme le *chef* de la « démocratie laborieuse » ou de la « démocratie socialiste » (ce dernier mot fut aussi souvent employé en France en 1848 qu'il l'est dans la littérature des *socialistes-révolutionnaires*[32] et des mencheviks en 1917), alors qu'il était en réalité à la remorque de la bourgeoisie et n'était qu'un jouet entre ses mains.

Près de 70 années se sont écoulées depuis, au cours desquelles la manœuvre qui semble en Russie une nouveauté, servit maintes et maintes fois à la bourgeoisie occidentale. Son principe consiste à mettre les chefs de la « démocratie socialiste » qui « se retirent » du socialisme et de la révolution, en posture de *surnuméraires*, inoffensifs pour la bourgeoisie, auprès d'un gouvernement bourgeois, à faire écran entre ce gouvernement et le peuple à l'aide de ministres pseudo-socialistes, à masquer la nature contre-révolutionnaire de la bourgeoisie sous la brillante et impressionnante enseigne du ministérialisme «socialiste ».

Ce procédé de la bourgeoisie, maintes fois mis à contribution dans les pays anglo-saxons et scandinaves, ainsi que dans bien des pays latins, a surtout été poussé à la perfection en France. Le 6 mai 1917 l'a introduit en Russie.

« Nos » ministres pseudo-socialistes se sont trouvés dans une situation telle que la bourgeoisie s'est mise à tirer les marrons du feu avec *leurs* mains, à faire *par leur intermédiaire* ce qu'elle n'aurait jamais pu faire sans eux.

Il n'était pas possible avec un Goutchkov d'entraîner les masses à la continuation de la guerre *impérialiste*, d'une guerre de conquêtes, d'une guerre *pour le partage* des colonies et des annexions en général. Avec Kérenski (et Tsérétéli, plus occupé à défendre Térechtchenko qu'à défendre les travailleurs des postes et télégraphes), la bourgeoisie y est parvenue, comme l'ont reconnu justement Milioukov et

Maklakov, et a pu « arranger » la continuation d'une guerre qui porte précisément ce caractère.

Avec un Chingarev il n'était pas possible d'assurer le maintien de la propriété foncière, même jusqu'à l'Assemblée constituante (« l'assainissement de la Russie sera complet », a dit Maklakov, si l'offensive a lieu : c'est-à-dire que l'Assemblée constituante sera, elle aussi, « assainie »). On y arrivera avec Tchernov. On a persuadé les paysans — bien qu'ils ne s'y soient pas prêtés très volontiers — qu'affermer les terres des propriétaires fonciers en accord avec ces derniers, c'est l'« ordre », tandis qu'abolir sur l'heure la propriété foncière et recevoir les anciens grands domaines à bail *des mains du peuple*, jusqu'à l'Assemblée constituante, c'est de l'« anarchie ». Nul autre que Tchernov n'aurait pu faire prévaloir cette idée de grand propriétaire foncier, cette idée contre-révolutionnaire.

Avec un Konovalov, il n'était pas possible de faire triompher la défense (*et l'augmentation* : voir ce que dit le journal ministériel *Rabotchaïa Gazéta* à propos des propriétaires des houillères) des scandaleux bénéfices des fournisseurs de guerre. Par l'intermédiaire de Skobélev ou avec son concours, on peut mener cette défense à bien en prétendant maintenir l'état de choses antérieur, en niant d'une manière pseudo-marxiste la possibilité d'« instaurer » le socialisme.

On ne peut pas instaurer le socialisme : *aussi peut*-on dissimuler au peuple et conserver quelque temps encore les bénéfices scandaleux réalisés par les capitalistes non dans leurs entreprises purement capitalistes, mais *sur les fournitures faites à l'armée, au Trésor* ! Voilà l'admirable raisonnement à la Strouvé qui réunit Térechtchenko, Lvov et le « marxiste » Skobélev.

Avec Lvov, Milioukov, Térechtchenko, Chingarev et Cie, on ne peut pas influencer les assemblées populaires et les Soviets. Avec Tsérétéli, Tchernov et Cie, on peut les influencer dans le même sens bourgeois, on peut les orienter vers la *même* politique impérialiste bourgeoise à l'aide de phrases d'une « agréable » sonorité et d'un effet particulièrement « heureux » ; on peut les amener jusqu'à la négation du droit démocratique élémentaire d'*élire* les

autorités locales et de ne point tolérer qu'elles soient nommées ou agréées par les autorités supérieures.

Par la négation de ce droit, Tsérétéli, Tchernov et Cie, cessant d'être des ex-socialistes, sont devenus en réalité, sans s'en rendre compte, des ex-démocrates.

« Grand départ », en vérité !

La « Pravda » n° 76,
21 (8) juin 1917

Conforme au texte
de la « Pravda »

DE L'UTILITÉ DE LA POLÉMIQUE SUR LE FOND

Chers camarades écrivains de la *Novaïa Jizn* ! Vous êtes mécontents de notre critique, que vous trouvez trop sévère. Essayons d'être aimables et doux.

Abordons, pour commencer, deux des questions que vous posez.

Peut-on parler sérieusement du contrôle de la production, pour ne rien dire de la réglementation de celle-ci, sans rompre avec l'« inviolabilité du secret commercial » ?

Nous avons affirmé que la *Novaïa Jizn* ne répond pas à cette question « pratique ». La *Novaïa Jizn* nous réplique que nous « trouverons » une réponse à cette question, « même » dans la *Rabotchaïa Gazéta.*

Nous n'en trouvons pas, chers camarades ! Et vous n'en trouverez jamais non plus. Cherchez un peu mieux ; vous n'en trouverez pas.

La *Novaïa Jizn*, excusez-nous, a péché justement en ce sens que, tout en exaltant le « contrôle », elle n'a pas posé pratiquement la question pratique de l'inviolabilité du secret commercial.

Deuxième question : peut-on confondre l'instauration immédiate du socialisme (contre laquelle s'est élevée la *Novaïa Jizn* et que nous n'avons pas préconisée) avec l'institution immédiate d'un contrôle pratique des banques et des syndicats industriels ? Quand nous avons répondu à cette question en disant que nous ne prétendons ni

exproprier, ni réglementer, ni contrôler les petites entreprises, la *Novaïa Jizn* a répliqué : « Aveu précieux, légitime », mais peut-être « trop hâtif ».

Permettez, chers camarades, quelle « hâte » y voyez-vous ? Ce n'est qu'un exposé abrégé de la longue résolution circonstanciée, adoptée par notre conférence. Mais peut-être cette résolution ne vous a-t-elle pas intéressés suffisamment pour que vous preniez la peine de la lire ?

La polémique sur le fond est utile, et il est nuisible de s'y dérober par des équivoques.

La « Pravda » n° 76, 21 (8) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

ÉPIDÉMIE DE CRÉDULITÉ

« Camarades, la résistance des capitalistes est apparemment brisée. »

Cette agréable nouvelle, nous l'empruntons au discours du ministre Péchékhonov. Nouvelle ahurissante ! « La résistance des capitalistes est brisée »...

Et l'on écoute de ces discours ministériels, et on applaudit à ces déclarations ministérielles. N'est-ce pas vraiment une épidémie de crédulité ?

D'une part, on s'effraie soi-même et on effraie les gens en invoquant surtout la « dictature du prolétariat ». D'autre part, quelle différence y a-t-il donc entre la notion de « dictature du prolétariat » et le fait de briser la résistance des capitalistes ? Aucune. Dictature du prolétariat est un terme scientifique définissant la classe qui joue le rôle prépondérant en la matière, ainsi que la forme particulière du pouvoir d'Etat qui s'appelle dictature, à savoir : un pouvoir reposant non sur la loi, non sur des élections, mais directement sur la force armée de telle ou telle partie de la population.

En quoi réside le sens, la signification de la dictature du prolétariat ? Précisément en ce qu'elle brise la résistance des capitalistes ! Et si « la résistance des capitalistes est apparemment brisée » en Russie, cette phrase ne signifie absolument rien d'autre que : « la dictature du prolétariat est apparemment réalisée » en Russie.

Le « seul » malheur est que nous n'avons là rien de plus qu'une phrase ministérielle. Quelque chose comme l'exclamation cavalière de Skobélev : « Je prélèverai 100% des bénéfices [33] ». Une des fleurs de cette éloquence « démocratique révolutionnaire » qui submerge en ce moment la Russie, grise la petite bourgeoisie, démoralise et abêtit

les masses populaires, sème à profusion les bacilles de l'épidémie de crédulité.

On voit dans une comédie française (les Français ont, ce me semble, surpassé les autres peuples dans l'art de jouer aux ministères socialistes) un gramophone répéter dans tous les coins de France, devant les réunions électorales, un discours contenant les promesses d'un ministre « socialiste ». Nous pensons que le citoyen Péchékhonov devrait remettre à une société de diffusion de disques de gramophone sa phrase historique : « Camarades, la résistance des capitalistes est apparemment brisée. » Il sera très utile et très commode (pour les capitalistes) de la diffuser dans toutes les langues à travers le monde : voyez donc les brillants résultats de l'expérience russe d'un ministère de coalition entre la bourgeoisie et les socialistes !

Le citoyen-ministre Péchékhonov — que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (qui, en 1906, s'en désolidarisaient dans la presse comme d'un petit bourgeois évolué trop à droite) qualifient de socialiste *depuis qu'il est entré dans le ministère en compagnie de Tsérétéli et de Tchernov* —, le citoyen Péchékhonov ferait cependant bien de répondre à cette simple et modeste question :

— Qu'avons-nous à prétendre briser la résistance des capitalistes ? Si nous entreprenions plutôt de dévoiler aux syndicats ouvriers et à tous les grands partis politiques les bénéfices fabuleux des capitalistes ? Ou d'abolir le secret commercial ?

— Qu'avons-nous à parler de « dictature du prolétariat » (« briser la résistance des capitalistes ») ? Ne vaut-il pas mieux *dévoiler la prévarication* ?

Si, comme nous en informe la *Rabotchaïa Gazéta*, journal *ministériel*, les prix des fournitures de charbon sont *augmentés* par le Gouvernement révolutionnaire, cela ne ressemble-t-il pas à de la prévarication ? Ne vaudrait-il pas mieux publier, ne serait-ce qu'une fois par semaine, les « lettres de garantie » des banques et autres documents sur les fournitures de guerre et leurs prix plutôt que discourir sur « la résistance brisée des capitalistes » ?

La « Pravda » n° 76, 21 (8) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

UN TIENS VAUT MIEUX QUE DEUX TU L'AURAS

Le ministre Péchékhonov a dit dans son discours quantité de belles et nobles choses. Il a parlé de la « répartition égalitaire de ce que nous avons », il a dit que « la résistance des capitalistes est apparemment brisée », et ainsi de suite.

Mais il n'a donné qu'un seul chiffre précis. Son discours ne contenait qu'un seul fait précis, auquel sont consacrées six lignes dans un compte rendu de huit colonnes. Ce fait, le voici : les usines vendent 20 copecks la livre de clous que la population paie deux roubles.

Ne pourrait-on pas, si « la résistance des capitalistes est brisée », faire passer une loi prescrivant la publication : 1° de toutes les lettres de garantie sur les prix des fournitures ; 2° de tous les prix des fournitures au Trésor en général ; 3° du prix de revient des articles livrés au Trésor ; 4° et ne pourrait-on pas donner aux organisations ouvrières la possibilité de vérifier tous les faits de cet ordre ?

La «Pravda» n° 76, 21 (8) juin 1917

Conforme au texte de la «Pravda»

INSTAURER LE SOCIALISME OU DIVULGUER LES MALVERSATIONS ?

Le socialisme ne peut être instauré en Russie, voilà qui est décidé, classé. M. Milioukov l'a démontré — de façon presque complètement marxiste — à la conférence des ultras du 3 juin, à la suite du journal ministériel menchevique, la *Rabotchaïa Gazéta*. Le plus grand parti de la Russie en général, et du congrès des Soviets en particulier, le parti socialiste-révolutionnaire, qui n'est pas seulement le plus grand parti, mais aussi celui auquel la continuation de la révolution vers le socialisme inspire la crainte idéologique (désintéressée) la plus grande, est d'accord sur ce point.

A la vérité, il suffit de consulter la résolution de la conférence bolchevique des 24-29 avril 1917 pour constater que les bolcheviks considèrent, eux aussi, l'« instauration » immédiate du socialisme en Russie comme impossible.

Mais alors, pourquoi ce débat ? Quelle est la cause de ce vacarme ?

La cause en est qu'en clamant contre l'« instauration » du socialisme en Russie, on seconde (souvent sans en avoir conscience) les efforts de ceux qui s'opposent à la *divulgation des malversations*.

Ne discutons pas sur les mots, citoyens ! C'est indigne non seulement de « démocrates révolutionnaires », mais aussi, plus généralement, d'hommes de bon sens. Ne parlons pas de l'« instauration » du socialisme, qui est repoussée « par tout le monde ». Parlons de la divulgation des malversations.

Quand les capitalistes travaillent pour la défense nationale, c'est-à-dire pour l'Etat, nous sommes — chose évidente — en présence non d'un capitalisme « pur », mais d'une variété particulière d'économie nationale. Le capitalisme pur, c'est la production marchande. La production marchande, c'est le travail pour un marché libre et *inconnu*. Or le capitaliste qui « travaille » pour la défense nationale ne « travaille » nullement pour le marché, mais *sur commande* de l'Etat et même, le plus souvent, avec l'argent que l'Etat lui a versé sous forme de crédit.

A notre avis, la dissimulation de l'importance des bénéfices tirés de cette opération particulière et l'appropriation d'un bénéfice supérieur à ce qu'il faut pour assurer l'existence d'un homme participant réellement à la production, relèvent de la *malversation*.

Si vous ne partagez pas cette opinion, vous êtes manifestement en désaccord avec l'écrasante majorité de la population. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que les ouvriers et les paysans de Russie partagent, dans leur immense majorité, cette opinion ; ils ne manqueraient pas de l'exprimer avec netteté si la question leur était posée sans ambages, sans échappatoires, sans voiles diplomatiques.

Si vous partagez cette opinion, combattons ensemble les échappatoires et les subterfuges.

Afin d'être aussi conciliants que possible dans une action *commune* telle que celle-ci, afin d'y faire preuve de la plus grande modération, nous nous permettons de proposer au congrès des Soviets le projet de résolution que voici :

« Le premier acte de toute réglementation ou même tout simplement du contrôle de la production et de la répartition » (note étrangère au texte de la résolution : le ministre Péchékhonov a lui-même promis de s'orienter vers une « répartition égalitaire de ce que nous avons »), « le premier acte de toute lutte sérieuse contre le marasme et la catastrophe qui menace le pays doit être la promulgation d'un arrêté supprimant le secret commercial (y compris le secret bancaire) dans tous les cas afférents à des fournitures de l'Etat ou à la défense nationale en général. Cet arrêté doit être complété sans délai par une loi punissant comme un crime la tentative de dissimuler, directement

ou indirectement, des faits ou documents tombant sous le coup de la mesure prise, à des personnes ou groupes jouissant de pouvoirs conférés par :

a) un Soviet de députés ouvriers ou soldats ou paysans ;

b) un syndicat d'ouvriers ou d'employés, etc... ;

c) un grand parti politique (la notion de « grand » parti étant nettement définie, par exemple, d'après le nombre des électeurs). »

Tout le monde reconnaît que l'établissement immédiat du socialisme en Russie est impossible.

Mais tout le monde est-il d'accord sur la nécessité de la divulgation immédiate des malversations ?

La « Pravda » n° 77, 22 (9) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

CONFUSIONNISTES ET PANIQUARDS

Une atmosphère de crainte et d'effroi règne maintenant à Petrograd, dans des proportions tout bonnement incroyables.

Un petit incident l'a montré, avant le gros incident que fut l'interdiction de la manifestation fixée à samedi par notre parti [34].

Le petit incident fut déclenché par l'occupation de la villa Dournovo : le ministre Péréverzev décida d'abord d'en faire expulser les occupants, puis il déclara au congrès qu'il laissait au peuple même le jardin de la villa, et que les syndicats n'étaient nullement mis en demeure de quitter celle-ci ! Il ne s'agissait, a-t-il dit, que d'arrêter certains anarchistes [35].

Si l'occupation de la villa Dournovo était illégale, on ne pouvait *ni* laisser le jardin de la villa au peuple, *ni* laisser les syndicats dans la villa. S'il y avait des raisons légales pour opérer des arrestations, l'arrestation de certaines personnes n'avait *rien* à voir avec la villa, car elle aurait pu être opérée *et* à la villa *et* au dehors. Mais il est advenu que la villa n'a pas été « libérée » et que les arrestations n'ont pas été opérées. Le gouvernement s'est trouvé en proie à la confusion et à la panique. Si ces gens n'avaient pas fait preuve de nervosité, il n'y aurait pas eu d'« incident », puisque les choses sont de toute façon demeurées en l'état.

Le gros incident est celui de la manifestation. Le Comité central de notre parti décide avec diverses autres organisations, parmi lesquelles le Bureau des syndicats, une

manifestation pacifique, un défilé dans les rues de la capitale. L'organisation de semblables manifestations est, dans tout pays où existe une Constitution, le droit imprescriptible des citoyens. Aucune législation ne voit dans aucun pays libre rien d'illégal à une manifestation pacifique dans la rue, avec entre autres mots d'ordre la révision de la Constitution ou la modification de la composition du gouvernement.

Des gens en proie à la confusion et à la panique, la majorité du congrès des Soviets tout particulièrement, font de cette manifestation une « histoire » tout à fait extraordinaire. La majorité du congrès des Soviets adopte contre la manifestation une résolution fulminante où foisonnent à l'adresse de notre parti des expressions d'une violence insensée, et *interdit* pour trois jours toutes les manifestations, même pacifiques.

Cette décision formelle une fois prise, le Comité central de notre parti décide, le vendredi à deux heures du matin, de décommander la manifestation. Samedi matin, une conférence des représentants des arrondissements, hâtivement convoquée, applique cette décision.

La question demeure : *Comment* notre second « gouvernement », le congrès des Soviets, *explique-t-il* son interdiction ? Certes, dans un pays libre, tout parti a le droit d'organiser des manifestations et tout gouvernement celui de les interdire en décrétant l'état d'exceptions ; mais la question politique demeure : pourquoi a-t-on interdit la manifestation ?

Le seul motif politique nettement indiqué dans la résolution du congrès des Soviets, le voici :

« ... Nous savons que des contre-révolutionnaires camouflés comptent tirer parti de votre manifestation (c'est-à-dire de la manifestation organisée par notre parti)... »

Telle est la cause de l'interdiction d'une manifestation pacifique. Le congrès des Soviets « sait » que « des contre-révolutionnaires camouflés » existent, et qu'ils avaient l'intention de « mettre à profit » précisément la manifestation projetée par notre parti.

Cette déclaration du congrès des Soviets est d'une extrême gravité. Et il faut souligner encore et encore une fois cette déclaration, *portant sur des faits* et qui tranche par

son caractère positif sur le flot d'injures qu'on nous adresse. Quelles mesures notre second gouvernement prend-il à l'encontre des « contre-révolutionnaires camouflés ? » Que « sait-il » de précis ? Comment ces contre-révolutionnaires entendaient-ils mettre à profit tel ou tel prétexte ?

Le peuple ne peut pas attendre et n'attendra pas patiemment et passivement que cette contre-révolution camouflée agisse.

Si notre second gouvernement ne veut pas se trouver en posture de gens réduits à dissimuler sous des interdictions et des flots d'injures le fait qu'ils se sont égarés et laissé intimider par la droite, il devra *dire* bien des choses au peuple sur les « contre-révolutionnaires camouflés » et *faire* bien des choses pour les combattre sérieusement.

La « Pravda » n° 79, 24 (11) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

INSINUATIONS

Ceux qui, frénétiques, furieux, enragés, grinçant des dents, font pleuvoir sans interruption sur notre parti des outrages et des injures dignes d'un fieffé réactionnaire, ne nous accusent de rien en termes directs, mais procèdent « par insinuations ».

Qu'insinuent-ils ?

On ne peut insinuer qu'une chose : que les bolcheviks voulaient perpétrer un coup d'Etat, que ce sont des Catilina[36], *aussi* sont-ils des monstres hideux méritant le pire supplice.

Comme nos ennemis ne se décident pas à proférer tout haut ces bêtises, ils en sont réduits à « insinuer » et à vociférer des « fables ». Car cette accusation est bête au suprême degré : un coup d'Etat accompli par une manifestation pacifique décidée le jeudi, fixée au samedi et devant être annoncée le samedi même, au matin ! Voyons, Messieurs, qui pensez-vous impressionner avec vos sottes insinuations ?

« Réclamer le renversement du Gouvernement provisoire », dit la résolution du congrès des Soviets. L'exclusion du Gouvernement provisoire d'une partie des ministres (l'une des inscriptions des banderoles prévues pour la manifestation portait : A bas les membres bourgeois du gouvernement), c'est un coup d'Etat ? ?

Pourquoi donc personne n'a-t-il essayé, ni même menacé, de poursuivre devant les tribunaux ceux qui se permettent de déployer, comme on l'a fait des centaines de fois dans

les rues de Petrograd, des banderoles portant cet appel : « Tout le pouvoir aux Soviets » ?

Les frénétiques ont eu peur d'eux-mêmes.

Un gouvernement qui sait que *tous* ses membres s'appuient sur la volonté de la majorité du peuple ne peut pas craindre les manifestations annoncées à l'avance.

Il ne les interdira pas.

Seul un gouvernement qui sait ne pas avoir de majorité, ne pas pouvoir compter sur le consentement des masses, est capable d'entrer dans de telles colères et de lancer en des articles haineux de *telles insinuations.*

La « Pravda » n° 79, 24 (11) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

« DES RUMEURS TROUBLANT LA POPULATION »

Le Gouvernement provisoire invite aujourd'hui la « population » au calme en raison des « rumeurs qui se répandent à travers la ville et troublent la population ».

Le Gouvernement provisoire ne pense-t-il pas qu'une phrase de la résolution du congrès des Soviets trouble et doit troubler les gens mille fois plus que toutes les « rumeurs » ? Il s'agit de la phrase suivante :

« Nous savons que des contre-révolutionnaires camouflés comptent mettre à profit votre manifestation (celle des bolcheviks). »

De telles affirmations, qui sont « plus que des rumeurs », peuvent-elles *ne pas* troubler la population ?

La « Pravda » n° 79,
24 (11) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

DEVINETTE

Qu'est-ce qui distingue un gouvernement bourgeois ordinaire d'un gouvernement pas ordinaire, révolutionnaire, qui ne se considère pas comme bourgeois ?

C'est, dit-on, que :

Un gouvernement bourgeois ordinaire ne peut interdire des manifestations qu'en tenant compte de la Constitution et en commençant par proclamer la loi martiale.

Un gouvernement pas ordinaire et pseudo-socialiste peut interdire des manifestations sans produire aucune justification et en se référant à des « faits » connus de lui seul.

La « Pravda » n° 79,
24 (11) juin 1917

Conforme au texte
de la « Pravda »

PROJET D'UNE DÉCLARATION À ADRESSER PAR LE C.C. DU P.O.S.D.(b)R. ET LE BUREAU DE LA FRACTION BOLCHEVIQUE AU CONGRÈS DES SOVIETS DE RUSSIE AU SUJET DE L'INTERDICTION DE LA MANIFESTATION[37]

Nous considérons que cette institution originale appelée Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans s'identifie plus que toute autre à un organisme national traduisant la volonté de la majorité du peuple, à un parlement révolutionnaire.

Nous avons toujours été et sommes par principe pour le passage de tout le pouvoir à cet organisme, bien qu'il soit actuellement aux mains des partis menchevique et socialiste-révolutionnaire jusqu'auboutistes et hostiles au parti du prolétariat.

La situation des Soviets, rongée par une contradiction interne, chancelante, instable, impuissante face à la contre-révolution, est due au fait qu'ils tolèrent ce foyer de contre-révolution que constituent les dix ministres bourgeois, et ne rompent pas avec le capital impérialiste anglo-français. Cette instabilité est à l'origine de la nervosité de la majorité actuelle des Soviets et de leur acrimonie contre ceux qui signalent cette instabilité.

Nous nous refusons à coordonner, à synchroniser la lutte que nous livrons à la contre-révolution avec la « lutte » des partis jusqu'auboutistes et ministérialistes.

Nous ne pouvons reconnaître les décisions des Soviets comme des décisions justes émanant d'un pouvoir juste, tant que demeurent dix ministres bourgeois contre-révolutionnaires, imbus de l'esprit de Milioukov et appartenant à sa classe. Si même les Soviets prenaient tout le pouvoir (ce que nous souhaitons et soutiendrons toujours) ; si même les Soviets devenaient un parlement révolutionnaire tout-puissant, nous *ne* nous soumettrions *p a s* à celles de ses décisions qui entraveraient la liberté de notre agitation, qui par exemple interdiraient de diffuser des proclamations à l'arrière et sur le front, interdiraient les manifestations pacifiques, etc. Nous préférerions alors devenir un parti clandestin, un parti officiellement persécuté, mais nous ne renoncerions pas à nos principes marxistes, internationalistes.

Tel sera aussi notre comportement si le congrès des Soviets juge bon de nous dénoncer officiellement, devant toute la population de la Russie, comme des « ennemis du peuple » ou des « ennemis de la révolution ».

Quant aux motifs de l'interdiction de la manifestation pour une durée de trois jours, un seul nous paraît justifié jusqu'à un certain point ; à savoir que les contre-révolutionnaires camouflés voulaient en se camouflant tirer parti de cette manifestation. Si les faits sur lesquels se fonde ce motif sont exacts, si les noms des contre-révolutionnaires sont connus de tout le Soviet (comme nous les connaissons à titre privé par une communication orale qu'ont faite Liber et d'autres au Comité exécutif), il faudrait déclarer sans retard ces contre-révolutionnaires ennemis du peuple, les mettre en état d'arrestation et ouvrir une enquête contre leurs partisans et complices.

L'absence de mesures de ce genre de la part du Soviet fait que le motif qu'il invoque, justifié en soi, ne l'est plus que jusqu'à un certain point ou même pas du tout.

Rédigé le 24 (11) juin 1917
Publié pour la première fois en 1924
dans la revue « Byloïé » n° 24

Conforme au manuscrit

DISCOURS PRONONCÉ LE 11 (24) JUIN 1917 DEVANT LE COMITÉ DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.(b)R. SUR LA SUPPRESSION DE LA MANIFESTATION

Le mécontentement causé chez la plupart des camarades par la suppression de la manifestation est tout à fait légitime, mais le Comité Central ne pouvait pas agir autrement, pour deux raisons : 1° Nous avions reçu d'un demi-organe du pouvoir l'interdiction formelle de manifester ; 2° cette interdiction était ainsi motivée : « nous savons que des contre-révolutionnaires camouflés comptent mettre à profit votre manifestation ». On nous donnait des noms à l'appui, par exemple celui d'un général dont l'arrestation nous était promise dans trois jours, et d'autres encore ; on déclarait qu'une manifestation de Cent-Noirs [38] était fixée au 10 juin, que ces derniers devaient se mêler à nous et déchaîner des bagarres.

Il arrive, même dans les guerres ordinaires, qu'une offensive fixée doive être décommandée pour des raisons d'ordre stratégique ; cela peut aussi arriver, à plus forte raison, dans la lutte des classes, selon les hésitations des couches moyennes petites-bourgeoises. Il faut savoir choisir le moment et se montrer hardi dans les décisions.

La suppression de la manifestation était une nécessité absolue, comme les événements ultérieurs l'ont démontré. Tsérétéli a prononcé aujourd'hui son discours historique et hystérique [39]. La révolution est entrée aujourd'hui dans

une nouvelle phase de son développement. Ils ont commencé par interdire notre manifestation pacifique pour trois jours, ils veulent maintenir l'interdiction pour toute la durée du congrès ; ils exigent que nous nous soumettions aux décisions du congrès et menacent de nous en exclure. Mais nous préférons, avons-nous déclaré, être arrêtés plutôt que de renoncer à la liberté d'agitation.

Tsérétéli, qui s'est révélé dans son discours comme un authentique contre-révolutionnaire, a déclaré qu'il fallait combattre les bolcheviks non avec des paroles ou des résolutions, mais en les privant de tous les moyens techniques dont ils disposent. Bilan des révolutions bourgeoises : d'abord armer le prolétariat, puis le désarmer pour qu'il n'aille pas plus loin. S'il a fallu interdire une manifestation pacifique, c'est que la situation est très grave.

Tsérétéli, venu au congrès du sein du Gouvernement provisoire, a manifesté le désir bien net de désarmer les ouvriers. Furieux et frénétique, il a exigé que le Parti bolchevique soit mis au ban de la démocratie révolutionnaire. Les ouvriers doivent se dire avec sang-froid qu'il ne peut plus être question d'une manifestation pacifique. La situation est beaucoup plus grave que nous ne le supposions. Nous allions à une manifestation pacifique pour exercer le maximum de pression sur les décisions du congrès — comme c'est notre droit —, et l'on nous accuse de comploter l'arrestation du gouvernement !

Il n'y a pas, dit Tsérétéli, de contre-révolutionnaires en dehors des bolcheviks. L'assemblée qui nous a jugés avait été organisée avec une solennité particulière : le présidium du congrès, le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats au grand complet, les bureaux des groupes de tous les partis représentés au congrès. C'est là qu'on a découvert le pot aux roses, qu'on a déclenché l'offensive contre nous.

Le prolétariat peut y répondre par le maximum de calme, de prudence, de fermeté, d'organisation, et en se souvenant bien que le temps des manifestations pacifiques est révolu.

Nous ne devons pas leur fournir l'occasion d'une agression. Qu'ils attaquent, eux, et les ouvriers comprendront que nos agresseurs attentent à l'existence même du prolé-

tariat. Mais la vie est avec nous, et le succès de leur agression est bien problématique : sur le front il y a les troupes dont le mécontentement est très grand ; à l'arrière règnent la vie chère, le marasme économique, etc.

Le Comité central ne veut pas peser sur votre décision. C'est votre droit légitime de protester contre ses actions, et votre décision doit être libre.

Publié pour la première fois en 1923 dans la revue « Krasnaïa Liétopis » n° 9

Conforme au texte dactylographié des procès-verbaux

AU TOURNANT

La révolution russe, dans sa première étape, transmit le pouvoir à la bourgeoisie impérialiste et créa, à côté du gouvernement de cette dernière, les Soviets de députés, dans lesquels la majorité appartenait à la démocratie petite-bourgeoise. La deuxième étape de la révolution (le 6 mai) écarta formellement du pouvoir les représentants francs et cyniques de l'impérialisme, Milioukov et Goutchkov, et transforma pratiquement les partis de la majorité des Soviets en partis gouvernementaux. Notre parti demeura, après le 6 mai comme auparavant, une minorité d'opposition. C'était inévitable ; nous sommes, en effet, le parti du prolétariat socialiste, qui se place sur le terrain de l'internationalisme. Le prolétariat socialiste, ayant adopté pendant la guerre impérialiste une attitude internationaliste, ne peut pas ne pas demeurer dans l'opposition vis-à-vis de tout pouvoir qui fait cette guerre, qu'il soit monarchiste, républicain ou « socialiste » jusqu'auboutiste. Et le parti du prolétariat socialiste réunira inévitablement autour de lui des masses grandissantes de la population ruinée par la guerre qui se prolonge, population qui perd confiance dans les « socialistes » attachés au service de l'impérialisme, de même qu'elle cessa auparavant d'avoir coufiance dans les impérialistes avérés. Aussi la lutte contre notre parti a-t-elle commencé dès les premiers jours de la révolution. Et, quelque viles et écœurantes que soient les formes revêtues par l'action de MM. les cadets et des adeptes de Plékhanov contre le parti du prolétariat, le fond en est clair.

C'est la même lutte que les impérialistes et les adeptes de Scheidemann ont déjà menée contre Liebknecht et F. Adler (qui furent tous deux traités de « fous » dans l'organe central des « socialistes » allemands, pour ne point parler de la presse bourgeoise qui qualifia tout simplement ces camarades de « traîtres » travaillant pour le compte de l'Angleterre). C'est la lutte de *toute* la société bourgeoise, *la démocratie petite-bourgeoise y comprise*, si r-r-révolutionnaire soit-elle, contre le prolétariat socialiste internationaliste.

Cette lutte en est arrivée en Russie à un tel degré d'acuité que les impérialistes tentent, par l'intermédiaire des chefs de la démocratie petite-bourgeoise, les Tsérétéli, les Tchernov, etc., d'en finir d'un seul coup brutal et décisif avec la force grandissante du parti prolétarien. Et le ministre Tsérétéli a trouvé dans le procédé maintes fois employé par les contre-révolutions, *dans l'accusation de complot*, le prétexte de ce coup décisif. Ce n'est qu'un prétexte. Il s'agit, en fait, pour la démocratie petite-bourgeoise à la remorque des impérialistes russes et alliés, d'en finir une fois pour toutes avec les socialistes internationalistes. Elle croit venu le moment de frapper. Agitée, effrayée, elle s'est décidée sous la férule de ses maîtres : maintenant ou jamais !

Le prolétariat socialiste et notre parti ont besoin de tout leur sang-froid, du maximum de fermeté et de vigilance : que les futurs Cavaignac [40] commencent les premiers ! Notre conférence a déjà annoncé leur venue. Le prolétariat de Petrograd ne leur permettra pas d'éluder les responsabilités. Il attendra, accumulant des forces et se préparant à la riposte, *le jour où* ces messieurs se décideront à passer des paroles aux actes.

La « Pravda » n° 80, 26 (13) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LETTRE
À LA RÉDACTION DE LA *PRAVDA*

On me demande pourquoi je n'ai pas assisté à la conférence du Comité exécutif, du Présidium du congrès et des bureaux de tous les groupes, qui s'est tenue dimanche soir. La cause en est que, selon moi, les bolcheviks devaient refuser par principe de participer à cette conférence, refus qui eût été motivé dans une déclaration écrite indiquant : nous ne participons à aucune conférence sur des questions de ce genre (l'interdiction de manifester).

N. Lénine

La « Pravda » n° 80, 26 (13) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Il n'est pas d'idée plus erronée et plus nuisible que celle qui consiste à séparer la politique extérieure de la politique intérieure. Et en temps de guerre ce mensonge monstrueux devient encore plus monstrueux. Or, du côté de la bourgeoisie, on fait tout le possible et l'impossible pour inculquer et maintenir cette idée. L'ignorance des masses populaires est infiniment plus répandue en matière de politique extérieure que de politique intérieure. Le « secret » des relations diplomatiques est pieusement observé dans les pays capitalistes les plus libres, dans les républiques les plus démocratiques.

La mystification des masses populaires est artistiquement élaborée pour tout ce qui concerne les « affaires » de la politique extérieure, et notre révolution a fort à en souffrir. Les journaux bourgeois à des millions d'exemplaires répandent partout le venin du mensonge.

Avec l'un ou l'autre des deux groupes de rapaces impérialistes immensément riches et immensément puissants : c'est ainsi que la réalité capitaliste pose la question fondamentale de la politique extérieure actuelle. C'est ainsi que cette question est posée par la classe des capitalistes. C'est ainsi également, cela va de soi, qu'elle est posée par la grande masse de la petite bourgeoisie, qui s'en tient aux anciennes conceptions et aux anciens préjugés capitalistes.

Celui dont la pensée ne franchit pas les limites des rapports capitalistes ne comprend pas que la classe ouvrière, si elle est consciente, ne puisse être pour *aucun* des deux

groupes de rapaces impérialistes. Par contre, l'ouvrier ne comprend pas qu'on accuse de tendre à une paix séparée avec les Allemands ou de servir pratiquement une telle paix, les socialistes restés fidèles à l'alliance fraternelle des ouvriers de tous les pays contre les capitalistes de tous les pays. En aucun cas ces socialistes (les bolcheviks, par conséquent, y compris) ne sauraient acquiescer à aucune paix séparée entre les capitalistes. Ni paix séparée avec les capitalistes allemands, ni alliance avec les capitalistes anglo-français : tel est le fondement de la politique extérieure du prolétariat conscient.

En s'élevant contre ce programme, en redoutant la rupture avec « l'Angleterre et la France », nos mencheviks et nos socialistes-révolutionnaires appliquent en fait le programme capitaliste de politique extérieure, se contentant de l'orner des fleurs d'une candide éloquence telles que la « révision des traités », les déclarations en faveur de la « paix sans annexions », etc. Tous ces vœux pieux sont condamnés à demeurer des phrases creuses, car la réalité *capitaliste* pose la question de front : se soumettre aux impérialistes d'un des groupes ou participer à la lutte révolutionnaire contre tout impérialisme.

Existe-t-il des alliés pour une telle lutte ? Certes. Les classes opprimées d'Europe, le prolétariat en tout premier lieu ; les peuples opprimés par l'impérialisme, les peuples d'Asie, qui sont nos voisins, en tout premier lieu.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, tout en se disant « démocrates révolutionnaires », pratiquent en fait une politique extérieure contre-révolutionnaire et antidémocratique. S'ils étaient des révolutionnaires, ils conseilleraient aux ouvriers et aux paysans de Russie de se mettre à la tête de tous les peuples opprimés par l'impérialisme et de toutes les classes opprimées.

« Mais alors les capitalistes de tous les autres pays s'uniraient contre la Russie ! » protestent nos philistins effrayés. Ce n'est pas impossible. Un démocrate « *révolutionnaire* » n'a pas le droit de renoncer à l'avance à toute guerre révolutionnaire. Mais pratiquement une telle guerre est peu probable. Les impérialistes anglais et allemands ne pourront « se réconcilier » contre la Russie révolutionnaire. La révolution russe, qui en 1905 déjà a suscité des révo-

lutions en Turquie, en Perse, en Chine, mettrait les impérialistes anglais et allemands dans une situation très difficile si elle réalisait une véritable alliance révolutionnaire avec les ouvriers et les paysans des pays coloniaux et semi-coloniaux, contre les despotes, contre les khans, pour expulser les Allemands de Turquie et les Anglais de Turquie, de Perse, d'Inde, d'Egypte, etc.

Les social-chauvins français et russes aiment évoquer 1793 pour faire oublier, par cette évocation saisissante, qu'ils trahissent la révolution. Mais justement on se refuse chez nous à admettre qu'une démocratie russe *vraiment* « révolutionnaire » puisse et doive se comporter envers les peuples opprimés et retardataires *dans l'esprit* de 1793.

L'« alliance » avec les impérialistes, c'est-à-dire une dépendance honteuse à leur égard, telle est la politique extérieure des capitalistes et des petits bourgeois. L'alliance avec les révolutionnaires des pays avancés et avec tous les peuples opprimés contre les impérialistes de tout poil, telle est la politique extérieure du prolétariat.

La « Pravda » n° 81, 27 (14) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

ATTITUDE CONTRADICTOIRE

La résolution du congrès condamnant notre parti, qui est publiée aujourd'hui dans les journaux, sera sans nul doute comparée par tout ouvrier et soldat conscient à la déclaration adressée par notre parti au congrès des Soviets de Russie, déclaration rendue publique le 11 et publiée aujourd'hui [41] dans la *Pravda*.

L'attitude contradictoire des chefs du congrès, révélée par leur résolution, l'est aussi, avec une netteté particulière, par notre déclaration.

Le premier point, le plus important, de la résolution du congrès dit : « L'unité de la démocratie révolutionnaire — ouvriers, soldats et paysans — tout entière est la condition du succès et de la force de la révolution russe. » Et ce serait indiscutablement vrai si l'on entendait ici par « unité » *l'unité dans la lutte avec la contre-révolution*. Mais que faire si une certaine partie des « ouvriers, soldats et paysans » fait bloc par l'intermédiaire de ses chefs avec la contre-révolution et s'unit à la contre-révolution ? N'est-il pas évident que c'est alors *cette* partie de la « démocratie » qui cesse *en réalité* d'être « révolutionnaire » ?

Les populistes (les socialistes-révolutionnaires) et les mencheviks s'indigneront sans doute à la seule idée par nous émise que telle ou telle partie des « ouvriers, soldats et paysans » puisse « s'unir » à la contre-révolution, à la seule idée que nous ayons pu concevoir pareille pensée.

A ceux qui tenteraient, avec une indignation de ce genre, d'atténuer les effets de nos arguments et de masquer

le fond de la question, nous répondrons simplement en citant le troisième point de la même résolution : « ... *La résistance* des couches contre-révolutionnaires *des classes possédantes grandit.* » Voilà une observation pratique ! Elle serait tout à fait exacte si (au lieu de parler des « classes possédantes », auxquelles se rapportent aussi les éléments aisés de la petite bourgeoisie) on avait dit de la bourgeoisie ou des capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

La résistance de la bourgeoisie grandit, sans nul doute. Mais c'est précisément la bourgeoisie qui détient la majorité au sein du Gouvernement provisoire, une majorité avec laquelle *sont unis* — pas seulement d'un point de vue de politique générale, mais sur le plan de l'organisation, dans un même organisme, dans le même ministère — les chefs des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks !

Telle est la cause de l'attitude contradictoire des chefs du Soviet. Telle est la cause principale de la débilité de toute leur politique : ils sont unis à la bourgeoisie par l'intermédiaire du gouvernement. Ils sont soumis, dans le gouvernement, à une majorité de ministres de la bourgeoisie et ils *doivent* en même temps reconnaître que « la résistance des couches contre-révolutionnaires des classes possédantes grandit » ! !

Il est clair que, dans cette situation, le parti du prolétariat révolutionnaire ne peut reconnaître l'« unité » de la fameuse démocratie « révolutionnaire » (en paroles, et non en fait) que « sous toutes réserves ». Nous sommes pour l'unité avec cette démocratie pour autant qu'elle combat la contre-révolution. Nous *ne* sommes *pas* pour l'unité avec elle pour autant qu'elle s'unit à la contre-révolution.

La vie met précisément à l'ordre du jour la question de la « résistance grandissante » de la bourgeoisie contre-révolutionnaire : *éluder* cette question principale et capitale à l'aide de phrases générales sur « l'unité ou l'action concertée de la démocratie révolutionnaire », en dissimulant l'unité ou l'action concertée d'une partie de cette démocratie avec la contre-révolution, n'est pas logique, n'est pas intelligent.

On comprend dès lors que toutes les considérations énoncées dans la résolution du Soviet, qui condamne notre manifestation comme « clandestine » et considère les manifes-

tations ou les actions de masse comme n'étant admissibles qu'après information des Soviets ou sous réserves de leur approbation, tombent d'elles-mêmes pour des raisons de principe. Ces considérations n'ont aucune valeur. Jamais le parti prolétarien ne les admettra, comme il a déjà été dit dans notre déclaration au congrès des Soviets de Russie. Car toutes les manifestations *ne sont qu*'agitation si elles sont pacifiques, et l'on ne peut ni interdire l'agitation ni en imposer l'unité.

La résolution est plus faible encore au point de vue formel. Il faut, pour interdire ou prescrire, être un pouvoir dans l'Etat. Devenez-le, MM. les chefs actuels du Soviet — nous en sommes partisans, bien que vous soyez nos adversaires —, et vous serez en droit d'interdire ou de prescrire. Tant que vous n'avez pas de pouvoir à l'échelle de l'Etat entier, tant que vous subissez le pouvoir des dix ministres de la bourgeoisie, vous vous empêtrez dans votre propre faiblesse et votre propre indécision.

Les phrases sur « la volonté nettement exprimée », etc., ne vous permettront pas d'éluder la question : la volonté de l'Etat doit s'exprimer sous la forme d'une *loi* établie par *le pouvoir* ; sinon, le mot « volonté » n'est qu'un simple déplacement d'air par un son creux. Mais aussitôt que vous prendriez la peine, Messieurs, de penser à la *loi*, vous ne pourriez manquer de vous rappeler que la Constitution des libres républiques *ne peut pas* interdire les manifestations pacifiques et les actions de masse de quelque parti, de quelque groupe que ce soit.

Le caractère contradictoire de cette attitude a donné un caractère d'étrangeté aux idées révolutionnaires, aux idées sur la lutte avec la contre-révolution, aux idées sur l'Etat (sur la Constitution) et, plus généralement, aux idées juridiques. Abstraction faite des véhémentes injures adressées à notre Parti, il ne reste rien, absolument rien !

Après les injures véhémentes qui ont répondu à notre initiative quant à l'organisation d'une manifestation, on en fixe une à ... une semaine plus tard !

La « Pravda » n° 81, 27 (14) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

L'UKRAINE

La faillite de la politique du nouveau Gouvernement provisoire, gouvernement de coalition, ressort avec un relief de plus en plus accentué. L'« Acte universel » sur l'organisation de l'Ukraine promulgué par la Rada [42] centrale d'Ukraine et adopté le 11 juin 1917 par le Congrès des délégués des unités militaires d'Ukraine, constitue une dénonciation directe de cette politique et la preuve tangible de sa faillite.

« Sans se séparer du reste de la Russie, sans rompre avec l'Etat russe, est-il proclamé dans cet acte, le peuple ukrainien doit avoir sur son territoire le droit de disposer lui-même de sa propre vie... Toutes les lois visant à établir l'ordre ici, en Ukraine, ne peuvent être promulguées que par notre assemblée ukrainienne ; quant aux lois qui établiront l'ordre sur toute l'étendue de l'Etat russe, elles doivent être l'œuvre d'un parlement de toute la Russie. »

Paroles d'une clarté parfaite. Elles disent avec une précision absolue que le peuple ukrainien ne veut pas actuellement se séparer de la Russie. Il réclame l'autonomie, sans nier le moins du monde la nécessité et l'autorité supérieure d'un « parlement de toute la Russie ». Pas un démocrate, pour ne rien dire d'un socialiste, n'osera contester l'entière légitimité des revendications ukrainiennes. Pas un démocrate, de même, ne peut nier le *droit* de l'Ukraine à se séparer librement de la Russie : c'est précisément la recon-

naissance sans réserve de ce droit, et elle seule, qui permet de mener campagne en faveur de la libre union des Ukrainiens et des Grands-Russes, de l'union *volontaire* des deux peuples en un seul Etat. Seule la reconnaissance sans réserve de ce droit peut rompre effectivement, à jamais et complètement, avec le maudit passé tsariste qui a *tout* fait pour rendre *étrangers les uns aux autres* des peuples si proches par leur langue, leur territoire, leur caractère et leur histoire. Le tsarisme maudit faisait des Grands-Russes les bourreaux du peuple ukrainien, entretenant systématiquement chez ce dernier la haine de ceux qui allaient jusqu'à empêcher les enfants ukrainiens de parler leur langue maternelle et de faire leurs études dans cette langue.

La démocratie révolutionnaire de la Russie doit, si elle veut être vraiment révolutionnaire, si elle veut être une vraie démocratie, rompre avec ce passé, reconquérir pour elle-même et pour les ouvriers et les paysans de Russie la confiance fraternelle des ouvriers et des paysans d'Ukraine. On ne peut pas y arriver sans reconnaître dans leur intégrité les droits de l'Ukraine, y compris le *droit* de libre séparation.

Nous ne sommes pas partisans des petits Etats. Nous sommes pour l'union la plus étroite des ouvriers de tous les pays contre les capitalistes, les « leurs » et ceux de tous les pays en général. C'est justement pour que cette union soit une union librement consentie que l'ouvrier russe, ne se fiant pas une minute, en rien, ni à la bourgeoisie russe, ni à la bourgeoisie ukrainienne, est actuellement partisan du droit de séparation des Ukrainiens, ne voulant pas *imposer* à ceux-ci son amitié, mais *gagner la leur* en les traitant comme des égaux, comme des alliés, comme des frères dans la lutte pour le socialisme.

* *
*

La *Retch*, journal des contre-révolutionnaires bourgeois exaspérés, fous de rage, attaque furieusement les Ukrainiens en raison de leur décision « arbitraire ». « L'acte des Ukrainiens » serait « un crime manifeste contre la loi, ap-

pelant sans délai de sévères sanctions légales ». On ne saurait rien ajouter à ce déchaînement bestial des contre-révolutionnaires bourgeois. A bas les contre-révolutionnaires de la bourgeoisie ! Vive la libre union des paysans et des ouvriers libres de la libre Ukraine avec les ouvriers et les paysans de la Russie révolutionnaire !

La « Pravda » n° 82, 28 (15) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

DE QUELLE CLASSE VIENNENT ET « VIENDRONT » LES CAVAIGNAC ?

« Quand viendra un vrai Cavaignac, nous combattrons avec vous, à vos côtés », nous disait dans son n° 80 la *Rabotchaïa Gazéta*, organe de ce même parti menchevique dont un membre, le ministre Tsérétéli, en est arrivé à formuler dans un discours tristement célèbre la menace de désarmer les ouvriers de Petrograd.

Cette affirmation de la *Rabotchaïa Gazéta* met bien en relief les erreurs fondamentales des deux partis dirigeants de la Russie, le parti menchevique comme le parti socialiste-révolutionnaire. Aussi mérite-t-elle de retenir l'attention. La phrase de l'organe ministériel signifie ceci : en parlant de Cavaignac, vous vous trompez d'époque ou de lieu.

Souvenons-nous du rôle de classe de Cavaignac. La monarchie française avait été renversée en février 1848. Les républicains bourgeois étaient au pouvoir. Comme nos cadets, ils voulaient l'« ordre », appelant de ce nom la restauration et la consolidation des instruments monarchiques d'oppression des masses : police, armée permanente, corps de fonctionnaires privilégiés. Détestant le prolétariat révolutionnaire avec ses aspirations « sociales » (c'est-à-dire socialistes) alors encore très confuses, ils entendaient, comme nos cadets, mettre un terme à la révolution. Comme nos cadets, ils vouaient une haine sans merci à la politique de diffusion de la révolution française par toute l'Europe, de transformation de la révolution française en une révolution prolétarienne mondiale. Comme nos cadets, ils surent exploiter habilement le « socialisme » petit-bourgeois de

Louis Blanc, en faisant de ce dernier un ministre et en le transformant de chef des ouvriers socialistes qu'il voulait être, en un auxiliaire, un valet de la bourgeoisie.

Tels étaient les intérêts de classe, l'attitude et la politique de la classe dirigeante.

La petite bourgeoisie représentait une autre force sociale d'une importance capitale, mais hésitante, terrorisée par le spectre rouge, influencée par les clameurs élevées contre les « anarchistes ». Rêveuse dans ses aspirations et éprise de rhétorique « socialiste », se qualifiant volontiers de « démocratie socialiste » (jusqu'à ce terme qui est repris textuellement aujourd'hui par les socialistes-révolutionnaires conjointement avec les mencheviks !), la petite bourgeoisie craignit de faire confiance à la direction du prolétariat révolutionnaire, sans comprendre que cette crainte la condamnait à faire confiance à la bourgeoisie. Car *il ne peut pas y avoir* de ligne « moyenne » dans une société au sein de laquelle la bourgeoisie et le prolétariat se livrent une lutte de classe acharnée, surtout quand cette lutte est inéluctablement aggravée par la révolution. Or, le propre de l'attitude de classe et des aspirations de la petite bourgeoisie, c'est de vouloir l'impossible, de rechercher l'impossible, bref cette ligne « moyenne ».

Le prolétariat était la troisième force de classe décisive, aspirant non à une « réconciliation » avec la bourgeoisie, mais à la victoire sur cette dernière, à la progression hardie de la révolution, et ce, sur un plan international.

Voilà les circonstances historiques objectives qui *engendrèrent* Cavaignac. La petite bourgeoisie fut « écartée », par suite de ses hésitations, de tout rôle actif et, mettant à profit la crainte qu'elle avait de se fier au prolétariat, le général Cavaignac, cadet français, entreprit de *désarmer* les ouvriers parisiens et de les fusiller en masse.

La révolution se solda par ces fusillades historiques ; la petite bourgeoisie, numériquement la plus nombreuse, était et resta politiquement impuissante, à la remorque de la bourgeoisie ; trois ans après, la monarchie césariste était restaurée en France sous une forme particulièrement odieuse.

Le discours historique prononcé le 11 juin par Tsérételi, manifestement inspiré par les Cavaignac du parti cadet (peut-être directement suggéré par les ministres bourgeois,

peut-être indirectement par la presse bourgeoise, par l'opinion publique de la bourgeoisie, ces distinctions sont sans importance), ce discours historique est précisément remarquable, précisément historique, à cause de l'ineffable naïveté avec laquelle Tsérétéli *laissa percer le bout de l'oreille* et découvrit la « maladie secrète » de toute la petite bourgeoisie, qu'elle soit socialiste-révolutionnaire ou menchevique. Cette « maladie secrète » consiste en premier lieu dans l'incapacité complète de cette classe à faire une politique qui soit vraiment la sienne ; en second lieu, dans la crainte de se fier au prolétariat révolutionnaire et de le soutenir sans réserve dans *sa* politique indépendante ; en troisième lieu, et par voie de conséquence, dans l'inévitable assujettissement aux cadets ou à la bourgeoisie en général (*c'est-à-dire aux Cavaignac*).

C'est là le fond de la question. Ni Tsérétéli, ni Tchernov personnellement, ni même Kérenski, ne sont appelés à jouer le rôle de Cavaignac ; d'autres hommes se trouveront pour ce rôle, qui, le moment venu, diront aux Louis Blanc russes : « Otez-vous de là. » Mais les Tsérétéli et les Tchernov sont les leaders de la politique petite-bourgeoise qui rend possible et nécessaire l'apparition des Cavaignac.

« Quand viendra un vrai Cavaignac, nous serons à vos côtés », excellente promesse, admirable intention ! Regrettons seulement qu'elle manifeste cette incompréhension de la lutte des classes qui caractérise la petite bourgeoisie sentimentale ou apeurée. Car un Cavaignac n'est pas le produit du hasard, sa « venue » n'est pas un cas d'espèce. Cavaignac représente une classe (la bourgeoisie contre-révolutionnaire), dont il fait la politique. Or, c'est justement cette classe, c'est justement cette politique que vous soutenez, *dès à présent*, MM. les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ! Vous qui détenez en ce moment dans le pays une évidente majorité, *vous* donnez à cette classe et à sa politique la *prépondérance* dans le gouvernement, c'est-à-dire une excellente base de travail.

En effet. Les socialistes-révolutionnaires ont presque entièrement dominé la situation au Congrès des paysans de Russie. Au Congrès des députés ouvriers et soldats de Russie, une énorme majorité soutient le bloc des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. De même aux élections

des Doumas d'arrondissement de Petrograd. C'est un fait que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks sont maintenant le parti dirigeant. Et ce parti dirigeant livre de son plein gré le pouvoir (la majorité dans le gouvernement) *au parti des Cavaignac* ! !

L'occasion fait le larron. L'apparition des Cavaignac est certaine, pourvu qu'il y ait une petite bourgeoisie hésitante, instable, craignant de voir se développer la révolution.

Il existe maintes différences entre notre révolution actuelle et la révolution française de 1848 : la guerre impérialiste, le voisinage de pays plus avancés (et non plus arriérés comme c'était le cas pour la France, à l'époque), le mouvement agraire et national. Mais ces divers facteurs ne peuvent que modifier la forme, le moment, les mobiles extérieurs de l'intervention des Cavaignac. Le fond des choses ne peut pas en être modifié, il réside dans les *rapports des classes.*

Louis Blanc était, à l'entendre, aussi éloigné de Cavaignac que le ciel de la terre. La promesse de « combattre » les contre-révolutionnaires bourgeois « aux côtés » des ouvriers révolutionnaires, Louis Blanc la donna, lui aussi, maintes et maintes fois. Et cependant, aucun historien marxiste, aucun socialiste ne se permettra de douter que ce sont précisément la débilité, l'instabilité des Louis Blanc et leur confiance dans la bourgeoisie qui ont suscité Cavaignac et assuré son succès.

La victoire ou la défaite des Cavaignac russes, que l'esprit contre-révolutionnaire de la bourgeoisie russe, cadets en tête, et l'instabilité, la pusillanimité, les hésitations des partis petits-bourgeois socialiste-révolutionnaire et menchevique susciteront infailliblement, dépendent exclusivement de la fermeté, de la vigilance et de la force des ouvriers révolutionnaires de Russie.

La « Pravda » n° 83, 29 (16) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

COMMENT COMBATTRE LA CONTRE-RÉVOLUTION ?

Il y a quelques jours à peine, le ministre Tsérétéli déclarait dans son discours « historique » qu'il n'y a pas de contre-révolution. Aujourd'hui, dans un article intitulé « Symptômes menaçants » la *Rabotchaïa Gazéta*, journal ministériel, adopte un tout autre ton.

« Partout se manifestent les symptômes d'une mobilisation de la contre-révolution. »

Estimons-nous heureux de lui voir au moins reconnaître ce fait.

Mais l'organe ministériel continue : « Son état-major (de la contre-révolution) nous est inconnu, de même que son degré d'organisation. »

Tiens, tiens ! L'état-major de la contre-révolution vous est inconnu ? Permettez qu'on supplée à votre ignorance. L'état-major de la contre-révolution en voie d'organisation est au Gouvernement provisoire, dans ce même ministère de coalition dont font partie six de vos camarades, messieurs ! L'état-major de la contre-révolution est dans les murs de la conférence de la IV[e] Douma d'Etat où donnent le ton Milioukov, Rodzianko, Choulguine, Goutchkov, A. Chingarev, Manouïlov et consorts, et les cadets qui siègent au ministère de coalition sont le bras droit de Milioukov et consorts. L'état-major de la contre-révolution se recrute parmi certains généraux réactionnaires. On y trouve aussi de hauts fonctionnaires démissionnaires.

Si vous ne voulez pas seulement vous lamenter au sujet de la contre-révolution, si vous voulez aussi la combattre,

vous devez dire avec nous : A bas les dix ministres capitalistes...

La *Rabotchaïa Gazéta* signale ensuite que la presse qui attise l'antisémitisme et s'efforce de dresser les masses contre les Juifs est l'instrument principal de la contre-révolution. Cela est juste. Mais que conclure ? Vous êtes, messieurs, un parti ministériel. Qu'avez-vous fait pour museler l'ignoble presse contre-révolutionnaire ? Pouvez-vous, vous qui vous dites « démocratie révolutionnaire », renoncer aux mesures révolutionnaires contre une presse déchaînée, manifestement contre-révolutionnaire ? Ensuite, pourquoi ne créez-vous pas un organe officiel pour la publication des annonces, afin de tarir la source principale des revenus de l'ignoble presse contre-révolutionnaire et de la priver ainsi de son moyen principal de tromper le peuple ? Où a-t-on été chercher, en effet, qu'il faille arracher maintenant des milliers et des milliers d'hommes à un travail vraiment productif pour éditer le *Novoïé Vrémia*, la *Malenkaïa Gazéta* [43], la *Rousskaïa Volia* [44] et autres feuilles de la presse rampante ?

Qu'avez-vous fait pour combattre la presse contre-révolutionnaire qui concentre tous ses efforts sur la campagne de haine contre notre parti ? Rien. Vous avez vous-mêmes alimenté cette campagne. Vous étiez absorbés par la lutte contre le danger de gauche.

Vous récoltez, messieurs, ce que vous avez semé.

Il en fut et il en sera ainsi tant que vous continuerez à hésiter entre les positions de la bourgeoisie et celles du prolétariat révolutionnaire.

La « Pravda » n° 84, 30 (17) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

L'UKRAINE ET LA DÉFAITE DES PARTIS DIRIGEANTS DE LA RUSSIE

Les partis dirigeants de la Russie, c'est-à-dire les cadets, qui ont la majorité au gouvernement et la toute-puissance économique du *capital*, puis les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, qui ont maintenant une majorité manifeste dans le pays (mais sont impuissants au gouvernement comme dans l'économie du pays capitaliste), viennent *tous* de subir une défaite éclatante, à l'échelle de l'Etat tout entier et sur une question des plus importantes, la question ukrainienne.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont toléré que le Gouvernement provisoire des cadets, c'est-à-dire des bourgeois contre-révolutionnaires, *ne fasse pas son* devoir démocratique élémentaire, *ne* se déclare *pas en faveur* de l'autonomie et de l'entière liberté de séparation de l'Ukraine. Les Ukrainiens exigeaient, comme nous en informe aujourd'hui dans le *Diélo Naroda* le ministre Tchernov, infiniment moins que cela, à savoir « que le Gouvernement provisoire proclame par un acte spécial *n'être point hostile* au droit du peuple ukrainien à l'autonomie ». Cette revendication est des plus modestes et des plus légitimes, non moins que les deux suivantes : 1° l'Ukraine élit, par l'organe de la population locale, un représentant au gouvernement central de la Russie. A quel point cette revendication est modeste, nous le voyons par le fait que l'on comptait en 1897, en Russie, 43% de Grands-Russes et 17% d'Ukrainiens ; c'est-à-dire que les Ukrainiens pourraient prétendre non à un ministre sur 16, mais à 6 ! ! 2° Il doit y avoir en Ukraine

« un représentant du gouvernement central de la Russie élu par la population locale ». Quoi de plus légitime ? De quel droit un démocrate s'écarterait-il du principe théoriquement démontré et consacré par l'expérience des révolutions démocratiques : « aucune désignation des autorités locales par les autorités supérieures » ? ?

Le refus de satisfaire ces revendications si modestes et si légitimes a été, de la part du Gouvernement provisoire, un geste d'une impudence inouïe, d'une insolence sans borne de contre-révolutionnaires ; il a constitué une véritable manifestation de la politique grand-russe du « poing sur la figure ». Et les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, se moquant de leurs propres programmes de parti, ont toléré cette attitude d'un gouvernement dont ils font partie et la défendent maintenant dans leurs journaux ! ! A quelle honte en sont-ils arrivés ! Combien pitoyables sont aujourd'hui les dérobades de leurs organes, le *Diélo Naroda* et la *Rabotchaïa Gazéta* !

Chaos, trouble, « léninisme dans la question nationale », anarchie, telles sont les vociférations de forcené propriétaire terrien que ces deux journaux adressent aux Ukrainiens.

Laissons les exclamations. Les arguments de fond ?

On ne peut, jusqu'à l'Assemblée constituante, établir « légitimement » ni les frontières de l'Ukraine, ni sa volonté, ni son droit au prélèvement des impôts, etc., etc. Voilà le seul argument. Ils exigent une « garantie de légitimité », et le *fond* de *toute* leur argumentation est dans cette expression de l'éditorial de la *Rabotchaïa Gazéta*.

Mais c'est un mensonge flagrant, messieurs, c'est une flagrante impudence de contre-révolutionnaires ! Avancer cet argument, c'est en fait prêter la main aux traîtres et aux renégats qui vendent la révolution !

Une « garantie de légitimité... » ! Réfléchissez ne serait-ce qu'une seconde. *Il n'y a nulle part* en Russie, *ni au gouvernement central* ni dans aucun organisme local (une exception étant faite pour les Doumas d'arrondissement de Petrograd, organismes de peu d'importance), de garantie de légitimité, et il est même notoire qu'on *n'y trouve pas* de légitimité. Il n'y a manifestement pas de « légitimité » dans l'existence de la Douma d'Etat et du Conseil d'Etat [45].

Pas de « légitimité », manifestement, dans la composition du Gouvernement provisoire, car c'est bafouer la volonté et la conscience de la majorité des paysans, des ouvriers et des soldats de Russie. Pas de « légitimité », manifestement, dans la composition des Soviets (des députés ouvriers, paysans et soldats), les garanties d'un démocratisme rigoureux et complet dans l'élection de ces organismes faisant encore défaut, ce qui n'empêche pas *et notre parti* et la masse des ouvriers et des paysans de les considérer comme exprimant *le mieux*, à l'heure actuelle, la volonté de la majorité du peuple. Il n'y a nulle part en Russie, *il ne peut y avoir et il n'y eut jamais dans les périodes révolutionnaires de ce genre*, de « garanties de légitimité ». Chacun le comprend, personne n'exige rien d'autre, tout le monde a conscience qu'il ne peut en être autrement.

C'est *seulement* à l'égard de l'Ukraine que nous exigeons des « garanties de légitimité » !

La peur vous affole, MM. les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, depuis que vous vous êtes laissé terrifier par les clameurs contre-révolutionnaires des propriétaires fonciers et des capitalistes grands-russes, dont Rodzianko et Milioukov, Lvov et Térechtchenko, Nékrassov et Chingarev et consorts mènent le chœur. Vous figurez déjà, sous une forme parfaite, des gens terrorisés par les Cavaignac naissants (et « *camouflés* »).

Les résolutions et les revendications des Ukrainiens ne contiennent absolument rien de terrible, pas l'ombre d'anarchie ni de chaos. Faites droit à leurs revendications si modestes et si légitimes, et il n'y aura pas moins d'autorité en Ukraine que partout ailleurs en Russie, où *seuls* les Soviets ont de l'autorité (*sans* offrir pour autant de « garanties de légitimité » ! !). Les « garanties de légitimité » vous seront apportées, comme à tous les peuples de la Russie, par les Diètes futures, par la future Assemblée constituante, et pas dans la seule question ukrainienne, mais dans *toutes* les questions, car il est évident qu'il n'y a en ce moment en Russie de « légitimité » dans *aucune*. Cédez aux Ukrainiens, c'est la raison qui vous le dit ; ou les choses iront plus mal. Vous ne retiendrez pas les Ukrainiens par la force, vous ne ferez que les exaspérer. Cédez aux Ukrainiens, et vous ouvrirez la voie à la confiance entre

les deux nations, à leur alliance fraternelle de nations égales !

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, partis dirigeants, viennent, pour s'être laissé influencer par les Cavaignac cadets contre-révolutionnaires, de subir une défaite dans la question ukrainienne.

La « Pravda » n° 84,
30 (17) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

EN JUSTICE RODZIANKO ET DJOUNKOVSKI POUR AVOIR COUVERT UN PROVOCATEUR !

Les conclusions de la Commission d'enquête sur l'affaire du provocateur Malinovski font ressortir les faits suivants :

Djounkovski et *Rodzianko* ont *appris*, le 7 mai 1917 au plus tard, que Malinovski était un agent provocateur [46].

Aucun de ces hommes politiques *n'a averti* les partis politiques représentés à la Douma, et les bolcheviks en premier lieu, qu'il y avait un provocateur parmi eux ! !

N'est-ce pas un crime ?

Peut-on, après cela, considérer Djounkovski et *Rodzianko* comme des citoyens à l'honneur sans tache ?

Que chaque parti politique y réfléchisse, que chaque parti le dise !

La « Pravda » n° 84, 30 (17) juin 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

UNE SINGULIÈRE FALSIFICATION DE CITATIONS

Les journaux *Dien*[47] et *Novaïa Jizn*, qui ont publié hier avec plus de détails que d'autres les conclusions de la Commission d'enquête [48], donnent un extrait de ma déposition qui fait défaut dans la *Birjovka* [49], laquelle a pourtant donné un exposé des conclusions plus complet encore sous certains rapports.

Les deux premiers journaux publient un extrait de ma déposition commençant par ces mots : « Je ne crois pas qu'il y ait eu provocation en l'occurrence. » La citation n'est pas précédée de points de suspension. On a l'impression que « je ne crois pas » à la provocation en l'occurrence ce qui est absurde et baroque.

Ce non-sens ne peut être dans les deux journaux que le produit d'une singulière falsification du texte. J'ai dit en réalité : « *Il m'est* personnellement *arrivé* plus d'une fois de faire (avant que la qualité de provocateur de Malinovski ne fût découverte) ce raisonnement : rien ne m'étonnera plus après l'affaire Azef [50]. Mais si je ne crois pas à la provocation en l'occurrence, disais-je, c'est non seulement parce que je n'en vois ni preuves ni présomptions, mais aussi parce que » (la suite comme dans le *Dien* : si Malinovski avait été un provocateur, l'*Okhrana* n'en aurait pas tiré un aussi grand bénéfice qu'elle l'escomptait, tout se faisant chez nous par deux bases légales, etc.).

Dans ma déposition, je parle donc du passé. Par une singulière falsification du texte, le *Dien* et la *Novaïa Jizn* * m'ont imputé un non-sens, en présentant les choses comme si je parlais du présent.

Je parais donc dire exactement le contraire de ce que j'ai dit en réalité.

La « Pravda » n° 84,
30 (17) juin 1917
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

* Les deux journaux contiennent encore une coquille : « Les bolcheviks — y est-il dit —, *n'organiseront pas* d'insurrection armée », alors qu'il faudrait : « les bolcheviks *organiseraient, dit-on,* une insurrection armée ».

PARTIS DIRIGEANTS ET RESPONSABLES

La constitution d'un Comité central unitaire ou fédératif par le congrès des Soviets et le Comité exécutif du Soviet paysan doit avoir lieu dans les jours qui viennent. La question est à l'ordre du jour et sera réglée aujourd'hui ou demain. La petite « bagarre » entre socialistes-révolutionnaires et mencheviks sur le mode de formation du C.C. ne mérite pas qu'on s'y arrête, tant est mesquine cette lutte des deux partis aussi jusqu'auboutistes l'un que l'autre (tous deux soutiennent la guerre de pillage) et aussi ministérialistes l'un que l'autre (tous deux soutiennent le gouvernement de la bourgeoisie contre-révolutionnaire).

La formation du C.C. revêt une importance énorme, car c'est le dernier trait qui caractérise la situation politique actuelle et la différencie des précédentes. La situation politique actuelle est marquée par le fait suivant : il est désormais évident que la majorité de la population est à présent derrière les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, lesquels, on le sait, ont fait bloc.

Le Soviet des paysans de Russie et le Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie qui siège actuellement ont prouvé définitivement à la lumière des élections aux Doumas d'arrondissement de Petrograd, que le bloc des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks constitue *le parti dirigeant en Russie.*

A l'heure actuelle, ce bloc dispose notoirement de la majorité dans le peuple. Sans aucun doute il disposera également de la majorité au sein du Comité central, unitaire

ou fédératif, des Soviets (ou Conseil des Soviets ; apparemment, l'appellation n'a pas encore été arrêtée), actuellement en cours de formation.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks sont des partis dirigeants et responsables.

Tel est le fait fondamental de la situation politique actuelle. Si, avant les élections à Petrograd, avant le congrès paysan, avant le congrès des Soviets les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires pouvaient se dérober en invoquant, avec quelque ombre de vraisemblance, qu'on ignorait la volonté de la majorité, que les cadets, eux non plus, n'étaient peut-être pas très loin de la majorité, etc., etc., ces subterfuges ne sont plus possibles à présent. Le brouillard, artificiellement entretenu par certains, s'est dissipé.

Vous êtes la majorité, messieurs les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, vous êtes les partis dirigeants ou, plus exactement, le bloc dirigeant. *Vous êtes responsables.*

Notre tâche essentielle dans la propagande et l'agitation en général, dans la campagne en vue des élections à l'Assemblée constituante en particulier, consiste maintenant à expliquer de la façon la plus circonstanciée, la plus concrète et la plus convaincante aux larges masses d'ouvriers et de paysans, que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks sont maintenant responsables de la politique du pays en tant que partis dirigeants. Il en était autrement jusqu'ici car, en tant que partis, ils n'avaient pas encore affirmé leur majorité et se donnaient volontiers pour une « opposition » face aux cadets dirigeants. Aujourd'hui, il est indiscutable que la majorité appartient aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks.

Ils sont responsables de toute la politique du pays.

Ils sont désormais responsables des résultats d'un mois et demi de gouvernement du « ministère de coalition ».

Ils sont responsables du fait que la majorité des ministres du gouvernement appartiennent au parti de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Chacun sait, voit, constate que, *sans l'accord* du congrès des Soviets et du Soviet des paysans de Russie, ces ministres ne se maintiendraient pas un seul jour.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks sont responsables des contradictions fondamentales de la politique, contradictions qui se font sentir d'une façon de plus en plus aiguë et douloureuse, qui s'imposent de plus en plus clairement aux masses :

— En paroles, « condamnation » de la guerre de conquête et « revendication » d'une paix sans annexions. En fait, poursuite de cette même guerre de conquête, en alliance avec des conquérants notoires : les impérialistes d'Angleterre, de France, etc. En fait, préparation d'une offensive sur l'exigence de ces mêmes alliés, conformément aux traités secrets de rapine que Nicolas II avait conclus en vue d'enrichir les grands propriétaires fonciers et les capitalistes russes.

En fait, une politique d'annexions, c'est-à-dire de rattachement par la force de certains peuples (Albanie, Grèce) à un Etat ou un groupe d'impérialistes, politique d'annexions aussi à *l'intérieur* de la Russie « révolutionnaire » (mais engagée dans une voie contre-révolutionnaire), la Finlande et l'Ukraine traitées en peuples annexés et non en peuples réellement libres, réellement égaux, ayant le droit imprescriptible à l'autonomie et à la séparation.

— En paroles, « la résistance des capitalistes semble brisée », comme le déclarait ce fanfaron de Péchékhonov, ministre du bloc. En fait, la résolution du congrès des Soviets a dû elle-même reconnaître « la résistance accrue des classes possédantes » (c'est-à-dire de la bourgeoisie contre-révolutionnaire qui a 10 ministres capitalistes sur 16, et est pratiquement toute-puissante dans l'économie du pays).

— En paroles, promesses de contrôle et de réglementation, ainsi que d'une confiscation à 100% des bénéfices (ministre Skobélev). En fait, au bout d'un mois et demi, strictement rien ! Absolument aucune mesure pratique et sérieuse ni contre les capitalistes lockouteurs, ni contre les mercantis et les chevaliers du lucre qui s'enrichissent sur les fournitures, ni contre les manitous des banques ! !

Nous n'allongerons pas la liste de ces contradictions flagrantes. C'est assez de l'énumération ci-dessus.

La débâcle économique est en marche. La crise est imminente. La catastrophe s'avance irrésistiblement. Les

mencheviks et les socialistes-révolutionnaires exhortent les capitalistes, les menacent de confisquer à 100%, se vantent que la résistance des capitalistes est brisée, rédigent des résolutions et des projets, des projets et des résolutions.

La catastrophe est en marche. *Toute* la responsabilité en incombera au bloc dirigeant des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.

La « Pravda » n° 85, 1er juillet (18 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

UNE COMMISSION DE PLUS

La débâcle économique a déjà commencé. La bourgeoisie mène l'offensive sur toute l'étendue du front. Des mesures énergiques s'imposent.

Que compte faire le Gouvernement provisoire ?

Il a, pour sauver la Russie, pour combattre la débâcle économique, pour organiser la vie économique, élaboré le projet d'une nouvelle organisation, le plan détaillé d'une action contre la désagrégation économique.

Un *Conseil économique* est placé à la tête de l'« organisation de l'économie nationale et du travail ».

On prend enfin des mesures, on passe des paroles aux actes. Très bien, il était grand temps !

Mais quelle est la composition de ce *Conseil économique* ?

Qui combattra la débâcle économique, qui engagera la lutte contre la politique criminelle des capitalistes, du patronat, des usiniers et des fabricants ?

Nous constatons que les capitalistes auront au Conseil une écrasante majorité. N'est-ce pas se moquer du monde ?

Voici la composition de cette honorable organisation :

Ministres bourgeois	6
Représentants des capitalistes (du conseil des banques, des bourses de commerce, de l'Agriculture, etc.)	9
Total	15
Délégués ouvriers (du Soviet des députés ouvriers et soldats)	3
Délégués des syndicats	3
Délégués des députés paysans	3
Total	9

Plus : les ministres de la Guerre et du Travail et 3 délégués des coopératives.

La décision appartiendra, comme on le voit, aux capitalistes.

Il n'y aura qu'un organisme de plus et, dans le meilleur des cas, on n'en tirera ni peu ni prou.

Il est en outre créé, comme de coutume, une infinité de commissions, de sous-commissions, de comités, etc.

Et c'est ainsi que l'on pense combattre la débâcle économique.

On a voulu noyer le poisson...

La « Pravda » n° 86,
1er juillet (18 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LE DIX-HUIT JUIN

Le dix-huit juin entrera d'une façon ou d'une autre dans l'histoire de la révolution russe comme le jour d'un tournant.

La situation réciproque des classes, leurs rapports dans la lutte qui les oppose, leur force, comparée plus particulièrement à celle des partis, tout cela a été révélé par la manifestation de dimanche avec tant de netteté, de clarté et de vigueur que l'immense progrès dans le développement des consciences et des idées demeurera, quels que soient l'allure et le rythme ultérieurs des événements.

La manifestation a dissipé en quelques heures, comme une pincée de poussière, les vains propos sur les conspirateurs bolcheviques et a montré avec une évidence flagrante que le prolétariat industriel et les troupes de la capitale, avant-garde des masses laborieuses de Russie, sont dans leur très grande majorité partisans des mots d'ordre que notre parti n'a jamais cessé de défendre.

Le pas scandé des bataillons d'ouvriers et de soldats. Près d'un demi-million de manifestants. L'unité d'une offensive d'ensemble. L'unité autour de mots d'ordre que dominent de très haut ceux-ci : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » « A bas les dix ministres capitalistes ! » « Ni paix séparée avec les Allemands ni traités secrets avec les capitalistes anglo-français ! », etc. Aucun des témoins de la manifestation ne doute plus du triomphe de ces mots d'ordre parmi l'avant-garde organisée des masses d'ouvriers et de soldats de la Russie.

La manifestation du 18 juin est devenue une démonstration de la force et de la politique du prolétariat révolutionnaire qui montre l'orientation de la révolution, qui montre comment sortir de l'impasse. Voilà l'immense signification historique de la manifestation de dimanche, voilà ce qui la distingue foncièrement des manifestations qui eurent lieu le jour des funérailles des martyrs de la révolution et le 1er mai. Ce fut alors la *commémoration* unanime de la première victoire de la révolution et de ses héros, le coup d'œil jeté par le peuple sur la première étape franchie le plus rapidement, avec le plus de succès, vers la liberté. Le 1er mai fut la *fête* des vœux et des espoirs rattachés à l'histoire du mouvement ouvrier mondial, à son idéal de paix et de socialisme.

Ni l'une ni l'autre de ces manifestations ne s'assignait pour but d'indiquer l'*orientation* ultérieure de la révolution et ne pouvait d'ailleurs l'indiquer. Ni l'une ni l'autre ne posait aux masses, et au nom des masses, les questions concrètes, précises, urgentes, de la marche de la révolution, de ses fins, de ses moyens.

Le 18 juin a été en ce sens la première manifestation politique d'*action*, l'éclaircissement non par la brochure ou par le journal mais dans la rue, non par les chefs mais par les masses, de la façon dont les différentes classes agissent, veulent agir et agiront afin de continuer la révolution.

La bourgeoisie s'était cachée. La bourgeoisie avait refusé de participer à une manifestation pacifique organisée par la majorité évidente du peuple, où les partis avaient toute liberté de formuler leurs mots d'ordre, et dont le but essentiel était de manifester son opposition à la contre-révolution. Et cela se conçoit, car la bourgeoisie, c'est la contre-révolution. Elle se dérobe aux yeux du peuple, elle fomente d'authentiques complots contre-révolutionnaires contre le peuple. Les partis qui gouvernent maintenant en Russie, les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, se sont clairement révélés, dans la journée historique du 18 juin, comme les partis de l'hésitation. Leurs mots d'ordre exprimaient l'hésitation et n'ont été suivis, manifestement, aux yeux de tous, que par une minorité. Rester sur place, laisser pour le moment toutes choses en l'état, voilà ce qu'*ils* recommandaient au peuple par leurs mots

d'ordre et leurs hésitations. Et le peuple comprenait, et ils comprenaient eux-mêmes que ce n'était pas possible.

Assez d'hésitations ! disait l'avant-garde du prolétariat, l'avant-garde des masses d'ouvriers et de soldats de la Russie. Assez d'hésitations ! La politique de confiance aux capitalistes, à *leur* gouvernement, à *leurs* tentatives de réformes, à *leur* guerre, à *leur* politique d'offensive, cette politique est sans espoir. Sa faillite est proche. Sa faillite est certaine. Ce sera aussi celle des partis gouvernants socialiste-révolutionnaire et menchevique. Le marasme économique s'approche à grands pas. *Il n'est* de salut devant lui *que* dans des mesures révolutionnaires de la classe révolutionnaire exerçant le pouvoir.

Que le peuple en finisse avec la politique de confiance aux capitalistes, qu'il fasse confiance à la classe révolutionnaire, au prolétariat. La source de la force est en lui, et en lui seulement. La garantie de la défense des intérêts de la *majorité*, des intérêts des travailleurs et des exploités écrasés par la guerre et par le capital, capables pourtant de vaincre la guerre et le capital, est en lui, rien qu'en lui !

Une crise d'une ampleur sans précédent menace la Russie et l'humanité. Il n'est d'issue que dans la confiance accordée au détachement d'avant-garde le plus organisé des travailleurs et des exploités, dans le soutien de sa politique.

Cette leçon sera-t-elle bientôt comprise du peuple et comment sera-t-elle appliquée ? Nous ne le savons pas. Mais nous savons bien qu'il n'y a pas d'issue à l'impasse en dehors de cette leçon, que les hésitations ou les atrocités possibles de la contre-révolution n'apporteront aucune solution.

Il n'y a pas d'issue en dehors de la pleine confiance des masses populaires en leur guide, le prolétariat.

La « Pravda » n° 86,
3 juillet (20 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA RÉVOLUTION, L'OFFENSIVE ET NOTRE PARTI

« Nous voici à un tournant de la révolution russe », disait Tsérétéli en informant le congrès des Soviets du début de l'offensive [51]. En effet, nous sommes à un tournant non seulement de la révolution russe, mais de la guerre mondiale en cours. Le gouvernement russe en est arrivé pratiquement, après trois mois d'hésitation, à la décision qu'exigeaient de lui les gouvernements « alliés ».

L'offensive a été déclenchée au nom de la paix. Mais c'est « au nom de la paix » que les impérialistes de tous les pays lancent leurs armées à l'attaque : les généraux de tous les pays belligérants s'efforcent, à chaque offensive, d'améliorer le moral des soldats en leur faisant espérer qu'elle amènera une paix rapide.

Ce procédé classique de tous les impérialistes, les ministres « socialistes » russes l'ont agrémenté des phrases les plus ronflantes, dans lesquelles les mots socialisme, démocratie, révolution résonnent comme des grelots aux mains d'un habile jongleur. Mais aucune phrase ronflante ne dissimulera le fait que l'armée révolutionnaire de la Russie est envoyée au feu dans l'intérêt des impérialistes anglais, français, italiens, japonais, américains. Aucun sophisme de notre ex-zimmerwaldien [52] et partenaire actuel de Lloyd George, Tchernov, ne peut dissimuler que, si l'armée russe et le prolétariat russe ne visent vraiment à aucune conquête, cela ne change absolument rien au caractère de rapine impérialiste du conflit des deux grands

trusts mondiaux. Tant que les traités secrets liant la Russie aux impérialistes des autres pays n'auront pas été révisés, tant que Ribot, Lloyd George et Sonnino, alliés de la Russie, continueront à parler des buts de conquête de leur politique extérieure, l'offensive des armées russes sert et continuera de servir les impérialistes.

Mais, objectent les Tsérétéli et les Tchernov, n'avons-nous pas maintes fois déclaré renoncer à toutes les conquêtes. C'est encore pis, dirons-nous : c'est donc que vos actes démentent vos paroles, car vous travaillez en réalité pour les impérialismes russe et étranger. Et, prêtant un concours actif à l'impérialisme « allié », vous rendez de signalés services à la contre-révolution russe. La joie provoquée chez tous les Cent-Noirs et tous les contre-révolutionnaires par le tournant décisif de votre politique l'atteste de toute évidence. Oui, la révolution russe est à un tournant. Le gouvernement russe, en la personne de ses ministres « socialistes », a fait ce que n'avaient pu faire les ministres impérialistes Goutchkov et Milioukov : il a mis l'armée russe à la disposition d'états-majors et de diplomates agissant au nom et sur la base de traités secrets qui ne sont pas annulés, à des fins ouvertement proclamées par Ribot et Lloyd George. Le gouvernement n'a d'ailleurs pu remplir sa tâche que parce que l'armée l'a cru et l'a suivi. Elle est allée à la mort en croyant se sacrifier au nom de la liberté, de la révolution, au nom d'une prompte paix.

Mais l'armée s'y est prêtée, parce qu'elle n'est qu'une partie du peuple qui marche, dans cette étape de la révolution, derrière les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique. Ce fait général et capital — la confiance de la majorité dans la politique petite-bourgeoise des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, politique inféodée aux capitalistes —, détermine l'attitude et la conduite de notre parti.

Nous continuerons à démasquer inlassablement la politique du gouvernement, mettant résolument en garde, comme par le passé, les ouvriers et les soldats contre les espérances absurdes qu'ils pourraient placer dans des actions éparses et désorganisées.

Il s'agit d'une étape de la révolution faite par notre peuple tout entier. Les Tsérétéli et les Tchernov, inféodés

à l'impérialisme, accomplissent l'étape des illusions petites-bourgeoises et des phrases petites-bourgeoises qui camouflent le même impérialisme cynique.

Cette étape, il faut la franchir. Aidons à la franchir d'une façon aussi prompte et indolore que possible. Elle débarrassera le peuple des *dernières* illusions petites-bourgeoises et fera passer le pouvoir à la classe révolutionnaire.

La « Pravda » n° 87, 4 juillet (21 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

EN QUOI VOUS DISTINGUEZ-VOUS DE PLÉKHANOV, MM. LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ET LES MENCHEVIKS ?

Le *Diélo Naroda* a maintes fois qualifié l'*Edinstvo* d'organe social-impérialiste. La *Rabotchaïa Gazéta* a officiellement condamné le bloc électoral avec l'*Edinstvo* (après la fin des élections à presque toutes les Doumas d'arrondissement).

L'offensive commencée dissipe maintenant le brouillard des phrases et montre au peuple la vérité sans fard. Chacun voit que, devant la question sérieuse et pratique de l'offensive commencée, Plékhanov et les chefs des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks *ne font qu'un.*

Vous êtes donc tous, l'*Edinstvo*, Kérenski et Tchernov, Tsérétéli et Skobélev, des « social-impérialistes » (comme dit le *Diélo Naroda*).

La « Pravda » n° 87,
4 juillet (21 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

COMMENT RODZIANKO SE JUSTIFIE

Le n° 143 de la *Rousskaïa Volia* publie une interview de Rodzianko qui considère comme « injuste » l'accusation portée contre lui (par la *Pravda* et la *Rabotchaïa Gazéta*) d'avoir couvert Malinovski. Nous apprenons que Djounkovski avait dit à Rodzianko *dès le 22 avril 1914* que Malinovski était un provocateur, mais que Radzianko avait dû lui donner sa « parole d'honneur » (! ! !) de n'en rien dire à personne.

Incroyable, mais vrai. Rodzianko donne sa « parole d'honneur » à un fonctionnaire de l'Okhrana et *ne communique rien aux membres de la Douma* au sujet de ce provocateur. Et notre parti et tous les milieux que le provocateur Malinovski continue de fréquenter *restent dans l'erreur...* car Rodzianko a donné sa « parole d'honneur » à un fonctionnaire de l'Okhrana *de ne pas démasquer le provocateur.*

Peut-on tolérer cela ?

Et peut-on ne pas considérer Rodzianko comme un criminel ?

La « Pravda » n° 87,
4 juillet (21 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda ».

OÙ LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ET LES MENCHEVIKS ONT-ILS CONDUIT LA RÉVOLUTION ?

Ils l'ont conduite à la soumission aux impérialistes. L'offensive est une reprise de la guerre impérialiste. Rien d'essentiel n'a changé dans les rapports des deux formidables coalitions capitalistes qui s'affrontent. Même depuis la révolution du 27 février, la Russie est restée soumise à la toute-puissance des capitalistes liés par le traité d'alliance — et par les anciens traités secrets du tsar — au capital impérialiste anglo-français. Economiquement et politiquement, la guerre est toujours la même. Le même capital bancaire impérialiste règne dans la vie économique ; les mêmes traités secrets, la même politique extérieure des alliances d'un groupe impérialiste contre l'autre.

Les phrases des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires sont demeurées et demeurent des phrases, qui ne font en réalité que camoufler doucereusement la reprise de la guerre impérialiste, naturellement saluée par les clameurs approbatives et enthousiastes de tous les contre-révolutionnaires, de la bourgeoisie tout entière et de Plékhanov « qui suit obséquieusement la presse bourgeoise », comme s'exprime la *Rabotchaïa Gazéta* des mencheviks, laquelle suit elle-même, obséquieusement, toute la séquelle des social-chauvins.

Ce qui importe, c'est de ne pas oublier les caractères distinctifs de la reprise actuelle de la guerre impérialiste.

Elle s'est produite après trois mois d'hésitations, pendant lesquels les masses ouvrières et paysannes ont condamné, des milliers de fois, la guerre de conquête (tout en continuant à soutenir en fait, en Russie, le gouvernement de la bourgeoisie pillarde et annexionniste). Les masses ont hésité, paraissant se préparer à faire *chez elles* ce que l'appel du 14 mars recommandait aux peuples de tous les pays de faire *chez eux* : « Renoncez à être entre les mains des *banquiers* un instrument de conquête et de violence ! » Or, chez nous, dans la Russie « démocratique révolutionnaire », les masses sont précisément restées un instrument de conquête et de violence « entre les mains des banquiers ».

Ce qu'il y a de particulier dans cette situation, c'est qu'elle est créée, en présence d'une très grande liberté relative d'organisation des masses, par les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique. Ce sont ces partis qui ont conquis actuellement la majorité : le congrès des Soviets et le Soviet paysan de Russie l'ont prouvé de façon indiscutable.

Ce sont ces partis qui portent désormais la responsabilité de la politique du pays.

Ce sont ces partis qui portent la responsabilité de la reprise de la guerre impérialiste, des nouvelles centaines de milliers de victimes offertes pratiquement en holocauste au « triomphe » de certains capitalistes sur certains autres, de la nouvelle aggravation du marasme économique découlant inéluctablement de l'offensive.

Nous avons vu, sous la forme la plus nette, les masses petites-bourgeoises se duper elles-mêmes et se laisser duper par la bourgeoisie bénéficiant de l'aide des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Ces partis constituent, en paroles, la « démocratie révolutionnaire ». En fait, ce sont eux qui ont confié les destinées du peuple à la bourgeoisie contre-révolutionnaire, aux cadets ; ce sont eux qui se sont écartés de la révolution et ont continué la guerre impérialiste, eux qui se sont écartés de la démocratie et fait des « concessions » aux cadets dans la question du pouvoir (considérez, par exemple, la « validation » par les autorités supérieures de l'élection des autorités locales par la population) comme dans celle de la terre (abandon par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de leur *propre* pro-

gramme qui disait : soutien des actions révolutionnaires des paysans *jusques et y compris la confiscation* des grandes propriétés foncières), et dans celle des nationalités (défense de l'antidémocratisme cadet à l'égard de l'Ukraine et de la Finlande).

Les masses petites-bourgeoises ne peuvent pas ne pas hésiter entre la bourgeoisie et le prolétariat. Il en fut ainsi dans tous les pays, surtout en 1789 et 1871. Il en est ainsi en Russie. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ont *amené les masses* à se soumettre à la politique des bourgeois contre-révolutionnaires.

Telle est la clé de la situation. Telle est la signification de l'offensive. Tel est le trait particulier du moment : ce n'est pas la violence qui a égaré le peuple, mais la confiance dans les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks.

Sera-ce pour longtemps ?

Pas pour longtemps. Les masses seront éclairées par leur propre expérience. La triste expérience de la nouvelle phase (maintenant commencée) de la guerre, de la nouvelle débâcle économique aggravée par l'offensive, amènera inévitablement la faillite *politique* des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique. La tâche du parti du prolétariat est, en premier lieu, d'aider les masses à prendre conscience de cette expérience, à bien en tenir compte, à bien se préparer à cette grande faillite qui montrera aux masses leur chef véritable, le prolétariat organisé des villes.

La « Pravda » n° 88, 5 juillet (22 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LE « JACOBINISME » PEUT-IL SERVIR À INTIMIDER LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Le *Dien*, organe bourgeois et chauvin de la « pensée socialiste » (ne riez pas !), revient dans son numéro 91 sur l'éditorial vraiment intéressant de la *Retch* du 18 juin. Le *Dien* n'a rien compris à cet article écrit précisément par un *historien*, qui est aussi un bourgeois contre-révolutionnaire exaspéré. Le *Dien* en déduit que « les cadets sont fermement résolus à sortir du gouvernement de coalition ».

Bêtises que tout cela. Les cadets menacent pour intimider les Tsérétéli et les Tchernov. Ce n'est pas sérieux.

Ce qui est sérieux et intéressant, c'est la façon dont l'éditorialiste de la *Retch* posait le 18 juin, de son point de vue d'historien, la question du pouvoir.

« Si, écrivait-il, l'ancienne composition du gouvernement permettait, au moins jusqu'à un certain point, de diriger la révolution russe, il apparaît maintenant que celle-ci va poursuivre son développement selon les lois propres de toutes les révolutions... La question de l'inutilité qu'il y aurait à maintenir une combinaison gouvernementale qui ne s'est pas justifiée n'est plus posée par les seuls bolcheviks » (notez-le : *plus* par les seuls bolcheviks !)... « ni par la seule majorité du Soviet... La question doit être aussi posée par les ministres capitalistes eux-mêmes. »

Juste constatation d'historien : ce ne sont *plus* les seuls bolcheviks qui ont mis à l'ordre du jour la question de « l'inutilité de maintenir une combinaison gouvernementale qui ne s'est pas justifiée », mais tous les rapports des classes

sociales entre elles, toute la vie de la société. Il y a des hésitations, voilà la réalité. L'offensive est une issue possible vers la victoire de la bourgeoisie impérialiste. Une autre issue est-elle possible ?

L'historien de la *Retch* répond à cette dernière question :

« Ayant pris « tout le pouvoir », les Soviets se convaincront bien vite qu'ils ont très peu de pouvoir. Et ils devront, pour compenser ce qui leur manque de pouvoir, recourir aux procédés, éprouvés au cours de l'histoire, des Jeunes Turcs[53] ou des Jacobins... Voudront-ils, posant à nouveau tout le problème, verser dans le jacobinisme et la terreur, ou tenteront-ils de se laver les mains ? Telle est la question à l'ordre du jour, et qui doit être tranchée ces jours-ci. »

L'historien a raison. Ces jours-ci ou non, mais bientôt en tout cas cette question précise devra être tranchée. *Ou* l'offensive, le tournant vers la contre-révolution, le succès (pour longtemps ?) de la cause de la bourgeoisie impérialiste, avec Tchernov et Tsérétéli « se lavant les mains ».

Ou le « jacobinisme ». Les historiens de la bourgeoisie voient dans le jacobinisme une déchéance (« verser dans »). Les historiens du prolétariat voient dans le jacobinisme l'un des *points culminants* les plus élevés atteints par une classe opprimée dans la lutte pour son émancipation. Les Jacobins ont donné à la France les meilleurs exemples de révolution démocratique et de riposte à la coalition des monarques contre la république. Il ne pouvait être question pour eux de remporter une victoire complète, surtout parce que la France du XVIII^e^ siècle était entourée sur le continent de pays trop arriérés et parce qu'en France même les bases matérielles du socialisme, les banques, les syndicats capitalistes, l'industrie mécanique, les chemins de fer faisaient défaut.

Le « jacobinisme » en Europe ou à la frontière de l'Europe et de l'Asie, au XX^e^ siècle, serait la domination de la classe révolutionnaire, du prolétariat, qui, épaulé par la paysannerie pauvre et mettant à profit les conditions matérielles existantes favorables pour marcher au socialisme, pourrait non seulement apporter tout ce que les Jacobins du XVIII^e^ siècle apportèrent de grand, d'indestructible, d'i-

noubliable, mais amener aussi dans le monde entier la victoire durable des travailleurs.

Le propre de la bourgeoisie est d'exécrer le jacobinisme. Le propre de la petite bourgeoisie est de le craindre. Les ouvriers et les travailleurs conscients croient au passage du pouvoir à la classe révolutionnaire, opprimée, car *c'est là* le fond du jacobinisme, la seule issue à la crise, la seule façon d'en finir avec le marasme et la guerre.

La « Pravda » n° 90,
7 juillet (24 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

DE LA NÉCESSITÉ DE FONDER UN SYNDICAT DES OUVRIERS AGRICOLES DE RUSSIE

ARTICLE PREMIER

Une question d'une importance exceptionnelle doit être posée à la conférence des syndicats de Russie [54] qui siège en ce moment à Petrograd. C'est celle de la fondation d'un syndicat des *ouvriers agricoles* de Russie.

Toutes les classes de la Russie s'organisent. La classe la plus exploitée, aux conditions de vie les plus misérables, la plus dispersée, la plus écrasée, la classe des salariés agricoles russes paraît oubliée. Dans certaines régions frontières non russes, au pays letton par exemple, il y a des organisations d'ouvriers salariés de l'agriculture. Dans la très grande majorité des provinces grand-russes et ukrainiennes, le prolétariat rural n'a pas d'organisations de classe.

Le détachement d'avant-garde des prolétaires de Russie, formé par les syndicats des ouvriers d'industrie, a le grand et impérieux devoir de venir en aide à ses frères, les ouvriers agricoles. La difficulté d'organiser ceux-ci est immense, c'est évident, et l'expérience de tous les pays capitalistes nous le confirme.

Il n'en est que plus nécessaire de tirer parti, aussitôt que possible et avec la plus grande énergie, de la liberté politique dont jouit la Russie, pour fonder sans délai le syndicat des ouvriers agricoles de Russie. C'est précisément la conférence des syndicats qui peut et qui doit le faire. Ce sont précisément les représentants les plus expérimentés, les plus développés, les plus conscients du prolétariat, réunis maintenant dans cette conférence, qui peuvent et doivent lancer un appel aux ouvriers agricoles, les convier à

se joindre à eux, à prendre place dans les rangs des prolétaires en train de s'organiser par leur propre initiative, dans les rangs des syndicats. Ce sont précisément les ouvriers salariés des fabriques qui doivent assumer l'initiative, tirer parti des cellules, des groupes, des sections de syndicats dispersés par la Russie pour appeler l'ouvrier agricole à une vie autonome, à une lutte active pour améliorer sa condition, à défendre ses intérêts de classe.

Il paraîtra probablement à beaucoup, et cette opinion prévaudra même sans doute en ce moment, qu'à cette heure précise, au moment où les paysans s'organisent à travers la Russie en proclamant l'abolition de la propriété privée de la terre et la jouissance « égalitaire » du sol, la formation d'un syndicat des ouvriers agricoles n'est pas opportune.

Bien au contraire. C'est précisément aujourd'hui qu'elle est particulièrement opportune et urgente. Ceux qui se placent à un point de vue prolétarien de classe ne peuvent douter de la justesse de la thèse du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, adoptée par les mencheviks sur l'initiative des bolcheviks au congrès de Stockholm (1906) et qui fait depuis lors partie du programme du P.O.S.D.R. Cette thèse dit :

« Dans *tous* les cas et dans *toutes* les situations amenés par les réformes agraires démocratiques, le parti s'assigne pour tâche de tendre *inflexiblement* à une organisation *autonome de classe du prolétariat rural*, d'éclairer ce dernier sur l'irréductible contradiction de ses intérêts et de ceux de la bourgeoisie rurale, de le mettre en garde contre la séduction d'un système de petite exploitation qui ne peut jamais, en régime de production marchande, mettre un terme à la misère des masses, et enfin de souligner la nécessité d'une transformation socialiste complète, seul moyen d'anéantir toute misère et toute exploitation. »

Pas un ouvrier conscient, pas un syndiqué qui ne reconnaisse la justesse de ces thèses. Les appliquer pour ce qui est de l'*organisation autonome de classe du prolétariat rural*, est la tâche qui revient précisément aux syndicats.

Nous espérons qu'à une époque révolutionnaire, au moment où dans les masses laborieuses en général, et spécialement parmi les ouvriers, il existe un vif désir de se manifester, de se frayer un chemin, de ne pas laisser réorganiser la vie sans que les questions du travail soient tranchées par les ouvriers eux-mêmes, nous espérons qu'à une telle époque,

précisément, les syndicats sauront ne pas se confiner dans le cadre étroit des intérêts corporatifs, n'oublieront pas leurs frères plus faibles, les ouvriers agricoles, mais leur viendront en aide de toute leur énergie, en fondant le syndicat des ouvriers agricoles de Russie.

Nous nous efforcerons d'indiquer dans l'article suivant quelques démarches pratiques à entreprendre dans ce sens.

ARTICLE 2

Nous en étions restés, dans l'article précédent, à l'importance de principe du syndicat des ouvriers agricoles de Russie. Abordons maintenant certains aspects pratiques de cette question.

Le syndicat des ouvriers agricoles de Russie devrait grouper tous ceux qui travaillent essentiellement ou principalement, *ou même partiellement*, en qualité de salariés dans des entreprises agricoles.

Sera-t-il nécessaire de subdiviser de tels syndicats en syndicats d'ouvriers agricoles proprement dits et en syndicats d'ouvriers qui ne sont que partiellement des ouvriers salariés, c'est ce que montrera l'expérience. En tout cas, là n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est que les intérêts de classe fondamentaux de *tous ceux* qui vendent leur force de travail sont les mêmes et que le groupement au sein d'une même organisation de *tous ceux* qui tirent ne serait-ce qu'une partie de leurs moyens d'existence du travail salarié « chez autrui » est absolument nécessaire.

Les ouvriers salariés des villes, des fabriques, des usines sont attachés par des milliers et des millions de liens aux ouvriers salariés des campagnes. L'appel des premiers aux seconds ne peut pas demeurer sans effet. Mais il ne s'agit pas de se borner à un appel. Les ouvriers des villes ont beaucoup plus d'expérience, de savoir, de moyens et de forces. *Une partie de ces forces* doit être directement *consacrée à aider* les ouvriers agricoles *à se mettre sur pied.*

Il faut fixer une journée dont le salaire devra être consacré par tous les ouvriers organisés au développement et à la consolidation de l'union des ouvriers salariés des villes et des campagnes. Qu'une partie définie de cette somme

soit tout entière consacrée par les ouvriers des villes au rassemblement de classe des ouvriers agricoles. Que ce fonds serve notamment à couvrir les frais d'édition d'une série de tracts aussi populaires que possible et d'un journal — qui pourrait n'être qu'hebdomadaire pour commencer — des ouvriers agricoles, qu'il serve à envoyer un nombre, fût-il restreint, d'agitateurs et d'organisateurs dans les campagnes *pour fonder sans délai*, dans diverses localités, des syndicats d'ouvriers salariés agricoles.

Seule l'expérience propre de tels syndicats aidera à trouver la voie juste permettant de développer cette action. La première tâche de chacun de ces syndicats doit être d'améliorer la situation de quiconque vend sa force de travail dans les entreprises agricoles, de conquérir un salaire plus élevé, de meilleures conditions de logement, d'alimentation, etc.

Il faut entamer la lutte la plus énergique contre le préjugé selon lequel la prochaine abolition de la propriété privée du sol peut « donner la terre » à tout valet de ferme et à tout journalier et saper les bases mêmes du travail salarié dans l'agriculture. C'est un préjugé, et un préjugé des plus nocifs. L'abolition de la propriété privée du sol est une très grande réforme indéniablement progressive, répondant incontestablement aux intérêts du développement économique et à ceux du prolétariat, une réforme que tout ouvrier salarié soutiendra de toute son âme et de toutes ses forces, mais qui ne supprime encore nullement le travail salarié.

On ne peut manger la terre. On ne peut la cultiver sans bétail, sans outillage, sans semences, sans réserve de produits, sans argent. Compter sur les « promesses », d'où qu'elles viennent — les promesses « d'aider » les salariés des campagnes à acquérir du bétail, de l'outillage, etc. —, serait la pire des erreurs, en même temps qu'une impardonnable naïveté.

La règle essentielle, le premier commandement de tout mouvement syndical, c'est : ne compte pas sur « l'Etat », ne compte que sur *la force de ta classe*. L'Etat est l'organisation de la classe dominante.

Ne compte pas sur les promesses, ne compte que sur la force de l'association et de la conscience de ta classe !

Aussi la tâche du syndicat des ouvriers agricoles doit-elle être déterminée tout de suite comme n'étant pas seulement la lutte pour l'amélioration de la situation des ouvriers en général, mais aussi, en particulier, *la défense de leurs intérêts en tant que classe* dans la grande réforme agraire imminente.

« La main-d'œuvre doit être mise à la disposition des comités de canton », se disent souvent les paysans et les socialistes-révolutionnaires. La classe des ouvriers salariés de l'agriculture pense exactement le contraire : les comités de canton doivent être à la disposition de la « main-d'œuvre » ! Le point de vue du patron et le point de vue de l'ouvrier salarié ressortent avec netteté de cette confrontation.

« La terre au peuple tout entier. » C'est juste. *Mais le peuple se divise en classes.* Cette vérité, consciemment obscurcie par la bourgeoisie et *sans cesse oubliée par la petite bourgeoisie*, chaque ouvrier la connaît, l'aperçoit, l'éprouve, l'expérimente.

Divisés, les pauvres ne seront aidés par personne. Aucun « Etat » ne viendra en aide à l'ouvrier salarié de la campagne, au valet de ferme, au journalier, au paysan pauvre, au semi-prolétaire, *s'il ne s'aide lui-même.* Et le premier pas dans ce sens, c'est l'organisation de classe autonome du prolétariat rural.

Souhaitons que la conférence des syndicats de Russie s'attelle à cette besogne avec la plus grande énergie, fasse retentir son appel par toute la Russie, tende une main fraternelle, la main puissante de l'avant-garde organisée des prolétaires, aux prolétaires des campagnes.

La « Pravda » n°s 90-91, 7 juillet (24 juin) et 8 juillet (25 juin) 1917
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda »

UNE RÉVOLUTION EN DÉLIQUESCENCE

« Les bolcheviks sont coupables de tout. » Les cadets, dirigeants de la contre-révolution, sont d'accord sur ce point avec les « socialistes-révolutionnaires » et les mencheviks, qui s'intitulent la « démocratie révolutionnaire » à l'occasion des atteintes quotidiennes que cet aimable bloc porte à la démocratie et à la révolution.

« Les bolcheviks sont coupables de tout » : du marasme grandissant contre lequel rien ne se fait, de la situation déplorable du ravitaillement, de l'« échec » du Gouvernement provisoire avec l'Ukraine et la Finlande. C'est à croire qu'un méchant bolchevik s'est insinué parmi les modestes, modérés et prudents Finlandais, pour « troubler » les esprits de tout un peuple !

Les hurlements de haine et de fureur contre les bolcheviks, la sordide campagne de calomnies des sordides sieurs Zaslavski et des anonymes de la *Retch* et de la *Rabotchaïa Gazéta*, tout se réduit à l'inévitable désir des représentants de la révolution en déliquescence de « décharger leur bile » à l'occasion des nombreux « revers » de leur politique.

Le parti cadet est celui de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Le bloc des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks qui gouverne en Russie l'a reconnu en déclarant, dans une résolution du congrès des Soviets, que la résistance des classes possédantes grandit et sert de base à la contre-révolution. Dans le même temps, ce bloc quotidiennement accusé par la *Retch* de manquer de caractère fait bloc à son

tour avec les cadets, un bloc des plus originaux, cimenté par la composition du Gouvernement provisoire !

La Russie est gouvernée par deux blocs : le bloc des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, et le bloc de ce bloc avec les cadets, qui font bloc, de leur côté, avec tous les partis politiques situés à leur droite. La déliquescence de la révolution en découle infailliblement. Car tous les éléments de ce « bloc de blocs » qui nous gouverne sont en déliquescence.

Les cadets ne croient pas eux-mêmes à leur républicanisme ; à plus forte raison les octobristes [55] et les monarchistes des autres nuances, aujourd'hui dissimulés derrière eux et votant pour eux, n'y croient pas davantage. Les cadets ne croient pas aux « socialistes du bloc », employant volontiers leurs ministres à des « besognes subalternes » consistant, par exemple, à « rassurer » l'opinion ; mais en même temps, furieux, ils grognent, fulminent contre les « exigences » de la masse des paysans et de la partie des ouvriers qui se fient actuellement aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks en raison de leurs belles promesses (« satisfaire les travailleurs sans léser les capitalistes »), mais qui ont l'impudence d'attendre et d'exiger l'exécution effective de ces promesses.

Les socialistes du bloc se méfient les uns des autres : les socialistes-révolutionnaires ne se fient pas aux mencheviks, et inversement. Aucune de ces « très chères moitiés » n'a osé jusqu'ici déclarer avec tant soit peu de clarté, nettement, sans déroger aux principes, publiquement, officiellement, comment, pourquoi, au nom de quoi, jusqu'à quel point les adeptes d'un « marxisme » châtré à la Strouvé et les adeptes du « droit à la terre » se sont unis. L'unité de chacune de ces « très chères moitiés » craque aussi sur toutes les coutures : au congrès du parti socialiste-révolutionnaire Kérenski est « blackboulé » par 136 voix contre 134, ce qui entraîne la retraite de la « grand-mère [56] » elle-même du Comité Central et une mise au point du C.C. disant que la non-réélection de Kérenski est exclusivement due à ses charges ministérielles excessives (ce n'est certes pas le cas de Tchernov). Dans la *Volia Naroda*, les socialistes-révolutionnaires « de droite » s'en prennent à leur parti et à son congrès ; les socialistes-révolutionnaires « de gauche », terrés dans la *Zemlia i Volia* [57]

osent dire que les masses ne veulent pas de la guerre et qu'elles continuent à la juger impérialiste.

La droite des mencheviks a déménagé au *Dien*, dirigée par Potressov, que l'*Edinstvo* lui-même (qui, hier encore, s'alliait aux élections de Petrograd avec le parti menchevique tout entier) « couve de regards énamourés ». La gauche sympathise avec l'internationalisme et fonde son propre journal. Le bloc des banques avec les Potressov est réalisé par le *Dien* ; le bloc de tous les mencheviks, jusques et y compris Potressov et Martov, se réalise dans le parti menchevique « unifié ».

N'est-ce pas de la déliquescence ?

La « défense nationale » cache mal cette révolution déliquescente, car même à présent, même après la reprise de la guerre impérialiste, même dans l'ivresse des transports causés par l'offensive sur le front, on voit s'accentuer l'« offensive » des adeptes de Potressov contre ses adversaires dans un groupement, de même que celle des adeptes de Kérenski contre ses adversaires dans un autre.

La « démocratie révolutionnaire » ne croit plus à la révolution, redoute la démocratie, craint par-dessus tout la rupture avec les capitalistes anglo-français, craint le mécontentement des capitalistes russes. (« Notre révolution est bourgeoise » : le ministre Tchernov « lui-même » se range à cette « vérité » cocassement déformée par Dan, Tsérétéli et Skobélev). Les cadets détestent la révolution et la démocratie.

N'est-ce pas de la déliquescence ?

Le tollé de haine sauvage et de fureur qui réunit toutes les voix contre les bolcheviks est une lamentation commune des cadets, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks déplorant leur propre déliquescence.

Ils ont la majorité. Ils sont au pouvoir. Ils forment bloc. Et ils voient que rien ne leur réussit ! ! Comment ne seraient-ils pas furieux contre les bolcheviks ?

La révolution a posé des questions extrêmement ardues, d'une immense portée, d'une ampleur universelle. On ne peut ni remédier au marasme économique, ni s'arracher à l'effroyable étau de la guerre impérialiste, sans prendre les mesures révolutionnaires les plus énergiques, fondées sur le dévouement héroïque des masses opprimées et exploi-

tées, et sans que ces masses soutiennent avec confiance leur avant-garde organisée, le prolétariat.

Les masses recherchent pour le moment une solution « un peu moins difficile » par le bloc des cadets avec celui des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.

Or cette solution n'existe pas.

La « Pravda » n° 91, 8 juillet (25 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

CHANGEMENTS DANS LA SITUATION DES CLASSES

Toute révolution, toute révolution véritable, se ramène à un changement dans la situation des classes. Aussi la meilleure façon d'éclairer les masses — et d'empêcher qu'on les trompe au nom de la révolution — est-elle d'analyser avec précision les changements dans la situation des classes, qui se sont accomplis et continuent de s'accomplir dans l'actuelle révolution.

De 1904 à 1916, dans les dernières années du tsarisme, les rapports de classes se précisèrent d'une manière saisissante. Une poignée de propriétaires féodaux, Nicolas II tout le premier, était au pouvoir, en étroite alliance avec les magnats du capital financier. Ils réalisaient des bénéfices sans équivalent en Europe, et des traités de brigandage étaient conclus dans leur intérêt.

La bourgeoisie libérale, les cadets en tête, était dans l'opposition. Craignant le peuple plus que la réaction, elle tentait d'arriver au pouvoir en recherchant une entente avec la monarchie.

Le peuple, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans, dont les chefs se trouvaient réduits à l'action clandestine, était révolutionnaire ; il formait la « démocratie révolutionnaire », prolétarienne et petite-bourgeoise.

La révolution du 27 février 1917 balaya la monarchie et porta au pouvoir la bourgeoisie libérale. Cette dernière, agissant de concert avec les impérialistes anglo-français, ne voulait qu'une petite révolution de palais. Elle n'entendait dépasser en aucun cas une monarchie constitutionnelle

censitaire. Et, quand la révolution alla plus loin, jusqu'à l'abolition complète de la monarchie et la création des Soviets (des députés ouvriers, soldats et paysans), la bourgeoisie libérale devint franchement contre-révolutionnaire.

Maintenant, quatre mois après la révolution, le caractère contre-révolutionnaire des cadets, principal parti de la bourgeoisie libérale, apparaît en pleine clarté. Chacun le voit, chacun doit en convenir. Mais bien des gens se refusent à regarder cette vérité en face et à en analyser la signification.

La Russie est maintenant une république démocratique administrée par la libre entente des *partis politiques* jouissant, dans le peuple, de la liberté d'agitation. Au cours des quatre mois écoulés depuis le 27 février *tous* les partis tant soit peu importants ont pris consistance, se sont cristallisés ; ils se sont manifestés lors des élections (aux Soviets et aux organes locaux), ils ont révélé leurs liens avec les différentes classes.

La bourgeoisie contre-révolutionnaire exerce en ce moment le pouvoir en Russie ; la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, forment à son égard « l'opposition de Sa Majesté » [58]. L'*entente* avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire fait le fond de la politique de ces partis. La démocratie petite-bourgeoise gravit les degrés du pouvoir, en s'emparant d'abord des organes locaux (de même que, sous le tsarisme, les libéraux conquirent d'abord les zemstvos [59]). Cette démocratie petite-bourgeoise veut le *partage du pouvoir* avec la bourgeoisie et non le renversement de celle-ci, tout comme les cadets voulaient le partage du pouvoir avec la monarchie et non le renversement de cette dernière. Et la politique de conciliation de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires et mencheviks) avec les cadets est déterminée par la profonde affinité de classe des bourgeois petits et grands, tout comme l'affinité de classe des capitalistes et des propriétaires fonciers du XX^e^ siècle les déterminait à se serrer autour du monarque « bien-aimé ».

La *forme* de la politique d'entente a changé : elle était grossière sous la monarchie, le tsar n'offrant aux cadets que les strapontins de la Douma d'Etat. Sous la République démocratique la politique d'entente atteint un raffi-

nement européen : on laisse les petits bourgeois entrer en minorité inoffensive dans le gouvernement et y jouer un rôle inoffensif (pour le capital).

Les cadets se sont substitués à la monarchie. Les Tsérétéli et les Tchernov se sont substitués aux cadets. La démocratie prolétarienne s'est substituée à la démocratie *vraiment* révolutionnaire.

La guerre impérialiste a puissamment accéléré cette évolution. Sans elle, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks eussent peut-être soupiré des dizaines d'années dans l'attente de portefeuilles ministériels. Mais cette guerre hâte aussi le développement. Car elle *pose* les questions non pas à la façon des réformistes, mais en termes révolutionnaires.

Les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique auraient pu donner à la Russie, de concert avec la bourgeoisie, maintes réformes. Mais la situation objective de la politique mondiale est révolutionnaire ; on *n'en sortira pas* avec des réformes.

La guerre impérialiste accable et accablera toujours davantage les peuples. La démocratie petite-bourgeoise est peut-être en mesure de différer quelque temps l'effondrement. Le prolétariat révolutionnaire peut seul apporter le salut.

La « Pravda » n° 92,
10 juillet (27 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

DES PRODIGES D'ÉNERGIE RÉVOLUTIONNAIRE

Nos ministres quasi socialistes déploient une énergie quasi incroyable. Péchékhonov a déclaré que « la résistance des capitalistes semblait brisée » et que tout chez nous, dans la sainte Russie, serait « égalitairement » réparti. Skobélev a déclaré qu'on prendrait aux capitalistes 100% de leurs profits. Tsérétéli a déclaré que l'offensive, dans la guerre impérialiste, était la tactique la plus juste du point de vue de la démocratie et du socialisme.

Mais le record de toutes ces manifestations d'une énergie prodigieuse a sans nul doute été battu par le ministre Tchernov. A la dernière séance du Gouvernement provisoire, Tchernov a contraint MM. les cadets à entendre son rapport sur la politique générale du département qu'on lui a confié et proclamé son intention de présenter *dix* projets de loi !

Ne sont-ce pas vraiment des prodiges d'énergie révolutionnaire ? Moins de six semaines se sont écoulées depuis le 6 mai, et voici que dix projets de loi, ni plus ni moins, sont *promis* ! Et quels projets ! Le *Diélo Naroda*, organe ministériel, annonce qu'ils « embrassent dans leur ensemble toutes les manifestations essentielles de l'activité économique des campagnes ».

Ni plus ni moins que « toutes les manifestations »... Les affirmations ne coûtent pas cher !

Une seule chose paraît suspecte : le journal ministériel consacre plus de 100 lignes à l'énumération de *certains* de ces admirables projets de loi, sans rien dire de précis sur *aucun* d'entre eux. « Certaines dispositions légales concer-

nant les paysans cesseront d'être en vigueur »... On ne sait pas lesquelles. Le projet de loi sur les « chambres de conciliation » offre le plus grand intérêt. Conciliation de qui, avec qui ? On n'en sait rien. La « réglementation du fermage » est pleine d'obscurité ; on ne sait même pas s'il s'agit de l'affermage des terres des propriétaires fonciers, dont l'expropriation sans indemnité est promise.

« Une réforme des comités agraires locaux, conçue dans l'esprit d'une plus large démocratisation »... Ne vaudrait-il pas mieux, MM. les faiseurs de promesses tapageuses, énumérer tout de suite ne serait-ce qu'une quinzaine de comités agraires locaux en indiquant avec précision leur composition actuelle, telle qu'elle est issue de la révolution et qui cependant, de votre propre aveu, est insuffisamment démocratique ?

Mais justement, la fiévreuse activité du ministre Tchernov, et des autres ministres précités, illustre on ne peut mieux la différence entre le fonctionnaire libéral et le démocrate révolutionnaire.

Le fonctionnaire libéral donne lecture à « ses supérieurs », c'est-à-dire à MM. Lvov, Chingarev et consorts, d'amples rapports sur les centaines de projets de loi appelés à faire le bonheur de l'humanité... mais au peuple il n'apporte que rhétorique, promesses, phrases à la Nozdrev [60] (voir la confiscation des 100% des bénéfices, l'offensive « socialiste » sur le front, etc.).

Le démocrate révolutionnaire — en même temps qu'il en informe « ses supérieurs » et même auparavant — dévoile et divulgue tout mal, toute insuffisance, en s'adressant au peuple, et en faisant appel à l'énergie de ce dernier.

« Paysans, démasquez les propriétaires fonciers, faites savoir ce qu'ils vous prennent sous couleur de « fermages », faites savoir ce qu'ils vous extorquent par l'entremise des « chambres de conciliation » ou de comités agraires locaux, faites savoir les obstacles et les mesquines entraves qu'ils apportent au labour de toutes les terres et à l'utilisation par le peuple, et surtout par ses éléments les plus pauvres, du cheptel des propriétaires fonciers. Faites-le savoir vous-mêmes, paysans, et moi, « ministre de la Russie révolutionnaire », « ministre de la démocratie révolutionnaire », je vous *aiderai* à publier toutes vos révélations,

à écarter toute oppression en agissant, vous par en bas, moi par en haut ! ! ! » N'est-ce pas ainsi que devrait parler et agir un vrai démocrate révolutionnaire ?

Or nous sommes loin de compte. Voyez plutôt en quels termes s'exprime sur le « rapport » de Tchernov à MM. Lvov et Cie le journal ministériel : « Sans nier que divers excès se produisent à la campagne dans certaines provinces, V. M. Tchernov pense que la Russie rurale s'est montrée en général beaucoup plus équilibrée qu'on ne pouvait s'y attendre . . . »

Quant au seul projet de loi nettement désigné — « sur la cessation de l'achat et de la vente des terres » — pas un mot ne nous révèle pourquoi il est *en suspens*. Car il y a longtemps qu'on a promis aux paysans d'interdire sur l'heure l'achat et la vente des terres ; on le leur a promis dès le mois de mai ; et l'on publie le 25 juin que Tchernov a présenté son « rapport » et que le Gouvernement provisoire n'a « pas encore pris » de « décision définitive » ! ! !

La « Pravda » n° 92,
10 juillet (27 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LES PHRASES ET LES FAITS

Le ministre Skobélev vient de publier un appel à tous les ouvriers de Russie. Il leur prêche, au nom de « notre » (c'est bien « notre » qu'il dit) idéal socialiste, au nom de la révolution, au nom de la démocratie révolutionnaire, etc., etc., etc., les beautés des « chambres de conciliation » et condamne avec sévérité toutes les initiatives « anarchiques ».

Ecoutez comme il chante bien, notre ministre quasi socialiste, le menchevik Skobélev :

« Vous (les ouvriers) avez pleinement raison de vous indigner de l'enrichissement des classes possédantes en temps de guerre. Le gouvernement du tsar a dilapidé des milliards appartenant au peuple. Le gouvernement de la révolution doit recouvrer cet argent et le faire rentrer dans les caisses du peuple. »

Il chante bien... Mais où va-t-il se percher ?

L'appel du citoyen Skobélev a été publié le 28 juin. Le ministère de coalition a été formé le 6 mai. Et, pendant tout ce temps-là, tandis que la ruine et la catastrophe, une catastrophe effroyable, viennent sur nous à toute allure, le gouvernement n'a rien fait de sérieux contre les capitalistes qui se sont enrichis « *à milliards* ». Il fallait, pour « *faire rentrer ces milliards dans les caisses du peuple* », promulguer le *7 mai* une loi abolissant le secret commercial et bancaire et instituant le contrôle immédiat des banques et des syndicats capitalistes, faute de quoi ces milliards non seulement ne seront pas « recouvrés », mais il sera *im-pos-si-ble* même de les *trouver*.

Le ministre menchevik Skobélev considère-t-il les ouvriers comme de petits enfants que l'on peut nourrir de promesses irréalisables (il est impossible de « recouvrer » les « milliards » en question ; Dieu veuille que l'on réussisse à mettre un terme aux prévarications et que l'on récupère au moins quelques centaines de millions) en s'abstenant pendant de longues semaines de faire ce qui est *possible* et ce qui est nécessaire ?

Comme par un fait exprès, le jour même où le ministre menchevik Skobélev répandait devant les ouvriers une nouvelle brassée de phrases républicaines, révolutionnaires et « socialistes » du plus bel effet, le « conciliateur » des partisans de la défense nationale (c'est-à-dire des chauvins) et des ouvriers, le camarade Avilov, avait l'idée extraordinairement heureuse, exceptionnellement heureuse, de donner à la *Novaïa Jizn* un article sans conclusion, mais *contenant des faits.*

Il n'y a rien de plus éloquent au monde que ces simples faits.

Le gouvernement de coalition est formé, le 5 mai. Dans une déclaration solennelle il *promet*... le *contrôle* et même « l'organisation de la production ». Le 16 mai, le Comité exécutif du Soviet de Petrograd adopte des « directives » destinées à ses ministres et exigeant « immédiatement (écoutez bien !) la réalisation la plus énergique (c'est écrit comme ça, je vous jure !) de la réglementation de la production par l'Etat », etc., etc.

La réalisation énergique commence.

Le 19 mai, Konovalov démissionne avec une déclaration « énergique » contre... les « socialistes extrémistes » ! Le 1er juin a lieu la conférence des représentants de l'industrie et du commerce de toute la Russie. La conférence se prononce résolument *contre* le contrôle. Les trois sous-secrétaires d'Etat demeurés après Konovalov procèdent à des « réalisations énergiques » : dans le conflit provoqué par le patronat des houillères du Donetz (qui tue la production par la grève perlée), le premier sous-secrétaire d'Etat, Stépanov, soutient... le *patronat.* Après quoi les patrons repoussent toutes les propositions de conciliation de Skobélev.

Le deuxième sous-secrétaire d'Etat, Paltchinski, sabote la « conférence des combustibles ».

Le troisième sous-secrétaire d'Etat, Savvine, institue sous la forme d'une « conférence inter-administrative » une sorte de « caricature grossière et même pas spirituelle » de la réglementation de la production.

Le 10 juin, le premier sous-secrétaire d'Etat, Stépanov, présente au Gouvernement provisoire un « rapport »... *critiquant* le programme du Comité exécutif.

Le 21 juin, le congrès des Soviets adopte une nouvelle résolution...

Des comités de ravitaillement se forment spontanément, d'en bas. On promet, d'en haut, un grand « Conseil économique ». Le deuxième sous-secrétaire d'Etat, Paltchinski, explique qu'il est « difficile de prévoir quand il (le Conseil économique) entrera en activité... »

On croirait à une plaisanterie, mais ce sont des faits.

Les capitalistes se moquent des ouvriers et du peuple en continuant leur politique de lock-out dissimulé et de dissimulation de leurs bénéfices scandaleux, et en envoyant les Skobélev, les Tsérétéli et les Tchernov « calmer » les ouvriers avec des phrases.

La « Pravda » n° 94,
12 juillet (29 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

COMMENT MM. LES CAPITALISTES DISSIMULENT LEURS BÉNÉFICES

(À PROPOS DU CONTRÔLE)

Avec quelle abondance ne parle-t-on pas du contrôle ! Et comme tout ce qu'on en dit est *pauvre* de contenu. Comme on tourne la question au moyen de phrases générales, de formules grandiloquentes, de « projets » impressionnants destinés à demeurer à jamais des projets.

Le fond de la question, c'est que, sans l'abolition du secret commercial et bancaire, sans la publication immédiate d'une loi ouvrant les livres de commerce aux syndicats ouvriers, toutes les phrases sur le contrôle et tous les projets de contrôle ne sont que verbiage absolument creux.

Un petit exemple fort édifiant à ce propos. Un camarade employé de banque nous communique les renseignements suivants, qui montrent les procédés dont on use pour dissimuler les bénéfices dans les comptes rendus officiels.

Le *Messager des finances* [61] a publié dans son numéro 18 du 17 mai 1917 le rapport de la *Banque d'Escompte et de Crédit de Petrograd*. D'après ce document, le bénéfice net de la banque s'élève à treize millions de roubles (le chiffre exact est 12 960 000 r., nous arrondirons les chiffres cités, tout en indiquant entre parenthèses le montant exact).

Mais un homme compétent, examinant de plus près ce rapport, s'aperçoit tout de suite que ce chiffre *est loin de constituer la totalité du bénéfice*, dont une part importante est dissimulée habilement sous d'autres rubriques, de sorte

qu'aucun « impôt », aucun « emprunt obligatoire » et, d'une façon générale, aucune mesure financière ne la saisira jamais, sans l'abolition complète du secret commercial et bancaire. Une somme de 5 500 000 r. est en effet portée au compte du capital spécial réservé. Et c'est précisément sous la rubrique dénommée réserve, ou capital réservé, que l'on inscrit le plus souvent le bénéfice à dissimuler. Si, millionnaire, j'ai reçu 17 millions de bénéfices dont j'ai « réservé » (c'est-à-dire, traduit en clair, mis de côté) 5 millions, il me suffit d'inscrire ces 5 millions au « capital réservé », et le tour est joué ! Toutes les lois sur le « contrôle d'Etat », l'« impôt d'Etat sur les bénéfices », etc., sont *tournées* ! !

Poursuivons. Le même compte rendu mentionne, parmi les intérêts et commissions perçus, une somme de près de 1 000 000 de roubles (825 000). « On se demande, écrit notre employé de banque, de quelles sommes peuvent bien se composer les bénéfices de la banque, si les intérêts perçus n'y sont pas compris. »

Poursuivons encore. Une somme de 300 000 roubles est inscrite au titre de reliquat des bénéfices des années antérieures *et ne figure pas dans le total des bénéfices* ! ! De sorte que, tenant compte du point précédent, voilà encore un coquet bénéfice de plus d'un million qui a été dissimulé. De même, une somme de 224 000 r. de « dividendes non versés aux actionnaires » *ne figure pas*, non plus, dans la somme des bénéfices, bien que chacun sache parfaitement que les dividendes sont pris sur les bénéfices nets.

Poursuivons toujours. Le rapport mentionne encore une somme de 3 800 000 r. sous la rubrique « fonds reportés ». « Que sont ces fonds reportés ? écrit notre camarade. Voilà qui est difficile à déterminer pour une personne qui ne prend pas une part directe à l'affaire. On ne peut en dire qu'une chose : sous la rubrique « fonds reportés » on peut dissimuler, en rédigeant le rapport, une partie des bénéfices, qui seront reportés plus tard « à leur place».

Concluons : on indique un bénéfice de 13 millions de roubles, alors qu'il atteint probablement en réalité de 19 à 24 millions, c'est-à-dire près de 80% du capital social qui se monte à 30 millions de roubles.

N'est-il pas évident que les menaces du gouvernement à l'égard des capitalistes, les promesses du gouvernement aux ouvriers, les projets du gouvernement et les lois portant confiscation de 90% des bénéfices des plus gros capitalistes ne sont que fariboles, rien de plus, tant que le secret commercial et bancaire n'est pas aboli ?

La « Pravda » n° 94,
12 juillet (29 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

LA CRISE APPROCHE, LE MARASME GRANDIT

Force nous est de sonner chaque jour le tocsin. Toutes sortes de sots nous ont reproché d'être « pressés » de transmettre tout le pouvoir d'Etat aux Soviets des députés soldats, ouvriers et paysans, alors qu'il serait « plus modéré et plus convenable » [62] d' « attendre » avec componction une Assemblée constituante compassée.

Les plus sots de ces petits bourgeois imbéciles peuvent maintenant constater que *la vie n'attend pas*, que ce n'est pas nous qui sommes « pressés », *mais la débâcle économique.*

La lâcheté petite-bourgeoise, incarnée par les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, en a ainsi décidé : laissons pour le moment les capitalistes au gouvernail et faisons des vœux pour que la débâcle économique « attende » l'Assemblée constituante !

Les faits disent chaque jour qu'elle n'attendra sans doute pas l'Assemblée constituante et que la faillite se produira avant.

Considérez par exemple les faits publiés aujourd'hui même. La commission économique du Comité exécutif du Soviet des députés soldats et ouvriers de Petrograd a décidé « de porter à la connaissance du Gouvernement provisoire » que « l'industrie métallurgique de la région de Moscou (15 provinces) traverse une crise aiguë », que « *la direction de l'usine Goujon désorganise manifestement la production et prépare sciemment l'arrêt de l'entreprise* », et que « le pouvoir » (précisément laissé par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks *au parti des Goujon*, des capitalistes

lockouteurs contre-révolutionnaires) « doit par conséquent assumer l'administration de l'usine... et lui fournir des fonds de roulement ».

Ces fonds de roulement, nécessaires d'urgence, se montent à 5 millions de roubles.

La conférence (de la commission économique et d'une délégation de la commission du ravitaillement du Soviet des députés ouvriers de Moscou) « attire l'attention du Gouvernement provisoire (pauvre et innocent Gouvernement provisoire, d'une candeur enfantine ! Lui qui n'en savait rien ! Il n'y est pour rien ! Les Dan et les Tchérévanine, les Avksentiev et les Tchernov l'éclaireront, le convaincront, l'exhorteront) sur le fait que la conférence des usines de Moscou et le Bureau provisoire du Comité du ravitaillement de la région de Moscou ont *déjà dû s'opposer* à la cessation de l'activité de l'usine de construction de locomotives de Kolomna, ainsi que des usines de Sormovo et de Briansk à Béjetsk. L'usine de Sormovo ne travaille cependant pas en ce moment, les ouvriers s'étant mis en grève ; la cessation du travail dans d'autres usines peut se produire d'un jour à l'autre... »

La catastrophe n'attend pas. Elle se rapproche avec une rapidité effrayante. Sur le bassin du Donetz, A. Sandomirski, informé sans aucun doute de façon très sûre, écrit aujourd'hui dans la *Novaïa Jizn* :

« Le cercle vicieux — manque de charbon, manque de métaux, manque de locomotives et de matériel roulant, cessation de la production — ne fait que s'élargir. Et, pendant ce temps, le charbon brûle, le métal s'accumule dans les usines, mais on ne parvient pas à en recevoir là où on en a besoin. »

Le gouvernement, soutenu par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, *entrave* ouvertement la lutte contre la débâcle. A. Sandomirski nous informe qu'à la suite d'une plainte des industriels, le sous-secrétaire d'Etat au Commerce Paltchinski, collègue en fait de Tsérétéli et de Tchernov, répondant à une enquête du Comité du Donetz sur les stocks de métal, a interdit (! !) la formation « arbitraire » (!!) de commissions de contrôle.

Songez-y seulement : quelle maison de fous ! Le pays périt, le peuple est à la veille de la famine et d'une faillite

générale, le charbon et le fer font défaut, bien qu'il soit possible de s'en procurer, le Comité du Donetz se livre, *par l'intermédiaire des Soviets* des députés soldats et ouvriers, à une enquête sur les stocks de métal, recherchant en un mot le fer dont la nation a besoin, et le ministre Paltchinski, valet des industriels, valet des capitalistes, collègue de Tsérétéli et de Tchernov, interdit cette enquête. Et la crise continue de s'aggraver, la catastrophe se rapproche un peu plus.

Où et comment trouvera-t-on l'argent ? N'est-il pas évident que s'il est facile d'« exiger » 5 000 000 d'un coup pour une usine, on doit tout de même comprendre qu'il en faudra bien davantage pour l'ensemble des usines ?

N'est-il pas évident que, si la mesure que nous exigeons et préconisons *depuis le début d'avril* n'est pas prise, si la fusion de toutes les banques en une seule banque contrôlée n'est pas décidée, si le secret commercial n'est pas aboli, *on ne trouvera pas d'argent* ?

Les Goujon et autres capitalistes aidés des Paltchinski s'acheminent « sciemment » (le mot est de la commission économique du Soviet) vers la cessation de l'activité des entreprises. Le gouvernement est *de leur côté.* Les Tsérétéli et les Tchernov ne sont que des figurants ou des pions sur l'échiquier.

N'est-il pas enfin temps de comprendre, Messieurs, que le peuple rendra les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique responsables, *en tant que partis*, de la catastrophe ?

La «Pravda» n° 95,
13 juillet (30 juin) 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

COMMENT S'Y PRENDRE?

La *Rabotchaïa Gazéta* est troublée par la signification *politique* de l'offensive. Un de ses collaborateurs reproche même à un autre de reconnaître en fin de compte, dans ses phrases évasives, qu'objectivement, le sang de l'armée révolutionnaire de la Russie coule en ce moment non pour une paix sans annexions, mais pour les projets de conquête de la bourgeoisie alliée (*Rabotchaïa Gazéta* n° 93, p. 2, feuilleton, Ire colonne).

Cette signification « objective » de l'offensive ne peut manquer de troubler les masses ouvrières, dont une partie suit encore les mencheviks. Et les pages de la *Rabotchaïa Gazéta* reflètent aussi ce trouble. Ne désirant pas une rupture ouverte avec les ouvriers, le journal s'efforce de rattacher tant bien que mal l'« offensive » à la lutte prolétarienne révolutionnaire pour la paix. Tout le malheur de l'astucieuse rédaction vient de ce qu'on ne peut établir entre l'une et l'autre aucune liaison, sinon qu'elles sont *en contradiction.*

On imaginerait difficilement de plus minables confusionnistes que ces honorables rédacteurs, effrayés par les esprits qu'ils ont eux-mêmes évoqués avec les socialistes-révolutionnaires.

La *Rabotchaïa Gazéta* nous informe d'une part que « l'offensive russe est maintenant l'objet en Occident d'un profond malentendu. Les journaux bourgeois anglais et français y voient l'abandon des plans « utopiques » du Soviet. Des résolutions chauvines sont votées sous forme de messa-

ges à Kérenski et à l'armée révolutionnaire engagée dans l'offensive. Et les tambours retentissent en l'honneur de l'offensive russe, tandis que redouble la persécution des coreligionnaires politiques de la démocratie russe, de ceux qui défendent la même plate-forme de paix».

Aveu des plus précieux ! Surtout quand il émane d'un journal ministériel qui considérait hier encore nos prédictions sur ces conséquences *inévitables* de l'offensive comme nées du mauvais esprit des bolcheviks. Il ne s'agit pas, on le voit à présent, de notre mauvais esprit, mais du fait que la politique adoptée par les chefs du Soviet a sa *logique* propre et que cette logique entraîne un regain d'activité des *forces antirévolutionnaires* à l'extérieur comme à l'intérieur de la Russie.

Ce fait déplaisant, la *Rabotchaïa Gazéta* voudrait bien l'effacer. Les moyens proposés par sa rédaction sont d'une grande simplicité: « Le Comité exécutif central du Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats doit, de concert avec le Soviet des députés paysans, déclarer d'urgence, en termes nets et catégoriques, que les buts de guerre de la démocratie russe demeurent inchangés », etc., etc. Vous voyez avec quelle énergie les mencheviks se dressent contre la guerre impérialiste : ils sont prêts à faire, d'urgence, une nouvelle déclaration catégorique. Combien n'en a-t-on pas fait déjà, de ces déclarations, aussi « urgentes », « catégoriques » et « passionnées » que possible? Et combien de fois faudra-t-il encore répéter d'extrême urgence ces déclarations catégoriques pour atténuer par des paroles l'effet des *actes* du gouvernement que la *Rabotchaïa Gazéta* ministérielle soutient sans réserve?

Non, Messieurs, les mots, les déclarations et les notes les plus « catégoriques » n'affaibliront pas la portée des faits que vous signalez vous-mêmes. On ne saurait opposer à ces faits que des *actes*, des actes qui signifieraient *réellement* une rupture avec la politique qui consiste à poursuivre la guerre *impérialiste*. Ces actes ne sont pas à la portée du gouvernement Lvov-Térechtchenko-Chingarev-Kérenski-Tsérételi. Celui-ci ne peut que confirmer, par sa politique timorée et dérisoire à l'égard de la Finlande et de l'Ukraine, son impuissance totale à appliquer les déclarations les plus « catégoriques » sur la paix «sans annexions» et sur le

« droit » des peuples à disposer d'eux-mêmes. Dans ces conditions, toutes les déclarations promises ne seront que des gestes symboliques destinés à étourdir les masses. Etourdir les masses au moyen de déclarations retentissantes au lieu de participer à la « lutte prolétarienne pour la paix », c'est bien le programme de la *Rabotchaïa Gazéta*, c'est sa réponse véritable au développement des forces antirévolutionnaires qui est la conséquence de l'offensive.

La « Pravda » n° 95,
13 juillet (30 juin) 1917

Conforme au texte
de la « Pravda »

COMMENT ET POURQUOI A-T-ON TROMPÉ LES PAYSANS ?

On sait que les députés paysans de toute la Russie s'étant réunis à Petrograd en un congrès national, on promit aux paysans — les socialistes-révolutionnaires le leur promirent et le gouvernement aussi — d'interdire sans délai l'achat et la vente des terres.

Le ministre Péréverzev eut d'abord, il est vrai, l'intention de tenir sa promesse et suspendit par télégramme toutes les transactions de ce genre. Mais une main invisible intervint et le ministre Péréverzev annula son télégramme aux notaires ; autrement dit, il autorisa à nouveau l'achat et la vente des terres.

Les paysans s'en inquiétèrent. Ils ont même, si je suis bien informé, envoyé une délégation spéciale au ministère.

On les a calmés, on les a persuadés comme on persuade les petits enfants. On les a assurés qu'une *loi* serait promulguée sans délai, interdisant l'achat et la vente du sol, et que l'application de la circulaire Péréverzev avait été retardée « uniquement » en vue de la promulgation de cette loi.

Les socialistes-révolutionnaires ont rassuré les paysans, ils les ont comblés de promesses. Les paysans les ont crus. Les paysans se sont calmés. Les paysans sont rentrés chez eux.

Des semaines ont passé.

Le 24 juin (le 24 juin seulement), les journaux ont annoncé que le ministre Tchernov, leader du parti socialiste-

révolutionnaire, avait soumis au gouvernement un projet de loi (ce n'était encore qu'un projet de loi) interdisant l'achat et la vente des terres.

Le 29 juin, les journaux publiaient le communiqué d'une « conférence privée » de la Douma d'Etat, qui s'était tenue le 28 juin. A cette conférence, d'après la *Retch* (journal appartenant au parti qui a la majorité au Gouvernement provisoire), M. Rodzianko

« s'arrête, en terminant, sur la question de l'achat et de la vente des terres, en liaison avec les nouvelles » (nouvelles, ô combien ! aussi nouvelles que possible !) « mesures du gouvernement. Il démontre que si les transactions de ce genre sont interdites, les terres perdront leur valeur » (pour qui ? pour les propriétaires fonciers, évidemment ! ! Mais c'est justement aux propriétaires fonciers que les paysans veulent les prendre !), « le crédit ne sera plus garanti et les propriétaires » (les ex-propriétaires, M. Rodzianko !) « se verront refuser toute demande dans ce sens. Où les propriétaires fonciers prendront-ils, demande M. V. Rodzianko, de quoi régler leurs dettes aux banques ? Les délais sont déjà échus dans la plupart des cas, et ce projet de loi amènera la liquidation immédiate de la propriété foncière par voie légale, sans vente aux enchères.

Dès lors, M. V. Rodzianko invite la conférence à charger le Comité provisoire d'étudier la question pour *essayer d'empêcher l'application de cette loi*, funeste non pour la propriété privée, mais pour l'Etat ».

La « main invisible » nous apparaît enfin en pleine lumière ! Voilà que la « savante mécanique » du gouvernement de coalition, avec ses ministres pseudo-socialistes, nous est révélée par une intempérance verbale de l'ex-président de l'ex-Douma d'Etat, ex-propriétaire foncier, ex-homme de confiance de Stolypine-le-Pendeur, ex-protecteur du provocateur Malinovski, Monsieur Rodzianko !

Admettons même que, M. Rodzianko s'étant si maladroitement trahi, la loi interdisant l'achat et la vente des terres soit enfin promulguée. Enfin !

Mais il ne s'agit pas que de cela. Cet exemple frappant doit surtout nous faire comprendre et nous aider à faire comprendre aux masses paysannes *comment et pourquoi on a trompé les paysans*. Car le fait demeure, incontestable, indiscutable : on a trompé les paysans en *ne* tenant *pas* sur l'heure les promesses faites au Soviet des députés paysans de Russie.

Comment a-t-on trompé les paysans ? En les nourrissant de promesses. C'est là toute la « savante mécanique » de tous les ministères de coalition du monde, c'est-à-dire des ministères bourgeois auxquels participent des traîtres au socialisme. Qu'ils en aient conscience ou non, les ex-socialistes faisant partie de ces ministères y servent à tromper les masses au profit des capitalistes.

Pourquoi a-t-on trompé les paysans ? Parce que les socialistes-révolutionnaires, instrument de cette duperie — admettons à leur égard l'hypothèse la plus favorable —, *ne comprenaient pas eux-mêmes* la savante mécanique de la domination de classe et de la politique de classe dans le gouvernement de la Russie contemporaine. Les socialistes-révolutionnaires se sont laissé séduire par des phrases. Et la Russie est en fait gouvernée, le « cas » Rodzianko l'a démontré de façon saisissante, par un bloc de deux blocs, un cartel de deux cartels.

Il y a d'abord celui des cadets et des propriétaires fonciers monarchistes, dont M. Rodzianko est le premier représentant. L'existence de ce bloc est confirmée, en tant que réalité politique, aux yeux de la Russie tout entière, par le fait qu'aux élections de Petrograd *tous* les journaux des Cent-Noirs, *tous* les journaux situés à la droite des cadets ont soutenu ces derniers. Ce bloc a la *majorité* au gouvernement, par la faute des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Ce bloc a différé l'interdiction de l'achat et de la vente des terres ; ce bloc soutient les grands propriétaires fonciers et les *capitalistes lockouteurs*.

L'autre est celui des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, qui ont trompé le peuple avec des promesses en l'air! Skobélev et Tsérétéli, Péchékhonov et Tchernov ont prodigué des assurances. Faire des promesses, c'est facile. La méthode des ministres « socialistes », qui consiste à nourrir le peuple de promesses, a servi dans *tous* les pays avancés du monde et a partout fait faillite. Ce qui distingue la Russie, c'est que cette faillite y sera plus grave et plus prompte, par suite de la situation révolutionnaire que connaît le pays.

Que chaque ouvrier, que chaque soldat mette à contribution cet exemple, si édifiant pour les paysans, afin de

leur expliquer par le menu *comment et pourquoi on les a trompés* !

Ce n'est pas en formant un bloc (une alliance) avec les capitalistes, c'est seulement en s'alliant aux ouvriers que les paysans parviendront à leurs fins.

La « Pravda » n° 96,
14 (1er) juillet 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

QUI EST RESPONSABLE ?

Monsieur N. Rostov publie, dans la feuille ministérielle *Rabotchaïa Gazéta*, un certain nombre de textes empruntés à des lettres de soldats et démontrant combien on est ignorant dans les campagnes. Toutes ces lettres, dit l'auteur, qui affirme avoir, à la section d'agitation du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats, une volumineuse liasse d'épîtres provenant de tous les coins du pays —, toutes ces lettres se résument en un cri : des journaux, envoyez-nous des journaux !

L'écrivain menchevique en est bouleversé et s'exclame avec effroi : « Si la révolution ne leur apparaît pas clairement (aux paysans) comme un fait éminemment utile, ils se dresseront contre la révolution »... Les paysans sont « ignorants comme par le passé ».

Notre fonctionnaire menchevique et ministériel se ressaisit un peu tard avec sa liasse de lettres. A partir du 6 mai, jour où les mencheviks se sont mis au service des capitalistes, plus de sept semaines se sont écoulées pendant lesquelles le mensonge bourgeois contre-révolutionnaire et les calomnies répandues contre la révolution se sont déversés à flots dans les campagnes par le canal des journaux bourgeois devenus prédominants et par l'intermédiaire des serviteurs et partisans avoués ou camouflés du gouvernement capitaliste soutenu par les mencheviks.

Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ne trahissaient pas la révolution et ne soutenaient pas les cadets contre-révolutionnaires, le pouvoir serait déjà depuis le début de mai aux mains du Comité exécutif, qui

aurait pu instituer sur l'heure le monopole d'Etat de la publicité dans la presse et se rendre ainsi maître de journaux tirés à des *dizaines de millions* d'exemplaires, que l'on aurait pu distribuer et envoyer *gratuitement* dans les campagnes. Les grandes imprimeries et les stocks de papier auraient alors « œuvré », entre les mains du Comité exécutif, à éclairer les campagnes et non à les empoisonner par la diffusion d'une douzaine de gazettes bourgeoises contre-révolutionnaires qui ont en fait *conquis* dans le journalisme une *place dominante*.

Le Comité exécutif aurait pu, dès ce moment, dissoudre la Douma d'Etat et, réalisant ainsi une sensible économie, sans parler de bien d'autres économies possibles des fonds de la nation, employer l'argent récupéré à envoyer dans les campagnes des milliers, sinon des dizaines de milliers d'agitateurs.

La temporisation, en temps de révolution, équivaut parfois à une véritable trahison. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks sont entièrement responsables des atermoiements apportés à la transmission du pouvoir aux ouvriers, aux soldats et aux paysans, ainsi que des atermoiements apportés à la réalisation de mesures révolutionnaires tendant à éclairer les campagnes ignorantes. Sur ce point, *ils* ont trahi la révolution. *Ils* ont fait en sorte que les ouvriers et les soldats sont maintenant obligés de se contenter, dans leur lutte contre la presse bourgeoise contre-révolutionnaire et l'agitation dans cet esprit, de « moyens de fortune », alors que les *ressources de l'Etat* pourraient et devraient être à leur disposition.

La « Pravda » n° 96,
14 (1er) juillet 1917

Conforme au texte de la « Pravda »

A QUOI POUVAIENT S'ATTENDRE LES CADETS EN SE RETIRANT DU MINISTÈRE [69]?

Cette question se présente d'elle-même à l'esprit. Il importe de bien comprendre les événements pour bien y répondre à l'aide d'une tactique appropriée. Comment devons-nous donc comprendre la démission des cadets ?

Dépit ? Désaccord de principe sur la question ukrainienne ? Certainement pas. Quiconque suspecterait les cadets de s'en tenir avec rigueur à des principes, ou la bourgeoisie d'agir par dépit, serait tout bonnement ridicule.

Non. La démission des cadets ne peut être interprétée que comme résultat d'un calcul. Quel est ce calcul ?

Ce calcul, le voici : pour administrer un pays qui a accompli une grande révolution et ne peut pas retourner au calme, par surcroît pendant une guerre impérialiste mondiale, on a besoin de faire fond sur l'esprit d'initiative d'une classe réellement révolutionnaire, sur son audace de géant, à la taille de l'événement historique, sur l'élan d'un enthousiasme sans limite. Ou bien il faut écraser cette classe par la force ce que les cadets préconisent depuis longtemps, exactement depuis le 6 mai ; ou bien il faut voir en elle la force dirigeante. Ou bien s'allier au capital impérialiste, ce qui veut dire lancer une offensive militaire, servir docilement le capital, se laisser asservir par lui, renoncer à l'utopie de la confiscation sans indemnité de la propriété foncière (voir les discours de Lvov contre le programme Tchernov, dans la *Birjovka*) ; ou bien se dresser contre le capital impérialiste, et alors offrir immédiatement la paix à tous les peuples à des conditions précises, car tous les peuples sont fatigués de

la guerre, il faut oser dresser le drapeau de la révolution prolétarienne mondiale contre le capital et savoir le faire sans se payer de mots mais par des actes, en faisant résolument progresser la révolution en Russie même.

Les cadets sont des hommes d'affaires, des hommes d'affaires pratiques, tant dans le commerce, dans les finances, dans la défense du capital qu'en politique. Ils se sont rendu compte, et c'était vrai, que la situation était *objectivement* révolutionnaire. Ils consentent aux réformes et il leur plaît de partager le pouvoir avec les réformistes comme Tsérétéli, Tchernov et consorts. Mais les réformes ne remédieront pas à la situation. *Il n'y a pas* de réformes susceptibles de remédier à la crise, c'est-à-dire à la guerre et à la débâcle économique.

Et les cadets, se plaçant au point de vue de leur classe, qui est celle des impérialistes-exploiteurs, ont bien raisonné : « Notre démission est un ultimatum. Nous savons que les Tsérétéli et les Tchernov ne se fient pas aujourd'hui à la classe vraiment révolutionnaire et ne veulent pas faire en ce moment une politique vraiment révolutionnaire. Nous allons leur faire peur. Se passer des cadets, c'est se passer du « soutien » du capital anglo-américain, puissant dans le monde entier, et c'est faire la révolution *également* contre lui. Les Tsérétéli et les Tchernov ne le feront pas. Ils n'oseront pas ! Ils céderont !

« Et s'ils ne cèdent pas, la révolution anticapitaliste, même si elle éclate, échouera et nous reviendrons au pouvoir. »

Tel est le calcul des cadets. Nous le répétons : du point de vue de la classe des exploiteurs, ce calcul est juste.

Si les Tsérétéli et les Tchernov avaient adopté le point de vue de la classe des exploités — et non celui de la petite bourgeoisie hésitante — ils auraient répondu au juste calcul des cadets par une juste adhésion à la politique du prolétariat révolutionnaire.

Rédigé le 16 (3) juillet 1917
Publié le 28 (15) juillet 1917
dans le n° 2 du « Prolétarskoïé Diélo »

Conforme au manuscrit

TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS !

« Chassez le naturel, il revient au galop... » Visiblement, les partis dirigeants socialiste-révolutionnaire et menchevique devront « s'assimiler » une fois de plus cette simple vérité par leur propre expérience. Ils ont voulu être des « démocrates révolutionnaires », ils sont tombés dans la situation de démocrates révolutionnaires, les voilà contraints de tirer les conclusions qui s'imposent à tout démocrate révolutionnaire.

La démocratie est la domination de la majorité. Tant que la volonté de la majorité demeurait obscure, tant qu'on pouvait encore, ne fût-ce qu'avec une ombre de vraisemblance, la dire obscure, on présentait au peuple le gouvernement des bourgeois contre-révolutionnaires comme un gouvernement « démocratique ». Mais cela ne pouvait durer. Pendant les quelques mois qui se sont écoulés depuis le 27 février, la volonté de la majorité des ouvriers et des paysans, de l'écrasante majorité de la population du pays, s'est précisée, et cela non pas seulement sous une forme générale. Cette volonté a trouvé son expression dans les organisations de masse que sont les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

Comment donc peut-on s'opposer au passage de tout le pouvoir dans l'Etat aux mains de ces Soviets ? C'est tout simplement renoncer à la démocratie ! C'est, ni plus ni moins, imposer au peuple un gouvernement qui ne saurait *notoirement* ni surgir ni se maintenir *démocratiquement*, c'est-à-dire par des élections réellement générales et réellement libres.

Le fait est là, si étrange que cela paraisse à première vue : cette vérité si simple, si évidente, si tangible, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks l'*ont oubliée.* La fausseté de leur position est telle, ils s'y sont tellement empêtrés, tellement englués qu'ils sont hors d'état de « saisir » cette vérité qu'ils ont perdue. Après les élections à Petrograd et à Moscou, après la convocation du Soviet des paysans de Russie, après le congrès des Soviets, la position des classes et des partis s'est affirmée dans toute la Russie d'une façon si nette, si précise, si évidente qu'il est impossible de se tromper à ce sujet, à moins d'avoir perdu l'esprit ou de s'être mis dans une situation sciemment embrouillée.

Tolérer des ministres cadets ou un gouvernement cadet ou la politique des cadets, c'est jeter un défi à la démocratie et au démocratisme. C'est la source des crises politiques postérieures au 27 février, la source de l'instabilité et des flottements de notre système gouvernemental. A chaque pas, chaque jour et même à chaque heure, on en appelle, au nom des organismes d'Etat et des congrès les plus autorisés, à l'esprit révolutionnaire du peuple et à son démocratisme, cependant que la politique générale du gouvernement, et plus spécialement sa politique extérieure, et surtout sa politique économique, marquent une dérogation à l'esprit de la révolution, une violation du démocratisme.

Pareille situation ne peut durer.

Son instabilité se manifestera fatalement à l'une ou l'autre occasion. Et s'obstiner n'est pas une politique très sensée. Par bonds et par chocs, la situation évolue cependant de telle sorte que le passage du pouvoir aux Soviets, depuis longtemps préconisé par notre parti, sera enfin réalisé.

La «Pravda» n° 99, 18 (5) juillet 1917 *Conforme au texte du journal*

DE QUEL CÔTÉ EST LE POUVOIR, DE QUEL CÔTÉ LA CONTRE-RÉVOLUTION?

A cette question on répond d'habitude très simplement : La contre-révolution n'existe pas, ou tout au moins nous ne savons pas où elle est. Mais nous savons parfaitement où est le pouvoir. Il est entre les mains du Gouvernement provisoire contrôlé par le Comité Exécutif Central (C.E.C.) du Congrès des Soviets des députés soldats et ouvriers de Russie. Telle est la réponse habituelle.

Comme la plupart des crises qui font litière de toutes les conventions et détruisent toutes les illusions, la crise politique d'hier [64] a ruiné les illusions exprimées dans ces réponses, que l'on donne d'habitude et que nous venons de citer aux questions fondamentales de toute révolution.

Il y a un ancien député à la II[e] Douma d'Etat, nommé Alexinski, que les *socialistes-révolutionnaires* et les *mencheviks*, partis dirigeants des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, *ont refusé* d'admettre au Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats *tant qu'il ne se sera pas réhabilité* [65], c'est-à-dire tant qu'il n'aura pas fait la preuve de son honorabilité.

Qu'est-ce à dire ? Pourquoi le Comité exécutif a-t-il publiquement et formellement refusé sa confiance à Alexinski, pourquoi, exigeant qu'il se réhabilite, l'a-t-il, en d'autres termes, taxé de malhonnêteté ?

Parce qu'Alexinski s'est signalé par tant de calomnies que les journalistes de Paris appartenant aux partis politiques les plus divers l'ont traité de diffamateur. Mais, loin de songer à faire la preuve de son honorabilité devant le

Comité exécutif, Alexinski a préféré se cacher dans le journal de Plékhanov, l'*Edinstvo*, où il a commencé par signer de ses initiales, pour s'enhardir ensuite et signer de son nom.

Plusieurs bolcheviks étaient informés hier, 4 juillet, dans la journée, par des personnes de leur connaissance, qu'Alexinski venait de communiquer au comité des journalistes de Petrograd on ne savait trop quelle nouvelle infamie. Les personnes averties, considérant Alexinski et sa « besogne » avec un mépris mêlé d'écœurement, négligèrent, pour la plupart, de prêter la moindre attention à cet avertissement. Mais un membre bolchevique du Comité Exécutif Central, Djougachvili (Staline), qui en sa qualité de social-démocrate géorgien, connaît de longue date le camarade Tchkhéidzé, l'entretint en séance du C.E.C. de cette nouvelle campagne de calomnies entreprise par Alexinski.

Cette conversation eut lieu tard dans la nuit, mais Tchkhéidzé déclara que le C.E.C. ne demeurerait pas indifférent à une campagne de calomnies lancées par des gens qui redoutent le jugement et l'enquête du C.E.C. Agissant en sa qualité de président du C.E.C., et au nom du membre du Gouvernement provisoire Tsérétéli, Tchkhéidzé invita aussitôt *par téléphone* toutes les rédactions de journaux à *s'abstenir de publier les calomnies* d'Alexinski. Tchkhéidzé fit savoir à Staline que la plupart des journaux s'étaient montrés disposés à se conformer à son désir, que seuls l'*Edinstvo* et la *Retch* s'étaient « abstenus de répondre » pendant un certain temps. (Nous n'avons pas vu l'*Edinstvo* ; quant à la *Retch*, elle *n'a pas* reproduit la calomnie.) La calomnie n'a finalement été publiée que dans une petite feuille jaune, complètement ignorée de la majeure partie du public cultivé, le *Jivoïé Slovo* [66] n° 51 (404), qui porte le nom de A. M. Oumanski comme rédacteur-éditeur.

Les calomniateurs auront à répondre devant les tribunaux. De ce côté, rien de plus simple et de plus facile.

L'ineptie de la calomnie saute aux yeux : certain aspirant officier Ermolenko, du 16e régiment de tirailleurs sibériens, aurait été « détaché » (?) « le 25 avril à l'arrière du front de la VIe armée, afin de s'y livrer à de l'agitation en faveur de la signature, la plus prompte possible, d'une paix séparée avec l'Allemagne ». Il s'agit visiblement d'un individu

évadé d'Allemagne, au sujet duquel le « document » publié par le *Jivoïé Slovo* ajoute : « Ermolenko a accepté cette mission en cédant aux instances de ses camarades » !!

On voit d'ici la confiance que mérite un individu assez malhonnête pour accepter une « mission » de cette nature !... Le témoin est un individu malhonnête, c'est un fait.

Mais que dit ce témoin ?

Ceci : « Les officiers de l'Etat-major général allemand Schiditski et Lübers lui ont fait savoir qu'une agitation analogue est poursuivie en Russie par un agent de l'E.M.G. allemand, A. Skoropiss-Ioltoukhovski, président de la section ukrainienne de la *Ligue pour la libération de l'Ukraine* [67], et par Lénine. Il a été prescrit à Lénine de s'employer de toutes ses forces à ruiner la confiance du peuple russe dans le Gouvernement provisoire. »

Ainsi, des officiers allemands cherchant à déterminer Ermolenko à une action malhonnête lui ont cyniquement menti sur Lénine qui, chacun le sait, et *tout le Parti bolchevique* l'a déclaré officiellement, a toujours et catégoriquement *repoussé*, de la façon la plus nette et la plus irrévocable, la paix séparée avec l'Allemagne !! Le mensonge des officiers allemands est tellement évident, tellement grossier, tellement absurde que quiconque sait lire ne doutera pas un instant que ce soit un mensonge. Et quiconque est au courant de la vie politique en doutera d'autant moins que l'absurdité qui consiste à établir un rapprochement entre Lénine, un certain Ioltoukhovski (?) et la *Ligue pour la libération de l'Ukraine*, est particulièrement criante, car Lénine, et tous les internationalistes avec lui, ont maintes fois, précisément pendant la guerre, *déclaré publiquement n'avoir rien de commun* avec cette « Ligue » suspecte social-patriote.

Le grossier mensonge d'un Ermolenko payé par les Allemands ou d'officiers allemands ne mériterait pas la moindre attention si le « document » n'ajoutait certains « renseignements qui viennent de nous parvenir » — on ignore à qui, de qui, quand et comment ? — et d'après lesquels « les fonds destinés à cette agitation » sont régulièrement « reçus » (par qui ? le « document » *n'ose pas* dire tout net qu'on accuse ou soupçonne Lénine !! Le « document » ne dit pas qui « reçoit » l'argent !) « par l'intermédiaire » d'« hommes de

confiance » : les « bolcheviks » Fürstenberg (Hanecki) et Kozlovski. On aurait même à ce sujet des renseignements sur des virements bancaires, et « la censure militaire a établi qu'un échange continu (!) de télégrammes d'un caractère politique et financier a lieu entre les agents allemands et les leaders bolcheviques » !!

C'est encore là un mensonge tellement grossier que son absurdité saute aux yeux. S'il y avait un seul mot de vrai là-dedans, comment se ferait-il : 1° que Hanecki soit *tout récemment* entré librement en Russie et qu'il en soit librement sorti ? 2° que ni Hanecki ni Kozlovski n'aient été arrêtés *avant* la divulgation de leurs crimes par la presse ? Peut-on, en effet, admettre que l'Etat-major général, s'il était réellement en possession de renseignements tant soit peu dignes de foi sur des virements de fonds, des télégrammes, etc., aurait laissé les Alexinski et la presse jaune ébruiter cette histoire tout en s'abstenant d'arrêter Hanecki et Kozlovski ? N'est-il pas évident que nous sommes en présence du travail maladroit de diffamateurs appartenant à la presse la plus misérable qui soit, voilà tout ?

Ajoutons que Hanecki et Kozlovski ne sont ni l'un ni l'autre des bolcheviks, mais appartiennent au Parti social-démocrate de Pologne, que Hanecki appartient au Comité central de ce parti et nous est connu depuis le congrès de Londres (1903), d'où les délégués polonais se retirèrent, etc. Que ni Hanecki ni Kozlovski n'ont remis *aucun* argent aux bolcheviks. Toute cette histoire n'est, du commencement à la fin, qu'un mensonge impudent.

Quelle est sa signification politique ? C'est, d'abord, que les adversaires politiques des bolcheviks ne peuvent pas se passer de mensonges et de diffamations. Telle est la bassesse, telle est la vilenie de ces adversaires.

C'est, en second lieu, qu'elle nous fournit une réponse à la question qui sert de titre à cet article.

Un rapport sur ces « documents » avait été envoyé à Kérenski dès le 16 *mai*. Kérenski appartient à la fois au Gouvernement provisoire et au Soviet, autrement dit : aux deux « pouvoirs ». Le temps n'a pas manqué entre le 16 mai et le 5 juillet. Un gouvernement digne de ce nom aurait dû et pu ouvrir *lui-même* une enquête sur ces « documents », interroger les témoins, faire arrêter les accusés. Le pouvoir,

les *deux* « pouvoirs », le Gouvernement provisoire et le C.E.C. pouvaient et devaient le faire.

Ils demeurent inactifs. L'Etat-major général entretient cependant certains rapports mal définis avec Alexinski, que le Comité exécutif du Soviet a refusé d'admettre en son sein parce que c'est un diffamateur ! Et, précisément au moment de la démission des cadets — c'est sans doute l'effet du hasard — l'E.M.G. tolère que ses documents officiels soient livrés à Alexinski pour être publiés !

Le pouvoir demeure inactif. Ni Kérenski, ni le Gouvernement provisoire, ni le Comité exécutif du Soviet ne songent même à faire arrêter Lénine, Hanecki et Kozlovski, s'ils sont suspects. Hier, 4 juillet, dans la nuit, Tchkhéidzé et Tsérételi priaient les journaux de ne pas publier cette calomnie manifeste. Mais en même temps, un peu plus tard, très tard dans la nuit, Polovtsev envoyait des élèves-officiers et des cosaques saccager les locaux de la *Pravda*, confisquer le numéro à paraître, arrêter les rédacteurs et saisir les registres de ce journal (sous prétexte de voir si l'on n'y trouverait pas mentionnées des sommes de provenance suspecte) ; et, en même temps, une sale petite gazette jaune, de bas étage, le *Jivoïé Slovo*, publiait cette vile calomnie destinée à exciter les passions, à salir les bolcheviks, à créer autour d'eux une atmosphère de pogrom et à donner à Polovtsev, aux élèves-officiers et aux cosaques qui avaient saccagé la *Pravda* un semblant de justification.

Quiconque ne ferme pas délibérément les yeux *pour ne point voir la vérité* ne pourra pas rester dans l'erreur. Quand *il faut* agir, les *deux* pouvoirs demeurent inactifs. Le C.E.C., parce qu'il « se fie » aux cadets et craint de les mécontenter ; quant aux cadets, ils n'agissent pas en tant que pouvoir parce qu'ils préfèrent agir *dans la coulisse*.

La contre-révolution des coulisses, la voilà, bien visible : ce sont les cadets, certains milieux de l'Etat-major général (du « commandement supérieur de l'armée », comme il est dit dans la résolution de notre parti), et une presse louche à demi acquise aux Cent-Noirs. Voilà ceux qui *ne demeurent pas* inactifs, voilà ceux qui « collaborent » avec ensemble ; voilà le milieu où se crée l'atmosphère des pogroms, où naissent les tentatives de pogroms, d'où partent des coups de feu tirés contre les manifestants, etc., etc.

Quiconque ne ferme pas sciemment les yeux pour ne point voir la vérité ne peut pas rester plus longtemps dans l'erreur.

Il n'y a pas de pouvoir, et il n'y en aura pas tant qu'il ne sera pas créé sur une base solide en passant aux mains des Soviets. La contre-révolution profite de l'absence de pouvoir en unissant les cadets à certains éléments du commandement supérieur de l'armée et à la presse inspirée par les Cent-Noirs. Telle est la triste mais indéniable réalité.

Ouvriers et soldats ! Vous devez faire preuve de sang-froid, de fermeté, de vigilance !

Rédigé le 18 (5) juillet 1917
Publié dans le « Listok Pravdy », le 19 (6) juillet 1917

Conforme au texte du journal

HONTEUSES CALOMNIES DE LA PRESSE DES CENT-NOIRS ET D'ALEXINSKI

Le journal *Jivoïé Slovo* qui exprime incontestablement la tendance des Cent-Noirs a publié aujourd'hui contre Lénine la plus infâme des calomnies*.

La *Pravda* ne peut paraître, ses locaux ayant été saccagés dans la nuit du 4 au 5 juillet par les élèves-officiers ; c'est pourquoi le démenti détaillé à cette basse calomnie sera quelque peu retardé.

Nous nous bornons pour l'instant à déclarer que l'information publiée par le *Jivoïé Slovo* est une *calomnie* et que *Tchkhéidzé* a téléphoné dans la nuit du 4 au 5 juillet *à tous les grands journaux*, en les priant de ne pas publier d'articles diffamatoires susceptibles de créer une atmosphère de pogrom. Les grands journaux ont accédé à la demande de Tchkhéidzé ; le 5 juillet, *aucun d'eux*, excepté le malpropre *Jivoïé Slovo*, *n'a publié cette infâme calomnie.*

Quant à Alexinski, sa réputation de diffamateur est si bien établie *qu'on avait refusé de l'admettre* au Comité exécutif du Soviet *tant qu'il* ne se serait pas réhabilité, c'est-à-dire *tant qu'il n'aurait pas fait la preuve de son honorabilité.*

Citoyens ! N'ajoutez pas foi aux basses calomnies d'Alexinski et du *Jivoïé Slovo.*

Le caractère calomnieux de l'information publiée par le *Jivoïé Slovo* ressort nettement, au premier coup d'œil, du fait suivant : ce journal dit qu'une lettre (portant le n° 3719) accusant Lénine fut adressée le *16 mai* par l'état-major à Kérenski. Si Kérenski avait pris un seul instant au sérieux ces accusations ou ces soupçons, il est évident qu'il eût ordonné immédiatement l'arrestation de Lénine et l'ouverture d'*une enquête par le gouvernement.*

Rédigé le 18 (5) juillet 1917
Publié dans le « Listok Pravdy », le 19 (6) juillet 1917

Conforme au texte du journal collationné sur le texte d'un exemplaire dactylographié

* Cette calomnie fut imprimée sur feuille séparée et placardée sans signature.

LA MÉDISANCE ET LES FAITS

La manifestation des 3 et 4 juillet vaut aux bolcheviks un torrent d'injures et d'outrages.

On va jusqu'à prétendre que les bolcheviks « ont tenté de s'emparer de la ville », qu'ils voulaient « faire violence » aux Soviets, qu'ils ont « attenté au pouvoir des Soviets », etc., etc.

Les faits prouvent, au contraire, que les bolcheviks *ne se sont emparés* (bien qu'ils en aient eu la possibilité) et *n'ont tenté de s'emparer* non seulement d'aucune partie de la ville, mais même d'aucun édifice et d'aucune administration, bien que les masses fussent armées.

Les faits prouvent qu'un seul acte *politique* de violence a eu lieu *contre un établissement* : il s'est produit dans la nuit du 4 au 5 juillet, lorsque les locaux de la *Pravda* ont été saccagés par les élèves-officiers et par les cosaques agissant sur l'ordre de Polovtsev, *à l'insu du Soviet et contre la volonté du Soviet.*

Voilà les faits.

Voilà bien l'usage fourbe et prémédité de la violence contre tout un établissement, voilà bien un « attentat », une « violence » tangible et non point verbale. Si cet attentat avait été légitime, le Gouvernement provisoire ou le Soviet l'eût approuvé : *aucun de ces deux pouvoirs ne l'a fait.* Les agresseurs de la *Pravda n'ont trouvé d'appui* ni au Soviet, ni au Gouvernement provisoire.

Les bolcheviks ont appelé les soldats auxquels revient l'initiative de la manifestation à une action *pacifique et organisée.*

Ni le gouvernement provisoire ni le Soviet *n'ont appelé* les élèves-officiers, les cosaques et Polovtsev à l'action pacifique et organisée, à l'action légale.

* *
*

Mais, nous dit-on, des coups de feu ont été tirés.

Oui, des coups de feu ont été tirés. Mais par qui ? Qui oserait en accuser qui que ce soit sans avoir procédé à une enquête ?

Ne vous plairait-il pas d'entendre *un témoin appartenant à la bourgeoisie* ?

Ce témoin est un journal, les *Birjévyié Viédomosti* d'hier, 4 juillet, édition du soir ; personne au monde, semble-t-il, ne pourra suspecter ce témoin de sympathie envers les bolcheviks ! Eh bien, voici ce qu'il dit :

« A deux heures précises, à l'angle de la rue Sadovaïa et de la Perspective Nevski, au moment où les manifestants armés défilaient, devant une foule nombreuse qui les regardait tranquillement, *une violente détonation retentit du côté droit de la rue Sadovaïa*, après quoi commença une fusillade intermittente. »

Ainsi donc, le témoin qui s'exprime dans ce journal bourgeois se voit lui-même obligé d'avouer la vérité : la fusillade a commencé *du côté droit de la rue Sadovaïa* ! ! N'est-ce pas dire clairement qu'elle était dirigée *contre les manifestants* ?

Est-il si difficile de comprendre que, si les manifestants avaient eu l'intention ou la volonté de recourir à la violence, *ils se seraient dirigés vers un établissement déterminé* (de même que Polovtsev a envoyé les élèves-officiers et les cosaques contre les locaux de la *Pravda*) ? Si, au contraire, il y a des marins tués et si des témoins collaborant à un journal bourgeois affirment que le premier coup de feu partit « du côté droit de la rue Sadovaïa », « au moment où les manifestants armés défilaient », n'y faut-il pas voir la preuve évidente que ce sont *précisément les Cent-Noirs*, les *ennemis* de la démocratie, les milieux proches des cadets, qui pensaient recourir à la violence, qui voulaient la violence ?

Rédigé le 18 (5) juillet 1917
Publié dans le « Listok Pravdy », le 19 (6) juillet 1917

Conforme au texte du journal

C'EST TOUCHER DE PRÈS AU FOND DE LA QUESTION

Le citoyen Tchaïkovski, parlant au Comité Exécutif Central dans la nuit du 4 au 5 juillet, a touché de très près au fond de la question.

Combattant la prise éventuelle du pouvoir par le Soviet, il a invoqué entre autres l'argument-« massue » que voici : Nous devons continuer la guerre ; or, on ne fait pas la guerre sans argent ; or, les Anglais et les Américains ne donneront pas d'argent si le pouvoir est aux mains des « socialistes », ils n'en donneront que si les cadets participent au gouvernement.

C'est toucher de près au fond de la question.

On ne saurait participer à la guerre impérialiste sans « participer » à l'entreprise d'asservissement capitaliste du peuple par le moyen des emprunts contractés auprès de MM. les capitalistes.

Pour se dresser réellement contre la guerre impérialiste, il faut rompre *tous* les liens qui nous entravent et nous attachent au capital ; il faut que les ouvriers et les paysans assument, sans crainte, le contrôle des banques, le contrôle et l'organisation rationnelle de la production.

Les Anglais et les Américains ne donneront de l'argent que sur la garantie des cadets, c'est aussi notre avis. De deux choses l'une : il faut ou servir les cadets, servir le capital, contracter des emprunts impérialistes (et ne pas prétendre au titre de démocrates « révolutionnaires », accepter avec résignation la juste dénomination de démocrates *impérialistes*)

ou rompre avec les cadets, rompre avec les capitalistes, rompre avec l'impérialisme, devenir des révolutionnaires agissants dans les questions se rapportant à la guerre comme en toute autre question.

Tchaïkovski a abordé de près le fond de la question.

Rédigé le 18 (5) juillet 1917
Publié dans le « Listok Pravdy », le 19 (6) juillet 1917

Conforme au texte du journal

UNE NOUVELLE AFFAIRE DREYFUS ?

Certains « grands chefs » de notre état-major général voudraient-ils rééditer l'affaire Dreyfus [68] ?

Cette idée nous est suggérée par une calomnie saugrenue d'un cynisme révoltant, publiée dans le *Jivoïé Slovo* et que nous analysons en détail par ailleurs.

L'état-major général français s'est acquis dans le monde entier une triste et honteuse célébrité en recourant à des mesures iniques, malhonnêtes et tout simplement criminelles (ignobles), pour charger Dreyfus.

Notre état-major général est intervenu dans le « procès» contre les bolcheviks, publiquement pour la première fois, croyons-nous, par l'intermédiaire... — c'est étrange et significatif, c'est incroyable — par l'intermédiaire de la feuille des Cent-Noirs, *Jivoïé Slovo*, qui publie une calomnie notoire selon laquelle Lénine serait un espion. Cette information commence ainsi :

« En même temps que la lettre du 16 mai 1917, portant le n° 3719, le chef d'état-major du commandant en chef a transmis au ministre de la Guerre le procès-verbal de l'interrogatoire » (d'Ermolenko).

Est-il concevable, lorsqu'une affaire est menée d'une façon tant soit peu correcte, que des procès-verbaux d'interrogatoire appartenant à l'état-major soient publiés dans la presse des Cent-Noirs *avant* l'ouverture d'une enquête ou *avant* l'arrestation des suspects ?

Le service de renseignements dépend de l'état-major. Voilà qui est incontestable ; mais que penser de son activité

quand un document, expédié le 16 mai et reçu depuis longtemps par Kérenski, est rendu public non *par Kérenski*, mais par une feuille des Cent-Noirs ? ?

En quoi cela diffère-t-il, au fond, des procédés employés dans l'affaire Dreyfus ?

Rédigé le 18 (5) juillet 1917
Publié le 19 (6) juillet 1917 dans le « Listok Pravdy »

Conforme au texte du journal

APPEL DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE DU COMITÉ DE PÉTERSBOURG DU P.O.S.D.(b)R.

En exécution de la décision du C.C. du P.O.S.D.R. publiée hier (décision signée également par le Comité de Pétersbourg), la commission exécutive du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. appelle les ouvriers à reprendre le travail à partir de demain, c'est-à-dire à partir du 7 juillet au matin.

La conférence des représentants du personnel des usines de l'arrondissement Vyborgski s'associe à cette décision.

La commission exécutive du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.

Rédigé le 19 (6) juillet 1917
Publié pour la première fois en 1928 dans le Recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit

UNE DREYFUSIADE

Les anciennes méthodes s'allient aux nouvelles : il en fut toujours ainsi dans les procédés d'exploitation et de répression du tsarisme, il en est encore ainsi dans la Russie républicaine. A la violente campagne politique engagée contre les bolcheviks, en tant que parti du prolétariat révolutionnaire international, la bourgeoisie contre-révolutionnaire ajoute les plus odieuses diffamations et une « croisade » de presse semblable en tous points à celle que les journaux cléricaux et monarchiques français entreprirent dans l'affaire Dreyfus.

Le mot d'ordre était alors d'accuser à tout prix Dreyfus d'espionnage ! C'est, aujourd'hui, d'accuser à tout prix quelque bolchevik d'espionnage ! La plus vile calomnie, les falsifications de faits, le mensonge impudent, un travail raffiné de bourrage de crâne du lecteur, autant de procédés que la presse jaune, et plus généralement la presse bourgeoise, met en œuvre avec un zèle incroyable. Le tout se fond en une clameur sauvage dans laquelle il est parfois impossible de distinguer non seulement des arguments, mais même des sons articulés.

Voici quelques-uns des procédés de notre nouvelle dreyfusiade républicaine. On a commencé par « faire entrer en jeu » les trois principaux « arguments » suivants : Ermolenko, les 20 millions chez Kozlovski, la liaison avec Parvus.

Le lendemain, la feuille ultra-réactionnaire, le *Jivoïé Slovo*, publie deux « rectifications », l'une reconnaissant que le « chef » des bolcheviks est un fanatique et non un

vendu, l'autre substituant aux 20 millions 20 000 roubles. Un autre journal déclarait déjà n'accorder aux dépositions d'Ermolenko qu'une importance secondaire.

Nous avons déjà montré dans le *Listok Pravdy* [69] du 6 juillet l'absurdité des dépositions d'Ermolenko *. Il est devenu visiblement malaisé de les invoquer.

Le même numéro du *Listok* contenait un démenti de Kozlovski à la calomnie. Après ce démenti, on réduit les 20 millions à 20 000 roubles : toujours des chiffres « ronds » à défaut de précisions.

Mêlant Parvus à l'affaire, on s'évertue à créer une liaison entre lui et les bolcheviks. La vérité est que ce sont les bolcheviks, précisément, qui traitaient déjà Parvus de renégat ** dans le *Social-Démocrate* [70] publié à Genève, le condamnaient impitoyablement comme un Plékhanov allemand et avaient à jamais rendu impossible tout rapprochement avec les social-chauvins de son acabit. Ce sont précisément les bolcheviks qui, à une réunion solennelle organisée à Stockholm avec le concours des social-démocrates suédois [71] de gauche, refusèrent catégoriquement non seulement de s'entretenir avec Parvus, mais encore de tolérer sa présence, à quelque titre que ce fût, même comme invité.

Hanecki a dirigé des opérations commerciales en qualité d'employé d'une firme dont Parvus était l'un des propriétaires. La correspondance commerciale et financière de cette firme était naturellement surveillée par la censure et peut être aisément contrôlée tout entière. On cherche à confondre ces affaires commerciales avec la politique, sans produire toutefois l'ombre d'une preuve ! !

On pousse le ridicule jusqu'à reprocher à la *Pravda* que ses télégrammes aux journaux socialistes de Suède et de tous les autres pays (télégrammes passés, bien entendu, par la censure, qui les connaît bien) aient été reproduits, et parfois déformés, par les journaux allemands ! Comme si l'on pouvait faire grief à un journal de la reproduction ou de la déformation malveillante de ses articles !

---

* Cf. le présent tome, pp. 163-169. (*N.R.*)
** Cf. *Œuvres*, Paris-Moscou, tome 21, pp. 437-438. (*N.R.*)

Nous sommes en présence d'une dreyfusiade authentique, c'est-à-dire d'une campagne de mensonges et de diffamations née d'une haine politique sans frein... Mais quelle doit être la bassesse de ceux qui substituent la diffamation à la bataille des idées !

Rédigé les 19-20 (6-7) juillet 1917
Publié pour la première fois en 1925 dans le Recueil Lénine IV

Conforme au manuscrit

DÉMENTI À DES RUMEURS SUSPECTES

Le *Listok Pravdy* du 6 juillet inflige un démenti circonstancié à l'infâme calomnie répandue contre Lénine et d'autres personnes par la presse des Cent-Noirs *. Le Comité central de notre parti publie de son côté, en feuille volante, un démenti analogue, mais plus bref.

Pour compléter ce démenti, nous voulons seulement répondre à la question suivante qui nous est souvent posée : les rumeurs selon lesquelles Lénine, Kaménev, Zinoviev et d'autres auraient été arrêtés sont-elles fondées ? Non, ces rumeurs sont *dénuées de fondement*. Tous ces bolcheviks, en butte à la malveillance particulière d'une presse bassement calomniatrice, appartiennent au Comité Exécutif Central des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie. Nous prions une fois de plus tous les honnêtes citoyens de n'ajouter foi ni à d'odieuses diffamations ni à des rumeurs suspectes.

Rédigé le 20 (7) juillet 1917
Publié pour la première fois en 1928 dans le Recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit

* Cf. le présent tome, pp. 163-170. (*N.R.*)

TROIS CRISES[73]

Plus nos adversaires s'acharnent ces jours-ci à lancer des calomnies et des mensonges contre les bolcheviks et plus nous devons, tout en démentant les mensonges et les calomnies, garder notre calme en examinant l'enchaînement historique des événements et la signification politique, *c'est-à-dire la signification de classe* des péripéties actuelles de la révolution.

Pour démentir les mensonges et les calomnies, nous n'avons qu'à nous référer ici au *Listok Pravdy* du 6 juillet et à attirer tout spécialement l'attention du lecteur sur un article que nous publions ci-après et qui établit, preuves à l'appui, que les bolcheviks avaient mené campagne le 2 juillet *contre* la manifestation (l'organe du parti socialiste-révolutionnaire en convient) ; que, le 3 juillet, il devint impossible de contenir l'impatience des masses, et que la manifestation commença à l'encontre de nos recommandations ; que nous avons lancé le 4 juillet, dans un tract (reproduit par le même organe socialiste-révolutionnaire, le *Diélo Naroda*), un appel en faveur d'une manifestation *pacifique* et *organisée* ; que, dans la nuit du 4 juillet, nous avons pris la décision de décommander la manifestation. Calomniez, calomniateurs ! Vous n'arriverez jamais à démentir ces faits qui, pris ensemble, constituent une réfutation décisive.

Etudions à présent l'enchaînement historique des événements. Quand, dès le début d'avril, nous nous prononçâmes contre le soutien au Gouvernement provisoire, socialistes-

révolutionnaires et mencheviks s'en prirent à nous. Or, qu'a prouvé l'expérience ?

Qu'ont prouvé les trois crises politiques des 20 et 21 avril, du 10 et du 18 juin, des 3 et 4 juillet ?

Elles ont prouvé, en premier lieu, que les masses sont de plus en plus mécontentes de la politique bourgeoise suivie par la majorité bourgeoise du Gouvernement provisoire.

Il n'est pas sans intérêt de noter que le *Diélo Naroda*, organe du parti socialiste-révolutionnaire, un des partis au pouvoir, a dû reconnaître à la date du 6 juillet, malgré son hostilité à l'égard des bolcheviks, que le mouvement des 3 et 4 juillet avait des causes économiques et politiques profondes. Le mensonge stupide, grossier, odieux qui veut que ce mouvement ait été artificiellement provoqué et que les bolcheviks aient mené campagne *en faveur* de la manifestation, sera dévoilé un peu plus chaque jour.

La cause générale, la raison générale, la source profonde commune aux trois crises politiques que nous venons d'énumérer sont évidentes, surtout lorsqu'on les étudie dans leur connexion, selon la méthode que la science nous prescrit de suivre pour étudier les événements politiques. Il est absurde de s'imaginer que trois crises de ce genre pourraient avoir été artificiellement provoquées.

En second lieu, il est instructif d'examiner chacune de ces trois crises dans ses caractères généraux et ses traits particuliers.

Mécontentement général et irrépressible des masses, surexcitation des masses contre la bourgeoisie et *son* gouvernement : quiconque oublie ce *fond des choses*, le passe sous silence ou l'amoindrit, renie les principes fondamentaux du socialisme concernant la lutte des classes.

La lutte des classes dans la révolution russe, voilà le thème que devrait méditer quiconque se prétend socialiste et a quelques notions de ce que fut la lutte des classes dans les révolutions européennes.

Le trait particulier de chacune de ces crises tient à la façon dont elles se manifestent : la première, celle des 20 et 21 avril, fut un mouvement impétueux et spontané, dépourvu

d'organisation, qui aboutit aux coups de feu tirés par les Cent-Noirs sur les manifestants et déchaîna contre les bolcheviks un flot d'accusations mensongères d'une violence inusitée. L'explosion fut suivie d'une crise politique.

Dans le deuxième cas, une manifestation est décidée par les bolcheviks, qui la décommandent après l'ultimatum menaçant et l'interdiction formelle du congrès des Soviets ; au cours de la manifestation commune du 18 juin, les mots d'ordre bolcheviques l'emportent nettement sur les autres. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont eux-mêmes reconnu, dans la soirée du 18, qu'une crise politique aurait certainement éclaté si l'offensive déclenchée sur le front ne l'avait enrayée.

La troisième crise se développe spontanément le 3 juillet, en dépit des efforts des bolcheviks qui ont tenté de l'empêcher le 2 juillet ; elle atteint son point culminant le 4 juillet et conduit, les 5 et 6 juillet, à l'apogée de la contre-révolution.

Les hésitations des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks s'expriment par le fait que Spiridonova et un certain nombre d'autres socialistes-révolutionnaires se prononcent pour la remise du pouvoir aux Soviets et que les mencheviks internationalistes en font autant, alors qu'auparavant ils s'élevaient contre cette idée.

Enfin, une dernière conclusion, peut-être la plus instructive, à tirer de l'examen de ces événements considérés dans leur connexion : ces trois crises font *toutes* apparaître une certaine forme, nouvelle dans l'histoire de notre révolution, de manifestation d'un type plus complexe, cyclique avec montée rapide et chute brutale, caractérisé par une exacerbation de la révolution et de la contre-révolution, par l'« effacement », pour un temps plus ou moins long, des éléments intermédiaires.

Au cours de ces trois crises, le mouvement a revêtu la forme d'une *manifestation*. Une manifestation antigouvernementale : voilà quelle serait, d'un point de vue formel, la description la plus exacte des événements. Mais cette manifestation n'était pas — et tout est là — une manifestation habituelle ; c'était beaucoup plus qu'une manifestation et moins qu'une révolution. C'était une explosion *simultanée* de la révolution et de la contre-révolution ;

c'était l'« effacement » brusque, parfois presque soudain, des éléments intermédiaires, par suite de l'entrée en scène brutale des éléments prolétariens et bourgeois.

Il est très caractéristique à cet égard que tous les éléments intermédiaires adressent leurs reproches, pour *c h a c u n* de ces mouvements, à *d e u x* forces de classe bien déterminées : le prolétariat et la bourgeoisie. Voyez les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks : ils s'époumonent, criant à tue-tête que l'extrémisme des bolcheviks fait le jeu de la contre-révolution, non sans reconnaître en même temps, à tout propos, que les cadets (avec lesquels ils font bloc au gouvernement) sont des contre-révolutionnaires. Le *Diélo Naroda* d'hier écrivait : « Nous devons de toute urgence nous désolidariser résolument de tous les éléments de droite, y compris l'*Edinstvo* devenu si belliqueux » (l'*Edinstvo*, ajouterons-nous, avec lequel les socialistes-révolutionnaires faisaient récemment bloc aux élections).

Rapprochez ces lignes du numéro d'aujourd'hui (7 juillet) de l'*Edinstvo*, où l'éditorial de Plékhanov est obligé de constater le fait incontestable que les Soviets (en d'autres termes, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks) se sont donné « deux semaines de réflexion » et que, si le pouvoir venait à passer aux Soviets, cela « équivaudrait à la victoire des léninistes ». « Si les cadets ne s'en tiennent pas à la politique du pire», écrit Plékhanov, «ils seront eux-mêmes obligés de convenir qu'ils ont commis (en sortant du ministère) une grosse erreur qui a facilité la besogne des léninistes. »

N'est-ce pas caractéristique ? Les éléments intermédiaires accusent les cadets de faire le jeu des bolcheviks et les bolcheviks de faire le jeu des cadets ! ! Est-ce difficile de se rendre compte que les dénominations politiques sont à remplacer par des dénominations de classe et que nous voyons alors apparaître le rêve caressé par la petite bourgeoisie d'une extinction de la lutte des classes entre le prolétariat et la bourgeoisie ? La petite bourgeoisie déplore donc la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Mais est-il si difficile de comprendre que nul bolchevik ne saurait « provoquer » ni trois ni même un seul « mouvement populaire » si les raisons économiques et politiques les plus profondes ne mettaient le prolétariat en branle ? et que les

efforts combinés des cadets et des monarchistes ne sauraient jamais provoquer le moindre mouvement « de droite » si des causes non moins profondes ne poussaient la bourgeoisie en tant que classe vers la contre-révolution ? . .

Le mouvement des 20 et 21 avril nous fit accuser, comme les cadets, d'obstination, d'extrémisme, de volonté d'envenimer les choses ; on alla même jusqu'à prétendre (si absurde que ce soit) que les bolcheviks avaient ouvert le feu sur la Perspective Nevski ; et, le mouvement terminé, les mêmes socialistes-révolutionnaires et mencheviks écrivirent dans leur organe officiel commun, les *Izvestia*, que le « mouvement populaire » avait « balayé les impérialistes de Milioukov et consorts ». En d'autres termes, ils le *glorifièrent* ! ! N'est-ce pas caractéristique ? Cela ne montre-t-il pas, de toute évidence, que la petite bourgeoisie ne comprend pas le mécanisme et l'essence de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ?

La situation objective est celle-ci : l'immense majorité de la population du pays est petite-bourgeoise par sa condition sociale et, plus encore, par son idéologie. Mais c'est le grand capital qui domine le pays, tout d'abord par l'intermédiaire des banques et des syndicats patronaux. Il y a dans le pays un prolétariat urbain assez développé pour suivre son propre chemin, mais encore incapable d'attirer à lui d'emblée la majorité des semi-prolétaires. De ce fait essentiel, de cette situation de classe, il découle que des crises semblables, notamment par leur forme, aux trois crises que nous étudions, sont inévitables.

Les crises peuvent naturellement changer de forme à l'avenir, mais le fond des choses ne variera pas, même au cas où, par exemple, une Assemblée constituante socialiste-révolutionnaire se réunirait en octobre. Les socialistes-révolutionnaires ont promis aux paysans : 1° d'abolir la propriété privée du sol ; 2° de remettre la terre aux travailleurs ; 3° de confisquer sans indemnité de rachat les domaines des grands propriétaires fonciers et de les remettre aux paysans.

Réaliser ces grandes réformes est absolument impossible si l'on ne prend pas contre la bourgeoisie les mesures révolutionnaires les plus résolues, des mesures que *seules* peuvent faire passer dans les faits l'union de la paysannerie

pauvre et du prolétariat, la nationalisation des banques et des syndicats patronaux.

Les paysans crédules qui ont cru, pour un certain temps, que ces choses excellentes pourraient être obtenues par un accord avec la bourgeoisie seront forcément déçus et... « mécontents » (soit dit par euphémisme) de la vive lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie pour la réalisation pratique des promesses du parti socialiste-révolutionnaire. Il en fut et il en sera ainsi.

Rédigé le 20 (7) juillet 1917
Publié le 19 juillet 1917 dans le n° 7 de la revue « Rabotnitsa »

Conforme au manuscrit

LES DIRIGEANTS BOLCHEVIQUES DOIVENT-ILS COMPARAÎTRE DEVANT LES TRIBUNAUX[73] ?

Si l'on en juge par les conversations privées, deux opinions se manifestent à ce sujet.

Les camarades qui se laissent influencer par l'« atmosphère des Soviets » penchent souvent pour la comparution.

D'autres, plus liés aux masses ouvrières, penchent, semble-t-il, pour la non-comparution.

Du point de vue des principes, la question se ramène essentiellement à l'appréciation de ce qu'on est convenu d'appeler les illusions constitutionnelles.

Si l'on admet que la Russie actuelle a et peut avoir un gouvernement régulier, une justice régulière, et que la convocation de l'Assemblée constituante est probable, alors on peut conclure en faveur de la comparution.

Mais cette opinion est profondément erronée. Les événements qui viennent de se dérouler, depuis le 4 juillet, ont précisément fait ressortir avec la plus grande évidence que la réunion de l'Assemblée constituante est improbable (à moins d'une nouvelle révolution) et qu'il n'y a, qu'il ne peut y avoir (en ce moment) en Russie ni gouvernement régulier ni tribunaux réguliers.

Les tribunaux sont des organes du pouvoir. Les libéraux l'oublient quelquefois. Un marxiste n'a pas le droit de l'oublier.

Et où est le pouvoir ? Qui l'exerce ?

Nous n'avons pas de gouvernement. Le gouvernement change tous les jours. Il se cantonne dans l'inaction.

Ce qui agit, c'est la dictature militaire. Il serait donc ridicule en l'occurrence de parler de « jugement ». Il ne s'agit pas d'un « jugement », mais d'un *épisode de guerre civile*. Voilà ce que les partisans de la comparution devant les tribunaux ont tort de ne pas vouloir comprendre.

Péréverzev et Alexinski sont les promoteurs du « procès » ! ! N'est-il pas ridicule, dès lors, de parler de jugement ? N'est-il pas naïf de croire qu'un tribunal, quel qu'il soit, puisse, dans ces conditions, examiner une affaire et mener une instruction ? ?

C'est la dictature militaire qui détient le pouvoir et, à moins d'une nouvelle révolution, ce pouvoir ne fera que s'affermir pendant un certain temps, tout au moins pour la durée de la guerre.

« Je n'ai rien fait qui soit contraire à la loi. Le tribunal est équitable. Il tirera tout au clair. Les débats seront publics. Le peuple comprendra. Je comparais. »

Ce raisonnement est d'une naïveté puérile. Ce qu'*il faut au pouvoir*, ce n'est pas un procès, c'est la persécution des internationalistes. Les coffrer et les garder sous clef, voilà ce qu'il faut à MM. Kérenski et consorts. Il en fut ainsi (en Angleterre et en France), il en sera ainsi (en Russie).

Que les internationalistes travaillent illégalement dans la mesure de leurs forces, mais qu'ils ne fassent pas la bêtise de comparaître volontairement devant les tribunaux !

Rédigé le 21 (8) juillet 1917
Publié pour la première fois en 1925 dans le n° 1 de la revue « Prolétarskaïa Révolutsia »

Conforme au manuscrit

LA SITUATION POLITIQUE [74]

(QUATRE THÈSES)

1. Organisée, consolidée, la contre-révolution s'est emparée, en fait, du pouvoir d'Etat.

Cette véritable organisation et cette consolidation de la contre-révolution consistent dans l'union, remarquablement préparée, et déjà réalisée, des trois forces principales de la contre-révolution : 1° en sortant du ministère, le parti cadet, c'est-à-dire le véritable chef de la bourgeoisie organisée, a adressé un ultimatum à ce dernier, déblayant ainsi le terrain pour son renversement par la contre-révolution ; 2° l'Etat-major général et le commandement supérieur de l'armée, consciemment ou à demi-consciemment secondés par Kérenski que les socialistes-révolutionnaires même les plus en vue traitent maintenant de Cavaignac, se sont pratiquement emparés du pouvoir d'Etat et ont déclenché la répression contre les unités révolutionnaires du front. Ils ont commencé à désarmer les troupes et les ouvriers révolutionnaires de Petrograd et de Moscou, à étouffer et mater le mouvement de Nijni Novgorod, à arrêter les bolcheviks et à fermer leurs journaux, non seulement sans décision des tribunaux, mais encore sans décret du gouvernement. En fait, le pouvoir d'Etat en Russie est essentiellement aujourd'hui une dictature militaire ; ce fait est encore masqué par l'existence d'organismes révolutionnaires en paroles mais pratiquement impuissants. Cependant, c'est un fait indéniable et décisif : sans l'avoir assimilé, on ne peut rien

comprendre à la situation politique ; 3° la presse monarchiste des Cent-Noirs et la presse bourgeoise, qui sont déjà passées de la campagne acharnée contre les bolcheviks à une campagne contre les Soviets, contre l'« incendiaire » Tchernov, etc., ont montré avec la plus grande évidence l'objet véritable de la dictature militaire qui règne aujourd'hui sur la Russie avec l'appui des cadets et des monarchistes : préparer la dissolution des Soviets. Nombre de leaders socialistes-révolutionnaires et menchéviques, c'est-à-dire de chefs de la majorité actuelle des Soviets, en sont déjà convaincus et l'ont déclaré ces jours derniers, mais, en vrais petits bourgeois, ils éludent cette réalité redoutable par un verbiage ronflant et creux.

2. Les chefs des Soviets et des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, Tsérétéli et Tchernov en tête, ont définitivement trahi la cause de la révolution en la livrant aux contre-révolutionnaires et en transformant leurs propres personnes, leurs partis et les Soviets en feuilles de vigne de la contre-révolution.

En voici la preuve : socialistes-révolutionnaires et mencheviks ont livré les bolcheviks à la réaction et tacitement approuvé le sac des journaux bolcheviques, sans même avoir le courage de dire nettement et carrément au peuple qu'ils le faisaient et pourquoi ils le faisaient. En légalisant le désarmement des ouvriers et des régiments révolutionnaires, ils se sont privés de tout pouvoir réel. Devenus les discoureurs les plus vains, ils aident la réaction à « retenir » l'attention du peuple tandis qu'elle met la dernière main à ses préparatifs de dissolution des Soviets. Si l'on ne se rend pas compte de cette banqueroute totale et définitive des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique et de l'actuelle majorité des Soviets, si l'on ne reconnaît pas le caractère entièrement fictif de leur « directoire » et autres mascarades, on ne peut absolument rien comprendre à toute la situation politique actuelle.

3. Tous les espoirs fondés sur le développement pacifique de la révolution russe se sont à jamais évanouis. La situation objective se présente ainsi : ou la victoire complète de la dictature militaire ou la victoire de l'insurrection armée des ouvriers. Cette victoire n'est possible que si l'insurrection coïncide avec une effervescence profonde des

masses contre le gouvernement et la bourgeoisie, par suite de la débâcle économique et de la prolongation de la guerre.

Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets » fut celui du développement pacifique de la révolution qui était possible en avril, mai, juin et jusqu'aux journées du 5 au 9 juillet, c'est-à-dire jusqu'au moment où le pouvoir réel passa aux mains de la dictature militaire. Ce mot d'ordre n'est plus juste aujourd'hui, car il ne tient pas compte de ce changement de pouvoir ni de la trahison complète, effective, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Les aventures, les mutineries, les résistances partielles, les tentatives désespérées de combattre la réaction en ordre dispersé ne peuvent être d'aucune aide. Pour réussir il faut une claire conscience de la situation, la maîtrise de soi et la fermeté de l'avant-garde ouvrière, l'organisation des forces en vue de l'insurrection armée, conditions d'une victoire terriblement difficile à présent, mais possible malgré tout, s'il y a coïncidence des faits et des tendances marqués dans la thèse. Plus d'illusions constitutionnelles ou républicaines, plus d'illusions au sujet des voies pacifiques, plus d'actions dispersées ; il ne faut pas se laisser prendre *en ce moment* aux provocations des Cent-Noirs et des cosaques, mais concentrer ses forces, les réorganiser et se préparer fermement à l'insurrection armée, si l'évolution de la crise permet d'y engager vraiment les masses, le peuple entier. La remise de la terre aux paysans est maintenant impossible sans insurrection armée, car la contre-révolution qui vient de prendre le pouvoir a opéré sa jonction avec la classe des grands propriétaires fonciers.

L'insurrection armée ne peut avoir d'autre objectif que le passage du pouvoir au prolétariat soutenu par les paysans pauvres, en vue de l'application du programme de notre parti.

4. Le parti de la classe ouvrière doit, sans renoncer à l'action légale, mais sans en exagérer un seul instant l'importance, *associer* le travail légal au travail illégal, comme en 1912-1914.

N'interrompons pas une heure l'action légale. Mais ne nous laissons pas séduire le moins du monde, par les illusions constitutionnelles et « pacifistes ». Créons partout, sans dé-

lai, des organisations ou des cellules clandestines pour la publication de tracts, etc. Réorganisons-nous sans délai avec fermeté et sang-froid, sur toute la ligne.

Agissons comme en 1912-1914, quand nous savions parler du renversement du tsarisme par la révolution et l'insurrection armée sans perdre nos bases légales ni à la Douma d'Etat, ni dans les caisses d'assurances, ni dans les syndicats.

Rédigé le 23 (10) juillet 1917
Publié le 2 août (20 juillet) 1917, dans le journal « Prolétarskoïé Diélo » n° 6
Signé : W

Conforme au manuscrit

LETTRE À LA RÉDACTION DE LA *NOVAÏA JIZN*

Permettez-nous, camarades, de vous demander asile, le journal de notre parti se voyant contraint d'interrompre sa publication. Certains journaux ont déclenché contre nous une furieuse campagne, nous accusant d'espionnage ou d'intelligence avec un gouvernement ennemi.

Les simples faits suivants montrent avec quelle... inconcevable légèreté (ce n'est pas le terme propre, c'est plutôt un euphémisme) cette campagne est poursuivie. Le *Jivoïé Slovo* écrit d'abord que Lénine est un espion, puis il déclare, sous la forme d'une « rectification » qui ne change rien à rien, qu'on ne l'accuse pas d'espionnage ! On fait d'abord état des dépositions d'Ermolenko, puis on se voit forcé de reconnaître qu'il est gênant et honteux de chercher des arguments dans les dépositions d'un tel individu.

On mêle à cette histoire le nom de Parvus, mais on passe sous silence le fait que personne n'a condamné Parvus, dès 1915, en des termes aussi catégoriques et aussi impitoyables que le *Social-Démocrate* de Genève, rédigé par nous, qui flétrissait en Parvus, dans un article intitulé « Au bout du rouleau », un renégat « léchant les bottes » de Hindenburg etc. * Quiconque n'est pas analphabète sait ou peut apprendre sans peine qu'il ne peut être question d'aucune relation politique ou autre entre nous et Parvus.

---

* Cf. Œuvres, Paris-Moscou, tome 21, pp. 437-438. (*N.R.*)

On mêle à cette histoire le nom d'une certaine Sumenson, avec laquelle nous n'avons jamais eu affaire et que nous n'avons même jamais vue. On parle encore des affaires commerciales de Hanecki et Kozlovski, sans citer le moindre fait, sans dire avec précision quand ou comment leur négoce servit de couverture à une activité d'espionnage. Or, non seulement nous n'avons jamais participé directement ou indirectement à ces affaires commerciales, mais encore nous n'avons pas reçu un seul copeck d'aucun des camarades nommés, ni pour nous personnellement ni pour le parti.

On en arrive à nous faire grief de ce que les journaux allemands reproduisent, en les déformant, des télégrammes de la *Pravda* ; et l'on « oublie » de signaler que la *Pravda* publie à l'étranger un bulletin en allemand et en français, dont la reproduction est entièrement libre [75].

Et tout cela se fait avec la participation ou même sur l'initiative d'Alexinski, que le Soviet n'a pas admis en son sein, et qui a été reconnu comme diffamateur notoire ! ! Est-il possible de ne pas comprendre que *cette façon d'agir* contre nous constitue une tentative d'*assassinat juridique* ? La discussion, par le Comité Exécutif Central des Soviets, des conditions dans lesquelles les membres de ce Comité pourraient, d'une façon générale, être traduits devant les tribunaux, apporte sans nul doute un élément de clarté [76]. Les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique voudront-ils participer à une tentative d'assassinat juridique ? à notre traduction devant les tribunaux sans qu'il soit même indiqué si nous sommes inculpés d'espionnage ou de sédition ? plus généralement, à notre mise en jugement sans qu'il y ait eu aucune qualification juridique précise de notre crime ? voudront-ils participer à un procès manifestement tendancieux, susceptible d'empêcher la candidature à l'Assemblée constituante de personnes que leurs partis, c'est de notoriété publique, comptent présenter aux élections ? Ces partis voudront-ils faire de la veille de la réunion de l'Assemblée constituante de Russie le début d'une nouvelle affaire Dreyfus ?

Le proche avenir fournira une réponse à ces questions. Les poser ouvertement nous paraît être le devoir de la presse libre.

Nous ne parlons pas de la presse bourgeoise. Il va de soi que Milioukov ne nous croit pas plus des espions ou des stipendiés de l'Allemagne que Markov et Zamyslovski ne croyaient les Juifs accoutumés à boire le sang des enfants.

Mais Milioukov et C^ie^ savent ce qu'ils font.

N. Lénine

La « Novaïa Jizn » n° 71, 24 (11) juillet 1917

Conforme au texte de la « Novaïa Jizn »

LETTRE À LA RÉDACTION DU *PROLÉTARSKOÏÉ DIÉLO*

Camarades,

Nous sommes revenus sur notre décision de nous soumettre au mandat d'arrêt lancé contre nous par le Gouvernement provisoire. Voici pourquoi.

La lettre de l'ancien ministre de la Justice Péréverzev, publiée dimanche dans le *Novoïé Vrémia*, a montré de toute évidence que l'« affaire d'espionnage » visant Lénine et ses co-accusés a été montée de toutes pièces, de propos délibéré, par le parti de la contre-révolution.

Péréverzev reconnaît tout à fait ouvertement avoir formulé contre nous des accusations non vérifiées, afin d'exciter la fureur (*sic*) des soldats contre notre parti. Voilà ce que reconnaît l'ex-ministre de la Justice, un homme qui, hier encore, se disait socialiste ! Péréverzev a démissionné. Mais le nouveau ministre de la Justice reculera-t-il devant les procédés de Péréverzev et d'Alexinski ? Nul ne saurait l'affirmer.

La bourgeoisie contre-révolutionnaire cherche à monter une nouvelle affaire Dreyfus. Elle ne croit pas plus à de l'« espionnage » de notre part, que les chefs de la réaction russe qui montèrent autrefois l'affaire Beylis[77] ne croyaient que les Juifs buvaient le sang des enfants. Il n'y a actuellement, en Russie, aucune garantie de justice.

Le Comité Exécutif Central, se considérant comme l'organe doté des pleins pouvoirs de la démocratie russe, avait nommé une commission pour examiner cette affaire d'espionnage, mais cette commission a été dissoute sous la

pression des forces contre-révolutionnaires. Le C.E.C. n'a voulu ni confirmer ouvertement ni annuler le mandat d'arrêt lancé contre nous. Il s'en lave les mains, nous livrant en fait à la contre-révolution.

L'accusation de « complot » et d'« excitation » « morale » à la sédition, lancée contre nous, a un caractère bien déterminé. Aucune qualification juridique précise de notre crime imaginaire n'est fournie ni par le Gouvernement provisoire ni par le Soviet, qui tous deux savent parfaitement que parler d'un « complot » à propos d'un mouvement comme celui des 3-5 juillet est une pure absurdité. Les chefs menchéviques et socialistes-révolutionnaires cherchent tout simplement à amadouer la contre-révolution, qui désormais les presse eux-mêmes, en lui jetant en pâture, à son gré, divers membres de notre Parti. Il ne peut être question à l'heure actuelle, en Russie, ni de légalité, ni même de garanties constitutionnelles analogues à celles des pays bourgeois bien organisés. Nous livrer aujourd'hui aux autorités, ce serait nous livrer aux Milioukov, aux Alexinski, aux Péréverzev, aux contre-révolutionnaires déchaînés, pour qui toutes les accusations formulées contre nous ne sont qu'un épisode de guerre civile.

Après ce qui s'est passé du 6 au 8 juillet, aucun révolutionnaire russe ne peut plus nourrir d'illusions constitutionnelles. Une lutte décisive s'engage entre la révolution et la contre-révolution. Nous combattrons, comme par le passé, du côté de la révolution.

Nous contribuerons dans la mesure de nos forces, comme auparavant, à l'action révolutionnaire du prolétariat. Seule l'Assemblée constituante, si elle se réunit un jour, et si elle est convoquée autrement que par la bourgeoisie, pourra se prononcer souverainement sur le mandat d'arrêt lancé contre nous par le Gouvernement provisoire.

N. Lénine

Le «Prolétarskoïé Diélo» n° 2, 23 (15) juillet 1917

Conforme au texte du journal

A PROPOS DES MOTS D'ORDRE

Il est arrivé trop souvent, aux tournants brusques de l'histoire, que des partis même avancés ne puissent, pendant plus ou moins longtemps, s'assimiler la nouvelle situation et répètent des mots d'ordre justes la veille, mais qui ont perdu tout sens aujourd'hui, qui ont perdu leur sens tout aussi « soudainement » que l'histoire a « soudainement » tourné.

Quelque chose d'analogue peut, semble-t-il, se répéter avec le mot d'ordre du passage de tout le pouvoir d'Etat aux Soviets. Ce mot d'ordre fut juste pendant la période à jamais révolue de notre révolution qui va, disons, du 27 février au 4 juillet. Ce mot d'ordre a manifestement cessé d'être juste à présent. Sans comprendre ce fait, il est impossible de rien comprendre aux questions essentielles du moment présent. Chaque mot d'ordre particulier doit être déduit de tout l'ensemble des caractéristiques d'une situation politique déterminée. Or, la situation politique actuelle en Russie, après le 4 juillet, est radicalement différente de la situation que nous connûmes du 27 février au 4 juillet.

A cette époque, au cours de cette période dépassée de la révolution, régnait dans le pays ce qu'on a appelé la « dualité des pouvoirs », expression à la fois matérielle et formelle de la situation mal déterminée et transitoire où se trouvait le pouvoir d'Etat. N'oublions pas que la question du pouvoir est la question fondamentale de toute révolution.

Le pouvoir était alors en équilibre instable. Le Gouvernement provisoire et les Soviets se le partageaient par un accord librement consenti. Les Soviets étaient formés

par les délégués de la masse des ouvriers et des soldats libres, c'est-à-dire ne subissant aucune contrainte extérieure, et armés. Les armes entre les mains du peuple, l'absence de toute contrainte extérieure pesant sur le peuple, tel était *le fond* des choses. Voilà ce qui permettait et assurait le développement pacifique de toute la révolution. Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets », était le mot d'ordre de l'étape immédiate, du tout premier pas à réaliser dans cette voie pacifique de développement. C'était le mot d'ordre du développement pacifique de la révolution, possible, et, naturellement, souhaitable, du 27 février au 4 juillet, et qui est devenu maintenant absolument impossible.

Tout porte à croire que les partisans du mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » n'approfondirent pas tous l'idée que c'était là le mot d'ordre du développement pacifique de la révolution. Et pas seulement pacifique en ce sens que personne, aucune classe, aucune force sérieuse n'aurait pu alors (du 27 février au 4 juillet) s'opposer au passage du pouvoir aux Soviets ou y faire obstacle. Ce n'est pas encore tout. Le développement pacifique était alors possible même sous cet autre rapport : la lutte des classes et des partis *au sein* des Soviets aurait pu, à condition que les Soviets aient pris en temps opportun la totalité du pouvoir d'Etat, revêtir les formes les plus pacifiques et les plus indolores.

On n'a pas encore accordé non plus assez d'attention à cet aspect des choses. Les Soviets, de par leur composition de classe, étaient les organes du mouvement des ouvriers et des paysans, la forme toute prête de leur dictature. S'ils avaient eu la plénitude du pouvoir, le principal défaut des couches petites-bourgeoises, leur péché capital qui est la confiance envers les capitalistes, aurait été éliminé par la pratique, il aurait été contrebattu par l'expérience de leur activité propre. La succession des classes et des partis au pouvoir aurait pu s'opérer pacifiquement au sein des Soviets, détenteurs exclusifs de la totalité du pouvoir ; la liaison de tous les partis représentés aux Soviets avec les masses aurait pu demeurer solide, sans défaillance. Il ne faut pas perdre de vue un seul instant que seule cette liaison intime, se ramifiant librement en largeur et en profondeur, des partis représentés dans les Soviets et des masses, aurait pu

contribuer à dissiper pacifiquement l'illusion petite-bourgeoise d'une entente avec la bourgeoisie. Le passage du pouvoir aux Soviets n'aurait pas modifié par lui-même les rapports entre les classes et n'aurait pu en rien les modifier ; il n'aurait modifié en rien le caractère petit-bourgeois des paysans. Mais il aurait puissamment aidé, en temps opportun, à détacher les paysans de la bourgeoisie et à les rapprocher des ouvriers pour, ensuite, les unir à ceux-ci.

Voilà ce qui aurait pu arriver si le pouvoir était passé en temps voulu aux Soviets. Cette voie aurait été la plus aisée à suivre, la plus avantageuse pour le peuple. Elle aurait été la plus indolore, et c'est pourquoi il fallait lutter de toute notre énergie pour nous y engager. Mais à présent cette lutte, la lutte pour le passage en temps voulu du pouvoir aux Soviets, est terminée. Le développement pacifique a été rendu impossible. Nous nous sommes engagés dans la voie non pacifique, la plus douloureuse.

Le 4 juillet marque justement un tournant en ce sens qu'après lui la situation objective apparaît brusquement modifiée. L'instabilité du pouvoir a pris fin ; le pouvoir est passé, à l'endroit décisif, à la contre-révolution. Le développement des partis sur la base de la politique d'entente des partis petits-bourgeois, socialiste-révolutionnaire et menchevique, avec les cadets contre-révolutionnaires a pratiquement fait de ces deux partis les complices et les auxiliaires d'une sanglante répression contre-révolutionnaire. L'inconsciente confiance des petits bourgeois envers les capitalistes les a amenés, par le développement même de la lutte entre les partis, à soutenir sciemment les contre-révolutionnaires. Le cycle du développement des rapports entre les partis est clos. Le 27 février, toutes les classes étaient unies contre la monarchie. Après le 4 juillet la bourgeoisie contre-révolutionnaire, marchant avec les monarchistes et les Cent-Noirs, s'est adjoint, en partie par l'intimidation, les petits bourgeois socialistes-révolutionnaires et menchéviques et a confié le pouvoir d'Etat effectif aux Cavaignac, à la clique militaire qui fusille les récalcitrants sur le front et massacre les bolcheviks à Petrograd.

Réclamer la transmission du pouvoir aux Soviets serait aujourd'hui du donquichottisme ou une dérision. Lancer

ce mot d'ordre reviendrait, objectivement, à tromper le peuple, à lui inspirer l'illusion qu'il suffit *aujourd'hui encore* aux Soviets de vouloir prendre le pouvoir ou d'en décider ainsi pour l'obtenir, qu'il y a encore au Soviet des partis non compromis par leur complicité avec les bourreaux, et qu'on peut faire en sorte que ce qui fut n'ait pas été.

L'erreur la plus grave serait de croire le prolétariat révolutionnaire capable de « refuser » de soutenir les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks face aux contre-révolutionnaires sous prétexte de « se venger » d'eux parce qu'ils ont aidé à la répression contre les bolcheviks et aux fusillades sur le front, et désarmé les ouvriers. Cette façon de poser la question attribuerait, en premier lieu, au prolétariat des notions de morale petite-bourgeoise (or, le prolétariat soutiendra toujours, *pour le bien de la cause*, la petite bourgeoisie hésitante et même la grande bourgeoisie) ; ce serait, en second lieu — et c'est là le principal —, une tentative petite-bourgeoise d'obscurcir le fond politique de la question par des « préoccupations morales ».

Ce fond de la question, c'est que le pouvoir ne peut plus désormais être pris pacifiquement. On ne peut plus l'obtenir qu'en triomphant dans une lutte décisive de ceux qui le détiennent réellement en ce moment, à savoir : la clique militaire, les Cavaignac appuyés par les troupes réactionnaires amenées à Petrograd, par les cadets et les monarchistes.

Le fond de la question, c'est que ces nouveaux détenteurs du pouvoir ne peuvent être vaincus que par les masses révolutionnaires du peuple. Ces masses, pour s'ébranler, doivent non seulement être conduites par le prolétariat, mais aussi se détourner des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, traîtres à la révolution.

Ceux qui introduisent dans la politique la morale petite-bourgeoise raisonnent ainsi : admettons que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks aient commis une « faute » en soutenant les Cavaignac qui désarment le prolétariat et les régiments révolutionnaires ; mais il faut leur donner la possibilité de « réparer » cette faute, ne pas leur « rendre difficile » la réparation de cette « faute », faciliter

au contraire à la petite bourgeoisie indécise le rapprochement avec les ouvriers. Un tel raisonnement serait une naïveté enfantine ou simplement une sottise, sinon une nouvelle duperie des ouvriers. Car les masses petites-bourgeoises ne peuvent pencher du côté des ouvriers que d'une façon, précisément en se détournant des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique ne pourraient, à présent, réparer leur « faute » qu'en déclarant Tsérétéli et Tchernov, Dan et Rakitnikov complices des bourreaux. Nous sommes pleinement et sans réserve partisans d'une semblable « réparation » de leur « faute »...

Le problème fondamental de la révolution est celui du pouvoir, avons-nous dit. Il faut ajouter que les révolutions nous montrent précisément à chaque pas combien est obscurcie la question de savoir *où* se trouve le pouvoir véritable ; elles nous montrent le divorce entre le pouvoir formel et le pouvoir réel. C'est là une des particularités essentielles de toute période révolutionnaire. En mars et avril 1917, on ne savait pas si le pouvoir réel appartenait au gouvernement ou au Soviet.

Aujourd'hui il importe surtout que les ouvriers conscients considèrent avec sang-froid le problème fondamental de la révolution : qui détient en ce moment le pouvoir d'Etat ? Réfléchissez à ses manifestations matérielles, ne prenez pas les phrases pour des actes, et vous ne serez pas embarrassés pour répondre.

L'Etat est formé avant tout de détachements d'hommes armés pourvus de moyens matériels tels que les prisons, écrivait Friedrich Engels [78]. Aujourd'hui, ce sont les élèves-officiers et les cosaques réactionnaires, spécialement amenés à Petrograd ; ce sont ceux qui tiennent en prison Kaménev et les autres, ceux qui ont fermé la *Pravda*, désarmé les ouvriers et une partie déterminée des soldats ; ceux qui fusillent une catégorie non moins déterminée de soldats, ceux qui fusillent une partie non moins déterminée des troupes sur le front. Ce sont ces bourreaux qui constituent le pouvoir réel. Les Tsérétéli, les Tchernov sont des ministres sans pouvoir, des ministres fantoches, des chefs de partis soutenant les bourreaux. C'est un fait. Et ce fait n'est pas modifié par cette circonstance que ni Tsérétéli ni

Tchernov « n'approuvent » sans doute, personnellement, l'activité des bourreaux que leurs journaux désavouent timidement : ce changement de parure politique ne modifie en rien le fond des choses.

La fermeture de l'organe de 150 000 électeurs de Petrograd et l'assassinat par les élèves-officiers de l'ouvrier Voïnov (6 juillet) parce qu'il emportait de l'imprimerie le *Listok Pravdy*, ne sont-ils pas des actes dignes de bourreaux ? N'est-ce pas l'œuvre des Cavaignac ? Ni le gouvernement ni les Soviets, nous dira-t-on, « n'en sont coupables ».

Tant pis pour le gouvernement et pour les Soviets ! répondrons-nous, car en ce cas ce sont des zéros, des marionnettes ; le pouvoir réel ne leur appartient pas.

Le peuple doit, avant tout et par-dessus tout, savoir *la vérité*, savoir en quelles mains se trouve réellement le pouvoir d'Etat. Il faut lui dire toute la vérité : le pouvoir est aux mains de la clique militaire des Cavaignac (Kérenski, certains généraux et autres officiers, etc.), que la bourgeoisie soutient en tant que classe, le parti cadet en tête, avec tous les monarchistes agissant par l'entremise de tous les journaux ultra-réactionnaires comme le *Novoïé Vrémia*, le *Jivoïé Slovo*, etc.

Ce pouvoir, il faut le renverser. Faute de quoi, toutes les phrases sur la lutte avec la contre-révolution resteront creuses et ne serviront qu'à « se tromper soi-même et tromper le peuple ».

Ce pouvoir est actuellement soutenu à la fois par les ministres Tsérétéli et Tchernov et par leurs partis : leur rôle de bourreaux doit être expliqué au peuple, ainsi que le caractère inévitable de cet « aboutissement » de ces partis après leurs « erreurs » du 21 avril, du 5 mai, du 9 juin, du 4 juillet, après l'approbation qu'ils ont donnée à la politique de l'offensive, politique qui décidait à l'avance, pour les neuf dixièmes, de la victoire des Cavaignac en juillet.

Toute l'agitation dans le peuple doit être réorganisée de façon à tenir compte de l'expérience concrète de la présente révolution, et spécialement des journées de juillet, de façon, en d'autres termes, à montrer clairement les véritables ennemis du peuple, la clique militaire, les cadets

et les Cent-Noirs, et à démasquer nettement les partis petits-bourgeois socialiste-révolutionnaire et menchevique qui ont joué et jouent encore un rôle d'auxiliaires des bourreaux.

Toute l'agitation dans le peuple doit être réorganisée de façon à montrer l'impossibilité complète pour les paysans d'obtenir la terre tant que le pouvoir de la clique militaire n'aura pas été renversé, tant que n'auront pas été démasqués et privés de la confiance populaire les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique. Ce serait là un processus très long et très malaisé dans les conditions « normales » du développement capitaliste, mais la guerre et le marasme économique hâteront puissamment le cours des choses. Ce sont là des « accélérateurs » capables d'assimiler les mois et même les semaines aux années.

Sans doute élèvera-t-on contre ce qui vient d'être dit deux objections : 1° parler maintenant de lutte décisive équivaut à encourager des actions isolées qui ne pourraient profiter qu'à la contre-révolution ; 2° le renversement de cette dernière signifie, quoi qu'on dise, le passage du pouvoir aux Soviets.

A la première objection, nous répondrons : les ouvriers russes sont déjà assez conscients pour ne pas céder à la provocation à un moment qui leur est manifestement défavorable. L'action et la résistance de leur part, en ce moment, serviraient la contre-révolution, c'est indéniable. Une lutte décisive n'est possible qu'avec un nouvel essor révolutionnaire des masses les plus profondes. Cela est également indéniable. Mais il ne suffit pas de parler, en termes généraux, d'essor et de poussée révolutionnaire, d'aide des ouvriers d'Occident, etc., il faut tirer de notre passé une conclusion déterminée, il faut tenir compte des leçons que nous avons nous-mêmes reçues. Nous serons ainsi amenés au mot d'ordre de la lutte décisive avec la contre-révolution qui a usurpé le pouvoir.

La seconde objection se réduit, elle aussi, à substituer des raisonnements trop généraux à des vérités concrètes. Rien, aucune force, sinon celle du prolétariat révolutionnaire, ne peut renverser la contre-révolution bourgeoise. Après l'expérience de juillet 1917, c'est précisément le prolétariat révolutionnaire qui doit prendre lui-même le pou-

voir : hors de là, *pas de victoire possible* pour la révolution. Le pouvoir aux prolétaires soutenus par les paysans pauvres ou les semi-prolétaires, voilà la seule solution, et nous avons déjà vu quelles circonstances peuvent la hâter grandement.

Les Soviets pourront et devront faire leur apparition dans cette nouvelle révolution ; *pas* les Soviets d'aujourd'hui, pas ces organes d'entente avec la bourgeoisie, mais des organes de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Nous resterons, alors aussi, partisans d'un Etat bâti sur le type des Soviets, c'est certain. Il ne s'agit pas de disserter sur les Soviets en général, mais de combattre la contre-révolution *actuelle* et la trahison des Soviets *actuels*.

Substituer l'abstrait au concret est un des péchés les plus grands et les plus dangereux en temps de révolution. Les Soviets actuels ont échoué, ont fait complètement faillite, parce que les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique y dominent. A l'heure actuelle, ces Soviets ressemblent à des moutons conduits à l'abattoir, et qui, poussés sous la hache, bêlent lamentablement. Les Soviets sont *maintenant* débiles et impuissants en face de la contre-révolution victorieuse qui poursuit ses succès. Le mot d'ordre de la remise du pouvoir aux Soviets peut être compris comme un « simple » appel réclamant le passage du pouvoir précisément aux Soviets actuels ; or, tenir ce langage, lancer de semblables appels, ce serait maintenant tromper le peuple. Rien n'est plus dangereux que la tromperie.

Le cycle du développement de la lutte des classes et des partis en Russie qui va du 27 février au 4 juillet est clos. Un nouveau cycle commence, où entrent les classes, les partis, les Soviets, non pas anciens, mais rénovés au feu des combats, aguerris, instruits, régénérés à travers la lutte. Ce n'est pas en arrière, mais en avant qu'il faut regarder. Ce n'est pas avec les anciennes catégories de classes et de partis qu'il faut opérer, mais avec les nouvelles, celles d'après juillet. Le point de départ, au début de ce nouveau cycle, doit être que la contre-révolution bourgeoise a triomphé, qu'elle a triomphé grâce à l'entente conclue avec elle par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, et qu'elle ne peut être vaincue que par le pro-

létariat révolutionnaire. Ce nouveau cycle comprendra naturellement bien des phases diverses, avant la victoire définitive de la contre-révolution, avant la défaite définitive (sans combat) des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, et avant un nouvel essor d'une nouvelle révolution. Mais on ne pourra en parler que plus tard, quand chacune de ces phases se sera précisée...

Rédigé au milieu de juillet 1917
Publié en 1917
en brochure éditée par le Comité de Cronstadt du P.O.S.D.(b).R.

Conforme au texte de la brochure

REMERCIEMENTS AU PRINCE G. E. LVOV

Le prince G. E. Lvov, ancien chef du Gouvernement provisoire, a fait des aveux précieux au cours d'un entretien d'adieu avec les représentants du comité des journalistes près le Gouvernement provisoire, des aveux qui lui assurent la reconnaissance des ouvriers.

« Les événements qui se sont déroulés ces derniers jours dans le pays, a déclaré Lvov, renforcent particulièrement mon optimisme. Notre « percée en profondeur » sur le front de Lénine a, à mon avis, une importance incomparablement plus grande pour la Russie que la percée des Allemands sur notre front Sud-Ouest. »

Comment les ouvriers ne seraient-ils pas reconnaissants au prince de la lucidité dont il a fait preuve dans son appréciation de la lutte des classes ? Non seulement ils seront reconnaissants à Lvov, mais ils trouveront à apprendre de lui.

Avec quelle faconde exubérante et quelle hypocrisie sans bornes tous les bourgeois et grands propriétaires fonciers, et à leur suite les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, ont péroré contre la « guerre civile » ! Considérez le précieux aveu du prince Lvov et vous verrez qu'il apprécie le plus tranquillement du monde la situation intérieure de la Russie précisément du point de vue de la guerre civile. A la tête de la contre-révolution, la bourgeoisie a effectué une percée en profondeur sur le front des ouvriers révolutionnaires, voilà à quoi se ramène la vérité toute banale des aveux du prince. Deux ennemis, deux camps

adverses, dont l'un a rompu le front de l'autre : voilà à quoi le prince Lvov réduit la situation intérieure de la Russie. Remercions-le sincèrement de sa franchise ! Car il est mille fois plus dans le vrai que les petits bourgeois sentimentaux socialistes-révolutionnaires et mencheviques persuadés que la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui s'exacerbe inévitablement à l'extrême pendant la révolution, peut disparaître grâce à leurs malédictions et à leurs incantations !

Deux ennemis, deux camps adverses dont l'un a rompu le front de l'autre, telle est la phylosophie de l'histoire, parfaitement juste, du prince Lvov. Il a raison d'exclure pratiquement du calcul le troisième camp : la petite bourgeoisie, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. Ce troisième camp semble important, mais en fait il ne peut rien résoudre par lui-même ; c'est évident pour le prince, qui raisonne sainement, comme c'est évident pour tous les marxistes qui comprennent la situation économique de la petite bourgeoisie, et comme c'est évident, enfin, pour tous ceux qui réfléchissent aux enseignements de l'histoire de la révolution, laquelle a toujours montré l'impuissance des partis petits-bourgeois quand la lutte s'aggrave entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Même en temps de guerre, la lutte des classes à l'intérieur a infiniment plus d'importance que la lutte contre l'ennemi extérieur. Quelles injures forcenées les représentants de la grande et de la petite bourgeoisie n'ont-ils pas vomies contre les bolcheviks pour avoir énoncé cette vérité ! Quel désavœu catégorique n'a-t-elle pas suscité chez les innombrables amateurs de phrases ronflantes sur l'« unité », la « démocratie révolutionnaire », etc., etc. !

Mais le moment le plus sérieux, le moment décisif étant arrivé, le prince Lvov a, d'emblée et intégralement, reconnu cette vérité en proclamant sans détours que la « victoire » sur l'ennemi de classe à l'intérieur du pays avait plus d'importance que la situation sur le front de la lutte contre l'ennemi extérieur. Vérité incontestable. Vérité utile. Les ouvriers sauront gré au prince Lvov de l'avoir reconnue, de l'avoir rappelée, de l'avoir propagée. Et, par reconnaissance pour le prince, ils intensifieront l'action poursuivie par le Parti pour mieux faire comprendre cette vérité aux

plus larges masses de travailleurs et d'exploités, pour mieux les en pénétrer. Rien n'est plus utile à la classe ouvrière que cette vérité, dans la lutte qu'elle livre pour sa libération.

En quoi consiste cette « percée » sur le front de la guerre civile qui fait jubiler le prince Lvov ? La question mérite d'être examinée avec une attention particulière pour que les ouvriers puissent profiter comme il faut des enseignements de Lvov.

Cette fois, la « percée sur le front » de la guerre intérieure a tout d'abord consisté en ceci que la bourgeoisie avait répandu sur les bolcheviks, ses ennemis de classe, des flots d'ordures et de calomnies, faisant preuve d'un acharnement inouï dans cette besogne ignoble et sordide qu'est la diffamation d'adversaires politiques. Ce fut, si l'on peut dire, la « préparation idéologique » de la « percée sur le front de la lutte des classes ».

Ensuite, concrètement et essentiellement, la « percée » ce fut l'arrestation des représentants des courants politiques hostiles, leur mise hors la loi, l'assassinat d'une partie d'entre eux dans la rue, sans jugement (assassinat de Voïnov, le 6 juillet, pour avoir sorti des journaux de l'imprimerie de la *Pravda*), la fermeture de leurs journaux, le désarmement des ouvriers et des soldats révolutionnaires.

C'est tout cela, la « percée sur le front de la guerre contre l'ennemi de classe ». Que les ouvriers y réfléchissent bien pour savoir, le moment venu, l'appliquer à la bourgeoisie.

Jamais le prolétariat n'aura recours aux calomnies. Il fermera les journaux de la bourgeoisie en déclarant ouvertement, par une loi, par un décret du gouvernement, que les capitalistes et leurs défenseurs sont les ennemis du peuple. La bourgeoisie, en la personne du gouvernement, notre ennemi, et la petite bourgeoisie, en la personne des Soviets, n'osent pas dire franchement et ouvertement un seul mot sur l'interdiction de la *Pravda* et les causes de sa fermeture. Le prolétariat agira non par la calomnie, mais par la parole de vérité. Il dira aux paysans et au peuple tout entier la vérité sur les journaux bourgeois et sur la nécessité de les interdire.

A la différence des bavards de la petite bourgeoisie, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, le prolétariat saura avec certitude ce qu'est, pratiquement, la « rupture du front » de la lutte des classes, la mise hors d'état de nuire de l'ennemi, la mise hors d'état de nuire des exploiteurs. Le prince Lvov a aidé le prolétariat à connaître cette vérité. Remercions le prince Lvov.

Le « Prolétarskoïé Diélo » n° 5,
1er août (19 juillet) 1917

Conforme au texte
du « Prolétarskoïé Diélo »

ILLUSIONS CONSTITUTIONNELLES [79]

On appelle illusions constitutionnelles l'erreur politique en vertu de laquelle les gens croient à l'existence d'un régime normal, juridique, régulier, légal, bref « constitutionnel », alors qu'en réalité ce régime n'existe pas. Il peut sembler au premier coup d'œil que, dans la Russie actuelle, en juillet 1917, alors qu'aucune Constitution n'a encore été élaborée, rien ne peut engendrer des illusions constitutionnelles. Mais c'est là une profonde erreur. En réalité, le trait fondamental de toute la situation politique actuelle en Russie est que de très larges masses de la population sont imbues d'illusions constitutionnelles. On ne peut absolument rien comprendre à la situation politique actuelle de la Russie si l'on n'a pas compris cela. On ne peut absolument pas essayer de définir correctement les tâches tactiques qui se posent pour la Russie actuelle si l'on ne commence pas par dénoncer systématiquement et impitoyablement les illusions constitutionnelles, si l'on ne met pas à nu toutes leurs racines, si l'on ne rétablit pas une perspective politique correcte.

Prenons les trois opinions les plus typiques en ce qui concerne les illusions constitutionnelles actuelles et analysons-les attentivement.

Première opinion : Notre pays est à la veille de la réunion de l'Assemblée constituante, tout ce qui se passe en ce moment n'a donc qu'un caractère provisoire, transitoire, nullement essentiel, nullement décisif ; tout sera bientôt revu et définitivement fixé par l'Assemblée constituante. Deuxième opinion : certains partis, par exemple les

socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, ou le bloc de ces partis, ont une majorité manifeste, incontestable, dans le peuple ou dans les organisations « les plus influentes », telles que les Soviets ; aussi la volonté de ces partis ou de ces organismes et, en général, la volonté de la majorité du peuple ne saurait-elle être tournée ni, à plus forte raison, violée dans la Russie républicaine, démocratique, révolutionnaire. Troisième opinion : *certaines mesures* telles que la suspension de la *Pravda* n'ont eu ni la sanction du Gouvernement provisoire ni celle des Soviets : elles ne constituent donc qu'un épisode, un événement fortuit, et ne peuvent être considérées comme décisives.

Passons à l'analyse de chacune de ces opinions.

I

La convocation de l'Assemblée constituante avait déjà été promise par le premier Gouvernement provisoire, qui considérait comme sa tâche principale de guider le pays jusqu'à l'Assemblée constituante. Le deuxième Gouvernement provisoire fixa au 30 septembre la réunion de l'Assemblée. Le troisième Gouvernement provisoire, formé après le 4 juillet, confirma solennellement cette date.

Il y a cependant 99 chances sur 100 pour que l'Assemblée constituante ne soit pas réunie à la date prévue. Et, si elle l'était, elle aurait 99 chances sur 100 d'être aussi impuissante et vaine que la première Douma, tant que la deuxième révolution russe n'aura pas vaincu. Il suffit, pour s'en convaincre, de faire abstraction, ne fût-ce qu'un instant, du flot de phrases, de promesses et de futilités quotidiennes qui remplit les cervelles et de considérer le facteur essentiel et décisif de la vie sociale : la lutte des classes.

Il est évident que la bourgeoisie russe s'est étroitement associée aux grands propriétaires fonciers. Toute la presse, toutes les élections, toute la politique du parti cadet et des partis situés à sa droite, toutes les prises de position des « congrès » des personnalités « intéressées » le démontrent. La bourgeoisie comprend très bien ce que ne comprennent pas les bavards petits-bourgeois, socialistes-révolution-

naires et mencheviques « de gauche », à savoir que l'on *ne peut pas* abolir la propriété privée de la terre en Russie et surtout l'abolir sans rachat à moins d'une gigantesque révolution économique, à moins de placer les banques sous le contrôle du peuple, de nationaliser les syndicats patronaux, de prendre contre le capital des mesures révolutionnaires implacables. La bourgeoisie s'en rend fort bien compte. En même temps, elle ne peut pas ne pas savoir, ne pas voir, ne pas sentir, que non seulement l'immense majorité des paysans russes se prononcera maintenant pour la confiscation des grandes propriétés foncières, mais qu'elle sera même beaucoup plus à gauche que Tchernov. Car la bourgeoisie sait mieux que nous combien de petites concessions Tchernov lui a faites du 6 mai au 2 juillet, lorsqu'il a retardé et rogné les différentes revendications paysannes, et le mal que les socialistes-révolutionnaires de *droite* (car Tchernov représente le « centre » de ce parti !) ont dû se donner au congrès paysan, ainsi qu'au Comité exécutif du Soviet des députés paysans de Russie, pour « calmer » les paysans et les combler de promesses en l'air.

La bourgeoisie se distingue de la petite bourgeoisie en ce que son expérience économique et politique lui a appris les conditions nécessaires au maintien de l'« ordre » (c'est-à-dire de l'asservissement des masses) en régime capitaliste. Les bourgeois sont des gens pratiques, des hommes habitués à brasser de grosses affaires, accoutumés à traiter les questions politiques strictement comme des affaires, à se méfier des mots et à prendre le taureau par les cornes.

L'Assemblée constituante donnera la majorité, dans la Russie actuelle, à des paysans plus à gauche que les socialistes-révolutionnaires. La bourgeoisie le sait. Le sachant, elle ne peut manquer de s'opposer résolument à la convocation prochaine de l'Assemblée constituante. Continuer la guerre impérialiste en exécution des traités secrets conclus par Nicolas II, défendre la grande propriété foncière ou la thèse du rachat, tout cela sera chose impossible ou incroyablement difficile *quand il y aura* une Assemblée constituante. La guerre n'attend pas. La lutte des classes non plus. Même le court laps de temps qui s'est écoulé entre le 28 février et le 21 avril l'a bien montré.

Dès le début de la révolution, on a vu se dessiner deux opinions sur l'Assemblée constituante. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, profondément imbus des illusions constitutionnelles, considéraient les choses avec la confiance du petit bourgeois qui ne veut pas entendre parler de la lutte des classes : l'Assemblée constituante est annoncée, l'Assemblée constituante se réunira, voilà tout ! Qui en veut davantage est poussé par le génie du Mal. Les bolcheviks, eux, disaient : « C'est seulement dans la mesure où les Soviets affermiront leurs forces et leur pouvoir que la convocation de l'Assemblée constituante et le succès de ses travaux seront assurés.» Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires reportaient le centre de gravité sur l'acte juridique par lequel la convocation de l'Assemblée constituante était annoncée, promise, proclamée. Les bolcheviks, au contraire, plaçaient le centre de gravité dans la lutte des classes : si les Soviets triomphent, disaient-ils, la réunion de l'Assemblée constituante sera assurée ; sinon, elle ne le sera pas.

C'est ce qui s'est produit. La bourgeoisie s'est constamment opposée, d'une manière ouverte ou hypocrite, mais inflexiblement, à la convocation de l'Assemblée constituante. Cette résistance s'exprimait dans le désir de différer la convocation jusqu'à la fin de la guerre. Elle s'exprimait par les nombreux atermoiements apportés à la convocation de la Constituante. Et lorsqu' enfin, après le 18 juin, plus d'un mois après la formation du ministère de coalition, on eut fixé la date de la convocation de la Constituante, un journal bourgeois de Moscou déclara que ç'avait été fait sous l'influence de l'agitation bolchevique. La *Pravda* a publié la citation exacte, extraite de ce journal.

Après le 4 juillet, lorsque la servilité et la pusillanimité des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks eurent donné la « victoire » à la contre-révolution, la *Retch* usa par mégarde d'une expression concise, mais absolument remarquable, en parlant de la convocation « impossible parce que trop rapide » de l'Assemblée constituante ! ! Et, le 16 juillet, la *Volia Naroda* et la *Rousskaïa Volia* publient une note disant que les cadets réclament le renvoi de la convocation de la Constituante à une date ultérieure sous prétexte qu'il est « impossible » de convoquer cette assemblée

en un laps de temps aussi « court » ; et le menchevik Tsérétéli, dans sa servilité envers la contre-révolution, accepte déjà, d'après cette note, de renvoyer la convocation de l'Assemblée constituante au 20 novembre !

Il est hors de doute que cette note n'a pu se glisser dans la presse que contre la volonté de la bourgeoisie. Les « révélations » de ce genre ne sont pas à son avantage. Mais la vérité finit toujours par percer. La contre-révolution est devenue impudente depuis le 4 juillet et en dit plus qu'elle ne le voudrait. La première prise du pouvoir par la bourgeoisie contre-révolutionnaire après le 4 juillet fut aussitôt suivie d'un acte (et d'un acte très sérieux) *dirigé contre* la convocation de l 'Assemblée constituante.

C'est un fait. Et ce fait révèle toute l'inanité des illusions constitutionnelles. Sans une nouvelle révolution en Russie, sans le renversement du pouvoir de la bourgeoisie contre-révolutionnaire (et des cadets en premier lieu), sans le refus du peuple de garder sa confiance envers les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, partis de l'entente avec la bourgeoisie, l'Assemblée constituante ou ne sera pas convoquée ou sera une « parlote de Francfort [80] », c'est-à-dire une assemblée impuissante et vaine de petits bourgeois épouvantés par la guerre et par la perspective de voir la bourgeoisie « boycotter le pouvoir », partagés, dans une agitation impuissante, entre des velléités de gouverner sans la bourgeoisie et la crainte de se passer de celle-ci.

La question de l'Assemblée constituante est *subordonnée* à la marche et à l'issue de la lutte des classes qui met la bourgeoisie aux prises avec le prolétariat. Il me souvient d'une formule avancée un jour par la *Rabotchaïa Gazéta*, disant que l'Assemblée constituante serait une Convention. C'est là un des exemples du verbiage pompeux, ridicule et méprisable, qui caractérise nos valets mencheviques de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Pour n'être ni une « parlote de Francfort » ni une Ire Douma, mais une Convention, il faut oser, savoir et pouvoir porter des coups impitoyables à la contre-révolution, au lieu de composer avec elle. Il faut pour cela que le pouvoir soit exercé par la classe la plus avancée, la plus résolue, la plus révolutionnaire de notre époque. Il faut que cette classe soit soutenue par les masses pauvres des villes

et des campagnes (semi-prolétaires). Il faut réprimer implacablement l'activité de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, avant tout, des cadets et du haut commandement de l'armée. Telles sont les conditions de classe, les conditions matérielles, sans lesquelles il n'est pas de Convention. Il suffit de les énumérer avec précision et clarté pour se rendre compte du ridicule des fanfaronnades de la *Rabotchaïa Gazéta* et de la sottise infinie des illusions constitutionnelles que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks nourrissent sur l'Assemblée constituante dans la Russie actuelle.

II

Fustigeant les « social-démocrates » petits-bourgeois de 1848, Marx flétrissait avec une dureté particulière leur propension irrésistible à faire des phrases sur le « peuple » et la majorité du peuple en général [81]. Il convient de s'en souvenir au moment où on aborde l'examen de la deuxième opinion, l'analyse des illusions constitutionnelles concernant la « majorité ».

Pour que la majorité décide vraiment des affaires publiques, il faut des conditions concrètes déterminées. Il faut d'abord établir solidement dans le pays un régime politique, un pouvoir d'Etat, qui rend possible la décision des affaires par la majorité et assure la transformation de cette possibilité en réalité. D'autre part, il est nécessaire que cette majorité, par sa composition de classe, par les rapports existant en son sein (ou en dehors d'elle) entre les diverses classes, soit *capable* de conduire en bonne harmonie et avec succès le char de l'Etat. Pour tout marxiste, il est évident que ces deux conditions concrètes sont d'une importance décisive dans la question de la majorité et de la direction des affaires de l'Etat conformément à la volonté de cette majorité. Or, toute la littérature politique des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks et, plus encore, tout leur comportement politique, dénotent une incompréhension totale de ces conditions.

Si le pouvoir politique est exercé dans l'Etat par une classe dont les intérêts coïncident avec ceux de la majorité, une direction des affaires publiques effectivement conforme

à la volonté de la majorité est possible. Mais si le pouvoir politique est exercé par une classe dont les intérêts diffèrent de ceux de la majorité, la direction des affaires publiques conformément à la volonté de la majorité devient inévitablement une duperie, ou aboutit à l'écrasement de cette majorité. Chaque république bourgeoise nous fournit des centaines et des milliers d'exemples de ce genre. En Russie, la bourgeoisie exerce une domination tant politique qu'économique. Ses intérêts, surtout au cours d'une guerre impérialiste, s'opposent de la façon la plus nette à ceux de la majorité. Voilà pourquoi le nœud de la question, lorsqu'on pose celle-ci d'un point de vue marxiste, matérialiste, et non formel et juridique, consiste à démasquer cette opposition d'intérêts et à lutter contre toute tentative bourgeoise de duper les masses.

Nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks ont, par contre, montré et démontré leur rôle réel d'instruments de la bourgeoisie pour tromper les masses (la « majorité »). Leur rôle véritable est celui d'agents et d'auxiliaires de cette duperie. Certains socialistes-révolutionnaires et mencheviks sont peut-être sincères, mais leurs conceptions politiques fondamentales — d'après lesquelles on peut sortir de la guerre impérialiste et arriver à une « paix sans annexions ni contributions » sans la dictature du prolétariat et sans le triomphe du socialisme ; d'après lesquelles on peut remettre la terre au peuple sans indemnité de rachat et établir le « contrôle » de la production au profit du peuple, toujours en se passant de la même condition —, ces conceptions politiques (et, bien entendu, économiques) fondamentales des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks représentent, à les considérer objectivement, une illusion petite-bourgeoise, ou, ce qui revient au même, une duperie des masses (de la « majorité ») par la bourgeoisie.

Tel est le premier et le principal « amendement » que nous apportons à la façon dont les démocrates petits-bourgeois, les socialistes à la Louis Blanc, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks posent la question de la majorité : que vaut en réalité la « majorité » quand la majorité est, en soi, quelque chose de formel, et que matériellement, dans la réalité, elle correspond à une majorité de partis qui aident la bourgeoisie à duper la vraie majorité ?

Evidemment — et nous abordons ici le second « amendement », le second des deux facteurs essentiels mentionnés plus haut —, évidemment, cette duperie ne peut être comprise que si l'on met en lumière ses racines de classe, sa signification de classe. Il ne s'agit pas d'une duperie individuelle, d'une « filouterie » (pour parler vulgairement) ; il s'agit d'une conception trompeuse découlant de la situation économique d'une classe. La situation économique du petit bourgeois est telle, ses conditions d'existence sont telles, qu'il ne peut manquer de se tromper, qu'il penche nécessairement et involontairement, tantôt vers la bourgeoisie, tantôt vers le prolétariat. Sa situation *économique ne lui permet pas* d'avoir une « ligne » indépendante.

Son passé le porte vers la bourgeoisie, son avenir vers le prolétariat. La raison le porte vers celui-ci, les préjugés [82] (selon l'expression connue de Marx) vers celle-là. Pour que la majorité du peuple puisse devenir une majorité réelle dans la direction des affaires publiques, pour qu'elle serve réellement les intérêts de la majorité, pour qu'elle défende réellement ses droits et ainsi de suite — pour cela, il faut une condition de classe déterminée. Cette condition, la voici : la majorité de la petite bourgeoisie doit se joindre, tout au moins au moment et à l'endroit décisifs, au prolétariat révolutionnaire.

Sans cela, la majorité est une fiction qui peut se maintenir un certain temps, briller, scintiller, faire du bruit, cueillir des lauriers, mais qui n'en est pas moins inéluctablement vouée à la faillite. Telle fut, entre autres, la faillite de la majorité dont disposaient les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, faillite qui s'est révélée dans la révolution russe en juillet 1917.

Continuons. La révolution se distingue précisément de la situation « normale » des affaires de l'État en ce que les questions litigieuses de la vie publique sont tranchées directement par la lutte des classes et par une lutte des masses qui va jusqu'au recours aux armes. Il ne peut en être autrement, puisque les masses sont libres et armées. Il résulte de ce fait essentiel qu'il ne suffit pas, en période révolutionnaire, de connaître la « volonté de la majorité » ; non, il faut *être le plus fort*, au moment décisif et à l'endroit décisif ; il faut *vaincre*. En commençant par la « guerre des

paysans » au moyen âge en Allemagne et continuant par tous les grands mouvements et toutes les grandes époques révolutionnaires, y compris les années 1848 et 1871, y compris 1905, nous voyons d'innombrables exemples qui montrent une minorité mieux organisée, plus consciente, mieux armée, imposer sa volonté à la majorité et la vaincre.

Friedrich Engels soulignait particulièrement la leçon d'une expérience qui rapproche jusqu'à un certain point le soulèvement des paysans au XVI[e] siècle et la révolution de 1848 en Allemagne, à savoir la dispersion des efforts et le défaut de centralisation chez les masses opprimées, en raison de leur condition petite-bourgeoise [83]. Abordant la question de ce point de vue, nous arrivons à la même conclusion : la simple majorité des masses petites-bourgeoises ne décide encore rien et ne saurait rien décider, car les millions de petits propriétaires paysans éparpillés ne peuvent s'organiser, élever leur action à la conscience politique, centraliser cette action (ce qui, pour vaincre, est une nécessité) *que* s'ils sont dirigés par la bourgeoisie ou par le prolétariat.

En fin de compte, les questions de la vie sociale sont tranchées, comme on le sait, par la lutte des classes sous sa forme la plus vive, la plus âpre, c'est-à-dire sous la forme de la guerre civile. Et, dans cette guerre, comme du reste dans toute guerre, c'est le facteur économique qui décide, vérité également bien connue, que personne ne conteste non plus en principe. Il est extrêmement caractéristique et significatif que ni les socialistes-révolutionnaires ni les mencheviks — bien que reconnaissant tout cela « en principe » et se rendant parfaitement compte du caractère capitaliste de la Russie moderne — ne se décident à regarder la vérité en face. Ils craignent de reconnaître la vérité, à savoir la division fondamentale de tout pays capitaliste, y compris la Russie, en trois forces principales, essentielles : bourgeoisie, petite bourgeoisie et prolétariat. La première et la troisième de ces forces sont reconnues de tout le monde, tout le monde en parle. Mais la deuxième, celle qui précisément constitue la *majorité* numérique, personne ne consent à en tenir franchement compte, ni du point de vue économique, ni du point de vue politique, ni du point de vue militaire.

Il n'y a que la vérité qui offense. Voilà à quoi se ramène la crainte qu'ont les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks de prendre conscience de ce qu'ils représentent.

III

Au moment où nous commencions cet article, la suspension de la *Pravda* n'était qu'un fait « accidentel » que le pouvoir d'Etat n'avait pas encore sanctionné. Aujourd'hui, après le 16 juillet, ce pouvoir a officiellement interdit la *Pravda*.

Cette interdiction, si on l'examine du point de vue historique, dans tout le processus de la préparation et de l'exécution de cette mesure, projette une éclatante lumière sur la « nature de la Constitution » en Russie et sur le danger des illusions constitutionnelles.

On sait que le parti cadet, Milioukov et le journal *Retch* en tête, exige, depuis avril, des mesures de répression contre le bolchevisme. Présentée sous les formes les plus variées, à commencer par les articles de « haute politique » de la *Retch* pour finir par les fréquentes exclamations de Milioukov réclamant l'« arrestation » (de Lénine et des autres bolcheviks), cette revendication a été l'un des principaux points du programme politique des cadets, sinon le principal, depuis le début de la révolution.

Bien avant l'accusation bassement calomnieuse imaginée et forgée par Alexinski et consorts en juin-juillet, qui nous représentait comme des espions allemands ou des gens à la solde de l'Allemagne, bien avant l'accusation non moins calomnieuse — et d'ailleurs démentie par des faits notoirement connus comme par les documents publiés — de préparation d'une « insurrection armée » ou d'une « émeute », longtemps avant tout cela, le parti cadet réclamait systématiquement, inlassablement, sans trêve ni repos, que l'on mette les bolcheviks à la raison. Cette revendication étant aujourd'hui satisfaite, que devons-nous penser de la probité ou de l'intelligence de ceux qui en oublient ou feignent d'en oublier la véritable origine de classe et de parti ? Comment ne pas traiter de grossiers falsificateurs ou d'hommes politiques exceptionnellement obtus

les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks qui s'efforcent aujourd'hui de présenter les choses comme s'ils croyaient au caractère « accidentel », « exceptionnel », de la « raison », qui, le 4 juillet, a « motivé » la répression déclenchée contre les bolcheviks ? La déformation des vérités historiques incontestables a tout de même des limites !

Il suffit de comparer le mouvement des 20 et 21 avril à celui des 3 et 4 juillet pour se convaincre aussitôt de leur profonde analogie : explosion spontanée du mécontentement des masses, de leur impatience et de leur indignation ; coups de feu tirés de droite par des provocateurs ; des morts sur la Perspective Nevski ; clameurs et calomnies de la bourgeoisie, et plus particulièrement des cadets, affirmant que « les partisans de Lénine ont tiré sur la Perspective Nevski » ; exaspération et aggravation extrême de la lutte entre la masse prolétarienne et la bourgeoisie ; désarroi complet des partis petits-bourgeois, socialiste-révolutionnaire et menchevique, dont les hésitations politiques, dans la question du pouvoir d'Etat notamment, sont de plus en plus grandes : tels sont les faits objectifs qui caractérisent les deux mouvements. Les journées des 9-10 et du 18 juin nous offrent, sous une forme différente, un spectacle tout à fait analogue si on le considère d'un point de vue de classe.

La marche des événements est aussi claire que possible : le mécontentement, l'impatience et l'indignation des masses ne cessent de grandir, la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie ne cesse de s'exacerber, surtout pour l'influence sur les masses petites-bourgeoises. Par suite de cette situation, deux événements historiques de la plus grande portée préparent la subordination des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks aux cadets contre-révolutionnaires. Ces événements sont : la formation, le 6 mai, du ministère de coalition — dans lequel les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se sont faits les auxiliaires de la bourgeoisie, s'engageant de plus en plus dans des accommodements et des ententes avec elle, lui rendant quantité de services tels que l'ajournement des mesures révolutionnaires les plus indispensables, et ensuite l'offensive déclenchée sur le front. Cette offensive signifiait forcément la reprise

de la guerre impérialiste, un formidable accroissement de l'influence, du poids et du rôle de la bourgeoisie impérialiste, la diffusion la plus large du chauvinisme au sein des masses, et enfin, *last but not least* (dernier point, mais qui n'est pas le moins important), le passage du pouvoir, militaire d'abord puis aussi politique en général, aux milieux du haut commandement contre-révolutionnaire.

Telle est la marche des événements historiques qui a accentué et aggravé les contradictions de classe entre les 20-21 avril et les 3-4 juillet et qui a permis à la bourgeoisie contre-révolutionnaire de réaliser après le 4 juillet ce qui se dessinait de la façon la plus claire dès les 20-21 avril comme son programme et sa tactique, son objectif immédiat et les moyens d'une propreté douteuse qui devaient la mener à ses fins.

Rien n'est plus vain du point de vue historique, rien n'est plus lamentable du point de vue doctrinal, rien n'est plus ridicule du point de vue pratique que les jérémiades petites-bourgeoises prodiguées (par L. Martov, notamment) à l'occasion des événements du 4 juillet : les bolcheviks auraient, dit-on, « trouvé le moyen » de se faire battre, leur défaite ne serait que le résultat de leur « penchant aux aventures », etc., etc. Toutes ces jérémiades, tous ces raisonnements tendent à démontrer que les bolcheviks « n'auraient pas dû » intervenir (en s'efforçant de donner au mécontentement et à l'indignation mille fois légitimes des masses un caractère « pacifique et organisé » ! !). Ils sont simplement le fait de renégats lorsqu'ils émanent de bolcheviks, ou bien la manifestation habituelle de la panique et du désarroi coutumiers du petit bourgeois. A la vérité, le mouvement des 3-4 juillet est la suite de celui des 20-21 avril tout comme l'été suit le printemps. Le devoir impérieux du parti prolétarien était de rester avec les masses, de chercher à donner un caractère aussi pacifique et aussi organisé que possible à leur action légitime, de ne pas rester sur la réserve, de ne pas se laver les mains à la manière de Ponce Pilate sous le prétexte pédantesque que la masse n'est pas organisée jusqu'au dernier homme et que dans son mouvement il se produit des excès (comme s'il n'y en avait pas eu les 20 et 21 avril ! comme s'il n'y avait jamais eu un mouvement de masse sérieux sans excès !).

La défaite des bolcheviks après le 4 juillet a été la conséquence historique inévitable de tout le cours des événements antérieurs : d'abord parce que, les 20 et 21 avril, la masse petite-bourgeoise et ses chefs socialistes-révolutionnaires et mencheviques n'étaient pas encore liés par l'offensive, n'étaient pas encore captifs du « cabinet de coalition » et des arrangements avec la bourgeoisie, tandis que le 4 juillet, ils étaient déjà liés et si empêtrés qu'il ne leur était plus possible de refuser leur collaboration (dans la répression, les calomnies, les exécutions sommaires) aux cadets contre-révolutionnaires. Socialistes-révolutionnaires et menchéviks sont à jamais tombés le 4 juillet dans la poubelle de la contre-révolution, vers laquelle ils glissaient irrésistiblement dès mai-juin en formant le cabinet de coalition et en approuvant la politique de l'offensive.

Nous nous sommes, semble-t-il, légèrement écartés de notre sujet, qui est la question de l'interdiction de la *Pravda*, pour donner une appréciation historique du 4 juillet. La digression n'est qu'apparente : on ne saurait comprendre l'un sans l'autre. Nous avons vu que l'interdiction de la *Pravda*, l'arrestation et la persécution des bolcheviks représentent, lorsqu'on recherche le sens profond et la liaison des événements, l'application du programme depuis longtemps ébauché de la contre-révolution, et plus particulièrement des cadets.

Il est très instructif de rechercher à présent *par qui* et comment ce programme a été réalisé.

Jetons un coup d'œil sur les faits. Les 2 et 3 juillet, le mouvement s'étend ; les masses, indignées par l'inaction du gouvernement, par la cherté de la vie, par la débâcle économique, par l'offensive, sont en effervescence. Les cadets, jouant à qui perd gagne, démissionnent et adressent un ultimatum aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks attachés à un pouvoir qu'ils ne détiennent pas et qui sont seuls à répondre désormais de la défaite et de l'indignation des masses.

Les 2 et 3 juillet, les bolcheviks tentent d'empêcher la manifestation. Ce fait a été reconnu *m ê m e* par un témoin appartenant à la rédaction du *Diélo Naroda*, qui a raconté ce qui s'est passé le 2 au régiment des grenadiers. Dans la soirée du 3, le mouvement devient irrésistible ; les bolcheviks

lancent un appel soulignant la nécessité de lui donner un caractère « pacifique et organisé ». Le 4, des coups de feu tirés de droite par les provocateurs augmentent des deux côtés le nombre des victimes de la fusillade ; il faut souligner que la promesse d'enquête, de publication deux fois par jour de bulletins d'information, etc., faite par le Comité exécutif est restée lettre morte. Socialistes-révolutionnaires et mencheviks n'ont absolument rien fait dans ce sens ; ils n'ont *m ê m e* pas publié la liste complète des morts des deux côtés ! !

Le 4, dans la nuit, les bolcheviks rédigent un appel en faveur d'un arrêt des manifestations. Cet appel est publié au cours de la nuit dans la *Pravda*. Mais cette même nuit des troupes contre-révolutionnaires commencent à arriver à Petrograd (évidemment sur l'invitation ou avec le consentement des socialistes-révolutionnaires, des mencheviks et de leurs Soviets ; notons que ce point « délicat » continue de faire, plus que tout le reste, l'objet du mutisme le plus rigoureux, alors que le secret n'est plus nécessaire le moins du monde !). En second lieu, au cours de cette même nuit, des détachements d'élèves-officiers, etc., agissant manifestement sur l'ordre du commandant de la place Polovtsev et de l'Etat-major général, assaillent les bolcheviks. Dans la nuit du 4 au 5, on saccage les locaux de la *Pravda*. Les 5 et 6, mise à sac de l'imprimerie *Troud*, assassinat en plein jour de l'ouvrier Voïnov que l'on a vu sortir de cette imprimerie porteur du *Listok Pravdy*, perquisitions chez les bolcheviks, arrestations de bolcheviks, désarmement des régiments révolutionnaires.

Qui a commencé l'application de ce programme d'action ? Ce n'est ni le gouvernement ni les Soviets, c'est la bande contre-révolutionnaire des officiers groupés autour de l'Etat-major général, agissant au nom du « contre-espionnage », mettant en circulation, pour « attiser la fureur » des soldats, les faux de Péréverzev et d'Alexinski, etc.

Carence du gouvernement, carence des Soviets : avertis à plusieurs reprises que des cosaques peuvent les assaillir et les mettre à mal, ils tremblent pour eux-mêmes. La presse des Cent-Noirs et des cadets, qui a mené contre les bolcheviks une campagne frénétique, commence une campagne contre les Soviets.

En conséquence de toute leur politique, socialistes-révolutionnaires et mencheviks étaient pieds et poings liés. Ligotés, ils appellent (ou tolèrent que l'on appelle) les troupes contre-révolutionnaires à Petrograd. Ils n'en sont que plus ligotés. Ils roulent jusqu'au fond du bourbier de la contre-révolution. Ils prononcent lâchement la dissolution de la commission d'enquête qu'ils avaient eux-mêmes instituée afin d'instruire le « procès » des bolcheviks. Ils livrent bassement les bolcheviks à la contre-révolution. Ils s'abaissent jusqu'à participer aux obsèques, célébrées en grande pompe, des cosaques tués : ils baisent ainsi la main des contre-révolutionnaires.

Ils sont ligotés. Ils sont au fond du bourbier.

Ils font des efforts désespérés pour en sortir, donnent un portefeuille à Kérenski, vont à Canossa s'humilier devant les cadets, organisent une « Assemblée des représentants des zemstvos » ou plutôt le « couronnement » du gouvernement contre-révolutionnaire à Moscou [84]. Kérenski destitue Polovtsev.

Ces efforts désespérés ne changent rien au *fond des choses*. Kérenski destitue Polovtsev, mais légitime et sanctionne en même temps les *mesures* prises par Polovtsev, la politique de Polovtsev ; il interdit la *Pravda*, institue la peine de mort pour les soldats, interdit les meetings sur le front, continue les arrestations de bolcheviks (on va jusqu'à arrêter Kollontaï), conformément au programme d'Alexinski.

La « nature de la Constitution » est, en Russie, on ne peut plus facile à définir : l'offensive sur le front et la coalition avec les cadets à l'arrière précipitent les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks dans le bourbier de la contre-révolution. Le pouvoir politique passe *en fait* à cette dernière, à la clique militaire. Kérenski et le gouvernement Tsérétéli-Tchernov *ne font que lui servir de paravent* ; ils sont contraints de sanctionner *après coup* ses mesures, ses actes, sa politique.

Le marchandage de Kérenski, Tsérétéli, Tchernov avec les cadets n'a qu'une importance de second, si ce n'est de dixième ordre. Que les cadets s'en tirent à leur avantage ou que Tsérétéli et Tchernov se maintiennent encore quelque temps « seuls » au pouvoir, cela ne changera rien aux choses ; le tournant des socialistes-révolutionnaires

et des mencheviks vers la contre-révolution (tournant imposé par l'ensemble de leur politique depuis le 6 mai) reste le facteur essentiel, principal et décisif.

Le cycle d'évolution de ces partis est achevé. Socialistes-révolutionnaires et mencheviks ont dégringolé de degré en degré, de la « confiance » votée le 28 février à Kérenski au 6 mai qui les a enchaînés à la contre-révolution et au 5 juillet qui les a jetés au fond du bourbier.

Une nouvelle phase s'ouvre. La victoire de la contre-révolution déçoit la masse dans les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique et rend possible le passage de cette masse à une politique de soutien du prolétariat révolutionnaire.

Rédigé le 8 août (26 juillet) 1917
Publié les 4 et 5 août 1917 dans le « Rabotchi i Soldat » n^os 11 et 12

Conforme au manuscrit

RÉPONSE

I

Les journaux du 22 juillet ont publié un communiqué « du procureur du Parquet de Petrograd » relatif à l'instruction ouverte sur les événements des 3-5 juillet, ainsi qu'à l'inculpation de trahison et d'organisation d'insurrection armée lancée contre moi et contre d'autres bolcheviks.

Devant l'ampleur du scandale soulevé par cette abominable histoire manifestement montée, pour quiconque sait lire, avec le concours du diffamateur Alexinski, en conformité avec les vœux et les exigences depuis longtemps formulés du parti contre-révolutionnaire des cadets, le gouvernement s'est vu obligé de publier ce communiqué.

Mais le gouvernement Tsérétéli et Cie se couvrira doublement de honte par la publication de ce communiqué, car la grossièreté du faux saute aux yeux, surtout maintenant.

J'avais quitté Petrograd, pour raisons de santé, le jeudi 29 juin et je n'y suis revenu que le mardi 4 juillet au matin. Mais il va sans dire que j'assume la responsabilité pleine et entière de toutes les actions, de toutes les initiatives du Comité central et de notre parti en général. Il m'était nécessaire de mentionner mon absence de quelques jours afin d'expliquer pourquoi je ne suis pas au courant de certains détails et dois surtout citer les documents publiés par la presse.

De toute évidence, ce sont précisément les documents de ce genre, en particulier lorsqu'ils ont paru dans la presse hostile aux bolcheviks, qui auraient dû être avant tout

soigneusement réunis, collationnés et analysés par le procureur. Mais le procureur « républicain », qui s'en tient à la politique du ministre « socialiste » Tsérétéli, s'est refusé à remplir justement cette fonction essentielle qui lui est précisément impartie !

Peu après le 4 juillet, le journal ministériel *Diélo Naroda* reconnaissait comme un fait établi que, le 2 juillet, les bolcheviks avaient pris la parole devant le régiment des grenadiers et fait de l'agitation *contre* la manifestation projetée.

Le procureur avait-il le droit de passer ce document sous silence ? Avait-il des raisons de considérer comme nulle et non avenue la déposition d'un pareil témoin ?

Cette déposition établit ce fait, d'une importance primordiale, que le mouvement naissait spontanément et que les bolcheviks cherchaient à le différer, et non à le hâter.

Poursuivons. Le même journal a publié un document encore plus important : le texte d'un appel signé du Comité central de notre parti et rédigé dans la nuit du 3 au 4 juillet. Cet appel fut rédigé et donné à composer *après* le moment où le mouvement nous déborda, en dépit des efforts que nous faisions pour le contenir ou, plus exactement, pour le canaliser, *après* le moment où il devint un fait accompli.

Toute la bassesse et l'ignominie incroyables, toute la perfidie du procureur de Tsérétéli se révèlent précisément dans *le fait d'éluder* la question de savoir exactement quand, quel jour, à quelle heure, avant ou après l'appel bolchevique, *commença* la manifestation.

Or, dans le texte de cet appel, on parle de la nécessité de donner au mouvement un caractère *pacifique* et *organisé* !

Quoi de plus ridicule que l'accusation d'« organisation d'une insurrection armée » formulée contre le parti qui publiait dans la nuit du 3 au 4 juillet, la veille du jour décisif, un appel en faveur d'une « manifestation pacifique et organisée » ? Autre question : quelle différence y a-t-il entre les procureurs de l'affaire Dreyfus ou de l'affaire Beylis et le procureur « de la République » du ministre « socialiste » Tsérétéli qui passe cet appel complètement sous silence ?

Poursuivons. Le procureur passe sous silence le fait que, dans la nuit du 4 au 5 juillet, le Comité central de notre parti rédigea un appel recommandant de cesser la manifestation et qu'il publia cet appel dans la *Pravda*, saccagée précisément cette nuit-là par un détachement de troupes contre-révolutionnaires.

Poursuivons. Le procureur passe sous silence le fait que Trotski et Zinoviev haranguèrent à *diverses* reprises les ouvriers et les soldats accourus au palais de Tauride dans la journée du 4 juillet et les invitèrent à *se disperser*, puisqu'ils avaient déjà manifesté leur volonté.

Des centaines et des milliers de personnes ont entendu ces harangues. Que tout citoyen honnête qui ne veut pas voir son pays déshonoré par de nouvelles « affaires Beylis » veille à ce que les auditeurs de ces harangues, quelle que soit leur appartenance politique, adressent au procureur une déclaration écrite (dont ils garderont copie) disant si Trotski et Zinoviev appelaient ou non les manifestants à se disperser. Un procureur honnête le demanderait lui-même à la population. Mais conçoit-on, sous le ministère Kérenski, Efrémov, Tsérétéli et C^ie^, un procureur honnête ? Et n'est-il pas temps pour les citoyens russes de veiller eux-mêmes à ce que les « affaires Beylis » ne soient plus possibles dans ce pays ?

Quelques mots encore à ce propos. Indisposé, je n'ai prononcé, quant à moi, qu'un seul discours le 4 juillet, du balcon de l'hôtel de la Krzesinka. Le procureur en fait mention, essaie d'en exposer le contenu et, se gardant de citer des témoins, passe une fois de plus sous silence les déclarations de témoins publiées dans la presse! Je suis loin d'avoir pu me procurer la collection complète des journaux, mais j'ai tout de même vu deux dépositions dans la presse : celle du *Prolétarskoïé Diélo*, organe bolchevique de Cronstadt, et celle de la *Rabotchaïa Gazéta*, organe menchevique ministériel. Pourquoi ne pas vérifier le contenu de mon discours à l'aide de ces documents et d'un appel public à la population ?

Le contenu de ce discours, le voici : 1° je m'excusais de ne pouvoir, par suite de mon indisposition, dire que quelques mots ; 2° je saluais les révolutionnaires de Cronstadt au nom des ouvriers de Petrograd ; 3° j'exprimais la cer-

titude que notre mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets » devait être et serait victorieux en dépit de tous les zigzags décrits par les chemins de l'histoire ; 4° j'appelais au « sang-froid, à la fermeté et à la vigilance ».

J'insiste sur ces détails pour ne pas laisser de côté les données de fait minimes que le procureur effleure — effleure à peine — avec tant de précipitation, de négligence et de désinvolture.

Mais il va sans dire que l'essentiel n'est pas dans les détails ; il est dans le caractère et la portée générale de la journée du 4 juillet. Le procureur s'est montré totalement incapable même d'y penser.

La presse nous offre sur cette question un témoignage des plus précieux, celui d'un ennemi acharné du bolchevisme qui déverse sur nous un torrent d'injures et nous crie sa haine : le correspondant de la *Rabotchaïa Gazéta*, feuille ministérielle. Son reportage parut peu après le 4 juillet. Les faits qu'il établit avec précision montrent que ses observations et ses impressions personnelles se divisent en deux parties formant un contraste saisissant. A la première partie il oppose la seconde en disant que l'affaire « tourna à son avantage ».

La première partie des impressions de ce journaliste se rapporte au moment où il tente de prendre la défense des ministres au sein d'une foule tumultueuse. Il est insulté, frappé et, pour finir, arrêté. Des exclamations et des mots d'ordre dénotant l'exaspération retentissent autour de lui. Il retient surtout que l'on crie : « A mort Kérénski ! » (parce qu'il a déclenché l'offensive, « fait massacrer 40 000 hommes », etc.).

La seconde partie de ses impressions, celle, comme il le dit lui-même, qui tourne « à son avantage », commence au moment où la foule en effervescence l'amène à l'hôtel de la Krzesinka pour l'y faire « juger ». Là on le remet aussitôt en liberté.

Tels sont les faits qui donnent à l'auteur un prétexte pour déverser sur les bolcheviks un flot d'injures. Les injures venant d'un adversaire politique n'ont rien que de naturel, surtout si cet adversaire est un menchevik qui se rend compte que les masses opprimées par le Capital et par la guerre impérialiste ne sont pas avec lui, mais contre lui. Mais les injures ne modifient pas les faits ; et les faits,

même exposés par un ennemi acharné des bolcheviks, disent et prouvent que les masses exaspérées allaient jusqu'à crier « A mort Kérenski », tandis que l'organisation bolchevique donnait au mouvement dans son ensemble le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets », qu'elle était seule à disposer d'une autorité morale sur les masses et les invitait à renoncer à la violence.

Tels sont les faits. Libre aux valets volontaires et involontaires de la bourgeoisie de vociférer, d'invectiver à ce propos, d'accuser les bolcheviks de « flatter les instincts déchaînés des masses », etc., etc.

Représentants du parti du prolétariat révolutionnaire, nous dirons que notre parti a toujours été et sera toujours avec les masses opprimées lorsqu'elles expriment leur indignation, mille fois juste et légitime, contre la cherté de la vie, contre la carence et la trahison des « ministres socialistes », contre la guerre impérialiste et la prolongation de cette guerre. Notre parti a rempli son devoir le plus strict en marchant le 4 juillet avec les masses justement indignées et en cherchant à donner à leur mouvement, à leur action, le caractère le plus organisé, le plus pacifique possible. En effet, le 4 juillet, la transmission pacifique du pouvoir aux Soviets était *encore* possible, le développement pacifique de la révolution russe était *encore* possible.

On verra par ce qui suit combien est stupide la fable de l'« organisation de l'insurrection armée » imaginée par le procureur. Nul ne conteste que l'immense majorité des soldats et des marins en armes qui se trouvaient le 4 juillet dans les rues de Petrograd sympathisaient avec notre parti. Celui-ci pouvait destituer et emprisonner des centaines de hauts fonctionnaires, occuper des dizaines d'édifices et d'administrations gouvernementales et publiques, etc. Il n'en a rien fait. Seuls des gens qui ont perdu la tête au point de répéter toutes les fables colportées par les cadets contre-révolutionnaires peuvent ne pas se rendre compte qu'il est ridicule et absurde de soutenir qu'il y a eu, le 3 ou le 4 juillet, « organisation d'une insurrection armée ».

La première question que devrait se poser l'instruction, si elle était tant soit peu semblable à une instruction, serait de savoir qui a commencé la fusillade, puis d'établir

le nombre exact des morts et des blessés appartenant à l'un et à l'autre camp, les circonstances qui ont entouré chaque cas de meurtre et de blessure. Si l'instruction était tant soit peu semblable à une instruction (et non à un article inspiré par l'esprit de cabale et publié dans les journaux de Dan, Alexinski et consorts), le devoir des magistrats instructeurs serait de faire déposer les témoins sur ces questions en public, devant une large affluence, et de publier immédiatement les procès-verbaux de ces dépositions.

Ainsi procédaient toujours les commissions d'enquête en Angleterre, quand l'Angleterre était un pays libre. Ainsi (ou à peu près) crut devoir procéder le Comité exécutif du Soviet, à la première heure, quand la crainte des cadets n'avait pas encore définitivement obscurci sa conscience. On sait que le Comité exécutif promit alors, par voie de presse, de publier deux fois par jour un bulletin relatant les travaux de sa commission d'enquête. On sait aussi que le Comité exécutif (c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks) trompait le peuple en lui faisant cette promesse, qu'il *n'a pas* tenue. Mais le texte de cette promesse est resté dans l'histoire, comme un aveu de nos adversaires, l'aveu de ce que devrait faire tout juge d'instruction tant soit peu honnête.

Il est en tout cas édifiant de noter que les *Birjévyié Viédomosti* furent l'un des premiers journaux *b o u r g e o i s* professant la haine du bolchevisme et qui relatèrent dans son édition du soir du 4 juillet la fusillade de ce jour. Or, il ressort de la relation publiée précisément par ce journal que *c e n e s o n t p a s* les manifestants qui ont ouvert le feu et que les premiers coups de feu furent, au contraire, tirés *s u r e u x* ! ! Le procureur « républicain » du ministère « socialiste » a naturellement préféré passer sous silence ce témoignage des *B i r j é v y i é V i é d o m o s t i* ! Or, ce témoignage, émanant d'un organe franchement hostile au bolchevisme, concorde en tous points avec la version des événements donnée par notre parti. S'il s'était agi d'une insurrection armée, les insurgés n'auraient pas tiré sur les contre-manifestants ; ils auraient cerné des casernes et des édifices publics bien définis, exterminé certaines unités militaires, etc. Si, par contre, il n'était question que d'une manifestation contre le gouvernement et d'une

contre-manifestation des défenseurs du gouvernement, il est tout à fait naturel que les premiers à tirer aient été les contre-révolutionnaires, poussés en partie par leur exaspération à la vue de la masse immense formée par les manifestants, en partie par le désir de les provoquer, et il est tout aussi naturel que les manifestants aient répondu aux coups de feu par des coups de feu.

Des listes de morts, probablement incomplètes, ont cependant été publiées dans certains journaux (dans la *Retch* et dans le *Diélo Naroda*, si je ne me trompe). Le premier, le plus urgent des devoirs de l'instruction était de les vérifier, de les compléter et de les publier officiellement. Eluder ce devoir, c'est *escamoter* la preuve que les contre-révolutionnaires ont tiré les premiers.

En réalité, un examen même superficiel des listes publiées montre que les deux principaux groupes, les plus faciles à identifier, ceux des cosaques et des marins, ont eu à peu près autant de tués. Comment cela aurait-il été possible si les 10 000 marins en armes venus le 4 juillet à Petrograd, joints aux ouvriers et aux soldats, surtout aux mitrailleurs abondamment pourvus de mitrailleuses, s'étaient assigné pour but l'insurrection armée ?

Il est clair que le nombre des tués parmi les cosaques et les autres adversaires de l'insurrection eût été, en ce cas, au moins dix fois plus élevé, car nul ne conteste l'énorme pourcentage des bolcheviks parmi les hommes en armes qui remplissaient, le 4 juillet, les rues de Petrograd. De très nombreux témoignages émanant d'adversaires de notre parti l'ont attesté dans la presse ; une instruction tant soit peu honnête n'eût pas manqué de réunir et de publier tous ces témoignages.

Si le nombre des tués est à peu près égal de part et d'autre, cela prouve que les premiers coups de feu ont été tirés par les contre-révolutionnaires sur les manifestants, qui ne firent que riposter. L'égalité du nombre des tués ne saurait s'expliquer autrement.

Enfin, les informations suivantes, parues dans la presse, sont d'une extrême importance : des cosaques ont été tués le 4 juillet, au moment où les manifestants et les contre-manifestants échangeaient des coups de fusil. Des collisions de ce genre se produisent aussi en des temps non

révolutionnaires, quand les foules sont surexcitées ; par exemple, elles ne sont pas rares dans les pays latins, surtout dans le Sud. Quant aux bolcheviks, certains ont été tués après le 4 juillet, alors qu'il n'y avait *plus* de rencontre entre manifestants et contre-manifestants échauffés et que le meurtre d'un homme désarmé par un homme armé est déjà une exécution sommaire. Ainsi fut tué le bolchevik Voïnov, dans la rue Chpalernaïa, le 6 juillet.

Qu'est-ce donc qu'une instruction qui ne réunit même pas toutes les données publiées par les journaux sur le nombre des tués de part et d'autre ; sur le moment et sur les circonstances exactes de chaque mort ? Ce n'est pas une instruction, c'est une dérision.

Etant donné ce caractère de l'« instruction », on ne peut évidemment pas en attendre même une tentative d'appréciation historique des événements du 4 juillet. Cette appréciation est cependant indispensable à tous ceux qui veulent considérer les événements politiques avec sérieux.

Quiconque essaie de donner une appréciation historique des 3 et 4 juillet ne peut fermer les yeux sur la complète analogie de ce mouvement et de celui des 20 et 21 avril.

Dans les deux cas, l'explosion de l'indignation des masses est spontanée.

Dans les deux cas, les masses en armes descendent dans la rue.

Dans les deux cas, manifestants et contre-manifestants échangent des coups de fusil avec un certain nombre (à peu près égal) de victimes de part et d'autre.

Dans les deux cas, il y a aggravation soudaine de la lutte entre les masses révolutionnaires et les éléments contre-révolutionnaires, la bourgeoisie, les éléments moyens, intermédiaires, enclins à la conciliation étant momentanément éliminés.

Dans les deux cas, la manifestation antigouvernementale revêt une forme particulière (que nous avons définie plus haut) et se rattache à une crise du pouvoir, profonde et durable.

La différence entre ces deux mouvements, c'est que le second a pris un caractère beaucoup plus aigu que le premier et que les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, neutres les 20 et 21 avril, sont tombés depuis dans la

dépendance des cadets contre-révolutionnaires (par le cabinet de coalition et la politique de l'offensive) et se sont en conséquence trouvés, les 3 et 4 juillet, du côté de la contre-révolution.

Le parti contre-révolutionnaire des cadets mentait tout aussi effrontément après les journées des 20 et 21 avril, lorsqu'il criait : « Les partisans de Lénine ont tiré sur la Perspective Nevski », et lorsqu'il exigeait de la même façon pour la frime l'ouverture d'une instruction. Les cadets et leurs amis politiques avaient à cette époque la majorité au gouvernement, et il dépendait entièrement d'eux d'ouvrir une instruction judiciaire. Celle qui commença fut bientôt abandonnée sans que l'on eût rien publié.

Pourquoi ? De tout évidence, parce que les faits ne confirmaient en rien ce que les cadets eussent voulu établir. Bref, l'instruction des 20 et 21 avril fut « étouffée », les faits confirmant que le feu avait été ouvert par les contre-révolutionnaires, c'est-à-dire par les cadets et leurs amis. C'est clair.

Visiblement il en a été de même les 3 et 4 juillet. Aussi, monsieur le procureur, pour complaire à Tsérétéli et consorts, a-t-il beau se moquer de toutes les règles élémentaires d'une enquête judiciaire tant soit peu honnête, ses falsifications apparaissent extrêmement grossières et maladroites.

Le mouvement des 3 et 4 juillet fut la dernière tentative d'inciter, par une manifestation de rue, les Soviets à prendre le pouvoir. Depuis ces journées, les Soviets, c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks qui y détiennent la majorité, transmettent en fait le pouvoir à la contre-révolution : ils font en effet venir à Petrograd des troupes contre-révolutionnaires, ils désarment et dissolvent les régiments révolutionnaires, ils désarment les ouvriers, ils approuvent et tolèrent l'arbitraire et la violence contre les bolcheviks, l'institution de la peine de mort sur le front, etc.

Désormais, le pouvoir militaire et aussi, par suite, le pouvoir politique sont passés entre les mains de la contre-révolution représentée par les cadets et soutenue par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks. Désormais,

le développement pacifique de la révolution n'est plus possible en Russie, et l'histoire pose la question en ces termes : ou bien la victoire complète de la contre-révolution ou bien une nouvelle révolution.

II

Quant à l'accusation d'espionnage et d'intelligence avec l'Allemagne, elle rappelle en tous points l'affaire Beylis, et nous ne pourrons nous y arrêter que très brièvement. L'« instruction » ne fait ici que répéter les calomnies d'Alexinski, diffamateur notoire, et falsifier les faits avec une singulière maladresse.

Il est faux que j'aie été arrêté en Autriche avec Zinoviev en 1914. Il n'y a eu que moi d'arrêté.

Il est faux que j'aie été arrêté en qualité de sujet russe. J'ai été arrêté comme suspect d'espionnage: un gendarme autrichien avait pris pour des « plans » les diagrammes des statistiques agraires qu'il avait trouvés dans mes cahiers! Ce gendarme avait visiblement une mentalité analogue à celle d'Alexinski et du groupe de l'*Edinstvo*. Mais je crois avoir battu le record des persécutions dont un internationaliste peut être l'objet, ayant été poursuivi pour espionnage dans des pays appartenant aux *d e u x* coalitions belligérantes, en Autriche par les gendarmes, en Russie par les cadets, Alexinski et consorts.

Il est faux que Hanecki ait contribué à me tirer de prison en Autriche. C'est Victor Adler qui y contribua en faisant honte de mon incarcération aux autorités autrichiennes. Ce furent aussi les Polonais, qui rougissaient de voir un révolutionnaire russe aussi odieusement emprisonné, en terre polonaise.

Mensonge infâme, l'affirmation que j'étais en rapports avec Parvus, que je visitais les camps de prisonniers, etc. Rien de pareil ne s'est produit et ne pouvait se produire. Notre journal le *Social-Démocrate* qualifia Parvus de renégat et de Plékhanov allemand *, dès la publication des premiers numéros de sa revue *Die Glocke* (*La Cloche* [85]).

* Cf. Œuvres, Paris-Moscou, tome 21, pp. 437-438. (*N.R.*)

Parvus est un social-chauvin au service de l'Allemagne, de même que Plékhanov est un social-chauvin au service de la Russie. Internationalistes révolutionnaires, nous n'avions et ne pouvions rien avoir de commun avec les social-chauvins allemands, russes ou ukrainiens (*Ligue pour la libération de l'Ukraine*).

Steinberg est membre du comité des émigrés de Stockholm. Je l'ai vu à Stockholm pour la première fois. Il arriva à Petrograd vers le 20 avril ou un peu plus tard et demanda, je m'en souviens, des subsides pour la société des émigrés. Le procureur pourrait très facilement vérifier mes dires, s'il en éprouvait le désir.

Le procureur spécule sur les relations de Parvus et de Hanecki, et de ce dernier avec Lénine ! Pure fourberie, car chacun sait que Hanecki avait des affaires d'argent avec Parvus et que nous n'en avions aucune avec Hanecki.

Négociant, Hanecki était un employé de Parvus, ou bien faisait des affaires avec lui. Mais bon nombre d'émigrés russes dont les noms ont paru dans la presse ont été employés dans les entreprises et les établissements de Parvus.

Le procureur invoque un autre argument : la correspondance commerciale pouvait, à son avis, servir de couverture à une opération d'espionnage. Je voudrais bien savoir combien de membres des partis cadet, menchevique et socialiste-révolutionnaire devraient être inculpés, en raison de leur correspondance commerciale, si on leur appliquait cette admirable recette !

Mais si le procureur est en possession de divers télégrammes adressés par Hanecki à Sumenson (ces télégrammes ont déjà été publiés), si le procureur sait dans quelle banque Sumenson avait de l'argent, à quelle époque et quelle somme (le procureur a publié quelques chiffres là-dessus), pourquoi n'inviterait-il pas deux ou trois employés de bureau ou de commerce à participer aux travaux de l'instruction ? Ne lui fourniraient-ils pas en deux jours des extraits *c o m p l e t s* de tous les livres de commerce et de banque susceptibles de l'intéresser ?

Le caractère de cette « affaire Beylis » s'est manifesté avec une parfaite évidence dans le fait que le procureur se borne à produire des chiffres partiels. « En six mois, Su-

menson a prélevé sur son compte courant 750 000 roubles, et il lui en est resté 180 000 ! ! » Du moment qu'on publie des chiffres, pourquoi ne dit-on pas avec précision à quel moment et chez qui Sumenson a pris ces sommes « en six mois » et à qui elle les a versées ? Quelles marchandises recevait Sumenson et à quel moment ?

Quoi de plus facile que de se procurer des chiffres précis ? On pouvait et on devait le faire en deux ou trois jours ! On aurait ainsi découvert tout le réseau des affaires commerciales de Hanecki et de Sumenson. Et il ne serait plus resté place pour les vagues insinuations dont use le procureur !

Les fonctionnaires du ministère de Tsérétéli et C^ie^ transcrivent en termes « officiels » les plus basses, les plus infâmes calomnies d'Alexinski : voilà jusqu'où sont tombés les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks !

III

Il serait naturellement d'une bien grande naïveté de prendre les « instructions judiciaires » ouvertes par le ministère Tsérétéli, Kérenski et C^ie^ contre les bolcheviks pour de vrais procès. Ce serait une illusion constitutionnelle vraiment impardonnable.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, coalisés depuis le 6 mai avec les cadets contre-révolutionnaires et souscrivant à la politique de l'offensive, c'est-à-dire à la reprise et à la continuation de la guerre impérialiste, se sont révélés, comme c'était fatal, prisonniers des cadets.

Prisonniers, ils sont obligés de participer aux plus sales besognes, aux plus viles, aux plus calomnieuses manœuvres de leurs maîtres.

L'«affaire» Tchernov commence rapidement à éclairer les plus arriérés, c'est-à-dire à confirmer la justesse de notre point de vue. Quant à la *Retch*, c'est à l'« hypocrite » et au « zimmerwaldien » Tsérétéli qu'elle s'en prend, après Tchernov.

Désormais les aveugles vont voir, les pierres vont parler.

La contre-révolution s'organise. Les cadets en forment la base. L'Etat-major général et le commandement supé-

rieur, Kérenski, qui sont entre leurs mains, la presse des Cent-Noirs qui est à leur service : voilà les alliés de la contre-révolution bourgeoise.

Les infâmes calomnies répandues contre des adversaires politiques aideront le prolétariat à voir plus vite où est la contre-révolution et à la *b a l a y e r* au nom de la liberté, de la paix, du pain aux affamés, de la terre aux paysans.

Rédigé entre le 22 et le 26 juillet (4 et 8 août) 1917
Publié les 26 et 27 juillet 1917 dans les nos 3 et 4 du journal « Rabotchi i soldat »
Signé : N. Lénine

Conforme au manuscrit

LES DÉBUTS DU BONAPARTISME

L'erreur fatale, l'erreur la plus grande que les marxistes puissent commettre aujourd'hui, après la formation du ministère Kérenski, Nékrassov, Avksentiev et consorts [86], serait de prendre les paroles pour des actes, l'apparence illusoire pour la réalité, ou, en général, pour quelque chose de sérieux.

Laissons cette besogne aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks, qui commencent vraiment à jouer le rôle de bouffons auprès du bonapartiste Kérenski. N'est-ce pas en effet une bouffonnerie de voir Kérenski, agissant manifestement aux ordres des cadets, constituer avec Nékrassov, Térechtchenko et Savinkov une sorte de directoire secret, passer sous silence la convocation de l'Assemblée constituante et, d'une façon générale, la déclaration du 8 juillet [87], proclamer, dans un appel à la population, l'union sacrée de toutes les classes, conclure un accord dont les clauses ne sont connues de personne avec Kornilov qui lui avait adressé l'ultimatum le plus insolent, et continuer la politique révoltante des arrestations arbitraires, tandis que les Tchernov, les Avksentiev et les Tsérétéli font des phrases et prennent des poses ?

N'est-il pas bouffon de voir, en des heures pareilles, Tchernov convoquer Milioukov devant un tribunal d'arbitrage, Avksentiev déclamer sur l'inopportunité qu'il y aurait à adopter un point de vue étroit de classe, Tsérétéli et Dan faire adopter par le Comité exécutif central des Soviets les résolutions les plus creuses, avec de phrases, rien que des phrases. Cela rappelle les pires moments où la Ire Douma

constitutionnelle-démocrate se sentait impuissante en face du tsarisme.

De même que les cadets prostituèrent en 1906 la première assemblée des représentants du peuple de Russie et en firent un lamentable moulin à paroles devant la contre-révolution tsariste qui s'affermissait, de même les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont prostitué en 1917 les Soviets en les réduisant à de lamentables moulins à paroles devant la contre-révolution bonapartiste qui s'affermit.

Le ministère Kérenski est incontestablement celui des premiers pas du bonapartisme.

Le principal caractère historique du bonapartisme s'y trouve nettement affirmé : le pouvoir d'Etat, s'appuyant sur la clique militaire (sur les pires éléments de l'armée), louvoie entre deux classes et forces sociales hostiles qui s'équilibrent plus ou moins.

La lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat atteint son plus haut degré d'acuité : les 20 et 21 avril, puis du 3 au 5 juillet, le pays a été à un cheveu de la guerre civile. Ce facteur économique et social ne constitue-t-il pas la base classique du bonapartisme ? D'autres, tout à fait connexes, viennent en outre s'y ajouter : la bourgeoisie jette feu et flamme contre les Soviets, mais ne peut pas *encore* les dissoudre d'un seul coup et les Soviets, prostitués par les Tsérétéli, les Tchernov et consorts, ne peuvent *déjà* plus opposer à la bourgeoisie une résistance sérieuse.

Les grands propriétaires fonciers et les paysans vivent aussi dans une ambiance de veille de guerre civile : les paysans exigent la terre et la liberté et ne peuvent être bridés — si seulement ils peuvent l'être — que par un gouvernement bonapartiste capable de prodiguer sans vergogne, à toutes les classes, des promesses dont aucune ne sera tenue.

Ajoutez à cela les défaites militaires provoquées par une offensive aventureuse, avec son cortège de plus en plus nombreux de phrases sur le salut de la patrie (qui voilent en réalité le désir de sauver le programme impérialiste de la bourgeoisie), et vous obtiendrez un tableau complet de la situation politique et sociale qui caractérise le bonapartisme.

Ne nous laissons donc pas berner par des phrases. Ne nous laissons pas induire en erreur par le fait que le bonapartisme n'en est encore qu'à ses débuts. Il faut justement savoir discerner ses premiers pas pour ne pas se trouver ensuite dans la situation ridicule du philistin obtus qui se met à déplorer la suite d'une action dont il a encouragé le commencement.

Ce serait vraiment faire preuve d'un philistinisme obtus que de se laisser aller aujourd'hui à des illusions constitutionnelles du genre suivant : le ministère actuel semble bien être plus à gauche que tous les précédents (cf. les *Izvestia*) ; une critique bienveillante émanant des Soviets est susceptible de redresser les erreurs du gouvernement ; les arrestations arbitraires et les interdictions arbitraires de journaux ont été des cas isolés qui ne se répéteront plus, il faut l'espérer ; Zaroudny est un honnête homme et la Russie démocratique et républicaine peut très bien avoir des tribunaux équitables, devant lesquels chacun est tenu de comparaître, etc., etc.

La sottise de ces illusions constitutionnelles typiquement philistines est trop évidente pour qu'il vaille la peine d'insister spécialement sur leur réfutation.

Non, la lutte avec la contre-révolution bourgeoise veut que l'on soit clairvoyant et que l'on sache voir et dire ce qui est.

Le bonapartisme n'est pas, en Russie, l'effet du hasard ; c'est le fruit naturel du développement de la lutte des classes dans un pays petit-bourgeois ayant un capitalisme assez développé et un prolétariat révolutionnaire. Les étapes historiques telles que les journées des 20 et 21 avril, du 6 mai, des 9 et 10 juin, des 18 et 19 juin, du 3 au 5 juillet, sont autant de jalons qui montrent clairement comment s'est faite la préparation du bonapartisme. L'erreur serait très grande de croire que les formes démocratiques excluent le bonapartisme. C'est exactement le contraire ; c'est précisément au sein de la démocratie que naît le bonapartisme (l'histoire de France l'a confirmé à deux reprises), quand certains rapports s'établissent entre les classes et leurs luttes.

Mais reconnaître l'inéluctabilité du bonapartisme, ce n'est nullement oublier l'inéluctabilité de sa faillite.

Si nous nous *bornions* à dire que la contre-révolution a momentanément triomphé en Russie, notre constatation ne serait qu'une fuite devant les responsabilités.

Mais si nous analysons la genèse du bonapartisme et si, sans craindre de voir la réalité en face, nous disons à la classe ouvrière et au peuple tout entier que le bonapartisme a réellement fait son apparition en Russie, nous engageons par là même une lutte sérieuse et opiniâtre, d'une vaste envergure politique, s'appuyant sur de profonds intérêts de classe, pour le renversement du bonapartisme.

Le bonapartisme russe de 1917 diffère du bonapartisme français de 1799 et 1849 à ses débuts par divers aspects, et notamment par le fait que pas un des objectifs fondamentaux de la révolution n'est atteint. La lutte autour des questions agraire et nationale ne fait que s'allumer.

Kérenski et les cadets contre-révolutionnaires qui se servent de lui comme d'un pion sur l'échiquier ne peuvent ni convoquer l'Assemblée constituante à la date fixée, ni différer sa convocation sans approfondir, dans les deux cas, la révolution. Et la catastrophe provoquée par la prolongation de la guerre impérialiste continue à se rapprocher avec une force et une rapidité encore bien plus grandes qu'auparavant.

Les détachements d'avant-garde du prolétariat de Russie ont su sortir de nos journées de juin et de juillet sans avoir subi une grande saignée. Le parti du prolétariat a l'entière possibilité de choisir une tactique et une forme d'organisation — ou plusieurs — de telle sorte que les persécutions soudaines (soudaines en apparence) déclenchées par les bonapartistes ne puissent en aucun cas mettre en péril son existence ou l'empêcher de s'adresser directement au peuple.

Que le parti dise hautement et clairement au peuple la vérité sans réticences, qu'il dise que nous assistons aux débuts du bonapartisme ; que le « nouveau » gouvernement Kérenski, Avksentiev et C^ie^ n'est qu'un paravent derrière lequel se dissimulent les cadets contre-révolutionnaires et la clique militaire, véritables détenteurs du pouvoir ; que le peuple n'aura pas la paix, que les paysans

n'auront pas la terre, que les ouvriers n'auront pas la journée de 8 heures, que les affamés n'auront pas de pain sans liquidation complète de la contre-révolution. Que le parti le dise, et le développement des événements montrera, à chacune de ses phases, que le parti a raison.

La Russie a traversé, à vive allure, une période pendant laquelle les partis petits-bourgeois socialiste-révolutionnaire et menchevique eurent la confiance de la majorité du peuple. Dès à présent, la majorité des masses laborieuses commence à payer chèrement cette confiance.

Tout indique que les événements continuent à se dérouler à très vive allure et que le pays approche de la phase suivante pendant laquelle la majorité des travailleurs se verront obligés de confier leur sort au prolétariat révolutionnaire. Le prolétariat révolutionnaire prendra le pouvoir, commencera la révolution socialiste, ralliera autour d'elle, en dépit de toutes les difficultés et de tous les zigzags possibles du développement ultérieur, les prolétaires de tous les pays avancés et vaincra la guerre et le capitalisme.

Le « Rabotchi i Soldat » n° 6, 29 juillet 1917

Conforme au texte du journal

LES ENSEIGNEMENTS DE LA RÉVOLUTION

Ecrit : l'article, à la fin de juillet ; la postface, le 19 (6) septembre 1917
Publié : l'article, les 12 et 13 septembre (30 et 31 août) 1917 dans le journal « Rabotchi » n^os 8 et 9
Signé : dans le n° 8, N-kov, dans le n° 9, N. Lénine ; la postface, en 1917 dans la brochure : N. Lénine « Les enseignements de la révolution », Ed. « Priboï »

Conforme au texte de la brochure

Toute révolution marque un tournant brusque dans la vie d'énormes masses populaires. Tant que ce tournant n'est pas arrivé à maturité, aucune révolution véritable ne saurait se produire. Et, de même que chaque tournant dans la vie d'un homme est pour lui plein d'enseignements, lui fait vivre et sentir quantité de choses, de même la révolution donne au peuple entier, en peu de temps, les leçons les plus substantielles et les plus précieuses.

Pendant la révolution, des millions et des dizaines de millions d'hommes apprennent chaque semaine plus qu'en une année de vie ordinaire, somnolente. Car lors d'un brusque tournant dans la vie de tout un peuple, on aperçoit avec une netteté particulière les fins que poursuivent les différentes classes sociales, les forces dont elles disposent et leurs moyens d'action.

Tout ouvrier conscient, tout soldat, tout paysan doit mûrement réfléchir aux enseignements de la révolution russe, surtout maintenant, à la fin de juillet, quand il apparaît clairement que la première phase de notre révolution a abouti à un échec.

I

En effet, voyons ce que les masses ouvrières et paysannes voulaient obtenir en faisant la révolution. Qu'attendaient-elles de la révolution ? On sait qu'elles en attendaient la liberté, la paix, le pain, la terre.

Or, que voyons-nous maintenant ?

Au lieu de la liberté, on commence à rétablir l'arbitraire d'autrefois. La peine de mort est instituée sur le front [88]

pour les soldats. On traduit devant les tribunaux les paysans qui, d'autorité, se sont emparés des terres des grands propriétaires fonciers. Les imprimeries des journaux ouvriers sont saccagées. Les journaux ouvriers sont interdits sans jugement. On arrête les bolcheviks, souvent sans même formuler contre eux la moindre accusation ou en en formulant de manifestement calomnieuses.

On objectera peut-être que les persécutions dont les bolcheviks sont l'objet ne constituent pas une atteinte à la liberté, puisqu'elles ne visent que des personnes déterminées, sur lesquelles pèsent des accusations précises. Mais cette objection est d'une mauvaise foi notoire et évidente. Comment peut-on, en effet, saccager une imprimerie et interdire des journaux pour des délits commis par des individus, ces délits fussent-ils prouvés et reconnus par un tribunal ? Il en serait autrement si le gouvernement avait reconnu pour criminels, au regard de la loi, le parti bolchevique tout entier, son orientation, ses idées. Mais chacun sait que le gouvernement de la libre Russie ne pouvait rien faire et n'a rien fait de tout cela.

Ce qui montre surtout le caractère calomnieux des accusations formulées contre les bolcheviks, c'est que les journaux des grands propriétaires fonciers et des capitalistes se sont furieusement attaqués aux bolcheviks à cause de la lutte menée par ceux-ci contre la guerre, contre les grands propriétaires fonciers et contre les capitalistes, et que ces journaux réclamaient ouvertement l'arrestation et la persécution des bolcheviks alors qu'aucune accusation contre aucun bolchevik n'avait encore été montée.

Le peuple veut la paix. Or, le gouvernement révolutionnaire de la libre Russie a recommencé la guerre de conquêtes en exécution de traités secrets, ceux-là mêmes que l'ex-tsar Nicolas II avait conclus avec les capitalistes anglais et français pour que les capitalistes de Russie puissent piller les peuples étrangers. Ces traités secrets ne sont toujours pas publiés. Le gouvernement de la libre Russie a éludé la question par des dérobades et n'a pas proposé jusqu'à ce jour une paix équitable à tous les peuples.

Il n'y a pas de pain. De nouveau, la famine menace. Tous voient que les capitalistes et les riches trompent sans vergogne le Trésor sur les fournitures de guerre (actuellement, la guerre coûte au peuple 50 millions de roubles par jour) ; qu'ils réalisent, grâce à la hausse des prix, des bénéfices exorbitants, tandis que rien, absolument rien, n'a été fait pour organiser un recensement sérieux de la production et de la répartition des produits par les ouvriers. Les capitalistes, de plus en plus arrogants, jettent les ouvriers sur le pavé, cela à un moment où le peuple souffre de la disette de marchandises.

L'immense majorité des paysans ont proclamé haut et clair, en une longue suite de congrès, qu'ils considéraient l'existence de la grande propriété foncière comme une injustice et un vol. Et le gouvernement, qui se prétend révolutionnaire et démocratique, continue depuis des mois à berner les paysans, à les tromper par des promesses et des atermoiements. Durant des mois les capitalistes n'ont pas permis au ministre Tchernov de promulguer la loi interdisant l'achat et la vente des terres. Et lorsque cette loi a enfin été promulguée, les capitalistes ont déclenché contre Tchernov une odieuse campagne de calomnies qu'ils continuent jusqu'à ce jour. Dans son zèle à défendre les grands propriétaires fonciers, le gouvernement en est arrivé à une telle impudence qu'il commence à faire poursuivre en justice les paysans qui se sont emparés « arbitrairement » des terres.

On berne les paysans en leur recommandant d'attendre l'Assemblée constituante, cette Assemblée dont les capitalistes continuent à différer la convocation. Maintenant que, sous la pression des bolcheviks, sa convocation a été fixée au 30 septembre, les capitalistes crient bien haut que ce délai est trop court, « impossible » ; et ils exigent que l'Assemblée soit renvoyée à une date ultérieure... Les membres les plus influents du parti des capitalistes et des grands propriétaires fonciers — le parti « cadet » ou parti de la « liberté du peuple » — préconisent ouvertement, comme Panina par exemple, le renvoi de l'Assemblée constituante à la fin de la guerre.

Pour la terre, attends jusqu'à l'Assemblée constituante. Pour l'Assemblée constituante, attends jusqu'à la fin

de la guerre. Pour la fin de la guerre, attends jusqu'à la victoire totale. Voilà ce qu'il en est. Les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, qui ont la majorité dans le gouvernement, se moquent tout bonnement des paysans.

II

Mais comment cela a-t-il pu se produire dans un pays libre, après que le pouvoir tsariste a été renversé ?

Dans un pays non libre, le peuple est gouverné par un tsar et une poignée de grands propriétaires fonciers, de capitalistes, de fonctionnaires que personne n'a élus.

Dans un pays libre, le peuple n'est gouverné que par ceux qu'il a lui-même élus à cet effet. Aux élections, le peuple se divise en partis, et chaque classe de la population forme ordinairement son propre parti. Ainsi, les grands propriétaires fonciers, les capitalistes, les paysans, les ouvriers forment des partis distincts. C'est pourquoi le peuple des pays libres est gouverné par le moyen d'une lutte ouverte entre les partis et de libres accords entre ces derniers.

Après le renversement du pouvoir tsariste, le 27 février 1917, la Russie fut gouvernée pendant près de quatre mois comme un pays libre, précisément par le moyen d'une lutte ouverte entre des partis librement formés et de libres accords entre eux. Aussi, pour comprendre le développement de la révolution russe, faut-il établir avant tout quels étaient les principaux partis en présence, quelles étaient les classes dont ils défendaient les intérêts, quels étaient les rapports qui existaient entre tous ces partis.

III

Après le renversement du tsarisme, le pouvoir d'Etat passa aux mains du premier Gouvernement provisoire. Celui-ci était composé de représentants de la bourgeoisie, c'est-à-dire des capitalistes auxquels s'étaient joints les grands propriétaires fonciers. Le parti « cadet », principal parti des capitalistes, y tenait la première place comme parti dirigeant et gouvernemental de la bourgeoisie.

Ce n'est pas par hasard que le pouvoir est tombé aux mains de ce parti, bien que ce ne soient pas les capitalistes, évidemment, mais les ouvriers, les paysans, les matelots et les soldats qui aient combattu les troupes du tsar et versé leur sang pour la liberté. Le pouvoir est tombé aux mains du parti des capitalistes parce que cette classe possédait la force que donnent la richesse, l'organisation et l'instruction. Depuis 1905, et surtout pendant la guerre, la classe des capitalistes et des grands propriétaires fonciers qui marchent de conserve avec eux a fait en Russie de grands progrès quant à son organisation.

Le parti cadet a toujours été un parti monarchiste, aussi bien en 1905 que de 1905 à 1917. Au lendemain de la victoire du peuple sur la tyrannie tsariste, ce parti se déclara républicain. L'histoire montre que, lorsque le peuple triomphe de la monarchie, les partis capitalistes consentent toujours à être républicains, pourvu qu'ils puissent sauvegarder les privilèges des capitalistes et leur pouvoir absolu sur le peuple.

En paroles, le parti cadet est pour la « liberté du peuple ». En fait, il est pour les capitalistes ; c'est pourquoi tous les grands propriétaires fonciers, tous les monarchistes, tous les Cent-Noirs, se sont aussitôt rangés de son côté. Témoin la presse et les élections. Après la révolution, tous les journaux bourgeois et toute la presse des Cent-Noirs se sont mis à chanter à l'unisson avec les cadets. Tous les partis monarchistes, n'osant pas se présenter ouvertement aux élections, ont soutenu le parti cadet, comme ce fut le cas à Petrograd.

Maîtres du pouvoir, les cadets se sont employés de toutes leurs forces à continuer la guerre de conquête et de brigandage commencée par le tsar Nicolas II, qui avait signé des traités secrets de brigandage avec les capitalistes anglais et français. Ces traités promettaient aux capitalistes russes, en cas de victoire, l'annexion et de Constantinople, et de la Galicie, et de l'Arménie, etc. Quant au peuple, le gouvernement des cadets lui donnait le change par des dérobades et des promesses vaines, renvoyant le règlement de tous les grands problèmes d'un intérêt vital pour les ouvriers et les paysans à l'Assemblée constituante, dont il ne fixait d'ailleurs pas la date de convocation.

Le peuple, profitant de la liberté, commença à s'organiser de lui-même. Les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans étaient l'organisation principale des ouvriers et des paysans, qui forment l'immense majorité de la population de la Russie. Ces Soviets avaient commencé à se constituer dès la révolution de Février ; quelques semaines plus tard, dans la plupart des grandes villes de Russie et dans nombre de districts, tous les éléments conscients et avancés de la classe ouvrière et de la paysannerie étaient groupés dans les Soviets.

Les Soviets avaient été élus en toute liberté. Ils étaient les organisations authentiques des masses populaires, ouvrières et paysannes, les organisations authentiques de l'immense majorité du peuple. Les ouvriers et les paysans revêtus de l'uniforme militaire étaient armés.

Il va sans dire que les Soviets pouvaient et devaient prendre en main tout le pouvoir d'État. Il n'aurait dû y avoir dans l'Etat, jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante, aucun autre pouvoir que les Soviets. Alors seulement notre révolution aurait été vraiment populaire, vraiment démocratique. Alors seulement les masses laborieuses, qui aspirent réellement à la paix, qui ne sont réellement pas intéressées à une guerre de conquête, auraient pu commencer à appliquer, avec résolution et fermeté, une politique susceptible de mettre un terme à la guerre de conquête et d'amener la paix. Alors seulement les ouvriers et les paysans auraient pu mater les capitalistes qui réalisent des bénéfices fabuleux « grâce à la guerre » et qui ont conduit le pays à la ruine et à la famine. Mais, dans les Soviets, seule une minorité de députés se rangeait du côté du parti des ouvriers révolutionnaires, des social-démocrates bolcheviques, qui exigeaient la remise de tout le pouvoir d'Etat aux Soviets. Quant à la majorité des députés, elle se rangeait du côté du parti social-démocrate menchevique et du parti socialiste-révolutionnaire, qui étaient contre la remise du pouvoir aux Soviets. Au lieu de supprimer le gouvernement de la bourgeoisie et de le remplacer par un gouvernement des Soviets, ces partis préconisaient le soutien du gouvernement de la bourgeoisie, l'entente avec lui, la formation d'un gouvernement de coalition. C'est dans cette politique d'entente avec la bourgeoisie, pratiquée par les partis socialiste-

révolutionnaire et menchevique à qui la majorité du peuple avait donné sa confiance, que réside le contenu essentiel du développement de la révolution au cours de ces cinq premiers mois.

IV

Voyons d'abord comment se faisait cette politique d'entente des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks avec la bourgeoisie. Nous rechercherons ensuite la raison pour laquelle la majorité du peuple leur a fait confiance.

V

La politique d'entente des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires avec les capitalistes a été pratiquée, tantôt sous une forme, tantôt sous une autre, à toutes les étapes de la révolution russe.

Juste à la fin de février 1917, dès que le peuple eut remporté la victoire et que le pouvoir tsariste eut été renversé, le Gouvernement provisoire des capitalistes s'adjoignit Kérenski, en tant que « socialiste ». A la vérité, Kérenski n'avait jamais été socialiste ; il n'était que troudovik [89] et ne commença à figurer parmi les « socialistes-révolutionnaires » qu'à partir de mars 1917, c'est-à-dire au moment où la chose n'offrait plus aucun danger et ne laissait pas d'être avantageuse. Le Gouvernement provisoire capitaliste s'appliqua aussitôt, par l'intermédiaire de Kérenski, vice-président du Soviet de Petrograd, à s'attacher le Soviet, à l'apprivoiser. Et le Soviet — c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks qui y prédominaient — se laissa apprivoiser : dès la formation du Gouvernement provisoire capitaliste, il accepta de « le soutenir » « dans la mesure » où il remplirait ses engagements.

Le Soviet se considérait comme un organisme de vérification, de contrôle des actes du Gouvernement provisoire. Les leaders du Soviet instituèrent une commission dite « de contact », qui devait assurer la liaison avec le gouvernement [90]. Au sein de cette commission de contact, les leaders socialistes-révolutionnaires et mencheviques du Soviet, qui

étaient à vrai dire des ministres sans portefeuille ou des ministres non officiels, étaient constamment en pourparlers avec le gouvernement des capitalistes.

Cet état de choses dura pendant tout le mois de mars et presque tout le mois d'avril. Les capitalistes procédaient par atermoiements et dérobades, cherchant à gagner du temps. Pendant cette période, le gouvernement capitaliste ne prit aucune mesure tant soit peu sérieuse pour développer la révolution. Même pour s'acquitter de la tâche immédiate qui lui incombait directement — convoquer l'Assemblée constituante —, le gouvernement ne fit absolument rien ; il ne posa pas la question devant les organisations locales, il ne créa même pas la commission centrale qui devait l'étudier. Le gouvernement n'avait qu'une seule préoccupation : renouveler secrètement les traités internationaux de brigandage que le tsar avait signés avec les capitalistes d'Angleterre et de France ; freiner, aussi prudemment et insensiblement que possible, la révolution ; tout promettre, ne rien tenir. A la « commission de contact », les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks faisaient figure de benêts que l'on nourrit de phrases pompeuses, de promesses, de « tu l'auras ». Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se laissaient prendre à la flatterie comme le corbeau de la fable et écoutaient avec plaisir les capitalistes qui protestaient de leur haute estime pour les Soviets sans lesquels, disaient-ils, ils n'entreprenaient rien.

En fait, le temps passait, sans que le gouvernement des capitalistes eût absolument rien fait pour la révolution. Mais, contre la révolution, il avait réussi pendant ce temps à renouveler les traités secrets de brigandage, ou plus exactement, à les sanctionner et à les « ranimer » par des négociations complémentaires, non moins secrètes, avec les diplomates de l'impérialisme anglo-français. Contre la révolution, le gouvernement avait réussi pendant ce temps à jeter les bases d'une organisation (ou du moins d'un rapprochement) contre-révolutionnaire des généraux et des officiers de l'armée engagée sur les théâtres d'opérations. Contre la révolution, le gouvernement avait commencé à organiser les industriels, les fabricants, les usiniers, qui, contraints de faire concession sur concession sous la poussée

des ouvriers, commençaient cependant, en même temps, à saboter la production et à en préparer l'arrêt au moment propice.

Cependant, l'organisation des ouvriers et des paysans d'avant-garde dans les Soviets progressait sans cesse. Les meilleurs représentants des classes opprimées se rendaient compte que le gouvernement, malgré son accord avec le Soviet de Petrograd, malgré la grandiloquence de Kérenski, malgré l'existence de la « commission de contact », restait un ennemi du peuple, un ennemi de la révolution. Les masses se rendaient compte que, si la résistance des capitalistes n'était pas brisée, la cause de la paix, de la liberté, de la révolution serait perdue à coup sûr. L'impatience et la colère grandissaient dans les masses.

VI

Elles débordèrent les 20 et 21 avril. Le mouvement fut spontané, personne ne l'avait préparé. Il était si nettement dirigé contre le gouvernement qu'un régiment manifesta même en armes et se présenta au palais Marie pour arrêter les ministres. Il apparut clairement aux yeux de tous que le gouvernement ne pouvait plus se maintenir. Les Soviets pouvaient (et devaient) prendre le pouvoir en main sans rencontrer la moindre résistance de quelque côté que ce fût. Au lieu de cela, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks soutinrent le gouvernement capitaliste en train de s'effondrer, se lièrent davantage par la recherche d'accords avec lui et prirent des initiatives plus funestes encore, qui conduisaient la révolution à sa perte.

La révolution instruit toutes les classes avec une rapidité et une profondeur inconnues en temps ordinaire, en temps de paix. Les capitalistes, mieux organisés et plus expérimentés en matière de lutte des classes et de politique s'instruisirent plus vite que les autres. Voyant que la situation du gouvernement était intenable, ils eurent recours à un procédé dont ont usé des dizaines d'années durant, depuis 1848, les capitalistes des autres pays, afin de mystifier, de diviser et d'affaiblir les ouvriers. Ce procédé consiste à former un ministère dit de « coalition », c'est-à-dire réunissant

des représentants de la bourgeoisie et des transfuges du socialisme.

Dans les pays où la liberté et la démocratie existent depuis plus longtemps qu'ailleurs à côté du mouvement ouvrier révolutionnaire, en Angleterre et en France, les capitalistes ont maintes fois usé de ce procédé avec grand succès. Les chefs « socialistes », entrés dans un ministère bourgeois, ne manquaient pas de se révéler des hommes de paille, des marionnettes, qui jouaient le rôle de paravent pour les capitalistes, d'instrument de mystification à l'égard des ouvriers. Les capitalistes « démocrates et républicains » de Russie ont eu recours à ce même procédé. Socialistes-révolutionnaires et mencheviks se sont tout de suite laissé jouer et, le 6 mai, un ministère « de coalition » comprenant Tchernov, Tsérétéli et C^ie était un fait accompli.

Les benêts des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique exultaient, pâmés d'admiration sous les rayons de la gloire ministérielle de leurs chefs. Les capitalistes, ravis, se frottaient les mains ; ils s'étaient assuré contre le peuple le concours des « chefs des Soviets », qui leur avaient promis de soutenir des « actions offensives sur le front », c'est-à-dire la reprise de la guerre impérialiste de brigandage, qui avait été sur le point de s'interrompre pour de bon. Les capitalistes connaissaient bien la présomptueuse impuissance de ces chefs ; ils savaient que les promesses faites par la bourgeoisie — au sujet du contrôle et même de l'organisation de la production, au sujet de la politique de paix, etc., — ne seraient jamais tenues.

C'est ce qui se produisit. La deuxième phase du développement de la révolution, du 6 mai au 9 ou au 18 juin, a parfaitement confirmé les calculs des capitalistes qui avaient compté se jouer sans peine des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.

Pendant que Péchékhonov et Skobélev se leurraient eux-mêmes et leurraient le peuple par des phrases pompeuses, en disant qu'on prélèverait 100% sur les profits des capitalistes, que la « résistance » de ces derniers « était brisée », etc., les capitalistes continuaient à se renforcer. Pratiquement, rien, mais absolument rien ne fut fait pendant ce temps pour mater les capitalistes. Les transfuges du socialisme devenus ministres n'étaient en réalité que des

machines à parler, destinées à donner le change aux classes opprimées cependant que tout l'appareil de l'administration d'État demeurait aux mains de la bureaucratie (des fonctionnaires) et de la bourgeoisie. Le fameux Paltchinski, sous-secrétaire d'Etat à l'Industrie, était le représentant typique de cet appareil, qui entravait la réalisation de toutes les mesures dirigées contre les capitalistes. Les ministres bavardaient, et les choses restaient inchangées.

La bourgeoisie se servait surtout du ministre Tsérétéli pour combattre la révolution. On l'envoya « apaiser » Cronstadt : les révolutionnaires de là-bas avaient eu le front de destituer le commissaire [91] nommé par le gouvernement. La presse bourgeoise lança contre Cronstadt une campagne extrêmement tapageuse, haineuse, acharnée, de mensonges, de calomnies et d'excitations, l'accusant de vouloir « se séparer de la Russie », répétant cette ineptie et d'autres analogues sur tous les tons, terrorisant la petite bourgeoisie et les philistins. Tsérétéli, représentant le plus typique des philistins obtus et terrorisés, s'est laissé prendre avec une « bonne foi » inégalable à l'hameçon des calomnies répandues par la bourgeoisie ; plus que tous les autres, il s'employa avec zèle à « foudroyer et mater » Cronstadt, sans comprendre qu'il jouait le rôle d'un valet de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Il se trouva être l'instrument grâce auquel un « accord » fut passé avec Cronstadt révolutionnaire, en ce sens que le commissaire de la ville n'était pas purement et simplement nommé par le gouvernement, mais élu à Cronstadt et *agréé* par le gouvernement. C'est à ces misérables compromis que consacraient leur temps les ministres transfuges passés du socialisme dans le camp de la bourgeoisie.

Là où un ministre bourgeois n'aurait pas pu se présenter pour assumer la défense du gouvernement, devant les ouvriers révolutionnaires ou dans les Soviets, on voyait paraître (ou plutôt la bourgeoisie y envoyait) un ministre « socialiste » — Skobélev, Tsérétéli, Tchernov, d'autres encore — qui œuvrait en conscience au profit de la bourgeoisie, suait sang et eau pour défendre le ministère, blanchissait les capitalistes, bernait le peuple en répétant des promesses, des promesses et des promesses, et en lui recommandant d'attendre, d'attendre et d'attendre.

Le ministre Tchernov était surtout absorbé par des marchandages avec ses collègues bourgeois ; jusqu'en juillet même, jusqu'à la nouvelle « crise du pouvoir » qui s'ouvrit alors à la suite du mouvement des 3 et 4 juillet, jusqu'à la démission des ministres cadets, le ministre Tchernov consacra tout son temps à une œuvre utile, intéressante et profondément conforme aux aspirations du peuple : il « exhortait », il engageait ses collègues bourgeois à consentir au moins à l'interdiction des transactions de vente et d'achat des terres. Cette mesure fut solennellement promise aux paysans, au congrès (Soviet) des députés paysans de Russie à Petrograd. Promesse qui n'a jamais été tenue. Tchernov ne put la tenir ni en mai ni en juin, jusqu'au moment où la vague révolutionnaire des 3 et 4 juillet, explosion spontanée qui coïncida avec la démission des ministres cadets, lui permit d'appliquer cette mesure. Mais, même alors, ce ne fut qu'une mesure isolée, impuissante à améliorer sérieusement la situation des paysans en lutte pour la terre, contre les grands propriétaires fonciers.

Sur le front, la tâche contre-révolutionnaire, impérialiste, de reprendre la guerre impérialiste de brigandage, tâche dont un Goutchkov détesté du peuple n'avait pu s'acquitter, était à ce moment accomplie brillamment et avec succès par le « démocrate révolutionnaire » Kérenski, membre tout frais émoulu du parti socialiste-révolutionnaire. Kérenski se laissait griser par son éloquence ; les impérialistes, qui le maniaient comme on pousse un pion sur l'échiquier, lui offraient de l'encens, le flattaient, l'idolâtraient. Tout cela parce qu'il servait avec foi et amour les intérêts des capitalistes et engageait les « troupes révolutionnaires » à accepter la reprise de la guerre en exécution des traités conclus par le tsar Nicolas II avec les capitalistes d'Angleterre et de France, de la guerre menée pour faire obtenir aux capitalistes russes Constantinople et Lvov, Erzéroum et Trébizonde.

Ainsi se passa la deuxième période de la révolution russe, du 6 mai au 9 juin. La bourgeoisie contre-révolutionnaire se renforça, se consolida, sous le couvert et sous l'égide des ministres « socialistes » ; elle prépara l'offensive à la fois contre l'ennemi extérieur et contre l'ennemi intérieur, c'est-à-dire contre les ouvriers révolutionnaires.

VII

Le parti des ouvriers révolutionnaires, le parti bolchevique, préparait pour le 9 juin une manifestation à Petrograd, afin de permettre aux masses d'affirmer de façon organisée leur mécontentement et leur indignation irrésistiblement accrus. Les chefs socialistes-révolutionnaires et menchéviques, empêtrés dans leurs accords avec la bourgeoisie et liés par la politique impérialiste de l'offensive, furent terrifiés en sentant s'effondrer l'influence dont ils jouissaient auprès des masses. Et ce fut contre la manifestation une clameur générale, qui associait cette fois aux cadets contre-révolutionnaires les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks. Sous la direction de ces derniers et par suite de leur politique d'entente avec les capitalistes, la volte-face opérée par les masses petites-bourgeoises vers une alliance avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire se précisa complètement, se dessina avec un relief saisissant. Là est la portée historique, la signification de classe, de la crise du 9 juin.

Les bolchéviks décommandèrent la manifestation, inspirés par le souci de ne pas mener les ouvriers à une bataille désespérée, à ce moment-là, contre les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks réunis. Mais ces deux derniers partis, désireux de conserver tout au moins quelque reste de la confiance des masses, se virent obligés de fixer au 18 juin une manifestation commune. L'exaspération de la bourgeoisie était à son comble, car elle interprétait à juste titre cette décision comme l'indice que la démocratie petite-bourgeoise penchait vers le prolétariat ; elle résolut de paralyser l'action de la démocratie en déclenchant l'offensive sur le front.

Effectivement, le 18 juin, les mots d'ordre du prolétariat révolutionnaire, les mots d'ordre du bolchévisme remportaient une victoire particulièrement imposante parmi les masses de Pétersbourg et, le 19 juin, la bourgeoisie et le bonapartiste* Kérenski annonçaient solennellement

* Le bonapartisme (du nom des deux empereurs français) est un gouvernement qui affecte d'être indépendant des partis, en mettant à profit la lutte aiguë que mènent entre eux les partis des capitalistes et des ouvriers. Servant en réalité les capitalistes, un gouvernement de ce genre s'attache surtout à tromper les ouvriers par des promesses et de menues aumônes.

que, justement le 18, l'offensive avait commencé sur le front.

Pratiquement l'offensive signifiait la reprise de la guerre de brigandage dans l'intérêt des capitalistes, contre la volonté de l'immense majorité des travailleurs. Aussi l'offensive impliquait-elle nécessairement, d'une part, une accentuation prodigieuse du chauvinisme et le passage du pouvoir militaire (et, par conséquent, politique) à la clique militaire des bonapartistes ; d'autre part, l'emploi de la violence contre les masses, la persécution des internationalistes, la suppression de la liberté d'agitation, les arrestations et les exécutions des adversaires de la guerre.

Si le 6 mai avait attaché les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks au char triomphal de la bourgeoisie par une corde, le 19 juin les y a rivés, et en tant que serviteurs des capitalistes, par une chaîne.

VIII

Par suite de la reprise de la guerre de brigandage, la colère des masses s'intensifia, naturellement, avec une rapidité et une violence accrues. Les 3 et 4 juillet, leur indignation éclata, malgré les efforts des bolcheviks pour contenir l'explosion à laquelle ils devaient, bien entendu, s'efforcer de donner une forme aussi organisée que possible.

Esclaves de la bourgeoisie, enchaînés par leur maître, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks acceptèrent tout : et le rappel de troupes réactionnaires à Petrograd, et le rétablissement de la peine de mort, et le désarmement des ouvriers et des troupes révolutionnaires, et les arrestations, les poursuites, l'interdiction des journaux sans jugement. Le pouvoir, que la bourgeoisie ne pouvait prendre en entier au sein du gouvernement et dont les Soviets ne voulaient pas, tomba aux mains des bonapartistes, de la clique militaire, soutenue sans réserve, cela s'entend, par les cadets et les Cent-Noirs, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

De déchéance en déchéance. Une fois engagés sur la pente d'une entente avec la bourgeoisie, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks glissèrent irrésistiblement

et touchèrent le fond. Le 28 février, au Soviet de Petrograd, ils avaient promis un soutien conditionnel au gouvernement bourgeois. Le 6 mai, ils le sauvaient de la déconfiture et, en acceptant l'offensive, se laissaient transformer en valets et en défenseurs du gouvernement. Le 9 juin, ils s'unissaient à la bourgeoisie contre-révolutionnaire dans sa campagne de haine farouche, de mensonges et de calomnies contre le prolétariat révolutionnaire. Le 19 juin, ils approuvaient la reprise, devenue effective, de la guerre de rapine. Le 3 juillet, ils acceptaient que l'on fît venir les troupes réactionnaires ; ce fut le début de l'abandon définitif du pouvoir aux bonapartistes. De déchéance en déchéance.

Cette fin honteuse des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique n'est pas l'effet du hasard ; c'est le résultat, maintes fois confirmé par l'expérience européenne, de la situation économique des petits patrons, de la petite bourgeoisie.

IX

Tout le monde évidemment a observé que les petits patrons se mettent en quatre, font l'impossible pour « parvenir », devenir de vrais patrons, se hausser au niveau de patron « aisé », au niveau de la bourgeoisie. Tant que règne le capitalisme, les petits patrons n'ont que cette alternative : ou devenir eux-mêmes capitalistes (ce qui arrive, dans le meilleur des cas, à un petit patron sur cent), ou passer à l'état de petit patron ruiné, de semi-prolétaire, puis de prolétaire. Il en est de même en politique : la démocratie petite-bourgeoise, notamment ses chefs, s'aligne sur la bourgeoisie. Les chefs de la démocratie petite-bourgeoise bercent leurs masses de promesses et d'assurances sur la possibilité d'une entente avec les gros capitalistes. En mettant les choses au mieux, ils obtiennent des capitalistes, pour un temps très court et au profit d'une faible couche supérieure des masses laborieuses, de menues concessions. Mais, dans toutes les questions décisives, importantes, la démocratie petite-bourgeoise a toujours été à la remorque de la bourgeoisie dont elle était un appendice impuissant et a toujours été un instrument docile entre

les mains des rois de la finance. L'expérience de l'Angleterre et de la France a maintes fois confirmé cette vérité.

L'expérience de la révolution russe pendant laquelle les événements, influencés surtout par la guerre impérialiste et la crise profonde qu'elle a provoquée, se sont déroulés avec une rapidité extrême, cette expérience de février à juillet 1917 a confirmé avec une vigueur et une netteté remarquables le vieil axiome marxiste de l'instabilité de la petite bourgeoisie.

L'enseignement de la révolution russe, c'est que les masses laborieuses ne pourront s'arracher à l'étreinte de fer de la guerre, de la famine et du joug des grands propriétaires fonciers et des capitalistes qu'à la condition de rompre complètement avec les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, de prendre nettement conscience du rôle de trahison de ces partis, de repousser toute entente avec la bourgeoisie, de passer résolument aux côtés des ouvriers révolutionnaires. Seuls les ouvriers révolutionnaires, s'ils sont soutenus par les paysans pauvres, sont en mesure de briser la résistance des capitalistes, de conduire le peuple à la conquête sans rachat de la terre, à la liberté complète, à la victoire sur la famine, à la victoire sur la guerre, à une paix juste et durable.

POSTFACE

Cet article, comme il ressort du texte, fut écrit fin juillet.

L'histoire de la révolution au cours du mois d'août en a pleinement confirmé le contenu. Ensuite, fin août, la rébellion de Kornilov [92] a amené la révolution à un nouveau tournant, en montrant nettement au peuple entier que les cadets unis aux généraux contre-révolutionnaires entendaient dissoudre les Soviets et rétablir la monarchie. Quelle est la force de ce nouveau tournant de la révolution et réussira-t-il à mettre un terme à la funeste politique d'entente avec la bourgeoisie ? C'est ce que montrera le proche avenir...

N. Lénine

6 septembre 1917.

A PROPOS DU DISCOURS DE KAMÉNEV AU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DES SOVIETS SUR LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM [93]

Le discours prononcé le 6 août par le camarade Kaménev, au Comité exécutif central des Soviets, sur la conférence de Stockholm, ne peut manquer de provoquer une riposte de la part des bolcheviks demeurés fidèles à leur parti et à leurs principes.

Dès la première phrase, le camarade Kaménev a fait une réserve de pure forme, qui donne à son discours un caractère vraiment monstrueux. Le camarade Kaménev déclare ne parler qu'en son nom propre, « notre fraction n'ayant pas encore débattu cette question ».

Premièrement, depuis quand les membres d'un parti organisé prennent-ils la parole « en leur nom propre » sur des questions importantes ? La fraction n'ayant pas débattu la question, le camarade Kaménev n'avait pas le droit d'intervenir.

C'est la première observation qu'appellent ses propres paroles.

Deuxièmement : de quel droit le camarade Kaménev a-t-il oublié qu'il existe une décision du C.C. du parti contre la participation à la conférence de Stockholm ? Tant que cette décision n'a pas été abrogée par un congrès ou par une nouvelle décision du Comité central, elle est la loi du parti. Si elle avait été abrogée, le camarade Kaménev n'aurait pas pu le passer sous silence et n'aurait pas pu dire, s'exprimant au passé : « Nous, bolcheviks, avons

observé, jusqu'à ce jour, une attitude négative à l'égard de la conférence de Stockholm. »

Là encore on aboutit à la même conclusion : non seulement Kaménev n'avait pas le droit de prendre la parole, mais encore il a délibérément enfreint une décision du parti, délibérément parlé contre le parti, combattu la volonté du parti, puisqu'il n'a fait aucune mention de la décision du Comité central à laquelle il est tenu de se conformer. Cette décision a pourtant été publiée en son temps dans la *Pravda*, suivie même d'une note dans laquelle il était dit que le délégué du parti quitterait la conférence de Zimmerwald si celle-ci se prononçait pour la participation à la conférence de Stockholm*.

Kaménev a présenté inexactement les raisons qui déterminaient « naguère » l'attitude négative des bolcheviks à l'égard de la conférence de Stockholm. Il a passé sous silence le fait que des social-impérialistes y participeront et que tout rapport avec ces gens-là est déshonorant pour un social-démocrate révolutionnaire.

Si fâcheux qu'il soit de l'avouer, il faut le faire : Starostine, qui a commis tant d'erreurs et tant de confusions, a exprimé le point de vue de la social-démocratie révolutionnaire mille fois mieux que Kaménev, avec mille fois plus d'exactitude et de dignité. Discuter avec des social-impérialistes, des ministres, des complices de la sanglante répression qui a lieu en Russie, c'est une honte et une trahison. On ne peut alors parler d'internationalisme.

Les arguments de fond invoqués par Kaménev en faveur de la « modification » de notre point de vue sur la conférence de Stockholm sont faibles à en être ridicules.

« Nous nous sommes rendu compte, a dit Kaménev, que Stockholm cessait (? ?) à partir de ce moment (? ?) d'être un instrument aveugle entre les mains des Etats impérialistes. »

C'est faux. Aucun fait ne le prouve et Kaménev n'a rien pu apporter de sérieux pour étayer son affirmation. Que les social-impérialistes anglo-français n'aillent pas à cette conférence et que ceux d'Allemagne y aillent, quoi

* Cf. Œuvres, Paris-Moscou, tome 24, p. 397. (*N.R.*)

de changé en principe ? Y aurait-il là un changement du point de vue d'un internationaliste ? Kaménev aurait-il déjà « oublié » la décision prise par la conférence de notre Parti (le 29 avril), dans le cas tout à fait analogue d'un social-impérialiste danois ?

A en croire les journaux, Kaménev a dit encore :

« Le large drapeau de la révolution, sous les plis duquel le prolétariat du monde entier mobilise ses forces, commence à flotter sur Stockholm. »

Déclamation la plus creuse, dans le goût de Tchernov et de Tsérétéli. Mensonge criant. Ce n'est pas le drapeau de la révolution, c'est celui des tractations, des accommodements, de l'amnistie accordée aux social-impérialistes, des négociations entre banquiers au sujet du partage des annexions, c'est ce drapeau-là qui commence en réalité à flotter sur Stockholm.

On ne peut pas tolérer qu'un parti d'internationalistes, répondant de l'internationalisme révolutionnaire devant le monde entier, se compromette par des complaisances envers les machinations des social-impérialistes russes et allemands, envers les machinations des ministres d'un gouvernement impérialiste bourgeois des Tchernov, des Skobélev et consorts.

Nous avons décidé de bâtir la III[e] Internationale. Nous devons y arriver, quelles que puissent être les difficultés. Ne reculons pas d'une semelle vers les arrangements avec les social-impérialistes et les transfuges du socialisme !

Le « Prolétari » n° 3, 29 (16) août 1917
Signé : N. Lénine

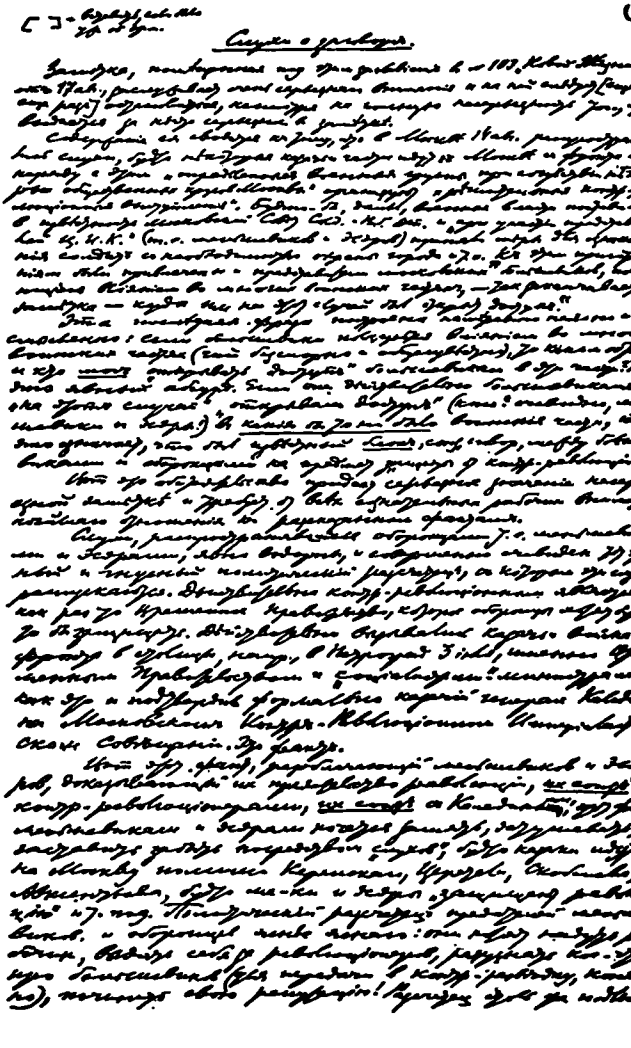
Conforme au texte du journal

RUMEURS DE COMPLOT

La note parue sous ce titre dans le n° 103 de la *Novaïa Jizn*, le 17 août, mérite de retenir très sérieusement l'attention et il convient une fois de plus de s'y arrêter, en dépit du manque total de sérieux de ce que l'on y présente comme quelque chose de sérieux.

Le contenu de cette note se réduit à ceci : le 14 août, des rumeurs se sont répandues à Moscou selon lesquelles des unités cosaques venues du front se dirigeraient vers cette ville, tandis que « certains cercles militaires, bénéficiant de l'appui de certains milieux à Moscou », organiseraient des « actions contre-révolutionnaires décisives ». Les autorités militaires auraient informé de ces faits le Soviet des députés ouvriers et soldats de Moscou et pris, « de concert avec les représentants du Comité exécutif central des Soviets » (c'est-à-dire avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires), des mesures tendant à convaincre les soldats de la nécessité de défendre la ville, etc... « On a également invité à participer à ces préparatifs les représentants des bolcheviks de Moscou, qui jouissent d'une certaine influence dans de nombreuses unités militaires, dont l'accès leur a été ouvert à cette occasion. »

Cette phrase, qui conclut la note, est intentionnellement conçue en termes équivoques et peu clairs : si les bolcheviks ont de l'influence dans de nombreuses unités militaires (ce qui est incontestable et connu de tous), comment a-t-on *pu* et qui a *pu* « leur ouvrir l'accès » à ces unités ? L'absurdité est manifeste. Et si, « à cette occasion », l'on a (qui ? les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, évidemment !)



Première page du manuscrit de V. Lénine « Rumeurs de complot ». Août 1917.
Réduction

réellement « ouvert l'accès » de toutes les unités, *quelles qu'elles soient*, aux bolcheviks, c'est qu'il y a eu un certain *bloc*, une entente, une alliance, entre les bolcheviks et les jusqu'auboutistes pour la « résistance à la contre-révolution ».

C'est cette circonstance qui confère une portée sérieuse à une note peu sérieuse et impose à tous les ouvriers conscients de réfléchir attentivement sur ces faits.

Les bruits répandus par les jusqu'auboutistes, c'est-à-dire par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, sont visiblement dénués de fondement, et le petit calcul politique, misérable et malpropre, qui les a fait courir est parfaitement évident. Ce qui est en réalité contre-révolutionnaire, c'est précisément ce Gouvernement provisoire que les jusqu'auboutistes semblent vouloir défendre. C'est le Gouvernement provisoire et les ministres « socialistes » qui ont rappelé des troupes cosaques du front dans les capitales, par exemple à Petrograd, le 3 juillet. Cela a été formellement confirmé à la conférence impérialiste et contre-révolutionnaire de Moscou par le général cosaque Kalédine. C'est un fait.

Ce fait qui démasque les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, qui prouve qu'ils ont trahi la révolution, qu'ils *se sont alliés* à la contre-révolution, qu'ils *se sont alliés* aux Kalédine, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires voudraient l'étouffer, le dissimuler, le faire oublier, en colportant des « rumeurs » selon lesquelles les cosaques marcheraient sur Moscou à l'insu de Kérenski, de Tsérétéli, de Skobélev et d'Avksentiev, tandis que, prétend-on, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires « défendent la révolution », etc. Le petit calcul politique des traîtres menchéviques et jusqu'auboutistes est aussi clair que possible : ils cherchent à tromper les ouvriers, à se faire passer pour des révolutionnaires, à se renseigner sur les bolcheviks (afin, naturellement, de communiquer les renseignements recueillis au contre-espionnage), à rétablir leur réputation ! Petits calculs aussi vils que grossièrement cousus de fil blanc ! A bon compte, en inventant des « rumeurs » stupides, nous obtiendrons, se disent-ils, un « accès » aux unités militaires acquises au bolchevisme et nous affermirons d'une façon générale le crédit du Gouvernement

provisoire en essayant de persuader les naïfs que les cosaques veulent renverser ce gouvernement, qu'il *n'est pas allié* aux cosaques, qu'il « défend la révolution », et ainsi de suite.

Petits calculs très clairs. Ceux qui lancent les rumeurs les savent absurdes et forgées de toutes pièces, mais pensent être remboursés argent comptant par un regain de confiance dans le Gouvernement provisoire, et espèrent par ailleurs amener les bolcheviks à faire « bloc » avec eux.

Il est difficile de croire qu'il puisse se trouver parmi les bolcheviks des imbéciles ou des canailles capables de s'allier maintenant aux jusqu'auboutistes. Il est difficile de le croire, car il y a d'abord une résolution très nette du VI[e] Congrès du P.O.S.D.R. [94], résolution où il est dit (voir le n° 4 du *Prolétari* [95]) que les « mencheviks sont définitivement passés dans le camp des ennemis du prolétariat ». On ne négocie pas avec des gens définitivement passés dans le camp de l'ennemi et l'on ne fait pas bloc avec eux. « La première tâche incombant à la social-démocratie révolutionnaire », lisons-nous plus loin dans la même résolution, c'est de « les isoler (les mencheviks jusqu'auboutistes) aussi complètement que possible de tous les éléments tant soit peu révolutionnaires de la classe ouvrière ». Il est évident que c'est pour s'opposer à cet isolement que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires font circuler des bruits absurdes. Il est évident qu'à Moscou, comme à Petrograd, les ouvriers, se rendant de plus en plus nettement compte de la politique de trahison et de contre-révolution des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, se détournent de plus en plus d'eux, et que les jusqu'auboutistes en sont réduits, pour « rétablir la situation », à recourir à « tous les expédients ».

Après cette résolution du congrès du parti, les bolcheviks qui consentiraient à faire bloc avec les jusqu'auboutistes sur « l'ouverture d'un accès à des unités » ou sur un vote indirect de confiance au Gouvernement provisoire (que l'on prétendrait défendre contre les cosaques), ces bolcheviks seraient, bien entendu, immédiatement — et à juste titre — exclus du parti.

Pour d'autres raisons encore il est difficile de croire qu'il puisse se trouver, à Moscou ou ailleurs, des bolche-

viks susceptibles de faire bloc avec les jusqu'auboutistes et de former avec eux rien qui ressemble de près ou de loin à des organisations communes, fussent-elles provisoires, un quelconque cartel, etc. Admettons l'hypothèse la plus favorable en ce qui concerne d'aussi étranges bolcheviks : admettons qu'ils aient, par candeur, vraiment cru aux rumeurs transmises par les mencheviks et par les socialistes-révolutionnaires, admettons même qu'on leur ait communiqué certains « faits », également inventés, afin de leur inspirer confiance. Il est évident que, même dans cette hypothèse, pas un bolchevik honnête ou qui n'aurait pas entièrement perdu la tête n'accepterait de faire bloc avec les jusqu'auboutistes, n'accepterait aucune entente sur l'« ouverture d'un accès à des unités », etc. Même dans cette éventualité, le bolchevik dirait : Nos ouvriers et nos soldats combattront les troupes contre-révolutionnaires si celles-ci prennent maintenant l'offensive contre le Gouvernement provisoire, mais ce *ne* sera *pas* pour défendre le gouvernement qui a appelé Kalédine et consorts à son secours le 3 juillet, ce sera pour défendre la révolution en toute indépendance, en poursuivant leurs propres fins, celles de la victoire des ouvriers, de la victoire des pauvres, de la victoire de la paix, et non de la victoire des impérialistes Kérenski, Avksentiev, Tsérétéli, Skobélev et autres. Même dans cette hypothèse tout à fait invraisemblable le bolchevik dirait aux mencheviks : Nous nous battrons, naturellement, mais nous ne consentons pas à la moindre alliance politique avec vous, nous ne consentons pas à vous exprimer la moindre confiance, de la même façon exactement qu'en février 1917 les social-démocrates combattirent le tsarisme aux côtés des cadets sans conclure aucune alliance avec ces derniers, sans les croire un seul instant. La moindre confiance à l'égard des mencheviks serait aujourd'hui une trahison à l'égard de la révolution, de même que l'eût été la confiance envers les cadets en 1905 et en 1917.

Le bolchevik dirait aux soldats et aux ouvriers : « Battons-nous, mais n'accordez pas une ombre de confiance aux mencheviks, si vous ne voulez pas vous voir ravir les fruits de la victoire ».

Les mencheviks ont trop intérêt à répandre de faux bruits et des suggestions tendant à faire croire que le gou-

vernement qu'ils soutiennent sauve la révolution, alors que ce gouvernement *fait déjà bloc*, en réalité, avec Kalédine, alors qu'il est *déjà* contre-révolutionnaire, alors qu'il a *déjà* pris une foule de mesures et en prend chaque jour de nouvelles pour appliquer les clauses de son alliance avec Kalédine.

Se fier à ces bruits, les confirmer directement ou indirectement, ce serait, de la part des bolcheviks, trahir la cause de la révolution. A l'heure actuelle, la condition essentielle du succès de la révolution est que les masses se rendent clairement compte de la trahison des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, qu'elles rompent complètement avec eux, que tous les prolétaires révolutionnaires boycottent ces partis d'une façon aussi absolue que les cadets furent boycottés après l'expérience de 1905.

(Je vous prie de faire recopier cet article en plusieurs exemplaires afin de l'envoyer simultanément à plusieurs journaux et revues du parti et de l'adresser en même temps au Comité central, de ma part, en y ajoutant ceci :

Je demande de considérer le présent article comme un rapport que j'adresse au C.C. et auquel j'ajoute la proposition suivante : Nommer une commission d'enquête officielle, formée par le C.C. et à laquelle participeraient des militants de Moscou n'appartenant pas au C.C., afin de se rendre compte si des organisations communes se sont créées sur ce terrain entre bolcheviks et jusqu'auboutistes, s'il y a eu des ententes et des blocs, et, si oui, en quoi ils ont consisté, etc. Il est nécessaire d'instruire officiellement cette affaire, de l'approfondir, d'en connaître les détails. Il est nécessaire d'écarter du travail les membres du C.C. ou du Comité de Moscou qui auraient participé à la formation d'un tel bloc et de poser à la prochaine assemblée plénière du C.C. la question de leur suspension formelle jusqu'au congrès. Car, précisément *à cette heure*, après la conférence de Moscou, après la grève, les journées des 3-5 juillet, Moscou acquiert ou peut acquérir l'importance d'un *centre*. Dans ce vaste centre prolétarien, plus grand que Petrograd, peut très bien se développer un mouvement analogue à

celui du 3 au 5 juillet. Au cours de ces journées notre tâche était, à Petrograd, de donner au mouvement un caractère pacifique et organisé. *C'était* le mot d'ordre juste. Maintenant, à Moscou, la tâche *apparaît* tout autre ; l'ancien mot d'ordre serait archifaux. Maintenant, la tâche serait de *prendre* nous-mêmes le *pouvoir* et de nous proclamer gouvernement au nom de la paix, au nom de la terre aux paysans, au nom de la convocation de l'Assemblée constituante à une date fixée de concert avec les paysans consultés sur place, etc. Il est fort possible que sur le terrain du chômage, de la famine, de la grève des cheminots, de la débâcle économique, etc., un mouvement de ce genre éclate à Moscou. Il est d'une importance extrême d'avoir à Moscou, « au gouvernail », des gens qui ne penchent pas à droite, qui ne soient pas susceptibles de faire bloc avec les mencheviks, qui comprennent, en cas de mouvement, les *nouveaux* objectifs, le *nouveau* mot d'ordre de prise du pouvoir, les *nouvelles* voies et les *nouveaux* moyens de sa réalisation. C'est pourquoi une « enquête » sur l'affaire du bloc avec les mencheviks, le blâme des bolcheviks qui ont participé à ce bloc, s'il y en a eu, et leur mise à l'écart s'imposent non seulement au nom de la discipline, non seulement pour réparer la sottise déjà faite, mais encore pour sauvegarder les intérêts les plus essentiels du mouvement *futur*. La grève du 12 août à Moscou a montré que le prolétariat *actif* est avec les bolcheviks, bien que les socialistes-révolutionnaires aient eu la majorité aux élections à la Douma. Cette situation est très semblable à celle qui existait à Petrograd à la veille des journées des 3-5 juillet 1917. Mais la différence est énorme : à l'époque, Petrograd n'avait pas pu prendre le pouvoir, même matériellement, et s'il l'avait pris matériellement, il n'aurait pas pu le garder politiquement, Tsérétéli et consorts n'étant pas encore arrivés, dans leur déchéance, au point de soutenir un gouvernement de bourreaux. C'est pourquoi le mot d'ordre de la prise du pouvoir eût été *faux à ce moment-là*, les 3-5 juillet 1917 à Petrograd. A ce moment, les bolcheviks eux-mêmes n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir décidé sciemment de traiter Tsérétéli et consorts en contre-révolutionnaires. A ce moment, ni les soldats ni les ouvriers ne pouvaient avoir l'expérience fournie par le mois de juillet.

La situation est aujourd'hui tout autre. Si un mouvement spontané venait à se produire maintenant à Moscou, notre mot d'ordre devrait être précisément la prise du pouvoir. Aussi est-il d'une haute importance, de la plus haute importance, que le mouvement soit dirigé à Moscou par des hommes à la hauteur de la tâche, comprenant *pleinement* ce mot d'ordre pour l'avoir bien médité. C'est pourquoi il me faut encore et encore insister sur la nécessité d'une enquête et sur la suspension des coupables.)

Rédigé les 31 août-1er septembre (18-19 août) 1917
Publié pour la première fois en 1928 dans le Recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit

LES ARBRES LES EMPÊCHENT DE VOIR LA FORÊT

L. Martov a dit, le 4 août, à la séance du Comité exécutif central des Soviets (nous citons d'après le compte rendu de la *Novaïa Jizn*), que « la critique de Tsérétéli est trop molle », que « le gouvernement ne combat pas les tentatives contre-révolutionnaires dans les milieux militaires » et que « nous ne cherchons pas à renverser le gouvernement actuel ou à saper la confiance envers lui... » « Le rapport réel des forces, a poursuivi Martov, ne permet pas en ce moment d'exiger la transmission du pouvoir aux Soviets. Cette revendication ne pourrait surgir qu'au cours d'une guerre civile aujourd'hui inconcevable. » « Nous n'avons pas l'intention de renverser le gouvernement, a dit Martov pour terminer, mais nous devons lui signaler qu'il y a dans le pays d'autres forces que celles des cadets et des militaires. Ce sont celles de la démocratie révolutionnaire, et c'est sur elles que le Gouvernement provisoire doit s'appuyer. »

Ces réflexions de Martov sont remarquables et méritent que l'on s'y arrête avec la plus grande attention. Elles sont remarquables en ce sens qu'elles reproduisent avec un relief tout particulier les erreurs politiques les plus répandues, les plus nocives, les plus dangereuses, et les préjugés les plus caractéristiques de la masse petite-bourgeoise. De tous les représentants de cette masse, Martov est à coup sûr l'un des publicistes les plus « à gauche », l'un des plus révolutionnaires, des plus conscients et des plus habiles. Voilà pourquoi il est plus utile d'analyser ses réflexions que celles d'un Tchernov, qui se plaît à accumuler des mots

creux, ou celles d'un Tsérétéli obtus, etc. En analysant la position de Martov, nous étudierons ce qu'il y a de plus raisonnable à cette heure dans les idées de la petite bourgeoisie.

Pour commencer, les hésitations de Martov concernant le passage du pouvoir aux Soviets nous apparaissent comme extrêmement caractéristiques. Jusqu'au 4 juillet, Martov fut un *adversaire* de ce mot d'ordre. Depuis le 4 juillet, il en est *partisan*. Au début d'août, il y est de nouveau opposé. Remarquez combien son argumentation est monstrueusement illogique et amusante du point de vue marxiste. Il est contre (le passage du pouvoir aux Soviets) parce que « le rapport réel des forces ne permet pas en ce moment d'exiger la transmission du pouvoir aux Soviets. Cette revendication ne pourrait surgir qu'au cours d'une guerre civile aujourd'hui inconcevable ».

Pour de l'incohérence, c'est de l'incohérence. Ainsi, le passage du pouvoir aux Soviets était, avant le 4 juillet, possible *sans* la guerre civile (sainte vérité!), mais c'est précisément à ce moment que Martov y était opposé... Ainsi, en second lieu, après le 4 juillet, la transmission du pouvoir aux Soviets, dont Martov était alors partisan, eût pu s'accomplir sans guerre civile : c'est faux, manifestement faux, car c'est justement dans la nuit du 4 au 5 que les bonapartistes, soutenus par les cadets et servilement assistés par les Tchernov et les Tsérétéli, amenèrent des troupes contre-révolutionnaires à Petrograd. La prise du pouvoir par la voie pacifique aurait été absolument impossible dans ces conditions.

Il ressort enfin, en troisième lieu, des paroles de Martov que le marxiste, et même le démocrate simplement révolutionnaire, avaient le droit de repousser un mot d'ordre exprimant fidèlement les intérêts du peuple et de la révolution, pour la raison que ce mot d'ordre n'aurait pu être appliqué qu'« au cours d'une guerre civile »... Mais c'est là une absurdité manifeste, une renonciation manifeste à toute lutte des classes, à toute révolution. Qui ne sait, en effet, que l'histoire de toutes les révolutions montre la transformation inévitable, et non fortuite, de la lutte des classes en guerre civile ? Qui ne sait que nous assistons en Russie, justement *depuis* le 4 juillet, à un début de guerre civile,

dont la bourgeoisie contre-révolutionnaire a pris l'initiative : désarmement des régiments révolutionnaires, exécutions de soldats sur le front, assassinat de bolcheviks ? La guerre civile est, voyez-vous, « inconcevable » pour la démocratie révolutionnaire précisément à l'heure où le cours des événements la fait commencer, avec une nécessité inexorable, par la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Martov est tombé dans l'incohérence la plus invraisemblable, la plus cocasse et la plus impuissante.

Pour démêler l'écheveau qu'il a embrouillé, il faut dire :

Jusqu'au 4 juillet le mot d'ordre du passage de la totalité du pouvoir aux Soviets d'alors était le seul juste. A cette époque, cette transmission du pouvoir pouvait s'effectuer pacifiquement, sans guerre civile, car les masses, le peuple n'étaient pas encore en butte aux violences systématiques qui ont commencé après le 4 juillet. A cette époque il était possible que la révolution se développe pacifiquement d'un bout à l'autre ; il était possible, en particulier, d'éliminer pacifiquement la lutte des classes et des partis *au sein* des Soviets.

Après le 4 juillet, le passage du pouvoir aux Soviets est devenu impossible sans guerre civile, car le pouvoir est passé, depuis les 4-5 juillet, à la clique militaire bonapartiste soutenue par les cadets et les Cent-Noirs. Il en résulte que tous les marxistes, tous les partisans du prolétariat révolutionnaire, tous les démocrates révolutionnaires sincères *doivent* expliquer maintenant aux ouvriers et aux paysans le changement radical qui est survenu et, par conséquent, la nécessité de suivre d'autres chemins pour donner le pouvoir aux prolétaires et aux semi-prolétaires.

Martov n'a pas apporté d'arguments en faveur de sa « conception » selon laquelle la guerre civile était inconcevable « en ce moment », en faveur de la déclaration selon laquelle il « ne cherche pas à renverser le gouvernement actuel ». Faute d'être motivée, et surtout du fait qu'elle a été exposée dans une réunion de jusqu'auboutistes, son opinion rappelle inévitablement l'argument de ces derniers : la guerre civile est inadmissible dans un pays menacé par l'ennemi extérieur.

Nous ne savons si Martov aurait osé faire valoir cet argument en public. C'est l'un de ceux que l'on invoque le

plus fréquemment parmi les masses petites-bourgeoises. C'est aussi l'un des plus plats. La bourgeoisie n'a craint ni la révolution ni la guerre civile aux moments où l'ennemi extérieur menaçait, pas plus en septembre 1870 en France qu'en février 1917 en Russie. La bourgeoisie n'a pas craint de prendre le pouvoir par la guerre civile à des heures où l'ennemi extérieur menaçait. Cet « argument » des menteurs et des valets de la bourgeoisie n'arrêtera pas davantage le prolétariat révolutionnaire.

* *
*

Une des erreurs théoriques les plus criantes que commet Martov, erreur qui est, elle aussi, extrêmement caractéristique de l'idéologie politique de la petite bourgeoisie, consiste à confondre la contre-révolution tsariste et plus généralement monarchique, avec la contre-révolution bourgeoise. Telle est l'étroitesse de vues ou la stupidité spécifique du démocrate petit-bourgeois, qui ne peut pas échapper à sa dépendance économique, politique et idéologique à l'égard de la bourgeoisie, qui cède le pas à cette dernière, qui voit son « idéal » en elle et la croit quand elle dénonce à grands cris le péril de la « contre-révolution de droite ».

Martov a exprimé cet ensemble d'idées ou, plus exactement, cette absence d'idées de la petite bourgeoisie, en déclarant dans son discours : « Nous devons, afin de contrebalancer la pression exercée par la droite (sur le gouvernement), créer une contre-pression. »

Exemple de la crédulité et de l'oubli de la lutte des classes propres aux philistins. Le gouvernement leur apparaît comme on ne sait quoi de situé au-dessus des classes et des partis ; il subit seulement une « pression » trop forte venant de droite, il faut accentuer la pression venant de gauche. Haute sagesse digne de Louis Blanc, de Tchernov, de Tsérétéli et de toute cette méprisable confrérie. Et combien cette haute sagesse de philistin est profitable aux bonapartistes, qui voudraient à tout prix persuader les « paysans incultes » que le gouvernement actuel ne combat à droite et à gauche que les extrémistes, qu'il représente les vrais intérêts de l'Etat et réalise une démocratie authentique,

alors qu'en réalité ce gouvernement bonapartiste est précisément celui de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Il est avantageux pour la bourgeoisie (et cela lui est nécessaire pour perpétuer sa domination) de tromper le peuple en lui faisant accroire qu'elle représenterait « la révolution en général, menacée à droite, du côté du tsar, par la contre-révolution ». Cette idée, nourrie par les conditions d'existence de la petite bourgeoisie, ne subsiste dans l'ensemble de la « démocratie révolutionnaire » que grâce à la stupidité sans limites des Dan et des Tsérétéli, grâce à la suffisance infinie des Tchernov et des Avksentiev.

Mais quiconque a profité tant soit peu des enseignements de l'histoire ou du marxisme devra convenir qu'à la base d'une analyse politique il faut poser la question des *classes*. Quelle est la classe qui fait la révolution ? Quelle est la classe qui fait la contre-révolution ?

L'histoire de la France nous montre que la contre-révolution bonapartiste naquit à la fin du XVIII[e] siècle (et pour la seconde fois en 1848-1852) sur le terrain de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et fraya à son tour la voie à la restauration de la monarchie légitime. Le bonapartisme est une forme de gouvernement qui naît de l'esprit contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, dans une ambiance de réformes démocratiques et de révolution démocratique.

Il faut fermer volontairement les yeux pour ne pas voir grandir le bonapartisme en Russie, dans des conditions très analogues. La contre-révolution tsariste est à cette heure insignifiante, elle n'a pas l'ombre d'une importance politique, elle ne joue aucun rôle politique. Des charlatans brandissent et grossissent intentionnellement l'épouvantail de la contre-révolution tsariste pour faire peur aux imbéciles, jeter en pâture aux philistins des informations politiques sensationnelles, détourner l'attention du peuple de la contre-révolution véritable et sérieuse. On ne saurait lire sans rire les réflexions d'un quelconque Zaroudny qui s'évertue à peser l'importance contre-révolutionnaire de quelque membre d'une ligue poussiéreuse de la *Sainte Vieille Russie* et qui « ne remarque pas » l'importance contre-révolutionnaire de cette ligue de toute la bourgeoisie russe qui s'appelle le parti cadet.

Le parti cadet est la principale force politique de la contre-révolution bourgeoise en Russie. Cette force a su admirablement rallier autour d'elle tous les Cent-Noirs, tant aux élections que (ce qui est plus grave encore) dans l'appareil administratif, militaire et civil, et dans la campagne de presse qui déverse le mensonge et la calomnie et répand les excitations, d'abord contre les bolcheviks, c'est-à-dire contre le parti du prolétariat révolutionnaire, puis contre les Soviets.

Le gouvernement actuel suit graduellement, mais inflexiblement, la politique que le parti cadet préconisait et préparait systématiquement depuis mars 1917. Reprise et prolongation de la guerre impérialiste, cessation des « bavardages » sur la paix, attribution aux ministres du droit de suspendre les journaux d'abord, les congrès ensuite, puis du droit de faire procéder à des arrestations et à des déportations, rétablissement de la peine de mort, exécutions de soldats sur le front, désarmement des ouvriers et des régiments révolutionnaires, envahissement de la capitale par des troupes contre-révolutionnaires, début des arrestations et des poursuites contre les paysans pour « expropriations illicites » des grandes propriétés foncières, fermeture de fabriques et lock-outs, telle est la liste, bien incomplète d'ailleurs, des mesures qui brossent un tableau saisissant de cette contre-révolution bourgeoise qu'est le bonapartisme.

Et que dire de l'ajournement de l'Assemblée constituante et du « couronnement » de la politique bonapartiste par une « Assemblée des représentants des ordres » réunie à Moscou, qui marque une transition vers l'ajournement de l'Assemblée constituante jusqu'à la fin de la guerre ? N'est-ce pas un chef-d'œuvre de politique bonapartiste ? Et Martov ne voit pas où est le quartier général de la contre-révolution bourgeoise !... Vraiment, les arbres l'empêchent de voir la forêt.

* *
*

Quel rôle infiniment bas et servile le Comité exécutif central des Soviets — c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks qui y prédominent — n'a-t-il pas joué dans l'ajournement de l'Assemblée constituante !

Les cadets avaient donné le ton, émis l'idée de l'ajournement, commencé une campagne de presse, fait demander l'ajournement par un *congrès de cosaques.* (Un congrès de cosaques ! Comment les Liber, les Avksentiev, les Tchernov et les Tsérétéli ne se seraient-ils pas mis aussitôt à plat ventre!) Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ont docilement emboîté le pas aux cadets, ils ont rampé comme des chiens au coup de sifflet de leur maître, sous la menace du fouet brandi.

Au lieu de donner au peuple un simple résumé des faits montrant avec quelle impudence, avec quel cynisme, les cadets ont différé et empêché depuis le mois de mars la convocation de l'Assemblée constituante ; au lieu de divulguer les subterfuges mensongers, les allégations fausses selon lesquels la convocation de l'Assemblée constituante à la date fixée est impossible ; au lieu de cela, le Bureau du Comité exécutif central a promptement levé les « doutes » exprimés même par un Dan (même par un Dan !) et détaché deux larbins de cette assemblée de larbins, Bramson et Bronzov, au Gouvernement provisoire, afin de lui présenter un rapport « sur la nécessité d'ajourner les élections à l'Assemblée constituante aux 28-29 octobre... » Prélude magnifique au couronnement des bonapartistes par l'Assemblée des représentants des ordres de Moscou. Tous ceux qui ne sont pas encore tombés dans l'infamie doivent se grouper autour du parti du prolétariat révolutionnaire. Sans victoire du prolétariat révolutionnaire, le peuple *n'obtiendra pas* la paix, les paysans *n'obtiendront pas* la terre, les ouvriers et tous les travailleurs *n'obtiendront pas* de pain.

Le « Prolétari » n° 6,
1er septembre (19 août) 1917
Signé : N. Karpov

Conforme au texte du journal

UN CHANTAGE POLITIQUE

On appelle chantage l'extorsion de fonds sous menace de divulgation de certains faits ou d'« histoires » imaginaires susceptibles d'être désagréables à la personne qui fait l'objet des révélations, ou encore sous menace d'autres désagréments.

Le chantage politique est une menace de divulgation ou la divulgation elle-même de faits, et plus souvent d'« histoires » imaginaires, visant à porter un préjudice politique à l'adversaire, à le calomnier, à supprimer ou entraver ses possibilités d'activité politique.

Nos bourgeois et nos petits bourgeois républicains, passez-moi l'expression, et même démocrates, se sont révélés des virtuoses du chantage politique en lançant une « campagne » d'accusation, de mensonges et de calomnies contre les partis et les hommes politiques qui ne sont pas de leur goût. Le tsarisme persécutait brutalement, sauvagement, férocement, ses adversaires. La bourgeoisie républicaine les persécute *malproprement*, en s'efforçant de traîner dans la boue et d'accabler sous la calomnie, le mensonge, les insinuations, les accusations, les rumeurs, etc., etc., le révolutionnaire prolétarien et l'internationaliste qu'elle poursuit de sa haine.

Les bolcheviks, surtout, ont eu l'honneur d'expérimenter sur eux-mêmes ces procédés de persécution employés par les impérialistes républicains. D'une façon générale, le bolchevik pourrait s'appliquer à lui-même les paroles bien connues du poète :

> **Ce n'est pas dans le doux murmure des louanges**
> **Qu'il entend l'approbation,**
> **Mais dans les sauvages cris de fureur[66].**

A peine la révolution russe a-t-elle commencé que de sauvages cris de fureur contre le bolchevik se sont élevés des colonnes de toute la presse bourgeoise et de presque toute la presse petite-bourgeoise. Et le bolchevik, l'internationaliste, le partisan de la révolution prolétarienne, peut à juste titre « entendre » une approbation dans ces sauvages cris de fureur, car la haine exaspérée de la bourgeoisie est souvent, pour celui que l'on calomnie, traque et poursuit, la meilleure preuve d'une action honnête et juste au service du prolétariat.

Un exemple qui *ne* concerne *pas* notre parti, l'exemple du socialiste-révolutionnaire Tchernov, nous permet d'illustrer concrètement le caractère de chantage des procédés calomnieux de la bourgeoisie. Des calomniateurs avérés, membres du parti cadet, Milioukov et Hessen en tête, voulant intimider Tchernov ou le chasser du gouvernement, ont déchaîné contre lui une campagne véhémente en raison des articles prétendument « défaitistes » publiés par lui à l'étranger et de ses relations avec des gens qui recevraient, paraît-il, de l'argent provenant d'agents de l'impérialisme allemand. La campagne s'est développée. Toute la presse bourgeoise s'en est emparée.

Mais voilà que les cadets et les socialistes-révolutionnaires « se réconcilient » au sujet de la composition du ministère. Et, ô miracle ! l'« affaire » Tchernov s'évanouit ! ! En quelques jours, sans jugement, sans enquête, sans publication de documents, sans interrogatoires de témoins, sans conclusions d'experts, l'« affaire » s'évanouit. Au moment où les cadets sont mécontents de Tchernov, l'« affaire » calomnieuse surgit. Au moment où les cadets se réconcilient politiquement, ne serait-ce que pour un temps, avec Tchernov, l'« affaire » s'évanouit.

Voilà bien, étalé au grand jour, le chantage politique. Les campagnes de presse dirigées contre certaines personnes, les calomnies, les insinuations sont, aux mains de la bourgeoisie et de gredins tels que les Milioukov, les Hessen, les Zaslavski, les Dan et consorts, des armes dans la lutte politique et des instruments de vengeance politique. Une fois le but politique atteint, l'« affaire » X ou Y « s'évanouit », démontrant ainsi la laide et malpropre nature, la sordide malhonnêteté du maître-chanteur qui l'a montée.

Car il est évident que, quels que soient les changements

politiques intervenus, un homme qui *ne serait pas* un maître-chanteur n'arrêterait pas ses divulgations s'il les avait commencées en s'inspirant de motifs honnêtes, un homme qui *ne serait pas* un maître-chanteur poursuivrait de toute façon ses révélations jusqu'au bout, jusqu'au verdict d'un tribunal, jusqu'à la complète information du public, jusqu'à la réunion et jusqu'à la publication de *tous* les documents, ou jusqu'au moment où il reconnaîtrait ouvertement, franchement, qu'il y a eu de sa part une erreur ou un malentendu.

L'exemple de Tchernov, qui n'est pas bolchevik, nous montre avec évidence la nature réelle de la campagne de chantage menée contre les bolcheviks par la presse bourgeoise et petite-bourgeoise. Quand ces chevaliers et ces caudataires du capital crurent leur but atteint, quand on arrêta les bolcheviks, quand furent interdits les journaux bolcheviques, les maîtres-chanteurs *se turent* ! Disposant de tous les moyens de découvrir la vérité : presse, argent, concours de la bourgeoisie étrangère, concours de l'« opinion publique » de toute la bourgeoisie russe et concours amical du gouvernement de l'un des plus grands Etats du monde, disposant de toutes ces ressources, les champions de la campagne contre les bolcheviks, les Milioukov et les Hessen, les Zaslavski et les Dan *se sont tus*.

Ce qui du premier coup est apparu clairement aux ouvriers conscients, préparés par toute leur vie à comprendre rapidement les procédés de la bourgeoisie, apparaît aujourd'hui à tout honnête homme, à savoir que les Milioukov et les Hessen, les Zaslavski, les Dan et leurs pareils sont *des maîtres-chanteurs politiques*. Il faut l'établir solidement, l'expliquer aux masses, le publier tous les jours dans le journal, réunir en vue d'une brochure les documents qui le prouvent, boycotter les maîtres-chanteurs, etc. Tels sont les moyens, dignes du prolétariat, de combattre le chantage et la calomnie !

Notre camarade Kaménev est un des derniers à qui ce chantage ait porté préjudice. Il s'est « retiré de l'activité publique » jusqu'à l'éclaircissement de l'affaire. C'est une faute, à notre avis. Les maîtres-chanteurs ne demandaient pas autre chose. Ils ne veulent pas éclaircir l'affaire. Kaménev aurait dû se contenter d'opposer aux gredins la

confiance de *son* parti et laisser aboyer les chiens de la *Retch*, de la *Birjovka*, du *Dien*, de la *Rabotchaïa Gazéta* et autres feuilles infâmes.

Si notre parti consent à écarter de l'activité publique ses chefs calomniés par la bourgeoisie, il en souffrira énormément, portera préjudice au prolétariat et donnera satisfaction à ses ennemis. Car la bourgeoisie a de nombreux journaux, plus encore de maîtres-chanteurs à gages (tels Zaslavski et Cie), et il lui serait trop facile d'« écarter » ainsi du travail les militants de notre parti ! Quant à éclaircir l'affaire, quant à rechercher la vérité, elle n'y songe pas.

Non, camarades ! Ne nous laissons pas influencer par les criailleries de la presse bourgeoise ! Gardons-nous de donner satisfaction à ces fripouilles de maîtres-chanteurs, aux Milioukov, aux Hessen, aux Zaslavski. Reposons-nous sur le verdict des prolétaires, des ouvriers conscients, de notre Parti fort de 240 000 internationalistes. N'oublions pas que, dans le monde entier, la bourgeoisie alliée aux jusqu'auboutistes persécute les internationalistes en usant du mensonge, de la calomnie et du chantage.

Flétrissons avec fermeté les maîtres-chanteurs. Soumettons inflexiblement les moindres doutes au verdict des ouvriers conscients, au verdict de notre parti. C'est en notre parti que nous avons foi ; c'est en lui que nous voyons l'intelligence, l'honneur et la conscience de notre époque, c'est dans l'union internationale des internationalistes révolutionnaires que nous voyons le seul gage véritable du mouvement émancipateur de la classe ouvrière.

Et ne faisons aucune concession à l'« opinion publique » de ceux qui voisinent au ministère avec les cadets, de ceux qui serrent la main aux Milioukov, aux Dan, aux Zaslavski.

A bas les maîtres-chanteurs politiques ! Méprisons-les et boycottons-les ! Démasquons inlassablement ces misérables devant les masses ouvrières ! Notre devoir est de suivre fermement notre chemin, de maintenir la puissance de travail de notre Parti, de défendre ses chefs, et cela même contre les pertes de temps que des fripouilles avec leurs calomnies de fripouilles peuvent leur infliger.

Le « Prolétari » n° 10,
6 septembre (24 août) 1917

Conforme au texte du journal

RÉSOLUTIONS DE PAPIER

Parmi les ministres « socialistes » et les chefs de la petite bourgeoisie, monsieur Tsérétéli est l'un des plus bavards. Il faut se forcer pour lire jusqu'au bout ses innombrables interventions, tant sont creux et plats ces discours vraiment « ministériels » qui ne disent rien, n'engagent à rien et sont dépourvus de toute signification sérieuse. La fatuité sans bornes de l'orateur rend ces éloquentes « déclarations » (dont le vide précisément devait faire de Tsérétéli le favori de la bourgeoisie) encore plus insupportables, et il est parfois difficile de savoir si c'est une stupidité extraordinaire ou un cynique utilitarisme politique que dissimulent ces phrases doucereuses, lisses, bien léchées.

Plus l'éloquence de Tsérétéli est creuse et plus il faut insister sur l'aventure exceptionnelle et tout à fait invraisemblable advenue à cet orateur le 18 août, à l'Assemblée plénière du Soviet de Petrograd. Incroyable, mais vrai : quelques mots simples, clairs, concrets et véridiques ont échappé à Tsérétéli. Quelques mots qui expriment avec exactitude une vérité politique sérieuse, profonde, dont la signification n'est pas fortuite et qui caractérise toute la situation politique actuelle dans ses traits principaux, essentiels, dans ses fondements.

D'après le compte rendu de la *Retch*, Tsérétéli (le lecteur se rappelle certainement qu'il a combattu la résolution sur la suppression de la peine de mort) a dit :

« ... Vos résolutions, quelles qu'elles soient, ne serviront à rien. Ce qu'il faut ce sont non pas des résolutions de papier, mais des actes... »

Ce qui est vrai est vrai. Il est agréable d'entendre des paroles sensées...

Certes, en énonçant cette vérité, Tsérétéli parle avant tout et surtout contre lui-même. Car étant l'un des chefs les plus en vue du Soviet, il a contribué à prostituer cet organisme, à le ravaler au rôle lamentable d'assemblée libérale destinée à léguer au monde des archives pleines de vœux pieux parfaitement stériles. Tsérétéli, qui a fait voter au Soviet émasculé par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks des centaines de « résolutions de papier », a moins que personne le droit de crier aux « résolutions de papier » quand il s'agit de l'adoption d'une résolution qui l'atteint de façon sensible. Il s'est mis dans la situation parfaitement ridicule du député qui s'est montré le plus zélé partisan de motions « parlementaires », les a portées aux nues, s'est le plus dépensé pour elles et qui, atteint lui-même par une motion, se met à hurler que les « raisins sont trop verts » et qu'après tout qu'il s'agit d'une résolution de papier.

Et néanmoins, même dite par un homme faux et sur un ton faux, la vérité reste la vérité.

Si la résolution est une résolution de papier, ce n'est pas parce qu'elle a été déclarée telle par l'ex-ministre Tsérétéli, qui estime (tenez-vous bien !) la peine de mort nécessaire à la défense de la révolution. La résolution est un chiffon de papier parce qu'on y répète la formule banale, apprise par cœur depuis mars 1917 et répétée machinalement : « Le Soviet exige du Gouvernement provisoire. » On s'est habitué à « exiger », et on répète ce mot par habitude, sans remarquer que la situation a changé, qu'on a perdu la force et qu'« exiger » quand on n'a pas la force est simplement ridicule.

Bien plus, cette « exigence » répétée à tout bout de champ donne aux masses l'illusion que la situation ne s'est pas modifiée, que le Soviet est une force, qu'en « exigeant » il agit, et qu'il peut ensuite aller se coucher et s'endormir du sommeil du « démocrate révolutionnaire » (excusez du peu...) qui a rempli son devoir.

Des lecteurs poseront peut-être cette question : les bolcheviks, partisans de la clairvoyance politique et du calcul

des forces en présence, et adversaires de la phrase, devaient-ils donc s'abstenir de voter cette résolution ?

Non. Il fallait la voter, ne serait-ce que parce que l'un de ses paragraphes (le § 3) renferme une idée excellente, juste (essentielle, fondamentale, déterminante), à savoir que la peine de mort est une arme contre les *masses* (la question se poserait autrement s'il s'agissait d'une arme contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes). Il fallait voter la résolution, bien que les petits bourgeois socialistes-révolutionnaires aient tripatouillé le texte de Martov et substitué à la mention des buts « impérialistes, étrangers aux intérêts du peuple », une phrase absolument mensongère sur « la défense de la patrie et de la révolution », phrase destinée à tromper le peuple et à farder la guerre de brigandage.

Il fallait voter la résolution tout en précisant que nous sommes en désaccord avec elle sur plusieurs points et en faisant la déclaration suivante : « Ouvriers ! Ne vous imaginez pas que le Soviet soit maintenant en mesure d'exiger quoi que ce soit du Gouvernement provisoire. Ne vous abandonnez pas aux illusions. Sachez que le Soviet n'est *déjà* plus en mesure d'exiger et que le gouvernement *actuel* est entièrement prisonnier de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Réfléchissez sérieusement à cette amère vérité. » Personne ne pouvait empêcher les membres du Soviet de voter *pour* avec des réserves de ce genre, présentées sous une forme ou sous une autre.

Et alors la résolution n'aurait plus été une « résolution de papier ».

Et alors nous aurions évité la question provocatrice de Tsérétéli demandant aux membres du Soviet s'ils voulaient « renverser » le Gouvernement provisoire, tout comme Katkov demandait, en des termes littéralement identiques aux libéraux, sous Alexandre III, s'ils voulaient « renverser » l'autocratie. Nous aurions répondu à l'ex-ministre : Cher citoyen, vous venez d'édicter une loi punissant des travaux forcés toute « tentative » ou même toute une velléité de « renverser » le gouvernement (constitué par l'accord des grands propriétaires fonciers et des capitalistes avec des petits bourgeois traîtres à la démocratie). Nous comprenons fort bien que les bourgeois vous loueraient davantage

encore si vous faisiez « tomber » quelques bolcheviks sous le coup de cette loi agréable (pour vous). Mais ne vous étonnez pas que nous ne nous assignions pas pour tâche de vous faciliter l'application de cette « agréable » loi.

* *
*

Tout le régime politique de la Russie s'est reflété dans l'incident du 18 août comme le soleil dans une goutte d'eau. Un gouvernement bonapartiste, la peine de mort, les travaux forcés, l'édulcoration de toutes ces choses « agréables » (aux provocateurs) par des phrases identiques à celles que prodiguait Louis-Napoléon sur l'égalité, la fraternité, la liberté, l'honneur et la dignité de la patrie, les traditions de la grande révolution, et la répression de l'anarchie.

Des ministres et des ex-ministres petits-bourgeois doucereux, doucereux à faire vomir, qui se frappent la poitrine en déclarant qu'ils ont une âme, et qu'ils la vouent à la perdition en instituant et en appliquant la peine de mort contre les masses, et qu'ils en pleurent : réédition améliorée de ce « pédagogue » des années 60 qui appliquait les préceptes de Pirogov et qui fouettait non pas simplement, selon la coutume, comme au bon vieux temps, mais en versant une larme humanitaire sur le rejeton d'un bon bourgeois « légitimement » et « équitablement » fustigé.

Les paysans trompés par leurs chefs petits-bourgeois et qui continuent à croire que le mariage du bloc des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks avec la bourgeoisie peut engendrer... l'abolition sans indemnité de la propriété privée du sol.

Les ouvriers... Mais nous préférons nous taire sur ce que pensent les ouvriers, tant que le « sensible » Tsérétéli n'aura pas abrogé la nouvelle loi scélérate.

Le « Rabotchi » n° 2,
8 septembre (26 août) 1917

Conforme au texte du journal

SUR LA CONFÉRENCE DE STOCKHOLM

La conférence de Stockholm bénéficie d'un regain d'intérêt. Son importance a été vivement débattue par les journaux. Cette question est indissolublement liée à l'idée que l'on se fait des principes mêmes du socialisme contemporain tout entier, et plus particulièrement de ses rapports avec la guerre impérialiste. C'est pourquoi nous devons nous y arrêter plus longuement.

Les social-démocrates révolutionnaires, c'est-à-dire les bolcheviks, se sont dès le début prononcés contre la participation à la conférence de Stockholm. Ils étaient déterminés par des considérations de principe. Chacun sait que dans tous les pays belligérants et neutres les socialistes se sont divisés en deux catégories essentielles quant à l'attitude envers la guerre. Les uns se sont rangés du côté de leur gouvernement, de leur bourgeoisie. Nous les appelons des social-chauvins, socialistes en paroles et chauvins en fait. On appelle chauvin celui qui utilise l'idée de « défense nationale » pour dissimuler la défense des intérêts de rapine de « ses » classes dirigeantes. Dans la guerre actuelle, la bourgeoisie des deux coalitions belligérantes poursuit des fins de brigandage : la bourgeoisie allemande se bat pour le pillage de la Belgique, de la Serbie, etc. ; la bourgeoisie anglaise et française pour le pillage des colonies allemandes et pour d'autres choses, la bourgeoisie russe pour le pillage de l'Autriche (Lvov) et de la Turquie (Arménie, Constantinople).

Aussi les socialistes qui se sont placés au point de vue de leur bourgeoisie dans la guerre actuelle ont-ils cessé d'être des socialistes ; ils ont trahi la classe ouvrière et

sont passés en réalité à la bourgeoisie. Ils sont devenus les ennemis de classe du prolétariat. Et l'histoire du socialisme européen et américain, surtout à l'époque de la IIe Internationale, c'est-à-dire de 1889 à 1914, nous montre que ce passage d'une partie des socialistes, et surtout de la majorité des chefs et des parlementaires, à la bourgeoisie, n'est pas l'effet du hasard. C'est précisément l'aile opportuniste du socialisme qui a formé dans tous les pays les principaux cadres social-chauvins. Le social-chauvinisme, à le considérer d'un point de vue scientifique, c'est-à-dire non chez quelques personnalités, mais comme un courant international, dans son développement et l'ensemble de ses attaches sociales, c'est l'opportunisme parvenu à sa fin logique.

On observe partout, au sein des masses prolétariennes, sous une forme plus ou moins claire et plus ou moins vive, la conscience de la trahison du socialisme par les social-chauvins, la haine et le mépris pour les social-chauvins les plus en vue, tels que Plékhanov en Russie, Scheidemann en Allemagne, Guesde, Renaudel et Cie en France, Hyndman et consorts en Angleterre, et une foule d'autres.

En dépit des persécutions acharnées que la bourgeoisie lui a fait subir, en dépit du régime du baîllon, on a vu se former dans tous les pays, pendant la guerre, un courant d'internationalisme révolutionnaire. Ce courant est resté fidèle au socialisme. Il n'a pas cédé au chauvinisme, il n'a pas permis qu'on camoufle celui-ci à l'aide de phrases mensongères sur la défense nationale, il a démasqué le caractère mensonger de ces phrases et le caractère criminel de la guerre que les bourgeoisies des deux coalitions se font actuellement à des fins de brigandage. A ce courant se rattachent par exemple, en Angleterre, MacLean, condamné à dix-huit mois de travaux forcés pour avoir combattu les forbans de la bourgeoisie anglaise ; en Allemagne, Karl Liebknecht, condamné aux travaux forcés par les bandits de l'impérialisme allemand pour avoir commis le « crime » d'appeler à la révolution en Allemagne et de démasquer le caractère de brigandage de la guerre menée par ce pays. A ce courant appartiennent aussi, en Russie, les bolcheviks persécutés par les agents de l'impérialisme russe républicain et démocratique pour le même « crime » que MacLean et Karl Liebknecht.

Cette tendance est la seule fidèle au socialisme. Cette tendance est la seule qui n'ait pas trahi ses engagements solennels, la promesse solennellement donnée, à l'unanimité, par les socialistes de tous les pays, sans exception, en novembre 1912, dans le manifeste de Bâle. Ce manifeste ne parle justement pas de la guerre en général (il y a toutes sortes de guerres), mais bien de la guerre qui, en 1912, se préparait déjà au vu et au su de tous et qui éclata en 1914 ; de la guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre, soutenues par leurs alliés, pour la domination du monde. Devant l'imminence de cette guerre, le manifeste de Bâle n'a pas une syllabe pour rappeler le devoir ou le droit qu'auraient les socialistes de « défendre leur patrie » (c'est-à-dire de justifier leur participation à la guerre) ; il dit, en revanche, avec la plus grande netteté, que cette guerre doit conduire à la « révolution prolétarienne ». La trahison commise envers le socialisme par les social-chauvins de tous les pays apparaît avec la plus criante évidence dans la façon dont ils éludent tous maintenant, craintivement, comme le voleur évite l'endroit où il a fait son coup, le passage du manifeste de Bâle où il est parlé précisément de la liaison de la guerre actuelle avec la révolution prolétarienne.

On comprend quel abîme infranchissable sépare les socialistes demeurés fidèles au manifeste de Bâle, et qui « répondent » à la guerre par la propagande et la préparation de la révolution prolétarienne, des social-chauvins qui répondent à la guerre par le soutien de « leur » bourgeoisie nationale. On comprend tout ce qu'il y a d'impuissant, de naïf et d'hypocrite dans les tentatives faites pour « réconcilier » ou « unir » ces deux courants.

Nous observons justement de lamentables tentatives de ce genre de la part du troisième courant du socialisme mondial, le courant dit « centriste » ou « kautskiste » (du nom du représentant le plus renommé du « centre », Karl Kautsky). En trois années de guerre, ce courant s'est manifesté dans tous les pays comme complètement dépourvu d'idées et totalement impuissant. C'est ainsi que les événements ont amené en Allemagne la scission entre les Plékhanov allemands et les kautskistes, qui ont formé leur propre parti, baptisé « Parti social-démocrate indépendant [97] ». Mais ce parti n'ose pas tirer des faits les conclusions qui

s'imposent, il prêche l'« unité » avec les social-chauvins sur le plan international, il continue à tromper les masses ouvrières en entretenant chez elles l'espoir du rétablissement d'une unité de ce genre en Allemagne, il freine la seule tactique prolétarienne juste, celle de la lutte révolutionnaire contre « son » gouvernement, y compris pendant la guerre, celle d'une lutte qui peut et doit modifier ses formes, mais ne peut être ni différée, ni rejetée au second plan.

Telle est la situation au sein du socialisme international. Sans une appréciation nette de cette situation, sans un jugement de principe sur tous les courants du socialisme international, il n'est pas possible d'aborder une question pratique comme, par exemple, celle de la conférence de Stockholm. Or, le parti bolchevique est *le seul* à avoir formulé du point de vue des principes son jugement sur *tous* les courants du socialisme international dans une résolution détaillée, adoptée à la conférence des 24-29 avril 1917 et approuvée en août par le VI^e^ Congrès de notre parti. Oublier cette appréciation de principe et envisager Stockholm en dehors d'elle, c'est agir sans aucun principe.

On peut citer comme un modèle de cette absence de principes qui règne parmi tous les démocrates petits-bourgeois, socialistes-révolutionnaires et mencheviques, un article de la *Novaïa Jizn* paru le 10 août. Cet article mérite à juste titre de retenir l'attention parce que, dans un journal qui se situe à l'extrême-gauche de la démocratie petite-bourgeoise, il fait la somme des erreurs, des préjugés et des faiblesses idéologiques les plus répandus sur la conférence de Stockholm.

On lit dans l'éditorial de la *Novaïa Jizn* :

« On peut, pour telle ou telle raison, adopter à l'égard de la conférence de Stockholm une attitude négative, on peut condamner en principe les tentatives d'accord des « majorités attachées à la défense nationale ». Mais pourquoi nier ce dont l'évidence saute aux yeux ? Depuis la décision connue des ouvriers anglais, décision qui a ouvert une crise politique dans le pays et provoqué dans l'« union nationale » de la Grande-Bretagne la première fissure profonde, la conférence a pris une signification qu'elle n'avait pas jusqu'à présent. »

C'est là un modèle de raisonnement sans principes. Comment, en vérité, déduire du fait incontestable que l'« union nationale » s'est profondément fissurée en Angle-

terre à propos de la conférence, la conclusion que nous serions tenus de boucher cette fissure au lieu de l'élargir ? Du point de vue de principe, la question se pose ainsi et seulement ainsi : rupture avec les jusqu'auboutistes (les social-chauvins), ou accord avec eux. La conférence de Stockholm a été l'une des nombreuses tentatives d'accord. Elle n'a pas réussi. Son échec est provoqué par le fait que les impérialistes anglo-français ne sont pas d'accord pour ouvrir *en ce moment* les pourparlers de paix, tandis que les impérialistes allemands le sont. Les ouvriers anglais se sont plus nettement sentis les dupes de leur bourgeoisie impérialiste.

On se demande comment tirer parti de cette situation ? En internationalistes révolutionnaires, nous disons : il faut en tirer parti pour approfondir la rupture entre les masses prolétariennes et leurs social-chauvins, pour mener cette rupture à son terme, pour écarter les obstacles de toute nature qui s'opposent au développement de la lutte révolutionnaire des masses contre leur gouvernement, contre leur bourgeoisie. Agissant ainsi, nous — et nous seuls — élargissons la fissure et amenons les choses jusqu'à la rupture.

Et ceux qui vont à Stockholm ou qui, plus exactement, prêchent aux masses la nécessité d'y aller maintenant que la vie elle-même a « éliminé » cette fantaisie plutôt ridicule, quels résultats pratiques obtiennent-ils ? Ils ne font que masquer la fissure, car la conférence de Stockholm est manifestement réunie et soutenue par des gens qui soutiennent *leurs* gouvernements, par les ministérialistes que sont les Tchernov et autres Tsérétéli, Stauning, Branting, Troelstra, sans parler des Scheidemann.

Voilà ce « dont l'évidence saute aux yeux de tout le monde », voilà ce que les opportunistes de la *Novaïa Jizn* oublient ou dissimulent avec leur raisonnement fondé sur le manque de principes et développé en dehors de toute appréciation générale du social-chauvinisme en tant que courant social-chauvin. La conférence de Stockholm est une rencontre de ministres appartenant aux gouvernements impérialistes. La *Novaïa Jizn* a beau vouloir éluder ce fait, il ne peut pas être éludé. Inviter les ouvriers à se rendre à Stockholm, les inviter à mettre quelque espoir

que ce soit en Stockholm, c'est dire aux masses : Vous pouvez, vous devez attendre quelque chose de positif de l'accord des partis petits-bourgeois et des ministres appartenant aux gouvernements impérialistes et soutenant les gouvernements impérialistes.

C'est justement cette propagande fondée sur l'absence la plus complète de principes, cette propagande archinuisible, que la *Novaïa Jizn* fait sans même s'en rendre compte.

Le conflit entre les social-chauvins anglo-français et leurs gouvernements lui fait oublier que les Tchernov, les Skobélev, les Tsérétéli, les Avksentiev, les Branting, les Stauning, les Scheidemann restent les mêmes social-chauvins soutenant leurs gouvernements. N'est-ce pas là une politique sans principes ?

Au lieu de dire aux ouvriers : Voyez, les impérialistes anglo-français n'ont pas même permis à leurs social-chauvins d'aller s'entretenir avec les social-chauvins allemands, la guerre est donc *aussi* une guerre de brigandage du côté de l'Angleterre et de la France ; il n'y a donc pas de salut en dehors de la rupture avec *tous* les gouvernements, avec *tous* les social-chauvins, au lieu de tenir ce langage, la *Novaïa Jizn* nourrit les ouvriers d'illusions :

« A Stockholm, dit-elle, on se prépare à un accord sur la paix et à l'élaboration d'un plan commun de *lutte* : refus de voter les crédits, rupture avec l'« union nationale », rappel des ministres, etc. »

La seule preuve que porte cette phrase absolument mensongère, c'est que le mot « lutte » est composé en caractères gras. Belle preuve, en vérité !

Après trois ans de guerre, on nourrit encore les ouvriers des promesses les plus creuses : « On se prépare à Stockholm » à rompre avec l'union nationale...

Qui s'y prépare ? Les Scheidemann, les Tchernov, les Skobélev, les Avksentiev, les Tsérétéli, les Stauning, les Branting, c'est-à-dire précisément les hommes (et les partis) qui font depuis des années et des mois la politique de l'union sacrée. Quelle que soit la sincérité de la foi de la *Novaïa Jizn* en ce miracle, si convaincue qu'elle se proclame de la possibilité d'une semblable transformation, force nous est

de dire que la *Novaïa Jizn* sème parmi les ouvriers les plus grandes illusions.

La *Novaïa Jizn* trompe les ouvriers en leur inculquant la confiance envers les social-chauvins : à l'en croire, les social-chauvins sont bien entrés jusqu'à présent dans les ministères, ont bien fait la politique d'union sacrée, mais vont prochainement s'entendre à Stockholm, s'accorder, réaliser une entente et cesser de faire ce qu'ils ont fait. Ils vont commencer la lutte pour la paix, ils vont refuser de voter les crédits de guerre, etc., etc.

Ce n'est qu'une duperie, la pire des duperies. Ce ne sont que des consolations réactionnaires, des apaisements donnés aux ouvriers, à qui l'on veut inculquer la confiance envers les social-chauvins. Mais les socialistes qui « luttent pour la paix », pas seulement en paroles, pas pour se leurrer eux-mêmes, pas pour tromper les ouvriers, ont commencé cette lutte il y a longtemps et sans attendre de conférence internationale, ils l'ont précisément commencée en rompant l'union sacrée, comme MacLean en Angleterre, Karl Liebknecht en Allemagne, les bolcheviks en Russie.

« Nous comprenons parfaitement, écrit la *Novaïa Jizn*, le scepticisme légitime et sain des bolcheviks à l'égard des Renaudel et des Scheidemann, mais les publicistes du *Rabotchi i Soldat*, aveuglés par leur doctrinarisme, ne voient pas la forêt derrière les arbres ; ils ne tiennent pas compte du changement de l'état d'esprit des masses sur lesquelles s'appuyaient Renaudel et Scheidemann. » Il ne s'agit pas de scepticisme, Messieurs, c'est chez vous qu'un scepticisme d'intellectuels est l'état d'esprit dominant qui masque et exprime l'absence de principes. Nous ne sommes pas sceptiques à l'égard des Renaudel et des Scheidemann, nous sommes leurs ennemis. Ce sont là « deux grandes différences ». Nous avons rompu avec eux et nous convions les masses à rompre avec eux. Nous « tenons compte », et nous seuls, du changement d'état d'esprit des masses et d'une autre chose encore plus importante et plus profonde que l'état d'esprit et son changement : des intérêts fondamentaux des masses et de l'incompatibilité de ces intérêts avec la politique social-chauvine représentée par les Renaudel et les Scheidemann. Les petits messieurs de la *Novaïa Jizn* et les ministres du gouvernement impérialiste de

la Russie se rencontreront à Stockholm précisément avec les Scheidemann et les Renaudel (car Stauning et Troelstra, pour ne point parler d'Avksentiev et de Skobélev, ne diffèrent guère des Renaudel). Quant à nous, nous nous détournons de la comédie de Stockholm qui se joue entre des social-chauvins, parmi des social-chauvins, nous nous en détournons précisément pour ouvrir les yeux aux *masses*, pour exprimer leurs intérêts, pour les appeler à la révolution, pour tirer parti de leur changement d'état d'esprit, non afin de nous en accommoder, au mépris des principes, mais afin de combattre conformément à nos principes pour la rupture complète avec le social-chauvinisme.

« Les bolcheviks, écrit la *Novaïa Jizn*, se plaisent à jeter à la figure des internationalistes qui vont à Stockholm l'esprit de conciliation dont ils font preuve à l'égard des Scheidemann et des Henderson ; les bolcheviks « ne s'aperçoivent pas », ce faisant, qu'ils adoptent eux-mêmes à l'égard de la conférence — pour des raisons profondément différentes, cela va de soi — la même attitude que les Plékhanov, les Guesde et les Hyndman. »

Il est faux que nous adoptions la même attitude que les Plékhanov à l'égard de la conférence ! C'est une absurdité criante. Nos vues coïncident avec celles des Plékhanov quand nous refusons de nous rendre à une conférence équivoque avec une partie des social-chauvins. Mais, du point de vue des principes comme de la pratique, notre *attitude* envers la conférence est tout autre que celle des Plékhanov. Vous, par contre, qui vous qualifiez d'internationalistes, vous allez réellement à la conférence avec les Scheidemann, les Stauning, les Branting, vous vous accordez réellement avec eux. Car, c'est un fait, vous appelez « grande œuvre de l'union du prolétariat international » une petite affaire mesquine qui n'est, dans une large mesure, qu'une intrigue subordonnée aux intérêts des impérialistes de l'une des coalitions, l'affaire du *regroupement des social-chauvins*. C'est un fait.

Vous qui vous prétendez internationalistes, vous ne pouvez pas prêcher aux masses la participation à Stockholm (les choses n'iront très probablement pas au-delà de la prédication, car la conférence n'aura pas lieu ; mais la signification idéologique de votre prédication restera), vous ne pouvez pas prêcher aux masses la participation

à Stockholm sans accumuler les mensonges, sans semer les illusions, sans farder à leur avantage les social-chauvins, sans suggérer aux masses l'espoir que les Stauning et les Branting, les Skobélev et les Avksentiev sont capables de rompre sérieusement avec l'« union nationale ».

Nous, bolcheviks, dans notre propagande contre Stockholm, nous disons toute la vérité aux masses, nous continuons à démasquer les social-chauvins et la politique d'accord avec eux, nous conduisons les masses à une rupture complète avec eux. S'il arrive que l'impérialisme allemand croie le moment propice pour une participation à Stockholm et qu'il y envoie ses agents, les Scheidemann, tandis que l'impérialisme anglais considère le moment comme défavorable pour lui et ne veut même pas parler de paix, nous démasquons l'impérialisme anglais et nous mettons à profit le conflit qui surgit entre lui et les masses prolétariennes anglaises pour développer la conscience de celles-ci, pour nous livrer auprès d'elles à une propagande poussée en faveur de l'internationalisme, pour les éclairer sur la nécessité d'une rupture complète avec le social-chauvinisme.

Les prétendus internationalistes de la *Novaïa Jizn* se conduisent en intellectuels impressionnables, c'est-à-dire comme des gens sans caractère, enclins à subir les influences du moment et à oublier les principes fondamentaux de l'internationalisme. Les gens de la *Novaïa Jizn* font le raisonnement suivant : l'impérialisme anglais étant *contre* la conférence de Stockholm, nous devons être *pour*. La conférence a ainsi acquis une signification qu'elle n'avait pas jusqu'à présent.

Raisonner ainsi, c'est en réalité manquer de principes, car l'impérialisme allemand est en ce moment *pour* la conférence de Stockholm en raison de ses intérêts impérialistes de lutte et de brigandage. Que vaut l'« internationalisme » d'« internationalistes » qui craignent de reconnaître franchement ce fait évident et indiscutable et sont obligés de s'y dérober ? Qu'est-ce qui vous garantit, Messieurs, que, siégeant à Stockholm avec les Scheidemann et les Stauning et C^ie^, vous ne serez pas en réalité les jouets, les instruments des diplomates secrets de l'impérialisme allemand ? Vous ne pouvez pas avoir de garanties de cette sorte. Elles n'existent pas. La conférence de Stockholm, si elle a quand

même lieu, ce qui est très peu probable, sera une tentative des impérialistes allemands pour sonder des possibilités d'un échange quelconque d'annexions. Telle sera la portée réelle, effective, des beaux discours des Scheidemann, Skobélev et Cie. Et si la conférence n'a pas lieu, c'est la propagande que vous faites auprès des masses en leur suggérant des espérances trompeuses à l'égard des social-chauvins et de leur « redressement » prochain, possible, probable, qui aura une portée réelle.

Dans les deux cas, voulant être des internationalistes, vous vous révélez en fait les auxiliaires des social-chauvins tantôt de l'une des coalitions, tantôt des deux.

Alors que nous, nous tenons compte de toutes les péripéties, de toutes les particularités de la politique, en restant des internationalistes conséquents, en préconisant l'union fraternelle des ouvriers, la rupture avec les social-chauvins, la préparation de la révolution prolétarienne.

Le « Rabotchi » n° 2,
8 septembre (26 août) 1917
Signé : N. K-ov

Conforme au texte du journal

PAGES DU JOURNAL D'UN PUBLICISTE

PAYSANS ET OUVRIERS

Le n° 88 des *Izvestia du Soviet des députés paysans de Russie* [98], paru le 19 août, renferme un article extrêmement intéressant qui devrait devenir entre les mains de tout propagandiste et agitateur du Parti en contact avec les paysans, comme entre les mains de tout ouvrier conscient se rendant à la campagne ou étant en relation avec elle, un document fondamental.

C'est le « Mandat type rédigé d'après les 242 mandats présentés par les députés des provinces au Ier Congrès des députés paysans de Russie, tenu à Petrograd en 1917 ».

Il serait extrêmement désirable que le Soviet des députés paysans publie sur tous ces mandats les renseignements les plus circonstanciés (s'il est absolument impossible d'en publier le texte *in extenso*, ce qui serait évidemment préférable). Il est, par exemple, particulièrement indispensable de publier la liste complète des provinces, des districts, des cantons en indiquant combien de mandats proviennent de chaque localité, quand ils ont été rédigés ou envoyés, et en donnant une analyse ne serait-ce que des principales revendications formulées, afin qu'on puisse se rendre compte s'il existe des différences sur tel ou tel point entre les régions. Les régions de propriété familiale et les régions de propriété collective du sol, les régions grand-russes et les régions d'allogènes, les régions centrales et les régions frontières, les régions qui n'ont pas connu le ser-

vage, etc., diffèrent-elles, par exemple, d'avis sur l'abolition de la propriété privée de toutes les terres *des paysans*, sur les partages périodiques, sur l'interdiction du travail salarié, sur la confiscation du cheptel mort et vif des propriétaires fonciers, etc., etc. ? L'étude scientifique de la documentation exceptionnellement précieuse des mandats paysans est impossible sans ces données complètes. Or, nous, marxistes, devons nous attacher de toutes nos forces à l'étude scientifique des faits sur lesquels se base notre politique.

A défaut d'une meilleure documentation, le *Relevé des mandats* (nous appellerons ainsi le « mandat type ») reste, tant qu'on n'y a pas démontré quelque inexactitude de fait, un document unique en son genre qui doit se trouver, nous le répétons, entre les mains de tout membre de notre parti.

La première partie du Relevé des mandats est consacrée à la politique générale, aux revendications de la démocratie politique ; la seconde, à la question agraire. (Espérons que le Soviet des députés paysans de Russie ou quelque autre organisme dressera le bilan des mandats et des résolutions des paysans sur la guerre.) Nous ne nous arrêterons pas longtemps ici sur la première partie, nous bornant à en retenir deux points : l'élection de tous les fonctionnaires est exigée au § 6; le § 11 exige la suppression, à la fin de la guerre, de l'armée permanente. Ces points rendent le programme politique des paysans *plus proche* du programme du parti bolchevique *que d'aucun autre*. Nous appuyant sur ces points, nous devons, dans toute notre propagande et notre agitation, montrer et démontrer que les chefs mencheviques et socialistes-révolutionnaires trahissent non seulement le socialisme, mais encore la démocratie, puisqu'ils ont défendu, à Cronstadt par exemple, contre la volonté de la population, contre les principes de la démocratie, conformément aux vœux des capitalistes, l'autorité d'un commissaire dont la nomination n'est pas purement élective, mais doit être *ratifiée* par le gouvernement. Les chefs socialistes-révolutionnaires et mencheviques combattent dans les Doumas d'arrondissement de Petrograd et dans d'autres organismes d'administration autonome locale, en dépit des principes de la démocratie, la revendication bolchevique de la création immédiate d'une milice ouvrière et du passage ultérieur à la milice populaire.

Les revendications agraires des paysans consistent avant tout, d'après le Relevé des mandats, dans l'abolition sans indemnité de la propriété du sol sous toutes ses formes, jusques et y compris la propriété paysanne ; dans la transmission à l'Etat ou aux communautés rurales des entreprises agricoles hautement développées, dans la confiscation de tout le cheptel mort et vif des terres confisquées (exception faite en faveur des paysans cultivant de petites parcelles), ce cheptel devant être transmis à l'Etat ou aux communautés ; dans l'interdiction du travail salarié ; dans la répartition égalitaire du sol entre les travailleurs avec des partages périodiques, etc. Les paysans exigent, à titre de mesure transitoire avant la convocation de l'Assemblée constituante, la promulgation *immédiate* de lois interdisant l'achat et la vente des terres, l'abrogation des lois permettant aux familles de sortir des communautés, de se faire attribuer des lots d'un seul tenant, etc., sur la protection des forêts, des pêcheries, etc., sur l'abolition des contrats de location à long terme, la revision des contrats à court terme, etc.

Il suffit de réfléchir quelque peu à ces revendications pour voir l'impossibilité complète de les satisfaire *en alliance* avec les capitalistes, sans rupture complète avec eux, sans lutte vraiment résolue, vraiment impitoyable avec la classe capitaliste, sans le renversement de sa domination.

Aussi les socialistes-révolutionnaires se leurrent-ils eux-mêmes et leurrent-ils les paysans en admettant et en répandant autour d'eux l'idée que des transformations *de cet ordre* sont possibles sans renversement de la domination capitaliste, sans passage de tout le pouvoir d'Etat au prolétariat, sans soutien par les paysans pauvres des mesures révolutionnaires les plus énergiques du pouvoir d'Etat prolétarien contre les capitalistes. Et la formation de l'aile gauche dans le parti socialiste-révolutionnaire a ceci d'important qu'elle dénote au sein de ce même parti une conscience grandissante de cette duperie.

En effet, la confiscation de toutes les terres appartenant à des particuliers équivaut à la confiscation de centaines de millions de roubles de capitaux des banques auxquelles ces terres sont le plus souvent hypothéquées. Cette mesure se conçoit-elle sans que la classe révolutionnaire

brise révolutionnairement la résistance des capitalistes ? Et il s'agit là du capital le plus centralisé, le capital bancaire, qui est rattaché par des milliards de liens aux centres les plus importants de l'économie capitaliste d'un immense pays et ne peut être vaincu que par la puissance non moins centralisée du prolétariat des villes.

Continuons. Transmission à l'Etat des entreprises agricoles hautement développées. N'est-il pas évident que l'« Etat » capable de prendre en charge ces entreprises et de les gérer vraiment au profit des travailleurs, et non au profit des fonctionnaires et des capitalistes eux-mêmes, doit être un état révolutionnaire prolétarien ?

La confiscation des haras et autres établissements ainsi que de tout le cheptel mort et vif ne porte pas seulement de vigoureux coups répétés à la propriété privée des moyens de production. C'est autant de pas accomplis vers le socialisme, car la transmission de la « jouissance exclusive » de ce *cheptel* « à l'Etat ou aux communautés » entraîne la nécessité d'une grande agriculture socialiste, ou tout au moins d'un contrôle socialiste sur les petites entreprises réunies et d'une réglementation socialiste de leur économie.

Et l'« interdiction » du travail salarié ? Ce n'est qu'une phrase creuse, un vœu impuissant, d'une naïveté inconsciente, émis par de petits propriétaires écrasés qui ne voient pas que le fonctionnement de toute l'industrie capitaliste s'arrêtera si toute l'armée de réserve du travail salarié dans les campagnes fait défaut, qu'on ne peut pas « interdire » le travail salarié à la campagne et le permettre à la ville, et qu'enfin l'« interdiction » du travail salarié n'est pas autre chose qu'un pas vers le socialisme.

Et nous abordons ici la question capitale de l'attitude des ouvriers envers les paysans.

Un mouvement ouvrier social-démocrate de masse existe en Russie depuis plus de vingt ans (si l'on compte à partir des grandes grèves de 1896). On voit au cours de ce grand laps de temps, à travers deux puissantes révolutions, à travers toute l'histoire politique de la Russie, se poser la même question essentielle : est-ce la classe ouvrière qui conduira les paysans en avant, vers le socialisme, ou le bourgeois libéral qui les fera rétrograder vers la réconciliation avec le capitalisme ?

L'aile opportuniste de la social-démocratie ne cesse de raisonner suivant la très sage formule que voici : les socialistes-révolutionnaires *étant* de petits bourgeois, « nous » repoussons leur point de vue utopiquement petit-bourgeois sur le socialisme *au nom de* la négation bourgeoise du socialisme. Le marxisme est aisément remplacé par le strouvisme, le menchevisme s'abaisse jusqu'à devenir le domestique du parti cadet et se met à « réconcilier » les paysans avec la domination bourgeoise. Bras dessus bras dessous avec Tchernov et Avksentiev, Tsérétéli et Skobélev signent, au nom de la « démocratie révolutionnaire », les décrets réactionnaires des grands propriétaires fonciers du parti cadet. Telle est la manifestation la plus récente et la plus frappante de ce rôle.

La social-démocratie révolutionnaire, qui ne renonça jamais à la critique des illusions petites-bourgeoises des socialistes-révolutionnaires, qui *ne fit jamais bloc* avec eux autrement que *contre* les cadets, lutte sans cesse pour *arracher* les paysans à l'influence des cadets et oppose aux vues utopiques petites-bourgeoises sur le socialisme le chemin prolétarien révolutionnaire vers le socialisme, et non la réconciliation libérale avec le capitalisme.

Maintenant que la guerre a extraordinairement accéléré les choses et aggravé la crise du capitalisme, maintenant qu'elle a placé le peuple devant ce dilemme immédiat : périr ou marcher résolument, tout de suite, vers le socialisme, l'abîme des divergences entre le menchevisme à demi libéral et le bolchevisme prolétarien révolutionnaire apparaît nettement, pratiquement, comme une question définissant l'action de dizaines de millions de paysans.

Accommodez-vous de la domination du capital, *car* « nous » ne sommes pas encore mûrs pour le socialisme, voilà ce que disent aux paysans les mencheviks, substituant d'ailleurs la question abstraite du « socialisme » à une question bien concrète : est-il possible de guérir les plaies faites par la guerre sans marcher résolument vers le socialisme ?

Accommodez-vous du capitalisme, *car* les socialistes-révolutionnaires sont des utopistes petits-bourgeois, voilà ce que disent aux paysans les mencheviks qui soutiennent avec les socialistes-révolutionnaires le gouvernement cadet...

Quant aux socialistes-révolutionnaires, se frappant la

poitrine, ils assurent les paysans qu'ils sont les adversaires de toute paix avec les capitalistes, qu'ils n'ont jamais considéré la révolution russe comme une révolution bourgeoise, et que c'est *pour cette raison* qu'ils font bloc *précisément* avec les social-démocrates opportunistes, qu'ils soutiennent précisément le gouvernement bourgeois... Les socialistes-révolutionnaires signent tous les programmes paysans que l'on veut, même les plus révolutionnaires, afin de ne pas les appliquer, afin de les mettre sous le boisseau, afin de tromper les paysans à l'aide des promesses les plus creuses, tout en s'adonnant, des mois durant, à une politique d'« entente » avec les cadets dans un ministère de coalition.

Cette trahison flagrante, pratique, immédiate, tangible, des intérêts des paysans par les socialistes-révolutionnaires modifie extraordinairement la situation. Il faut tenir compte de cette modification. On ne peut pas se borner à l'agitation traditionnelle contre les socialistes-révolutionnaires, telle que nous la pratiquions en 1902-1903 et en 1905-1907. On ne peut pas se borner aux réfutations théoriques des illusions petites-bourgeoises sur la « socialisation du sol », la « jouissance égalitaire du sol », l'« interdiction du travail salarié », etc.

Nous étions alors à la veille de la révolution bourgeoise ou au cours d'une révolution bourgeoise inachevée, et la tâche était avant tout d'amener cette révolution jusqu'au renversement de la monarchie.

La monarchie est maintenant renversée. La révolution bourgeoise est achevée dans la mesure où la Russie est devenue une république démocratique, à la tête de laquelle se trouve un gouvernement de cadets, de mencheviks et de socialistes-révolutionnaires. En trois ans, la guerre nous a fait avancer d'une trentaine d'années ; elle a institué en Europe l'obligation générale du travail et le groupement obligatoire des entreprises industrielles en vastes cartels ; elle a amené les pays les plus avancés à la famine et à une ruine sans exemple, les obligeant à s'orienter vers le socialisme.

Le prolétariat et les paysans peuvent seuls renverser la monarchie. Tel fut, à l'époque, le principe déterminant de notre politique de classe. Et ce principe était juste. Février et mars 1917 n'ont fait que le confirmer une fois de plus.

Seul le prolétariat, dirigeant les paysans pauvres (les semi-prolétaires, comme s'exprime notre programme), peut terminer la guerre par une paix démocratique, panser les plaies qu'elle a causées et faire les premiers pas, devenus absolument nécessaires et *urgents*, vers le socialisme ; tel est maintenant le principe qui détermine notre politique de classe.

De là cette conclusion : le centre de gravité de la propagande et de l'agitation contre les socialistes-révolutionnaires doit être reporté sur la trahison qu'ils ont commise envers les paysans. Ils ne représentent pas la masse des paysans pauvres, mais la minorité des agriculteurs cossus. Ils ne conduisent pas les paysans à l'alliance avec les ouvriers ; ils les conduisent à l'alliance avec les capitalistes, c'est-à-dire à la soumission aux capitalistes. Ils ont trahi les intérêts des travailleurs et des masses exploitées en échange de bons portefeuilles ministériels, en échange du bloc avec les mencheviks et les cadets.

L'histoire, accélérée par la guerre, a fait de si grands pas en avant qu'un nouveau contenu remplit les vieilles formules. L'« interdiction du travail salarié » *n'était* auparavant *qu'*une phrase creuse d'intellectuel petit-bourgeois. C'est maintenant autre chose dans la vie : des millions de paysans pauvres déclarent, dans 242 mandats, qu'ils veulent aller vers l'interdiction du travail salarié, mais ils ne savent pas comment s'y prendre. Nous savons comment il faut s'y prendre. Nous savons que ce but ne peut être atteint que par l'union avec les ouvriers, sous la direction des ouvriers, dans la lutte contre les capitalistes, et non par une politique d'« entente » avec les capitalistes.

Voilà comment doit maintenant se modifier la ligne directrice de notre propagande et de notre agitation contre les socialistes-révolutionnaires, l'idée directrice des discours que nous tenons aux paysans.

Le parti socialiste-révolutionnaire vous a trahis, camarades paysans. Il a trahi les chaumières et il s'est rangé du côté des palais, non peut-être des palais du monarque, mais du côté des palais où les cadets, ennemis mortels de la révolution, et surtout de la révolution paysanne, siègent au même gouvernement que les Tchernov, les Péchékhonov et les Avksentiev.

Seul le prolétariat révolutionnaire, seule l'avant-garde qui fait l'unité de ce prolétariat — le parti bolchevique — peut appliquer réellement le programme des paysans pauvres, exposé dans les 242 mandats. Car le prolétariat révolutionnaire s'achemine *effectivement* vers l'interdiction du travail salarié par la seule voie sûre, celle du renversement du capital, et non par l'interdiction de louer un valet de ferme, par la « prohibition » de cette pratique. Le prolétariat révolutionnaire s'achemine effectivement vers la confiscation des terres, du cheptel, des entreprises agricoles techniques, vers ce que les paysans veulent et que les socialistes-révolutionnaires *ne peuvent pas* leur donner.

Voilà comment doit maintenant se modifier l'idée maîtresse des discours de l'ouvrier aux paysans. Nous, les ouvriers, pouvons vous donner et vous donnerons ce que les paysans pauvres veulent et cherchent sans toujours savoir où et comment le chercher. Ouvriers, nous défendons *contre les capitalistes* nos intérêts et en même temps ceux de l'immense majorité des paysans, tandis que les socialistes-révolutionnaires, alliés aux capitalistes, trahissent ces intérêts.

* * *

Rappelons au lecteur ce que disait Engels, peu avant sa disparition, sur la question paysanne. Il soulignait que les socialistes n'entendent pas le moins du monde exproprier les petits cultivateurs, et ne leur démontreront que *par la force de l'exemple* la supériorité de la grande agriculture socialiste mécanisée [99].

La guerre pose maintenant pratiquement pour la Russie une question de ce genre. On manque d'outillage. Il faut le confisquer et « ne point partager » les entreprises agricoles d'un niveau technique élevé.

Les paysans ont commencé à le comprendre. La nécessité les oblige à comprendre. La guerre les y oblige, car on ne peut prendre d'outillage nulle part. L'outillage existant doit être précisément gardé. Et la grande culture signifie une économie de travail par l'utilisation de l'outillage, de même que sur bien d'autres plans.

Les paysans veulent garder leur petite exploitation, s'assurer des normes égalitaires et les renouveler pério-

diquement... Soit. Pas un socialiste de bon sens ne se séparera pour autant des paysans pauvres. Si les terres sont confisquées, *c'est-à-dire* si la domination des banques est atteinte à la base ; si l'outillage est confisqué, *c'est-à-dire* si la domination du capital est atteinte à la base, il s'ensuit que, *lorsque le prolétariat exercera le pouvoir central*, lorsqu'il prendra le pouvoir politique, le reste viendra *par surcroît*, le reste résultera de la « force de l'exemple » et sera suggéré par la pratique même.

Le passage du pouvoir politique au prolétariat, voilà l'essentiel. Dès lors, tout ce qu'il y a d'essentiel, de fondamental, de radical dans le programme des 242 mandats *devient réalisable*. La vie montrera avec quelles modifications il sera réalisé. C'est très secondaire. Nous ne sommes pas des doctrinaires. Notre doctrine n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action.

Nous ne prétendons pas que Marx ou les marxistes connaissent sous tous ses aspects concrets le chemin du socialisme. Ce serait absurde. Nous connaissons l'orientation de ce chemin, nous savons quelles forces de classe y conduisent, mais ce qu'il est concrètement, pratiquement, c'est *l'expérience de millions d'hommes* qui le montrera, quand ils se mettront à l'œuvre.

Faites confiance aux ouvriers, camarades paysans, rompez l'alliance avec les capitalistes ! Vous ne *pourrez* commencer la réalisation du programme énoncé dans les 242 mandats qu'en étroite union avec les ouvriers. Unis aux capitalistes, sous la direction des socialistes-révolutionnaires, vous n'obtiendrez jamais *aucune* action décisive, irrévocable, dans l'esprit de ce programme.

Mais quand, unis aux ouvriers des villes dans la lutte impitoyable contre le capital, vous *commencerez* à réaliser le programme des 242 mandats, le monde entier vous soutiendra et nous soutiendra, et le succès de ce programme — non dans sa formulation actuelle, mais dans son fond — sera assuré. Le règne du capital et l'esclavage salarié prendront fin. Ce sera le début du règne du socialisme, du règne de la paix, du règne des travailleurs.

Le « Rabotchi » n° 6,
11 septembre (29 août) 1917
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

LES CALOMNIATEURS

Le numéro de la *Retch* du 20 août et celui de la *Rousskaïa Volia*, journal créé avec des fonds de provenance manifestement louche et qui recommande aux électeurs de voter, s'ils sont « d'humeur socialiste », pour l'*Edinstvo* et les « socialistes populistes », publient une fois de plus à mon sujet des déclarations calomnieuses.

Ces journaux disent tenir leurs renseignements du « ministère de la Guerre ». Et la *Retch affirme même* qu'ils sont basés sur « des preuves matérielles et de nombreux témoignages ».

La loi sur la diffamation par voie de presse est en fait suspendue en Russie. Messieurs les diffamateurs jouissent, surtout dans la presse bourgeoise, d'une entière liberté : écris sous le voile de l'anonymat, mens et diffame tant que tu voudras, invoque de prétendus communiqués officiels que nulle personnalité officielle n'a signés, cela passera ! Les vils diffamateurs, MM. Milioukov en tête, jouissent du privilège de l'immunité.

Les diffamateurs soutiennent que j'ai été en relations avec la *Ligue pour la libération de l'Ukraine*. Le journal de Milioukov écrit : « Le gouvernement allemand a chargé Lénine de faire de la propagande pour la paix. » « Deux réunions socialistes se sont tenues à Berlin avec la participation de Lénine et de Ioltoukhovski. » Et la *Rousskaïa Volia* ajoute à cette dernière phrase : « Lénine était descendu chez Ioltoukhovski. »

Puisque M. Milioukov et les autres gredins de son acabit, professionnels de la diffamation, jouissent de l'impunité,

il ne me reste qu'à répéter une fois de plus que c'est une calomnie, il ne me reste qu'à opposer une fois de plus, aux professionnels du chantage qui invoquent des témoignages, le témoignage d'un homme connu des masses.

Un certain Bassok, personnalité de la *Ligue pour la libération de l'Ukraine*, m'est connu depuis 1906 pour avoir participé alors, en même temps que moi, mais en qualité de menchevik, au congrès de Stockholm. Au cours de l'automne 1914 ou au début de 1915, quand j'habitais à Berne, un menchevik caucasien bien connu, Tria, arrivé de Constantinople, vint me voir. Il me parla de la participation de Bassok à la *Ligue pour la libération de l'Ukraine* et de la liaison qu'entretenait cette association avec le gouvernement allemand. Il me remit à cette même occasion une lettre de Bassok, dans laquelle ce dernier me faisait part de sa sympathie et manifestait l'espoir d'un rapprochement de nos idées. Mon indignation fut telle que je rédigeai immédiatement une réponse à Bassok, en présence de Tria. Je priai ce dernier de transmettre ma lettre, car il se préparait à repartir pour Constantinople.

Je déclarai dans ma lettre à Bassok que nos voies divergeaient absolument et que nous n'avions rien de commun, puisqu'il entrait en relations avec l'un des impérialistes.

Ce à quoi se bornèrent toutes mes « relations » avec la *Ligue pour la libération de l'Ukraine.*

Le « Rabotchi » n° 8,
12 septembre (30 août) 1917
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

AU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R.

Il se peut que ces lignes arrivent trop tard, car les événements se développent avec une rapidité parfois vraiment vertigineuse. Je les écris le mercredi 30 août. Ceux à qui je les adresse ne les liront pas avant le vendredi 2 septembre. A tout hasard, je crois pourtant devoir écrire ce qui suit.

La rébellion de Kornilov est tout à fait inattendue (inattendue à un tel moment et sous une telle forme) et marque, on peut le dire, un tournant vertigineux dans le cours des événements.

Comme chaque tournant brusque, celui-ci exige une révision et une modification de la tactique. Et, comme dans toute révision, il faut être archiprudent pour ne pas faire preuve d'absence de principes.

Aller jusqu'à admettre le point de vue de la défense nationale (comme Volodarski), ou jusqu'à *faire bloc* avec les socialistes-révolutionnaires, jusqu'à *soutenir* le Gouvernement provisoire (comme d'autres bolcheviks), c'est, j'en ai la conviction, faire preuve d'absence de principes. C'est archifaux, c'est faire litière des principes. Nous ne deviendrons partisans de la défense nationale *qu'après* la prise du pouvoir par le prolétariat, *après* avoir offert la paix, *après* avoir dénoncé les traités secrets et rompu toute attache avec les banques. *Après seulement.* Ni la prise de Riga, *ni la prise de Petrograd* ne feront de nous des partisans de la défense nationale. (Je vous prie instamment de faire lire ceci à Volodarski.) Jusque-là, nous sommes pour la révo-

lution prolétarienne, nous sommes contre la guerre, *nous ne sommes pas* pour la défense nationale.

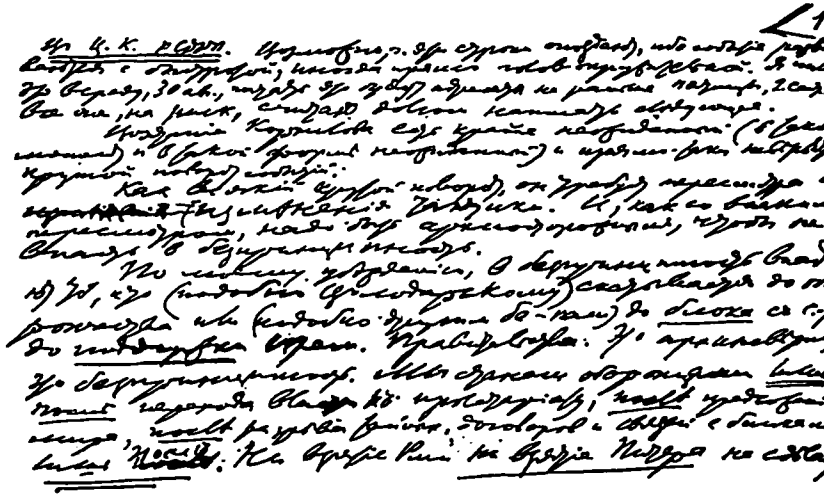
Même à présent, nous ne devons pas soutenir le gouvernement Kérenski. Ce serait ne pas avoir de principes. Comment, nous demandera-t-on, il ne faut donc pas combattre Kornilov ? Bien sûr que si ! Mais ce n'est pas une seule et même chose ; il y a une limite entre les deux ; et cette limite, certains bolcheviks la franchissent en cédant à l'« esprit de conciliation », et en se laissant *entraîner* par le flot des événements.

Nous faisons et nous continuerons de faire la guerre à Kornilov, *comme les troupes* de Kérenski ; mais nous ne soutenons pas Kérenski, nous dévoilons au contraire sa faiblesse. Il y a là une différence ; une différence assez subtile, mais tout à fait essentielle, et qu'on ne doit pas oublier.

En quoi consiste donc la modification de notre tactique après la révolte de Kornilov ?

En ce que nous modifions la *forme* de notre lutte contre Kérenski. Sans atténuer le moins du monde notre hostilité envers lui, sans rétracter aucune des paroles que nous avons dites contre lui, sans renoncer à le renverser, nous disons : il faut *tenir compte* du moment, nous n'essaierons pas de le renverser tout de suite, nous le combattrons maintenant d'*une autre façon* et plus précisément en soulignant aux yeux du peuple (qui combat Kornilov) la *faiblesse* et les *hésitations* de Kérenski. Nous le faisions déjà auparavant. Mais c'est maintenant devenu le *principal* : voilà en quoi consiste le changement.

Il consiste aussi à mettre maintenant au *premier plan* le renforcement de l'agitation pour ce qu'on pourrait appeler les « revendications partielles » en disant à Kérenski : arrête Milioukov, arme les ouvriers de Petrograd, rappelle les troupes de Cronstadt, de Vyborg et de Helsingfors à Petrograd, dissous la Douma d'Etat, arrête Rodzianko, légalise la transmission des domaines des grands propriétaires fonciers aux paysans, établis le contrôle ouvrier sur le blé et les usines, etc., etc. Et ce n'est pas seulement *à* Kérenski que nous devons présenter ces revendications, ce n'est pas *tant* à Kérenski qu'aux ouvriers, aux soldats et aux paysans *entraînés* dans la lutte contre Kornilov. Il faut les *entraîner* plus loin, les encourager à rosser les géné-



Première page d'une lettre de V. Lénine au Comité central du P.O.S.D.R. 12 septembre (30 août) 1917.
Réduction

raux et les officiers qui se sont prononcés pour Kornilov, insister pour qu'*ils* réclament immédiatement la transmission de la terre aux paysans, *leur* suggérer la nécessité d'arrêter Rodzianko et Milioukov, de dissoudre la Douma d'Etat, de supprimer la *Retch* et les autres journaux bourgeois et de les déférer aux tribunaux. Il importe surtout de pousser dans cette voie les socialistes-révolutionnaires « de gauche ».

On aurait tort de croire que nous nous sommes *éloignés* de notre objectif : la conquête du pouvoir par le prolétariat. Non. Nous nous en sommes considérablement rapprochés, *pas en ligne droite*, mais de biais. Et il faut, *sans perdre un instant*, faire contre Kérenski plutôt de l'agitation *indirecte* que de l'agitation directe et cela, en exigeant une lutte active, active au maximum, et vraiment révolutionnaire, contre Kornilov. Seul le développement de cette lutte peut *nous* mener au pouvoir ; en faisant de l'agitation il ne faut guère en *parler* (tout en sachant fermement que les événements peuvent, dès demain, nous porter au pouvoir et que nous ne le lâcherons plus quand nous l'aurons pris). A mon avis, il faudrait, dans une lettre aux agitateurs (et non dans la presse), le dire aux commissions d'agitation et de propagande et, en général, aux membres du parti. Quant aux phrases sur la défense du pays, sur le front unique de la démocratie révolutionnaire, sur le soutien du Gouvernement provisoire, etc., etc., il faut les combattre impitoyablement, en montrant précisément qu'elles ne sont que des *phrases*. L'heure est à *l'action* : ces phrases, M.M. les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, vous les avez galvaudées depuis longtemps. L'heure est à *l'action*. Il faut faire la guerre à Kornilov avec des méthodes révolutionnaires, en entraînant les masses, en les exaltant, en les enflammant (or, Kérenski *a peur* des masses, *a peur* du peuple). A cette heure dans la guerre contre les Allemands il faut *agir* : leur PROPOSER *la paix immédiatement et sans réserve des conditions précises*. On *peut* ainsi ou obtenir une paix prompte, ou transformer la guerre en guerre révolutionnaire. Autrement, mencheviks et socialistes-révolutionnaires resteront à la dévotion de l'impérialisme.

P.S. Ayant lu, *après* avoir écrit ces lignes, six numéros du *Rabotchi*, je dois dire que nous sommes parfaitement

d'accord. J'applaudis, de tout cœur, aux excellents éditoriaux [100], aux revues de la presse et aux articles signés V. M-ne et Vol-ski. Sur le discours de Volodarski, j'ai lu la lettre de ce dernier à la rédaction ; cette lettre « annule » elle aussi, mes reproches. Salut, encore une fois, et meilleurs vœux !

Lénine

Rédigé le 12 septembre (30 août) 1917
Publié pour la première fois le 7 novembre 1920 dans le n° 250 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

PAGES DU JOURNAL D'UN PUBLICISTE

1. LA RACINE DU MAL

Prenons, par exemple, l'écrivain N. Soukhanov de la *Novaïa Jizn* : tout le monde conviendra à coup sûr que ce n'est pas le pire, mais l'un des meilleurs représentants de la démocratie petite-bourgeoise. Son penchant sincère pour l'internationalisme s'est manifesté dans les moments les plus difficiles, au plus fort de la réaction tsariste et du chauvinisme. Il a des connaissances et le désir de voir clair par lui-même dans les questions sérieuses ; sa longue évolution du socialisme révolutionnaire vers le marxisme révolutionnaire l'a démontré.

Il n'en est que plus caractéristique que même de tels hommes puissent, aux heures décisives de la révolution, en traiter les questions essentielles en offrant au lecteur des réflexions aussi superficielles que celles-ci :

« ... Si grand que soit le nombre des conquêtes révolutionnaires que nous avons perdues au cours des dernières semaines, il en demeure une, la plus importante peut-être : le gouvernement et sa politique ne peuvent tenir que par la volonté de la majorité des Soviets. Toute l'influence qu'elle a abandonnée, la démocratie révolutionnaire l'a cédée de son plein gré ; ses organes démocratiques pourraient encore la recouvrer très facilement, comprenant comme il sied les exigences du moment, ils pourraient encore diriger sans peine dans la bonne voie la politique du Gouvernement provisoire. » (*Novaïa Jizn* n° 106, du 20 août.)

Ces lignes renferment sur la question la plus importante de la révolution la contre-vérité la plus superficielle et la plus monstrueuse, celle qui a d'ailleurs été répandue le plus souvent, dans différents pays, au sein de la démocratie petite-bourgeoise, et qui a perdu le plus de révolutions.

Quand on songe à la somme des illusions petites-bourgeoises contenues dans le raisonnement que nous venons de citer, l'idée vous vient malgré vous à l'esprit que les citoyens de la *Novaïa Jizn* ne siègent point par hasard au congrès d'« unification [101] » à côté des ministres, des socialistes ministrables, à côté des Tsérétéli et des Skobélev, à côté de membres du gouvernement qui sont des camarades de Kérenski, Kornilov et Cie. Ce n'est nullement l'effet du hasard. Ils ont réellement, tous, un fonds d'idées commun : la confiance insensée des petits bourgeois en l'excellence des vœux pieux, confiance empruntée sans esprit critique à l'homme de la rue. Tous les raisonnements de Soukhanov et toute l'activité de ceux d'entre les mencheviks jusqu'auboutistes qui agissent de bonne foi sont justement pénétrés de cette confiance. C'est dans cette confiance petite-bourgeoise qu'est la racine du mal dont souffre notre révolution.

Soukhanov signerait à coup sûr des deux mains cette exigence du marxisme à l'égard de toute politique sérieuse, à savoir : se fonder sur des *faits* susceptibles d'une vérification objective précise. Essayons d'aborder de ce point de vue l'affirmation de Soukhanov contenue dans le passage que nous venons de citer.

Sur quels faits repose-t-elle ? Comment Soukhanov pourrait-il prouver que le gouvernement « ne peut tenir que par la volonté » des Soviets, que ces derniers pourraient « très facilement » « recouvrer toute leur influence », et modifier sans « peine » la politique du Gouvernement provisoire ?

Soukhanov pourrait invoquer, en premier lieu, son impression générale, l'« évidence » de la puissance des Soviets, le fait que Kérenski s'est présenté devant le Soviet, les paroles aimables de certains ministres, etc. Ce seraient naturellement de très médiocres preuves, ou plus exactement l'aveu d'un manque complet de preuves, d'un manque complet de faits objectifs.

Soukhanov pourrait invoquer, en deuxième lieu, le fait objectif que l'immense majorité des résolutions des ouvriers, des soldats et des paysans se prononcent résolument pour les Soviets et pour le soutien des Soviets. Ces résolutions, dirait-il, manifestent la volonté de la majorité du peuple.

Ce raisonnement est aussi coutumier que le premier chez l'homme de la rue. Mais il est tout à fait dénué de fondement.

La volonté de la majorité des ouvriers et des paysans, c'est-à-dire la volonté certaine de la majorité de la population, s'exprima, dans toutes les révolutions, en faveur de la démocratie. L'immense majorité des révolutions se sont néanmoins terminées par la défaite de la démocratie.

Compte tenu de cette expérience de la majorité des révolutions, notamment de celle de 1848 (qui ressemble le plus à la nôtre), Marx raillait cruellement les démocrates petits-bourgeois qui entendaient vaincre à coups de motions, en invoquant la volonté de la majorité du peuple.

Notre propre expérience apporte une preuve encore plus tangible au dossier. Au printemps de 1906, la majorité des résolutions des ouvriers et des paysans étaient, sans aucun doute, en faveur de la première Douma. La majorité du peuple était, à n'en pas douter, derrière celle-ci. Le tsar réussit néanmoins à la dissoudre, l'essor des classes révolutionnaires (grèves ouvrières et agitations paysannes du printemps de 1906) ayant été trop faible pour une nouvelle révolution.

Méditez l'expérience de la révolution actuelle. En mars-avril et en juillet-août 1917, la majorité des résolutions était pour les Soviets, la majorité du peuple était pour les Soviets. Pourtant chacun voit, sent, comprend, qu'en mars-avril la révolution allait de l'avant et qu'en juillet-août elle recule. Par conséquent, invoquer dans les questions concrètes de la révolution l'opinion de la majorité du peuple, n'a encore rien de décisif.

L'invoquer comme une preuve, c'est offrir du même coup le modèle des illusions petites-bourgeoises, c'est refuser de reconnaître la nécessité de *vaincre* dans la révolution les classes ennemies, de *renverser* le pouvoir politique qui les défend ; or, la « volonté de la majorité du peuple » n'y suffit pas, il faut encore la *force* des classes révolutionnaires qui veulent et savent se battre, il faut une force susceptible d'*écraser* au moment et à l'endroit décisifs la force adverse.

Que de fois n'est-il arrivé dans les révolutions à des forces peu nombreuses, mais bien organisées, bien armées, bien centralisées, appartenant aux classes dirigeantes des

propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, de vaincre en détail les forces de la « majorité du peuple » mal organisées, mal armées et divisées ?

Il ne serait digne que du petit bourgeois le plus obtus à l'heure où la lutte des classes est particulièrement aggravée par la révolution, de substituer aux questions concrètes de cette lutte des considérations « générales » sur la « volonté du peuple ».

En troisième lieu, Soukhanov produit dans le raisonnement cité un « argument » également assez habituel chez l'homme de la rue. Il invoque le fait que « la démocratie révolutionnaire a cédé de son plein gré toute l'influence qu'elle a abandonnée ». Et il semble en déduire que l'influence cédée « de plein gré » peut être facilement recouvrée...

Raisonnement qui ne vaut rien. D'abord, le retour de ce qui a été volontairement cédé suppose le « consentement de plein gré » de celui qui en a profité. Il en découle que ce consentement de plein gré nous est donné. A qui a-t-on « *cédé* » ? Qui a bénéficié de l'« influence » cédée par la « démocratie révolutionnaire » ?

Il est extrêmement caractéristique que cette question, capitale pour un politique qui a de la tête, ait été complètement éludée par Soukhanov... Pourtant tout est là, il est essentiel de savoir en quelles mains se trouve *en fait* ce qu'a « cédé de son plein gré » la « démocratie révolutionnaire » (passez-moi le mot).

Et c'est justement ce fait essentiel que Soukhanov élude, comme l'éludent tous les mencheviks et tous les socialistes-révolutionnaires, tous les démocrates petits-bourgeois en général.

Continuons. Peut-être une « concession faite de plein gré » entre enfants est-elle facile à retirer ? Si la petite Katia a, de son plein gré, cédé sa balle à la petite Macha, il est bien possible qu'elle puisse la « recouvrer très facilement ». Mais, exception faite de l'intellectuel russe, peu de gens se permettront d'appliquer ces notions à la politique, à la lutte des classes.

En politique l'abandon volontaire de l'« influence » atteste de la part de celui qui le consent tant de débilité, un si grand manque de caractère, une telle veulerie qu'on

ne peut généralement en « déduire » qu'une chose, à savoir : celui qui abandonne de plein gré son influence « mérite » qu'on la lui retire et aussi son droit à l'existence. En d'autres termes, l'abandon volontaire de l'influence ne « démontre » par lui-même qu'un autre fait inéluctable : celui à qui vous avez cédé volontairement l'influence vous ravira jusqu'à vos droits.

Si la « démocratie révolutionnaire » a cédé de plein gré son influence, c'est que ce n'était pas une démocratie révolutionnaire, mais une démocratie petite-bourgeoise vile et poltronne, qui ne s'est pas encore débarrassée de la servilité et que ses ennemis pourront (justement après cette concession de sa part) dissoudre ou simplement réduire à néant, en la laissant mourir également « de son plein gré », de même qu'elle abandonna « de son plein gré » son influence.

Considérer les actions des partis politiques comme des *caprices*, c'est renoncer à toute *étude* de la politique. Or, une action telle que « l'abandon de plein gré de l'influence » exercée par deux grands partis jouissant, d'après tous les renseignements, toutes les informations et tous les résultats objectifs des élections, de la majorité dans le peuple, une telle action doit être *expliquée*. Elle ne peut pas être fortuite. Elle doit nécessairement être fonction de la situation économique déterminée de quelque grande classe populaire, fonction du développement historique des deux partis en question.

Le raisonnement de Soukhanov caractérise de façon remarquable, typique, les milliers de raisonnements analogues de l'homme de la rue, parce qu'il repose en fait sur la notion de bonne volonté (« de plein gré »), et ignore l'*histoire* des partis considérés ici. Soukhanov, dans ses considérations, a simplement biffé cette histoire, oubliant que les concessions volontaires en matière d'influence ont, à vrai dire, commencé le 28 février, lorsque le Soviet exprima sa confiance à Kérenski et approuva l'« accord » avec le Gouvernement provisoire. Le 6 mai fut une concession vraiment prodigieuse en matière d'influence. Dans l'ensemble, nous sommes en présence d'un phénomène dont la signification est claire : les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique se sont tout de suite placés sur le plan

incliné et ont glissé de plus en plus vite. Après les 3-5 juillet, ils ont roulé au fond de l'abîme.

Dire maintenant que la concession a été faite de plein gré, que l'on peut « très facilement » faire faire demi-tour à droite à de grands partis politiques ; que l'on peut compter les inciter « sans peine » à prendre une direction contraire à celle qu'ils suivent depuis de longues années (et depuis de longs mois de révolution), que l'on peut « très facilement » se sortir de l'abîme et remonter la pente, n'est-ce pas là atteindre les limites de la légèreté ?

En quatrième lieu, enfin, Soukhanov pourrait, à l'appui de sa thèse, invoquer que les ouvriers et les soldats qui donnent leur confiance au Soviet sont armés, ce qui leur permet de recouvrer « très facilement » toute leur influence. Mais c'est sur ce point-là, peut-être le plus important, que tout ne va pas pour le mieux dans les raisonnements de l'homme de la rue reproduits par l'écrivain de la *Novaïa Jizn.*

Comparons, pour être aussi concret que possible, les journées des 20 et 21 avril à celles qui vont du 3 au 5 juillet.

L'indignation des masses contre le gouvernement éclate le 20 avril. Un régiment en armes descend dans la rue, à Petrograd, et va pour arrêter le gouvernement. L'arrestation n'a pas lieu. Mais le gouvernement voit très bien qu'il est sans appui. Il *n'a pas* de troupes derrière lui. Un *tel* gouvernement peut en effet être « très facilement » renversé, et il adresse un ultimatum au Soviet : ou je m'en irai, ou vous me soutiendrez.

La même explosion d'indignation des masses, contenue par tous les partis, mais qui éclate malgré *toutes* les mesures prises pour la contenir, se produit le 4 juillet. Même manifestation antigouvernementale en armes. Mais voici l'énorme différence, les chefs socialistes-révolutionnaires et mencheviques, empêtrés dans leurs combinaisons et détachés du peuple, s'entendent *dès le 3 juillet* avec la bourgeoisie pour appeler les troupes de *Kalédine* à Petrograd. Voilà le fait essentiel !

Kalédine l'a dit avec une franchise toute militaire à la conférence de Moscou : c'est pourtant vous-mêmes, ministres socialistes, qui « nous » avez appelés à la rescousse le 3 juillet !... Personne n'a osé démentir Kalédine à la

conférence de Moscou, parce qu'il disait la vérité. Kalédine raillait les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, qui devaient se taire. Le général cosaque leur crachait au visage : « Divine rosée ! » dirent-ils en s'essuyant la figure.

Les journaux bourgeois ont cité ces paroles de Kalédine ; la *Rabotchaïa Gazéta* menchevique et le *Diélo Naroda* socialiste-révolutionnaire ont *dissimulé* à leurs lecteurs cette déclaration politique la plus importante de toutes celles qui furent faites à la conférence de Moscou.

Il est advenu que le gouvernement a, pour la première fois, reçu tout spécialement l'appui des troupes de Kalédine, tandis que les troupes résolues, vraiment révolutionnaires, et les ouvriers, furent désarmés. Voilà le fait essentiel que Soukhanov élude et oublie « très facilement », mais qui reste un fait acquis. Et c'est le fait déterminant à cette étape précise de la révolution, pour la *première* révolution.

A l'endroit décisif, sur le front puis à l'armée, le pouvoir est passé *aux Kalédine*. C'est un fait. Les éléments les plus actifs des troupes qui leur sont hostiles sont désarmés. Que les Kalédine ne mettent pas aussitôt le pouvoir à profit pour instituer une dictature complète, voilà qui ne dément nullement qu'ils détiennent le pouvoir. Le tsar ne détenait-il pas le pouvoir après décembre 1905 ? Et les circonstances ne l'obligèrent-elles pas à en user avec tant de circonspection qu'il dut convoquer deux Doumas avant d'assumer la *totalité du pouvoir*, c'est-à-dire avant d'accomplir un coup d'Etat [102] ?

On juge un pouvoir à ses actes et non à ses paroles. Depuis le 5-juillet, les actes du gouvernement montrent que les Kalédine exercent le pouvoir et progressent lentement, mais *sûrement*, obtenant chaque jour des « concessions » grandes et petites : c'est, un jour, l'impunité des élèves-officiers qui ont saccagé la *Pravda*, qui tuent les militants de la *Pravda*, qui procèdent à des arrestations arbitraires ; c'est, le lendemain, la loi sur l'interdiction des journaux, la loi sur l'interdiction des réunions et des congrès, la loi sur le bannissement sans jugement, la loi sur l'emprisonnement pour outrage aux « ambassadeurs des puissances amies », la loi sur les travaux forcés pour atteinte à l'autorité

du gouvernement, la loi rétablissant la peine de mort sur le front, etc., et *ainsi de suite.*

Les Kalédine ne sont pas des imbéciles. Pourquoi se précipiteraient-ils, tête baissée, au risque d'échouer, quand ils obtiennent *chaque jour* morceau par morceau, ce dont ils ont besoin ? Et ces benêts de Skobélev et de Tsérétéli, de Tchernov et d'Avksentiev, de Dan et de Liber, de s'écrier : « Victoire ! Triomphe de la démocratie ! » à chaque progrès des Kalédine, voyant une « victoire » dans le fait que les Kalédine, les Kornilov et les Kérenski ne les avalent pas d'une bouchée ! !

La racine du mal, c'est que les masses petites-bourgeoises sont portées par leur situation économique même à une inconscience et une crédulité étonnantes, qu'elles sont encore plongées dans un demi-sommeil et grommellent en rêve : Ce qui a été abandonné de plein gré peut être « très facilement » recouvré ! Essayez un peu de le recouvrer, de le faire rendre de plein gré par les Kalédine et les Kornilov !

La racine du mal, c'est que les publicistes « démocrates » entretiennent, au lieu de les combattre, les pires illusions d'une petite bourgeoisie stupide.

A considérer les choses comme doivent le faire l'historien politique en général et le marxiste en particulier, c'est-à-dire en examinant les événements dans leur enchaînement, il devient tout à fait évident que le revirement décisif, loin d'être « facile » en ce moment, est au contraire devenu absolument impossible, *à moins d'une nouvelle révolution.*

Je ne me demande pas si cette révolution est souhaitable ou non, je ne me demande pas si elle peut être légale et pacifique (d'une façon générale l'histoire a connu des exemples de révolutions pacifiques et légales). Je constate seulement l'impossibilité historique d'un revirement décisif sans nouvelle révolution. Car le pouvoir est *déjà* en d'autres mains, la « démocratie révolutionnaire » ne l'a déjà plus, d'autres l'ont *déjà* pris et affermi. Et l'attitude des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique n'est pas fortuite ; c'est le produit de la situation économique de la petite bourgeoisie et le résultat d'une longue suite d'événements politiques qui vont du 28 février

au 6 mai, du 6 mai au 9 juin, du 9 juin au 18 et au 19 (l'offensive), etc. Il faut désormais un revirement dans la situation du pouvoir, dans la composition du gouvernement, dans les conditions d'activité des plus grands partis, et dans l'« orientation » de la classe qui les alimente. De tels revirements sont historiquement inconcevables, *à moins d'une nouvelle révolution.*

Au lieu d'expliquer au peuple les principales conditions historiques d'une nouvelle révolution, ses prémisses économiques et politiques, ses objectifs politiques, les rapports de classe qui lui correspondent, etc., Soukhanov et la multitude des démocrates petits-bourgeois *endorment* le peuple avec tout un jeu d'arguments futiles et d'apaisements mutuels d'après lesquels nous « recouvrerons tout sans peine », « très facilement », d'après lesquels « la plus importante » des conquêtes révolutionnaires « demeure ». Il y a tout un galimatias de ce genre, superficiel, ignare, vraiment criminel.

Les signes d'un profond revirement social sont là. Ils indiquent nettement la direction du travail. L'influence des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks baisse manifestement au sein du prolétariat, tandis que grandit manifestement celle des bolcheviks. Signalons entre autres que même les élections du 20 août ont donné un *accroissement* de voix en faveur des bolcheviks, par rapport aux élections de juin aux Doumas[103] d'arrondissement de Petrograd. Cela, en dépit de l'entrée des « troupes de Kalédine à Petrograd » !

Au sein de la démocratie petite-bourgeoise, qui ne peut manquer d'hésiter entre la bourgeoisie et le prolétariat, le revirement est objectivement attesté par le renforcement, l'accentuation, le progrès des tendances révolutionnaires internationalistes : Martov et d'autres parmi les mencheviks, Spiridonova, Kamkov et d'autres parmi les socialistes-révolutionnaires. Point n'est besoin de dire que la famine imminente, la débâcle économique, des défaites sur le front sont susceptibles de hâter extraordinairement ce revirement vers le passage du pouvoir au prolétariat soutenu par les paysans pauvres.

2. CORVÉE ET SOCIALISME

Des adversaires les plus haineux du socialisme lui rendent parfois service par le zèle inconsidéré de leurs « révélations ». Ils s'attaquent justement à ce qui suscite la sympathie et mérite d'être imité. Le caractère même de leurs attaques ouvre les yeux au peuple sur l'infamie de la bourgeoisie.

C'est ce qui vient d'arriver à l'un des plus infâmes journaux de la bourgeoisie, la *Rousskaïa Volia*, qui a publié, le 20 août, une correspondance d'Ekatérinbourg, intitulée « La corvée ». Nous y lisons ce qui suit :

« ... Le Soviet des députés ouvriers et soldats a introduit la corvée, dans notre ville, pour les citoyens possédant des chevaux. Ils doivent à tour de rôle mettre leurs chevaux à la disposition des membres du Soviet appelés à se déplacer pour motifs de service.

Un tour de service a été arrêté, et chaque citoyen possesseur d'un cheval est régulièrement informé par écrit du lieu, du jour et de l'heure où il doit se rendre à son tour avec son cheval.

Pour donner plus de poids à cet « ordre », il y est ajouté : « En cas d'inexécution de la présente, le Soviet louera des voitures et des cochers à vos frais, jusqu'à concurrence de 25 roubles... »

Le défenseur des capitalistes, naturellement, s'indigne. Les capitalistes voient d'un œil serein l'immense majorité de la population, astreinte non seulement à la « corvée », mais encore au bagne des fabriques, des mines et plus généralement du salariat, et souvent vouée à la faim par le chômage, lutter toute sa vie contre le besoin. Les capitalistes considèrent ce spectacle d'un œil serein.

Mais quand les ouvriers et les soldats imposent aux capitalistes une obligation d'intérêt général, même minime, messieurs les exploiteurs crient à la « corvée » ! !

Demandez à n'importe quel ouvrier, à n'importe quel paysan, s'il serait fâcheux que les Soviets des députés ouvriers et soldats fussent le seul pouvoir dans l'Etat et se missent à instituer partout pour les riches des obligations d'intérêt général, telles que des tours de service obligatoires pour les chevaux, les automobiles et les bicyclettes, des heures de travail obligatoire quotidien dans les bureaux pour l'inventaire des produits alimentaires, le recensement des indigents. etc., etc.

Tout ouvrier, tout paysan, sauf peut-être le koulak, dira que ce serait bien.

Et cela est vrai. Ce n'est pas encore le socialisme, ce n'est qu'un premier pas vers le socialisme, mais c'est justement ce qu'il faut tout de suite, d'urgence, au pauvre peuple. Sans mesures de cet ordre, le peuple ne peut être sauvé de la famine et de la ruine.

Pourquoi donc le Soviet d'Ekatérinbourg reste-t-il une rare exception ? Pourquoi de telles mesures ne sont-elles pas prises dans toute la Russie depuis longtemps, pourquoi ne constituent-elles pas tout un système ?

Pourquoi, après avoir imposé aux riches l'obligation de mettre leurs chevaux à la disposition de la société, ne les oblige-t-on pas à rendre des comptes détaillés sur leurs opérations financières, notamment sur les fournitures à l'Etat, sous un contrôle analogue des Soviets, avec des « informations régulières par écrit » sur le lieu et le moment de la présentation des comptes et du paiement des impôts ?

Parce que l'immense majorité des Soviets sont dirigés par des chefs « socialistes-révolutionnaires » et mencheviques passés en réalité à la bourgeoisie, entrés dans le gouvernement bourgeois, tenus de le soutenir et qui ont trahi la démocratie en même temps que le socialisme. Ces chefs s'occupent de passer des « accords » avec la bourgeoisie qui, loin de permettre d'imposer par exemple aux riches, à Petrograd, des charges d'intérêt général, s'oppose depuis des mois à des réformes beaucoup plus modestes.

Ces chefs se mentent à eux-mêmes et trompent le peuple en alléguant que « la Russie n'est pas encore mûre pour le socialisme ».

Pourquoi faut-il considérer cet argument comme une tromperie ?

Parce que les arguments de ce genre tendent à présenter les choses sous un jour faux, à faire croire qu'il s'agissait d'une transformation d'une complexité et d'une difficulté sans nom, appelée à faire violence aux habitudes de dizaines de millions d'hommes. Les choses sont présentées sous un jour faux pour faire croire que l'on voulait « instaurer » le socialisme en Russie simplement par décret, sans tenir compte du niveau de la technique, de l'abondance des petites

entreprises, des habitudes et de la volonté de la majorité de la population.

Ce n'est que mensonge d'un bout à l'autre. Personne n'a jamais rien proposé de semblable. Aucun parti, aucune personnalité ne se propose d'« instaurer le socialisme » par décret. Il s'agissait et il s'agit exclusivement de mesures qui, comme l'établissement d'un service social obligatoire pour les riches à Ekatérinbourg, sont pleinement approuvées par la masse des pauvres, c'est-à-dire par la majorité de la population ; mesures pleinement parvenues à maturité au point de vue technique et culturel, et qui soulageront tout de suite la situation des pauvres, permettront d'atténuer et de répartir plus également les charges pénibles du temps de guerre.

Près de six mois de révolution se sont déjà écoulés, et les chefs socialistes-révolutionnaires et mencheviques continuent à entraver l'application de toutes les mesures de ce genre et à trahir les intérêts du peuple au profit de l'« accord » avec la bourgeoisie.

Tant que les ouvriers et les paysans ne comprendront pas que ces chefs sont des traîtres, qu'il faut les chasser, les relever de toutes leurs fonctions, les travailleurs resteront inévitablement asservis à la bourgeoisie.

Le « Rabotchi » n° 10
14 (1er) septembre 1917
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

SUR LA QUESTION DU PROGRAMME DU PARTI

La communication faite par le camarade Boukharine dans *Spartak* [104], sur la convocation d'un congrès « restreint» en vue de l'adoption du programme, montre que cette question arrive à maturité.

Elle est réellement urgente.

Notre parti vient en tête des partis internationalistes, c'est aujourd'hui un fait.

Il est de son devoir de prendre l'initiative et de proposer un programme *répondant* aux problèmes soulevés par l'impérialisme.

Ce serait un scandale et une honte si nous ne le faisions pas.

Je propose au Comité central de prendre la décision suivante :

« *Chaque* organisation du parti désigne immédiatement une ou plusieurs commissions chargées de préparer le programme et leur *fait un devoir*, ainsi qu'à tous les théoriciens et écrivains du parti, de se mettre à l'œuvre *toutes affaires cessantes* et de présenter soit leurs projets, soit des propositions de modifications ou d'amendements aux autres projets dans un délai n'excédant pas *3 à 7* jours. »

C'est parfaitement réalisable à la condition de travailler avec opiniâtreté.

De réunir et d'imprimer ces projets ou bien de les faire dactylographier et les envoyer aux principales organisations, ce qui demandera une quinzaine de jours.

Ensuite, d'annoncer *dès à présent* la convocation d'un congrès **restreint** (1 délégué pour 4 000 ou 5 000 membres) chargé d'adopter le programme, et qui se tiendra dans un mois.

Notre Parti est tenu de présenter un programme : c'est *seulement ainsi* que nous ferons *progresser*, non en paroles mais en fait, l'idée de la III[e] Internationale.

Le reste n'est que phrases, promesses, renvoi aux calendes grecques. L'initiative prise, nous accélérerons le travail de toutes parts ; alors seulement nous préparerons le programme de la III[e] Internationale.

Rédigé au plus tard le 3 (16) septembre 1917
Publié pour la première fois en 1928 dans le Recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit

A PROPOS DE ZIMMERWALD [105]

L'erreur que nous avons commise en ne sortant pas de cette organisation est maintenant parfaitement claire.

On trompe tout le monde avec l'espoir de Stockholm. Et la conférence de Stockholm est « ajournée » de mois en mois.

Or, Zimmerwald « *attend* » Stockholm ! Les kautskistes plus les Italiens, c'est-à-dire la majorité de Zimmerwald, « attendent » Stockholm.

Et nous participons à cette comédie. Nous en *répondons* devant les ouvriers.

C'est une honte.

Il faut sortir *sur-le-champ* de l'organisation de Zimmerwald.

En n'y restant qu'à des fins d'informations, nous ne perdons rien, mais nous *cessons de répondre* de la comédie de l'« attente » de Stockholm.

En sortant de l'organisation pourrie de Zimmerwald, nous devons décider sur l'heure, en séance plénière du 3 septembre 1917, de *réunir une conférence des gauches* et d'en charger nos représentants à Stockholm.

Autrement il apparaît qu'ayant commis la sottise de rester dans l'organisation de Zimmerwald, notre parti, le seul parti internationaliste du monde, qui a 17 journaux, etc., *joue à l'entente* avec les Martov et les Tsérétéli allemands et italiens, de même que Martov s'entend avec Tsérétéli, Tsérétéli avec les socialistes-révolutionnaires, et les socialistes-révolutionnaires avec la bourgeoisie...

Et cela s'appelle « être pour » la III[e] Internationale ! ! !

Rédigé au plus tard le 16 (3) septembre 1917
Publié pour la première fois en 1938 dans le Recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit

DES ATTEINTES AU PRINCIPE DÉMOCRATIQUE DANS LES ORGANISATIONS DE MASSE

Il faut adopter une résolution flétrissant comme une *fraude* * digne de Nicolas II, des procédés tels que ceux du Soviet des députés *soldats* (1 député pour 500 soldats, tandis que les ouvriers en ont 1 pour 1 000 [106]) ou du Bureau des syndicats (dans les petits syndicats, 1 député pour un nombre a de membres, dans les gros syndicats 1 député pour un nombre a-b de membres).

Quels *démocrates* serions-nous si nous tolérions cette *fraude* sans mot dire ?

Que pourrions-nous alors reprocher à Nicolas II qui « octroyait », lui aussi, une représentation *inégale* aux paysans et aux propriétaires fonciers ? ?

Tolérer de telles choses serait prostituer la démocratie.

Il faut adopter une résolution exigeant le suffrage égal (aux Soviets et aux congrès des syndicats), flétrir la *moindre* entorse à l'égalité comme une *fraude* c'est bien le terme, comme *un procédé digne de Nicolas II ;* et cette résolution de l'assemblée plénière du C. C., rédigée de façon populaire, il faut la répandre sous forme de tract parmi les masses ouvrières.

On ne peut pas tolérer de *fraude* en matière de démocratie quand on se dit « démocrates ». Nous ne serions pas des démocrates, nous serions des gens sans principe si nous tolérions cela ! !

Rédigé le 16 (3) septembre 1917 au plus tard
Publié pour la première fois en 1928 dans le Recueil Lénine VII

Conforme au manuscrit

* « Un représentant toujours et partout pour un nombre égal d'électeurs », tel est l'abc de la démocratie. Tout autre procédé est une fraude.

AU SUJET DES COMPROMIS

On appelle compromis, en politique, l'abandon de certaines revendications, d'une partie de ces revendications, en vertu d'un accord avec un autre parti.

L'idée que la foule se fait habituellement des bolcheviks, idée entretenue par la presse qui nous calomnie, c'est que les bolcheviks n'acceptent jamais aucun compromis avec qui que ce soit.

Cette idée nous flatte en tant que parti du prolétariat révolutionnaire, car elle prouve que nos ennemis mêmes sont obligés de reconnaître notre fidélité aux principes fondamentaux du socialisme et de la révolution. Mais il faut cependant dire ce qui est vrai : cette idée ne correspond pas à la vérité. Engels avait raison lorsque, dans sa critique du manifeste des communards blanquistes [107] (1873), il raillait leur déclaration : « Pas de compromis ! »[108]. Ce n'est qu'une phrase, disait-il, car il arrive fréquemment que les circonstances imposent fatalement des compromis à un parti en lutte, et il est absurde de renoncer à tout jamais à « accepter le paiement d'une dette par tranches » [109]. Le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire n'est pas de proclamer une renonciation impossible à tout compromis, mais bien de savoir rester, *à travers tous les compromis*, dans la mesure où ils sont inévitables, fidèle à ses principes, à sa classe, à sa mission révolutionnaire, à sa tâche de préparation de la révolution et d'éducation des masses en vue de la victoire révolutionnaire.

Un exemple. La participation aux III^e^ et IV^e^ Doumas était un compromis, une abdication temporaire des revendications révolutionnaires. Mais c'était un compromis rigoureusement imposé, car le rapport des forces excluait pour nous, et cela pour un certain temps, l'action révolutionnaire des masses ; pour préparer cette action à longue échéance, il *fallait* savoir travailler aussi *de l'inté-*

rieur de cette « écurie ». L'histoire a démontré que les bolcheviks avaient pleinement raison, en tant que parti, de poser ainsi la question.

Il s'agit maintenant, non d'un compromis imposé, mais d'un compromis volontaire.

Notre parti aspire, comme tout parti politique, à l'exercice du *pouvoir*. La dictature du prolétariat révolutionnaire est notre but. Six mois de révolution ont confirmé, avec une netteté, une force, un éclat extraordinaire, que cette revendication était juste et inévitable, précisément dans l'intérêt de la révolution *actuelle*. Car, autrement, le peuple ne pourra obtenir ni une paix démocratique, ni la remise de la terre aux paysans, ni la liberté complète (c'est-à-dire une république entièrement démocratique). La marche des événements durant ces six mois de révolution, la lutte des classes et des partis, le développement des crises des 20-21 avril, des 9-10 et 18-19 juin, des 3-5 juillet et des 27-31 août l'ont montré et démontré.

Nous sommes maintenant en présence d'un tournant tellement brusque et tellement original de la révolution russe que nous pouvons, en tant que parti, proposer un compromis volontaire, non certes à la bourgeoisie, notre ennemi direct, notre ennemi principal, mais à nos adversaires les plus proches, aux partis « dirigeants » de la démocratie petite-bourgeoise, aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks.

Ce n'est qu'à titre exceptionnel, ce n'est qu'en vertu d'une situation spéciale, qui, vraisemblablement, durera très peu de temps, que nous pouvons proposer un compromis à ces partis et que nous devons, me semble-t-il, le faire.

Ce qui est un compromis pour nous, c'est le retour à notre revendication d'avant juillet : Tout le pouvoir aux Soviets, formation d'un gouvernement de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks, responsable devant les Soviets.

En ce moment, et en ce moment seulement, *peut-être pendant quelques jours tout au plus* ou pendant une semaine ou deux, un tel gouvernement pourrait se former et s'affermir d'une manière toute pacifique. Il pourrait très vraisemblablement assurer la *progression* pacifique de la révolution

russe et de très grandes chances de progrès au mouvement mondial vers la paix et vers la victoire du socialisme.

Ce n'est qu'en faveur de ce développement pacifique de la révolution, ce n'est que pour profiter de cette possibilité historique *extrêmement* rare et *extrêmement* précieuse que les bolcheviks, partisans de la révolution mondiale et des méthodes révolutionnaires, peuvent et doivent, à mon avis, accepter un compromis de ce genre.

Ce compromis serait que, sans prétendre à la participation gouvernementale (impossible pour un internationaliste sans que soient effectivement assurées les conditions de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres), les bolcheviks renonceraient à réclamer la remise immédiate du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres et à employer les méthodes révolutionnaires pour faire triompher cette revendication. Une condition allant de soi, qui n'aurait rien de nouveau pour les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, ce serait l'entière liberté de l'agitation et la convocation de l'Assemblée constituante à la date fixée, ou même dans un délai plus rapproché.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, en tant que bloc gouvernemental, consentiraient (à supposer que le compromis soit réalisé) à former un gouvernement entièrement et exclusivement responsable devant les Soviets, auxquels serait transmis tout le pouvoir central et aussi local. Telle serait la condition « nouvelle ». Les bolcheviks, me semble-t-il, ne devraient poser aucune autre condition. Car ils estiment qu'une liberté vraiment entière de l'agitation et l'application immédiate du nouveau principe démocratique lors de la constitution des Soviets (leur renouvellement) et dans leur fonctionnement assureraient par elles-mêmes la progression pacifique de la révolution et l'*extinction pacifique* de la lutte des partis au sein des Soviets.

Mais peut-être n'est-ce *plus* possible ? Peut-être. S'il ne restait pourtant qu'une chance sur cent, cette chance vaudrait d'être tentée.

Que gagneraient à ce « compromis » les deux parties « contractantes », les bolcheviks d'une part et le bloc des socialistes-révolutionnaires et mencheviks de l'autre ? Si *les deux* parties n'y gagnent rien, le compromis est évi-

demment impossible et il est inutile d'en parler. Quelque difficulté que présente maintenant sa réalisation (après juillet et août, deux mois qui valent vingt ans de « paisible » torpeur), il me semble qu'il lui reste encore une petite chance, et cette chance est fournie par la décision qu'ont prise les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks de ne pas participer au gouvernement avec les cadets.

Les bolcheviks gagneraient à ce compromis en ce sens qu'ils auraient la possibilité de propager librement leurs idées et, grâce à la réalisation effective d'une démocratie intégrale, de gagner de l'influence dans les Soviets. En paroles « tout le monde » leur reconnaît maintenant cette liberté. En realité, elle est *impossible* sous un gouvernement bourgeois ou sous un gouvernement auquel participe la bourgeoisie, sous un gouvernement autre que celui des Soviets. Sous le gouvernement des Soviets, cette liberté serait *possible* (nous ne disons pas qu'elle serait absolument assurée ; elle serait en tout cas possible). Pour s'assurer une telle possibilité, il conviendrait, en ces heures difficiles, d'accepter un compromis avec la majorité actuelle des Soviets. Nous n'avons rien à craindre, *quant à nous*, d'une démocratie authentique, car la vie est avec nous, et les tendances mêmes qui se développent au sein des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, nos adversaires, nous donnent raison.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires gagneraient à ce compromis en ce sens qu'ils auraient d'emblée l'entière possibilité de réaliser le programme de *leur* bloc, en s'appuyant manifestement sur l'immense majorité du peuple et en s'assurant la faculté d'utiliser « pacifiquement » leur majorité dans les Soviets.

Certes, deux voix se feraient sans doute entendre au sein de ce bloc, nécessairement hétérogène comme tout bloc et aussi parce que la démocratie petite-bourgeoise est *toujours* moins homogène que la bourgeoisie et le prolétariat.

L'une dirait : notre chemin n'est pas celui des bolcheviks et du prolétariat révolutionnaire. Ce dernier formulera, quoi que nous fassions, des revendications excessives et entraînera, par sa démagogie, les paysans pauvres. Il exigera la paix et la rupture avec les alliés. Chose

impossible. Nous sommes plus près de la bourgeoisie et plus à l'aise avec elle ; il n'y a pas eu de rupture entre nous, mais simplement une *brouille* momentanée, encore n'est-elle due qu'à l'incident Kornilov. On s'est brouillé, on se raccommodera. Les bolcheviks ne nous « concèdent » d'ailleurs absolument rien, car toutes leurs tentatives insurrectionnelles seraient vouées à des défaites analogues à celle de la Commune de 1871.

L'autre voix dirait : Il est très superficiel et même sot de se référer à la Commune. D'abord, parce que les bolcheviks ont malgré tout profité quelque peu de l'expérience de 1871 ; ils ne manqueraient pas de mettre la main sur la Banque et n'hésiteraient pas à marcher sur Versailles. Dès lors, la Commune elle-même aurait pu vaincre. En outre, la Commune ne pouvait donner immédiatement au peuple ce que pourraient lui donner les bolcheviks en accédant au pouvoir, c'est-à-dire la terre aux paysans, la paix immédiate, le contrôle effectif de la production, une paix honnête avec les Ukrainiens, les Finlandais, etc. Les bolcheviks ont, vulgairement parlant, dix fois plus d'« atouts » en main que la Commune. En second lieu, la Commune implique de toute façon une âpre guerre civile suivie d'un arrêt prolongé du développement paisible de la civilisation ; elle faciliterait les opérations et les machinations de toutes sortes des Mac-Mahon et des Kornilov, grave danger pour toute notre société bourgeoise. Est-il raisonnable de courir le risque d'une Commune ?

Or la Commune est inévitable en Russie, si nous ne prenons pas le pouvoir, si la situation reste ce qu'elle a été du 6 mai au 31 août. Tout ouvrier révolutionnaire, tout soldat révolutionnaire pensera infailliblement à la Commune, y croira, tentera inévitablement de la réaliser. « Le peuple, se dira-t-il, va à sa perte ; la guerre, la famine, la ruine s'aggravent. Seule la Commune peut nous sauver. Sacrifions-nous, mourons tous, s'il le faut, mais vive la Commune ! » Ces idées se feront jour infailliblement chez les ouvriers, et il ne sera plus aussi facile de vaincre la Commune qu'en 1871. La Commune russe aura dans le monde entier des alliés cent fois plus puissants qu'il n'y en a eu en 1871... Est-il raisonnable de courir le risque d'une Commune ? On ne saurait d'ailleurs convenir qu'au fond les

bolcheviks ne nous accordent rien par leur compromis. Dans tous les pays civilisés, les ministres intelligents apprécient hautement tout accord, si mince soit-il, avec le prolétariat durant la guerre. Ils en connaissent la valeur, la grande valeur. Or, ce sont des hommes d'affaires, des ministres authentiques. Les bolcheviks, eux, s'affermissent rapidement, malgré la répression dont ils sont l'objet et la faiblesse de leur presse... Est-il raisonnable de courir le risque d'une Commune ?

La majorité nous est assurée, les paysans pauvres ne sont pas encore près de se réveiller, nous avons du temps de reste. J'ai peine à croire que la majorité suive, dans un pays essentiellement agricole, les éléments extrémistes. Or, dans une république vraiment démocratique, l'insurrection contre une majorité notoirement établie est impossible. Ainsi parlerait la seconde voix.

Il se trouvera, peut-être, parmi quelques amis politiques de Martov et de Spiridonova, une troisième voix qui dira : Je suis indigné, « camarades », de ce que, raisonnant sur la Commune et ses possibilités de réalisation, vous vous rangiez tous deux sans hésitation aux côtés de ses adversaires. Sous une forme ou sous une autre, vous êtes tous deux avec ceux qui ont écrasé la Commune. Je n'irai pas mener campagne pour la Commune, je ne puis m'engager d'avance à combattre dans ses rangs comme le fera tout bolchevik ; mais je dois dire que *si malgré* mes efforts, la Commune surgit, je soutiendrai plutôt ses défenseurs que ses ennemis...

Les divergences de vues sont considérables et inévitables au sein du « bloc », car la démocratie petite-bourgeoise comporte une foule de nuances qui vont du bourgeois bien établi et parfaitement ministrable au quasi-miséreux, qui n'est pas encore tout à fait capable d'adopter le point de vue du prolétaire. Et nul ne saurait dire quel sera, à tel ou tel moment, le résultat de ces divergences de vues.

* *
*

Les lignes qui précèdent ont été écrites vendredi dernier, 1er septembre, mais, par suite de circonstances fortuites (l'Histoire dira que, sous Kérenski, les bolcheviks n'a-

vaient pas tous le droit d'élire domicile où bon leur semblait), elles ne sont pas parvenues le même jour à la rédaction. Je me dis maintenant, après avoir lu les journaux de samedi et de dimanche : notre offre de compromis arrive sans doute trop tard. Les quelques jours pendant lesquels le développement pacifique des événements était *encore* possible, appartiennent sans doute, eux *aussi*, au passé. Oui, tout montre qu'il en est ainsi [110]. D'une façon ou d'une autre Kérenski *sortira* du parti socialiste-révolutionnaire et *s'écartera* des socialistes-révolutionnaires, et il s'affermira au pouvoir avec l'aide des bourgeois *sans* les socialistes-révolutionnaires, grâce à leur inaction... Oui, tout montre que les jours où la possibilité de s'engager dans la voie du développement pacifique s'offrit fortuitement sont *déjà* révolus. Il ne me reste plus qu'à envoyer ces notes à la rédaction avec prière de les intituler : « Réflexions tardives »... Il n'est pas jusqu'à des réflexions tardives qui ne puissent présenter, parfois, un certain intérêt.

Rédigé du 14 au 16 (1er au 3) septembre 1917
Publié dans le n° 3 du « Rabotchi Pout », le 19 (6) septembre 1917
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE [111]

Se référant à la résolution sur la situation politique adoptée par le VI[e] congrès du P.O.S.D.R. (bolchevique) et l'appliquant à la situation présente, l'assemblée plénière du Comité central du P.O.S.D.R. constate que :

1. Du 3 juillet au 3 septembre, en deux mois, la lutte des classes et le cours des événements politiques ont tellement fait progresser le pays entier, par suite de la rapidité incroyable de la révolution, que de longues années n'auraient pu, en temps de paix, sans révolution et sans guerre, le faire avancer de la sorte.

2. Il apparaît de plus en plus clairement que les événements des 3-5 juillet ont marqué un tournant de la révolution tout entière. Sans une juste appréciation de ces événements, il est impossible d'apprécier avec justesse les tâches du prolétariat et la rapidité, indépendante de notre volonté, des événements révolutionnaires.

3. Les calomnies répandues avec un zèle invraisemblable par la bourgeoisie contre les bolcheviks, et très largement diffusées par elle dans les masses populaires grâce aux millions placés dans la presse et dans les maisons d'édition capitalistes, sont de plus en plus rapidement et largement démasquées. Il devient toujours plus évident aux yeux des masses ouvrières de la capitale et des grandes villes d'abord, aux yeux des paysans ensuite, que les calomnies forgées contre les bolcheviks sont une des principales armes des grands propriétaires fonciers et des capitalistes dans la lutte contre les défenseurs des intérêts des ouvriers et paysans pauvres, c'est-à-dire contre les bolcheviks.

4. La rébellion de Kornilov, c'est-à-dire des généraux et des officiers appuyés par les grands propriétaires fonciers et par les capitalistes avec à leur tête le parti cadet (parti de la « liberté du peuple »), a nettement tenté de se justifier en reprenant les vieilles calomnies contre les bolcheviks et a contribué par là à ouvrir définitivement les yeux aux larges masses populaires sur la signification réelle des diffamations répandues par la bourgeoisie contre le parti ouvrier bolchevique, parti des vrais défenseurs des pauvres.

5. Si notre parti s'était refusé à soutenir le mouvement spontané des masses les 3 et 4 juillet, mouvement qui se produisit malgré les efforts que nous avions faits pour le contenir, cela eût été trahir manifestement et complètement le prolétariat, car le mouvement des masses naissait de l'indignation juste et légitime provoquée par la prolongation de la guerre impérialiste (c'est-à-dire d'une guerre de conquête et de rapine, faite dans l'intérêt des capitalistes) et par l'inaction du gouvernement et des Soviets en présence de la bourgeoisie qui accentue et aggrave le marasme économique et la famine.

6. En dépit des efforts de la bourgeoisie et du gouvernement, en dépit de l'arrestation de centaines de bolcheviks, de la saisie de leurs papiers et de leurs documents ; en dépit des perquisitions faites dans les rédactions, etc., on n'a pas réussi et on ne réussira jamais à prouver la calomnie selon laquelle notre parti assignait au mouvement des 3 et 4 juillet un objectif quelconque, autre que celui d'une manifestation « pacifique et organisée », sous le mot d'ordre de la transmission de l'intégrité du pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans.

7. Les bolcheviks auraient commis une erreur si, les 3 et 4 juillet, ils s'étaient assigné pour objectif la prise du pouvoir, car la majorité du peuple et même des ouvriers n'avait pas encore fait réellement l'expérience de la politique contre-révolutionnaire des généraux à l'armée, des grands propriétaires fonciers dans les campagnes, des capitalistes dans les villes, politique qui s'est révélée aux masses après le 5 juillet et qui est engendrée par l'entente des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks avec la bourgeoisie. Mais aucune des organisations centrales ou locales de notre parti n'a lancé ni oralement ni par écrit, les

3 et 4 juillet, le mot d'ordre de la prise du pouvoir ; aucune de nos organisations n'a même discuté de ce mot d'ordre.

8. L'erreur réelle de notre parti, dans les journées des 3 et 4 juillet, erreur que les événements mettent aujourd'hui en lumière, a été seulement de considérer la situation générale comme *moins* révolutionnaire qu'elle ne l'était et de croire *encore* possible le développement pacifique des transformations politiques grâce à un changement de la politique des Soviets, alors qu'en fait les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires étaient déjà tellement liés par leur entente avec la bourgeoisie et placés de ce fait dans une situation si inextricable, la bourgeoisie était devenue si contre-révolutionnaire, qu'il ne pouvait plus être question d'aucun développement pacifique. Mais le parti ne pouvait revenir de cette erreur, uniquement entretenue par l'espoir d'un développement pas trop accéléré des événements, qu'en participant au mouvement des 3 et 4 juillet sous le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets » et en essayant de conférer au mouvement un caractère pacifique et organisé.

9. L'importance historique de la rébellion de Kornilov consiste précisément en ce qu'elle a démontré aux masses, avec une force extraordinaire, cette vérité cachée jusqu'à présent — et que l'on continue à cacher — par les phrases conciliatrices des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, à savoir que les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, conduits par le parti cadet et par les généraux et les officiers qui sont de leur bord, se sont organisés et sont prêts à commettre et commettent les pires forfaits, à livrer Riga (et puis Petrograd) aux Allemands, à ouvrir le front aux Allemands, à faire fusiller les régiments bolcheviques, à s'insurger, à faire marcher sur la capitale des troupes, la « division sauvage » [112] en tête, à seule fin de concentrer entre les mains de la bourgeoisie la totalité du pouvoir, d'affermir l'autorité des grands propriétaires fonciers dans les campagnes et d'inonder le pays du sang des ouvriers et des paysans.

La rébellion de Kornilov a prouvé pour la Russie ce que l'histoire a prouvé pour tous les pays, à savoir que la bourgeoisie trahira la patrie et ne reculera devant aucun crime pour défendre sa domination et ses revenus.

10. Les ouvriers et les paysans de Russie n'ont absolument aucune autre issue que la lutte la plus résolue et la victoire sur les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, sur le parti cadet, sur les généraux et les officiers sympathisant avec ce parti. Seule la classe ouvrière des villes pourra conduire le peuple, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs, dans cette lutte et vers cette victoire, si elle prend possession du pouvoir d'Etat et si elle est soutenue par les paysans pauvres.

11. Les événements de la révolution russe, surtout depuis le 6 mai et plus encore depuis le 3 juillet, se développent avec une rapidité d'ouragan si incroyable que la tâche du parti ne peut nullement être de les hâter ; tous nos efforts doivent tendre, au contraire, à ne pas retarder sur les événements, de façon à pouvoir éclairer au mieux les ouvriers et les travailleurs, au fur et à mesure, sur les modifications de la situation et de la lutte des classes. Car telle est en ce moment la tâche principale du parti : expliquer aux masses que la situation est extrêmement critique, que toute action peut se terminer par une explosion, et qu'un soulèvement prématuré pourrait, par conséquent, faire le plus grand mal. En même temps, la situation critique conduit inéluctablement la classe ouvrière — et peut-être à une allure catastrophique — dans une situation où, par suite d'événements qui ne dépendent pas d'elle, elle se verra obligée d'affronter, en un combat décisif, la bourgeoisie contre-révolutionnaire et de conquérir le pouvoir.

12. La rébellion de Kornilov a pleinement mis en lumière le fait que l'armée, toute l'armée *déteste* le *Quartier général*. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui ont, des mois durant, montré leur haine des bolcheviks et leur attachement à la politique d'entente des ouvriers et des paysans avec les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, ont dû eux-mêmes en convenir. La haine de l'armée pour le Quartier général, loin d'être atténuée, sera accrue par l'attitude du gouvernement Kérenski, qui s'est borné à remplacer Kornilov par Alexéiev en laissant à leurs postes Klembovski et d'autres généraux dévoués à Kornilov, sans rien faire de sérieux pour la démocratisation de l'armée et l'élimination des contre-révolutionnaires du haut commandement. Les Soviets qui tolèrent et soutiennent

cette politique dénuée de principes, faible et hésitante, d'un Kérenski, les Soviets qui ont une fois de plus laissé passer le moment de prendre pacifiquement le pouvoir lors de la liquidation du coup de force Kornilov, ces Soviets sont coupables de pratiquer une politique d'entente avec la bourgeoisie, mais aussi une politique d'entente criminelle avec celle-ci.

L'armée, qui déteste le Quartier général et ne veut pas faire une guerre dont elle voit désormais les mobiles de conquête, est vouée inévitablement à de nouvelles catastrophes.

13. Seule la classe ouvrière pourra, quand elle aura conquis le pouvoir, mener une politique de paix en réalité et pas seulement en paroles, comme le font les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui soutiennent en fait la bourgeoisie et ses traités secrets. Précisons : quelle que soit la situation militaire, même si les généraux de la bande Kornilov livrent Petrograd aux Allemands après avoir livré Riga, la classe ouvrière proposera immédiatement et publiquement *à t o u s* les peuples des conditions de paix nettes, claires et *é q u i t a b l e s*. La classe ouvrière pourra le faire au nom du peuple tout entier, car l'immense majorité des ouvriers et des paysans de Russie se sont prononcés contre la guerre actuelle de conquête et pour une paix juste sans annexions ni contributions.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se leurrent eux-mêmes et leurrent le peuple en parlant depuis des mois de cette paix. La classe ouvrière au pouvoir la proposera à tous sans perdre un seul jour.

Les capitalistes de tous les pays ont tant de mal à contenir la révolution ouvrière partout grandissante contre la guerre que, si la révolution russe passe des vœux de paix impuissants et pitoyables à une proposition directe de paix, divulguant et déchirant en même temps les traités secrets, etc., il y a quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent pour que la paix soit promptement faite et que les capitalistes ne puissent s'y opposer.

Dans l'hypothèse la moins probable, si les capitalistes repoussaient, malgré la volonté de leurs peuples, les conditions de paix du gouvernement ouvrier de la Russie, la révolution en serait cent fois rapprochée en Europe, et l'armée de nos ouvriers et de nos paysans, s'étant choisi

des chefs et des capitaines qu'elle respecterait au lieu de les détester, se convaincrait, après la proposition de paix, après l'annulation des traités secrets, après la rupture avec les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie, après la remise de la terre aux paysans, de la nécessité d'une guerre juste. Alors seulement la guerre deviendrait, du côté de la Russie, une guerre juste ; alors seulement les ouvriers et les paysans se battraient non plus sous la trique, mais de leur plein gré, et cette guerre ne ferait que rapprocher dans les pays avancés l'inévitable révolution ouvrière.

14. La classe ouvrière, ayant conquis le pouvoir, pourra seule assurer la remise immédiate aux paysans, sans indemnité, de toutes les terres des grands propriétaires fonciers. Cette mesure ne peut être différée. L'Assemblée constituante la légalisera, mais les paysans ne sont pas responsables des retards apportés à la réunion de la Constituante. Les paysans se convainquent chaque jour davantage qu'ils ne peuvent obtenir la terre par une entente avec les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. La terre ne peut être obtenue qu'au moyen d'une alliance fraternelle et dévouée des paysans pauvres et des ouvriers.

La sortie de Tchernov du gouvernement, où il s'est efforcé, des mois durant, de défendre les intérêts des paysans en faisant des concessions grandes et petites aux propriétaires fonciers du parti cadet, et où tous ses efforts se sont terminés par des échecs, a mis en lumière la vanité de la politique d'entente. Et les paysans dans les campagnes voient et savent, sentent et comprennent que, depuis le 5 juillet, les grands propriétaires fonciers y ont redoublé d'arrogance et que la nécessité s'impose de les mater et de les mettre hors d'état de nuire.

15. La classe ouvrière, ayant conquis le pouvoir, pourra seule mettre un terme à la débâcle économique et à la menace de famine. Le gouvernement promet depuis le 6 mai le contrôle et encore le contrôle, mais il n'a rien fait et ne pouvait rien faire, car les capitalistes et les grands propriétaires fonciers ont réduit à néant tout ce qu'on a réalisé dans ce sens. Le chômage grandit, la famine approche, la monnaie se déprécie ; la démission de Péchékhonov après que les prix taxés ont été doublés ne fera qu'aggraver la crise et prouve

une fois de plus la débilité, l'impuissance du gouvernement. Le contrôle ouvrier de la production et de la répartition peut seul sauver la situation. Seul le gouvernement ouvrier mettra les capitalistes à la raison, incitera tous les travailleurs à soutenir héroïquement les efforts *du pouvoir*, fera régner l'ordre et organisera l'échange régulier du blé contre des articles manufacturés.

16. La confiance des paysans pauvres envers la classe ouvrière des villes, confiance momentanément ébranlée par les calomnies de la bourgeoisie et par les espoirs fondés sur la politique de coalition, se rétablit, surtout depuis que les arrestations dans les campagnes, la persécution des travailleurs après le 5 juillet, puis le coup de force Kornilov ont ouvert les yeux au peuple. Les deux principaux partis qui ont introduit et pratiqué jusqu'au bout cette politique d'entente avec la bourgeoisie — les partis socialiste-révolutionnaire et menchevique — voient croître dans leur sein, surtout depuis le 5 juillet, le mécontentement contre la politique de conciliation, mécontentement incarné par une opposition qui, au dernier « Conseil » du parti socialiste-révolutionnaire et au dernier congrès du parti menchevique, atteignait 2/5 (40%). C'est là un des indices que la foi dans l'entente avec les capitalistes se perd.

17. Tout le cours des événements, toutes les conditions économiques et politiques, tous les incidents qui se produisent dans l'armée préparent de plus en plus vite la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, qui donnera la paix, le pain, la liberté et hâtera aussi la victoire de la révolution prolétarienne dans les autres pays.

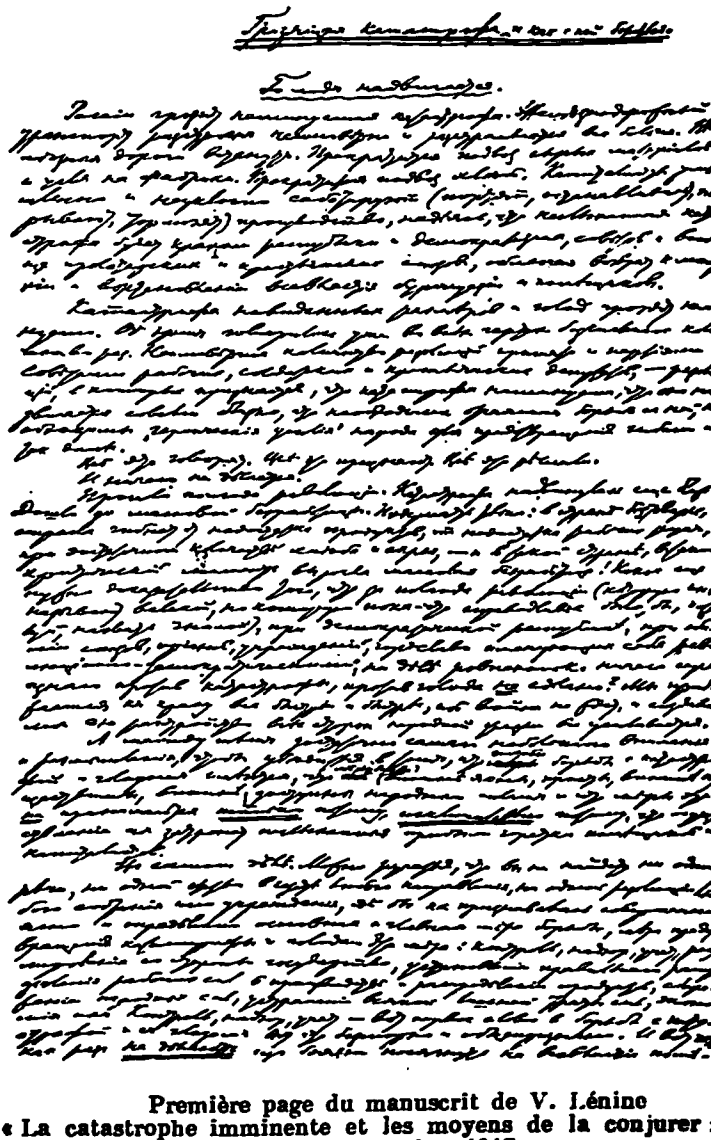
Rédigé au plus tard le 16 (3) septembre 1917
Publié pour la première fois en 1925 dans le Recueil Lénine IV

Conforme au manuscrit

LA CATASTROPHE IMMINENTE ET LES MOYENS DE LA CONJURER

Rédigé les 23-27 (10-14) septembre 1917
Paru en brochure, fin octobre 1917
aux Editions « Priboï »

Conforme au manuscrit



Première page du manuscrit de V. Lénine « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer ». 23-27(10-14) septembre 1917.
Réduction

LA FAMINE APPROCHE

La Russie est menacée d'une catastrophe certaine. Les transports ferroviaires sont incroyablement désorganisés, et cette désorganisation s'aggrave. Les chemins de fer vont s'arrêter. Les arrivages de matières premières et de charbon pour les usines cesseront. De même, les arrivages de céréales. Sciemment, sans relâche, les capitalistes sabotent (gâchent, arrêtent, sapent, freinent) la production dans l'espoir que cette catastrophe sans précédent entraînera la faillite de la République et de la démocratie, des Soviets, et, en général, des associations prolétariennes et paysannes, en facilitant le retour à la monarchie et la restauration de la toute-puissance de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers.

Une catastrophe d'une ampleur inouïe et la famine nous menacent inéluctablement. Tous les journaux l'ont dit et redit mille fois. Un nombre incroyable de résolutions ont été adoptées par les différents partis et par les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans ; ces résolutions reconnaissent que la catastrophe est certaine, qu'elle est imminente, qu'il faut la combattre énergiquement, que le peuple doit faire des « efforts héroïques » pour conjurer le désastre, etc.

Tout le monde le dit. Tout le monde le reconnaît. Tout le monde l'affirme.

Et l'on ne fait rien.

Six mois de révolution ont passé. La catastrophe s'est encore rapprochée. Un chômage massif pèse sur nous. Songez un peu : le pays souffre d'une pénurie de marchandises,

le pays se meurt par manque de denrées alimentaires, par manque de main-d'œuvre, alors qu'il y a en suffisance du blé et des matières premières ; et c'est dans un tel pays, dans un moment aussi critique, que le chômage est devenu massif ! Quelle preuve faut-il encore pour démontrer qu'en six mois de révolution (une révolution que d'aucuns appellent grande, mais que pour l'instant il serait peut-être plus juste d'appeler une révolution pourrie), alors que nous sommes en république démocratique, alors que foisonnent les associations, organisations et institutions qui s'intitulent fièrement « démocratiques révolutionnaires », rien, absolument rien de sérieux *n'a été fait* pratiquement contre la catastrophe, contre la famine ? Nous courons de plus en plus vite à la faillite, car la guerre n'attend pas et la désorganisation qu'elle entraîne dans toutes les branches de la vie nationale s'aggrave sans cesse.

Or, il suffit d'un minimum d'attention et de réflexion pour se convaincre qu'il existe des moyens de combattre la catastrophe et la famine, que les mesures à prendre sont tout à fait claires, simples, parfaitement réalisables, pleinement à la mesure des forces du peuple, et que si ces mesures *ne sont pas* prises, c'est *uniquement, exclusivement* parce que leur application porterait atteinte aux profits exorbitants d'une poignée de grands propriétaires fonciers et de capitalistes.

C'est un fait. On peut affirmer en toute certitude que vous ne trouverez pas un seul discours, un seul article de journal de quelque tendance qu'il soit, une seule résolution d'une assemblée ou d'une institution quelconque, qui ne reconnaisse en termes parfaitement clairs et précis la nécessité de la mesure de lutte fondamentale, essentielle, propre à conjurer la catastrophe et la famine. Cette mesure, c'est le contrôle, la surveillance, le recensement, la réglementation par l'Etat, la répartition rationnelle de la main-d'œuvre dans la production et la distribution des produits, l'économie des forces populaires, la suppression de tout gaspillage de ces forces, qu'il faut ménager. Le contrôle, la surveillance, le recensement, voilà le premier mot de la lutte contre la catastrophe et la famine. Personne ne le conteste, tout le monde en convient. Mais c'est justement *ce qu'on ne fait pas*, de crainte d'attenter à

la toute-puissance des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, aux profits démesurés, inouïs, scandaleux qu'ils réalisent sur la vie chère et les fournitures de guerre (et presque tous « travaillent » aujourd'hui, directement ou indirectement, pour la guerre) profits que tout le monde connaît, que tout le monde peut constater et au sujet desquels tout le monde pousse des « oh ! » et des « ah ! ».

Et l'Etat ne fait absolument rien pour établir un contrôle, une surveillance et un recensement tant soit peu sérieux.

INACTION TOTALE DU GOUVERNEMENT

Partout c'est le sabotage systématique, incessant, de tout contrôle, de toute surveillance et de tout recensement, de toute tentative faite par l'Etat pour organiser ce travail. Et il faut être incroyablement naïf pour ne pas comprendre — ou profondément hypocrite pour feindre de ne pas comprendre — d'où vient ce sabotage, par quels moyens il est perpétré. Car ce sabotage exercé par les banquiers et les capitalistes, ce *t o r p i l l a g e* par eux de tout contrôle, de toute surveillance et de tout recensement, s'adapte aux formes d'Etat de la République démocratique, à l'existence des institutions « démocratiques révolutionnaires ». Messieurs les capitalistes se sont merveilleusement assimilé une vérité que reconnaissent en paroles tous les partisans du socialisme scientifique, mais que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires se sont efforcés d'oublier dès que leurs amis ont reçu des sinécures de ministres, de sous-secrétaires d'Etat, etc. A savoir que la nature économique de l'exploitation capitaliste n'est aucunement affectée par la substitution de formes de gouvernement démocratiques républicaines aux formes monarchistes ; et que, par conséquent et inversement, il suffit de modifier la *forme* de la lutte en faveur de l'intangibilité du sacro-saint profit capitaliste pour le sauvegarder en régime de république démocratique avec le même succès que sous la monarchie autocratique.

Le sabotage sous sa forme moderne, la plus récente, le sabotage démocratique républicain de tout contrôle, de

tout recensement, de toute surveillance, consiste en ceci : les capitalistes (de même, bien entendu, que tous les mencheviks et socialistes-révolutionnaires) reconnaissent « avec ardeur », en paroles, le « principe » du contrôle et sa nécessité, mais ils insistent sur son application « graduelle », méthodique, « réglée par l'Etat ». Or, pratiquement, ces belles paroles masquent le *torpillage* du contrôle qui est réduit à rien, à une fiction, à une comédie ; toutes les mesures sérieuses et pratiques sont indéfiniment différées ; on crée des appareils de contrôle extraordinairement compliqués, lourds, bureaucratiques et inertes, qui dépendent entièrement des capitalistes, ne font absolument rien et ne peuvent absolument rien faire.

Pour ne pas avancer d'affirmations gratuites, nous invoquerons le témoignage des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, c'est-à-dire précisément de ceux qui ont eu la majorité dans les Soviets pendant le premier semestre de la révolution, qui ont participé au « gouvernement de coalition » et qui, par suite, sont politiquement responsables, devant les ouvriers et les paysans russes, des complaisances envers les capitalistes, du torpillage de tout contrôle par ces derniers.

L'organe officiel le plus haut placé de tous les organes dits « habilités » (ne riez pas !) de la démocratie « révolutionnaire » — les *Izvestia du C.E.C.* (c'est-à-dire du Comité exécutif central du Congrès des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans de Russie) — publie dans son n° 164, daté du 7 septembre 1917, une *décision* émanant d'une institution spéciale, créée aux fins de contrôle par ces mêmes mencheviks et socialistes-révolutionnaires et qui se trouve entièrement entre leurs mains. Cette institution spéciale, c'est la « Section économique » du Comité exécutif central. La décision reconnaît officiellement, comme un fait acquis, « *l'inaction totale des organismes centraux constitués auprès du gouvernement et chargés de réglementer la vie économique* ».

En vérité, peut-on imaginer témoignage plus éloquent, signé de la main des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires eux-mêmes, attestant la faillite de leur politique ?

Même sous le tsarisme on avait reconnu la nécessité

de réglementer la vie économique, et plusieurs institutions avaient été créées à cet effet. Mais, sous le tsarisme, la désorganisation n'avait cessé de croître, atteignant des proportions fantastiques. Il fut reconnu d'emblée que la tâche du gouvernement républicain, révolutionnaire, était de prendre des mesures sérieuses, énergiques, pour mettre fin au marasme économique. Lorsque se forma le gouvernement de « coalition », auquel participaient mencheviks et socialistes-révolutionnaires, il prit l'engagement, dans la déclaration solennelle qu'il adressa au peuple en date du 6 mai, d'instituer le contrôle et la réglementation de la vie économique par l'Etat. Les Tsérételi et les Tchernov, de même que tous les autres dirigeants mencheviques et socialistes-révolutionnaires, jurèrent leurs grands dieux que non seulement ils répondaient du gouvernement, mais que les « organismes habilités de la démocratie révolutionnaire », qui se trouvaient entre leurs mains, surveillaient et contrôlaient effectivement l'activité du gouvernement.

Quatre mois se sont écoulés depuis le 6 mai, quatre longs mois pendant lesquels la Russie a sacrifié des centaines de milliers de ses soldats dans une absurde « offensive » impérialiste, pendant lesquels la ruine économique et la catastrophe se sont rapprochées à pas de géant, alors que la saison d'été permettait de tirer largement parti des transports par eau, de l'agriculture, des prospections géologiques, etc., etc., et au bout de ces quatre mois, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires se voient obligés de reconnaître officiellement l'« inaction totale » des organismes de contrôle formés auprès du gouvernement ! !

Et ces mencheviks et socialistes-révolutionnaires prétendent maintenant, avec un air sérieux d'hommes d'Etat (nous écrivons ces lignes juste à la veille de la Conférence démocratique du 12 septembre [113]), qu'il est possible de remédier à la situation en remplaçant la coalition avec les cadets par une coalition avec les gros bonnets de l'industrie et du commerce, les Kit Kitytch [114], les Riabouchinski, les Boublikov, les Térechtchenko et Cie !

On se demande : comment expliquer cet aveuglement stupéfiant des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires ? Faut-il les considérer comme des nouveau-nés en politique qui, par candeur et déraison extrêmes, ne savent

ce qu'ils font et se trompent de bonne foi ? Ou l'abondance des sinécures de ministres, de sous-secrétaires d'Etat, de gouverneurs généraux, de commissaires, etc., aurait-elle la propriété d'engendrer une cécité particulière, « politique » ?

LES MESURES DE CONTRÔLE SONT UNIVERSELLEMENT CONNUES ET FACILES À RÉALISER

Mais, pourra-t-on se demander, les moyens et mesures de contrôle ne sont-ils pas une chose extrêmement compliquée, difficile, encore non expérimentée, voire inconnue ? Les atermoiements ne s'expliquent-ils pas par le fait que les hommes d'Etat du parti cadet, de la classe industrielle et commerçante, des partis socialiste-révolutionnaire et menchevique, ont beau peiner depuis six mois, à la sueur de leur front, sur la recherche, l'étude, la découverte des mesures et moyens de contrôle, le problème se révèle incroyablement difficile et n'est toujours pas résolu ?

Hélas ! C'est sous cet aspect qu'on s'efforce de présenter les choses, en « faisant marcher » le moujik inculte, ignorant et abêti, et le philistin qui croit tout et n'approfondit rien. Mais en réalité, même le tsarisme, même l'« ancien régime », lorsqu'il créa les comités des industries de guerre [115], *connaissait* la mesure essentielle, le principal procédé et moyen d'exercer le contrôle, qui consiste à associer la population par professions, par objectifs de travail, par branches d'activité, etc. Mais le tsarisme *redoutait* l'association de la population ; c'est pourquoi il restreignait de toutes les manières et entravait artificiellement l'emploi de ce procédé et moyen de contrôle universellement connu, éminemment facile et parfaitement applicable.

Accablés par les charges extrêmes et les calamités de la guerre, souffrant dans une plus ou moins grande mesure du marasme économique et de la famine, tous les Etats belligérents ont depuis longtemps établi, défini, appliqué, essayé *toute une série* de mesures de contrôle, qui, presque toujours, reviennent à associer la population, à créer ou encourager des associations de toute sorte, surveillées par l'Etat, auxquelles participent ses représentants, etc. Tou-

tes ces mesures de contrôle sont universellement connues, on en a beaucoup parlé et on a beaucoup écrit à leur sujet ; les lois sur le contrôle, édictées par les puissances belligérantes avancées, ont été traduites en russe ou exposées en détail dans la presse russe.

Si notre gouvernement *voulait* réellement appliquer le contrôle de façon sérieuse et pratique, si ses institutions ne s'étaient pas condamnées, par leur servilité envers les capitalistes, à une « inaction totale », l'Etat n'aurait qu'à puiser des deux mains dans l'abondante réserve des mesures de contrôle déjà connues, déjà appliquées. Le seul empêchement à cela, empêchement que les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks dissimulent aux yeux du peuple, a été et reste que le contrôle mettrait en évidence les profits fabuleux des capitalistes et leur porterait atteinte.

Pour mieux faire comprendre cette question capitale (qui est en somme la question du programme de *tout* gouvernement vraiment révolutionnaire, désireux de sauver la Russie de la guerre et de la famine), nous allons énumérer ces principales mesures de contrôle et les examiner l'une après l'autre.

Nous verrons qu'il aurait suffi à un gouvernement intitulé démocratique révolutionnaire autrement que par dérision de décréter (d'ordonner, de prescrire), dès la première semaine de son existence, l'application des principales mesures de contrôle, d'établir des sanctions sérieuses, des sanctions d'importance, contre les capitalistes qui essaient de se soustraire frauduleusement à ce contrôle, et d'inviter la population à surveiller elle-même les capitalistes, à veiller à ce qu'ils se conforment scrupuleusement aux décisions sur le contrôle, pour que celui-ci soit depuis longtemps appliqué en Russie.

Ces principales mesures sont :

1. La fusion de toutes les banques en une seule dont les opérations seraient contrôlées par l'Etat, ou la nationalisation des banques.

2. La nationalisation des syndicats capitalistes, c'est-à-dire des groupements monopolistes capitalistes les plus importants (syndicats du sucre, du pétrole, de la houille, de la métallurgie, etc.).

3. La suppression du secret commercial.

4. La cartellisation forcée, c'est-à-dire l'obligation pour tous les industriels, commerçants, patrons en général, de se grouper en cartels ou syndicats.

5. Le groupement obligatoire ou l'encouragement au groupement de la population en sociétés de consommation, et un contrôle exercé sur ce groupement.

Voyons maintenant la portée qu'aurait chacune de ces mesures, à la condition d'être appliquée dans un esprit démocratique et révolutionnaire.

NATIONALISATION DES BANQUES

Les banques, on le sait, constituent les foyers de la vie économique moderne, les principaux centres nerveux de tout le système capitaliste d'économie. Parler de la « réglementation de la vie économique » et passer sous silence la nationalisation des banques, c'est ou bien faire preuve de l'ignorance la plus crasse ou bien tromper le « bon peuple » avec des paroles pompeuses et des promesses grandiloquentes, que l'on est décidé par avance à ne point tenir.

Contrôler et réglementer les livraisons de blé ou, en général la production et la répartition des produits, sans contrôler, sans réglementer les opérations de banque, est un nonsens. C'est faire la chasse à des « copecks » problématiques et fermer les yeux sur des millions de roubles. Les banques modernes ont si intimement, si indissolublement fusionné avec le commerce (du blé comme de tout autre produit) et l'industrie que, sans « mettre la main » sur les banques, il est absolument impossible de rien faire de sérieux, qui soit vraiment « démocratique et révolutionnaire ».

Mais peut-être cette « mainmise » de l'Etat sur les banques est-elle une opération très difficile et très compliquée ? C'est précisément par des arguments de ce genre que l'on cherche d'ordinaire à faire peur aux philistins. Ce sont, bien entendu, les capitalistes et leurs défenseurs qui s'y emploient, car ils y trouvent leur avantage.

En réalité, la nationalisation des banques, qui n'enlève pas un seul copeck à aucun « possesseur », ne présente absolument aucune difficulté au point de vue de la technique ou de la culture ; elle est entravée *uniquement* par la

cupidité sordide d'une infime poignée de richards. Si l'on confond aussi souvent la nationalisation des banques avec la confiscation des biens privés, la faute en est à la presse bourgeoise qui répand cette confusion, son intérêt étant de tromper le public.

La propriété des capitaux concentrés dans les banques et avec lesquels celles-ci opèrent, est certifiée par des attestations imprimées ou manuscrites, appelées actions, obligations, lettres de change, reçus, etc. Aucune de ces attestations n'est annulée ni modifiée par la nationalisation des banques, c'est-à-dire par leur fusion en une seule banque d'Etat. L'individu qui avait 15 roubles sur son livret de caisse d'épargne reste possesseur de ces 15 roubles après la nationalisation des banques, et celui qui possédait 15 millions garde également, après la nationalisation des banques, ces 15 millions sous forme d'actions, d'obligations, de lettres de change, de warrants, etc.

Quelle est donc la portée de la nationalisation des banques ?

C'est qu'aucun contrôle effectif des différentes banques et de leurs opérations n'est possible (même si le secret commercial est supprimé, etc.); car on ne peut suivre les procédés extrêmement complexes, embrouillés et subtils employés pour établir les bilans, fonder des entreprises et des filiales fictives, faire intervenir des hommes de paille, etc., etc. Seule la réunion de toutes les banques en une banque unique, sans signifier par elle-même le moindre changement dans les rapports de propriété, sans enlever — répétons-le — un seul copeck à aucun possesseur, rend *possible* le contrôle effectif à la condition bien entendu que soient appliquées toutes les autres mesures indiquées plus haut. Seule la nationalisation des banques *permet d'obtenir* que l'Etat sache où et comment, de quel côté et à quel moment, passent les millions et les milliards. Seul le contrôle exercé sur les banques — ce centre, ce principal pivot et ce mécanisme essentiel du trafic capitaliste — permettrait d'organiser, en fait et non en paroles, le contrôle de toute la vie économique, de la production et de la répartition des principaux produits ; il permettrait d'organiser la « réglementation de la vie économique », qui, sans cela, est infailliblement vouée à n'être qu'une phrase ministérielle

destinée à duper le bon peuple. Seul le contrôle des opérations de banque, à la condition qu'elles soient effectuées dans une seule banque d'Etat, permet d'organiser, grâce à des mesures ultérieures facilement applicables, la perception effective de l'impôt sur le revenu, sans qu'il soit possible de dissimuler les biens et revenus ; car aujourd'hui, cet impôt n'est la plupart du temps qu'une fiction.

Il suffirait de décréter purement et simplement la nationalisation des banques ; les directeurs et les employés la réaliseraient eux-mêmes. Ici, point n'est besoin pour l'Etat d'aucun appareil spécial, d'aucune préparation spéciale, cette mesure pouvant précisément être réalisée par un seul décret, « d'un seul coup ». Car la possibilité économique d'une telle mesure a été créée justement par le capitalisme qui, dans son développement, en est arrivé aux lettres de change, aux actions, aux obligations, etc. Il *ne* reste ici *qu'à unifier la comptabilité* ; et si l'Etat démocratique révolutionnaire décidait la convocation immédiate — par télégraphe — d'assemblées des directeurs et des employés dans chaque ville et de congrès dans chaque région et dans tout le pays, pour la fusion immédiate de toutes les banques en une seule banque d'Etat, cette réforme serait accomplie en quelques semaines. Il va de soi que ce sont précisément les directeurs et les cadres supérieurs qui résisteraient, qui s'efforceraient de tromper l'Etat, de faire traîner les choses en longueur, etc. Car ces messieurs-là perdraient leurs sinécures si lucratives, ils perdraient la possibilité de se livrer à des opérations malhonnêtes particulièrement avantageuses. *Tout est là.* Mais la fusion des banques ne présente pas la moindre difficulté technique, et si le pouvoir d'Etat était révolutionnaire autrement qu'en paroles (c'est-à-dire s'il n'avait pas peur de rompre avec l'inertie et la routine), s'il était démocratique autrement qu'en paroles (c'est-à-dire s'il agissait dans l'intérêt de la majorité du peuple, et non d'une poignée de richards), il suffirait de décréter, comme châtiment, la confiscation des biens et la prison pour les directeurs, administrateurs et gros actionnaires qui se seraient rendus coupables de la moindre manœuvre dilatoire et de tentatives de dissimuler des documents et relevés de comptes ; il suffirait, par exemple, de grouper *à part* les employés pauvres et d'accorder

des primes à ceux d'entre eux qui découvriraient des fraudes et manœuvres dilatoires de la part des cadres riches, et la nationalisation des banques se ferait sans heurt ni secousse, en moins de rien.

Les avantages de la nationalisation des banques seraient immenses pour le peuple entier, *non pas* tant pour les ouvriers (ceux-ci ont rarement affaire aux banques) que pour la masse des paysans et des petits industriels. Il en résulterait une économie colossale de travail et, à supposer que l'Etat garde l'ancien effectif des employés de banque, cela marquerait un pas considérable vers l'universalisation (la généralisation) de l'usage des banques, vers la multiplication de leurs succursales ; la population serait plus à même de profiter des services des banques, etc., etc. Il deviendrait beaucoup plus facile justement pour les *petits* patrons, pour les paysans, d'obtenir du crédit. Quant à l'Etat, il aurait, pour la première fois, la possibilité d'abord de *connaître* toutes les principales opérations financières, sans dissimulation possible, puis de les *contrôler*, ensuite de *réglementer* la vie économique, enfin *d'obtenir* des millions et des milliards pour les grandes opérations d'Etat, sans avoir à payer, « pour le service rendu », des « commissions » exorbitantes à messieurs les capitalistes. C'est pour cette raison — et seulement pour cette raison — que tous les capitalistes, tous les professeurs bourgeois, toute la bourgeoisie et tous les Plékhanov, les Potressov et C^ie^ qui s'en font les valets sont prêts, l'écume aux lèvres, à partir en guerre contre la nationalisation des banques, à inventer des milliers de prétextes contre cette mesure éminemment facile et urgente alors que, *même* du point de vue de la « défense » nationale, c'est-à-dire du point de vue militaire, elle comporte d'immenses avantages et soit de nature à accroître énormément la « puissance militaire » du pays.

Mais ici l'on nous opposera peut-être l'objection suivante : comment se fait-il que des Etats aussi avancés que l'Allemagne et les Etats-Unis d'Amérique procèdent à une admirable « réglementation de la vie économique » sans même songer à nationaliser les banques ?

Parce que, répondrons-nous, ces Etats, dont l'un est une monarchie et l'autre une république, sont *tous deux* non seulement capitalistes, mais encore impérialistes. Comme tels

ils réalisent les réformes qui leur sont nécessaires par la voie bureaucratique réactionnaire. Or, ici, nous parlons de la voie démocratique révolutionnaire.

Cette « petite différence » a une importance capitale. Le plus souvent, on « n'a pas coutume » d'y penser. Les mots « démocratie révolutionnaire » sont devenus chez nous (notamment chez les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks) presque une phrase conventionnelle comme l'expression « Dieu merci », employée par des gens qui ne sont pas ignorants au point de croire en Dieu, ou comme l'expression « honorable citoyen », que l'on emploie parfois même quand on s'adresse aux collaborateurs du *Dien* ou de l'*Edinstvo,* bien que tout le monde, ou presque, se doute que ces journaux ont été fondés et sont entretenus par des capitalistes, dans l'intérêt des capitalistes, et que, par conséquent, la collaboration de pseudo-socialistes à ces organes soit fort peu « honorable ».

Si l'on n'emploie le terme de « démocratie révolutionnaire » ni comme un cliché pompeux, ni comme une appellation conventionnelle, mais en *réfléchissant* à son sens, on verra qu'être démocrate, c'est compter effectivement avec les intérêts de la majorité du peuple, et non de la minorité ; qu'être révolutionnaire, c'est briser de la façon la plus résolue, la plus impitoyable tout ce qui est nuisible et suranné.

En Amérique, non plus qu'en Allemagne, ni les gouvernements ni les classes dirigeantes ne prétendent, que l'on sache, au titre de « démocratie révolutionnaire » : nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks y prétendent (et le prostituent).

Il n'existe, en Allemagne, que *quatre* grandes banques privées, qui ont une importance nationale ; les Etats-Unis n'en comptent que *deux.* Il est plus aisé, plus commode, plus avantageux, pour les rois de la finance qui sont à la tête de ces banques, de s'associer sans publicité, en secret, à la manière réactionnaire et non révolutionnaire, bureaucratiquement et non démocratiquement, en corrompant les fonctionnaires de l'Etat (c'est la règle générale et pour les Etats-Unis *et pour l'Allemagne*), en maintenant le caractère privé des banques justement pour garder le secret des opérations, pour percevoir de ce même Etat des

millions et des millions de « surprofit », pour assurer le succès de frauduleuses combinaisons financières.

L'Amérique comme l'Allemagne « réglementent la vie économique » de façon à créer un *bagne militaire* pour les ouvriers (et en partie pour les paysans), et un *paradis* pour les banquiers et les capitalistes. Leur réglementation consiste à « serrer la vis » aux ouvriers jusqu'à la famine et à assurer aux capitalistes (en secret, à la manière bureaucratique réactionnaire) des profits *supérieurs* à ceux d'avant-guerre.

Cette voie est tout à fait possible également pour la Russie impérialiste républicaine. C'est ce que font, d'ailleurs, non seulement les Milioukov et les Chingarev, mais aussi Kérenski marchant de compagnie avec Térechtchenko, Nékrassov, Bernatski, Prokopovitch et consorts, qui *couvrent eux aussi*, par des procédés bureaucratiques réactionnaires l'« inviolabilité » des banques et leurs droits sacrés à des profits exorbitants. Ayons donc le courage de dire la *vérité* : on veut, en Russie républicaine, réglementer la vie économique par des méthodes bureaucratiques réactionnaires, mais on a « souvent » du mal à réaliser la chose du fait de l'existence des « Soviets », que le Kornilov numéro un n'a pas réussi à disperser, ce que tâchera de faire un Kornilov numéro deux...

Voilà la vérité. Et cette vérité simple, bien qu'amère, est plus utile pour éclairer le peuple que les mensonges mielleux sur « notre » « grande » démocratie « révolutionnaire »...

* *
*

La nationalisation des banques rendrait infiniment plus facile la nationalisation simultanée des assurances, c'est-à-dire la fusion de toutes les compagnies d'assurances en une seule, la centralisation de leur activité et le contrôle de celle-ci par l'Etat. Les congrès des employés des compagnies d'assurances accompliraient, cette fois encore, la fusion sans délai et sans aucun effort, si l'Etat démocratique révolutionnaire la décrétait et prescrivait aux directeurs et aux gros actionnaires d'y procéder sans le moindre retard, sous leur entière responsabilité personnelle.

Les capitalistes ont engagé des centaines de millions dans les assurances ; tout le travail y est effectué par les employés. La fusion aurait pour résultat d'abaisser la prime d'assurance, de procurer une foule d'avantages et de commodités à tous les assurés, dont elle permettrait d'augmenter le nombre avec la même dépense d'énergie et de ressources. Aucune, absolument aucune autre raison que l'inertie, la routine et la cupidité d'une poignée de titulaires de sinécures lucratives ne s'oppose à cette réforme qui augmenterait aussi, d'autre part, la « capacité de défense » du pays, économiserait le travail du peuple et ouvrirait de sérieuses possibilités de « réglementation de la vie économique », en fait et non en paroles.

NATIONALISATION DES SYNDICATS PATRONAUX

Ce qui distingue le capitalisme des systèmes économiques anciens, précapitalistes, c'est qu'il a établi une liaison, une interdépendance très étroite entre les différentes branches de l'économie. Sans quoi, disons-le en passant, aucune mesure dans le sens du socialisme ne serait techniquement réalisable. Or, grâce à la domination des banques sur la production, le capitalisme moderne a porté au plus haut point cette interdépendance des diverses branches de l'économie nationale. Les banques et les branches maîtresses de l'industrie et du commerce sont étroitement soudées. Cela signifie, d'une part, que l'on ne saurait se contenter de nationaliser les banques seules, sans prendre des mesures visant à établir le monopole de l'Etat sur les syndicats de commerce et d'industrie (syndicats du sucre, du charbon, du fer, du pétrole, etc.), sans nationaliser lesdits syndicats. D'autre part, cela signifie que la réglementation de la vie économique, si tant est qu'on veuille la réaliser sérieusement, implique la nationalisation simultanée des banques et des syndicats patronaux.

Prenons à titre d'exemple le syndicat du sucre. Formé sous le tsarisme, il était devenu, à ce moment déjà, un vaste groupement capitaliste de fabriques et d'usines parfaitement outillées. Et ce groupement, bien entendu, était tout pé-

nétré d'un esprit profondément réactionnaire et bureaucratique ; il assurait des profits scandaleux aux capitalistes, réduisait ses employés et ses ouvriers à la condition de véritables esclaves privés de tout droit, humiliés, abêtis. A ce moment déjà, l'Etat contrôlait et réglementait la production au profit des magnats, des riches.

Ici, il reste *seulement* à transformer la réglementation bureaucratique réactionnaire en une réglementation démocratique révolutionnaire par simples décrets convoquant un congrès des employés, des ingénieurs, des directeurs, des actionnaires, établissant une comptabilité uniforme, le contrôle par les syndicats ouvriers, etc. C'est la plus simple des choses, et pourtant elle n'est pas encore accomplie ! Sous le régime de la république démocratique, l'industrie du sucre reste *en fait* soumise à une réglementation bureaucratique réactionnaire ; tout reste comme par le passé : gaspillage du travail du peuple, routine et stagnation, enrichissement des Bobrinski et des Térechtchenko. Faire appel à l'initiative de la démocratie et non de la bureaucratie, des ouvriers et des employés et non des « rois du sucre », voilà ce que l'on pourrait et devrait faire en quelques jours, d'un seul coup, si les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, n'obscurcissaient la conscience du peuple par des plans de « coalition » justement avec ces mêmes rois du sucre, de cette coalition avec les riches, qui, précisément, rend absolument inévitable l'« inaction totale » du gouvernement dans la réglementation de la vie économique *.

Prenons l'industrie du pétrole. Elle est déjà « socialisée » dans une très vaste proportion par le développement antérieur du capitalisme. Un couple de rois du pétrole brassent, à eux seuls, des millions et des centaines de millions en tondant des coupons, en tirant des profits fabuleux d'une « affaire » *déjà* organisée en fait techniquement et socialement, à l'échelle nationale, *déjà* conduite par des centaines et des milliers d'employés, d'ingénieurs, etc. La na-

* Ces lignes étaient déjà écrites quand j'ai appris par les journaux que le gouvernement Kérenski établissait le monopole du sucre et qu'il l'établissait, naturellement, par des procédés bureaucratiques réactionnaires, sans congrès d'employés et d'ouvriers, sans publicité, sans mater les capitalistes ! !

tionalisation de l'industrie du pétrole est possible *d'emblée* et obligatoire pour un État démocratique révolutionnaire, surtout quand celui-ci traverse une crise très grave, et qu'il importe à tout prix d'économiser le travail du peuple et d'augmenter la production du combustible. Il est évident qu'ici le contrôle bureaucratique ne donnera rien, ne changera rien, car les « rois du pétrole » auront raison des Térechtchenko, des Kérenski, des Avksentiev et des Skobélev aussi facilement qu'ils ont eu raison des ministes du tsar : par des atermoiements, des prétextes spécieux, des promesses, et aussi par la corruption directe et indirecte de la presse bourgeoise (cela s'appelle l'« opinion publique », et les Kérenski et les Avksentiev « comptent » avec elle), par la corruption des fonctionnaires (que les Kérenski et les Avksentiev maintiennent à leurs postes dans le vieil appareil d'État, demeuré intact).

Pour faire quelque chose de sérieux, il faut passer, et ce, de façon vraiment révolutionnaire, de la bureaucratie à la démocratie, c'est-à-dire déclarer la guerre aux rois et aux actionnaires du pétrole, décréter la confiscation de leurs biens et des peines d'emprisonnement pour entrave à la nationalisation de l'industrie du pétrole, pour dissimulation des revenus ou des comptes, pour sabotage de la production, pour refus de prendre des mesures visant à augmenter la production. Il faut faire appel à l'initiative des ouvriers et des employés, *les* convoquer immédiatement à des conférences ou congrès, *leur* attribuer une part déterminée des bénéfices sous condition d'organiser un ample contrôle et d'augmenter la production. Si des mesures démocratiques révolutionnaires de ce genre avaient été prises d'emblée, dès avril 1917, la Russie, qui est un des pays les plus riches du monde par ses réserves de combustible liquide, aurait pu, durant l'été, en utilisant les transports par eau, faire énormément pour livrer à la population les quantités nécessaires de carburant.

Ni le gouvernement bourgeois, ni celui de la coalition des socialistes-révolutionnaires, des mencheviks et des cadets n'ont absolument rien fait ; ils se sont bornés au petit jeu bureaucratique des réformes. Ils n'ont pas osé prendre une seule mesure démocratique et révolutionnaire. Mêmes rois du pétrole, même stagnation, même haine des ou-

vriers et des employés contre leurs exploiteurs et, de ce fait, même désorganisation, même gaspillage du travail du peuple, tout comme au temps du tsarisme. Rien de changé, si ce n'est, dans les chancelleries « républicaines », les *en-tête* des papiers entrant et sortant !

Dans l'industrie houillère, non moins « prête » à la nationalisation, au point de vue de la technique et de la culture, régie avec non moins de cynisme par les spoliateurs du peuple, les rois du charbon, nous sommes en présence d'une série de *faits* patents de sabotage avéré, de *détérioration* manifeste et d'arrêt de la production par les industriels. Jusqu'à la *Rabotchaïa Gazéta*, organe menchevique ministériel, qui a reconnu ces faits. Eh bien ? On n'a absolument rien fait, à part les vieilles conférences bureaucratiques réactionnaires dites « paritaires », où sont représentés en nombre égal les ouvriers et les forbans du syndicat houiller ! ! Aucune mesure démocratique révolutionnaire, pas l'ombre d'une tentative pour établir le seul contrôle réel, *par en bas*, par le syndicat des employés, par les ouvriers, en usant de la terreur à l'égard des industriels houillers qui mènent le pays à sa perte et stoppent la production ! Comment donc ! Ne sommes-nous pas « tous » pour la « coalition », si ce n'est avec les cadets, du moins avec les milieux industriels et commerciaux ? Or, être pour la coalition, cela veut dire justement laisser le pouvoir aux capitalistes, les laisser impunis, les laisser mettre des bâtons dans les roues, tout rejeter sur les ouvriers, accentuer la débâcle économique et préparer *ainsi* un nouveau coup de force Kornilov !

SUPPRESSION DU SECRET COMMERCIAL

Sans la suppression du secret commercial, ou bien le contrôle de la production et de la répartition reste une promesse vaine servant uniquement aux cadets à duper les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, et aux socialistes-révolutionnaires et mencheviks à duper les classes laborieuses, ou bien il ne peut être réalisé que par des procédés et des mesures bureaucratiques réactionnaires. Quelque évidente que soit cette vérité pour toute personne non prévenue, quelle que soit l'insistance avec laquelle la

Pravda * a réclamé la suppression du secret commercial (ce qui fut l'un des principaux motifs de son interdiction par le gouvernement Kérenski, serviteur du capital), ni notre gouvernement républicain, ni les « organismes habilités de la démocratie révolutionnaire » n'ont même songé à cette *condition première* d'un contrôle effectif.

C'est là, précisément, la clef de tout contrôle. C'est là, précisément, le point le plus sensible du capital qui dépouille le peuple et sabote la production. Et c'est bien pourquoi les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks craignent de soulever cette question.

L'argument habituel des capitalistes, repris sans autre réflexion par la petite bourgeoisie, est que, d'une façon générale, l'économie capitaliste n'admet absolument pas la suppression du secret commercial, attendu que la propriété privée des moyens de production et la dépendance des différentes entreprises à l'égard du marché rendent nécessaires la « sacro-sainte inviolabilité » des livres de commerce et le secret des opérations commerciales, y compris naturellement les opérations de banque.

Les gens qui, sous une forme ou sous une autre, répètent cet argument ou d'autres analogues, se laissent tromper et trompent eux-mêmes le peuple en fermant les yeux sur deux faits fondamentaux, essentiels et notoires de la vie économique actuelle. Premier fait : le grand capitalisme, c'est-à-dire la forme particulière de la gestion des banques, des syndicats capitalistes, des grandes usines, etc. Deuxième fait : la guerre.

C'est précisément le grand capitalisme d'aujourd'hui qui, se transformant partout en capitalisme monopoliste, ôte toute ombre de raison d'être au secret commercial ; il en fait une hypocrisie et uniquement un moyen de dissimuler les escroqueries financières et les profits inouïs du grand capital. La grande entreprise capitaliste est, de par sa nature technique, une entreprise socialisée, c'est-à-dire qu'elle travaille pour des millions de gens et associe dans ses opérations, directement et indirectement, des centaines,

* Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 537-538, et le présent tome, pp. 144-146. (*N.R.*)

des milliers et des dizaines de milliers de familles. C'est bien autre chose que l'entreprise du petit artisan ou du paysan moyen, qui ne tiennent en général aucun livre de commerce et que, par conséquent, la suppression du secret commercial ne concerne en rien !

Au reste, dans une grande entreprise, les opérations sont de toute façon connues de centaines de personnes et davantage. La loi qui protège le secret commercial sert ici non pas les besoins de la production ou de l'échange, mais la spéculation et le lucre sous leur forme la plus brutale, l'escroquerie qualifiée qui, on le sait, est spécialement répandue dans les sociétés anonymes, et voilée avec un art particulier par les comptes rendus et les bilans élaborés de façon à tromper le public.

Si le secret commercial est inévitable dans la petite production marchande, c'est-à-dire parmi les petits paysans et artisans, chez qui la production elle-même n'est pas socialisée, mais disséminée, morcelée, par contre , dans la grande entreprise capitaliste, protéger ce secret, c'est protéger les privilèges et les profits d'une poignée, oui, d'une poignée de gens *au détriment* du peuple entier. Cela a déjà été reconnu même par la loi, pour autant qu'elle prescrit la publication des bilans des sociétés anonymes : mais *ce* contrôle — déjà réalisé en Russie comme dans tous les pays avancés — est précisément un contrôle bureaucratique réactionnaire ; il n'ouvre pas les yeux au *peuple* et *ne permet pas* de connaître *toute la vérité* sur les opérations des sociétés anonymes.

Pour agir en démocrates révolutionnaires, il faudrait édicter immédiatement une nouvelle loi qui supprimerait le secret commercial, exigerait des grandes entreprises et des riches les comptes rendus les plus complets, conférerait à tout groupe de citoyens atteignant un nombre assez important pour pouvoir exprimer un avis démocratiquement valable (par exemple 1 000 ou 10 000 électeurs) le droit de vérifier *tous* les documents de n'importe quelle grande entreprise. Cette mesure est entièrement et facilement réalisable par simple décret ; elle *seule* donnerait libre cours à l'initiative *populaire*, au contrôle par les associations d'employés, d'ouvriers, par tous les partis politiques ; elle seule rendrait ce contrôle efficace et démocratique.

Ajoutez à cela la guerre. L'immense majorité des entreprises industrielles et commerciales ne travaillent plus à présent pour le « marché libre », mais *pour l'Etat*, pour la guerre. C'est pourquoi j'ai déjà dit dans la *Pravda* que ceux qui nous objectent l'impossibilité d'instaurer le socialisme mentent et mentent triplement, car il ne s'agit pas d'instaurer le socialisme maintenant, tout de suite, du jour au lendemain, mais *de dévoiler la dilapidation du Trésor public.* *

L'entreprise capitaliste qui travaille « pour la guerre » (c'est-à-dire qui est liée directement ou indirectement aux fournitures de guerre) pille le Trésor public systématiquement et pertinemment ; et messieurs les cadets avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, qui s'opposent à la suppression du secret commercial, ne font que *favoriser et couvrir la dilapidation des deniers publics.*

Actuellement, la guerre coûte à la Russie 50 millions de roubles *par jour*. La majeure partie de ces 50 millions va aux fournisseurs de l'armée. Sur ces 50 millions, au moins 5 millions *par jour*, et plus probablement 10 millions et davantage, représentent les « profits licites » des capitalistes et des fonctionnaires qui, d'une façon ou d'une autre, ont partie liée avec eux. Les firmes les plus importantes et les banques qui avancent des fonds pour les opérations sur les fournitures de guerre, réalisent ainsi des bénéfices fabuleux, précisément par la dilapidation des deniers publics, car on ne saurait qualifier autrement ces manœuvres destinées à mystifier et à écorcher le peuple « à la faveur » des calamités de la guerre, « à la faveur » de la mort de centaines de milliers et de millions d'hommes.

Ces bénéfices scandaleux sur les fournitures, ces « lettres de garantie » dissimulées par les banques, les noms de ceux qui profitent du renchérissement de la vie, « tout le monde » les connaît ; dans la « société », on en parle avec un petit sourire ironique ; *même* la presse bourgeoise, qui a pour règle de taire les faits « désagréables » et d'éluder les questions « délicates », fournit à ce sujet quantité d'indications précises portant sur tel ou tel point particulier. Tout le monde le sait et tout le monde se tait, en

* Voir le présent tome, pp. 66-88. (*N.R.*)

prend son parti, s'accommode d'un gouvernement qui parle éloquemment de « contrôle » et de « réglementation » ! !

Les démocrates révolutionnaires, s'ils étaient vraiment des révolutionnaires et des démocrates, édicteraient immédiatement une loi qui supprimerait le secret commercial, obligerait les fournisseurs et les négociants à présenter leurs comptes, leur interdirait d'abandonner leur genre d'activité sans l'autorisation des pouvoirs publics, condamnerait à la confiscation des biens et la peine de mort * pour dissimulation des profits et mystification du peuple, organiserait la vérification et le contrôle *par en bas*, démocratiquement, par le peuple lui-même, par les associations d'employés, d'ouvriers, de consommateurs, etc.

Nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks méritent bien le nom de démocrates apeurés, car ils répètent, en l'occurrence, ce que disent tous les petits bourgeois apeurés, à savoir que les capitalistes « fileront » si l'on prend des mesures « trop rigoureuses », que « nous » ne nous tirerons pas d'affaire sans les capitalistes, que les millionnaires anglo-français qui nous « soutiennent » « se formaliseront » peut-être à leur tour, etc. On pourrait croire que les bolcheviks proposent une chose jamais vue dans l'histoire de l'humanité, jamais expérimentée, « utopique », alors qu'en réalité, il y a 125 ans déjà, en France, des hommes qui étaient de vrais « démocrates révolutionnaires », réellement convaincus du caractère juste et défensif de la guerre qu'ils faisaient, des hommes qui s'appuyaient réellement sur les masses populaires sincèrement convaincues, elles aussi, ont su instituer un contrôle *révolutionnaire* sur les riches et obtenir des résultats qui forcèrent l'admiration du monde entier. Et, pendant les cinq quarts de siècle écoulés depuis, le développement du capitalisme a créé les banques, les cartels, les chemins de fer, etc., etc., qui

* J'ai déjà eu l'occasion d'indiquer dans la presse bolchevique que l'application de la peine de mort par les exploiteurs *aux masses* de travailleurs, en vue de maintenir l'exploitation, est le seul argument juste contre la peine capitale. (Voir le présent tome, pp. 286-289.) (*N.R.*) Il n'est guère probable qu'un gouvernement révolutionnaire quelconque puisse se passer de la peine de mort contre les *exploiteurs* (c'est-à-dire contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes).

ont rendu cent fois plus faciles et plus simples les mesures relatives à un contrôle réellement démocratique exercé par les ouvriers et les paysans sur les exploiteurs, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

Au fond, toute la question du contrôle se ramène à savoir qui est le contrôleur et qui est le contrôlé, c'est-à-dire quelle classe exerce le contrôle et quelle classe le subit. Chez nous, en Russie républicaine, on reconnaît et on laisse jusqu'à présent aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes le rôle de contrôleurs, qu'ils exercent avec la participation des « organismes habilités » d'une démocratie soi-disant révolutionnaire. Il en résulte inévitablement une spéculation capitaliste effrénée qui soulève l'indignation du peuple entier, et la désorganisation économique artificiellement entretenue par les capitalistes. Il faut passer résolument, sans esprit de retour, sans crainte de rompre avec ce qui est vieux, sans crainte de bâtir hardiment du neuf, au contrôle exercé *par* les ouvriers et les paysans *sur* les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Or, c'est ce que nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks craignent comme le feu.

LE GROUPEMENT FORCÉ EN CARTELS

La cartellisation forcée, c'est-à-dire le groupement forcé des industriels, par exemple, en cartels, est déjà pratiquement appliquée par l'Allemagne. Là encore, il n'y a rien de nouveau. Là encore, par la faute des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, nous constatons la stagnation la plus complète dans la Russie républicaine que ces peu honorables partis « amusent » en dansant le quadrille soit avec les cadets, soit avec les Boublikov, soit avec Térechtchenko et Kérenski.

D'une part, la cartellisation forcée constitue en quelque sorte un moyen pour l'Etat de stimuler le développement du capitalisme, qui mène toujours et partout à l'organisation de la lutte des classes, à l'accroissement du nombre, de la diversité et de l'importance des cartels. D'autre part, cette cartellisation forcée est la condition préliminaire et nécessaire de tout contrôle tant soit peu sérieux

et de toute politique tendant à économiser le travail du peuple.

La loi allemande oblige, par exemple, les patrons tanneurs d'une localité donnée ou du pays entier à se grouper en cartel ; un représentant de l'Etat fait partie de la direction de ce cartel, aux fins de contrôle. Cette loi n'affecte nullement par elle-même les rapports de propriété ; elle ne prive pas du moindre copeck aucun propriétaire d'entreprise et ne laisse rien préjuger sur le point de savoir si le contrôle sera appliqué dans les formes, le sens, un esprit bureaucratiques et réactionnaires ou démocratiques et révolutionnaires.

On pourrait et l'on devrait, sans perdre une seule semaine d'un temps précieux, promulguer tout de suite chez nous des lois semblables et laisser à la *vie sociale* le soin de déterminer *elle-même* les formes plus concrètes d'application de la loi, la rapidité de cette application, les moyens de la surveiller, etc. Pour édicter une telle loi, l'Etat n'a besoin ni d'un appareil spécial, ni de recherches particulières, ni d'études préliminaires d'aucune sorte ; il lui faut simplement être résolu à rompre avec certains intérêts privés des capitalistes, qui « ne sont pas accoutumés » à une pareille ingérence dans leurs affaires, qui n'entendent pas perdre les surprofits que leur assure, en plus de l'absence de tout contrôle, la gestion à l'ancienne mode.

Il n'est besoin d'aucun appareil administratif, d'aucune « statistique » (que Tchernov voulait substituer à l'initiative révolutionnaire de la paysannerie), *pour* promulguer une pareille loi, car son application devra incomber aux fabricants ou aux industriels eux-mêmes, à des forces sociales *existantes*, sous le contrôle des forces sociales (c'est-à-dire non gouvernementales, non bureaucratiques) également existantes, mais qui doivent être obligatoirement celles des couches dites inférieures, c'est-à-dire des classes opprimées, exploitées, toujours infiniment *supérieures* — l'Histoire l'atteste — aux exploiteurs, par leur aptitude à l'héroïsme, à l'abnégation, à une discipline fraternelle.

Admettons que nous ayons un gouvernement vraiment démocratique révolutionnaire, et qu'il décrète : tous les fabricants et industriels employant, disons, deux ouvriers

au moins, sont tenus de se grouper sans délai, par branches de production, en associations de district et de province. La responsabilité de l'exécution scrupuleuse de cette loi incombe en premier lieu aux fabricants, aux directeurs, aux membres des conseils d'administration, aux gros actionnaires (car ce sont eux les vrais chefs de l'industrie moderne, ses véritables maîtres). Au cas où ils se refuseraient à coopérer à l'application immédiate de la loi, ils seraient considérés comme des déserteurs et punis comme tels. Leur responsabilité est solidaire et engage tout leur avoir ; tous répondent pour chacun et chacun pour tous. La responsabilité incombe ensuite à tous les employés également tenus de former un syndicat *unique*, et à tous les ouvriers groupés dans leur syndicat. La cartellisation a pour but d'établir une comptabilité aussi complète, rigoureuse et détaillée que possible, et surtout de *coordonner les opérations* ayant trait à l'achat des matières premières, à la vente des produits fabriqués, ainsi qu'à l'*économie* des ressources et des forces du peuple. Avec le groupement d'entreprises dispersées en un syndicat patronal unique, cette économie atteindrait d'immenses proportions, ainsi que nous l'enseigne la science économique et que nous le montre l'exemple de tous les syndicats, cartels et trusts. Répétons une fois encore que, par elle-même, cette cartellisation ne change pas d'un iota les rapports de propriété, n'ôte pas le moindre copeck à aucun possesseur. C'est un fait qu'il convient de souligner tout particulièrement, parce que la presse bourgeoise ne cesse d'« effrayer » les petits et moyens patrons en leur disant que les socialistes en général et les bolcheviks en particulier, entendent les « exproprier » ; assertion qui est un mensonge évident, car les socialistes, *même dans une révolution intégralement socialiste*, ne veulent ni ne peuvent exproprier les petits cultivateurs, et ne le feront point. Or, nous parlons *seulement* ici des mesures les plus indispensables et les plus urgentes déjà appliquées en Europe occidentale, et qu'une démocratie tant soit peu conséquente devrait appliquer immédiatement chez nous pour conjurer la catastrophe certaine dont nous sommes menacés.

Le groupement des petits et tout petits patrons en associations se heurterait à des difficultés sérieuses au point

de vue de la technique et de la culture, en raison du morcellement extrême de leurs entreprises, de leur technique primitive et de l'ignorance ou du manque d'instruction de leurs propriétaires. Mais ces entreprises précisément pourraient être exemptées de l'application de la loi sur la cartellisation forcée (comme nous l'avons déjà indiqué dans l'hypothèse précédente) ; leur non-association et, à plus forte raison, tout retard dans leur association, ne constituerait pas un obstacle sérieux, car les petites entreprises, bien qu'extrêmement nombreuses, ne jouent qu'un rôle *infime* dans l'ensemble de la production, dans l'économie nationale en général ; au surplus, elles dépendent souvent, d'une façon ou d'une autre, des grandes entreprises.

Seules les grandes entreprises ont une importance décisive ; là, les forces et les moyens d'ordre technique et culturel de la « cartellisation » *existent* ; il ne manque que l'initiative du pouvoir *révolutionnaire*, une initiative ferme, résolue, d'une sévérité impitoyable envers les exploiteurs, pour que ces forces et ces moyens soient mis en œuvre.

Plus le pays est pauvre en forces techniquement instruites, et, d'une façon générale, en forces intellectuelles, plus *s'impose* la nécessité de décréter, aussi rapidement et aussi résolument que possible, le groupement forcé, et de le réaliser en commençant par les grandes et très grandes entreprises ; car c'est précisément ce groupement qui *économisera* les forces intellectuelles et permettra de les utiliser *pleinement*, de les répartir d'une façon plus rationnelle. Si les paysans russes eux-mêmes ont su, dans leurs villages reculés, faire un pas énorme en avant après 1905 en ce qui concerne la création d'associations de toute sorte, sous le gouvernement tsariste, et malgré les milliers d'obstacles que celui-ci leur opposait, il est certain que le groupement des grandes et moyennes entreprises industrielles et commerciales pourrait se faire en quelques mois, si ce n'est plus vite, à condition qu'elles y soient contraintes par un gouvernement véritablement démocratique et révolutionnaire s'appuyant sur la sympathie, la participation, les intérêts, les avantages des « couches inférieures » de la démocratie, des employés, des ouvriers, *que* ce gouvernement appellerait à exercer le contrôle.

RÉGLEMENTATION DE LA CONSOMMATION

La guerre a obligé tous les Etats belligérants et bon nombre d'Etats neutres à réglementer la consommation. La carte de pain est apparue en ce monde ; elle est devenue chose coutumière et a frayé la voie à d'autres cartes. La Russie n'a pas fait exception ; elle a également introduit la carte de pain.

Mais voilà précisément l'exemple qui nous permettra, peut-être, de comparer le mieux les méthodes bureaucratiques réactionnaires de lutte contre la catastrophe, qui tendent à réduire les réformes au minimum, aux méthodes démocratiques révolutionnaires qui, pour mériter leur nom, doivent se proposer nettement comme tâche de rompre par la violence avec les vieilleries périmées et d'accélérer le plus possible la marche en avant.

La carte de pain, ce modèle classique de réglementation de la consommation dans les Etats capitalistes d'aujourd'hui (dans le meilleur des cas) se propose et réalise une seule tâche : répartir la quantité disponible de pain, de façon que tout le monde en soit pourvu. Le maximum de consommation n'est pas établi pour tous les produits, tant s'en faut, mais seulement pour les principaux produits « d'usage courant ». Et c'est tout. On ne se préoccupe pas d'autre chose. Bureaucratiquement, on fait le compte du pain disponible, on divise le total obtenu par le nombre d'habitants, on fixe une norme de consommation, on la décrète et l'on s'en tient là. On ne touche pas aux objets de luxe puisque, « de toute façon », il y en a peu et ils sont d'un prix qui n'est pas à la portée du « peuple ». C'est pourquoi, dans *tous* les pays belligérants, sans exception aucune, *même* en Allemagne, pays que l'on peut, je crois, sans crainte de contestation, considérer comme le modèle de la réglementation la plus ponctuelle, la plus méticuleuse et la plus stricte de la consommation, *même* en Allemagne on voit les riches *déroger* constamment aux « normes » de consommation, quelles qu'elles soient. Cela aussi, « tout le monde » le sait, « tout le monde » en parle avec un sourire ironique ; on trouve constamment dans la presse socialiste allemande, et parfois même dans la presse bourgeoise, malgré les férocités d'une censure dominée par l'esprit de caserne, des

entrefilets et des informations sur le menu des riches. Ceux-ci reçoivent du pain blanc à volonté dans telle ou telle ville d'eaux (laquelle est fréquentée, sous prétexte de maladie, par tous ceux... qui ont beaucoup d'argent) ; ils consomment, au lieu de produits d'usage courant, des denrées de choix, rares et recherchées.

L'Etat capitaliste réactionnaire, qui *craint* d'ébranler les fondements du capitalisme, les fondements de l'esclavage salarié, les fondements de la domination économique des riches, *craint* de développer l'initiative des ouvriers et des travailleurs en général ; il *craint* d'« attiser » leurs exigences. Un *tel* Etat n'a besoin de rien d'autre que de la carte de pain. Un tel Etat, quoi qu'il fasse, ne perd pas de vue un seul instant son objectif *réactionnaire* : consolider le capitalisme, ne pas le laisser ébranler, limiter la « réglementation de la vie économique » en général, et de la consommation en particulier, aux mesures absolument indispensables pour assurer la subsistance du peuple, *en se gardant bien* de réglementer effectivement la consommation par *un contrôle sur les riches* qui leur imposerait, à eux qui sont mieux placés, privilégiés, rassasiés et gavés en temps de paix, des charges *plus grandes* en temps de guerre.

La solution bureaucratique réactionnaire du problème posé aux peuples par la guerre se limite à la carte de pain, à la répartition égale des produits « d'usage courant » absolument indispensables à l'alimentation, sans s'écarter en rien de l'orientation bureaucratique et réactionnaire dont l'objectif est le suivant : *ne pas* éveiller l'initiative des pauvres, du prolétariat, de la masse du peuple (du « demos ») ; *ne pas* admettre *leur* contrôle sur les riches, laisser aux riches le *maximum* d'expédients leur permettant de s'offrir des objets de luxe. Et dans *tous* les pays, nous le répétons, même en Allemagne — et à plus forte raison en Russie — il est une masse d'expédients : le « bas peuple » souffre de la faim tandis que les riches se rendent dans les villes d'eaux, complétant la maigre ration officielle par des « suppléments » de toute sorte et *ne se laissant pas* contrôler.

Dans la Russie qui vient de faire la révolution contre le tsarisme au nom de la liberté et de l'égalité, dans la Russie devenue d'emblée une république démocratique de par ses institutions politiques effectives, ce qui frappe surtout

le peuple, ce qui suscite particulièrement le mécontentement, l'exaspération, la colère et l'indignation des masses, c'est la facilité — que *tout le monde* voit — avec laquelle les riches tournent la réglementation introduite par la « carte de pain ». Cette facilité est extrême. « En sous-main » et à des prix particulièrement élevés, surtout quand on a des « *r e l a t i o n s* » (et il n'y a que les riches qui en aient), on se procure de tout et en abondance. C'est le peuple qui a faim. La réglementation de la consommation est confinée dans le cadre le plus étroit, le plus réactionnaire et le plus bureaucratique. Le gouvernement ne manifeste pas la moindre intention, pas le moindre souci d'établir cette réglementation sur des bases véritablement démocratiques et révolutionnaires.

Les files d'attente, « tout le monde » en souffre, mais... mais les riches envoient leurs domestiques faire la queue ; ils entretiennent même à cet effet une domesticité spéciale ! Joli « démocratisme » !

En présence des calamités inouïes qui accablent le pays, une politique démocratique révolutionnaire ne se bornerait pas à établir la carte de pain pour combattre la catastrophe imminente. Elle y ajouterait, en premier lieu, le groupement forcé de la population entière en des sociétés de consommation, car c'est le seul moyen de réaliser intégralement le contrôle de la consommation ; en second lieu, le service de travail pour les riches, qui seraient tenus de remplir gratuitement, dans ces sociétés de consommation, des fonctions de secrétaires ou tout autre emploi analogue ; en troisième lieu, le partage égal parmi la population de la totalité effective des produits de consommation, afin que les charges de la guerre soient réparties d'une façon vraiment égale ; en quatrième lieu, l'organisation du contrôle de façon que les classes pauvres de la population contrôlent la consommation des riches.

L'application d'un démocratisme authentique dans ce domaine et la manifestation d'un véritable esprit révolutionnaire dans l'organisation du contrôle précisément par les classes les plus nécessiteuses du peuple, stimuleraient puissamment la tension de toutes les forces intellectuelles existantes, le développement de l'énergie vraiment révolutionnaire du peuple entier. Car, aujourd'hui, les ministres

de la Russie républicaine, démocratique et révolutionnaire, tout comme leurs confrères de tous les autres pays impérialistes, prodiguent des phrases pompeuses sur le « travail commun au profit du peuple », sur la « tension de toutes les forces », mais le peuple voit, sent et perçoit mieux que personne l'hypocrisie de ces paroles.

Il en résulte un piétinement sur place et un accroissement irrésistible de la désorganisation. Et la catastrophe devient imminente, puisque, d'une part, notre gouvernement ne peut instituer un bagne militaire pour les ouvriers à la manière de Kornilov, de Hindenburg, sur le modèle impérialiste en général : les traditions, les souvenirs, les vestiges, les habitudes, les institutions de la *révolution* sont encore trop vivaces dans le peuple ; et, d'autre part, notre gouvernement ne veut pas s'engager sérieusement dans la voie démocratique révolutionnaire, imprégné qu'il est jusqu'à la moelle et ligoté du sommet à la base par ses rapports de dépendance à l'égard de la bourgeoisie, par sa « coalition » avec elle, par la crainte de toucher à ses privilèges de fait.

SABOTAGE DE L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS DÉMOCRATIQUES PAR LE GOUVERNEMENT

Nous avons examiné les différents moyens et méthodes de conjurer la catastrophe et la famine. Partout nous avons vu la contradiction irréductible entre, d'une part, la démocratie, et de l'autre, le gouvernement et le bloc des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks qui le soutient. Pour prouver que ces contradictions existent dans la réalité, et non seulement dans notre exposé, et que leur caractère irréductible est démontré *pratiquement* par des conflits d'une portée nationale, il suffit de rappeler deux « bilans » particulièrement typiques, deux leçons qui se dégagent de ces six mois de notre révolution.

L'histoire du « règne » de Paltchinski est une de ces leçons. L'autre est l'histoire du « règne » et de la chute de Péchékhonov.

En substance, les mesures de lutte décrites plus haut contre la catastrophe et la famine consistent à encourager de

toutes les manières (y compris la contrainte) le groupement en associations de la population et, en premier lieu, de la démocratie, c'est-à-dire de la majorité de la population : donc, avant tout, des classes opprimées, ouvriers et paysans, paysans pauvres surtout. Et c'est dans cette voie que la population s'est engagée d'elle-même, spontanément, pour lutter contre les difficultés, les charges et les calamités inouïes de la guerre.

Le tsarisme entravait par tous les moyens l'association libre et autonome de la population. Mais, après la chute de la monarchie tsariste, les organisations démocratiques apparurent et se développèrent rapidement à travers toute la Russie. La catastrophe fut combattue par les organisations démocratiques nées spontanément, par toutes sortes de comités de ravitaillement et d'approvisionnement en vivres, en combustibles, etc., etc.

Or, ce qu'il y a eu de plus remarquable durant les six mois de notre révolution, sur cette question, c'est qu'un *gouvernement* qui se prétend républicain et révolutionnaire, un gouvernement *soutenu* par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires au nom des « organismes habilités de la démocratie révolutionnaire », *a combattu* les organisations démocratiques *et en a triomphé* ! !

Paltchinski s'est acquis dans cette lutte la plus triste et la plus large renommée à l'échelle de toute la Russie. Il a agi en se retranchant derrière le gouvernement, sans intervenir ouvertement devant le peuple (tout comme préféraient généralement agir les cadets qui, « pour le peuple » mettaient volontiers en avant Tsérétéli, cependant qu'eux-mêmes réglaient en sous-main toutes les affaires d'importance). Paltchinski a freiné et saboté toutes les mesures sérieuses des organisations démocratiques spontanément créées par le peuple, car aucune mesure sérieuse ne pouvait être prise sans qu'il fût « porté atteinte » aux profits démesurés et à l'arbitraire des gros bonnets de l'industrie et du commerce. Or, Paltchinski était précisément leur défenseur et serviteur fidèle. Il en est arrivé — ce fait a été publié dans les journaux — à *annuler* tout bonnement certaines dispositions de ces organisations démocratiques ! !

Toute l'histoire du « règne » de Paltchinski — et il « régna » de longs mois, justement à l'époque où Tsérétéli,

Skobélev et Tchernov étaient « ministres » — n'est qu'un incessant, un abominable scandale, le sabotage de la volonté du peuple, des décisions de la démocratie, afin de *complaire* aux capitalistes et d'assouvir leur sordide cupidité. Les journaux n'ont pu publier, comme bien l'on pense, qu'une infime partie des « exploits » de Paltchinski. Une enquête minutieuse sur les moyens qu'il a employés pour *entraver* la lutte contre la famine ne pourra être entreprise que par un gouvernement prolétarien, vraiment démocratique, quand il aura conquis le pouvoir et *fait juger* par le tribunal du peuple, sans en rien cacher, la besogne de Paltchinski et de ses pareils.

On nous objectera peut-être que Paltchinski était quand même une exception et qu'on l'a d'ailleurs écarté... Or, la vérité, justement, c'est que Paltchinski n'est pas une exception, mais *la règle* ; que la situation ne s'est pas du tout améliorée du fait que Paltchinski a été écarté ; que d'autres Paltchinski, portant d'autres noms, l'ont remplacé ; que toute l'« *influence* » des capitalistes, toute la politique *de sabotage de la lutte contre la famine pratiquée pour leur être agréable*, sont demeurées intangibles. Car Kérenski et Cie ne sont qu'un paravent qui masque la défense des intérêts capitalistes.

La preuve la plus éclatante, c'est la démission du ministre du ravitaillement Péchékhonov. On sait que Péchékhonov est un populiste tout ce qu'il y a de plus modéré. Mais il voulait organiser le ravitaillement de façon consciencieuse, en contact avec les organisations démocratiques et en s'appuyant sur elles. L'*expérience* de l'activité de Péchékhonov et sa *démission* sont d'autant plus intéressantes que ce populiste des plus modérés, membre du parti « socialiste-populaire », prêt à tous les compromis avec la bourgeoisie, s'est vu néanmoins obligé de démissionner ! Car, pour plaire aux capitalistes, aux grands propriétaires fonciers et aux koulaks, le gouvernement Kérenski *a relevé* le prix taxé du blé !

Voici comment, dans la *Svobodnaïa Jizn* [116] n° 1, du 2 septembre, M. Smith apprécie la « mesure » prise et son importance :

« Quelques jours avant que le gouvernement ait décidé l'augmentation du prix taxé, la scène suivante se déroula au sein du Co-

mité national du ravitaillement : le représentant de la droite, Rolovitch, défenseur opiniâtre des intérêts du commerce privé et ennemi implacable du monopole du blé et de l'ingérence de l'Etat dans la vie économique, déclara haut et clair, avec un sourire satisfait, que d'après ses renseignements, le prix taxé du blé allait sous peu être élevé.

En réponse, le représentant du Soviet des députés ouvriers et soldats déclara qu'il n'en savait rien, qu'aussi longtemps que durerait la révolution en Russie, pareille chose ne pouvait se produire et que, en tout cas, le gouvernement ne pouvait le faire sans prendre avis des organismes habilités de la démocratie : le Conseil économique et le Comité national du ravitaillement. Le représentant du Soviet des députés paysans s'est associé à cette déclaration.

Mais, hélas ! les faits devaient apporter dans cette controverse une cruelle mise au point : ce fut le représentant des éléments censitaires, et non les représentants de la démocratie, qui se trouvait avoir raison. Il s'avéra parfaitement informé de l'attentat qui se préparait contre les droits de la démocratie, encore que les représentants de cette dernière eussent repoussé avec indignation l'idée même d'un semblable attentat. »

Ainsi, le représentant des ouvriers comme celui de la paysannerie déclarent tout net leur opinion au nom de l'immense majorité du peuple, mais le gouvernement Kérenski fait le contraire, pour servir les capitalistes !

Le représentant des capitalistes, Rolovitch, était parfaitement informé, à l'insu de la démocratie, de même que nous avons toujours observé et observons encore que les journaux bourgeois, la *Retch* et la *Birjovka*, sont les mieux informés de ce qui se passe au sein du gouvernement Kérenski.

Qu'atteste cette remarquable qualité d'information ? Evidemment, que les capitalistes ont leurs « entrées » et qu'ils détiennent *en fait* le pouvoir. Kérenski est leur homme de paille, qu'ils font marcher quand et comme cela leur est nécessaire. Les intérêts de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans sont sacrifiés à seule fin d'assurer les profits d'une poignée de riches.

Comment nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks réagissent-ils devant cette révoltante mystification du peuple ? Peut-être ont-ils lancé un appel aux ouvriers et aux paysans pour leur dire qu'après cela, la place de Kérenski et de ses collègues est en prison et non ailleurs ?

A Dieu ne plaise ! Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, représentés par leur « section économique »,

se sont bornés à adopter la résolution comminatoire que nous avons déjà mentionnée ! Ils y déclarent que la hausse du prix du blé décrétée par le gouvernement de Kérenski est une « mesure *funeste* qui porte un *rude coup* tant à l'œuvre du ravitaillement qu'à l'ensemble de la vie économique du pays » et que ces mesures funestes ont été appliquées en « *violation* » flagrante de la loi ! !

Voilà les résultats de la politique de conciliation, de la politique de flirt et de « ménagement » à l'égard de Kérenski.

Le gouvernement viole la loi en adoptant, pour plaire aux riches, aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, une mesure qui *ruine* toute l'œuvre de contrôle, de ravitaillement et d'assainissement des finances on ne peut plus ébranlées ; et les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks continuent à préconiser l'entente avec les milieux industriels et commerciaux, à conférer avec Térechtchenko, à ménager Kérenski. Et ils se bornent à consigner leur protestation dans une résolution de papier que le gouvernement classe le plus tranquillement du monde ! !

Voilà où apparaît dans toute son évidence cette vérité que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont trahi le peuple et la révolution, et que ce sont les bolcheviks qui deviennent les vrais chefs des masses, *même* de celles qui suivent les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks.

Car c'est la conquête du pouvoir par le prolétariat, avec le parti bolchevique à sa tête, qui seule pourrait mettre fin aux infamies perpétrées par Kérenski et consorts, et *remettre en marche* les organisations démocratiques de ravitaillement, d'approvisionnement, etc., dont Kérenski et son gouvernement *sabotent* le fonctionnement.

Les bolcheviks s'affirment — l'exemple cité le montre avec une clarté parfaite — comme les représentants des intérêts du peuple *entier*, qui luttent pour assurer le ravitaillement et l'approvisionnement, pour satisfaire les besoins les plus immédiats des ouvriers et des *paysans*, en combattant la politique hésitante et irrésolue des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, qui est une vraie trahison et dont l'application a conduit le pays à cette honte qu'est la hausse du prix du blé !

LA FAILLITE FINANCIÈRE ET LES MOYENS DE LA CONJURER

La hausse du prix taxé du blé a aussi un autre aspect. Elle entraînera une nouvelle augmentation chaotique de l'émission de papier-monnaie, une nouvelle poussée de vie chère, une aggravation de la désorganisation des finances ; elle rapprochera la faillite financière. Tout le monde reconnaît que l'émission de papier-monnaie est la pire forme d'emprunt forcé, qu'elle aggrave surtout la situation des ouvriers, de la partie la plus pauvre de la population, qu'elle est le pire aspect du désordre financier.

Et c'est justement à cette mesure que recourt le gouvernement Kérenski soutenu par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks !

Pour combattre sérieusement la désorganisation des finances et l'effondrement financier inéluctable, il n'est pas d'autre moyen que de rompre révolutionnairement avec les intérêts du capital et d'organiser un contrôle véritablement démocratique, c'est-à-dire « par en bas », un contrôle des ouvriers et des paysans pauvres *sur* les capitalistes. C'est de ce moyen que nous avons parlé tout au long de notre exposé.

L'émission de papier-monnaie en quantité illimitée encourage la spéculation, permet aux capitalistes de gagner des millions et entrave considérablement l'élargissement, pourtant si nécessaire, de la production, car la cherté des matériaux, des machines, etc., augmente et progresse par bonds. Comment remédier à la situation alors que les richesses acquises par les riches au moyen de la spéculation restent dissimulées ?

On peut établir un impôt progressif sur le revenu, comportant des taxes très élevées sur les gros et très gros revenus. Cet impôt, notre gouvernement l'a établi à la suite des autres gouvernements impérialistes. Mais il est dans une notable mesure une pure fiction et reste lettre morte ; car, premièrement, l'argent se déprécie de plus en plus vite, et, deuxièmement, la dissimulation des revenus est d'autant plus grande qu'ils ont davantage leur source dans la spéculation et que le secret commercial est mieux gardé.

Pour rendre l'impôt réel et non plus fictif, il faut un contrôle réel, qui ne soit pas simplement sur le papier. Or, le contrôle sur les capitalistes est impossible s'il reste bureaucratique, car la bureaucratie est elle-même liée, attachée par des milliers de fils, à la bourgeoisie. C'est pourquoi, dans les Etats impérialistes de l'Europe occidentale — monarchies ou républiques, peu importe —l'assainissement des finances n'est obtenu qu'au prix de l'introduction d'un « service obligatoire du travail », qui équivaut pour les ouvriers à un *bagne militaire* ou à un *esclavage militaire*.

Le contrôle bureaucratique réactionnaire, tel est le seul moyen que connaissent les Etats impérialistes, sans en excepter les républiques démocratiques, la France et les Etats-Unis, pour faire retomber les charges de la guerre sur le prolétariat et les masses laborieuses.

La contradiction fondamentale de la politique de notre gouvernement, c'est justement qu'il est obligé, pour ne pas se brouiller avec la bourgeoisie, pour ne pas rompre la « coalition » avec elle, de pratiquer un contrôle bureaucratique réactionnaire, qu'il qualifie de « démocratique révolutionnaire », en trompant constamment le peuple, en irritant, en exaspérant les masses qui viennent de renverser le tsarisme.

Or, ce sont précisément les mesures démocratiques révolutionnaires qui, en groupant dans des associations les classes opprimées, les ouvriers et les paysans, c'est-à-dire les masses, permettraient d'établir le contrôle le plus efficace *sur les riches* et de combattre avec le plus de succès la dissimulation des revenus.

On cherche à encourager l'usage des chèques pour lutter contre l'inflation. Cette mesure n'est d'aucune importance pour les pauvres, car, de toute façon, ils vivent au jour le jour et accomplissent au cours de la semaine leur « cycle économique » en restituant aux capitalistes les maigres sous qu'ils ont réussi à gagner. En ce qui concerne les riches, l'usage de chèques pourrait avoir une importance considérable : il permettrait à l'Etat, surtout s'il était combiné à des mesures telles que la nationalisation des banques et la suppression du secret commercial, de *contrôler effectivement* les revenus des capitalistes, de les imposer

effectivement, de « démocratiser » (et en même temps de redresser) effectivement le système financier.

Mais l'obstacle, ici, c'est précisément la crainte d'attenter aux privilèges de la bourgeoisie, de rompre la « coalition » avec elle. Car, sans des mesures véritablement révolutionnaires, sans la contrainte la plus sérieuse, les capitalistes ne se soumettront à aucun contrôle, ne dévoileront pas leurs budgets, ne mettront pas leurs réserves de papier-monnaie « sous la coupe » de l'Etat démocratique.

En nationalisant les banques, en édictant une loi qui rendrait l'usage des chèques obligatoire pour tous les riches, en supprimant le secret commercial, en punissant la dissimulation des revenus par la confiscation des biens, etc., les ouvriers et les paysans, groupés en associations, pourraient avec une extrême facilité rendre effectif et universel le contrôle sur les riches, et ce contrôle *restituerait au Trésor* le papier-monnaie émis par lui en le reprenant *à ceux* qui le détiennent, *à ceux* qui le dissimulent.

Il faut pour cela une dictature révolutionnaire de la démocratie dirigée par le prolétariat révolutionnaire ; autrement dit, la démocratie doit devenir révolutionnaire *en fait*. Tout est là. Mais c'est précisément ce dont ne veulent pas nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks, qui se couvrent du *drapeau* de la « démocratie révolutionnaire » pour tromper le peuple, et soutiennent en fait la politique bureaucratique réactionnaire de la bourgeoisie, dont la devise est, comme toujours : « Après nous, le déluge ! * »

D'ordinaire, nous ne remarquons même pas combien profondément se sont ancrés en nous les habitudes et les préjugés antidémocratiques au sujet de la « sacro-sainte » propriété bourgeoise. Quand un ingénieur ou un banquier publient des données sur les revenus et les dépenses de l'ouvrier, sur son salaire et sur la productivité de son travail, la chose est considérée comme archilégale et juste. Personne ne songe à y voir une atteinte à la « vie privée » de l'ouvrier, « un acte de mouchardage ou une délation » de la part de l'ingénieur. La société bourgeoise considère le travail et le gain des ouvriers salariés comme un livre

* En français dans le texte. (*N.R.*)

ouvert *qui lui appartient*, que tout bourgeois est en droit de consulter à tout moment, afin de dénoncer le « luxe » des ouvriers, leur prétendue « paresse », etc.

Et le contrôle inverse ? Si les syndicats d'employés, de commis, de *domestiques* étaient invités par l'Etat *démocratique* à contrôler les revenus et les dépenses des capitalistes, à en publier les chiffres, à aider le gouvernement à combattre la dissimulation des revenus ?

Quelles clameurs sauvages la bourgeoisie ne pousserait-elle pas contre le « mouchardage », contre la « délation » ! Quand les « maîtres » contrôlent leurs serviteurs, quand les capitalistes contrôlent lès ouvriers, cela est dans l'ordre des choses. La vie privée du travailleur et de l'exploité *n'est pas* considérée comme inviolable, la bourgeoisie est en droit de demander des comptes à chaque « esclave salarié », elle peut à tout moment révéler au public ses revenus et ses dépenses. Mais que les opprimés essayent de contrôler l'oppresseur, de tirer au clair *ses* revenus et *ses* dépenses, de dénoncer *son* luxe, ne serait-ce qu'en temps de guerre, lorsque ce luxe est la cause directe de la famine et de la mort des armées au front, oh non ! la bourgeoisie ne tolérera ni « mouchardage », ni « délation » !

La question se ramène toujours à ceci : la domination de la bourgeoisie est *inconciliable* avec la démocratie authentique, véritablement révolutionnaire. Au XX^e^ siècle, en pays capitaliste, on ne peut être démocrate révolutionnaire *si l'on craint* de marcher au socialisme.

PEUT-ON ALLER DE L'AVANT SI L'ON CRAINT DE MARCHER AU SOCIALISME ?

Chez le lecteur nourri des idées opportunistes qui ont cours parmi les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, ce qui précède peut aisément susciter l'objection que voici : au fond, la plupart des mesures décrites ici ne sont pas démocratiques, ce sont *déjà* des mesures socialistes !

Cette objection courante, habituelle (sous une forme ou sous une autre) dans la presse bourgeoise, socialiste-révolutionnaire et menchevique, est un argument réactionnaire pour défendre un capitalisme arriéré, un argument qui

porte la livrée de Strouvé. Nous ne sommes pas encore mûrs, dit-on, pour le socialisme ; il est trop tôt pour l'« instaurer » ; notre révolution est bourgeoise ; c'est pourquoi il faut se faire les valets de la bourgeoisie (bien que les grands révolutionnaires bourgeois de France aient assuré la grandeur de leur révolution, il y a de cela 125 ans, en exerçant la *terreur* contre tous les oppresseurs, seigneurs terriens aussi bien que capitalistes !).

Les pseudo-marxistes, auxquels se sont joints les socialistes-révolutionnaires, qui se font les serviteurs de la bourgeoisie et qui raisonnent ainsi, ne comprennent pas (si l'on considère les bases théoriques de leurs conceptions) ce qu'est l'impérialisme, ce que sont les monopoles capitalistes, ce qu'est l'Etat, ce qu'est la démocratie révolutionnaire. Car, si on a compris cela, on est obligé de reconnaître que l'on ne saurait aller de l'avant sans marcher au socialisme.

Tout le monde parle de l'impérialisme. Mais l'impérialisme n'est autre chose que le capitalisme monopoliste.

Que le capitalisme, en Russie également, soit devenu monopoliste, voilà ce qu'attestent assez le « Prodougol », le « Prodamet », le syndicat du sucre, etc. Ce même syndicat du sucre nous fournit un exemple saisissant de la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat.

Or, qu'est-ce que l'Etat ? C'est l'organisation de la classe dominante ; en Allemagne, par exemple, celle des hobereaux et des capitalistes. Aussi, ce que les Plékhanov allemands (Scheidemann, Lansch et autres) appellent le « socialisme de guerre » n'est-il en réalité que le capitalisme monopoliste d'Etat du temps de guerre ou, pour être plus clair et plus simple, un bagne militaire pour les ouvriers en même temps que la protection militaire des profits capitalistes.

Eh bien, essayez un peu de *substituer* à l'Etat des capitalistes et des hobereaux, à l'Etat des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, l'Etat *démocratique révolutionnaire*, c'est-à-dire un Etat qui détruise révolutionnairement *tous* les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement le démocratisme le plus complet. Et vous verrez que dans un Etat véritablement

démocratique et révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'Etat signifie inévitablement, infailliblement, un pas, ou des pas en avant vers le socialisme !

Car, si une grande entreprise capitaliste devient monopole, c'est qu'elle dessert le peuple entier. Si elle est devenue monopole d'Etat, c'est que l'Etat (c'est-à-dire l'organisation armée de la population et, en premier lieu, des ouvriers et des paysans, si l'on est en régime démocratique *révolutionnaire*) dirige toute l'entreprise. Dans l'intérêt de qui ?

Ou bien dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ; et nous avons alors un Etat non pas démocratique révolutionnaire, mais bureaucratique réactionnaire, une république impérialiste.

Ou bien dans l'intérêt de la démocratie révolutionnaire ; et alors *c'est ni plus ni moins un pas vers le socialisme.*

Car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat. Ou encore : le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'Etat *mis au service du peuple entier* et qui, pour autant, *a cessé* d'être un monopole capitaliste.

Ici, pas de milieu. Le cours objectif du développement est tel qu'on *ne saurait* avancer, à partir des *monopoles* (dont la guerre a décuplé le nombre, le rôle et l'importance), sans marcher au socialisme.

Ou bien l'on est réellement démocrate révolutionnaire. Et alors on ne saurait craindre de s'acheminer vers le socialisme.

Ou bien l'on craint de s'acheminer vers le socialisme et l'on condamne tous les pas faits dans cette direction, sous prétexte, comme disent les Plékhanov, les Dan et les Tchernov, que notre révolution est bourgeoise, qu'on ne peut pas « introduire » le socialisme, etc. Dans ce cas, l'on en arrive fatalement à la politique de Kérenski, Milioukov et Kornilov, c'est-à-dire à la répression *bureaucratique réactionnaire* des aspirations « démocratiques révolutionnaires » des masses ouvrières et paysannes.

Il n'y a pas de milieu.

Et c'est là la contradiction fondamentale de notre révolution.

Dans l'histoire en général, et surtout en temps de guerre, il est impossible de piétiner sur place. Il faut ou avancer, ou reculer. Il est *impossible* d'avancer dans la Russie du XX^e^ siècle, qui a conquis la République et la démocratie par la voie révolutionnaire, sans *m a r c h e r* au socialisme, sans *p r o g r e s s e r* vers le socialisme (progression conditionnée et déterminée par le niveau de la technique et de la culture : il est impossible d'« introduire » en grand le machinisme dans les exploitations paysannes comme il est impossible de le supprimer dans la production du sucre).

Et craindre d'avancer *é q u i v a u t* à reculer. C'est ce que font messieurs les Kérenski, aux applaudissements enthousiastes des Milioukov et des Plékhanov, avec la sotte complicité des Tsérétéli et des Tchernov.

La dialectique de l'histoire est précisément telle que la guerre, qui a extraordinairement accéléré la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat, a *par là même* considérablement rapproché l'humanité du socialisme.

La guerre impérialiste marque la veille de la révolution socialiste. Non seulement parce que ses horreurs engendrent l'insurrection prolétarienne — aucune insurrection ne créera le socialisme s'il n'est pas mûr économiquement — mais encore parce que le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation *m a t é r i e l l e* la plus complète du socialisme, l'*a n t i c h a m b r e* du socialisme, l'étape de l'histoire qu'*aucune autre étape intermédiaire ne sépare* du socialisme.

* *
*

Nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks envisagent le problème du socialisme en doctrinaires, du point de vue d'une doctrine qu'ils ont apprise par cœur et mal comprise. Ils présentent le socialisme comme un avenir lointain, inconnu, obscur.

Or, aujourd'hui, le socialisme est au bout de toutes les avenues du capitalisme contemporain, le socialisme apparaît directement et *pratiquement* dans chaque disposition importante constituant un pas en avant sur la base de ce capitalisme moderne.

Qu'est-ce que le service de travail obligatoire ?

C'est un pas en avant, sur la base du capitalisme monopoliste moderne, un pas vers la réglementation de toute la vie économique d'après un certain plan d'ensemble, un pas vers l'économie du travail national afin de prévenir son gaspillage insensé par le capitalisme.

Les junkers (grands propriétaires fonciers) et les capitalistes instituent en Allemagne le service de travail obligatoire, qui devient fatalement un bagne militaire pour les ouvriers.

Mais considérez la même institution et réfléchissez à la portée qu'elle aurait dans un Etat démocratique révolutionnaire. Le service de travail obligatoire institué, réglé, dirigé par les Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, *ce n'est pas encore* le socialisme, mais *ce n'est déjà plus* le capitalisme. C'est un *pas* immense *vers* le socialisme, un pas après lequel il est impossible, toujours en démocratie intégrale, de revenir en arrière, de revenir au capitalisme, à moins d'user des pires violences contre les masses.

LA GUERRE ET LA LUTTE CONTRE LA DÉBÂCLE ÉCONOMIQUE

La question des mesures à prendre pour conjurer la catastrophe imminente nous amène à élucider une autre question extrêmement importante : la liaison de la politique intérieure avec la politique extérieure, ou encore : le rapport entre la guerre de conquête, impérialiste, et la guerre révolutionnaire, prolétarienne ; entre la guerre criminelle de rapine et la guerre juste, démocratique.

D'une part, toutes les mesures que nous avons décrites, et qui sont destinées à conjurer la catastrophe, accroîtraient considérablement, comme nous l'avons déjà marqué, la capacité de défense du pays, autrement dit sa puissance militaire. D'autre part, il est impossible d'appliquer ces mesures sans transformer la guerre de conquête en une guerre juste, sans transformer la guerre menée par les capitalistes dans l'intérêt des capitalistes en une guerre menée par le prolétariat dans l'intérêt de tous les travailleurs et de tous les exploités.

En effet, la nationalisation des banques et des syndicats patronaux, accompagnée de la suppression du secret commercial et de l'établissement du contrôle ouvrier sur les capitalistes, ne signifierait pas seulement une immense économie du travail national, la possibilité d'économiser des forces et des ressources ; elle signifierait encore une amélioration de la situation des *masses* laborieuses, c'est-à-dire de la majorité de la population. Tout le monde sait que, dans la guerre moderne, l'organisation économique a une importance décisive. La Russie a suffisamment de blé, de houille, de pétrole, de fer ; à cet égard, notre situation est meilleure que celle de tout autre pays belligérant d'Europe. Et si elle luttait contre la débâcle économique par les moyens indiqués plus haut, en s'appuyant dans cette lutte sur l'initiative des masses, en améliorant leur situation, en nationalisant les banques et les syndicats patronaux, la Russie utiliserait sa révolution et son démocratisme pour porter le pays tout entier à un niveau d'organisation économique infiniment plus élevé.

Si, au lieu de la « coalition » avec la bourgeoisie, qui entrave toute mesure de contrôle et sabote la production, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks avaient, en avril, fait passer le pouvoir aux Soviets et s'étaient employés, non pas à jouer aux « chassés-croisés ministériels » et à user bureaucratiquement, aux côtés des cadets, le velours des fauteuils de ministres, de sous-secrétaires d'Etat, etc., etc., mais à diriger les ouvriers et les paysans dans l'exercice de *leur* contrôle *sur* les capitalistes, dans leur *guerre contre* ces derniers, la Russie serait maintenant un pays en pleine transformation économique, où les paysans disposeraient de la terre et où les banques seraient nationalisées ; c'est-à-dire qu'elle aurait, *dans cette mesure même* (or, ce sont là des bases économiques extrêmement importantes de la vie d'aujourd'hui), *dépassé* tous les autres pays capitalistes.

La capacité de défense, la puissance militaire d'un pays où les banques sont nationalisées, est *supérieure* à celle d'un pays où les banques restent aux mains des particuliers. La puissance militaire d'un pays paysan où la terre est aux mains des comités paysans est *supérieure* à celle d'un pays de grandes propriétés foncières.

On invoque constamment le patriotisme héroïque et les prodiges de valeur militaire des Français en 1792-1793. Mais on oublie les conditions matérielles économiques et historiques qui seules ont rendu possibles ces prodiges. La destruction effectivement révolutionnaire de la féodalité qui avait fait son temps, l'adoption par le pays tout entier avec une promptitude, une résolution, une énergie et une abnégation vraiment démocratiques et révolutionnaires d'un mode supérieur de production, la libre possession du sol par les paysans : telles sont les conditions matérielles, économiques, qui, avec une promptitude « prodigieuse », ont sauvé la France *en régénérant, en rénovant* sa base économique.

L'exemple de la France prouve une chose, et une seule : pour rendre la Russie apte à se défendre, pour y susciter également des « prodiges » d'héroïsme de masse, il faut balayer avec une implacabilité « jacobine » tout ce qui est vieux, et rénover, régénérer le pays *économiquement*. Or, on ne saurait le faire au XX^e^ siècle simplement en balayant le tsarisme (la France d'il y a 125 ans ne s'en est pas tenue là). On ne saurait non plus le faire uniquement par la suppression révolutionnaire de la grande propriété foncière (même cela nous ne l'avons pas fait, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ayant trahi la paysannerie !), uniquement par la remise de la terre aux paysans. Car nous vivons au XX^e^ siècle ; dominer le sol *sans dominer les banques* ne suffit pas à assurer la régénération et la rénovation de la vie du peuple.

La rénovation matérielle, économique, de la France, à la fin du XVIII^e^ siècle, était liée à une rénovation politique et spirituelle, à la dictature de la démocratie révolutionnaire et du prolétariat révolutionnaire (qui ne faisait qu'un encore avec la démocratie et se confondait presque avec elle), à la guerre implacable déclarée à toutes les formes de réaction. Le peuple entier — et surtout les masses, c'est-à-dire les classes *opprimées* — était soulevé d'un enthousiasme révolutionnaire sans bornes : *tout le monde* considérait la guerre comme une guerre juste, défensive, et elle *l'était réellement*. La France révolutionnaire se défendait contre l'Europe monarchique réactionnaire. Ce n'est pas en 1792-1793, mais bien des années plus tard, *après* le triomphe de

la réaction à l'intérieur du pays, que la dictature contre-révolutionnaire de Napoléon fit perdre aux guerres de la France leur caractère défensif pour en faire des guerres de conquête.

Et en Russie ? Nous continuons la guerre impérialiste, dans l'intérêt des capitalistes, en alliance avec les impérialistes, en exécution des traités secrets conclus avec les capitalistes d'Angleterre et d'ailleurs par le *tsar* qui, aux termes de ces traités, promettait aux capitalistes russes le pillage de pays étrangers, Constantinople, Lvov, l'Arménie, etc.

La guerre restera une guerre injuste, réactionnaire, une guerre de conquête de la part de la Russie, tant que celle-ci n'aura pas proposé une paix juste et rompu avec l'impérialisme. Le caractère social de la guerre, sa signification véritable ne sont pas déterminés par les positions qu'occupent les troupes ennemies (comme le pensent les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, tombés aux conceptions vulgaires d'un moujik inculte). Son caractère est déterminé par la réponse à ces deux questions : *quelle est la politique* que continue la guerre (« la guerre et la continuation de la politique ») ? *Quelle est la classe* qui fait la guerre, et dans quels buts ?

On ne saurait conduire les masses à une guerre de rapine en vertu de traités secrets et compter sur leur enthousiasme. La classe d'avant-garde de la Russie révolutionnaire, le prolétariat, comprend de mieux en mieux ce que cette guerre a de criminel, et la bourgeoisie est loin d'avoir pu modifier cette conviction des masses ; bien au contraire, celle-ci ne fait que croître. Le prolétariat des *deux capitales* est devenu, en Russie, définitivement internationaliste !

Vous voyez d'ici ce que peut être l'enthousiasme des masses pour la guerre !

L'un est indissolublement lié à l'autre, la politique intérieure à la politique extérieure. Il est impossible de rendre le pays apte à se défendre sans un sublime héroïsme du peuple accomplissant avec hardiesse et résolution de grandes réformes économiques. Et il est impossible de faire naître l'héroïsme dans les masses sans rompre avec l'impérialisme, sans proposer à tous les peuples une paix démocratique, sans transformer ainsi la guerre criminelle de

conquête et de rapine en une guerre juste, défensive, révolutionnaire.

Seule une rupture conséquente, absolue, avec les capitalistes, en politique intérieure comme en politique extérieure, peut sauver notre révolution et notre pays pris dans l'étau de fer de l'impérialisme.

DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE ET PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE

Dans la Russie actuelle, la démocratie doit, pour être vraiment révolutionnaire, s'unir étroitement au prolétariat, le soutenir dans la lutte qu'il mène en tant que seule classe révolutionnaire jusqu'au bout.

Telle est la conclusion où conduit l'examen des moyens de conjurer une catastrophe imminente d'une ampleur inouïe.

La guerre a engendré une crise si étendue, bandé à tel point les forces matérielles et morales du peuple, porté des coups si rudes à toute l'organisation sociale actuelle, que l'humanité se trouve placée devant cette alternative : ou bien périr, ou bien confier son sort à la classe la plus révolutionnaire, afin de passer aussi rapidement et radicalement que possible à un mode supérieur de production.

Pour de multiples raisons historiques — retard plus considérable de la Russie, difficultés particulières résultant de la guerre, décomposition extrême du tsarisme, vitalité extraordinaire des traditions de 1905 —, la révolution en Russie a devancé celle des autres pays. La révolution a fait que la Russie a rattrapé en quelques mois, quant à son régime *politique*, les pays avancés.

Mais cela ne suffit pas. La guerre est inexorable. Elle pose la question avec une âpreté implacable : ou bien périr ou bien rattraper les pays avancés et les dépasser *aussi au point de vue économique*...

Cela est possible, car nous avons sous les yeux l'expérience toute prête d'un grand nombre de pays avancés, les résultats déjà acquis de leur technique et de leur culture. Nous trouvons un soutien moral dans le mouvement de protestation qui grandit en Europe contre la guerre, dans

l'atmosphère de la révolution ouvrière qui monte dans tous les pays. Ce qui nous stimule, ce qui nous aiguillonne, c'est une liberté démocratique révolutionnaire exceptionnelle en temps de guerre impérialiste.

Périr ou s'élancer en avant à toute vapeur. C'est ainsi que l'histoire pose la question.

Et l'attitude du prolétariat envers la paysannerie, dans un tel moment, confirme, en le modifiant comme le commande la situation, le vieux principe bolchevique : arracher la paysannerie à l'influence de la bourgeoisie. Là seulement est le gage du salut de la révolution.

La paysannerie est l'élément le plus nombreux de la masse petite-bourgeoise.

Nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks ont assumé un rôle réactionnaire : maintenir la paysannerie sous l'influence de la bourgeoisie, amener la paysannerie à une coalition avec la bourgeoisie, et non avec le prolétariat.

L'expérience de la révolution instruit vite les masses. Et la politique réactionnaire des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks fait faillite : ils ont été battus dans les Soviets des deux capitales [117]. L'opposition « de gauche » croît dans les deux partis démocratiques petits-bourgeois. Le 10 septembre 1917, la conférence des socialistes-révolutionnaires de Petrograd a donné une majorité des deux tiers aux socialistes-révolutionnaires *de gauche* qui penchent vers l'alliance avec le prolétariat et repoussent l'alliance (la coalition) avec la bourgeoisie.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks reprennent à leur compte l'opposition, si aimée par la bourgeoisie, de ces deux concepts : bourgeoisie et démocratie. Mais, au fond, cette opposition est aussi absurde que le serait la comparaison entre des mètres et des kilogrammes.

Il peut y avoir une bourgeoisie démocratique, il peut y avoir une démocratie bourgeoise : pour le nier, il faut être d'une ignorance crasse en histoire comme en économie politique.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks avaient besoin de cette opposition factice pour *masquer* un fait incontestable, à savoir qu'entre la bourgeoisie et le prolétariat se place la *petite bourgeoisie*. Celle-ci, par sa situation

sociale et économique, hésite nécessairement entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks poussent la petite bourgeoisie vers l'alliance avec la bourgeoisie. Tel est le fond de toute leur « coalition », de tout le ministère de coalition, de toute la politique de Kérenski, ce semi-cadet typique. En six mois de révolution, cette politique a fait complètement faillite.

Les cadets exultent : vous voyez bien, la révolution a fait faillite, la révolution *n'a pu* venir à bout ni de la guerre, ni du marasme économique.

Cela est faux. Ce sont les *cadets* et les *socialistes-révolutionnaires avec les mencheviks*, qui ont fait faillite; car c'est ce bloc (cette alliance) qui a gouverné la Russie pendant six mois : il a en ces six mois aggravé le marasme économique, compliqué et rendu plus difficile la situation militaire.

Plus complète sera la faillite de l'*alliance* de la bourgeoisie avec les *socialistes-révolutionnaires* et les *mencheviks*, et plus vite le peuple *s'instruira*. Plus il trouvera facilement la solution *juste* : l'alliance de la paysannerie pauvre, c'est-à-dire de la majorité des paysans, avec le prolétariat.

10-14 septembre 1917.

UNE DES QUESTIONS FONDAMENTALES DE LA RÉVOLUTION

La question du pouvoir est certainement la question la plus importante de toute révolution. Quelle classe détient le pouvoir ? Tel est le fond du problème. Et quand le *Diélo Naroda*, organe du principal parti gouvernemental en Russie, déplorait récemment (dans son n° 147) que les discussions sur le pouvoir fassent oublier la question de l'Assemblée constituante et celle du blé, il aurait fallu répondre aux socialistes-révolutionnaires : Ne vous en prenez qu'à vous-mêmes. Ce sont les hésitations, l'irrésolution de *votre* parti qui ont le plus contribué à prolonger le « chassé-croisé ministériel » et à faire reculer sans cesse la convocation de l'Assemblée constituante, qui ont permis aux capitalistes de saboter les mesures adoptées ou envisagées concernant le monopole du blé et l'approvisionnement du pays en blé.

La question du pouvoir ne saurait être ni éludée, ni reléguée à l'arrière-plan, car c'est la question fondamentale, celle qui détermine *tout* le développement de la révolution, sa politique extérieure et intérieure. Que notre révolution ait « perdu » six mois en hésitations au sujet de l'organisation du pouvoir, c'est là un fait incontestable, dont la cause réside dans la politique hésitante des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Et la politique de ces partis a été elle-même déterminée, en définitive, par la situation sociale de la petite bourgeoisie, par son instabilité économique dans la lutte entre le Capital et le Travail.

Toute la question, maintenant, est de savoir si, oui ou non, la démocratie petite-bourgeoise a appris quelque

chose durant ces six mois si importants, si riches en événements. Si c'est non, la révolution est perdue, et seule une insurrection victorieuse du prolétariat pourra la sauver. Si c'est oui, il faut commencer par créer immédiatement un pouvoir stable et ferme. Pendant une révolution populaire, c'est-à-dire une révolution qui a appelé à la vie les masses, la majorité des ouvriers et des paysans, seul un pouvoir s'appuyant ouvertement et sans réserve *sur la majorité* de la population peut être stable. Jusqu'à présent, le pouvoir d'Etat, en Russie, reste *en réalité* aux mains de la *bourgeoisie*, qui n'est tenue qu'à faire des concessions partielles (qu'elle commence à reprendre dès le lendemain), à distribuer des promesses (qu'elle n'a pas l'intention de tenir), à rechercher les moyens de masquer sa domination (pour berner le peuple par les apparences d'une « coalition loyale »), etc., etc. En paroles, nous avons un gouvernement populaire, démocratique, révolutionnaire ; en réalité, il s'agit d'un gouvernement antipopulaire, antidémocratique, contre-révolutionnaire, bourgeois : telle est la contradiction fondamentale qui a duré jusqu'à présent et a été à l'origine de l'instabilité et des hésitations du pouvoir, de ce « chassé-croisé ministériel » auquel se sont livrés, avec un zèle si désastreux (pour le peuple), MM. les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks.

« Ou la dissolution des Soviets et leur mort sans gloire, ou tout le pouvoir aux Soviets », ai-je dit au congrès des Soviets de Russie au début de juin 1917 *, et l'histoire des mois de juillet et d'août a pleinement confirmé ces paroles. Seul le pouvoir des Soviets peut être stable et s'appuyer ouvertement sur la majorité du peuple, en dépit des mensonges des valets de la bourgeoisie : Potressov, Plékhanov et autres, qui qualifient d'élargissement de la base du pouvoir la remise en fait de ce pouvoir à une minorité infime de la population, à la bourgeoisie, aux exploiteurs.

Seul le pouvoir des Soviets pourrait être stable ; seul il ne pourrait être renversé, même aux heures les plus agitées de la plus orageuse des révolutions ; seul ce pouvoir pourrait assurer le développement large et continu de la ré-

* Cf. le présent tome, pp. 11-13. (*N.R.*)

volution, la lutte pacifique des partis au sein des Soviets. Tant que ce pouvoir n'aura pas été constitué, ce ne seront qu'irrésolution, instabilité, hésitations, « crises du pouvoir », comédies de chassé-croisé ministériel sans issue, explosions à droite et à gauche.

Mais le mot d'ordre : « Le pouvoir aux Soviets » est très fréquemment, sinon dans la plupart des cas, compris de façon absolument fausse, dans le sens de « ministère formé par les partis qui ont la majorité dans les Soviets » ; et c'est sur cette opinion profondément erronée que nous voudrions nous arrêter plus en détail.

Un « ministère formé par les partis qui ont la majorité dans les Soviets », cela veut dire des changements de personnes dans la composition du cabinet, tout l'ancien appareil gouvernemental demeurant intangible, appareil foncièrement bureaucratique, foncièrement antidémocratique, incapable de réaliser aucune réforme sérieuse, même celles qui figurent au programme des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks.

« Le pouvoir aux Soviets », cela signifie une refonte radicale de tout l'ancien appareil d'Etat, appareil bureaucratique qui entrave toute initiative démocratique ; la suppression de cet appareil et son remplacement par un appareil nouveau, populaire, authentiquement démocratique, celui des Soviets, c'est-à-dire de la majorité organisée et armée du peuple, des ouvriers, des soldats et des paysans ; la faculté donnée à la majorité du peuple de faire preuve d'initiative et d'indépendance non seulement pour l'élection des députés, mais encore dans l'administration de l'Etat, dans l'application de réformes et de transformations sociales.

Rappelons, pour rendre cette différence encore plus évidente et plus sensible, l'aveu précieux qu'a fait récemment le *Diélo Naroda*, organe d'un parti gouvernemental, le parti socialiste-révolutionnaire. Même dans les ministères qui ont été confiés à des ministres socialistes — écrivait ce journal lors de la fameuse coalition avec les cadets, quand les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires détenaient des portefeuilles — *même* dans ces ministères, tout l'ancien appareil de direction est resté en place et entrave tout le travail.

Et c'est bien compréhensible. Toute l'histoire des pays de parlementarisme bourgeois et aussi, dans une large mesure, des pays bourgeois constitutionnels, montre que les changements de ministres ont fort peu d'importance, tout le travail réel d'administration étant confié à une immense armée de fonctionnaires. Or, cette armée est profondément imbue d'un esprit antidémocratique, rattachée par des milliers et des millions de liens aux grands propriétaires fonciers et à la bourgeoisie dont elle dépend de toutes les manières. Cette armée baigne dans une atmosphère de rapports bourgeois, qui est la seule qu'elle respire ; momifiée, encroûtée, figée, elle n'a pas la force de s'arracher à cette ambiance ; elle ne peut changer sa façon de penser, de sentir et d'agir. Elle est enchaînée par un système de hiérarchie, par certains privilèges attachés au « service de l'Etat » ; quant à ses cadres supérieurs, ils sont complètement asservis, par l'intermédiaire des actions et des banques, au capital financier dont ils sont eux-mêmes, dans une certaine mesure, les agents, dont ils défendent les intérêts et propagent l'influence.

Tenter d'effectuer, au moyen de *cet* appareil d'Etat, des réformes telles que l'abolition sans indemnité de la grande propriété foncière ou le monopole des céréales, etc., c'est s'illusionner au plus haut point, c'est se tromper soi-même et tromper le peuple. Cet appareil *peut* servir une bourgeoisie républicaine en instituant une république qui est une « monarchie sans monarque », comme la III^e^ République en France, mais il est absolument incapable d'appliquer des réformes, ne disons pas abolissant, mais même rognant ou limitant effectivement les droits du capital, les droits de la « sacro-sainte propriété privée ». Ceci explique que dans tous les ministères de « coalition » auxquels participent des « socialistes », ces derniers ne sont en fait qu'un vain ornement ou servent au gouvernement bourgeois de paravent, de paratonnerre contre l'indignition populaire, sont un moyen de duper les masses à l'aide de ce gouvernement, même si certains d'entre eux sont d'une absolue bonne foi. C'est ce qui s'est passé avec Louis Blanc en 1848 ; c'est ce qui s'est passé depuis des dizaines de fois avec les ministères à participation socialiste en Angleterre et en France ; c'est ce qui s'est passé avec

Tchernov et Tsérétéli en 1917, et ce qui se passera tant que durera le régime bourgeois et que subsistera intact le vieil appareil d'Etat bourgeois bureaucratique.

Or, un des grands mérites des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, c'est qu'ils représentent un nouveau *type* de l'appareil d'Etat, infiniment supérieur, incomparablement plus démocratique. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont fait le possible et l'impossible pour transformer les Soviets (surtout celui de Petrograd et le Soviet de Russie, c'est-à-dire le Comité exécutif central) en de purs moulins à paroles, occupés, sous couleur de « contrôle », à voter des résolutions et des vœux impuissants, dont le gouvernement remettait, avec le sourire le plus poli et le plus aimable, la réalisation aux calendes grecques. Mais il a suffi de la « brise fraîche » du kornilovisme, qui promettait un bel orage, pour que l'atmosphère au Soviet se trouvât temporairement purifiée de tous ses miasmes et que l'initiative des masses révolutionnaires commençât à se manifester comme quelque chose de grand, de puissant, d'invincible.

Que cet exemple historique soit une leçon pour tous les hommes de peu de foi. Qu'ils aient honte, ceux qui disent : « nous n'avons pas d'appareil susceptible de remplacer l'ancien, qui tend inévitablement à défendre la bourgeoisie. » Car cet appareil *existe* : ce sont les Soviets. Ne redoutez pas l'initiative et l'action indépendante des masses, faites confiance aux organisations révolutionnaires des masses, et vous verrez les ouvriers et les paysans déployer *dans tous* les domaines de la vie publique la force, la grandeur, l'invincibilité dont ils ont fait preuve lorsqu'ils se sont unis et se sont dressés contre le coup de force Kornilov.

Le grand péché des chefs socialistes-révolutionnaires et menchéviques est de n'avoir pas confiance dans les masses, de redouter leur initiative, leur action indépendante, de trembler devant leur énergie révolutionnaire au lieu de l'appuyer entièrement et sans réserve. Voilà où il faut chercher l'une des raisons profondes de leur indécision, de leurs hésitations, de leurs tentatives perpétuelles et perpétuellement infructueuses de verser un vin nouveau dans les vieilles outres de l'ancien appareil d'Etat bureaucratique.

Considérez l'histoire de la démocratisation de l'armée pendant la révolution russe de 1917, l'histoire du ministère Tchernov, l'histoire du « règne » de Paltchinski, l'histoire de la démission de Péchékhonov, et vous trouverez à chaque pas la confirmation éclatante de ce qui vient d'être dit. Faute d'une confiance totale dans les organisations élues par les soldats, faute de l'application absolue du principe de l'élection des chefs par les soldats, les Kornilov, les Kalédine et les officiers contre-révolutionnaires se sont trouvés à la tête de l'armée. C'est un fait. A moins de fermer les yeux de parti pris, il est impossible de ne pas voir qu'*après* la rébellion de Kornilov, le gouvernement Kérenski *laisse toutes choses en l'état*, qu'il *restaure en fait le kornilovisme*. La nomination d'Alexéiev ; la « paix » conclue avec les Klembovski, les Gagarine, les Bagration et autres complices de Kornilov ; la mansuétude avec laquelle sont traités Kornilov et Kalédine eux-mêmes, tout cela montre, on ne peut plus clairement, que Kérenski restaure en fait le kornilovisme.

Il n'est pas de moyen terme. L'expérience l'a bien montré. Ou bien tout le pouvoir aux Soviets et la démocratisation complète de l'armée, ou bien le kornilovisme.

Et l'histoire du ministère Tchernov ? N'a-t-elle pas prouvé que toute tentative tant soit peu sérieuse de satisfaire vraiment les besoins des paysans, que tout acte témoignant de la confiance envers eux, envers leurs organisations de masse et leur activité, était accueilli avec le plus vif enthousiasme par toute la paysannerie ? Mais Tchernov a dû, pendant près de quatre mois, « marchander » et « marchander » encore avec les cadets et les hauts fonctionnaires qui, par leurs tergiversations et leurs manigances perpétuelles, l'ont obligé en fin de compte à démissionner sans avoir rien fait. Durant ces quatre mois et pour ces quatre mois, propriétaires fonciers et capitalistes ont « gagné la partie », ils ont sauvegardé la grande propriété foncière, retardé la convocation de l'Assemblée constituante et même commencé à prendre des mesures de répression contre les comités agraires.

Il n'est pas de moyen terme. L'expérience l'a bien montré. Ou tout le pouvoir aux Soviets, de la base au sommet,

toute la terre aux paysans *immédiatement*, sans attendre la décision de l'Assemblée constituante, ou les grands propriétaires fonciers et les capitalistes freinent tout, restaurent le pouvoir des grands propriétaires fonciers, exaspèrent les paysans, tant et si bien qu'ils finiront par déchaîner la plus furieuse jacquerie.

Il en va exactement de même du sabotage par les capitalistes (avec le concours de Paltchinski) de tout contrôle sérieux de la production; du sabotage par les marchands du monopole des céréales et d'un *début* de répartition démocratique, réglementée, du pain et des denrées alimentaires entreprise par Péchékhonov.

Il ne s'agit nullement à présent, en Russie, d'inventer de « nouvelles réformes », d'échafauder des « plans » de transformation « générale ». Non ! Ceux qui veulent le faire accroire et ce faisant mentent délibérément, ce sont les capitalistes, les Potressov, les Plékhanov, qui hurlent contre l'« instauration du socialisme », contre la « dictature du prolétariat ». En réalité, la situation en Russie est telle que les charges inouïes et les fléaux de la guerre, le danger entre tous redoutable, sans précédent, de la débâcle économique et de la famine ont déjà suggéré, indiqué eux-mêmes l'issue ; et ils ne l'ont pas seulement indiquée, ils ont déjà mis à l'ordre du jour des réformes et des transformations absolument urgentes : monopole des céréales, contrôle de la production et de la répartition, restrictions à l'émission du papier-monnaie, échange régulier du blé contre des marchandises, etc.

Chacun reconnaît que des mesures de ce genre et dans ce sens sont inévitables ; on a commencé à les appliquer en maint endroit et dans maint domaine. *On a déjà commencé à les appliquer*, mais elles sont et ont été partout entravées par la résistance des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, résistance qui s'exerce et par l'intermédiaire du gouvernement Kérenski (qui est, *en réalité*, un gouvernement complètement bourgeois et bonapartiste), et par celui de l'appareil bureaucratique de l'ancien Etat, et par la pression directe et indirecte du capital financier russe et « allié ».

Déplorant la démission de Péchékhonov et la faillite de la stabilité des prix, la faillite du monopole des céréales,

I. Priléjaïev écrivait dernièrement dans le *Diélo Naroda* (n° 147) :

« La hardiesse et l'esprit de décision, voilà ce qui a manqué à tous nos gouvernements, quelle que fût leur composition... La démocratie révolutionnaire ne doit pas attendre, elle doit faire preuve d'initiative et intervenir méthodiquement dans le chaos économique... Si jamais la nécessité d'une politique ferme et d'un pouvoir énergique s'est fait sentir, c'est bien là. »

Ce qui est vrai est vrai. Voilà qui s'appelle parler d'or. Mais l'auteur oublie qu'une politique ferme, la hardiesse et l'esprit de décision ne sont pas une question de personnes : il s'agit de savoir quelle est la *classe* qui est capable de hardiesse et d'esprit de décision. Cette classe, c'est le prolétariat, et lui seul. Qu'est-ce qu'un pouvoir hardi et décidé, une politique ferme, sinon la dictature du prolétariat et des paysans pauvres ? Sans s'en douter, I. Priléjaïev soupire après *cette dictature.*

Que signifierait, en effet, cette dictature ? Rien d'autre que l'écrasement de la résistance des korniloviens et la reprise, le parachèvement de la démocratisation complète de l'armée. Les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de l'armée l'accueilleraient avec enthousiasme le surlendemain de son avènement. Cette dictature donnerait la terre aux paysans et tout le pouvoir aux comités paysans locaux : pourrait-elle n'être pas soutenue par les paysans ? Il faudrait avoir perdu la tête pour en douter. Ce que Péchékhonov n'a fait que *promettre* (« la résistance des capitalistes est brisée », disait-il textuellement dans son fameux discours au congrès des Soviets), cette dictature le rendrait effectif, en ferait une réalité, sans écarter d'ailleurs le moins du monde les organisations démocratiques qui ont déjà commencé à se former pour le ravitaillement, le contrôle, etc., mais au contraire en les soutenant, en les développant, en supprimant tout ce qui entrave leur fonctionnement.

Seule la dictature des prolétaires et des paysans pauvres est capable de briser la résistance des capitalistes, d'exercer le pouvoir avec une hardiesse et un esprit de décision vraiment grandioses, de s'assurer l'appui enthousiaste, total, véritablement héroïque, des masses de l'armée et de la paysannerie.

Le pouvoir aux Soviets : tel est le seul moyen d'assurer désormais une évolution graduelle, pacifique, paisible des événements, allant exactement de pair avec les progrès de la conscience et de l'esprit de décision des masses populaires, avec les progrès de leur expérience propre. Le pouvoir aux Soviets, c'est la remise totale de l'administration du pays et du contrôle de l'économie aux ouvriers et aux paysans, à qui *personne* n'oserait résister et qui, la pratique et l'expérience aidant, *apprendraient rapidement* à répartir la terre, les denrées et le blé.

Le « Rabotchi Pout » n° 10, 27 (14 septembre) 1917
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

COMMENT ASSURER LE SUCCÈS DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ?

(A PROPOS DE LA LIBERTE DE LA PRESSE)

Répondant, au nom des bolcheviks, à cette question : faut-il convoquer l'Assemblée constituante ? j'écrivais au début d'avril :

« Oui, et au plus tôt. Mais la garantie de son succès et de sa convocation réside uniquement dans l'accroissement du nombre et dans la consolidation des *forces* des Soviets de députés ouvriers, soldats, paysans, etc. ; l'organisation et l'*armement* des masses ouvrières : telle est la seule garantie. » (*Les partis politiques en Russie et les tâches du prolétariat.* Bibliothèque à bon marché de *Jizn i Znanié*, Livre III, pages 9 et 29)*.

Cinq mois se sont écoulés depuis et la justesse de ces lignes a été confirmée par les retards et les atermoiements apportés à la convocation de l'Assemblée constituante du fait des cadets ; confirmée enfin avec éclat par la rébellion de Kornilov.

Je voudrais maintenant, à l'occasion de la convocation pour le 12 septembre d'une Conférence démocratique, m'arrêter sur un autre aspect de la question.

La *Rabotchaïa Gazéta* des mencheviks comme le *Diélo Naroda* ont déploré que l'on fasse si peu pour l'agitation parmi les paysans, pour éclairer cette partie du peuple russe qui constitue réellement sa *masse*, réellement sa majorité. Chacun reconnaît, chacun admet que le succès de l'Assemblée constituante dépend des lumières qui seront don-

* Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, p. 92. (*N.R.*)

nées aux paysans ; mais ce que l'on fait pour cela est dérisoire. La presse jaune pétrie de mensonges, la presse de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, comparativement à laquelle la presse des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires (pour ne rien dire de celle des bolcheviks) est tout à fait débile — trompe, mystifie, terrorise les paysans.

Pourquoi en est-il ainsi ?

Parce que les partis dirigeants, celui des socialistes-révolutionnaires et celui des mencheviks, sont faibles, indécis, inactifs ; parce que, n'admettant pas la prise de la totalité du pouvoir par les Soviets, ils laissent les paysans dans l'ignorance et l'abandon, les livrent « en pâture » aux capitalistes, à *leur* presse, à *leur* agitation.

Tout en qualifiant pompeusement notre révolution de grande, tout en lançant à droite et à gauche des phrases ronflantes sur la « démocratie révolutionnaire », les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires laissent *en fait* la Russie plongée dans la plus banale, la plus petite-bourgeoise des révolutions qui, après avoir renversé le tsar, maintient tout le reste et n'entreprend rien, absolument rien de sérieux, pour éclairer politiquement les paysans, pour mettre fin à l'obscurantisme des campagnes, ce *dernier rempart* (le plus puissant) des exploiteurs et oppresseurs du peuple.

Le moment est venu de le rappeler. Le moment est venu où, face à la Conférence démocratique, deux mois avant la date « fixée » (pour être de nouveau reculée) de la convocation de l'Assemblée constituante, il convient de montrer combien il serait facile d'opérer un redressement et combien l'on pourrait faire pour éclairer politiquement les paysans, si... si notre « démocratie révolutionnaire » — entre guillemets — était vraiment révolutionnaire, c'est-à-dire capable d'agir révolutionnairement ; et si elle était vraiment une démocratie, en d'autres termes, si elle comptait avec la volonté et les intérêts de la majorité du peuple et non d'une minorité de capitalistes qui garde le pouvoir (gouvernement Kérenski), et avec laquelle les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks veulent continuer à « s'entendre » directement ou non, sous une forme ou sous une autre.

Les capitalistes (et, à leur suite, par stupidité ou par inertie, nombre de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks) appellent « liberté de la presse » la suppression de la censure et la possibilité pour tous les partis d'éditer des journaux à leur gré.

En réalité, c'est non pas la liberté de la presse, mais la liberté pour les riches, pour la bourgeoisie, de tromper les masses populaires opprimées et exploitées.

Que l'on en juge. Prenez, par exemple, les journaux de Petrograd et de Moscou. Vous constaterez aussitôt que, par leur tirage, les journaux bourgeois, la *Retch*, la *Birjovka*, le *Novoïé Vrémia*, le *Rousskoïé Slovo* [118] et leurs pareils (car ces journaux sont légion) l'emportent de beaucoup. Sur quoi repose cette prépondérance ? Nullement sur la volonté de la majorité, car les élections montrent que, dans les deux capitales, la majorité (l'immense majorité) est du côté de la démocratie, c'est-à-dire des socialistes-révolutionnaires, des mencheviks et des bolcheviks. Ces trois partis réunissent des trois quarts aux quatre cinquièmes des voix, alors que le tirage global de leurs journaux est certainement inférieur au quart, ou même au cinquième de celui de toute la presse bourgeoise (laquelle, nous le savons et le voyons maintenant, a, directement ou non, défendu Kornilov).

Pourquoi en est-il ainsi ?

Chacun le sait parfaitement. L'édition d'un journal est une grande et lucrative entreprise capitaliste, dans laquelle les riches investissent des millions et des millions de roubles. La « liberté de la presse », dans la société bourgeoise, c'est la liberté, pour les *riches*, de berner, de pervertir, de mystifier systématiquement, sans arrêt, quotidiennement, à des millions d'exemplaires, les pauvres, les masses populaires exploitées et opprimées.

Telle est la vérité très simple, notoire, évidente, que chacun constate et reconnaît, mais sur laquelle « presque tout le monde » garde « pudiquement » le silence et dont on craint de parler.

Peut-on, se demandera-t-on, combattre ce mal évident et comment ?

Il existe tout d'abord un moyen extrêmement simple, très efficace et parfaitement légitime, que j'ai indiqué depuis longtemps dans la *Pravda* et qu'il est tout particu-

lièrement opportun de rappeler aujourd'hui, à l'occasion du 12 septembre, moyen que les ouvriers ne doivent jamais perdre de vue, car ils ne sauraient guère manquer d'en user lorsqu'ils auront conquis le pouvoir politique *.

Ce moyen, c'est la monopolisation par l'Etat de la publicité privée dans les journaux.

Jetez les yeux sur le *Rousskoïé Slovo*, le *Novoïé Vrémia*, la *Birjovka*, la *Retch*, etc., et vous y verrez une foule d'annonces privées qui rapportent des sommes énormes, constituent même le plus clair des revenus des capitalistes éditeurs de ces journaux. C'est ainsi que la totalité des journaux bourgeois du monde entier font leurs affaires, qu'ils s'enrichissent, qu'ils *vendent du poison à l'usage du peuple.*

Il existe en Europe des journaux tirant à un nombre d'exemplaires égal au tiers du nombre des habitants de la ville où ils paraissent (par exemple, 80 000 exemplaires pour 240 000 habitants), et qui, distribués *gratuitement* dans *chaque* appartement, n'en rapportent pas moins de beaux revenus à leurs éditeurs. Ces journaux vivent des annonces dont l'insertion leur est payée par des particuliers, et leur livraison gratuite à domicile est le meilleur moyen d'assurer la diffusion de ces annonces.

Pourquoi, se demandera-t-on, une démocratie qui se dit révolutionnaire ne pourrait-elle pas appliquer une mesure telle que la monopolisation au profit de l'Etat, de la publicité dans les journaux ? L'interdiction de publier des annonces *ailleurs que* dans les journaux édités par les Soviets en province et dans les villes, et par le *Soviet central* à Petrograd, pour toute la Russie ? Pourquoi une démocratie « révolutionnaire » devrait-elle tolérer l'enrichissement, par la publicité privée, des riches, des partisans de Kornilov, de ceux qui répandent le mensonge et la calomnie contre les Soviets ?

Cette mesure serait incontestablement une mesure juste. Elle procurerait d'immenses avantages aussi bien à ceux qui impriment des annonces privées qu'à l'ensemble du peuple, et notamment à la partie la plus opprimée et la plus ignorante de la paysannerie, qui aurait dès lors la possibi-

* Cf. le présent tome, pp. 97-98 (*N.R.*)

lité de recevoir pour un prix infime, ou même gratuitement, les journaux *des Soviets* avec suppléments spéciaux pour les paysans.

Pourquoi ne pas prendre cette mesure ? Uniquement parce que la propriété privée et l'héritage (des revenus provenant de la publicité) sont sacrés pour messieurs les capitalistes. Et dire que l'on peut reconnaître ce droit comme « sacré » tout en s'intitulant démocrate révolutionnaire au XX^{e} siècle, à l'époque de la deuxième révolution russe !

Mais, dira-t-on, ce serait porter atteinte à la liberté de la presse.

C'est faux. Ce serait élargir et rétablir la liberté de la presse. Car il y a liberté de la presse quand toutes les opinions de *tous* les citoyens peuvent être librement exprimées.

Or, qu'en est-il à l'heure actuelle ? A l'heure actuelle, *seuls* les riches détiennent ce monopole, ainsi que les principaux partis, alors que si l'on éditait de grands journaux *soviétiques* auxquels serait réservée toute la publicité, il deviendrait parfaitement possible d'assurer à un nombre beaucoup plus élevé de citoyens, par exemple à chaque groupe ayant réuni un nombre déterminé de signatures, l'expression de leurs opinions. La liberté de la presse serait *réellement* rendue beaucoup plus démocratique, incomparablement plus complète, grâce à cette réforme.

Mais, dira-t-on, où prendre les imprimeries et le papier ?

Nous y voilà donc ! ! ! Ce n'est pas de « liberté de la presse » qu'il s'agit, mais de la sacro-sainte propriété des exploiteurs sur les imprimeries et les stocks de papier dont ils se sont emparés ! ! !

Pourquoi devrions-nous, ouvriers et paysans, reconnaître ce droit sacro-saint ? En quoi le « droit » de publier de fausses nouvelles vaut-il mieux que le « droit » de posséder des serfs ?

Pourquoi, alors que les réquisitions de toute sorte — d'immeubles, de logements, de véhicules, de chevaux, de céréales, de métaux — sont partout admises et pratiquées en temps de guerre, celle des imprimeries et du papier serait-elle inadmissible ?

Non ! On peut tromper les ouvriers et les paysans pendant un certain temps en leur présentant ces mesures com-

me injustes ou difficilement réalisables, mais la vérité finira par triompher.

Le pouvoir d'Etat, sous la forme des Soviets, prendra *toutes* les imprimeries et *tous* les stocks de papier pour les répartir *équitablement:* en premier lieu, l'Etat, dans l'intérêt de la majorité du peuple, de la majorité des pauvres, et surtout de la majorité des paysans, que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ont, des siècles durant, tourmentés, dégradés et abrutis.

En second lieu, les grands partis réunissant, par exemple, 100 000 ou 200 000 suffrages dans les deux capitales.

En troisième lieu, les partis moins importants et, ensuite, tout groupe de citoyens comptant un nombre déterminé de membres ou ayant recueilli un nombre déterminé de signatures.

Ce serait là un mode équitable de répartition du papier et des imprimeries, qui, le pouvoir appartenant aux Soviets, pourrait être appliqué sans aucune difficulté.

Nous pourrions alors, deux mois avant l'Assemblée constituante, venir effectivement en aide aux paysans, assurer l'envoi dans *chaque* village d'une dizaine de brochures (ou de journaux, ou de suppléments spéciaux) que *chaque* grand parti tirerait à des *millions* d'exemplaires.

Ce serait une préparation « démocratique et révolutionnaire » des élections à l'Assemblée constituante ; ce serait, de la part des ouvriers et des soldats avancés, une aide aux paysans ; ce serait, pour l'Etat, une façon de contribuer à l'éducation, et non à l'abrutissement, à la mystification du peuple ; ce serait vraiment la liberté de la presse *pour tous*, et non pour les riches ; ce serait la rupture avec ce maudit passé de servitude qui nous oblige à tolérer la mainmise des riches sur cette grande œuvre : informer et instruire les paysans.

Le « Rabotchi Pout » n° 11, 28 (15) septembre 1917
Signé : N. Lénine

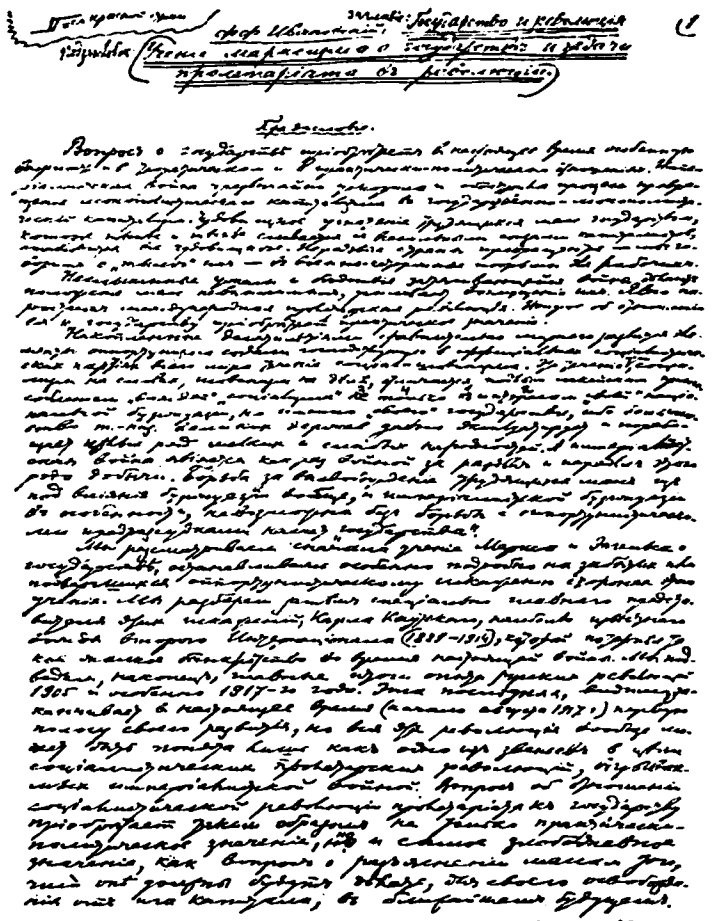
Conforme au texte du journal

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION

LA DOCTRINE MARXISTE DE L'ETAT ET LES TACHES DU PROLETARIAT DANS LA REVOLUTION[119]

Rédigé en août-septembre 1917; le § 3 du chapitre II avant le 17 décembre 1918
Publié en brochure, en 1918 aux Editions « Jizn i Znanié »

Conforme au manuscrit (collationné sur le livre publié aux Editions « Kommounist » en 1919, à Moscou et Petrograd)



Première page du manuscrit de V. Lénine « L'Etat et la Révolution ». Août-septembre 1917.

Réduction

PRÉFACE À LA PREMIÈRE ÉDITION

La question de l'Etat revêt de nos jours une importance particulière au point de vue théorique comme au point de vue politique pratique. La guerre impérialiste a considérablement accéléré et accentué le processus de transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat. La monstrueuse oppression des masses laborieuses par l'Etat, qui se confond toujours plus étroitement avec les groupements capitalistes tout-puissants, s'affirme de plus en plus. Les pays avancés se transforment — nous parlons de leur « arrière » — en bagnes militaires pour les ouvriers.

Les horreurs et les calamités sans nom de la guerre qui se prolonge rendent la situation des masses intolérable et accroissent leur indignation. La révolution prolétarienne internationale mûrit manifestement. La question de son attitude envers l'Etat acquiert une importance pratique.

Accumulés pendant des dizaines d'années d'évolution relativement pacifique, les éléments d'opportunisme ont créé un courant de social-chauvinisme qui domine dans les partis socialistes officiels du monde entier. Ce courant (Plékhanov, Potressov, Brechkovskaïa, Roubanovitch, puis, sous une forme à peine voilée, les sieurs Tsérétéli, Tchernov et consorts en Russie ; Scheidemann, Legien, David et autres en Allemagne ; Renaudel, Guesde, Vandervelde en France et en Belgique ; Hyndman et les fabiens [120] en Angleterre, etc., etc.), ce courant, socialiste en paroles et chauvin en fait, se caractérise par une lâche et servile adaptation des « chefs du socialisme » aux intérêts non seulement de « leur » bourgeoisie nationale, mais plus précisé-

ment de « leur » Etat, car la plupart de ce qu'on appelle les grandes puissances exploitent et asservissent depuis longtemps nombre de peuples petits et faibles. La guerre impérialiste est précisément une guerre pour le partage et la redistribution de ce genre de butin. La lutte pour soustraire les masses laborieuses à l'influence de la bourgeoisie en général, et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés opportunistes à l'égard de l'« Etat ».

Nous examinerons d'abord la doctrine de Marx et d'Engels sur l'Etat, et nous nous arrêterons plus particulièrement aux aspects de cette doctrine qui ont été oubliés, ou que l'opportunisme a déformés. Nous étudierons ensuite, spécialement, le principal fauteur de ces déformations, Karl Kautsky, le chef le plus connu de la II^e^ Internationale (1889-1914), qui a fait si lamentablement faillite pendant la guerre actuelle. Enfin, nous tirerons les principaux enseignements de l'expérience des révolutions russes de 1905 et surtout de 1917. A l'heure présente (début d'août 1917) cette dernière touche visiblement au terme de la première phase de son développement ; mais, d'une façon générale, toute cette révolution ne peut être comprise que si on la considère comme un des maillons de la chaîne des révolutions prolétariennes socialistes provoquées par la guerre impérialiste. Ainsi, la question de l'attitude de la révolution socialiste du prolétariat envers l'Etat n'acquiert pas seulement une importance politique pratique ; elle revêt un caractère d'actualité brûlante, car il s'agit d'éclairer les masses sur ce qu'elles auront à faire, pour se libérer du joug du capital, dans un très proche avenir.

Août 1917. *L'auteur*

PRÉFACE À LA DEUXIÈME ÉDITION

Cette deuxième édition est presque entièrement conforme à la première. On a simplement ajouté le paragraphe 3 au chapitre II.

Moscou.
17 décembre 1918. *L'auteur*

CHAPITRE PREMIER

LA SOCIÉTÉ DE CLASSES ET L'ÉTAT

1. L'ÉTAT, PRODUIT DE CONTRADICTIONS DE CLASSES INCONCILIABLES

Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'oppresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur *nom* d'une certaine auréole afin de « consoler » les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son *contenu*, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. C'est sur cette façon d'« accommoder » le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier. On oublie, on refoule, on altère le côté révolutionnaire de la doctrine, son âme révolutionnaire. On met au premier plan, on exalte ce qui est ou paraît être acceptable pour la bourgeoisie. Tous les social-chauvins sont aujourd'hui « marxistes » — ne riez pas ! Et les savants bourgeois allemands, hier encore spécialisés dans l'extermination du marxisme, parlent de plus en plus souvent d'un Marx « national-allemand », qui aurait éduqué ces associations ouvrières si admirablement organisées pour la conduite d'une guerre de rapine !

Devant cette situation, devant cette diffusion inouïe des déformations du marxisme, notre tâche est tout d'abord de *rétablir* la doctrine de Marx sur l'Etat. Pour cela, il est nécessaire d'emprunter toute une série de longues citations aux œuvres mêmes de Marx et d'Engels. Sans doute ces longues citations alourdiront-elles l'exposé et ne contribueront-elles nullement à le rendre plus populaire. Mais il est absolument impossible de s'en dispenser. Tous les passages ou, du moins, tous les passages décisifs des œuvres de Marx et d'Engels sur l'Etat doivent absolument être reproduits aussi complètement que possible afin que le lecteur puisse lui-même se représenter l'ensemble des conceptions des fondateurs du socialisme scientifique et le développement de ces conceptions, et aussi pour que leur déformation par le « kautskisme » aujourd'hui prédominant soit démontrée, documents à l'appui, et mise en évidence.

Commençons par l'ouvrage le plus répandu de Fr. Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, dont une sixième édition parut à Stuttgart dès 1894. Il nous faudra traduire les citations d'après les originaux allemands, parce que les traductions russes, bien que très nombreuses, sont la plupart du temps ou incomplètes ou très défectueuses.

> « L'Etat, dit Engels en tirant les conclusions de son analyse historique, n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société ; il n'est pas davantage « la réalité de l'idée morale », « l'image et la réalité de la raison », comme le prétend Hegel. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consument pas, elles et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'« ordre » ; et ce pouvoir, né de la société,

mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'Etat (pp. 177-178 de la sixième édition allemande [121]).

Ici se trouve exprimée en toute clarté l'idée fondamentale du marxisme sur le rôle historique et la signification de l'Etat. L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont *inconciliables*. L'Etat surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes *ne peuvent* être conciliées. Et inversement : l'existence de l'Etat prouve que les contradictions de classes sont inconciliables.

C'est précisément sur ce point essentiel et capital que commence la déformation du marxisme, déformation qui suit deux lignes principales.

D'une part, les idéologues bourgeois et surtout petits-bourgeois, obligés sous la pression de faits historiques incontestables de reconnaître que l'Etat n'existe que là où existent les contradictions de classes et la lutte des classes, « corrigent » Marx de telle sorte que l'Etat apparaît comme un organe de *conciliation* des classes. Selon Marx, l'Etat ne pourrait ni surgir, ni se maintenir, si la conciliation des classes était possible. Selon les professeurs et publicistes petits-bourgeois et philistins — qui se réfèrent abondamment et complaisamment à Marx ! — l'Etat a précisément pour rôle de concilier les classes. Selon Marx, l'Etat est un organisme de *domination* de classe, un organisme d'*oppression* d'une classe par une autre ; c'est la création d'un « ordre » qui légalise et affermit cette oppression en modérant le conflit des classes. Selon l'opinion des politiciens petits-bourgeois, l'ordre est précisément la conciliation des classes, et non l'oppression d'une classe par une autre ; modérer le conflit, c'est concilier, et non retirer certains moyens et procédés de combat aux classes opprimées en lutte pour le renversement des oppresseurs.

Ainsi, dans la révolution de 1917, quand le problème de la signification et du rôle de l'Etat se posa dans toute son ampleur, pratiquement, comme un problème d'action immédiate et, qui plus est, d'action de masse, socialistes-révolutionnaires et mencheviks versèrent tous, d'emblée et sans réserve, dans la théorie petite-bourgeoise de la

« conciliation » des classes par l'« Etat ». D'innombrables résolutions et articles d'hommes politiques de ces deux partis sont tout imprégnés de cette théorie petite-bourgeoise et philistine de la « conciliation ». Que l'Etat soit l'organisme de domination d'une classe déterminée, qui *ne peut pas* être conciliée avec son antipode (avec la classe qui lui est opposée), c'est ce que la démocratie petite-bourgeoise ne peut jamais comprendre. L'attitude que nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks observent envers l'Etat est une des preuves les plus évidentes qu'ils ne sont pas du tout des socialistes (ce que nous, bolcheviks, avons toujours démontré), mais des démocrates petits-bourgeois à phraséologie pseudo-socialiste.

D'autre part, il y a la déformation « kautskiste » du marxisme, qui est beaucoup plus subtile. « Théoriquement », on ne conteste ni que l'Etat soit un organisme de domination de classe, ni que les contradictions de classes soient inconciliables. Mais on perd de vue ou l'on estompe le fait suivant : si l'Etat est né du fait que les contradictions de classes sont inconciliables, s'il est un pouvoir placé *au-dessus* de la société et qui « lui devient *de plus en plus étranger* », il est clair que l'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, *mais aussi sans la suppression* de l'appareil du pouvoir d'Etat qui a été créé par la classe dominante et dans lequel est matérialisé ce caractère « étranger ». Cette conclusion, théoriquement claire par elle-même, Marx l'a tirée avec une parfaite précision, comme nous le verrons plus loin, de l'analyse historique concrète des tâches de la révolution. Et c'est précisément cette conclusion que Kautsky — nous le montrerons en détail dans la suite de notre exposé — a... « oubliée » et dénaturée.

2. DÉTACHEMENTS SPÉCIAUX D'HOMMES ARMÉS, PRISONS, ETC.

...« Par rapport à l'ancienne organisation gentilice [122], — poursuit Engels, — l'Etat se caractérise en premier lieu par la répartition de ses ressortissants *d'après le territoire...* »

Cette répartition nous paraît « naturelle », mais elle a nécessité une lutte de longue haleine contre l'ancienne organisation par tribus ou par clans.

« ... En second lieu vient l'institution d'une *force publique* qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée. Cette force publique particulière est nécessaire, parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la scission en classes... Cette force publique existe dans chaque Etat ; elle ne se compose pas seulement d'hommes armés, mais aussi d'annexes matérielles, de prisons et d'établissements pénitentiaires de toutes sortes, qu'ignorait la société gentilice... »

Engels développe la notion de cette « force » qui s'appelle l'Etat, force issue de la société, mais se plaçant au-dessus d'elle et lui devenant de plus en plus étrangère. Cette force, en quoi consiste-t-elle principalement ? En des détachements spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc.

Nous avons le droit de parler de détachements spéciaux d'hommes armés, parce que la force publique propre à tout Etat « ne coïncide plus directement » avec la population armée, avec l'« organisation armée autonome de la population ».

Comme tous les grands penseurs révolutionnaires, Engels a soin d'attirer l'attention des ouvriers conscients précisément sur ce qui apparaît au philistinisme dominant, comme la chose la moins digne de retenir l'attention, la plus coutumière et consacrée par des préjugés non seulement tenaces, mais, pourrait-on dire, pétrifiés. L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat ; mais comment pourrait-il en être autrement ?

Pour l'immense majorité des Européens de la fin du XIX^e^ siècle, auxquels s'adressait Engels et qui n'avaient ni vécu ni observé de près une seule grande révolution, il ne pouvait en être autrement. Ils ne comprenaient pas du tout ce qu'est l'« organisation armée autonome de la population ». A la question de savoir pourquoi est apparue

la nécessité de détachements spéciaux d'hommes armés (police, armée permanente), placés au-dessus de la société et lui devenant étrangers, les philistins des pays d'Europe occidentale et de Russie sont enclins à répondre par deux-trois phrases empruntées à Spencer ou à Mikhaïlovski, en rappelant la complication croissante de la vie sociale, la différenciation des fonctions, etc...

Ce rappel a une apparence « scientifique » ; il endort admirablement le vulgaire en estompant le principal, l'essentiel : la division de la société en classes irrémédiablement hostiles.

Sans cette division, l'« organisation armée autonome de la population » se distinguerait par sa complexité, le niveau élevé de sa technique, etc., de l'organisation primitive d'une troupe de singes s'armant de bâtons, ou de celle d'hommes primitifs ou associés en clans, mais elle serait possible.

Elle est impossible parce que la société civilisée est scindée en classes hostiles et, qui plus est, irrémédiablement hostiles, dont l'armement « autonome » entraînerait une lutte armée entre elles. L'Etat se forme ; il se crée une force spéciale, des détachements spéciaux d'hommes armés, et chaque révolution, en détruisant l'appareil d'Etat, nous montre de la façon la plus évidente la lutte de classe toute nue, comment la classe dominante s'efforce de reconstituer les détachements spéciaux d'hommes armés qui *la* servaient, et comment la classe opprimée s'efforce de créer une nouvelle organisation de ce genre, capable de servir non les exploiteurs, mais les exploités.

Dans le passage cité, Engels pose théoriquement le problème que toute grande révolution nous pose pratiquement, concrètement et à l'échelle d'une action de masse, à savoir : le problème des rapports entre les détachements « spéciaux » d'hommes armés et l'«organisation armée autonome de la population ». Nous verrons comment ce problème est illustré concrètement par l'expérience des révolutions européennes et russes.

Mais revenons à l'exposé d'Engels.

Il montre que parfois, dans certaines régions de l'Amérique du Nord, par exemple, cette force publique est faible (il s'agit — exception bien rare dans la société capitaliste —

de ces régions de l'Amérique du Nord où, dans la période préimpérialiste, prédominait le colon libre), mais que, d'une façon générale, elle se renforce :

> « ... Elle se renforce à mesure que les contradictions de classes s'accentuent à l'intérieur de l'Etat et que les Etats limitrophes deviennent plus grands et plus peuplés ; considérons plutôt notre Europe actuelle, où la lutte des classes et la rivalité de conquêtes ont fait croître à tel point la force publique qu'elle menace de dévorer la société tout entière, et même l'Etat... »

Ces lignes furent écrites, au plus tard, au début des années 90. La dernière préface d'Engels est datée du 16 juin 1891. A cette époque, le tournant opéré vers l'impérialisme — domination absolue des trusts, toute-puissance des grosses banques, grande politique coloniale, etc. —, ne faisait que s'amorcer en France ; il s'annonçait à peine en Amérique du Nord et en Allemagne. Depuis, la « rivalité de conquêtes » a fait un pas de géant, d'autant plus que peu après 1910 le globe s'est trouvé définitivement partagé entre ces « conquérants rivaux », c'est-à-dire entre les grandes puissances spoliatrices. Les armements militaires et navals se sont depuis lors démesurément accrus, et pendant la guerre de rapine de 1914-1917 pour la domination de l'Angleterre ou de l'Allemagne sur le monde, pour le partage du butin, un pouvoir d'Etat rapace a « dévoré » toutes les forces de la société à un tel point qu'on se trouve au seuil d'une catastrophe totale.

Engels a su montrer dès 1891 que la « rivalité de conquêtes » était un des principaux traits distinctifs de la politique extérieure des grandes puissances, tandis qu'en 1914-1917, à un moment où cette même rivalité, énormément aggravée, a engendré la guerre impérialiste, les gredins du social-chauvinisme camouflent la défense des intérêts spoliateurs de « leur » bourgeoisie par des phrases sur la « défense de la patrie », « la défense de la république et de la révolution », etc. !

3. L'ÉTAT, INSTRUMENT D'EXPLOITATION DE LA CLASSE OPPRIMÉE

Pour entretenir une force publique spéciale, placée au-dessus de la société, il faut des impôts et une dette publique.

> « ...Disposant de la force publique et du droit de faire rentrer les impôts — écrit Engels —, les fonctionnaires, comme organes de la société, sont placés *au-dessus* de la société. La libre estime qu'on témoignait de plein gré aux organes de l'organisation gentilice ne leur suffit point, même en supposant qu'ils pourraient en jouir... Il faut assurer leur autorité par des lois d'exception, grâce auxquelles ils jouissent d'une sainteté et d'une inviolabilité particulières. Le plus vil policier... a plus d'« autorité » que tous les organismes réunis de la société gentilice ; mais le plus grand chef militaire de la civilisation peut envier au moindre chef gentilice l'estime spontanée et incontestée dont il jouissait... »

Le problème de la situation privilégiée des fonctionnaires en tant qu'organes du pouvoir d'Etat, se trouve ainsi posé. L'essentiel est de savoir ce qui les place *au-dessus* de la société. Nous verrons comment cette question de théorie fut résolue dans la pratique par la Commune de Paris en 1871, et estompée dans un esprit réactionnaire par Kautsky en 1912.

> « ...Comme l'Etat est né du besoin de refréner des oppositions de classes, mais comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, en règle générale, l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée... » Non seulement l'Etat antique et l'Etat féodal furent les organes de l'exploitation des esclaves et des serfs, mais « l'Etat représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital. Exceptionnellement, il se présente pourtant des périodes où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer que

le pouvoir de l'Etat, comme pseudo-médiateur, garde pour un temps une certaine indépendance vis-à-vis de l'une et de l'autre »... Telle la monarchie absolue des XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, tel le bonapartisme du Premier et du Second Empire en France, tel Bismarck en Allemagne.

Tel, ajouterons-nous, le gouvernement Kérenski dans la Russie républicaine, après qu'il a commencé à persécuter le prolétariat révolutionnaire, à un moment où les Soviets, du fait qu'ils sont dirigés par des démocrates petits-bourgeois, sont *déjà* impuissants, tandis que la bourgeoisie n'est *pas encore* assez forte pour les dissoudre purement et simplement.

Dans la république démocratique, poursuit Engels, — « la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre », à savoir : premièrement, par la « corruption directe des fonctionnaires » (Amérique) ; deuxièmement, par l'« alliance du gouvernement et de la Bourse » (France et Amérique).

Aujourd'hui, dans les républiques démocratiques quelles qu'elles soient, l'impérialisme et la domination des banques ont « développé », jusqu'à en faire un art peu commun, ces deux moyens de défendre et de mettre en œuvre la toute-puissance de la richesse. Si, par exemple, dès les premiers mois de la république démocratique de Russie, pendant la lune de miel, pourrait-on dire, du mariage des « socialistes » révolutionnaires et mencheviks avec la bourgeoisie au sein du gouvernement de coalition, M. Paltchinski a saboté toutes les mesures visant à juguler les capitalistes et à refréner leurs exactions, leur mise au pillage du Trésor par le biais des fournitures militaires ; et si ensuite M. Paltchinski, sorti du ministère (et remplacé naturellement par un autre Paltchinski, tout pareil), est « gratifié » par les capitalistes d'une sinécure comportant un traitement de 120 000 roubles par an, qu'est-ce donc que cela ? De la corruption directe ou indirecte ? Une alliance du gouvernement avec les syndicats capitalistes, ou « seulement » des relations amicales ? Quel rôle jouent les Tchernov et les Tsérétéli, les Avksentiev et les Skobélev ? Sont-ils

les alliés « directs » ou seulement indirects des millionnaires dilapidateurs des deniers publics ?

La toute-puissance de la « richesse » est *plus sûre* en république démocratique pour la raison encore qu'elle ne dépend pas de telle lacune du mécanisme politique ni des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme ; aussi bien le capital, après s'en être emparé (par l'entremise des Paltchinski, Tchernov, Tsérétéli et Cie), assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par *aucun* changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise.

Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsque'il qualifie même le suffrage universel d'instrument de domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel, dit-il, tenant manifestement compte de la longue expérience de la social-démocratie allemande, est :

> « l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut être rien de plus, il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel. »

Les démocrates petits-bourgeois tels que nos socialistes-révolutionnaires et nos mencheviks, de même que leurs frères jumeaux, tous les social-chauvins et opportunistes de l'Europe occidentale, attendent précisément quelque chose « de plus » du suffrage universel. Ils partagent eux-mêmes et inculquent au peuple cette idée fausse que le suffrage universel, « dans l'Etat *actuel* », est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement.

Nous ne pouvons ici que relever cette idée fausse, en indiquant simplement que la déclaration absolument claire, précise et concrète d'Engels est altérée à chaque instant dans la propagande et l'agitation des partis socialistes « officiels » (c'est-à-dire opportunistes). La suite de notre exposé de vues de Marx et d'Engels sur l'Etat « *actuel* » explique en détail toute la fausseté de la conception que réfute ici Engels.

Voici en quels termes celui-ci donne, dans son ouvrage le plus populaire, le résumé d'ensemble de ses conceptions :

« L'Etat n'existe donc pas de toute éternité. Il y a eu des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui, qui n'avaient aucune idée de l'Etat et du pouvoir d'Etat. A un certain stade du développement économique, qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, cette division fit de l'Etat une nécessité. Nous nous rapprochons maintenant à pas rapides d'un stade de développement de la production dans lequel l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais devient un obstacle positif à la production. Ces classes tomberont aussi inévitablement qu'elles ont surgi autrefois. L'Etat tombe inévitablement avec elles. La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, reléguera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze. »

On ne rencontre pas souvent cette citation dans la littérature de propagande et d'agitation de la social-démocratie contemporaine. Mais, même lorsqu'elle se rencontre, on la reproduit le plus souvent comme si l'on voulait s'incliner devant une icône, c'est-à-dire rendre officiellement hommage à Engels sans le moindre effort de réflexion sur l'étendue et la profondeur de la révolution qu'implique cette « relégation de toute la machine de l'Etat au musée des antiquités ». La plupart du temps, il ne semble même pas que l'on comprenne ce qu'Engels veut dire par machine de l'Etat.

4. « EXTINCTION » DE L'ÉTAT ET RÉVOLUTION VIOLENTE

Les formules d'Engels sur l'« extinction » de l'Etat jouissent d'une si large notoriété, elles sont si fréquemment citées, elles mettent si bien en relief ce qui fait le fond même de la falsification habituelle du marxisme accommodé à la sauce opportuniste qu'il est nécessaire de s'y arrêter plus longuement. Citons en entier le passage d'où elles sont tirées:

« Le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'Etat. Mais par là, il se supprime lui-même

en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classe et oppositions de classes et également en tant qu'Etat. La société antérieure, évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'Etat, c'est-à-dire, dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'antiquité, l'Etat des citoyens propriétaires d'esclaves ; au moyen âge, de la noblesse féodale ; à notre époque, de la bourgeoisie. Quand il finit par devenir effectivement le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à tenir dans l'oppression ; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat. Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société — la prise de possession des moyens de production au nom de la société —, est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses, à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », *il s'éteint*. Voilà qui permet de juger la phrase creuse sur l'« Etat populaire libre », tant du point de vue de sa justification temporaire comme moyen d'agitation que du point de vue de son insuffisance définitive comme idée scientifique ; de juger également la revendication de ceux qu'on appelle les anarchistes, d'après laquelle l'Etat doit

être aboli du jour au lendemain » (*Anti-Dühring*, « *Monsieur E. Dühring bouleverse la science* », pp. 301-303 de la 3e éd. allemande [123]).

On peut dire, sans crainte de se tromper, que ce raisonnement d'Engels, si remarquable par sa richesse de pensée, n'a laissé, dans les partis socialistes d'aujourd'hui, d'autre trace de pensée socialiste que la notion d'après laquelle l'Etat « s'éteint », selon Marx, contrairement à la doctrine anarchiste de l'« abolition » de l'Etat. Tronquer ainsi le marxisme, c'est le réduire à l'opportunisme ; car, après une telle « interprétation », il ne reste que la vague idée d'un changement lent, égal, graduel, sans bonds ni tempêtes, sans révolution. L'« extinction » de l'Etat, dans la conception courante, généralement répandue dans les masses, c'est sans aucun doute la mise en veilleuse, sinon la négation, de la révolution.

Or, pareille « interprétation » n'est qu'une déformation des plus grossières du marxisme, avantageuse pour la seule bourgeoisie et théoriquement fondée sur l'oubli des circonstances et des considérations essentielles indiquées, par exemple, dans les « conclusions » d'Engels que nous avons reproduites in extenso.

Premièrement. Au début de son raisonnement, Engels dit qu'en prenant possession du pouvoir d'Etat, le prolétariat « supprime par là l'Etat en tant qu'Etat ». On « n'a pas coutume » de réfléchir à ce que cela signifie. D'ordinaire, ou bien l'on en méconnaît complètement le sens, ou bien l'on y voit, de la part d'Engels, quelque chose comme une « faiblesse hégélienne ». En réalité, ces mots expriment en raccourci l'expérience d'une des plus grandes révolutions prolétariennes, l'expérience de la Commune de Paris de 1871, dont nous parlerons plus longuement en son lieu.

Engels parle ici de la « suppression », par la révolution prolétarienne, de l'Etat *de la bourgeoisie*, tandis que ce qu'il dit de l'« extinction » se rapporte à ce qui subsiste de l'Etat *prolétarien, après* la révolution socialiste. L'Etat bourgeois, selon Engels, ne « s'éteint » pas ; il est « *supprimé* » par le prolétariat au cours de la révolution. Ce qui s'éteint après cette révolution, c'est l'Etat prolétarien, autrement dit un demi-Etat.

Deuxièmement. L'Etat est un « pouvoir spécial de répression ». Cette définition admirable et extrêmement profonde d'Engels est énoncée ici avec la plus parfaite clarté. Et il en résulte qu'à ce « pouvoir spécial de répression » exercé contre le prolétariat par la bourgeoisie, contre des millions de travailleurs par une poignée de riches, doit se substituer un « pouvoir spécial de répression » exercé contre la bourgeoisie par le prolétariat (la dictature du prolétariat). C'est en cela que consiste la « suppression de l'Etat en tant qu'Etat ». Et c'est en cela que consiste l'« acte » de prise de possession de moyens de production au nom de la société. Il va de soi que *pareil* remplacement d'un « pouvoir spécial » (celui de la bourgeoisie) par un autre « pouvoir spécial » (celui du prolétariat) ne peut nullement se faire sous forme d'« extinction ».

Troisièmement. Cette « extinction » ou même, pour employer une expression plus imagée et plus saillante, cette « entrée en sommeil », Engels la rapporte sans aucune ambiguïté possible à l'époque *consécutive* à la « prise de possession des moyens de production par l'Etat au nom de toute la société », c'est-à-dire *consécutive* à la révolution socialiste. Nous savons tous qu'à ce moment-là la forme politique de l'« Etat » est la démocratie la plus complète. Mais il ne vient à l'esprit d'aucun des opportunistes qui dénaturent sans vergogne le marxisme qu'il s'agit en ce cas, chez Engels, de l'« entrée en sommeil » et de l'« extinction » de la *démocratie*. Cela paraît fort étrange à première vue. Pourtant, ce n'est « inintelligible » que pour quiconque n'a pas réfléchi à ce fait que la démocratie, c'est *aussi* un Etat et que, par conséquent, lorsque l'Etat aura disparu, la démocratie disparaîtra également. Seule la révolution peut « supprimer » l'Etat bourgeois. L'Etat en général, c'est-à-dire la démocratie la plus complète, ne peut que « s'éteindre ».

Quatrièmement. En formulant sa thèse fameuse : « l'Etat s'éteint », Engels explique concrètement qu'elle est dirigée et contre les opportunistes et contre les anarchistes. En ce qui vient en premier lieu chez Engels, c'est la conclusion, tirée de sa thèse sur l'« extinction de l'Etat », qui vise les opportunistes.

On peut parier que sur 10 000 personnes qui ont lu quel-

que chose à propos de l'« extinction » de l'Etat ou en ont entendu parler, 9 990 ignorent absolument ou ne se rappellent plus que les conclusions de cette thèse. Engels ne les dirigeait pas *uniquement* contre les anarchistes. Et, sur les dix autres personnes, neuf à coup sûr ne savent pas ce que c'est que l'« Etat populaire libre » et pourquoi, en s'attaquant à ce mot d'ordre, on s'attaque aussi aux opportunistes. Ainsi écrit-on l'histoire ! Ainsi accommode-t-on insensiblement la grande doctrine révolutionnaire au philistinisme régnant. La conclusion contre les anarchistes a été mille fois reprise, banalisée, enfoncée dans la tête de la façon la plus simpliste ; elle a acquis la force d'un préjugé. Quant à la conclusion contre les opportunistes, on l'a estompée et « oubliée » !

L'« Etat populaire libre » était une revendication inscrite au programme des social-démocrates allemands des années 70 et qui était devenue chez eux une formule courante. Ce mot d'ordre, dépourvu de tout contenu politique, ne renferme qu'une traduction petite-bourgeoise et emphatique du concept de démocratie. Dans la mesure où l'on y faisait légalement allusion à la république démocratique, Engels était disposé à « justifier », « pour un temps », ce mot d'ordre à des fins d'agitation. Mais c'était un mot d'ordre opportuniste, car il ne tendait pas seulement à farder la démocratie bourgeoise ; il marquait encore l'incompréhension de la critique socialiste de tout Etat en général. Nous sommes pour la république démocratique en tant que meilleure forme d'Etat pour le prolétariat en régime capitaliste ; mais nous n'avons pas le droit d'oublier que l'esclavage salarié est le lot du peuple, même dans la république bourgeoise la plus démocratique. Ensuite, tout Etat est un « pouvoir spécial de répression » dirigé contre la classe opprimée. Par conséquent, *aucun* Etat n'est *ni* libre *ni* populaire. Cela, Marx et Engels l'ont maintes fois expliqué à leurs camarades de parti dans les années 70.

Cinquièmement. Ce même ouvrage d'Engels, dont tout le monde se rappelle qu'il contient un raisonnement au sujet de l'extinction de l'Etat, en renferme un autre sur l'importance de la révolution violente. L'appréciation historique de son rôle se transforme chez Engels en un véritable panégyrique de la révolution violente. De cela, « nul ne se souvient » ;

il n'est pas d'usage, dans les partis socialistes de nos jours, de parler de l'importance de cette idée, ni même d'y penser ; dans la propagande et l'agitation quotidiennes parmi les masses, ces idées ne jouent aucun rôle. Et pourtant elles sont indissolublement liées à l'idée de l'« extinction » de l'Etat avec laquelle elles forment un tout harmonieux.

Voici ce raisonnement d'Engels :

> « ...Que la violence joue encore dans l'histoire un autre rôle » (que celui d'être source du mal), « un rôle révolutionnaire ; que, selon les paroles de Marx, elle soit l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs ; qu'elle soit l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte et met en pièces des formes politiques figées et mortes — de cela, pas un mot chez M. Dühring. C'est dans les soupirs et les gémissements qu'il admet que la violence soit peut-être nécessaire pour renverser le régime économique d'exploitation — par malheur ! Car tout emploi de la violence démoralise celui qui l'emploie. Et dire qu'on affirme cela en présence du haut essor moral et intellectuel qui a été la conséquence de toute révolution victorieuse ! Dire qu'on affirme cela en Allemagne où un heurt violent, qui peut même être imposé au peuple, aurait tout au moins l'avantage d'extirper la servilité qui, à la suite de l'humiliation de la Guerre de Trente ans [124], a pénétré la conscience nationale ! Dire que cette mentalité de prédicateur sans élan, sans saveur et sans force a la prétention de s'imposer au parti le plus révolutionnaire que connaisse l'histoire. » (*Anti-Dühring*, p. 193 de la 3e éd. allemande, fin du chapitre IV, 2e partie.)

Comment peut-on concilier dans une même doctrine ce panégyrique de la révolution violente, qu'Engels n'a cessé de faire entendre aux social-démocrates allemands de 1878 à 1894, c'est-à-dire jusqu'à sa mort même, et la théorie de l'« extinction » de l'Etat ?

D'ordinaire, on les concilie d'une manière éclectique, par un procédé empirique ou sophistique, en prenant ar-

bitrairement (ou pour complaire aux détenteurs du pouvoir) tantôt l'un, tantôt l'autre de ces raisonnements ; et c'est l'« extinction » qui, 99 fois sur 100 sinon plus, est mise au premier plan. L'éclectisme se substitue à la dialectique : c'est, à l'égard du marxisme, la chose la plus accoutumée, la plus répandue dans la littérature social-démocrate officielle de nos jours. Pareille substitution n'est certes pas une nouveauté : on a pu l'observer même dans l'histoire de la philosophie grecque classique. Dans la falsification opportuniste du marxisme, la falsification éclectique de la dialectique est celle qui trompe les masses avec le plus de facilité ; elle leur donne un semblant de satisfaction, affecte de tenir compte de tous les aspects du processus, de toutes les tendances de l'évolution, de toutes les influences contradictoires, etc., mais, en réalité, elle ne donne aucune idée cohérente et révolutionnaire du développement de la société.

Nous avons déjà dit plus haut, et nous le montrerons plus en détail dans la suite de notre exposé, que la doctrine de Marx et d'Engels selon laquelle une révolution violente est inéluctable, concerne l'Etat bourgeois. Celui-ci *ne peut* céder la place à l'Etat prolétarien (à la dictature du prolétariat) par voie d'« extinction », mais seulement, en règle générale, par une révolution violente. Le panégyrique que lui consacre Engels s'accorde pleinement avec de nombreuses déclarations de Marx (rappelons-nous la conclusion de la *Misère de la Philosophie* [125] et du *Manifeste communiste* [126] proclamant fièrement, ouvertement, que la révolution violente est inéluctable ; rappelons-nous la *Critique du programme de Gotha* en 1875, près de trente ans plus tard, où Marx flagelle implacablement l'opportunisme de ce programme [127]). Ce panégyrique n'est pas le moins du monde l'effet d'un « engouement », ni une déclamation, ni une boutade polémique. La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses *cette* idée — et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de *toute* la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvine et kautskiste, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans de l'une comme de l'autre, de *cette* propagande, de cette agitation.

Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois. La suppression de l'Etat prolétarien, c'est-à-dire la suppression de tout Etat, n'est possible que par voie d'« extinction ».

Marx et Engels ont développé ces vues d'une façon détaillée et concrète, en étudiant chaque situation révolutionnaire prise à part, en analysant les enseignements tirés de l'expérience de chaque révolution. Nous en arrivons à cette partie, incontestablement la plus importante, de leur doctrine.

CHAPITRE II

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION. L'EXPÉRIENCE DES ANNÉES 1848-1851

1. LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Les premières œuvres du marxisme arrivé à sa maturité, la *Misère de la Philosophie* et le *Manifeste communiste*, paraissent juste à la veille de la révolution de 1848. Ce qui fait que, parallèlement à l'exposé des principes fondamentaux du marxisme, nous y trouvons, dans une certaine mesure, une évocation de la situation révolutionnaire concrète de ce temps. Aussi le plus rationnel sera-t-il, je crois, d'analyser ce que les auteurs de ces ouvrages ont dit de l'Etat juste avant de tirer les conclusions de l'expérience des années 1848-1851.

> « ...La classe laborieuse, écrit Marx dans la *Misère de la Philosophie*, — substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile » (p. 182 de l'édition allemande de 1885 [128]).

Il est instructif de comparer à cet exposé d'ensemble de l'idée de la disparition de l'Etat après la suppression des classes l'exposé donné dans le *Manifeste communiste* écrit par Marx et Engels à quelques mois de là, plus précisément en novembre 1847.

« ...En esquissant à grands traits les phases du développement du prolétariat, nous avons retracé l'histoire de la guerre civile, plus ou moins larvée, qui travaille la société actuelle jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte, et où le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie...

« ...Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution » (littéralement : l'élévation) « du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

« Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives » (pp. 31, 37 de la 7e édition allemande de 1906 [129]).

L'on trouve formulée ici l'une des idées les plus remarquables et les plus importantes du marxisme au sujet de l'Etat, celle de la « dictature du prolétariat » (comme devaient s'exprimer Marx et Engels après la Commune de Paris) ; nous y trouvons ensuite une définition de l'Etat intéressante au plus haut point, et qui est également au nombre des « paroles oubliées » du marxisme : « *L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante.* »

Cette définition de l'Etat n'a jamais été commentée dans la littérature de propagande et d'agitation qui prédomine dans les partis social-démocrates officiels. Bien plus : elle a été très précisément oubliée parce qu'elle est absolument inconciliable avec le réformisme ; elle heurte de front les préjugés opportunistes habituels et les illusions petites-bourgeoises quant à l'« évolution pacifique de la démocratie».

Le prolétariat a besoin de l'Etat — tous les opportunistes, les social-chauvins et les kautskistes le répètent en assurant que telle est la doctrine de Marx, mais ils « *oublient* » d'ajouter, premièrement, que d'après Marx, il ne faut au prolétariat qu'un Etat en voie d'extinction, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiate-

ment à s'éteindre et ne puisse pas ne point s'éteindre. Deuxièmement, que les travailleurs ont besoin d'un « Etat » qui soit « le prolétariat organisé en classe dominante ».

L'Etat est l'organisation spéciale d'un pouvoir ; c'est l'organisation de la violence destinée à mater une certaine classe. Quelle est donc la classe que le prolétariat doit mater ? Evidemment la seule classe des exploiteurs, c'est-à-dire la bourgeoisie. Les travailleurs n'ont besoin de l'Etat que pour réprimer la résistance des exploiteurs : or, diriger cette répression, la réaliser pratiquement, il n'y a que le prolétariat qui puisse le faire, en tant que seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, seule classe capable d'unir tous les travailleurs et tous les exploités dans la lutte contre la bourgeoisie, en vue de la chasser totalement du pouvoir.

Les classes exploiteuses ont besoin de la domination politique pour maintenir l'exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts égoïstes d'une infime minorité, contre l'immense majorité du peuple. Les classes exploitées ont besoin de la domination politique pour supprimer complètement toute exploitation, c'est-à-dire pour défendre les intérêts de l'immense majorité du peuple contre l'infime minorité des esclavagistes modernes, c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

Les démocrates petits-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte des classes leurs rêveries sur l'entente des classes, se représentaient la transformation socialiste, elle aussi, comme une sorte de rêve sous la forme, non point du renversement de la domination de la classe exploiteuse, mais d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches. Cette utopie petite-bourgeoise, indissolublement liée à la notion d'un Etat placé au-dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts des classes laborieuses, comme l'a montré, par exemple, l'histoire des révolutions françaises de 1848 et 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation « socialiste » aux ministères bourgeois en Angleterre, en France, en Italie et en d'autres pays à la fin du XIX^{e} siècle et au début du XX^{e}.

Toute sa vie, Marx a lutté contre ce socialisme petit-bourgeois, ressuscité de nos jours en Russie par les partis

socialiste-révolutionnaire et menchevique. Marx a développé d'une façon conséquente la doctrine de la lutte des classes pour aboutir à la doctrine du pouvoir politique, à la doctrine de l'Etat.

La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine la paysannerie et toutes les couches petites-bourgeoises, elle groupe, unit et organise le prolétariat. Etant donné le rôle économique qu'il joue dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide de *toutes* les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoisie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolétaires, et qui sont incapables d'une lutte *indépendante* pour leur affranchissement.

La doctrine de la lutte des classes, appliquée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement à la reconnaissance de la *domination politique* du prolétariat, de sa dictature, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'appuie directement sur la force armée des masses. La bourgeoisie ne peut être renversée que si le prolétariat est transformé en *classe* dominante capable de réprimer la résistance inévitable, désespérée, de la bourgeoisie, et d'organiser pour un nouveau régime économique *toutes* les masses laborieuses et exploitées.

Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploiteurs que pour *diriger* la grande masse de la population — paysannerie, petite bourgeoisie, semi-prolétaires — dans la « mise en place » de l'économie socialiste.

En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de *mener le peuple tout entier* au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. Au contraire, l'opportunisme régnant éduque, dans le parti ouvrier, des représentants des

travailleurs les mieux rétribués qui se détachent de la masse : qui « s'accommodent » assez bien du régime capitaliste et vendent pour un plat de lentilles leur droit d'aînesse, c'est-à-dire qu'ils abdiquent leur rôle de chefs révolutionnaires du peuple dans la lutte contre la bourgeoisie.

« L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante », cette théorie de Marx est indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature prolétarienne, la domination politique du prolétariat.

Mais si le prolétariat a besoin de l'Etat en tant qu'organisation *spéciale* de la violence *contre* la bourgeoisie, une question s'impose : une telle organisation est-elle concevable sans que soit au préalable détruite, démolie, la machine d'Etat que la bourgeoisie a créée *pour elle-même* ? C'est à cette question que nous amène le *Manifeste communiste* et c'est d'elle que parle Marx quand il résume l'expérience de la révolution de 1848-1851.

2. LE BILAN D'UNE RÉVOLUTION

Traitant de la question de l'Etat, qui nous préoccupe ici, Marx fait le bilan de la révolution de 1848-1851, dans son *18-Brumaire de Louis Bonaparte*, en développant le raisonnement suivant :

> « ...Mais la révolution va jusqu'au fond des choses. Elle ne traverse encore que le purgatoire. Elle mène son affaire avec méthode. Jusqu'au 2 décembre 1851 » (date du coup d'Etat de Louis Bonaparte,) « elle n'avait accompli que la moitié de ses préparatifs et maintenant elle accomplit l'autre moitié. Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour pouvoir le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le *pouvoir exécutif*, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, en fait l'unique cible *pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction* » (souligné par nous). « Et, quand elle aura accompli la seconde

moitié de son travail de préparation, l'Europe sautera de sa place et jubilera : « Bien creusé, vieille taupe ! »

« Ce pouvoir exécutif, avec son immense organisation bureaucratique et militaire, avec sa machine étatique complexe et artificielle, son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes et son autre armée de cinq cent mille soldats, effroyable corps parasite qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores, se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité qu'il aida à renverser. » La première révolution française a développé la centralisation , « mais, en même temps aussi, l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental. Napoléon acheva de perfectionner ce mécanisme d'Etat ». La monarchie légitime et la monarchie de Juillet « ne firent qu'y ajouter une plus grande division du travail... »

« ...La République parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. *Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine au lieu de la briser* » (souligné par nous). « Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considérèrent la conquête de cet immense édifice d'Etat comme la principale proie du vainqueur » (*Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, pp. 98-99, 4e édition allemande, Hambourg, 1907 [130]).

Dans ce remarquable aperçu, le marxisme accomplit un très grand pas en avant par rapport au *Manifeste communiste*, où la question de l'Etat était encore posée d'une manière très abstraite, dans les notions et termes les plus généraux. Ici, la question est posée de façon concrète et la déduction est éminemment précise, définie, pratiquement tangible : toutes les révolutions antérieures ont perfectionné la machine de l'Etat ; or il faut la briser, la démolir.

Cette déduction est le principal, l'essentiel, dans la doctrine marxiste de l'Etat. Et c'est cette chose essentielle

qui a été non seulement tout à fait *oubliée* par les partis social-démocrates officiels dominants, mais franchement *dénaturée* (comme nous le verrons plus loin) par le théoricien le plus en vue de la IIe Internationale, K. Kautsky.

Le *Manifeste communiste* tire les leçons de l'ensemble de l'histoire, qui montre dans l'Etat un organisme de domination de classe et aboutit à cette conclusion nécessaire : le prolétariat ne saurait renverser la bourgeoisie avant d'avoir conquis le pouvoir politique, avant d'avoir établi sa domination politique, d'avoir érigé en Etat « le prolétariat organisé en classe dominante » ; et cet Etat prolétarien commencera à s'éteindre dès sa victoire, l'Etat devenant inutile et impossible dans une société où les contradictions de classes n'existent pas. La question de savoir en quoi doit consister, du point de vue du développement historique, cette substitution de l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois, n'est pas posée ici.

Cette question, Marx la pose et la résout en 1852. Fidèle à sa philosophie du matérialisme dialectique, il prend comme base d'expérience historique les grandes années de la révolution de 1848-1851. Là, comme toujours, la doctrine de Marx *dresse un bilan de l'expérience vécue* éclairé par une conception philosophique profonde et par une connaissance étendue de l'histoire.

La question de l'Etat est posée de façon concrète : comment est né historiquement l'Etat bourgeois, la machine d'Etat nécessaire à la domination de la bourgeoisie ? Quelles transformations, quelle évolution cette machine d'Etat a-t-elle subies au cours des révolutions bourgeoises et lorsqu'elle s'est heurtée aux mouvements d'indépendance des classes opprimées ? Quelles sont les tâches du prolétariat à son égard ?

Le pouvoir d'Etat centralisé, propre à la société bourgeoise, est apparu à l'époque de la chute de l'absolutisme. Les deux institutions les plus caractéristiques de cette machine d'Etat sont : la bureaucratie et l'armée permanente. Maintes fois, dans leurs œuvres, Marx et Engels parlent des mille liens qui rattachent ces institutions à la bourgeoisie. L'expérience de chaque ouvrier illustre cette liaison avec une évidence et un relief saisissants. La classe ouvrière apprend à la connaître à ses dépends. C'est pourquoi

elle saisit avec tant de facilité et s'assimile si bien la science qui révèle l'inéluctabilité de cette liaison, science que les démocrates petits-bourgeois nient par ignorance et par légèreté, à moins qu'ils n'aient la légèreté plus grande encore de la reconnaître « en général », en oubliant d'en tirer les conclusions pratiques.

La bureaucratie et l'armée permanente sont des « parasites » sur le corps de la société bourgeoise, des parasites engendrés par les contradictions internes qui déchirent cette société, mais très exactement des parasites qui « bouchent » ses pores vitaux. L'opportunisme kautskiste, aujourd'hui prédominant dans la social-démocratie officielle, estime que cette théorie de l'Etat considéré comme nn *organisme parasite* est l'attribut particulier et exclusif de l'anarchisme. Cette déformation du marxisme est, évidemment, au plus haut point avantageuse aux petits bourgeois qui ont conduit le socialisme à cette honte inouïe : justifier et farder la guerre impérialiste en lui appliquant les notions de « défense de la patrie » ; ce n'en est pas moins une déformation incontestable.

Le développement, le perfectionnement, la consolidation de cet appareil bureaucratique et militaire se poursuivent à travers la multitude des révolutions bourgeoises dont l'Europe a été le théâtre depuis la chute de la féodalité. C'est, en particulier, la petite bourgeoisie, qui est attirée aux côtés de la grande et lui est soumise, dans une large mesure, au moyen de cet appareil qui dispense aux couches supérieures de la paysannerie, des petits artisans, des petits commerçants, etc., des emplois relativement commodes, tranquilles et honorables, plaçant leurs bénéficiaires *au-dessus* du peuple. Voyez ce qui s'est passé en Russie durant les six mois qui suivirent le 27 février 1917 : les postes de fonctionnaires, réservés jadis de préférence aux Cent-Noirs, sont devenus le butin des cadets, des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Au fond, on ne songeait guère à des réformes sérieuses, on s'efforçait de les ajourner toutes « jusqu'à l'Assemblée constituante », et celle-ci, petit à petit, jusqu'à la fin de la guerre ! Mais pour partager le butin, s'installer aux postes lucratifs de ministres, de sous-secrétaires d'Etat, de gouverneurs généraux, etc., etc., on n'a pas perdu de temps et on n'a attendu aucune As-

semblée constituante ! Le jeu des combinaisons ministérielles n'était, au fond, que l'expression de ce partage et de cette redistribution du « butin » qui se faisait de haut en bas, à travers le pays, dans toutes les administrations centrales et locales. Le résultat, le résultat objectif après six mois — du 27 février au 27 août 1917 — est indéniable : les réformes sont ajournées, les sinécures administratives attribuées, et les « erreurs » d'attribution ont été corrigées par quelques redistributions.

Mais plus on procède aux « redistributions » de l'appareil bureaucratique entre les divers partis bourgeois et petits-bourgeois (entre les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, pour prendre l'exemple de la Russie), et plus évidente apparaît aux classes opprimées, prolétariat en tête, leur hostilité irréductible à la société bourgeoise *tout entière*. D'où la nécessité pour tous les partis bourgeois, même les plus démocratiques, y compris les « démocrates révolutionnaires », d'accentuer la répression contre le prolétariat révolutionnaire, de renforcer l'appareil répressif, c'est-à-dire précisément la machine d'Etat. Ce cours des événements oblige la révolution à « *concentrer toutes les forces de destruction* » contre le pouvoir d'Etat ; il lui impose pour tâche non d'améliorer la machine d'Etat, mais de la *démolir*, de la *détruire*.

Ce ne sont pas des déductions logiques, mais le développement réel des événements, l'expérience vécue des années 1848-1851, qui ont conduit à poser ainsi le problème. A quel point Marx s'en tient strictement aux données de l'expérience historique, on le voit par le fait qu'en 1852, il ne pose pas encore la question concrète de savoir *par quoi* remplacer cette machine d'Etat qui doit être détruite. L'expérience n'avait pas encore fourni, à l'époque, les matériaux nécessaires pour s'attaquer à cette question, que l'histoire mettra à l'ordre du jour plus tard, en 1871. En 1852, on pouvait seulement constater, avec la précision propre aux sciences naturelles, que la révolution prolétarienne *abordait* cette tâche : « concentrer toutes les forces de destruction » contre le pouvoir d'Etat, « briser » la machine d'Etat.

On se demandera peut-être s'il est juste de généraliser l'expérience, les observations et les conclusions de Marx,

et de les appliquer au-delà des limites de l'histoire de France de ces trois années : 1848-1851 ? Pour analyser ce problème, rappelons d'abord une remarque d'Engels. Nous passerons ensuite à l'examen des faits.

> « ...La France, écrivait Engels dans l'avant-propos à la 3e édition du *18-Brumaire*, est le pays où les luttes de classes ont été menées chaque fois, plus que partout ailleurs, jusqu'à la décision complète, et où, par conséquent, les formes politiques changeantes, à l'intérieur desquelles elles se meuvent et dans lesquelles se résument leurs résultats, prennent les contours les plus nets. Centre du féodalisme au moyen âge, pays classique, depuis la Renaissance, de la monarchie héréditaire, la France a, dans sa grande Révolution, détruit le féodalisme et donné à la domination de la bourgeoisie un caractère de pureté classique qu'aucun autre pays n'a atteint en Europe. De même, la lutte du prolétariat révolutionnaire contre la bourgeoisie régnante y revêt des formes aiguës, inconnues ailleurs » (p. 4 de l'édition de 1907).

Cette dernière remarque a vieilli, puisque depuis 1871 il y a eu une interruption dans la lutte révolutionnaire du prolétariat français. Toutefois, cette interruption, si longue soit-elle, n'exclut nullement la possibilité que, dans la révolution prolétarienne de demain, la France s'affirme comme le pays classique de la lutte des classes menée résolument jusqu'à la décision complète.

Mais jetons un regard d'ensemble sur l'histoire des pays avancés à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Nous verrons que le même processus s'est opéré plus lentement, sous des formes plus variées, dans une arène beaucoup plus vaste ; d'une part, élaboration d'un « pouvoir parlementaire » aussi bien dans les pays républicains (France, Amérique, Suisse) que dans les pays monarchiques (Angleterre, Allemagne jusqu'à un certain point, Italie, pays scandinaves, etc.) ; d'autre part, lutte pour le pouvoir entre les différents partis bourgeois et petits-bourgeois qui se sont partagé et repartagé comme « butin » les sinécures administratives, les fondements de l'ordre bourgeois restant inchangés ; enfin, perfectionnement et consolidation du

« pouvoir exécutif », de son appareil bureaucratique et militaire.

Nul doute que ce soient là les traits communs à toute l'évolution moderne des Etats capitalistes en général. En trois années, de 1848 à 1851, la France a montré sous une forme nette et ramassée, dans leur succession rapide, ces mêmes processus de développement, propres à l'ensemble du monde capitaliste.

Plus particulièrement, l'impérialisme — époque du capital bancaire, époque des gigantesques monopoles capitalistes, époque où le capitalisme monopoliste se transforme en capitalisme monopoliste d'Etat — montre le renforcement extraordinaire de la « machine d'Etat », l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire en liaison avec une répression accrue du prolétariat, aussi bien dans les pays monarchiques que dans les républiques les plus libres.

Aujourd'hui, l'histoire universelle conduit sans nul doute, sur une échelle infiniment plus vaste qu'en 1852, à la « concentration de toutes les forces » de la révolution prolétarienne en vue de la « destruction » de la machine d'Etat.

Par quoi le prolétariat la remplacera-t-il ? La Commune de Paris fournit à ce sujet une documentation des plus instructives.

3. COMMENT MARX POSAIT LA QUESTION EN 1852*

Mehring a publié en 1907 dans la *Neue Zeit* [131] (XXV, 2, 164) des extraits d'une lettre de Marx à Weydemeyer en date du 5 mars 1852. Cette lettre renferme entre autres la remarquable observation que voici :

> « En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en

* Ajouté lors de la seconde édition.

avaient exprimé l'anatomie économique. Ce que je fis de nouveau, ce fut : 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases du développement historique de la production (historische Entwicklungsphasen der Produktion) ; 2) que la lutte des classes *conduit* nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes [132]... »

Dans ce texte, Marx a réussi à exprimer, avec un relief saisissant, d'abord, ce qui distingue principalement et foncièrement sa doctrine de celle des penseurs éclairés et les plus pénétrants de la bourgeoisie et, ensuite, l'essence de sa doctrine de l'Etat.

L'essentiel, dans la doctrine de Marx, c'est la lutte des classes. C'est ce qu'on dit et c'est ce qu'on écrit très souvent. Mais c'est inexact. Et, de cette inexactitude, résultent couramment des déformations opportunistes du marxisme, des falsifications tendant à le rendre acceptable pour la bourgeoisie. Car la doctrine de la lutte des classes a été créée *non* par Marx, *mais* par la bourgeoisie *avant* Marx ; et elle est, d'une façon générale, *acceptable* pour la bourgeoisie. Quiconque reconnaît *uniquement* la lutte des classes n'est pas pour autant un marxiste ; il peut se faire qu'il ne sorte pas encore du cadre de la pensée bourgeoise et de la politique bourgeoise. Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui *étend* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la *dictature du prolétariat*. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois. C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance *effectives* du marxisme. Il n'est pas étonnant que, lorsque l'histoire de l'Europe eut amené la classe ouvrière à aborder *pratiquement* cette question, tous les opportunistes et les réformistes, mais aussi tous les « kautskistes » (ceux qui hésitent entre le réformisme et le marxisme) se soient révélés de pitoyables philistins et des démocrates petits-bourgeois,

négateurs de la dictature du prolétariat. La brochure de Kautsky la *Dictature du prolétariat*, parue en août 1918, c'est-à-dire longtemps après la première édition du présent ouvrage, offre un modèle de déformation petite-bourgeoise du marxisme qu'elle répudie lâchement *en fait*, tout en le reconnaissant hypocritement *en paroles* (voir ma brochure : *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, Petrograd et Moscou, 1918).

L'opportunisme contemporain, en la personne de son principal représentant, l'ex-marxiste K. Kautsky, répond entièrement à la caractéristique, donnée par Marx, de l'attitude *bourgeoise*, car il circonscrit le cadre de la reconnaissance de la lutte des classes à la sphère des rapports bourgeois. (Il n'est pas un seul libéral instruit qui, dans ses limites, ne consente à admettre « en principe » la lutte des classes !) L'opportunisme *n'étend pas* la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à ce qui est précisément l'essentiel, jusqu'à la période de *transition* du capitalisme au communisme, jusqu'à la période de *renversement* et de *suppression* complète de la bourgeoisie. En réalité, cette période est nécessairement marquée par une lutte des classes d'un acharnement sans précédent, revêtant des formes d'une extrême acuité. L'Etat de cette période-là doit donc nécessairement être démocratique *d'une manière nouvelle* (pour les prolétaires et les non-possédants en général) et dictatorial *d'une manière nouvelle* (contre la bourgeoisie).

Poursuivons. Ceux-là seuls ont assimilé l'essence de la doctrine de Marx sur l'Etat, qui ont compris que la dictature d'*une* classe est nécessaire non seulement pour toute société de classes en général, non seulement pour le *prolétariat* qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la *période historique* qui sépare le capitalisme de la « société sans classes », du communisme. Les formes d'Etat bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement *une dictature de la bourgeoisie*. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : *la dictature du prolétariat*.

CHAPITRE III

L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION. L'EXPÉRIENCE DE LA COMMUNE DE PARIS (1871). ANALYSE DE MARX

1. EN QUOI LA TENTATIVE DES COMMUNARDS EST-ELLE HÉROÏQUE?

On sait que, quelques mois avant la Commune, au cours de l'automne 1870, Marx avait adressé une mise en garde aux ouvriers parisiens, s'attachant à leur démontrer que toute tentative de renverser le gouvernement serait une sottise inspirée par le désespoir. Mais lorsque, en mars 1871, la bataille décisive fut *imposée* aux ouvriers et que, ceux-ci l'ayant acceptée, l'insurrection devint un fait, Marx, en dépit des conditions défavorables, salua avec le plus vif enthousiasme la révolution prolétarienne. Il ne s'entêta point à condamner par pédantisme un mouvement « inopportun», comme le fit le tristement célèbre renégat russe du marxisme, Plékhanov, dont les écrits de novembre 1905 constituaient un encouragement à la lutte des ouvriers et des paysans, mais qui, après décembre 1905, clamait avec les libéraux : « Il ne fallait pas prendre les armes. »

Marx ne se contenta d'ailleurs pas d'admirer l'héroïsme des communards « montant à l'assaut du ciel », selon son expression. Dans le mouvement révolutionnaire des masses, bien que celui-ci n'eût pas atteint son but, il voyait une expérience historique d'une portée immense, un certain pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, un pas réel bien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique, s'en servir pour passer au crible sa théorie : telle est la tâche que Marx se fixa.

La seule « correction » que Marx ait jugé nécessaire d'apporter au *Manifeste communiste*, il la fit en s'inspirant de l'expérience révolutionnaire des communards parisiens.

La dernière préface à une nouvelle édition allemande du *Manifeste communiste*, signée de ses deux auteurs, est

datée du 24 juin 1872. Karl Marx et Friedrich Engels y déclarent que le programme du *Manifeste communiste* « est aujourd'hui vieilli sur certains points ».

« *La Commune, notamment, a démontré — poursuivent-ils — que « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat, toute prête, et de la faire fonctionner pour son propre compte*[133] »...

Les derniers mots de cette citation, mis entre guillemets, sont empruntés par les auteurs à l'ouvrage de Marx *La Guerre civile en France.*

Ainsi, Marx et Engels attribuaient à l'une des leçons principales, fondamentales, de la Commune de Paris une portée si grande qu'ils l'ont introduite, comme une correction essentielle, dans le *Manifeste communiste.*

Chose extrêmement caractéristique : c'est précisément cette correction essentielle qui a été dénaturée par les opportunistes, et les neuf dixièmes, sinon les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des lecteurs du *Manifeste communiste*, en ignorent certainement le sens. Nous parlerons en détail de cette déformation un peu plus loin, dans un chapitre spécialement consacré aux déformations. Qu'il nous suffise, pour l'instant, de marquer que l'« interprétation » courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous est que celui-ci aurait souligné l'idée d'une évolution lente, par opposition à la prise du pouvoir, etc.

En réalité, *c'est exactement le contraire.* L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit *briser, démolir* la « machine de l'Etat toute prête », et ne pas se borner à en prendre possession.

Le 12 avril 1871, c'est-à-dire justement pendant la Commune, Marx écrivait à Kugelmann :

> « ...Dans le dernier chapitre de mon *18-Brumaire*, je remarque, comme tu le verras si tu le relis, que la prochaine tentative de la Révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la *briser.* (Souligné par Marx ; dans l'original, le mot est *zerbrechen.*) C'est la

condition première de toute révolution populaire réelle sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris. » (*Neue Zeit*, XX, 1, 1901-1902 [134], p. 709.) (Les lettres de Marx à Kugelmann comptent au moins deux éditions russes, dont une rédigée et préfacée par moi*.)

« Briser la machine bureaucratique et militaire » : en ces quelques mots se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'Etat au cours de la révolution. Et c'est cette leçon qui est non seulement tout à fait oubliée, mais encore franchement dénaturée par l'« interprétation » dominante du marxisme, due à Kautsky !

Quant au passage du *18-Brumaire* auquel se réfère Marx, nous l'avons intégralement reproduit plus haut.

Deux points surtout sont à souligner dans ce passage de Marx. En premier lieu, il limite sa conclusion au continent. Cela se concevait en 1871, quand l'Angleterre était encore un modèle du pays purement capitaliste, mais sans militarisme et, dans une large mesure, sans bureaucratie. Aussi Marx faisait-il une exception pour l'Angleterre, où la révolution et même la révolution populaire paraissait possible, et l'était en effet *sans* destruction préalable de la « machine de l'Etat toute prête ».

Aujourd'hui, en 1917, à l'époque de la première grande guerre impérialiste, cette restriction de Marx ne joue plus. L'Angleterre comme l'Amérique, les plus grands et les derniers représentants de la « liberté » anglo-saxonne dans le monde entier (absence de militarisme et de bureaucratisme), ont glissé entièrement dans le marais européen, fangeux et sanglant, des institutions militaires et bureaucratiques, qui se subordonnent tout et écrasent tout de leur poids. Maintenant, en Angleterre comme en Amérique, « la condition première de toute révolution populaire réelle », c'est la *démolition*, la *destruction* de la « machine de l'Etat toute prête » (portée en ces pays, de 1914 à 1917, à une perfection « européenne », commune désormais à tous les Etats impérialistes).

* Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 12, pp. 101-109. *(N.R.)*

En second lieu, ce qui mérite une attention particulière, c'est cette remarque très profonde de Marx, que la destruction de la machine militaire et bureaucratique de l'Etat est « la condition première de toute révolution *populaire* réelle ». Cette notion de révolution « populaire » paraît surprenante dans la bouche de Marx ; et, en Russie, les adeptes de Plékhanov ainsi que les mencheviks, ces disciples de Strouvé qui désirent passer pour des marxistes, seraient bien capables de qualifier son expression de « lapsus ». Ils ont réduit le marxisme à une doctrine si platement libérale que, en dehors de l'antithèse : révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, rien n'existe pour eux ; encore conçoivent-ils cette antithèse d'une manière on ne peut plus scolastique.

Si l'on prend, à titre d'exemple, les révolutions du XX^e^ siècle, force sera de reconnaître que, de toute évidence, les révolutions portugaise et turque sont bourgeoises. Mais ni l'une ni l'autre ne sont « populaires », puisque la masse du peuple, son immense majorité, n'intervient d'une façon visible, active, autonome, avec ses revendications économiques et politiques propres, ni dans l'une ni dans l'autre de ces révolutions. Par contre, la révolution bourgeoise russe de 1905-1907, sans avoir remporté des succès aussi « éclatants » que ceux qui échurent de temps à autre aux révolutions portugaise et turque, a été sans conteste une révolution « populaire réelle ». Car la masse du peuple, sa majorité, ses couches sociales « inférieures » les plus profondes, accablées par le joug et l'exploitation, se sont soulevées spontanément et ont laissé sur toute la marche de la révolution l'empreinte de *leurs* revendications, de *leurs* tentatives de construire à leur manière une société nouvelle à la place de l'ancienne en cours de destruction.

En 1871, le prolétariat ne formait la majorité du peuple dans aucun pays du continent européen. La révolution ne pouvait être « populaire » et entraîner véritablement la majorité dans le mouvement qu'en englobant et le prolétariat et la paysannerie. Le « peuple » était justement formé de ces deux classes. Celles-ci sont unies par le fait que la « machine bureaucratique et militaire » les opprime, les écrase, les exploite. *Briser* cette machine, la *démolir*, tel

est véritablement l'intérêt du « peuple », de sa majorité, des ouvriers et de la majorité des paysans ; telle est la « condition première » de la libre alliance des paysans pauvres et des prolétaires ; et, sans cette alliance, pas de démocratie solide, pas de transformation socialiste possible.

C'est vers cette alliance, on le sait, que la Commune de Paris se frayait la voie. Elle n'atteignit pas son but pour diverses raisons d'ordre intérieur et extérieur.

Ainsi donc, en parlant d'une « révolution populaire réelle », et sans oublier le moins du monde les traits particuliers de la petite bourgeoisie (dont il a beaucoup et souvent parlé), Marx tenait compte avec la plus grande rigueur des véritables rapports de classes dans la plupart des États continentaux d'Europe en 1871. D'autre part, il constatait que la « démolition » de la machine de l'État est dictée par les intérêts des ouvriers et des paysans, qu'elle les unit et leur assigne une tâche commune : la suppression de ce « parasite » et son remplacement par quelque chose de nouveau.

Par quoi précisément ?

2. PAR QUOI REMPLACER LA MACHINE D'ÉTAT DÉMOLIE ?

A cette question Marx ne donnait encore, en 1847, dans le *Manifeste communiste*, qu'une réponse tout à fait abstraite, ou plutôt une réponse indiquant les problèmes, mais non les moyens de les résoudre. La remplacer par l'« organisation du prolétariat en classe dominante », par la « conquête de la démocratie » telle était la réponse du *Manifeste communiste*.

Sans verser dans l'utopie, Marx attendait de l'*expérience* du mouvement de masse la réponse à la question de savoir quelles formes concrètes prendrait cette organisation du prolétariat en tant que classe dominante, de quelle manière précise cette organisation se concilierait avec la plus entière, la plus conséquente « conquête de la démocratie ».

Aussi limitée qu'ait été l'expérience de la Commune, Marx la soumet à une analyse des plus attentives dans

sa *Guerre civile en France*. Citons les principaux passages de cet écrit :

> Au XIX^e^ siècle s'est développé, transmis par le moyen âge, « le pouvoir centralisé de l'Etat avec ses organismes partout présents : armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature ». En raison du développement de l'antagonisme de classe entre le Capital et le Travail, « le pouvoir de l'Etat prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir public organisé aux fins d'asservissement social, d'un appareil de la domination de classe. Après chaque révolution, qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir d'Etat apparaît de façon de plus en plus ouverte ». Après la révolution de 1848-1849, le pouvoir d'Etat devient « l'engin de guerre national du Capital contre le Travail ». Le Second Empire ne fait que le consolider.
>
> « L'antithèse directe de l'Empire fut la Commune. » « La Commune a été la forme positive » « d'une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même... »

En quoi consistait précisément cette forme « positive » de république prolétarienne socialiste ? Quel était l'Etat qu'elle avait commencé de fonder ?

> « ...Le premier décret de la Commune fut... la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes... »

Cette revendication figure maintenant au programme de tous les partis qui se réclament du socialisme. Mais ce que valent leurs programmes, c'est ce qu'illustre au mieux l'attitude de nos socialistes-révolutionnaires et de nos mencheviks qui, justement après la révolution du 27 février, ont en fait refusé de donner suite à cette revendication !

> « ...La Commune fut composée de conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers

arrondissements de la ville. Ils étaient responsables et révocables à tout moment. La majorité de ses membres étaient naturellement des ouvriers ou des représentants reconnus de la classe ouvrière... »

« ...Au lieu de continuer d'être l'instrument du gouvernement central, la police fut immédiatement dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune responsable et à tout instant révocable... Il en fut de même pour les fonctionnaires de toutes les autres branches de l'administration... Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour des *salaires d'ouvriers*. Les pots-de-vin traditionnels et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'Etat disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes... Une fois abolies l'armée permanente et la police, instruments matériels du pouvoir de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'outil spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres... Les fonctionnaires de la justice furent dépouillés de leur feinte indépendance... ils devaient être électifs, responsables et révocables [135]... »

Ainsi, la Commune semblait avoir remplacé la machine d'Etat brisée en instituant une démocratie « simplement » plus complète : suppression de l'armée permanente, électivité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception. Or, en réalité, ce « simplement » représente une œuvre gigantesque : le remplacement d'institutions par d'autres foncièrement différentes. C'est là justement un cas de « transformation de la quantité en qualité » : réalisée de cette façon, aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de le concevoir, la démocratie, de bourgeoise, devient prolétarienne ; d'Etat (= pouvoir spécial destiné à mater une classe déterminée), elle se transforme en quelque chose qui n'est plus, à proprement parler, un Etat.

Mater la bourgeoisie et briser sa résistance n'en reste pas moins une nécessité. Cette nécessité s'imposait particulièrement à la Commune, et l'une des causes de sa défaite est qu'elle ne l'a pas fait avec assez de résolution. Mais

ici, l'organisme de répression est la majorité de la population et non plus la minorité, ainsi qu'avait toujours été le cas au temps de l'esclavage comme au temps du servage et de l'esclavage salarié. Or, du moment que c'est la majorité du peuple qui mate *elle-même* ses oppresseurs, *il n'est plus besoin* d'un « pouvoir spécial » de répression ! C'est en ce sens que l'Etat *commence à s'éteindre*. Au lieu d'institutions spéciales d'une minorité privilégiée (fonctionnaires privilégiés, chefs de l'armée permanente), la majorité elle-même peut s'acquitter directement de ces tâches ; et plus les fonctions du pouvoir d'Etat sont exercées par l'ensemble du peuple, moins ce pouvoir devient nécessaire.

A cet égard, une des mesures prises par la Commune, et que Marx fait ressortir, est particulièrement remarquable : suppression de toutes les indemnités de représentation, de tous les privilèges pécuniaires attachés au corps des fonctionnaires, réduction des traitements de *tous* les fonctionnaires au niveau des « *salaires d'ouvriers* ». C'est là justement qu'apparaît avec le plus de relief le *tournant* qui s'opère de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, de la démocratie des oppresseurs à la démocratie des classes opprimées, de l'Etat en tant que « *pouvoir spécial* » destiné à mater une classe déterminée à la répression exercée sur les oppresseurs par le *pouvoir général* de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans. Et c'est précisément sur ce point, particulièrement frappant et le plus important peut-être en ce qui concerne la question de l'Etat, que les enseignements de Marx sont les plus oubliés ! Les commentaires de vulgarisation — ils sont innombrables — n'en parlent pas. Il est « d'usage » de taire cela comme une « naïveté » qui a fait son temps, à la manière des chrétiens qui, une fois leur culte devenu religion d'Etat, ont « oublié » les « naïvetés » du christianisme primitif avec son esprit révolutionnaire démocratique.

La réduction du traitement des hauts fonctionnaires de l'Etat apparaît « simplement » comme la revendication d'un démocratisme naïf, primitif. Un des « fondateurs » de l'opportunisme moderne, l'ex-social-démocrate Ed. Bernstein, s'est maintes fois exercé à répéter les plates railleries bourgeoises contre le démocratisme « primitif ». Com-

me tous les opportunistes, comme les kautskistes de nos jours, il n'a pas du tout compris, premièrement, qu'il est *impossible* de passer du capitalisme au socialisme sans un certain « retour » au démocratisme « primitif » (car enfin, comment s'y prendre autrement pour faire en sorte que les fonctions de l'Etat soient exercées par la majorité, par la totalité de la population ?) et, deuxièmement, que le « démocratisme primitif » basé sur le capitalisme et la culture capitaliste n'est pas le démocratisme primitif des époques anciennes ou précapitalistes. La culture capitaliste *a créé* la grande production, les fabriques, les chemins de fer, la poste, le téléphone, etc. Et, *sur cette base*, l'immense majorité des fonctions du vieux « pouvoir d'Etat » se sont tellement simplifiées, et peuvent être réduites à de si simples opérations d'enregistrement, d'inscription, de contrôle, qu'elles seront parfaitement à la portée de toute personne pourvue d'une instruction primaire, qu'elles pourront parfaitement être exercées moyennant un simple « salaire d'ouvrier » ; ainsi l'on peut (et l'on doit) enlever à ces fonctions tout caractère privilégié, « hiérarchique ».

Electivité complète, révocabilité *à tout moment* de tous les fonctionnaires sans exception, réduction de leurs traitements au niveau d'un normal « salaire d'ouvrier », ces mesures démocratiques simples et « allant de soi » qui rendent parfaitement solidaires les intérêts des ouvriers et de la majorité des paysans, servent en même temps de passerelle conduisant du capitalisme au socialisme. Ces mesures concernent la réorganisation de l'Etat, la réorganisation purement politique de la société, mais elles ne prennent naturellement tout leur sens et toute leur valeur que rattachées à la réalisation ou à la préparation de l'« expropriation des expropriateurs », c'est-à-dire avec la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production en propriété sociale.

> « La Commune, écrivait Marx, a réalisé ce mot d'ordre de toutes les révolutions bourgeoises, le gouvernement à bon marché, en abolissant les deux grandes sources de dépenses : l'armée permanente et le fonctionnarisme. »

Seule une infime minorité de la paysannerie ainsi que des autres couches de la petite bourgeoisie, « s'élève », « arrive » au sens bourgeois du mot, c'est-à-dire que seuls quelques individus deviennent ou des gens aisés, des bourgeois, ou des fonctionnaires nantis et privilégiés. L'immense majorité des paysans, dans tout pays capitaliste où il existe une paysannerie (et ces pays sont en majorité), sont opprimés par le gouvernement et aspirent à le renverser ; ils aspirent à un gouvernement « à bon marché ». Le prolétariat peut *seul* s'acquitter de cette tâche et, en l'exécutant, il fait du même coup un pas vers la réorganisation socialiste de l'Etat.

3. SUPPRESSION DU PARLEMENTARISME

> « La Commune, écrivait Marx, devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois ... »
>
> « ...Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante « représentera » et foulera aux pieds (*ver- und zertreten*) le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes — comme le suffrage individuel à tout autre employeur — à recruter des ouvriers, des surveillants, des comptables pour ses entreprises. »

Cette remarquable critique du parlementarisme, formulée en 1871, est, elle aussi aujourd'hui, du fait de la domination du social-chauvinisme et de l'opportunisme, au nombre des « paroles oubliées » du marxisme. Les ministres et les parlementaires de profession, les traîtres au prolétariat et les socialistes « pratiques » d'à présent ont entièrement laissé aux anarchistes le soin de critiquer le parlementarisme ; et, pour cette raison d'une logique surprenante, ils qualifient d'« anarchiste » *toute* critique du parlementarisme!! On ne saurait s'étonner que le prolétariat des pays parlementaires « avancés », écœuré à la vue de « socialistes » tels que les Scheidemann, David, Legien, Sembat, Renaudel, Henderson, Vandervelde, Stauning,

Branting, Bissolati et Cie, ait de plus en plus souvent accordé ses sympathies à l'anarcho-syndicalisme, encore que celui-ci soit le frère jumeau de l'opportunisme.

Mais, pour Marx, la dialectique révolutionnaire n'a jamais été cette vaine phraséologie à la mode, ce hochet qu'en ont fait Plékhanov, Kautsky et les autres. Marx a su rompre impitoyablement avec l'anarchisme pour son impuissance à utiliser même l'« écurie » du parlementarisme bourgeois, surtout lorsque la situation n'est manifestement pas révolutionnaire ; mais il a su, en même temps, donner une critique véritablement prolétarienne et révolutionnaire du parlementarisme.

Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires, mais encore dans les républiques les plus démocratiques.

Mais si l'on pose la question de l'Etat, si l'on considère le parlementarisme comme une de ses institutions, du point de vue des tâches du prolétariat dans *ce* domaine, quel est donc le moyen de sortir du parlementarisme ? Comment peut-on s'en passer ?

Force nous est de le dire et redire encore : les enseignements de Marx, fondés sur l'étude de la Commune, sont si bien oubliés que le « social-démocrate » actuel (lisez : l'actuel traître au socialisme) est tout simplement incapable de concevoir une autre critique du parlementarisme que la critique anarchiste ou réactionnaire.

Certes, le moyen de sortir du parlementarisme ne consiste pas à détruire les organismes représentatifs et le principe électif, mais à transformer ces moulins à paroles que sont les organismes représentatifs en assemblées « agissantes ». « La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. »

Un organisme « non parlementaire mais agissant », voilà qui s'adresse on ne peut plus directement aux parlementaires modernes et aux « toutous » parlementaires de la social-démocratie ! Considérez n'importe quel pays parlementaire, depuis l'Amérique jusqu'à la Suisse, depuis

la France jusqu'à l'Angleterre, la Norvège, etc., la véritable besogne d'« Etat » se fait dans la coulisse ; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le « bon peuple ». Cela est si vrai que, même dans la République russe, république démocratique bourgeoise, tous ces vices du parlementarisme sont apparus aussitôt, avant même qu'elle ait eu le temps de constituer un véritable Parlement. Les héros du philistinisme pourri — les Skobélev et les Tsérétéli, les Tchernov et les Avksentiev — ont réussi à gangrener jusqu'aux Soviets, dont ils ont fait de stériles moulins à paroles sur le modèle du plus écœurant parlementarisme bourgeois. Dans les Soviets, messieurs les ministres « socialistes » dupent les moujiks crédules par leur phraséologie et leurs résolutions. Au sein du gouvernement, c'est un quadrille permanent, d'une part, pour faire asseoir à tour de rôle autour de l'« assiette au beurre », des sinécures lucratives et honorifiques, le plus possible de socialistes-révolutionnaires et de mencheviks ; d'autre part, pour « distraire l'attention » du peuple. Pendant ce temps, dans les chancelleries, dans les états-majors, on « fait » le « travail d'Etat » !

Le *Diélo Naroda*, organe des « socialistes-révolutionnaires », parti dirigeant, avouait récemment dans un éditorial, avec cette incomparable franchise des gens de la « bonne société », où « tous » se livrent à la prostitution politique, que même dans les ministères appartenant aux « socialistes » (passez-moi le mot !), que même là tout le vieil appareil bureaucratique reste en gros le même, fonctionne comme par le passé et sabote en toute « liberté » les mesures révolutionnaires ! Mais même sans cet aveu, l'histoire de la participation des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks au gouvernement n'apporte-t-elle pas la preuve concrète qu'il en est ainsi ? Ce qui est caractéristique, en l'occurrence, c'est que, siégeant au ministère en compagnie des cadets, MM. Tchernov, Roussanov, Zenzinov et autres rédacteurs du *Diélo Naroda* poussent l'impudence jusqu'à raconter en public et sans rougir, comme une chose sans conséquence, que « chez eux », dans leurs ministères, tout marche comme par le passé ! ! Phraséologie démocratique révolutionnaire pour duper Jacques

Bonhomme, chinoiseries bureaucratiques et paperassières pour « combler d'aise » les capitalistes : voilà l'*essence* de l'« honnête » coalition.

Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leur lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, *n'est plus*. Nous ne pouvons concevoir une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans organismes représentatifs ; mais nous pouvons et *devons* la concevoir sans parlementarisme, si la critique de la société bourgeoise n'est pas pour nous un vain mot, si notre volonté de renverser la domination de la bourgeoisie est une volonté sérieuse et sincère et non une phrase « électorale » destinée à capter les voix des ouvriers, comme chez les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, chez les Scheidemann et les Legien, les Sembat et les Vandervelde.

Il est extrêmement symptomatique que, parlant des fonctions de *ce* personnel administratif qu'il faut à la Commune comme à la démocratie prolétarienne, Marx prenne comme terme de comparaison le personnel « de tout autre employeur », c'est-à-dire une entreprise capitaliste ordinaire avec ses « ouvriers, surveillants et comptables ».

Il n'y a pas un grain d'utopisme chez Marx ; il n'invente pas, il n'imagine pas de toutes pièces une société « nouvelle ». Non, il étudie, comme un processus d'histoire naturelle, la *naissance* de la nouvelle société *à partir* de l'ancienne, les formes de transition de celle-ci à celle-là. Il prend l'expérience concrète du mouvement prolétarien de masse et s'efforce d'en tirer des leçons pratiques. Il « se met à l'école » de la Commune, de même que tous les grands penseurs révolutionnaires n'hésitèrent pas à se mettre à l'école des grands mouvements de la classe opprimée, sans jamais les aborder du point de vue d'une « morale » pédantesque (comme Plékhanov disant : « Il ne fallait pas pren-

dre les armes », ou Tsérétéli : « Une classe doit savoir borner elle-même ses aspirations »).

Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, le fonctionnarisme. C'est une utopie. Mais *briser* d'emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construitre une nouvelle, permettant de supprimer graduellement tout fonctionnarisme, cela *n'est pas* une utopie, c'est l'expérience de la Commune, c'est la tâche urgente, immédiate, du prolétariat révolutionnaire.

Le capitalisme simplifie les fonctions administratives « étatiques » ; il permet de rejeter les « méthodes de commandement » et de tout ramener à une organisation des prolétaires (classe dominante) qui embauche, au nom de toute la société, « des ouvriers, des surveillants, des comptables ».

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous ne « rêvons » pas de nous passer *d'emblée* de toute administration, de toute subordination ; ces rêves anarchistes, fondés sur l'incompréhension des tâches qui incombent à la dictature du prolétariat, sont foncièrement étrangers au marxisme et ne servent en réalité qu'à différer la révolution socialiste jusqu'au jour où les hommes auront changé. Nous, nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, et qui ne se passeront pas de subordination, de contrôle, « de surveillants et de comptables ».

Mais c'est au prolétariat, avant-garde armée de tous les exploités et de tous les travailleurs, qu'il faut se subordonner. On peut et on doit dès à présent, du jour au lendemain, commencer à remplacer les « méthodes de commandement » propres aux fonctionnaires publics par le simple exercice d'une « surveillance et d'une comptabilité », fonctions toutes simples qui, dès aujourd'hui, sont parfaitement à la portée de la généralité des citadins, et dont ils peuvent parfaitement s'acquitter pour des « salaires d'ouvriers ».

C'est *nous-mêmes*, les ouvriers, qui organiserons la grande production en prenant pour point de départ ce qui a déjà été créé par le capitalisme, en nous appuyant sur notre expérience ouvrière, en instituant une discipline rigoureuse, une discipline de fer maintenue par le pouvoir d'Etat

des ouvriers armés ; nous réduirons les fonctionnaires publics au rôle de simples agents d'exécution de nos directives, au rôle « de surveillants et de comptables », responsables, révocables et modestement rétribués (tout en conservant, bien entendu, les spécialistes de tout genre, de toute espèce et de tout rang) : voilà *notre* tâche prolétarienne, voilà par quoi l'on peut et l'on doit *commencer* en accomplissant la révolution prolétarienne. Ces premières mesures, fondées sur la grande production, conduisent d'elles-mêmes à l'« extinction » graduelle de tout fonctionnarisme, à l'établissement graduel d'un ordre — sans guillemets et ne ressemblant point à l'esclavage salarié — où les fonctions de plus en plus simplifiées de surveillance et de comptabilité seront remplies par tout le monde à tour de rôle, pour ensuite devenir une habitude et disparaître enfin en tant que fonctions *spéciales* d'une catégorie spéciale d'individus.

Un spirituel social-démocrate allemand des années 70 a dit de la *poste* qu'elle était un modèle d'entreprise socialiste. Rien n'est plus juste. La poste est actuellement une entreprise organisée sur le modèle du monopole *capitaliste* d'Etat. L'impérialisme transforme progressivement tous les trusts en organisations de ce type. Les « simples » travailleurs, accablés de besogne et affamés, y restent soumis à la même bureaucratie bourgeoise. Mais le mécanisme de gestion sociale y est déjà tout prêt. Une fois les capitalistes renversés, la résistance de ces exploiteurs matée par la main de fer des ouvriers en armes, la machine bureaucratique de l'Etat actuel brisée, nous avons devant nous un mécanisme admirablement outillé au point de vue technique, affranchi de « parasitisme », et que les ouvriers associés peuvent fort bien mettre en marche eux-mêmes en embauchant des techniciens, des surveillants, des comptables, en rétribuant leur travail à *tous*, de même que celui de *tous* les fonctionnaires « publics », par un salaire d'ouvrier. Telle est la tâche concrète, pratique, immédiatement réalisable à l'égard de tous les trusts, et qui affranchit les travailleurs de l'exploitation en tenant compte de l'expérience déjà commencée pratiquement par la Commune (surtout dans le domaine de l'organisation de l'Etat).

Toute l'économie nationale organisée comme la poste, de façon que les techniciens, les surveillants, les comptables reçoivent, comme *tous* les fonctionnaires, un traitement n'excédant pas des « salaires d'ouvriers », sous le contrôle et la direction du prolétariat armé : tel est notre but immédiat. Voilà l'Etat dont nous avons besoin, et sa base économique. Voilà ce que donneront la suppression du parlementarisme et le maintien des organismes représentatifs, voilà ce qui débarrassera les classes laborieuses de la corruption de ces organismes par la bourgeoisie.

4. ORGANISATION DE L'UNITÉ DE LA NATION

« ...Dans une brève esquisse d'organisation nationale que la Commune n'eut pas le temps de développer, il est dit expressément que la Commune devait être la forme politique même des plus petits hameaux de campagne... » Ce sont les Communes qui auraient également élu la « délégation nationale » de Paris.

« ...Les fonctions, peu nombreuses, mais importantes, qui restaient encore à un gouvernement central, ne devaient pas être supprimées, comme on l'a dit faussement, de propos délibéré, mais devaient être confiées à des fonctionnaires communaux, c'est-à-dire strictement responsables... »

« ...L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ; elle devait devenir une réalité grâce à la destruction du pouvoir d'Etat qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais se voulait indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire... Il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à une autorité qui prétendait se placer au-dessus de la société , et rendues aux serviteurs responsables de la société. »

A quel point les opportunistes de la social-démocratie contemporaine n'ont pas compris — il serait peut-être plus

juste de dire : n'ont pas voulu comprendre — ces considérations de Marx, c'est ce que montre on ne peut mieux le livre : *Les Prémisses du socialisme et les tâches de la social-démocratie*, par lequel le renégat Bernstein s'est acquis une célébrité à la manière d'Erostrate *. Précisément à propos du passage de Marx, que nous venons de citer, Bernstein écrivait que ce programme, « par son contenu politique, accuse, dans tous ses traits essentiels, une ressemblance frappante avec le fédéralisme de Proudhon... En dépit de toutes les divergences existant, par ailleurs, entre Marx et le « petit-bourgeois » Proudhon (Bernstein écrit « petit-bourgeois » entre guillemets, entendant y mettre de l'ironie), leur façon de voir est, sur ces points, semblable au possible ». Sans doute, continue Bernstein, l'importance des municipalités grandit, mais « il me paraît douteux que la première tâche de la démocratie soit cette suppression (*Auflösung*, littéralement : dissolution au sens propre comme au sens figuré) des Etats modernes et ce changement complet (*Umwandlung*, métamorphose) de leur organisation qu'imaginent Marx et Proudhon : formation d'une assemblée nationale de délégués des assemblées provinciales ou départementales, lesquelles se composeraient à leur tour de délégués des communes, de sorte que toute la forme antérieure des représentations nationales disparaîtrait complètement » (*Bernstein*, ouvr. cité, pp. 134 et 136, éd. allemande de 1899).

Voilà qui est tout simplement monstrueux : confondre les vues de Marx sur la « destruction du pouvoir d'Etat parasite » avec le fédéralisme de Proudhon ! Mais ce n'est pas un effet du hasard, car il ne vient même pas à l'idée de l'opportuniste que Marx, loin de traiter ici du fédéralisme par opposition au centralisme, parle de la démolition de la vieille machine d'Etat bourgeoise existant dans tous les pays bourgeois.

Il ne vient à l'idée de l'opportuniste que ce qu'il voit autour de lui, dans son milieu de philistinisme petit-bourgeois et de stagnation « réformiste », à savoir, uniquement

* Nom d'un Grec qui, voulant se rendre célèbre, incendia en l'an sept avant notre ère le temple de Diane de la ville d'Ephèse, une des 356 merveilles du monde. (*N.R.*)

les « municipalités » ! Quant à la révolution du prolétariat, l'opportuniste a désappris même d'y penser.

Cela est ridicule. Mais il est remarquable que, sur ce point, on n'ait pas discuté avec Bernstein. Beaucoup l'ont réfuté, en particulier Plékhanov parmi les auteurs russes, et Kautsky parmi les auteurs d'Europe occidentale ; cependant, ni l'un ni l'autre *n'ont rien dit* de *cette* déformation de Marx par Bernstein.

L'opportuniste a si bien désappris à penser révolutionnairement et à réfléchir à la révolution, qu'il voit du « fédéralisme » chez Marx, ainsi confondu avec le fondateur de l'anarchisme, Proudhon. Et Kautsky, et Plékhanov, qui prétendent être des marxistes orthodoxes et vouloir défendre la doctrine du marxisme révolutionnaire, se taisent là-dessus. On découvre ici l'une des racines de cette extrême indigence de vues sur la différence entre le marxisme et l'anarchisme, qui caractérise les kautskistes aussi bien que les opportunistes et dont nous aurons encore à parler.

Dans les considérations déjà citées de Marx sur l'expérience de la Commune, il n'y a pas trace de fédéralisme. Marx s'accorde avec Proudhon précisément sur un point que l'opportuniste Bernstein n'aperçoit pas. Marx est en désaccord avec Proudhon précisément là où Bernstein les voit s'accorder.

Marx s'accorde avec Proudhon en ce sens que tous deux sont pour la « démolition » de la machine d'État actuelle. Cette similitude du marxisme avec l'anarchisme (avec Proudhon comme avec Bakounine), ni les opportunistes ni les kautskistes ne veulent l'apercevoir car, sur ce point, ils se sont éloignés du marxisme.

Marx est en désaccord et avec Proudhon et avec Bakounine précisément à propos du fédéralisme (sans parler de la dictature du prolétariat). Les principes du fédéralisme découlent des conceptions petites-bourgeoises de l'anarchisme. Marx est centraliste. Et, dans les passages cités de lui, il n'existe pas la moindre dérogation au centralisme. Seuls des gens imbus d'une « foi superstitieuse » petite-bourgeoise en l'Etat peuvent prendre la destruction de la machine gouvernementale bourgeoise pour la destruction du centralisme !

Mais si le prolétariat et la paysannerie pauvre prennent en main le pouvoir d'Etat, s'organisent en toute liberté au sein des communes et *unissent* l'action de toutes les communes pour frapper le Capital, écraser la résistance des capitalistes, remettre à *toute* la nation, à toute la société, la propriété privée des chemins de fer, des fabriques, de la terre, etc., ne sera-ce pas là du centralisme ? Ne sera-ce pas là le centralisme démocratique le plus conséquent et, qui plus est, un centralisme prolétarien ?

Bernstein est tout simplement incapable de concevoir la possibilité d'un centralisme librement consenti, d'une libre union des communes en nation d'une fusion volontaire des communes prolétariennes en vue de détruire la domination bourgeoise et la machine d'Etat bourgeoise. Comme tout philistin, Bernstein se représente le centralisme comme une chose qui ne peut être imposée et maintenue que d'en haut, par la bureaucratie et le militarisme.

Comme s'il avait prévu la possibilité d'une déformation de sa doctrine, Marx souligne à dessein que c'est commettre sciemment un faux que d'accuser la Commune d'avoir voulu détruire l'unité de la nation et supprimer le pouvoir central. Marx emploie intentionnellement cette expression : « organiser l'unité de la nation », pour opposer le centralisme prolétarien conscient, démocratique, au centralisme bourgeois, militaire, bureaucratique.

Mais... il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Et les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ne veulent justement pas entendre parler de la destruction du pouvoir d'Etat, de l'amputation de ce parasite.

5. DESTRUCTION DE L'ÉTAT PARASITE

Nous avons déjà cité les passages correspondants de Marx sur ce point ; nous allons les compléter.

> « ...C'est en général le sort des formations historiques entièrement nouvelles, écrivait Marx, d'être prises à tort pour la réplique des formes plus anciennes, et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance. Ainsi,

dans cette nouvelle Commune, qui brise (*bricht*) le pouvoir d'Etat moderne, on a voulu voir un rappel à la vie des communes médiévales... une fédération de petits Etats, conforme aux rêves de Montesquieu et des Girondins [136]... une forme exagérée de la vieille lutte contre l'excès de centralisation... »

« ...La Constitution communale aurait restitué au corps social toutes les forces jusqu'alors absorbées par l'Etat, excroissance parasite qui se nourrit aux dépens de la société et en paralyse le libre mouvement. Par ce seul fait, elle eût été le point de départ de la régénération de la France... »

« ...La Constitution communale aurait placé les producteurs ruraux sous la direction intellectuelle des chefs-lieux des départements et leur aurait apporté l'assurance de trouver, chez les ouvriers des villes, les garants naturels de leurs intérêts. L'existence même de la Commune impliquait, comme quelque chose d'évident, la liberté municipale ; mais elle n'était plus dorénavant un obstacle au pouvoir d'Etat désormais aboli. »

« Destruction du pouvoir d'Etat », cette « excroissance parasitaire » ; « amputation », « démolition » de ce pouvoir ; « le pouvoir d'Etat désormais aboli » c'est en ces termes que Marx, jugeant et analysant l'expérience de la Commune, parle de l'Etat.

Tout ceci fut écrit il y a moins d'un demi-siècle, et il faut aujourd'hui se livrer à de véritables fouilles pour retrouver et faire pénétrer dans la conscience des larges masses un marxisme non frelaté. Les conclusions tirées par Marx de ses observations sur la dernière grande révolution qu'il ait vécue ont été oubliées juste au moment où s'ouvrait une nouvelle époque de grandes révolutions du prolétariat.

« ...La multiplicité des interprétations dont la Commune a été l'objet et la multiplicité des intérêts qui se réclamaient d'elle montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, alors que toutes les autres formes de gouvernement avaient jusque-là mis l'accent sur la répression. Son vrai secret,

le voici : c'était essentiellement un *gouvernement de la classe ouvrière*, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du Travail...

Sans cette dernière condition, la Constitution communale eût été une impossibilité et un leurre... »

Les utopistes se sont efforcés de « découvrir » les formes politiques sous lesquelles devait s'opérer la réorganisation socialiste de la société. Les anarchistes ont éludé en bloc la question des formes politiques. Les opportunistes de la social-démocratie contemporaine ont accepté les formes politiques bourgeoises de l'Etat démocratique parlementaire comme une limite que l'on ne saurait franchir et ils se sont fendu le front à se prosterner devant ce « modèle », en taxant d'anarchisme toute tentative de *briser* ces formes.

De toute l'histoire du socialisme et de la lutte politique, Marx a déduit que l'Etat devra disparaître et que la forme transitoire de sa disparition (passage de l'Etat au non-Etat) sera « le prolétariat organisé en classe dominante ». Quant aux *formes* politiques de cet avenir, Marx n'a pas pris sur lui de les *découvrir*. Il s'est borné à observer exactement l'histoire de la France, à l'analyser, et à tirer la conclusion à laquelle l'a conduit l'année 1851 : les choses s'orientent vers la *destruction* de la machine d'Etat bourgeoise.

Et quand éclata le mouvement révolutionnaire de masse du prolétariat, malgré l'échec de ce mouvement, malgré sa courte durée et sa faiblesse évidente, Marx se mit à étudier les formes qu'il avait *révélées*.

La Commune est la forme, « enfin trouvée » par la révolution prolétarienne, qui permet de réaliser l'émancipation économique du Travail.

La Commune est la première tentative faite par la révolution prolétarienne pour *briser* la machine d'Etat bourgeoise ; elle est la forme politique « enfin trouvée » par quoi l'on peut et l'on doit *remplacer* ce qui a été brisé.

Nous verrons plus loin que les révolutions russes de 1905 et de 1917, dans un cadre différent, dans d'autres conditions, continuent l'œuvre de la Commune et confirment la géniale analyse historique de Marx.

CHAPITRE IV

SUITE. EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES D'ENGELS

Marx a dit l'essentiel sur la portée de l'expérience de la Commune. Engels est revenu à maintes reprises sur ce même sujet, commentant l'analyse et les conclusions de Marx et éclairant parfois d'*autres* aspects du problème avec une telle vigueur et un tel relief qu'il est indispensable de nous arrêter spécialement sur ces commentaires.

1. LA « QUESTION DU LOGEMENT »

Dans son ouvrage qui traite de la question du logement (1872) Engels tient déjà compte de l'expérience de la Commune lorsque, à plusieurs reprises, il s'arrête sur les tâches de la révolution à l'égard de l'Etat. Il est intéressant de voir comment, sur ce sujet concret, l'on voit apparaître clairement, d'une part, les traits de similitude entre l'Etat prolétarien et l'Etat actuel — traits qui permettent dans les deux cas de parler d'Etat —, et, d'autre part, les traits qui les distinguent et où se marque la transition vers la suppression de l'Etat.

> « Comment donc résoudre la question du logement ? Dans notre société actuelle, comme toute autre question sociale : en établissant graduellement un équilibre économique entre l'offre et la demande ; cette solution, qui n'empêche pas le problème de se reposer sans cesse, n'en est donc pas une. Quant à la manière dont une révolution sociale résoudrait la question, cela dépend non seulement des circonstances dans lesquelles elle se produirait, mais aussi de questions beaucoup plus étendues, dont l'une des plus essentielles est la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne. Comme nous n'avons pas à bâtir des systèmes utopiques pour l'organisation de la société future, il serait plus qu'oiseux de nous étendre sur ce sujet. Ce qui est certain, c'est qu'il y a dans les grandes villes déjà suffisamment d'immeubles d'habitation pour remédier sans délai par leur emploi ration-

nel à toute véritable « *crise* du logement ». Ceci ne peut naturellement se faire que par l'expropriation des propriétaires actuels, par l'occupation de leurs immeubles par des travailleurs sans abri ou trop entassés dans leurs logis ; et dès que le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, cette mesure exigée par le bien public sera aussi facile à réaliser que le sont aujourd'hui les expropriations et réquisitions de logements par l'Etat » (p. 22 de l'éd. allemande de 1887 [137]).

On n'envisage pas ici un changement de forme du pouvoir d'Etat, mais uniquement le contenu de son activité. L'Etat actuel ordonne, lui aussi, des expropriations et les réquisitions de logements. Au point de vue formel, l'Etat prolétarien « ordonnera » également des réquisitions de logements et des expropriations d'immeubles. Mais il est clair que l'ancien appareil exécutif, la bureaucratie liée à la bourgeoisie, serait tout simplement inapte à appliquer les dispositions de l'Etat prolétarien.

« ... Il faut constater que la « prise de possession effective », par la population laborieuse, de tous les instruments de travail, de toute l'industrie, est exactement le contraire du « rachat » proudhonien. D'après cette dernière solution, *chaque ouvrier* devient propriétaire de son logis, de sa ferme, de ses instruments de travail. D'après la première, la « population laborieuse » reste le possesseur collectif des maisons, usines et instruments de travail, et du moins pendant une période de transition, elle en abandonnera difficilement la jouissance sans dédommagement de ses frais aux individus ou aux sociétés privées. Exactement comme la suppression de la propriété foncière n'est pas celle de la rente foncière, mais son transfert à la société, encore que sous une forme modifiée. L'appropriation effective de tous les instruments de travail par la population laborieuse n'exclut donc en aucune façon le maintien de la prise et de la cession à bail » (p. 68).

Nous examinerons au chapitre suivant la question effleurée ici, celle des bases économiques de l'extinction de l'Etat. Engels s'exprime avec une extrême prudence en

disant que l'Etat prolétarien pourra « difficilement » distribuer des logements sans loyer, « du moins pendant une période de transition ». La location de logements, propriété de tout le peuple, à telles ou telles familles, contre un loyer, suppose aussi la perception de ce loyer, ainsi qu'un certain contrôle et l'établissement de certaines normes de répartition des logements. Tout cela exige une forme d'Etat déterminée, mais ne requiert nullement un appareil militaire et bureaucratique spécial, avec des fonctionnaires bénéficiant d'une situation privilégiée. Tandis que le passage à un état de choses où les logements pourront être fournis gratuitement est lié à l'« extinction » totale de l'Etat.

Parlant des blanquistes qui, après la Commune et influencés par son expérience, adoptèrent la position de principe du marxisme, Engels définit en passant cette position de la façon suivante :

> « ...nécessité de l'action politique du prolétariat et de sa dictature comme transition à l'abolition des classes et, avec elles, de l'Etat » (p. 55).

Des amateurs de critique littérale ou des bourgeois « destructeurs du marxisme » verront peut-être une contradiction entre cette *reconnaissance* de l'« abolition de l'Etat » et la négation de cette formule, considérée comme anarchiste, dans la citation reproduite plus haut de l'*Anti-Dühring*. On ne serait pas étonné de voir les opportunistes ranger Engels, lui aussi, parmi les « anarchistes » ; accuser les internationalistes d'anarchisme est, de nos jours, une pratique de plus en plus répandue parmi les social-chauvins.

Avec l'abolition des classes aura lieu aussi l'abolition de l'Etat , c'est ce que le marxisme a toujours enseigné. Le passage bien connu de l'*Anti-Dühring* sur l'« extinction de l'Etat » accuse les anarchistes non pas tant d'être partisans de l'abolition de l'Etat, que de prêcher qu'il est possible d'abolir l'Etat « du jour au lendemain ».

La doctrine « social-démocrate » qui règne aujourd'hui ayant complètement dénaturé l'attitude du marxisme à l'égard de l'anarchisme dans la question de la suppression de l'Etat, il est particulièrement utile de rappeler certaine polémique de Marx et d'Engels avec les anarchistes.

2. POLÉMIQUE AVEC LES ANARCHISTES

Cette polémique remonte à 1873. Marx et Engels avaient publié des articles contre les proudhoniens « autonomistes » ou « antiautoritaires » dans un recueil socialiste italien ; et ce n'est qu'en 1913 que ces articles parurent en traduction allemande dans la *Neue Zeit* [138].

> « ...Si la lutte politique de la classe ouvrière, écrivait Marx, raillant les anarchistes et leur négation de la politique, revêt des formes révolutionnaires ; si, à la place de la dictature de la bourgeoisie, les ouvriers établissent leur dictature révolutionnaire, ils commettent un crime effroyable de lèse-principes car, pour satisfaire leurs misérables et grossiers besoins du jour, pour briser la résistance de la bourgeoisie, ils donnent à l'Etat une forme révolutionnaire et passagère, au lieu de déposer les armes et d'abolir l'Etat... » (*Neue Zeit*, 1913-1914, 32e année, t. I, p. 40.)

C'est uniquement contre cette « abolition-là » de l'Etat que s'élevait Marx quand il réfutait les anarchistes ! Il ne s'élevait pas du tout contre l'idée que l'Etat disparaîtra avec les classes, ou sera aboli avec leur abolition, mais contre le refus éventuel, de la part des ouvriers, d'employer les armes, d'user de la violence organisée, *c'est-à-dire de l'Etat*, qui doit servir à « briser la résistance de la bourgeoisie ».

Marx souligne expressément — pour qu'on ne vienne pas dénaturer le sens véritable de sa lutte contre l'anarchisme — la « forme révolutionnaire et *passagère* » de l'Etat nécessaire au prolétariat. Le prolétariat n'a besoin de l'Etat que pour un temps. Nous ne sommes pas le moins du monde en désaccord avec les anarchistes quant à l'abolition de l'Etat en tant que *but*. Nous affirmons que, pour atteindre ce but, il est nécessaire d'utiliser provisoirement les instruments, les moyens et les procédés du pouvoir d'Etat *contre* les exploiteurs, de même que, pour supprimer les classes, il est indispensable d'établir la dictature provisoire de la classe opprimée. Marx choisit la façon la plus incisive et la plus nette de poser la question contre les anarchistes : les ouvriers doivent-ils, en renversant le joug des capitalistes

« déposer les armes » ou les utiliser contre les capitalistes afin de briser leur résistance ? Or, si une classe fait systématiquement usage de ses armes contre une autre classe, qu'est-ce donc sinon une « forme passagère » de l'Etat ?

Que chaque social-démocrate s'interroge : est-ce bien *ainsi* qu'il posait lui-même la question de l'Etat dans la polémique avec les anarchistes ? Est-ce bien *ainsi* que posait cette question l'immense majorité des partis socialistes officiels de la II^e^ Internationale ?

Engels expose les mêmes idées d'une manière beaucoup plus détaillée et plus populaire encore. Tout d'abord, il raille la confusion d'idées chez les proudhoniens, qui s'intitulaient « antiautoritaires », c'est-à-dire qui niaient toute autorité, toute subordination, tout pouvoir. Prenez une usine, un chemin de fer, un navire en haute mer, dit Engels ; n'est-il pas évident que, sans une certaine subordination, donc sans une certaine autorité ou un certain pouvoir, il est impossible de faire fonctionner aucun de ces établissements techniques compliqués, fondés sur l'emploi des machines et la collaboration méthodique de nombreuses personnes ?

> « Si... j'oppose ces arguments aux antiautoritaires les plus effrénés, écrit Engels, ils se retranchent derrière cette seule réponse : « Ah ! cela est vrai ; mais il ne s'agit pas ici d'une autorité que nous conférerions à nos délégués, *nous les chargeons seulement d'une certaine mission...* » Ces gens s'imaginent pouvoir changer la chose en modifiant le nom »...

Après avoir ainsi démontré qu'autorité et autonomie sont des notions relatives ; que le domaine de leur application varie suivant les différentes phases de l'évolution sociale ; qu'il est absurde de les prendre pour des absolus ; après avoir ajouté que le domaine de l'emploi des machines et de la grande industrie s'étend de plus en plus, Engels passe, des considérations générales sur l'autorité, à la question de l'Etat.

> « ...Si les autonomistes, écrit-il, s'étaient bornés à dire que l'organisation sociale de l'avenir ne tolérera l'autorité que dans les limites qui sont tracées inévitablement par les conditions mêmes de la

production, nous aurions pu nous entendre avec eux ; mais ils ferment les yeux sur tous les faits qui rendent l'autorité indispensable et ils luttent passionnément contre le mot.

Pourquoi les antiautoritaires ne se bornent-ils pas à vitupérer l'autorité politique, l'Etat ? Tous les socialistes sont d'accord pour reconnaître que l'Etat et, avec lui, l'autorité politique, disparaîtront à la suite de la révolution sociale future ; c'est-à-dire que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en de simples fonctions administratives, qui veilleront aux intérêts de la société. Mais les antiautoritaires réclament que l'Etat politique soit aboli d'un seul coup, avant même que soient abolies les conditions sociales qui l'ont créé. Ils exigent que le premier acte de la révolution sociale soit la suppression de l'autorité.

Ces messieurs ont-ils jamais vu une révolution ? Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit. C'est un acte par lequel une partie de la population impose à l'autre partie sa volonté à coups de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fut. Force est au parti vainqueur de maintenir sa domination par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas, au contraire, la blâmer d'avoir fait trop peu usage de cette autorité ? Ainsi donc, de deux choses l'une : ou les antiautoritaires ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils disent, et en ce cas ne font que créer la confusion. Ou ils le savent, et en ce cas ils trahissent la cause du prolétariat. Dans les deux cas, ils servent uniquement la réaction » (p. 39).

Dans ce passage sont abordées des questions qu'il convient d'examiner en connexion avec le problème des rapports entre la politique et l'économie lors de l'extinction de l'Etat (ce thème sera traité dans le chapitre suivant). Telle la question de la transformation des fonctions publi-

ques, de politique qu'elles étaient, en simples fonctions administratives ; telle la question de l'« Etat politique ». Cette dernière expression, particulièrement susceptible de soulever des malentendus, est une allusion au processus d'extinction de l'Etat : il arrive un moment où l'Etat en voie d'extinction peut être appelé un Etat non politique.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans ce passage d'Engels, c'est encore la façon dont il pose la question contre les anarchistes. Les social-démocrates qui veulent être les disciples d'Engels ont polémiqué des millions de fois avec les anarchistes depuis 1873, mais le fait est qu'ils *n'ont pas* discuté comme les marxistes peuvent et doivent le faire. L'idée de l'abolition de l'Etat est, chez les anarchistes, confuse et *non révolutionnaire*, voilà comment Engels posait la question. C'est précisément la révolution que les anarchistes se refusent à voir, sa naissance et son développement, ses tâches spécifiques en ce qui concerne la violence, l'autorité, le pouvoir et l'Etat.

La critique de l'anarchisme se réduit habituellement, pour les social-démocrates actuels, à cette pure banalité petite-bourgeoise : « Nous admettons l'Etat, les anarchistes non ! » Naturellement, une telle banalité ne peut manquer de répugner à des ouvriers tant soit peu réfléchis et révolutionnaires. Engels dit autre chose : il souligne que tous les socialistes reconnaissent la disparition de l'Etat comme une conséquence de la révolution socialiste. Il pose ensuite la question concrète de la révolution, question que les social-démocrates laissent habituellement de côté par opportunisme, abandonnant pour ainsi dire aux seuls anarchistes le soin de l'« étudier ». Et, en posant cette question, Engels prend le taureau par les cornes : la Commune n'aurait-elle pas dû se servir *davantage* du pouvoir *révolutionnaire* de l'*Etat*, c'est-à-dire du prolétariat armé, organisé en classe dominante ?

La social-démocratie officielle, qui donnait le ton, éludait généralement la question des tâches concrètes du prolétariat dans la révolution, soit tout simplement par un sarcasme de philistin, soit dans le meilleur des cas, par ce sophisme évasif : « On verra plus tard. » Et les anarchistes étaient en droit de dire de cette social-démocratie qu'elle manquait à son devoir, qui est de faire l'éducation révo-

lutionnaire des ouvriers. Engels met à profit l'expérience de la dernière révolution prolétarienne justement pour étudier de la façon la plus concrète ce que le prolétariat doit faire en ce qui concerne à la fois les banques et l'Etat, et comment il doit s'y prendre.

3. LETTRE À BEBEL

Une des réflexions les plus remarquables, sinon la plus remarquable, que nous trouvons dans les œuvres de Marx et d'Engels relatives à l'Etat, est le passage suivant de la lettre d'Engels à Bebel, datée du 18-28 mars 1875. Cette lettre, notons-le entre parenthèses, a été reproduite pour la première fois, à notre connaissance, dans le tome II des Mémoires de Bebel (*Souvenirs de ma vie*), paru en 1911 ; c'est-à-dire qu'elle fut publiée trente-six ans après sa rédaction et son envoi.

Engels écrivait à Bebel pour critiquer le projet de programme de Gotha (que Marx a également critiqué dans sa fameuse lettre à Bracke). Parlant spécialement de la question de l'Etat, Engels disait ceci :

> « ...L'Etat populaire libre est devenu un Etat libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un Etat libre est un Etat qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un Etat à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune, qui n'était plus un Etat, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'*Etat populaire*, bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, puis le *Manifeste communiste*, disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste, l'Etat se dissout de lui-même (*sich auflöst*) et disparaît. L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour organiser la répression par la force contre ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre ; tant que le prolétariat *a* encore *besoin* de l'Etat, ce n'est point dans l'intérêt de la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de

parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot *Etat* le mot « communauté » (*Gemeinwesen*), excellent vieux mot allemand, répondant très bien au mot français « commune » (pp. 321-322 de l'original allemand) [139].

Il ne faut pas perdre de vue que cette lettre a trait au programme du parti, critiqué par Marx dans une lettre écrite quelques semaines seulement après celle-ci (la lettre de Marx est du 5 mai 1875), et qu'à l'époque Engels vivait à Londres avec Marx. Aussi, en disant « nous » dans la dernière phrase, c'est sans aucun doute en son nom propre et au nom de Marx qu'Engels propose au chef du parti ouvrier allemand de *supprimer dans le programme* le mot « Etat » et de le remplacer par le mot « *communauté* ».

Comme on les entendrait hurler à l'« anarchisme », les chefs du « marxisme » moderne accommodé au goût des opportunistes, si on leur proposait un semblable amendement au programme !

Qu'ils hurlent. La bourgeoisie les en louera.

Quant à nous, nous poursuivrons notre œuvre. En revisant le programme de notre parti, nous devrons absolument tenir compte du conseil d'Engels et de Marx, pour être plus près de la vérité, pour rétablir le marxisme en l'expurgeant de toute déformation, pour mieux orienter la classe ouvrière dans sa lutte libératrice. Il est certain que le conseil d'Engels et de Marx ne trouvera pas d'adversaires parmi les bolcheviks. Il n'y aura de difficulté, croyons-nous que pour le terme à employer. En allemand, il existe deux mots signifiant « communauté », et Engels a choisi celui qui désigne *non pas* une communauté à part, mais un ensemble, un système de communautés. Ce mot n'existe pas en russe, et il faudra peut-être choisir le mot français « commune » bien que cela présente aussi des inconvénients.

« La Commune n'était plus un Etat, au sens propre », telle est l'affirmation d'Engels, capitale au point de vue théorique. Après l'exposé qui précède, cette affirmation est parfaitement compréhensible. La Commune *cessait* d'être un Etat dans la mesure où il lui fallait opprimer non plus la majorité de la population, mais une minorité (les ex-

ploiteurs) ; elle avait brisé la machine d'Etat bourgeoise ; au lieu d'un pouvoir *spécial* d'oppression, c'est la population elle-même qui entrait en scène. Autant de dérogations à ce qu'est l'Etat au sens propre du mot. Et si la Commune s'était affermie, les vestiges de l'Etat qui subsistaient en elle se seraient « éteints » d'eux-mêmes ; elle n'aurait pas eu besoin d'« abolir » ses institutions : celles-ci auraient cessé de fonctionner au fur et à mesure qu'elles n'auraient plus rien eu à faire.

« Les anarchistes nous jettent à la tête l'« Etat populaire ». Ce disant, Engels songe surtout à Bakounine et à ses attaques contre les social-démocrates allemands. Engels admet que ces attaques sont justes *pour autant* que l'« Etat populaire » est un non-sens, une dérogation au socialisme, au même titre que l'« Etat populaire libre ». Il s'efforce de corriger la lutte des social-démocrates allemands contre les anarchistes, d'en faire une lutte juste dans ses principes, de la débarrasser des préjugés opportunistes sur l'« Etat ». Hélas ! la lettre d'Engels est restée pendant trente-six ans enfouie dans un tiroir. Nous verrons plus loin que, même après la publication de cette lettre, Kautsky s'obstine à répéter, au fond, les erreurs qui avaient déjà motivé la mise en garde d'Engels.

Bebel répond à Engels, le 21 septembre 1875, par une lettre dans laquelle il déclare, entre autres, qu'il « partage entièrement » son point de vue sur le projet de programme, et qu'il a reproché à Liebknecht de se montrer trop conciliant (Mémoires de Bebel, éd. allemande, t. II, p. 334). Mais si nous prenons la brochure de Bebel intitulée *Nos buts*, nous y trouverons, sur l'Etat , des réflexions absolument fausses :

« L'Etat fondé sur la *domination d'une classe* doit être transformé en *Etat populaire* » (*Unsere ziele*, éd. allemande, 1886, p. 14).

Voilà ce qui est imprimé dans la *neuvième* (la neuvième !) édition de la brochure de Bebel ! Rien d'étonnant si la social-démocratie allemande s'est pénétrée de ces conceptions opportunistes sur l'Etat si obstinément répétées, d'autant plus que les éclaircissements révolutionnaires d'Engels étaient enfouis dans un tiroir et que la vie elle-même « déshabituait » pour longtemps de la révolution.

4. CRITIQUE DU PROJET DE PROGRAMME D'ERFURT

Lorsqu'on analyse la doctrine marxiste de l'Etat, on ne peut passer sous silence la critique du projet de programme d'Erfurt [140] adressée par Engels à Kautsky le 29 juin 1891 — et qui ne fut publiée que dix ans plus tard dans la *Neue Zeit* —, car elle est consacrée surtout à la critique des conceptions *opportunistes* de la social-démocratie dans les problèmes relatifs à l'organisation de l'*Etat*.

Remarquons en passant que, sur les questions économiques, Engels fournit également une indication des plus précieuses, qui montre avec quelle attention et quelle profondeur de pensée il a suivi les transformations du capitalisme moderne, et comment il a su pressentir ainsi, dans une certaine mesure, les problèmes de notre époque impérialiste. Voici cette indication : au sujet des mots « absence de plan » (*Planlosigkeit*) employés dans le projet de programme pour caractériser le capitalisme, Engels écrit :

> « ...Si nous passons des *sociétés par actions* aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, ce n'est plus seulement la fin de la production privée, mais encore celle de l'*absence de plan* (*Neue Zeit*, 20e année, 1901-1902, t. I, p. 8).

Nous avons là ce qu'il y a de plus essentiel dans l'appréciation théorique du capitalisme moderne, c'est-à-dire de l'impérialisme, à savoir que le capitalisme se transforme en *capitalisme* monopoliste. Ceci est à souligner, car l'erreur la plus répandue est l'affirmation réformiste bourgeoise prétendant que le capitalisme monopoliste ou le capitalisme monopoliste d'Etat *n'est déjà plus* du capitalisme, qu'il peut dès lors être qualifié de « socialisme d'Etat », etc. Naturellement, les trusts n'ont jamais donné, ne donnent pas jusqu'à présent, ni ne peuvent donner une planification intégrale. Ils introduisent pourtant une planification ; les magnats du Capital escomptent par avance le volume de la production à l'échelle nationale ou même internationale et règlent cette production d'après un plan, mais nous restons cependant en *régime capitaliste*, dans une nouvelle phase, certes, mais indéniablement en régime capitaliste.

Le fait que *ce* capitalisme est « proche » du socialisme doit constituer, pour des représentants véritables du prolétariat, un argument en faveur de la proximité, de la facilité, de la possibilité, de l'urgence de la révolution socialiste, et non point un argument pour tolérer la négation de cette révolution et les tentatives de farder le capitalisme, à quoi s'emploient tous les réformistes.

Mais revenons à la question de l'Etat. Engels donne ici trois indications particulièrement précieuses : 1. sur la question de la république ; 2. sur le lien qui existe entre la question nationale et l'organisation de l'Etat ; 3. sur l'autonomie administrative locale.

Pour ce qui est de la république, Engels a fait de cette question le pivot de sa critique du projet du programme d'Erfurt. Et si l'on se rappelle l'importance acquise par le programme d'Erfurt dans toute la social-démocratie internationale, et qu'il a servi de modèle à l'ensemble de la II^e^ Internationale, on pourra dire, sans exagération qu'Engels critique ici l'opportunisme de la II^e^ Internationale tout entière.

> « Les revendications politiques du projet, écrit Engels, ont un grand défaut. Ce que justement il eût fallu dire *ne s'y trouve pas.* » (Souligné par Engels.)

Il montre ensuite que la Constitution allemande est, à proprement parler, une réplique de la Constitution ultra-réactionnaire de 1850 ; que le Reichstag n'est suivant l'expression de Wilhelm Liebknecht, que la « feuille de vigne de l'absolutisme », et que vouloir réaliser — sur la base d'une Constitution consacrant l'existence de petits Etats et d'une confédération de petits Etats allemands — la « transformation des moyens de travail en propriété commune » est « manifestement absurde ».

> « Y toucher (à ce sujet) serait dangereux », ajoute Engels sachant parfaitement qu'en Allemagne on ne peut légalement inscrire au programme la revendication de la République. Toutefois Engels ne s'accommode pas purement et simplement de cette considération évidente, dont « tous » se contentent. Il pour-

suit : « Mais, de toute façon, les choses doivent être poussées en avant. Combien cela est nécessaire, c'est ce que prouve précisément aujourd'hui l'opportunisme qui commence à se propager (*einreissende*) dans une grande partie de la presse social-démocrate. Dans la crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes [141] ou se souvenant de certaines opinions émises prématurément du temps où cette loi était en vigueur, on veut maintenant que le parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme suffisant pour réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique »...

Que les social-démocrates allemands aient agi par crainte d'un renouvellement de la loi d'exception, c'est là un fait essentiel qu'Engels met au premier plan et qu'il taxe, sans hésiter, d'opportunisme. Il déclare que, précisément parce qu'il n'y a ni république ni liberté en Allemagne, il est absolument insensé de rêver d'une voie « pacifique ». Engels est assez prudent pour ne pas se lier les mains. Il reconnaît que, dans les pays de république ou de très grande liberté, « on peut concevoir » (seulement « concevoir » !) une évolution pacifique vers le socialisme. Mais en Allemagne, répète-t-il,

> « ... en Allemagne, où le gouvernement est presque tout-puissant, où le Reichstag et tous les autres corps représentatifs sont sans pouvoir effectif, proclamer de telles choses en Allemagne, et encore sans nécessité, c'est enlever sa feuille de vigne à l'absolutisme et couvrir de son propre corps la nudité de ce dernier... »

Ceux qui couvrirent l'absolutisme, ce sont en effet, dans leur immense majorité, les chefs officiels du parti social-démocrate allemand, lequel avait mis ces indications « sous le boisseau ».

> « ... Une pareille politique ne peut, à la longue, qu'entraîner le parti dans une voie fausse. On met au premier plan des questions politiques générales, abstraites, et l'on cache par là les questions concrètes les plus pressantes qui, aux premiers événements impor-

tants, à la première crise politique, viennent d'elles-mêmes s'inscrire à l'ordre du jour. Que peut-il en résulter, sinon qu'au moment décisif, le parti sera pris au dépourvu et que sur les points décisifs régneront la confusion et l'absence d'unité du fait que ces questions n'auront jamais été discutées ?...

Cet oubli des grandes considérations essentielles en présence des intérêts passagers du jour, cette course aux succès éphémères et la lutte qui se livre autour sans se préoccuper des conséquences ultérieures, cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles « honnêtes ». Mais cela est et reste de l'opportunisme. Or, l'opportunisme « honnête » est peut-être le plus dangereux de tous...

Une chose absolument certaine, c'est que notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme d'une République démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française... »

Engels reprend ici, en la mettant particulièrement en relief, cette idée fondamentale qui marque comme d'un trait rouge toutes les œuvres de Marx, à savoir que la république démocratique est le chemin le plus court conduisant à la dictature du prolétariat. Car une telle république, bien qu'elle ne supprime nullement la domination du capital, ni par conséquent l'oppression des masses et la lutte des classes, conduit inévitablement à une extension, à un développement, à un rebondissement, à une aggravation de la lutte tels qu'une fois apparue la possibilité de satisfaire les intérêts vitaux des masses opprimées, cette possibilité se réalise inéluctablement et uniquement dans la dictature du prolétariat, dans la direction de ces masses par le prolétariat. Pour la II[e] Internationale tout entière, ce sont là encore des « paroles oubliées » du marxisme, et cet oubli est apparu avec beaucoup de relief dans l'histoire du partimenchevique durant les six premiers mois de la révolution russe de 1917.

Traitant de la république fédérative en rapport avec la composition nationale de la population, Engels écrit :

« Que faut-il mettre à la place de l'Allemagne actuelle ? » (avec sa Constitution monarchique réactionnaire et sa subdivision, non moins réactionnaire, en petits Etats, subdivision qui perpétue les particularités du « prussianisme » au lieu de les dissoudre dans une Allemagne formant un tout). « A mon avis, le prolétariat ne peut utiliser d'autre forme que la République une et indivisible. Sur le territoire immense des Etats-Unis, la République fédérative est aujourd'hui encore, dans l'ensemble, une nécessité, bien qu'elle commence d'ores et déjà à être un obstacle dans l'Est. Elle constituerait un progrès en Angleterre, où dans deux îles vivent quatre nations et où, malgré un Parlement unique, existent côte à côte, aujourd'hui encore, trois législations différentes. Dans la petite Suisse, il y a longtemps qu'elle constitue un obstacle tolérable uniquement parce que la Suisse se contente d'être un membre purement passif dans le système d'Etats européen. Pour l'Allemagne, une organisation fédéraliste à la manière suisse constituerait un recul considérable. Deux points distinguent un Etat fédéral d'un Etat unitaire : c'est d'abord que chaque Etat fédéré, chaque canton possède sa propre législation civile et pénale, sa propre organisation judiciaire ; c'est, ensuite, qu'à côté de la Chambre du peuple, il existe une Chambre des représentants des Etats, où chaque canton, petit ou grand, vote comme tel. En Allemagne, l'Etat fédéral forme la transition vers un Etat pleinement unitaire, et il ne faut pas faire rétrograder « la révolution d'en haut », accomplie en 1866 et 1870, mais au contraire la compléter par un « mouvement d'en bas. »

Loin de se désintéresser des formes de l'Etat, Engels s'attache au contraire à analyser avec le plus grand soin précisément les formes transitoires, afin de déterminer dans chaque cas donné, selon ses particularités historiques concrètes, *le point de départ et le point d'aboutissement* de la forme transitoire considérée.

Engels, de même que Marx, défend, du point de vue du prolétariat et de la révolution prolétarienne, le centra-

lisme démocratique, la république une et indivisible. Il considère la république fédérative soit comme une exception et un obstacle au développement, soit comme une transition de la monarchie à la république centralisée, comme un « progrès » dans certaines conditions particulières. Et parmi ces conditions particulières, il met au premier plan la question nationale.

Chez Engels comme chez Marx, bien qu'ils aient impitoyablement critiqué l'essence réactionnaire des petits Etats et l'utilisation, dans certains cas concrets, de la question nationale pour dissimuler cette essence réactionnaire, on ne trouve nulle part fût-ce l'ombre du désir d'éluder la question nationale, ce par quoi pèchent souvent les marxistes hollandais et polonais, en partant de la lutte absolument légitime contre le nationalisme étroitement philistin de « leurs » petits Etats.

Même en Angleterre, où les conditions géographiques, la communauté de langue et une histoire plusieurs fois séculaire auraient dû, semble-t-il, «avoir mis fin » à la question nationale en ce qui concerne les petites subdivisions du pays, même ici Engels tient compte du fait évident que la question nationale n'est pas encore réglée, et c'est pourquoi il considère la république fédérative comme un « progrès ». Bien entendu, il n'y a pas là l'ombre d'une renonciation à la critique des défauts de la république fédérative, ni à la propagande et à la lutte les plus décidées en faveur de la république unitaire, démocratique et centralisée.

Mais ce centralisme démocratique, Engels ne l'entend nullement au sens bureaucratique que lui donnent les idéologues bourgeois et petits-bourgeois, dont, parmi ces derniers, les anarchistes. Le centralisme, pour Engels, n'exclut pas du tout une large autonomie administrative locale qui, à condition que les « communes » et les régions défendent de leur plein gré l'unité de l'Etat, supprime incontestablement tout bureaucratisme et tout « commandement » par en haut.

> « ...Ainsi donc, République unitaire, écrit Engels en développant les vues sur l'Etat qui doivent être à la base d'un programme marxiste. Mais pas dans le sens de la République française d'aujourd'hui, qui n'est autre chose que l'Empire sans empereur

fondé en 1798. De 1792 à 1798, chaque département français, chaque commune (*Gemeinde*) eut sa complète autonomie administrative, sur le modèle américain, et c'est ce qu'il nous faut avoir de même. Comment organiser cette autonomie et comment on peut se passer de la bureaucratie, c'est ce que nous ont montré l'Amérique et la première République française ; et c'est ce que nous montrent encore aujourd'hui l'Australie, le Canada et les autres colonies anglaises. Une semblable autonomie provinciale et communale comporte beaucoup plus de liberté que le fédéralisme suisse, par exemple, où le canton est, il est vrai, très indépendant à l'égard du Bund » (c'est-à-dire de l'Etat confédéral dans son ensemble), « mais où il l'est également à l'égard du district (*Bezirk*) et de la commune. Les gouvernements cantonaux nomment des gouverneurs de district (*Bezirksstatthalter*) et des préfets, dont on ne sait rien dans les pays de langue anglaise et dont à l'avenir nous devons nous débarrasser aussi résolument que des Landräte et Regierungsräte prussiens » (commissaires, chefs de police de district, gouverneurs et, en général, fonctionnaires nommés d'en haut). Aussi Engels propose-t-il de formuler comme suit l'article du programme relatif à l'autonomie : « Administration autonome complète dans la province, le district et la commune par des fonctionnaires élus au suffrage universel. Suppression de toutes les autorités locales et provinciales nommées par l'Etat. »

Dans la *Pravda* (n° 68 du 28 mai 1917 *) interdite par le gouvernement de Kérenski et des autres ministres « socialistes », j'ai déjà eu l'occasion de faire remarquer que sur ce point — qui n'est évidemment pas le seul, tant s'en faut —, nos représentants pseudo-socialistes d'une pseudo-démocratie pseudo-révolutionnaire s'écartent de façon criante du *démocratisme*. On conçoit que des hommes, liés par leur « coalition » avec la bourgeoisie impérialiste, soient restés sourds à ces remarques.

* Cf. Œuvres, Paris-Moscou, t. 24, pp. 552-555. (*N.R.*)

Il importe éminemment de noter qu'Engels, faits en main, réfute, par un exemple d'une parfaite précision, le préjugé fort répandu, surtout parmi la démocratie petite-bourgeoise, selon lequel une république fédérative implique forcément plus de liberté qu'une république centralisée. Cela est faux. Les faits cités par Engels, relatifs à la république française centralisée de 1792-1798 et à la république fédérative suisse, réfutent cette assertion. La république centralisée vraiment démocratique offrait *plus* de liberté que la république fédérative. Autrement dit : le *maximum* de liberté locale, régionale et autre qu'ait connue l'histoire a été assuré par la république *centralisée*, et non par la république fédérative.

A ce fait, comme à tout le problème de la république fédérative et centralisée, ainsi que de l'autonomie administrative locale, notre parti n'a consacré et ne consacre qu'une attention insuffisante dans sa propagande et son agitation.

5. LA PRÉFACE DE 1891 A LA *GUERRE CIVILE* DE MARX

Dans sa préface à la troisième édition de *la Guerre civile en France* — préface datée du 18 mars 1891 et imprimée pour la première fois dans la *Neue Zeit* —, Engels, à côté de réflexions incidentes du plus haut intérêt sur l'attitude à l'égard de l'Etat, résume avec un relief remarquable les enseignements de la Commune [142]. Ce résumé, enrichi de toute l'expérience de la période de vingt années qui sépare son auteur de la Commune, est spécialement dirigé contre la « foi superstitieuse en l'Etat », fort répandue en Allemagne, et peut à juste titre être considéré comme le *dernier mot* du marxisme sur la question.

> En France, après chaque révolution, remarque Engels, les ouvriers étaient armés ; « pour les bourgeois qui se trouvaient au pouvoir, le désarmement des ouvriers était donc le premier devoir. Aussi, après chaque révolution, acquise au prix du sang des ouvriers, éclate une nouvelle lutte, qui se termine par la défaite de ceux-ci. »

Le bilan de l'expérience des révolutions bourgeoises est aussi succinct qu'expressif. Le fond du problème — comme d'ailleurs dans la question de l'Etat (*la classe opprimée possède-t-elle des armes*?) est admirablement saisi. C'est ce fond que passent le plus souvent sous silence les professeurs influencés par l'idéologie bourgeoise, ainsi que les démocrates petits-bourgeois. Dans la révolution russe de 1917, c'est au « menchevik » Tsérétéli « marxiste lui aussi », qu'est échu l'honneur (l'honneur d'un Cavaignac) de livrer incidemment ce secret des révolutions bourgeoises. Dans son discours « historique » du 11 juin, Tsérétéli a eu l'imprudence d'annoncer que la bourgeoisie était décidée à désarmer les ouvriers de Petrograd, décision qu'il présentait évidemment comme étant aussi la sienne et, plus généralement, comme une nécessité d'« Etat » !

Le discours historique prononcé le 11 juin par Tsérétéli sera certainement, pour tout historien de la révolution de 1917, une des meilleures illustrations de la façon dont le bloc des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, dirigé par le sieur Tsérétéli, a embrassé la cause de la bourgeoisie *contre* le prolétariat révolutionnaire.

Une autre réflexion incidente d'Engels, liée elle aussi à la question de l'Etat, concerne la religion. On sait que la social-démocratie allemande, au fur et à mesure que la gangrène la gagnait et qu'elle devenait de plus en plus opportuniste, se laissait aller de plus en plus souvent à une interprétation erronée et philistine de la célèbre formule : « La religion est une affaire privée. » Savoir : cette formule était interprétée comme si, *pour le parti* du prolétariat révolutionnaire *également*, la religion était une affaire privée ! ! C'est contre cette trahison absolue du programme révolutionnaire du prolétariat que s'éleva Engels qui, en 1891, ne pouvant encore observer que de *très faibles* germes d'opportunisme dans son parti, s'exprimait avec une extrême prudence :

> « Dans la Commune ne siégeaient presque exclusivement que des ouvriers ou des représentants reconnus des ouvriers ; ses décisions portaient de même un caractère nettement prolétarien. Ou bien elle décrétait

des réformes que la bourgeoisie républicaine avait négligées par pure lâcheté, mais qui constituaient pour la libre action de la classe ouvrière une base indispensable, comme la réalisation de ce principe que, *par rapport à l'Etat*, la religion n'est qu'une affaire privée ; ou bien elle promulguait des décisions prises directement dans l'intérêt de la classe ouvrière, et qui, pour une part, faisaient de profondes entailles dans le vieil ordre social ... »

C'est à dessein qu'Engels a souligné les mots « par rapport à l'Etat » ; ce faisant, il portait un coup direct à l'opportunisme allemand, qui déclarait la religion affaire privée *par rapport au parti* et ravalait ainsi le parti du prolétariat révolutionnaire au niveau du plus vulgaire petit bourgeois « libre penseur », qui veut bien admettre qu'on ne soit d'aucune religion, mais abdique la tâche du *parti* : combattre l'opium religieux qui abêtit le peuple.

Le futur historien de la social-démocratie allemande, approfondissant les causes de la honteuse banqueroute de ce parti en 1914, trouvera sur cette question une nombreuse et intéressante documentation, depuis les déclarations évasives contenues dans les articles du chef idéologique de ce parti, Kautsky, déclarations qui ouvrent toute grande la porte à l'opportunisme, jusqu'à l'attitude du parti à l'égard du *Los-von-Kirche-Bewegung*[143] (mouvement pour la séparation d'avec l'Eglise), en 1913.

Mais voyons comment, vingt ans après la Commune, Engels résumait les enseignements qu'elle fournit au prolétariat en lutte.

Voici ceux qu'il mettait au premier plan :

« ...Quant à la force répressive du gouvernement naguère centralisé, l'armée, la police politique, la bureaucratie, créées par Napoléon en 1798, reprises, depuis, avec reconnaissance par chaque nouveau gouvernement et utilisées par lui contre ses adversaires, c'est justement cette force qui devait partout être renversée, comme elle l'avait été déjà à Paris.

La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à administrer avec la vieille machine d'Etat ; pour

ne pas perdre à nouveau la domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, supprimer la vieille machine d'oppression jusqu'alors employée contre elle-même, mais aussi, d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant révocables en tout temps et sans exception... »

Engels souligne encore et toujours que, non seulement sous le régime de la monarchie, *mais aussi* en *république démocratique*, l'Etat reste l'Etat, c'est-à-dire qu'il garde son principal caractère distinctif, qui est de transformer les fonctionnaires, « serviteurs de la société », et ses organes, en *maîtres* de celle-ci.

« ... Pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régimes antérieurs, de l'Etat et des organes de l'Etat, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infaillibles. Premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers. Le plus haut traitement qu'elle payât dans l'ensemble était de 6 000 francs *. Ainsi on mettait le holà à la chasse aux places et à l'arrivisme, sans compter par surcroît les mandats impératifs des délégués aux corps représentatifs... »

Engels en arrive ici à cette intéressante limite où la démocratie conséquente, d'une part, *se transforme* en socialisme et, d'autre part, *réclame* le socialisme. En effet,

* Ce qui fait environ 2 400 roubles au cours nominal et près de 6 000 roubles au cours actuel. Les bolcheviks qui proposent, par exemple, dans les municipalités, des traitements de 9 000 roubles, au lieu de proposer *pour l'ensemble de l'Etat* un maximum de 6 000 roubles — somme suffisante — commettent une erreur impardonnable.

pour supprimer l'Etat, il est nécessaire que les fonctions des services d'Etat se transforment en opérations de contrôle et d'enregistrement si simples qu'elles soient à la portée de l'immense majorité, puis de la totalité, de la population. Et, pour supprimer complètement l'arrivisme, il faut que les fonctions « honorifiques », bien que non lucratives, au service de l'Etat, *ne* puissent *pas* servir de tremplin pour atteindre des postes hautement lucratifs dans les banques et les sociétés anonymes, comme il advient *constamment* dans tous les pays capitalistes même les plus libres.

Mais Engels ne verse pas dans l'erreur que commettent, par exemple, certains marxistes à propos du droit des nations à disposer d'elles-mêmes : en régime capitaliste, disent-ils, ce droit est irréalisable ; en régime socialiste, il devient superflu. Ce raisonnement, soi-disant spirituel, mais en fait erroné, pourrait s'appliquer à *toute* institution démocratique, et aussi au modeste traitement des fonctionnaires, car un démocratisme rigoureusement conséquent est irréalisable en régime capitaliste, et en régime socialiste toute démocratie finira par *s'éteindre*.

Sophisme qui ressemble à cette vieille plaisanterie : l'homme devient-il chauve s'il perd un de ses cheveux ?

Développer la démocratie *jusqu'au bout*, rechercher les *formes* de ce développement, les mettre à l'épreuve de la *pratique*, etc., telle est une des tâches essentielles de la lutte pour la révolution sociale. Pris à part, aucun démocratisme, quel qu'il soit, ne donnera le socialisme ; mais, dans la vie, le démocratisme ne sera jamais « pris à part », il sera « pris dans l'ensemble » ; il exercera aussi une influence sur l'économie *dont* il stimulera la transformation ; il subira l'influence du développement économique, etc. Telle est la dialectique de l'histoire vivante.

Engels poursuit :

> « ... Cette destruction (*Sprengung*) de la puissance de l'Etat tel qu'il était jusqu'ici et son remplacement par un pouvoir nouveau, vraiment démocratique, sont décrits en détail dans la troisième partie de *la Guerre civile*. Mais il était nécessaire de revenir ici brièvement sur quelques-uns de ses traits, parce que, en Allemagne précisément, la superstition de l'État

a passé de la philosophie dans la conscience commune de la bourgeoisie, et même de beaucoup d'ouvriers. Dans la conception des philosophes, l'État est « la réalisation de l'Idée », ou le règne de Dieu sur terre traduit en langage philosophique, le domaine où la vérité et la justice éternelle se réalisent ou doivent se réaliser. De là cette vénération superstitieuse de l'Etat et de tout ce qui y touche ; vénération qui s'installe d'autant plus facilement qu'on est, depuis le berceau, habitué à s'imaginer que toutes les affaires et tous les intérêts communs de la société entière ne sauraient être réglés que comme ils ont été réglés jusqu'ici, c'est-à-dire par l'Etat et ses fonctionnaires pourvus de petites places de bon rapport. Et l'on croit déjà avoir fait un pas prodigieusement hardi quand on s'est affranchi de la foi en la monarchie héréditaire et qu'on ne jure plus que par la République démocratique. Mais, en réalité, l'État n'est rien d'autre qu'une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, et cela, tout autant dans la République démocratique que dans la monarchie ; le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'Etat. »

Engels met en garde les Allemands pour qu'ils n'oublient, lors du remplacement de la monarchie par la république, les principes du socialisme dans la question de l'Etat en général. Ses avertissements apparaissent aujourd'hui comme une leçon adressée directement aux sieurs Tsérétéli et Tchernov qui ont révélé, dans leur pratique de la « coalition », leur foi superstitieuse en l'Etat, leur vénération superstitieuse à son égard !

Deux remarques encore : 1. Lorsque Engels dit que, dans une république démocratique « tout autant » que dans

une monarchie, l'Etat n'est pas autre chose qu'une « machine pour l'oppression d'une classe par une autre », il n'entend pas du tout par là que la *forme* d'oppression doive être indifférente au prolétariat, comme l'« enseignent » certains anarchistes. Une *forme* plus large, plus libre, plus franche, de lutte des classes et d'oppression de classe facilite considérablement la lutte du prolétariat pour la suppression des classes en général.

2. Pourquoi, seule une nouvelle génération pourra-t-elle se défaire complètement de tout ce bric-à-brac de l'Etat ? Cette question se rattache à celle du dépassement de la démocratie, dont nous allons parler.

6. ENGELS ET LE DÉPASSEMENT DE LA DÉMOCRATIE

Engels eut à se prononcer sur ce point en traitant de l'inexactitude *scientifique* de la dénomination « social-démocrate ».

Dans la préface au recueil de ses articles des années 1870, consacrés à divers thèmes, principalement « internationaux » (*Internationales aus dem Volksstaat*) *, préface datée du 3 janvier 1894, c'est-à-dire rédigée un an et demi avant sa mort, il écrit que dans tous ses articles il emploie le mot « communiste » *et non* « social-démocrate », parce qu'à cette époque les proudhoniens en France et les lassalliens [144] en Allemagne s'intitulaient social-démocrates.

> « ... Pour Marx comme pour moi, poursuit Engels, il y avait donc impossibilité absolue d'employer, pour exprimer notre point de vue propre, une expression aussi élastique. Aujourd'hui, il en va autrement, et ce mot (« social-démocrate ») peut à la rigueur passer (*mag passieren*) bien qu'il reste impropre (*unpassend*) pour un parti dont le programme économique n'est pas simplement socialiste en général,

* *Sujets d'ordre international traités dans le « Volksstaat »* (l'Etat populaire). (*N.R.*)

mais expressément communiste, pour un parti dont le but politique final est la suppression de tout l'Etat et, par conséquent, de la démocratie. Au reste, les partis politiques *véritables* (souligné par Engels) n'ont jamais une dénomination qui leur convienne parfaitement ; le parti se développe, la dénomination reste[145]. »

Le dialecticien Engels, au déclin de ses jours, demeure fidèle à la dialectique. Marx et moi, dit-il, nous avions pour le parti un nom excellent, scientifiquement exact, mais il n'existait pas alors de parti prolétarien véritable, c'est-à-dire de parti prolétarien de masse. Maintenant (fin du XIX[e] siècle), il existe un véritable parti, mais sa dénomination est scientifiquement inexacte. N'importe, elle peut « passer » pourvu que le parti *se développe*, pourvu que l'inexactitude scientifique de sa dénomination ne lui échappe pas et ne l'empêche pas de se développer dans la bonne direction !

Quelque plaisantin pourrait peut-être venir nous consoler à notre tour, nous autres bolcheviks, à la façon d'Engels : nous avons un parti véritable ; il se développe admirablement ; donc, ce nom absurde et barbare de « bolchevik » peut « passer », bien qu'il n'exprime absolument rien, sinon ce fait purement accidentel qu'au congrès de Bruxelles-Londres, en 1903, nous eûmes la majorité... Peut-être, maintenant que les persécutions dont notre parti a été l'objet en juillet-août 1917, de la part des républicains et de la démocratie petite-bourgeoise « révolutionnaire », ont rendu le mot « bolchevik » si honorable aux yeux du peuple ; maintenant qu'elles ont en outre marqué l'immense progrès historique accompli par notre parti dans son développement *réel*, peut-être hésiterais-je moi-même à proposer, comme je l'ai fait en avril, de changer la dénomination de notre parti. Peut-être proposerais-je aux camarades un « compromis » : celui de nous appeler Parti communiste, tout en gardant, entre parenthèses, le mot « bolcheviks »...

Mais la question de la dénomination du parti est infiniment moins importante que celle de l'attitude du prolétariat révolutionnaire envers l'Etat.

Dans les considérations habituelles sur l'Etat, on commet constamment l'erreur contre laquelle Engels met ici en garde et que nous avons signalée plus haut en passant ; on oublie constamment que la suppression de l'Etat est aussi la suppression de la démocratie, que l'extinction de l'Etat est l'extinction de la démocratie.

Une telle assertion paraît, à première vue, des plus étranges et inintelligibles ; peut-être même certains craindront-ils que nous souhaitions l'avènement d'un ordre social où ne serait pas observé le principe de la soumission de la minorité à la majorité ; car enfin la démocratie n'est-elle pas la reconnaissance de ce principe ?

Non. La démocratie et la soumission de la minorité à la majorité *ne sont pas* des choses identiques. La démocratie, c'est un *Etat* reconnaissant la soumission de la minorité à la majorité ; autrement dit, c'est une organisation destinée à assurer l'exercice systématique de la *violence* par une classe contre une autre, par une partie de la population contre l'autre partie.

Nous nous assignions comme but final la suppression de l'Etat, c'est-à-dire de toute violence organisée et systématique, de toute violence exercée sur les hommes, en général. Nous n'attendons pas l'avènement d'un ordre social où le principe de la soumission de la minorité à la majorité ne serait pas observé. Mais, aspirant au socialisme, nous sommes convaincus que dans son évolution il aboutira au communisme et que, par suite, disparaîtra toute nécessité de recourir en général à la violence contre les hommes, toute nécessité de *la soumission* d'un homme à un autre, d'une partie de la population à une autre ; car les hommes *s'habitueront* à observer les conditions élémentaires de la vie en société, *sans violence* et *sans soumission*.

C'est pour souligner cet élément d'accoutumance qu'Engels parle de la nouvelle *génération* « grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres » et qui sera « en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'Etat », de tout Etat, y compris celui de la république démocratique.

Pour élucider ce point, il est nécessaire d'analyser les bases économiques de l'extinction de l'Etat.

CHAPITRE V

LES BASES ÉCONOMIQUES DE L'EXTINCTION DE L'ÉTAT

L'étude la plus poussée de cette question est celle qu'en a faite Marx dans sa *Critique du Programme de Gotha* (lettre à Bracke du 5 mai 1875, imprimée seulement en 1891 dans la *Neue Zeit*, IX, 1, et dont il a paru une édition russe). La partie polémique de cette œuvre remarquable, qui constitue une critique du lassallianisme, a pour ainsi dire rejeté dans l'ombre la partie positive de l'ouvrage, à savoir : l'analyse de la corrélation entre le développement du communisme et l'extinction de l'Etat.

1. COMMENT MARX POSE LA QUESTION

Si l'on compare superficiellement la lettre de Marx à Bracke du 5 mai 1875, et la lettre d'Engels à Bebel du 28 mars 1875, examinée plus haut, il peut sembler que Marx soit beaucoup plus « étatiste » qu'Engels, et que la différence soit très marquée entre les conceptions de ces deux auteurs sur l'Etat.

Engels invite Bebel à cesser tout bavardage sur l'Etat, à bannir complètement du programme le mot Etat, pour le remplacer par celui de « communauté » ; il va jusqu'à déclarer que la Commune n'était plus un Etat au sens propre. Cependant que Marx va jusqu'à parler de l'« Etat futur de la société communiste », c'est-à-dire qu'il semble admettre la nécessité de l'Etat même en régime communiste.

Mais cette façon de voir serait foncièrement erronée. Un examen plus attentif montre que les idées de Marx et d'Engels sur l'Etat et son extinction concordent parfaitement, et que l'expression citée de Marx s'applique précisément à l'Etat en voie d'*extinction*.

Il est certain qu'il ne saurait être question de déterminer le moment de cette « extinction » *future*, d'autant plus qu'elle constituera nécessairement un processus de longue durée. La différence apparente entre Marx et Engels s'explique par la différence des sujets traités et des buts

poursuivis par chacun d'eux. Engels se proposait de démontrer à Bebel d'une façon frappante, incisive, à grands traits, toute l'absurdité des préjugés courants (partagés dans une notable mesure par Lassalle) sur l'Etat. *C e t t e* question, Marx n'a fait que l'effleurer, car un autre sujet retenait son attention : l'*évolution* de la société communiste.

Toute la théorie de Marx est une application au capitalisme contemporain de la théorie de l'évolution sous sa forme la plus conséquente, la plus complète, la plus réfléchie et la plus substantielle. On conçoit donc que Marx ait eu à envisager le problème de l'application de cette théorie à la faillite *prochaine* du capitalisme comme à l'évolution *future* du communisme *futur*.

A partir de quelles *données* peut-on poser la question de l'évolution future du communisme futur ?

A partir du fait que le communisme *procède* du capitalisme, se développe historiquement à partir du capitalisme, résulte de l'action d'une force sociale *engendrée* par le capitalisme. On ne trouve pas chez Marx l'ombre d'une tentative d'inventer des utopies, d'échafauder de vaines conjectures sur ce que l'on ne peut pas savoir. Marx pose la question du communisme comme un naturaliste poserait, par exemple, celle de l'évolution d'une nouvelle variété biologique, une fois connue son origine et déterminée la direction où l'engagent ses modifications.

Tout d'abord, Marx écarte la confusion apportée par le programme de Gotha dans la question des rapports entre l'Etat et la société.

> « ... La « société actuelle », écrit-il, c'est la société capitaliste qui existe dans tous les pays civilisés, plus ou moins expurgée des éléments moyenâgeux, plus ou moins modifiée par l'évolution historique particulière à chaque pays, plus ou moins développée. L'« Etat actuel », au contraire, change avec la frontière. Il est dans l'Empire prusso-allemand autre qu'en Suisse, en Angleterre autre qu'aux Etats-Unis. L'« Etat actuel » est donc une fiction.
>
> Cependant les divers Etats des divers pays civilisés, malgré la multiple diversité de leurs formes ont

tous ceci de commun qu'ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne, plus ou moins développée au point de vue capitaliste. C'est ce qui fait que certains caractères essentiels leur sont communs. En ce sens, on peut parler d'« Etat actuel », pris comme expression générique, par contraste avec l'avenir où la société bourgeoise, qui lui sert à présent de racine, aura cessé d'exister.

Dès lors, la question se pose : quelle transformation subira l'Etat dans une société communiste ? Autrement dit : quelles fonctions sociales s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'Etat ? Seule la science peut répondre à cette question ; et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot peuple avec le mot Etat qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce [146]... »

Après avoir tourné ainsi en ridicule tous les bavardages sur l'« Etat populaire », Marx montre comment il faut poser la question et formule, en quelque sorte, une mise en garde en indiquant que l'on ne peut y donner une réponse scientifique qu'en se basant sur des données scientifiques solidement établies.

Le premier point très exactement établi par toute la théorie de l'évolution, par la science en général — point qu'oubliaient les utopistes et qu'oublient aujourd'hui les opportunistes qui craignent la révolution socialiste, —c 'est qu'historiquement il doit sans aucun doute exister un stade particulier ou une étape particulière de *transition* du capitalisme au communisme.

2. LA TRANSITION DU CAPITALISME AU COMMUNISME

« ... Entre la société capitaliste et la société communiste — poursuit Marx —, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la *dictature révolutionnaire du prolétariat...* »

Cette conclusion repose, chez Marx, sur l'analyse du rôle que joue le prolétariat dans la société capitaliste ac-

tuelle, sur les données relatives au développement de cette société et à l'inconciliabilité des intérêts opposés du prolétariat et de la bourgeoisie.

Autrefois, la question se posait ainsi : le prolétariat doit, pour obtenir son affranchissement, renverser la bourgeoisie, conquérir le pouvoir politique, établir sa dictature révolutionnaire.

Maintenant, la question se pose un peu autrement : le passage de la société capitaliste, qui évolue vers le communisme, à la société communiste est impossible sans une « période de transition politique », et l'État de cette période ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Quels sont donc les rapports entre cette dictature et la démocratie ?

Nous avons vu que le *Manifeste communiste* rapproche simplement l'une de l'autre ces deux notions : « transformation du prolétariat en classe dominante » et « conquête de la démocratie ». Tout ce qui précède permet de déterminer plus exactement les modifications que subit la démocratie lors de la transition du capitalisme au communisme.

La société capitaliste, considérée dans ses conditions de développement les plus favorables, nous offre une démocratie plus ou moins complète en république démocratique. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours, quant au fond, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les classes possédantes, uniquement pour les riches. La liberté, en société capitaliste, reste toujours à peu près ce qu'elle fut dans les républiques de la Grèce antique : une liberté pour les propriétaires d'esclaves. Par suite de l'exploitation capitaliste, les esclaves salariés d'aujourd'hui demeurent si accablés par le besoin et la misère qu'ils « se désintéressent de la démocratie », « se désintéressent de la politique » et que, dans le cours ordinaire, pacifique, des événements, la majorité de la population se trouve écartée de la vie politique et sociale.

La justesse de cette affirmation est peut-être le mieux illustrée par l'Allemagne, parce que c'est dans ce pays précisément que la légalité constitutionnelle s'est main-

tenue avec une constance et une durée étonnantes pendant près d'un demi-siècle (1871-1914), et parce que la social-démocratie a su, durant cette période, faire beaucoup plus que dans d'autres pays pour « mettre à profit la légalité » et organiser les ouvriers en un parti politique dans une proportion plus considérable que nulle part au monde.

Quelle est donc cette proportion — la plus élevée que l'on observe dans la société capitaliste — des esclaves salariés politiquement conscients et actifs ? Un million de membres du parti social-démocrate sur 15 millions d'ouvriers salariés ! Trois millions de syndiqués, sur 15 millions !

Démocratie pour une infime minorité, démocratie pour les riches, tel est le démocratisme de la société capitaliste. Si l'on considère de plus près le mécanisme de la démocratie capitaliste, on verra partout, dans les « menus » (les prétendus menus) détails de la législation électorale (durée de résidence, exclusion des femmes, etc.), dans le fonctionnement des institutions représentatives, dans les obstacles effectifs au droit de réunion (les édifices publics ne sont pas pour les « miséreux » !), dans l'organisation purement capitaliste de la presse quotidienne, etc., etc., on verra restriction sur restriction au démocratisme. Ces restrictions, éliminations, exclusions, obstacles pour les pauvres paraissent menus, surtout aux yeux de ceux qui n'ont jamais éprouvé eux-mêmes le besoin ni jamais connu de près la vie des masses des classes opprimées (et c'est le cas des neuf dixièmes, sinon des quatre-vingt-dix-neuf centièmes des publicistes et hommes politiques bourgeois), mais, totalisées, ces restrictions excluent, éliminent les pauvres de la politique, de la participation active à la démocratie.

Marx a parfaitement saisi ce *trait essentiel* de la démocratie capitaliste quand il a dit dans son analyse de l'expérience de la Commune : on autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement !

Mais la marche en avant, à partir de cette démocratie capitaliste — inévitablement étriquée, refoulant sournoisement les pauvres, et par suite foncièrement hypocrite et

mensongère —, ne mène pas simplement, directement et sans heurts « à une démocratie de plus en plus parfaite », comme le prétendent les professeurs libéraux et les opportunistes petits-bourgeois. Non. La marche en avant, c'est-à-dire vers le communisme, se fait en passant par la dictature du prolétariat ; et elle ne peut se faire autrement, car il n'est point d'autres classes ni d'autres moyens qui puissent *briser la résistance* des capitalistes exploiteurs.

Or, la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation de l'avant-garde des opprimés en classe dominante pour mater les oppresseurs, ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. *En même temps* qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenu *pour la première fois* démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploiteurs, les capitalistes. Ceux-là, nous devons les mater afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié ; il faut briser leur résistance par la force ; et il est évident que, là où il y a répression, il y a violence, il n'y a pas de liberté, il n'y a pas de démocratie.

Cela, Engels l'a admirablement exprimé dans sa lettre à Bebel, où il disait, comme le lecteur s'en souvient : « ...tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour organiser la répression contre ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel ».

Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploiteurs, les oppresseurs du peuple, telle est la modification que subit la démocratie lors de la *transition* du capitalisme au communisme.

C'est seulement dans la société communiste, lorsque la résistance des capitalistes est définitivement brisée, que les capitalistes ont disparu et qu'il n'y a plus de classes (c'est-à-dire plus de distinctions entre les membres de la société quant à leurs rapports avec les moyens sociaux de production), c'est alors *seulement* que « l'Etat cesse d'exister et qu'*il devient possible de parler de liberté* ». Alors seulement deviendra possible et sera appliquée une démocratie vraiment complète, vraiment sans aucune exception.

Alors seulement la démocratie commencera à *s'éteindre* pour cette simple raison que, délivrés de l'esclavage capitaliste, des horreurs, des sauvageries, des absurdités, des ignominies sans nombre de l'exploitation capitaliste, les hommes *s'habitueront* graduellement à respecter les règles élémentaires de la vie en société connues depuis des siècles, rebattues durant des millénaires dans toutes les prescriptions morales, à les respecter sans violence, sans contrainte, sans soumission, *sans cet appareil spécial* de coercition qui a nom : l'Etat.

L'expression « l'Etat *s'éteint* » est très heureuse, car elle exprime à la fois la gradation du processus et sa spontanéité. Seule l'habitude peut produire un tel effet et elle le produira certainement, car nous constatons mille et mille fois autour de nous avec quelle facilité les hommes s'habituent à observer les règles nécessaires à la vie en société quand il n'y a pas d'exploitation, quand il n'y a rien qui excite l'indignation, qui suscite la protestation et la révolte, qui nécessite la *répression*.

Ainsi donc, en société capitaliste, nous n'avons qu'une démocratie tronquée, misérable, falsifiée, une démocratie uniquement pour les riches, pour la minorité. La dictature du prolétariat, période de transition au communisme, établira pour la première fois une démocratie pour le peuple, pour la majorité, parallèlement à la répression nécessaire d'une minorité d'exploiteurs. Seul le communisme est capable de réaliser une démocratie réellement complète ; et plus elle sera complète, plus vite elle deviendra superflue et s'éteindra d'elle-même.

En d'autres termes : nous avons, en régime capitaliste, l'Etat au sens propre du mot, une machine spéciale d'oppression d'une classe par une autre, de la majorité par la minorité. On conçoit que pour être menée à bien, la répression systématique exercée contre une majorité d'exploités par une minorité d'exploiteurs exige une cruauté, une férocité extrême dans la répression, des mers de sang à travers lesquelles l'humanité poursuit sa route sous le régime de l'esclavage, du servage et du salariat.

Ensuite, dans la période de *transition* du capitalisme au communisme, la répression est *encore* nécessaire, mais elle est déjà exercée contre une minorité d'exploiteurs par

une majorité d'exploités. L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l'« Etat », est *encore* nécessaire, mais c'est déjà un Etat transitoire, ce n'est plus l'Etat proprement dit, car la répression exercée contre une minorité d'exploiteurs par la majorité des esclaves salariés *d'hier* est chose relativement si facile, si simple et si naturelle, qu'elle coûtera beaucoup moins de sang que la répression des révoltes d'esclaves, de serfs et d'ouvriers salariés, qu'elle coûtera beaucoup moins cher à l'humanité. Elle est compatible avec l'extension de la démocratie à une si grande majorité de la population que la nécessité d'une *machine spéciale* de répression commence à disparaître. Les exploiteurs ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche ; tandis que le *peuple* peut mater les exploiteurs même avec une « machine » très simple, presque sans « machine », sans appareil spécial, par la simple *organisation des masses armées* (comme, dirons-nous par anticipation, les Soviets des députés ouvriers et soldats).

Enfin, seul le communisme rend l'Etat absolument superflu, car il n'y a alors *personne* à mater, « personne » dans le sens d'aucune *classe* ; il n'y a plus lutte systématique contre une partie déterminée de la population. Nous ne sommes pas des utopistes et nous ne nions pas du tout que des excès *individuels* soient possibles et inévitables ; nous ne nions pas davantage qu'il soit nécessaire de réprimer *ces* excès. Mais, tout d'abord, point n'est besoin pour cela d'une machine spéciale, d'un appareil spécial de répression ; le peuple armé se chargera lui-même de cette besogne aussi simplement, aussi facilement qu'une foule quelconque d'hommes civilisés, même dans la société actuelle, sépare des gens qui se battent ou ne permet pas qu'on rudoie une femme. Ensuite, nous savons que la cause sociale profonde des excès qui constituent une violation des règles de la vie en société, c'est l'exploitation des masses, vouées au besoin, à la misère. Cette principale cause une fois écartée, les excès commenceront infailliblement à « *s'éteindre* ». Avec quelle rapidité et quelle gradation, nous l'ignorons ; mais nous savons qu'ils s'éteindront. Et, avec eux, l'Etat *s'éteindra* à son tour.

Sans se lancer dans l'utopie, Marx a défini plus en détail ce qu'on peut définir *maintenant* de cet avenir, à savoir : la différence entre la phase (le degré, l'étape) inférieure et la phase supérieure de la société communiste.

3. PREMIÈRE PHASE DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Dans la *Critique du Programme de Gotha*, Marx réfute minutieusement l'idée de Lassalle selon laquelle l'ouvrier, en régime socialiste, recevra le produit « non amputé » ou « le produit intégral de son travail ». Il montre que de la totalité du produit social il faut défalquer : un fonds de réserve, un fonds destiné à accroître la production, un fonds destiné au remplacement des machines « usagées », etc. Puis, des objets de consommation, il faut encore défalquer : un fonds pour les frais d'administration, les écoles, les hôpitaux, les hospices de vieillards, etc.

Au lieu de la formule nébuleuse, obscure et générale de Lassalle (« à l'ouvrier le produit intégral de son travail »), Marx établit avec lucidité comment la société socialiste sera tenue de gérer les affaires. Marx entreprend l'analyse *concrète* des conditions de vie dans une société où le capitalisme n'existera pas, et il s'exprime ainsi :

> « Ce à quoi nous avons affaire ici [à l'examen du programme du parti ouvrier], c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est *développée* sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de *sortir* de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. »

C'est cette société communiste qui vient de sortir des flancs du capitalisme et porte dans tous les domaines les stigmates de la vieille société, que Marx appelle la « première » phase ou phase inférieure de la société communiste.

Les moyens de production ne sont déjà plus la propriété privée d'individus. Ils appartiennent à la société tout en-

tière. Chaque membre de la société, accomplissant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un certificat constatant la quantité de travail qu'il a fournie. Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante de produits. Par conséquent, défalcation faite de la quantité de travail versé au fonds social, chaque ouvrier reçoit de la société autant qu'il lui a donné.

Règne de l'« égalité », dirait-on.

Mais lorsque, parlant de cet ordre social (que l'on appelle habituellement socialisme et que Marx nomme la première phase du communisme), Lassalle dit qu'il y a là « partage équitable », « droit égal de chacun au produit égal du travail », il se trompe et Marx explique pourquoi.

Le « droit égal », dit Marx, nous l'avons ici, en effet, mais c'est *encore* le « droit bourgeois » qui, comme tout droit, *présuppose l'inégalité*. Tout droit consiste dans l'application d'une règle *unique* à des gens *différents*, à des gens qui, en fait, ne sont ni identiques, ni égaux. Aussi le « droit légal » équivaut-il à une violation de l'égalité, à une injustice. En effet, chacun reçoit, pour une part égale de travail social fourni par lui, une part égale du produit social (avec les défalcations indiquées plus haut).

Or, les individus ne sont pas égaux : l'un est plus fort, l'autre plus faible ; l'un est marié, l'autre non ; l'un a plus d'enfants, l'autre en a moins, etc.

> « ...A égalité de travail, conclut Marx, et, par conséquent, à égalité de participation au fonds social de consommation, l'un reçoit donc effectivement plus que l'autre, l'un est plus riche que l'autre, etc. Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal mais inégal. »

La justice et l'égalité, la première phase du communisme ne peut donc pas encore les réaliser ; des différences subsisteront quant à la richesse, et des différences injustes ; mais *l'exploitation* de l'homme par l'homme sera impossible, car on ne pourra s'emparer, à titre de propriété privée, des *moyens de production*, fabriques, machines, terre, etc. En réfutant la formule confuse et petite-bourgeoi-

se de Lassalle sur l'« égalité » et la « justice » *en général*, Marx montre le *cours du développement* de la société communiste, *obligée* de commencer par détruire *uniquement* cette « injustice » qu'est l'appropriation des moyens de production par des individus, mais *incapable* de détruire d'emblée l'autre injustice : la répartition des objets de consommation « selon le travail » (et non selon les besoins).

Les économistes vulgaires, et parmi eux les professeurs bourgeois, « notre » Tougan y compris, font constamment aux socialistes le reproche d'oublier l'inégalité des hommes et d'en « rêver » la suppression. Ce reproche, on le voit, prouve simplement l'ignorance extrême de messieurs les idéologues bourgeois.

Marx tient rigoureusement compte non seulement de l'inévitable inégalité des hommes entre eux, mais aussi du fait que la transformation des moyens de production en propriété commune de la société entière (le « socialisme » au sens habituel du mot) *ne supprime pas* à elle seule les défauts de la répartition et l'inégalité du « droit bourgeois », qui *continue de régner*, puisque les produits sont répartis « selon le travail ».

> « ...Mais, poursuit Marx, ces défauts sont inévitables dans la première phase de la société communiste telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste, après un long et douloureux enfantement. Le droit ne peut jamais être plus élevé que l'état économique et que le degré de civilisation qui y correspond...»

Ainsi, dans la première phase de la société communiste (que l'on appelle ordinairement socialisme), le « droit bourgeois » est aboli *non pas* complètement, mais seulement en partie, seulement dans la mesure où la révolution économique a été faite, c'est-à-dire seulement en ce qui concerne les moyens de production. Le « droit bourgeois » en reconnaît la propriété privée aux individus. Le socialisme en fait une propriété *commune*. C'est *dans cette mesure* mais dans cette mesure seulement, que le « droit bourgeois » se trouve aboli.

Il subsiste cependant dans son autre partie, en qualité de régulateur de la répartition des produits et de la répartition du travail entre les membres de la société. « Qui

ne travaille pas ne doit pas manger » : ce principe socialiste est *déjà* réalisé ; « à quantité égale de travail, quantité égale de produits » : cet autre principe socialiste est *déjà* réalisé, lui aussi. Pourtant, ce n'est pas encore le communisme et cela n'élimine pas encore le « droit bourgeois » qui, à des hommes inégaux et pour une quantité inégale (inégale en fait) de travail, attribue une quantité égale de produits.

C'est là un « inconvénient », dit Marx ; mais il est inévitable dans la première phase du communisme, car on ne peut, sans verser dans l'utopie, penser qu'après avoir renversé le capitalisme les hommes apprennent d'emblée à travailler pour la société *sans normes juridiques d'aucune sorte* ; au reste, l'abolition du capitalisme *ne donne pas d'emblée* les prémisses économiques d'un *tel* changement.

Or, il n'y a d'autres normes que celles du « droit bourgeois ». C'est pourquoi subsiste la nécessité d'un Etat chargé, tout en protégeant la propriété commune des moyens de production, de protéger l'égalité du travail et l'égalité dans la répartition des produits.

L'Etat s'éteint, pour autant qu'il n'y a plus de capitalistes, plus de classes et que, par conséquent, il n'y a pas de *classe* à *mater*.

Mais l'Etat n'a pas encore entièrement disparu puisque l'on continue à protéger le « droit bourgeois » qui consacre l'inégalité de fait. Pour que l'Etat s'éteigne complètement, il faut l'avènement du communisme intégral.

4. PHASE SUPÉRIEURE DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE

Marx poursuit :

« ...Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de

la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »

Maintenant seulement nous pouvons apprécier toute la justesse des remarques d'Engels, accablant de ses sarcasmes impitoyables cet absurde accouplement des mots « liberté » et « Etat ». Tant que l'Etat existe, il n'y a pas de liberté. Quand il y aura la liberté, il n'y aura plus d'Etat.

La base économique de l'extinction totale de l'Etat, c'est le communisme arrivé à un si haut degré de développement que toute opposition disparaît entre le travail intellectuel et le travail manuel et que, par conséquent, disparaît l'une des principales sources de l'inégalité *sociale* contemporaine, source que la seule socialisation des moyens de production, la seule expropriation des capitalistes ne peut en aucune façon tarir d'emblée.

Cette expropriation rendra *possible* un essor gigantesque des forces productives. Et voyant comment le capitalisme, dès maintenant, *entrave* incroyablement cet essor, et combien de progrès l'on pourrait réaliser grâce à la technique moderne déjà acquise, nous sommes en droit d'affirmer, avec une certitude absolue, que l'expropriation des capitalistes entraînera nécessairement un développement prodigieux des forces productives de la société humaine. Mais quelle sera la rapidité de ce développement, quand aboutira-t-il à une rupture avec la division du travail, à la suppression de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, à la transformation du travail en « premier besoin vital », c'est ce que nous ne savons ni *ne pouvons* savoir.

Aussi n'avons-nous le droit de parler que de l'extinction inévitable de l'Etat, en soulignant la durée de ce processus, sa dépendance de la rapidité avec laquelle se développera la *phase supérieure* du communisme, et en laissant complètement en suspens la question des délais ou des formes concrètes de cette extinction. Car les données qui nous permettraient de trancher de tels problèmes *n'existent pas.*

L'Etat pourra s'éteindre complètement quand la société aura réalisé le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », c'est-à-dire quand les hommes se seront si bien habitués à respecter les règles fondamentales de la vie en société, et que leur travail sera devenu si productif, qu'ils travailleront volontairement *selon leurs capacités*. « L'horizon borné du droit bourgeois », qui oblige à calculer avec l'âpreté d'un Shylock : « N'aurais-je pas travaillé une demi-heure de plus que le voisin ? N'aurais-je pas touché un salaire inférieur au sien ? » — cet horizon borné sera alors dépassé. La répartition des produits n'exigera plus alors le rationnement par la société des produits délivrés à chacun ; chacun puisera librement « selon ses besoins ».

Du point de vue bourgeois, il est aisé de traiter un semblable régime social de « pure utopie », et de railler les socialistes qui promettent à chaque citoyen le droit de recevoir de la société, sans aucun contrôle de son travail, autant qu'il voudra de truffes, d'automobiles, de pianos, etc. C'est à des railleries de cette nature que se bornent aujourd'hui encore la plupart des « savants » bourgeois, qui révèlent ainsi leur ignorance et leur mentalité de défenseurs intéressés du capitalisme.

Leur ignorance, car il n'est venu à l'esprit d'aucun socialiste de « promettre » l'avènement de la phase supérieure du communisme ; quant à la *prévision* de son avènement par les grands socialistes, elle suppose une productivité du travail différente de celle d'aujourd'hui, et la *disparition* de l'homme moyen *d'aujourd'hui* capable, comme les séminaristes de Pomialovski [147], de gaspiller « à plaisir » les richesses publiques et d'exiger l'impossible.

En attendant l'avènement de la phase « supérieure » du communisme, les socialistes réclament de la société *et de l'Etat* qu'ils exercent le contrôle *le plus rigoureux* sur la mesure de travail et la mesure de consommation ; mais ce contrôle doit *commencer* par l'expropriation des capitalistes, par le contrôle des ouvriers sur les capitalistes, et il doit être exercé non par l'Etat des fonctionnaires, mais par l'Etat des *ouvriers armés*.

La défense intéressée du capitalisme par les idéologues bourgeois (et leurs caudataires tels que les Tsérétéli, les

Tchernov et Cie) consiste précisément à *escamoter*, par des discussions et des phrases sur un avenir lointain, la question d'actualité brûlante de la politique *d'aujourd'hui* : l'expropriation des capitalistes, la transformation de *tous* les citoyens en travailleurs et employés d'un grand « cartel » *unique*, à savoir : l'Etat tout entier, et la subordination absolue de tout le travail de tout ce cartel à un Etat vraiment démocratique, *à l'Etat des Soviets des députés ouvriers et soldats.*

Au fond, lorsqu'un savant professeur, et après lui le philistin, et après lui les Tsérétéli et les Tchernov parlent des utopies insensées, des promesses démagogiques des bolcheviks, de l'impossibilité d'« instaurer » le socialisme, ils songent précisément à ce stade ou à cette phase supérieure du communisme, que personne n'a jamais promis ni même eu le dessein d'« instaurer », car, d'une façon générale, il est impossible de l'« instaurer ».

Nous abordons ici la question de la distinction scientifique entre socialisme et communisme, effleurée par Engels dans le passage précédemment cité sur l'impropriété de l'appellation de « social-démocrates ». Au point de vue politique, la différence entre la première phase ou phase inférieure et la phase supérieure du communisme sera certainement considérable avec le temps ; mais aujourd'hui en régime capitaliste, il serait ridicule d'en faire cas, et seuls peut-être quelques anarchistes pourraient la mettre au premier plan (si tant est qu'il subsiste encore parmi les anarchistes des gens qui n'aient rien appris à la suite de la métamorphose « plékhanovienne » des Kropotkine, des Grave, des Cornélissen et autres « étoiles » de l'anarchisme en social-chauvins ou en anarchistes-des-tranchées, suivant l'expression de Gay, un des rares anarchistes qui aient gardé honneur et conscience).

Mais la différence scientifique entre socialisme et communisme est claire. Ce qu'on appelle communément socialisme, Marx l'a appelé la « première » phase ou phase inférieure de la société communiste. Dans la mesure où les moyens de production deviennent propriété *commune*, le mot « communisme » peut s'appliquer également ici, à condition de ne pas oublier que ce *n'est pas* le communisme intégral. Le grand mérite des explications de Marx est

d'appliquer, là encore, de façon conséquente, la dialectique matérialiste, la théorie de l'évolution, et de considérer le communisme comme quelque chose qui se développe *à partir du* capitalisme. Au lieu de s'en tenir à des définitions « imaginées », scolastiques et artificielles, à de stériles querelles de mots (qu'est-ce que le socialisme ? qu'est-ce que le communisme ?), Marx analyse ce qu'on pourrait appeler les degrés de la maturité économique du communisme.

Dans sa première phase, à son premier degré, le communisme *ne* peut *pas* encore, au point de vue économique, être complètement mûr, complètement affranchi des traditions ou des vestiges du capitalisme. De là, ce phénomène intéressant qu'est le maintien de l'« horizon borné du droit *bourgeois* », en régime communiste, dans la première phase de celui-ci. Certes, le droit bourgeois, en ce qui concerne la répartition des objets de *consommation*, suppose nécessairement un *Etat bourgeois*, car le droit n'est rien sans un appareil capable de *contraindre* à l'observation de ses normes.

Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps, non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'Etat bourgeois — sans bourgeoisie !

Cela peut sembler un paradoxe ou simplement un jeu dialectique de l'esprit, ce que reprochent souvent au marxisme ceux qui n'ont jamais pris la peine d'en étudier, si peu que ce soit, la substance éminemment profonde.

En réalité, la vie nous montre à chaque pas, dans la nature et dans la société, des vestiges du passé subsistant dans le présent. Et ce n'est point d'une façon arbitraire que Marx a inséré dans le communisme une parcelle du droit « bourgeois » ; il n'a fait que constater ce qui, économiquement et politiquement, est inévitable dans une société issue *des flancs* du capitalisme.

La démocratie a une importance énorme dans la lutte que la classe ouvrière mène contre les capitalistes pour son affranchissement. Mais la démocratie n'est nullement une limite que l'on ne saurait franchir ; elle n'est qu'une étape sur la route de la féodalité au capitalisme et du capitalisme au communisme.

Démocratie veut dire égalité. On conçoit la portée immense qui s'attache à la lutte du prolétariat pour l'égalité et au mot d'ordre d'égalité, à condition de comprendre ce

dernier exactement, dans le sens de la suppression des *classes*. Mais démocratie signifie seulement égalité *formelle*. Et, dès que sera réalisée l'égalité de tous les membres de la société *par rapport* à la possession des moyens de production, c'est-à-dire l'égalité du travail, l'égalité du salaire, on verra se dresser inévitablement devant l'humanité la question d'un nouveau progrès à accomplir pour passer de l'égalité formelle à l'égalité réelle, c'est-à-dire à la réalisation du principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. » Par quelles étapes, par quelles mesures pratiques l'humanité s'acheminera-t-elle vers ce but suprême, nous ne le savons ni ne pouvons le savoir. Mais ce qui importe, c'est de voir l'immense mensonge contenu dans l'idée bourgeoise courante suivant laquelle le socialisme est quelque chose de mort, de figé, de donné une fois pour toutes, alors qu'en réalité c'est *seulement* avec le socialisme que commencera dans tous les domaines de la vie sociale et privée un mouvement de progression rapide, effectif, ayant véritablement un caractère de masse et auquel participera d'abord la *majorité*, puis la totalité de la population.

La démocratie est une forme de l'Etat, une de ses variétés. Elle est donc, comme tout Etat, l'application organisée, systématique, de la contrainte aux hommes. Ceci, d'une part. Mais, d'autre part, elle signifie la reconnaissance officielle de l'égalité entre les citoyens, du droit égal pour tous de déterminer la forme de l'Etat et de l'administrer. Il s'ensuit donc qu'à un certain degré de son développement, la démocratie, tout d'abord, unit le prolétariat, la classe révolutionnaire anticapitaliste, et lui permet de briser, de réduire en miettes, de faire disparaître de la surface de la terre la machine d'Etat bourgeoise, fût-elle bourgeoise républicaine, l'armée permanente, la police, la bureaucratie, et de les remplacer par une machine d'Etat *plus* démocratique, mais qui n'en reste pas moins une machine d'Etat, sous la forme des masses ouvrières armées, puis, progressivement, du peuple entier participant à la milice.

Ici, « la quantité se change en qualité » : parvenu à *ce* degré, le démocratisme sort du cadre de la société bourgeoise et commence à évoluer vers le socialisme. Si *tous*

participent réellement à la gestion de l'Etat, le capitalisme ne peut plus se maintenir. Et le développement du capitalisme crée, à son tour, les *prémisses* nécessaires pour que « tous » *puissent* réellement participer à la gestion de l'Etat. Ces prémisses sont, entre autres, l'instruction générale déjà réalisée par plusieurs des pays capitalistes les plus avancés, puis « l'éducation et la formation à la discipline » de millions d'ouvriers par l'appareil socialisé, énorme et complexe, de la poste, des chemins de fer, des grandes usines, du gros commerce, des banques, etc., etc.

Avec de telles prémisses *économiques*, on peut fort bien, après avoir renversé les capitalistes et les fonctionnaires, les remplacer aussitôt, du jour au lendemain, pour le *contrôle* de la production et de la répartition, pour l'*enregistrement* du travail et des produits, par les ouvriers armés, par le peuple armé tout entier. (Il ne faut pas confondre la question du contrôle et de l'enregistrement avec celle du personnel possédant une formation scientifique, qui comprend les ingénieurs, les agronomes, etc. : ces messieurs, qui travaillent aujourd'hui sous les ordres des capitalistes, travailleront mieux encore demain sous les ordres des ouvriers armés.)

Enregistrement et contrôle, tel est *l'essentiel*, et pour la « mise en route » et pour le fonctionnement régulier de la société communiste dans sa *première phase*. Ici, *tous* les citoyens se transforment en employés salariés de l'Etat constitué par les ouvriers armés. *Tous* les citoyens deviennent les employés et les ouvriers *d'un seul* « cartel » du peuple entier, de l'Etat. Le tout est d'obtenir qu'ils fournissent un effort égal, observent exactement la mesure de travail et reçoivent un salaire égal. L'enregistrement et le contrôle dans ce domaine ont été *simplifiés* à l'extrême par le capitalisme, qui les a réduits aux opérations les plus simples de surveillance et d'inscription et à la délivrance de reçus correspondants, toutes choses à la portée de quiconque sait lire et écrire et connaît les quatre règles d'arithmétique *.

* Quand l'Etat réduit ses fonctions essentielles à un semblable enregistrement et à un contrôle de ce genre effectués par les ouvriers eux-mêmes, il cesse d'être un « Etat politique » ; les « fonctions publiques perdent leur caractère politique et se transforment en de simples fonctions administratives ». (Voir plus haut, ch. IV, § 2 : « La polémique d'Engels avec les anarchistes ».)

Quand la *majorité* du peuple procédera par elle-même et partout à cet enregistrement, à ce contrôle des capitalistes (transformés désormais en employés) et de messieurs les intellectuels qui auront conservé leurs pratiques capitalistes, alors ce contrôle sera vraiment universel, général, national et nul ne pourra s'y soustraire, de quelque manière que ce soit, « il n'y aura plus rien à faire ».

La société tout entière ne sera plus qu'un seul bureau et un seul atelier, avec égalité de travail et égalité de salaire.

Mais cette discipline « d'atelier » que le prolétariat, après avoir vaincu les capitalistes et renversé les exploiteurs étendra à toute la société, n'est nullement notre idéal ni notre but final ; c'est seulement un *échelon* nécessaire pour débarrasser radicalement la société des vilenies et des ignominies de l'exploitation capitaliste, *et assurer* la marche *continue* en avant.

Dès l'instant où tous les membres de la société, ou du moins leur immense majorité, ont appris à gérer *eux-mêmes* l'Etat, ont pris eux-mêmes l'affaire en main, « organisé » le contrôle sur l'infime minorité de capitalistes, sur les petits messieurs désireux de conserver leurs pratiques capitalistes et sur les ouvriers profondément corrompus par le capitalisme, dès cet instant, la nécessité de toute administration en général commence à disparaître. Plus la démocratie est complète, et plus proche est le moment où elle deviendra superflue. Plus démocratique est l'« Etat » constitué par les ouvriers armés et qui « n'est plus un Etat au sens propre », et plus vite commence à s'éteindre *tout* Etat.

En effet, quand *t o u s* auront appris à administrer et administreront effectivement eux-mêmes la production sociale, quand tous procéderont eux-mêmes à l'enregistrement et au contrôle des parasites, des fils à papa, des filous et autres « gardiens des traditions du capitalisme », — se soustraire à cet enregistrement et à ce contrôle exercés par le peuple entier sera à coup sûr d'une difficulté si incroyable et d'une si exceptionnelle rareté, cela entraînera vraisemblablement un châtiment si prompt et si rude (les ouvriers armés ont un sens pratique de la vie ; ils ne sont pas de petits intellectuels sentimentaux et ne permettront sû-

rement pas qu'on plaisante avec eux), que la *nécessité* d'observer les règles, simples mais essentielles, de toute société humaine deviendra très vite une *habitude*.

Alors s'ouvrira toute grande la porte qui permettra de passer de la première phase de la société communiste à sa phase supérieure et, par suite, à l'extinction complète de l'Etat.

CHAPITRE VI

L'AVILISSEMENT DU MARXISME PAR LES OPPORTUNISTES

La question de l'attitude de l'Etat envers la révolution sociale et de la révolution sociale envers l'Etat a très peu préoccupé les théoriciens et les publicistes les plus en vue de la IIe Internationale (1889-1914), comme du reste le problème de la révolution en général. Mais le plus caractéristique dans le développement graduel de l'opportunisme, qui a abouti à la faillite de la IIe Internationale en 1914 c'est que même quand ce problème se posait de front, *on s'appliquait à le tourner* ou on l'ignorait totalement.

D'une façon générale, on peut dire que la *tendance à éluder* la question de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'Etat, tendance avantageuse pour l'opportunisme qu'elle alimentait, a conduit à la *déformation* du marxisme et à son total avilissement.

Pour caractériser, ne fût-ce que brièvement, ce triste processus, considérons les théoriciens les plus en vue du marxisme : Plékhanov et Kautsky.

1. POLÉMIQUE DE PLÉKHANOV AVEC LES ANARCHISTES

Plékhanov a consacré à l'attitude de l'anarchisme envers le socialisme une brochure spéciale : *Anarchisme et Socialisme*, parue en allemand en 1894.

Plékhanov a réussi le tour de force de traiter ce thème en éludant complètement la question la plus actuelle, la plus brûlante et, politiquement, la plus essentielle dans la

lutte contre l'anarchisme, à savoir : l'attitude de la révolution envers l'Etat, et la question de l'Etat en général ! Sa brochure comprend deux parties : une partie historico-littéraire, renfermant une précieuse documentation sur l'évolution des idées de Stirner, de Proudhon, etc., l'autre, toute philistine, renferme des raisonnements du plus mauvais goût sur l'impossibilité de distinguer un anarchiste d'un bandit.

Cette combinaison de thèmes est archi-plaisante et archi-caractéristique de toute l'activité de Plékhanov à la veille de la révolution et pendant la période révolutionnaire en Russie. C'est bien ainsi que Plékhanov est apparu de 1905 à 1917 : mi-doctrinaire, mi-philistin, se traînant en politique à la remorque de la bourgeoisie.

On a vu que Marx et Engels, polémisant avec les anarchistes, ont mis surtout en relief, avec le plus grand soin, leurs propres vues sur l'attitude de la révolution à l'égard de l'Etat. Lorsqu'il publia en 1891 la *Critique du Programme de Gotha* de Marx, Engels écrivit : « Nous [c'est-à-dire Engels et Marx] étions à ce moment deux ans à peine après le congrès de La Haye de l'Internationale [148] [la première], en pleine bataille avec Bakounine et les anarchistes. »

Les anarchistes ont essayé de présenter précisément la Commune de Paris comme une chose, pour ainsi dire, « à eux », qui confirmait leur doctrine. Mais ils n'ont rien compris aux enseignements de la Commune, ni à l'analyse que Marx en a faite. Sur les questions politiques concrètes : faut-il *briser* la vieille machine d'Etat ? et *par quoi* la remplacer ? l'anarchisme n'a rien donné qui se rapproche, fût-ce approximativement, de la vérité.

Mais traiter du thème « anarchisme et socialisme » en éludant totalement la question de l'Etat, *sans remarquer* tout le développement du marxisme avant et après la Commune, c'était verser inévitablement dans l'opportunisme. Car ce qu'il faut surtout à l'opportunisme, c'est précisément que les deux questions que nous venons d'indiquer *ne soient pas* posées du tout. C'est *déjà* une victoire pour l'opportunisme.

2. POLÉMIQUE DE KAUTSKY AVEC LES OPPORTUNISTES

La littérature russe possède sans aucun doute infiniment plus de traductions des œuvres de Kautsky qu'aucune autre langue. Ce n'est pas sans raison que certains social-démocrates allemands disent en plaisantant que Kautsky est lu en Russie plus qu'en Allemagne. (Soit dit entre parenthèses, il y a, dans cette boutade, une vérité historique autrement plus profonde que ne le soupçonnent ceux qui l'ont lancée, à savoir : ayant réclamé en 1905 une quantité extrêmement élevée, sans précédent, des meilleures œuvres de la meilleure littérature social-démocrate du monde, et ayant reçu un nombre inusité dans les autres pays de traductions et d'éditions de ces œuvres, les ouvriers russes ont, pour ainsi dire, transplanté de la sorte à un rythme accéléré, sur le jeune sol de notre mouvement prolétarien, l'expérience considérable d'un pays voisin plus avancé.)

Kautsky est connu chez nous par son exposé populaire du marxisme, et surtout pour sa polémique contre les opportunistes, Bernstein en tête. Il est cependant un fait à peu près ignoré, mais que l'on ne saurait passer sous silence si l'on s'assigne pour tâche d'analyser la façon dont Kautsky a pu glisser vers cette confusion d'idées incroyablement honteuse et vers la défense du social-chauvinisme au cours de la grande crise de 1914-1915. Ce fait, c'est qu'avant de s'élever contre les représentants les plus en vue de l'opportunisme en France (Millerand et Jaurès) et en Allemagne (Bernstein), Kautsky avait manifesté de très grands flottements. La revue marxiste *Zaria* [149], qui parut de 1901 à 1902 à Stuttgart et qui défendait les idées prolétariennes révolutionnaires, avait dû *polémiser* avec Kautsky et traiter de « résolution-caoutchouc » la résolution bâtarde, évasive et conciliatrice à l'égard des opportunistes qu'il avait proposée au Congrès socialiste international de Paris en 1900 [150]. On a publié en Allemagne des lettres de Kautsky attestant de non moindres flottements avant son entrée en campagne contre Bernstein.

Chose infiniment plus grave encore : jusque dans sa polémique avec les opportunistes, dans sa manière de poser

et de traiter le problème, nous constatons maintenant, en étudiant *l'histoire* de la récente trahison de Kautsky envers le marxisme, une déviation constante vers l'opportunisme, précisément dans la question de l'Etat.

Prenons le premier ouvrage important de Kautsky contre l'opportunisme, son livre *Bernstein et le programme social-démocrate*. Kautsky réfute minutieusement Bernstein. Mais voici qui est caractéristique.

Dans ses *Prémisses du Socialisme*, œuvre qui l'a rendu célèbre à la manière d'Erostrate, Bernstein accuse le marxisme de « *blanquisme* » (accusation mille fois reprise depuis lors par les opportunistes et les bourgeois libéraux de Russie contre les représentants du marxisme révolutionnaire, les bolcheviks). Ici, Bernstein s'arrête spécialement sur *la Guerre civile en France* de Marx ; il tente, sans y réussir aucunement, comme on l'a vu, d'identifier le point de vue de Marx sur les enseignements de la Commune avec celui de Proudhon. Ce qui attire surtout l'attention de Bernstein, c'est la conclusion que Marx a soulignée dans la préface de 1872 au *Manifeste communiste*, et où il est dit : « La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat, toute prête, et de la faire fonctionner pour son propre compte. »

Cette formule « plaît » tellement à Bernstein qu'il la répète au moins trois fois dans son livre, en l'interprétant dans un sens tout à fait déformé, opportuniste.

Comme on l'a vu, Marx veut dire que la classe ouvrière doit *briser*, *démolir*, *faire sauter* (*Sprengung*, explosion, l'expression est d'Engels) toute la machine d'Etat. Or, d'après Bernstein, Marx aurait par ces mots mis en garde la classe ouvrière *contre* une ardeur trop révolutionnaire lors de la prise du pouvoir.

On ne saurait imaginer déformation plus grossière, plus scandaleuse, de la pensée de Marx.

Et comment Kautsky a-t-il procédé dans sa réfutation si minutieuse de cette « bernsteiniade » ?

Il s'est bien gardé d'analyser dans toute sa profondeur la déformation infligée sur ce point au marxisme par les opportunistes. Il a reproduit le passage cité plus haut de la préface d'Engels à *la Guerre civile* de Marx en affirmant que, d'après Marx, la classe ouvrière ne peut pas *se con-*

tenter de prendre la machine d'Etat *toute prête*, mais qu'en général elle *peut* s'en emparer, et il n'a rien dit de plus. Que Bernstein ait attribué à Marx *juste le contraire* de sa pensée véritable, et que dès 1852 Marx ait assigné à la révolution prolétarienne la tâche de « briser » la machine d'Etat, de tout cela Kautsky ne souffle mot.

Il en résulte que ce qui distingue foncièrement le marxisme de l'opportunisme dans la question des tâches de la révolution prolétarienne se trouve escamoté par Kautsky !

« Nous pouvons en toute tranquillité, écrit Kautsky « contre » Bernstein, laisser à l'avenir le soin de résoudre le problème de la dictature du prolétariat » (p. 172 de l'éd. allemande).

Ce n'est pas là une polémique *contre* Bernstein ; c'est, au fond, une *concession* à ce dernier, une capitulation devant l'opportunisme ; car, pour le moment, les opportunistes ne demandent rien d'autre que de « laisser en toute tranquillité à l'avenir » les questions capitales relatives aux tâches de la révolution prolétarienne.

De 1852 à 1891, durant quarante années, Marx et Engels ont enseigné au prolétariat qu'il doit briser la machine d'Etat. Et Kautsky, en 1899, devant la trahison totale du marxisme par les opportunistes sur ce point, *escamote* la question de savoir s'il faut briser cette machine, en lui substituant celle des formes concrètes de cette démolition ; il se retranche derrière cette « incontestable » (et stérile) vérité philistine, que nous ne pouvons connaître à l'avance ces formes concrètes !

Un abîme sépare Marx et Kautsky dans leur attitude envers la tâche du parti prolétarien, qui est de préparer la classe ouvrière à la révolution.

Prenons l'ouvrage suivant, plus mûri, de Kautsky, également consacré dans une notable mesure à la réfutation des erreurs de l'opportunisme. C'est sa brochure sur *la Révolution sociale*. L'auteur y a pris spécialement comme sujet les problèmes de la « révolution prolétarienne » et du « régime prolétarien ». Il apporte quantité d'idées très précieuses, mais il *omet* justement le problème de l'Etat. Dans cette brochure, il est partout question de la conquête du pouvoir d'Etat, sans plus ; c'est-à-dire que l'auteur a choi-

si une formule qui est une concession aux opportunistes, puisqu'elle *admet* la conquête du pouvoir *sans* la destruction de la machine d'Etat. Kautsky *ressuscite* en 1902 précisément ce qu'en 1872 Marx déclarait « périmé » dans le programme du *Manifeste communiste*.

La brochure consacre un chapitre particulier aux « formes et aux armes de la révolution sociale ». On y traite et de la grève politique de masse, et de la guerre civile, et des « instruments de domination d'un grand Etat moderne, tels que la bureaucratie et l'armée » ; mais pas un mot sur les enseignements que la Commune a déjà fournis aux ouvriers. Ce n'est certes pas par hasard qu'Engels mettait en garde les socialistes allemands, plus que quiconque, contre la vénération « superstitieuse » de l'État.

Kautsky présente la chose ainsi : le prolétariat victorieux « réalisera le programme démocratique » ; suit l'exposé des articles de ce programme. Quant à ce que 1871 a donné de nouveau touchant le remplacement de la démocratie bourgeoise par la démocratie prolétarienne, pas un mot. Kautsky se réfugie dans des banalités d'apparence « sérieuse », comme celle-ci :

> « Il va de soi que nous n'arriverons pas au pouvoir dans les conditions du régime actuel. La révolution elle-même suppose des luttes de longue haleine, d'une grande profondeur, qui auront eu le temps de modifier notre structure politique et sociale actuelle. »

Cela « va de soi » assurément, comme il est vrai aussi que les chevaux mangent de l'avoine et que la Volga se jette dans la mer Caspienne. Il est seulement à regretter qu'à l'aide d'une phrase creuse et ronflante sur la lutte « d'une grande profondeur », on *élude* une question vitale pour le prolétariat révolutionnaire, celle de savoir *en quoi* consiste la « profondeur » de *sa* révolution par rapport à l'Etat et à la démocratie, à la différence des révolutions antérieures, non prolétariennes.

En éludant cette question, Kautsky fait *en réalité* sur ce point capital une concession à l'opportunisme ; il lui déclare une guerre redoutable *en paroles*, souligne l'importance de l'« idée de révolution » (mais que peut bien valoir cette « idée » lorsqu'on a peur de propager parmi les ouvriers les enseignements concrets de la révolution ?), ou

bien il dit : « L'idéalisme révolutionnaire avant tout », ou bien il proclame qu'aujourd'hui les ouvriers anglais ne sont « guère plus que des petits bourgeois ».

« Dans la société socialiste, écrit Kautsky, peuvent coexister... Les formes les plus variées d'entreprises : bureaucratiques (? ?), trade-unionistes, coopératives, individuelles... il y a, par exemple, des entreprises qui ne peuvent pas se passer d'une organisation bureaucratique (?), tels les chemins de fer. Ici, l'organisation démocratique peut revêtir l'aspect suivant : les ouvriers éliraient des délégués, qui formeraient une sorte de Parlement ayant pour mission d'établir le régime du travail et de surveiller le fonctionnement de l'appareil bureaucratique. D'autres exploitations peuvent être confiées aux syndicats ouvriers ; d'autres encore peuvent être fondées sur le principe de la coopération » (pp. 148 et 115 de la trad. russe, publiée à Genève en 1903).

Cette façon de voir est erronée ; elle marque un recul par rapport aux éclaircissements que Marx et Engels donnaient entre 1870 et 1880, en s'inspirant des enseignements de la Commune.

En ce qui concerne la nécessité d'une organisation prétendument « bureaucratique », les chemins de fer ne se distinguent rigoureusement en rien de toutes les entreprises de la grande industrie mécanique en général, de n'importe quelle usine, d'un grand magasin, d'une grande exploitation agricole capitaliste. Dans toutes ces entreprises, la technique prescrit une discipline absolument rigoureuse, la plus grande ponctualité dans l'accomplissement de la part de travail assignée à chacun, sous peine d'arrêt de toute l'entreprise ou de détérioration des mécanismes, du produit fabriqué. Dans toutes ces entreprises, évidemment, les ouvriers « éliront des délégués qui formeront *une sorte de Parlement* ».

Mais le grand point ici, c'est que cette « sorte de Parlement » *ne* sera *pas* un Parlement dans le sens des institutions parlementaires bourgeoises. Le grand point ici, c'est que cette « sorte de Parlement » *ne* se contentera *pas* d'« établir le régime du travail et de surveiller le fonctionnement de l'appareil bureaucratique », comme se l'imagine Kautsky dont la pensée ne dépasse pas le cadre du parlementarisme bourgeois. Il est certain qu'en société socialiste une « sorte de Parlement » composé de députés ouvriers « établira le régime du travail et surveillera le fonction-

nement » de l'« appareil », *mais* cet appareil-là *ne sera pas* « bureaucratique ». Les ouvriers, après avoir conquis le pouvoir politique, briseront le vieil appareil bureaucratique, le démoliront jusqu'en ses fondements, n'en laisseront pas pierre sur pierre et le remplaceront par un nouvel appareil comprenant ces mêmes ouvriers et employés. Pour *empêcher* ceux-ci de devenir des bureaucrates, on prendra aussitôt des mesures minutieusement étudiées par Marx et Engels : 1. électivité, mais aussi révocabilité à tout moment : 2. un salaire qui ne sera pas supérieur à celui d'un ouvrier ; 3. adoption immédiate de mesures afin que *tous* remplissent des fonctions de contrôle et de surveillance, que *tous* deviennent pour un temps « bureaucrates » et que, de ce fait, *personne* ne puisse devenir « bureaucrate.

Kautsky n'a pas du tout réfléchi au sens de ces mots de Marx : « La Commune était non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois. »

Kautsky n'a absolument pas compris la différence entre le parlementarisme bourgeois — qui unit la démocratie (*pas pour le peuple*) à la bureaucratie (*contre le peuple*) — et le démocratisme prolétarien, qui prendra immédiatement des mesures pour couper le bureaucratisme à la racine et qui sera à même de les appliquer jusqu'au bout, jusqu'à la destruction complète du bureaucratisme, jusqu'à l'établissement complet d'une démocratie pour le peuple.

Kautsky a fait preuve ici, comme tant d'autres, d'un « respect superstitieux » envers l'Etat, d'une « vénération superstitieuse » du bureaucratisme.

Passons au dernier et meilleur ouvrage de Kautsky contre les opportunistes, à sa brochure *le Chemin du pouvoir* (il semble qu'elle n'ait pas été éditée en russe, car elle parut en 1909, au plus fort de la réaction en Russie). Cette brochure marque un grand progrès, puisqu'elle ne traite ni du programme révolutionnaire en général, comme la brochure de 1899 dirigée contre Bernstein, ni des tâches de la révolution sociale indépendamment de l'époque de son avènement, comme la brochure *la Révolution sociale* de 1902, mais des conditions concrètes qui nous obligent à reconnaître que l'« ère des révolutions » *commence*.

L'auteur parle explicitement de l'aggravation des contradictions de classe en général et de l'impérialisme, lequel joue à cet égard un rôle particulièrement important. Après la « période révolutionnaire de 1789 à 1871 » pour l'Europe occidentale, l'année 1905 inaugure une période analogue pour l'Est. La guerre mondiale approche avec une rapidité redoutable. « Il ne saurait plus être question, pour le prolétariat, d'une révolution prématurée. » « Nous sommes entrés dans la période révolutionnaire. » « L'ère révolutionnaire commence. »

Déclarations parfaitement claires. Cette brochure de Kautsky permet de comparer ce que la social-démocratie allemande *promettait d'être* avant la guerre impérialiste et jusqu'où elle est tombée (et Kautsky avec elle) après que la guerre eut éclaté. « La situation actuelle, écrivait Kautsky dans la brochure analysée, comporte un danger : c'est qu'on peut aisément nous prendre (nous, social-démocrates allemands) pour plus modérés que nous ne sommes en réalité. » Il est apparu que le Parti social-démocrate allemand était en réalité infiniment plus modéré et plus opportuniste qu'il ne le paraissait !

Il est d'autant plus caractéristique qu'après avoir proclamé si catégoriquement que l'ère des révolutions était ouverte, Kautsky, dans une brochure pourtant spécialement consacrée, comme il le dit lui-même, à l'analyse du problème de la « révolution *politique* », laisse de nouveau complètement de côté la question de l'Etat.

Toutes ces tentatives pour tourner la question, tous ces silences et réticences ont eu pour résultat inévitable ce ralliement complet à l'opportunisme dont nous allons parler ci-après.

La social-démocratie allemande semblait proclamer par la bouche de Kautsky : je garde mes conceptions révolutionnaires (1899) ; je reconnais notamment que la révolution sociale du prolétariat est inévitable (1902) ; je reconnais qu'une nouvelle ère de révolutions s'est ouverte (1909). Mais dès l'instant où se pose la question des tâches de la révolution prolétarienne à l'égard de l'Etat, j'opère un recul par rapport à ce que Marx disait déjà en 1852 (1912).

C'est ainsi que la question s'est posée de front lors de la polémique de Kautsky avec Pannekoek.

3. POLÉMIQUE DE KAUTSKY AVEC PANNEKOEK

Pannekoek, adversaire de Kautsky, était l'un des représentants de la tendance « radicale de gauche », qui comptait dans ses rangs Rosa Luxembourg, Karl Radek, d'autres encore. Préconisant la tactique révolutionnaire, ils s'accordaient à reconnaître que Kautsky adoptait une position « centriste », dénuée de principes, et oscillait entre le marxisme et l'opportunisme. La justesse de cette appréciation a été pleinement démontrée par la guerre, lorsque la tendance dite « du centre » (appelée à tort marxiste) ou « kautskiste », s'est révélée dans toute sa hideuse indigence.

Dans son article « L'action de masse et la révolution » (*Neue Zeit*, 1912, XXX, 2), qui traite, entre autres, du problème de l'Etat, Pannekoek définissait la position de Kautsky comme un « radicalisme passif », comme une « théorie de l'attente inactive ». « Kautsky ne veut pas voir le processus de la révolution » (p. 616). En posant ainsi la question, Pannekoek a abordé le sujet qui nous intéresse : les tâches de la révolution prolétarienne à l'égard de l'Etat.

« La lutte du prolétariat, écrivait-il, n'est pas simplement une lutte contre la bourgeoisie *pour* le pouvoir d'Etat ; c'est aussi une lutte *contre* le pouvoir d'Etat... La révolution prolétarienne consiste à anéantir les instruments de la force de l'Etat et à les éliminer (*Auflösung*, littéralement : dissoudre) par les instruments de la force du prolétariat... La lutte ne cesse qu'au moment où le résultat final est atteint, au moment où l'organisation d'Etat est complètement détruite. L'organisation de la majorité prouve sa supériorité en anéantissant l'organisation de la minorité dominante » (p. 548).

La formule dont Pannekoek a revêtu sa pensée souffre de très graves défauts. Néanmoins, l'idée est claire, et il est intéressant de voir *comment* Kautsky a cherché à la réfuter.

« Jusqu'ici, a-t-il écrit, l'opposition entre les social-démocrates et les anarchistes consistait en ce que les premiers voulaient conquérir le pouvoir d'Etat, et les seconds le détruire. Pannekoek veut l'un et l'autre » (p. 724).

L'exposé de Pannekoek manque de clarté et de précision (sans compter les autres défauts de son article, qui ne se rapportent pas au sujet traité) ; mais Kautsky a pris la question de *principe* soulevée par Pannekoek et, *dans cette*

question de principe capitale, il abandonne tout à fait les positions du marxisme pour passer entièrement à l'opportunisme. La distinction qu'il établit entre social-démocrates et anarchistes est complètement erronée ; le marxisme est définitivement dénaturé et avili.

Voici ce qui distingue les marxistes des anarchistes : 1° les premiers, tout en se proposant de supprimer complètement l'Etat, ne croient la chose réalisable qu'après la suppression des classes par la révolution socialiste, comme résultat de l'instauration du socialisme qui mène à la disparition de l'Etat ; les seconds veulent la suppression complète de l'Etat du jour au lendemain, sans comprendre les conditions qui la rendent possible. 2° Les premiers proclament la nécessité pour le prolétariat, après qu'il aura conquis le pouvoir politique, de détruire entièrement la vieille machine d'Etat et de la remplacer par une nouvelle, qui consiste dans l'organisation des ouvriers armés, sur le modèle de la Commune ; les seconds, tout en plaidant pour la destruction de la machine d'Etat, ne se représentent que très confusément *par quoi* le prolétariat la remplacera et *comment* il usera du pouvoir révolutionnaire ; les anarchistes vont jusqu'à repousser l'utilisation du pouvoir d'Etat par le prolétariat révolutionnaire, jusqu'à repousser la dictature révolutionnaire. 3° Les premiers veulent que le prolétariat se prépare à la révolution en utilisant l'Etat moderne ; les anarchistes sont contre cette façon de faire.

Dans cette discussion, c'est Pannekoek qui représente le marxisme contre Kautsky, car Marx a précisément enseigné que le prolétariat ne peut pas se contenter de conquérir le pouvoir d'Etat (en ce sens que le vieil appareil d'Etat ne doit pas passer simplement en d'autres mains), mais qu'il doit briser, démolir cet appareil et le remplacer par un nouveau.

Kautsky abandonne le marxisme pour l'opportunisme, car il escamote tout à fait précisément cette destruction de la machine d'Etat, absolument inacceptable pour les opportunistes, et laisse ainsi à ces derniers une échappatoire qui leur permet d'interpréter la « conquête » comme une simple acquisition de la majorité.

Afin de dissimuler cette déformation du marxisme, Kautsky agit en bon glossateur : il y va d'une « citation » de

Marx lui-même. Marx affirmait en 1850 la nécessité d'une « centralisation résolue de la force entre les mains de l'Etat ». Et Kautsky de triompher : Pannekoek ne voudrait-il pas détruire le « centralisme » ?

Simple tour de passe-passe, qui rappelle celui de Bernstein identifiant le marxisme et le proudhonisme dans leurs vues sur la fédération considérée comme préférable au centralisme.

La « citation » de Kautsky vient comme des cheveux sur la soupe. Le centralisme est possible avec la vieille machine d'Etat comme avec la nouvelle. Si les ouvriers unissent librement leurs forces armées, ce sera du centralisme, mais celui-ci reposera sur la « destruction complète » de l'appareil d'Etat centraliste, de l'armée permanente, de la police, de la bureaucratie. Kautsky agit d'une façon tout à fait malhonnête en éludant les considérations bien connues de Marx et d'Engels sur la Commune pour aller déterrer une citation qui n'a rien à avoir avec la question.

« ... Peut-être Pannekoek voudrait-il supprimer les fonctions publiques des fonctionnaires ? poursuit Kautsky. Mais nous ne nous passons de fonctionnaires ni dans l'organisation du parti ni dans celle des syndicats, sans parler des administrations de l'Etat. Notre programme demande non pas la suppression des fonctionnaires de l'Etat, mais leur élection par le peuple... Il s'agit maintenant chez nous non de savoir quelle forme revêtira l'appareil administratif dans l'« Etat futur », mais de savoir si notre lutte politique détruira (*auflöst*, littéralement : dissoudra) le pouvoir de l'Etat, *avant que nous l'ayons conquis* (souligné par Kautsky). Quel est le ministère avec ses fonctionnaires qui pourrait être détruit ? (Il énumère les ministères de l'Instruction publique, de la Justice, des Finances, de la Guerre.) Non, pas un des ministères actuels ne sera supprimé par notre lutte politique contre le gouvernement... Je le répète, pour éviter les malentendus : il ne s'agit pas de savoir quelle forme la social-démocratie victorieuse donnera à l'« Etat futur », il s'agit de savoir comment notre opposition transformera l'Etat actuel » (p. 725).

C'est là un véritable escamotage. Pannekoek posait le problème précis de la *révolution*. Le titre de son article et les passages cités le disent clairement. En sautant à la question de l'« opposition », Kautsky ne fait que substituer au point de vue révolutionnaire le point de vue opportuniste. Son raisonnement se ramène à ceci : maintenant, op-

position ; *après* la conquête du pouvoir, on avisera. *La révolution disparaît* ! C'est exactement ce que demandaient les opportunistes.

Il ne s'agit ni de l'opposition, ni de la lutte politique en général, mais précisément de la *révolution*. La révolution consiste en ceci : le prolétariat *détruit* l' « appareil administratif » et l'appareil d'Etat *tout entier* pour le remplacer par un nouveau, qui est constitué par les ouvriers armés. Kautsky montre une « vénération superstitieuse » pour les « ministères » ; mais pourquoi ne pourraient-ils pas être remplacés, mettons par des commissions de spécialistes auprès des Soviets souverains et tout-puissants de députés ouvriers et soldats ?

L'essentiel n'est point de savoir si les « ministères » subsisteront ou s'ils seront remplacés par des « commissions de spécialistes », ou par d'autres organismes : cela n'a absolument aucune importance. L'essentiel est de savoir si la vieille machine d'Etat (liée à la bourgeoisie par des milliers d'attaches et toute pénétrée de routine et de conservatisme) sera maintenue ou si elle sera *détruite* et remplacée par une *nouvelle*. La révolution ne doit pas aboutir à ce que la classe nouvelle commande et gouverne à l'aide de la *vieille* machine d'Etat, mais à ceci, qu'après l'avoir *brisée*, elle commande et gouverne à l'aide d'une machine *nouvelle* : c'est cette idée *fondamentale* du marxisme que Kautsky escamote ou qu'il n'a absolument pas comprise.

Sa question relative aux fonctionnaires montre de toute évidence qu'il n'a compris ni les enseignements de la Commune ni la doctrine de Marx. « Nous ne nous passons de fonctionnaires ni dans l'organisation du parti ni dans celle des syndicats...»

Nous ne nous passons pas de fonctionnaires *en régime capitaliste*, sous la *domination de la bourgeoisie*. Le prolétariat est opprimé, les masses laborieuses sont asservies par le capitalisme. En régime capitaliste, la démocratie est rétrécie, comprimée, tronquée, mutilée par cette ambiance que créent l'esclavage salarié, le besoin et la misère des masses. C'est pour cette raison, et seulement pour cette raison, que dans nos organisations politiques et syndicales les fonctionnaires sont corrompus (ou plus exactement ont tendance à l'être) par l'ambiance capitaliste et manifestent une ten-

dance à se transformer en bureaucrates, c'est-à-dire en personnages privilégiés, coupés des masses et placés *au-dessus* d'elles.

Là est l'*essence* du bureaucratisme. Et tant que les capitalistes n'auront pas été expropriés, tant que la bourgeoisie n'aura pas été renversée, une certaine « bureaucratisation » des fonctionnaires du prolétariat *eux-mêmes* est inévitable.

Kautsky dit en somme ceci : puisqu'il subsistera des employés publics élus, il y aura donc aussi en régime socialiste des fonctionnaires et une bureaucratie ! C'est précisément ce qui est faux. Précisément par l'exemple de la Commune, Marx a montré que les titulaires des fonctions publiques cessent, en régime socialiste, d'être des « bureaucrates » des « fonctionnaires » *au fur et à mesure* que, *sans parler* de leur électivité, on établit *en outre* leur révocabilité à tout moment, qu'on réduit *en outre* leur traitement à un salaire moyen d'ouvrier, et *qu'en plus* on remplace les organismes parlementaires par des corps « agissants », « exécutifs et législatifs à la fois ».

Au fond, toute l'argumentation de Kautsky contre Pannekoek, et surtout cet argument admirable que dans les organisations syndicales, pas plus que dans celles du parti, nous ne pouvons nous passer de fonctionnaires, attestent que Kautsky reprend les vieux « arguments » de Bernstein contre le marxisme en général. Dans son livre de renégat *Les Prémisses du Socialisme*, Bernstein part en guerre contre l'idée de démocratie « primitive », contre ce qu'il appelle le « démocratisme doctrinaire » : mandats impératifs, fonctionnaires non rétribués, représentation centrale sans pouvoirs, etc. Afin de prouver la carence de cette démocratie « primitive », Bernstein invoque l'expérience des trade-unions anglaises, interprétée par les époux Webb [151]. Au cours des soixante-dix années de leur développement, les trade-unions, qui auraient soi-disant évolué « en pleine liberté » (p. 137 de l'éd. allemande), se seraient convaincues de l'inefficacité de la démocratie primitive et l'auraient remplacée par l'habituel parlementarisme allié au bureaucratisme.

En fait les trade-unions n'ont pas évolué « en pleine liberté » *mais en plein esclavage capitaliste*, où, certes,

l'on « ne saurait éviter » les concessions au mal régnant, à la violence, au mensonge, à l'élimination des pauvres de l'administration « supérieure ». En régime socialiste, bien des aspects de la démocratie « primitive » revivront nécessairement , car, pour la première fois dans l'histoire des sociétés civilisées, la *masse* de la population se haussera à une participation *autonome*, non seulement aux votes et aux élections, *mais encore à l'administration journalière*. En régime socialiste, *tout le monde* gouvernera à tour de rôle et s'habituera vite à ce que personne ne gouverne.

Avec son génial esprit d'analyse et de critique, Marx a vu dans les mesures pratiques de la Commune ce *tournant* que craignent tant et ne veulent pas reconnaître les opportunistes, par lâcheté et parce qu'ils se refusent à rompre définitivement avec la bourgeoisie ; que ne veulent pas voir les anarchistes, soit qu'ils se hâtent trop, soit qu'en général ils ne comprennent pas les conditions dans lesquelles s'opèrent les grandes transformations sociales. « Il ne faut même pas songer à détruire la vieille machine d'Etat : comment pourrions-nous nous passer des ministères et des fonctionnaires ? » raisonne l'opportuniste imbu de philistinisme et qui, au fond, loin de croire à la révolution et à sa puissance créatrice, en a une peur mortelle (comme en ont peur nos mencheviks et nos socialistes-révolutionnaires).

« Il faut penser *uniquement* à la destruction de la vieille machine d'Etat ; inutile d'approfondir les enseignements *concrets* des révolutions prolétariennes antérieures, et d'analyser *par quoi* et *comment* remplacer ce que l'on détruit », raisonne l'anarchiste (le meilleur des anarchistes, naturellement, et non celui qui, à la suite des Kropotkine et consorts, se traîne derrière la bourgeoisie) ; c'est pourquoi l'anarchiste en arrive à la tactique du *désespoir*, et non à une activité révolutionnaire concrète intrépide, mais qui tient compte en même temps des conditions pratiques du mouvement des masses.

Marx nous apprend à éviter ces deux erreurs : il nous apprend à faire preuve de la plus grande audace dans la destruction totale de la vieille machine d'Etat ; il nous enseigne d'autre part à poser le problème d'une façon concrète : la Commune a pu, en quelques semaines, *commencer* à cons-

truire une machine d'Etat *nouvelle*, prolétarienne, procédant de telle et telle façon, en prenant les mesures précitées tendant à assurer une plus grande démocratie et à extirper le bureaucratisme. Apprenons donc des Communards l'audace révolutionnaire, tâchons de voir dans leurs mesures pratiques une *esquisse* des mesures pratiquement urgentes et immédiatement réalisables ; c'est ainsi que nous parviendrons, *en suivant cette voie*, à détruire complètement le bureaucratisme.

Ce qui garantit la possibilité de cette destruction, c'est que le socialisme réduira la journée de travail, élèvera les *masses* à une vie nouvelle, placera la *majeure partie* de la population dans des conditions permettant à *t o u s*, sans exception, de remplir les « fonctions publiques ». Et c'est ce qui conduira à l'*extinction complète* de tout Etat en général.

« ... Le rôle de la grève de masse, poursuit Kautsky, ne peut jamais être de *détruire* le pouvoir d'Etat, mais seulement d'amener le gouvernement à des concessions sur une question donnée, ou de remplacer un gouvernement hostile au prolétariat par un gouvernement allant au-devant (*entgegenkommende*) des besoins du prolétariat... Mais jamais et en aucun cas, cela (c'est-à-dire la victoire du prolétariat sur le gouvernement hostile) ne peut mener à la *destruction* du pouvoir d'Etat ; il ne peut en résulter qu'un certain *déplacement* (*Verschiebung*) du rapport des forces *à l'intérieur du pouvoir d'Etat*... Le but de notre lutte politique reste donc, comme par le passé, la conquête du pouvoir d'Etat par l'acquisition de la majorité au parlement et la transformation de ce dernier en maître du gouvernement » (pp. 726, 727, 732).

Voilà bien l'opportunisme le plus pur et le plus plat ; c'est renoncer en fait à la révolution tout en la reconnaissant en paroles. La pensée de Kautsky ne va pas au-delà d'un « gouvernement allant au-devant des besoins du prolétariat », c'est un pas en arrière vers le philistinisme par rapport à 1847, quand le *Manifeste communiste* proclamait « l'organisation du prolétariat en classe dominante ».

Kautsky en sera réduit à réaliser l'« unité » qu'il chérit avec les Scheidemann, les Plékhanov, les Vandervelde, tous unanimes à lutter pour un gouvernement « allant au-devant des besoins du prolétariat ».

Quant à nous, nous romprons avec ces renégats du socialisme et lutterons pour la destruction de toute la vieille machine d'Etat, afin que le prolétariat armé *devienne* lui-même le *gouvernement*. Ce sont « deux grandes différences ».

Kautsky restera dans l'agréable compagnie des Legien et des David, des Plékhanov, des Potressov, des Tsérétéli et des Tchernov, qui ne demandent pas mieux que de lutter pour un « déplacement du rapport des forces à l'intérieur du pouvoir d'Etat », pour « l'acquisition de la majorité au Parlement et la transformation de ce dernier en maître absolu du gouvernement », but des plus nobles où tout peut être accepté par les opportunistes, où rien ne sort du cadre de la république bourgeoise parlementaire.

Quant à nous, nous romprons avec les opportunistes ; et le prolétariat conscient sera tout entier avec nous dans la lutte, non pour un « déplacement du rapport des forces », mais pour le *renversement de la bourgeoisie*, pour la *destruction* du parlementarisme bourgeois, pour une république démocratique du type de la Commune ou une république des Soviets des députés ouvriers et soldats, pour la dictature révolutionnaire du prolétariat.

* *
*

Le socialisme international comprend des courants qui se situent plus à droite que celui de Kautsky : *les Cahiers socialistes mensuels* [152] en Allemagne (Legien, David, Kolbe et bien d'autres, y compris les Scandinaves Stauning et Branting) ; les jauressistes et Vandervelde en France et en Belgique ; Turati, Trèves et les autres représentants de l'aile droite du parti italien ; les fabiens et les « indépendants » (l'«Independent Labour Party » qui, en réalité, fut toujours sous la dépendance des libéraux) en Angleterre, etc. Tous ces messieurs, qui jouent un rôle considérable et très souvent prépondérant dans l'activité parlementaire et dans les publications du parti, rejettent ouvertement la dictature du prolétariat et pratiquent un opportunisme non déguisé. Pour ces messieurs, la « dictature » du prolétariat « contredit » la démocratie ! ! Au fond, rien de sérieux ne les différencie des démocrates petits-bourgeois.

Dès lors, nous sommes en droit de conclure que la IIe Internationale, dans l'immense majorité de ses représentants officiels, a entièrement versé dans l'opportunisme. L'expérience de la Commune a été non seulement oubliée, mais dénaturée. Loin d'inculquer aux masses ouvrières la conviction que le moment approche où il leur faudra agir et briser la vieille machine d'Etat en la remplaçant par une nouvelle et en faisant ainsi de leur domination politique la base de la transformation socialiste de la société, — on leur suggérait tout le contraire, et la « conquête du pouvoir » était présentée de telle façon que mille brèches restaient ouvertes à l'opportunisme.

La déformation et la conjuration du silence autour du problème de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'Etat ne pouvaient manquer de jouer un rôle considérable au moment où les Etats, pourvus d'un appareil militaire renforcé par suite de la compétition impérialiste, sont devenus des monstres belliqueux exterminant des millions d'hommes afin de décider qui, de l'Angleterre ou de l'Allemagne, du capital financier anglais ou du capital financier allemand, régnera sur le monde *.

---

* Le manuscrit porte ensuite :

CHAPITRE VII

L'EXPÉRIENCE DES RÉVOLUTIONS RUSSES DE 1905 ET 1917

Le sujet indiqué dans le titre de ce chapitre est si vaste qu'on pourrait et devrait lui consacrer des volumes. Dans la présente brochure, il nous faudra naturellement nous borner aux leçons les plus importantes de l'expérience acquise, qui concernent directement les tâches du prolétariat à l'égard du pouvoir d'Etat au cours de la révolution. (Ici s'arrête le manuscrit. -*N.R.*)

POSTFACE DE LA PREMIÈRE ÉDITION

La présente brochure a été rédigée en août et en septembre 1917. J'avais déjà arrêté le plan du chapitre suivant, le VII[e] : « L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917 ». Mais, en dehors du titre, je n'ai pas eu le temps d'écrire une seule ligne de ce chapitre, « empêché » que je fus par la crise politique qui a marqué la veille de la Révolution d'Octobre 1917. On ne peut que se réjouir d'un tel « empêchement ». Mais le second fascicule de cette brochure (consacrée à l'« Expérience des révolutions russes de 1905 et 1917 ») devra sans doute être remis à beaucoup plus tard ; il est plus agréable et plus utile de faire l'« expérience d'une révolution » que d'écrire à son sujet.

L'auteur

Petrograd.
30 novembre 1917.

NOTES

1. *Le premier Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie* eut lieu à Petrograd du 3 au 24 juin (du 16 juin au 7 juillet) 1917. Plus de mille délégués y assistèrent. Les bolcheviks qui, à cette époque, étaient en minorité dans les Soviets, avaient 105 délégués. La majorité appartenait aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks. A l'ordre de jour figuraient les questions suivantes : l'attitude à l'égard du Gouvernement provisoire, la guerre, la préparation à l'Assemblée constituante, etc. Lénine prononça au Congrès deux discours : sur l'attitude à l'égard du Gouvernement provisoire et sur la guerre. Sur toutes les questions fondamentales, les bolcheviks proposèrent leurs propres résolutions. Ils dénonçaient le caractère impérialiste de la guerre, la funeste politique de conciliation avec la bourgeoisie et exigeaient la remise de tout le pouvoir aux Soviets. Dans ses décisions, le Congrès s'affirma en faveur du soutien du Gouvernement provisoire, approuva la préparation par celui-ci d'une offensive des troupes russes sur le front et se prononça contre le passage du pouvoir aux Soviets. — p. 9

2. *Le premier gouvernement de coalition* fut formé le 5 (18) mai 1917, sa composition rendue publique le 6 (19) mai. En firent partie, à côté des représentants de la bourgeoisie, les socialistes-révolutionnaires Kérenski et Tchernov, un apparenté Péréverzev, les mencheviks Skobélév et Tsérétéli, et le « socialiste-populiste » Péchékhonov. — P. 12

3. *Le gouvernement provisoire* fut constitué le 2 (15) mars 1917 suivant l'accord conclu entre le Comité provisoire de la Douma d'Etat et les leaders s.-r.mencheviques du Conseil exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd. La composition du gouvernement fut la suivante : prince G. Lvov (président du Conseil des Ministres et ministre de l'Intérieur), P. Milioukov, leader des cadets (ministre des Affaires étrangères), A. Goutchkov, leader des Octobristes (ministre de la Guerre et provisoirement de la Marine), d'autres représentants de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers et le troudovik A. Kérenski (ministre de la Justice). — P. 13

4. « *Rabotchaïa Gazéta* » [le Journal ouvrier], organe central des mencheviks ; parut quotidiennement du 7 (20) mars au 30

novembre (13) décembre 1917. A partir du 30 août (12 septembre) devint l'organe du C.C. menchevique. Le journal soutenait le Gouvernement provisoire et combattait le parti bolchevique dirigé par Lénine. Il accueillit avec hostilité la Révolution socialiste d'Octobre et l'instauration du pouvoir soviétique. — P. 14

5. Voir la lettre d'Engels à Sorge datée du 29 novembre 1886. — P. 14.

6. Lénine fait allusion aux décisions de la Septième Conférence du P.O.S.D.(b) de Russie (conférence d'Avril), qui se tint à Petrograd du 24 au 29 avril (7-12 mai) 1917 (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et des sessions plénières du Comité central*, 1re partie, 1954, pp. 332-353). — P. 15

7. *Liakhov*, colonel de l'armée tsariste ; il commanda les troupes russes qui, en 1908, écrasèrent la révolution bourgeoise en Perse. Parlant de la politique de Liakhov, Lénine fait allusion à l'écrasement par le gouvernement tsariste du mouvement révolutionnaire et du mouvement de libération nationale. — P. 16

8. *Cadets*, membres du parti constitutionnel-démocrate, principal parti de la bourgeoisie monarchiste libérale en Russie. Le parti fut fondé en octobre 1905 ; il comprenait des représentants de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers venus des zemstvos et des intellectuels bourgeois. Milioukov, Mouromtsev, Maklakov, Chingarev, Strouvé, Roditchev étaient parmi leurs chefs de file. Par la suite, les cadets devinrent le parti de la bourgeoisie impérialiste. Pendant la première guerre mondiale, ils soutinrent activement la politique extérieure annexionniste du gouvernement du tsar. Au cours de la révolution de février, ils essayèrent de sauver la monarchie.

   Après la victoire de la Révolution d'Octobre, les cadets furent des ennemis irréconciliables du pouvoir soviétique, prenant part à toutes les interventions contre-révolutionnaires et campagnes des interventionnistes. Ils ne cessèrent pas leur activité contre-révolutionnaire dans l'émigration, après la défaite des interventionnistes et des gardes blancs. — P. 17

9. *Les Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd*, quotidien qui parut à partir du 28 février (13 mars) 1917.

   Après la formation, au 1er Congrès des Soviets de Russie, du Comité Exécutif Central des Soviets des députés ouvriers et soldats, le journal devint l'organe du Comité à partir du 1er (14) août 1917 (n° 132) parut sous le titre d'*Izvestia du Comité Exécutif Central et du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd*. A partir du 29 septembre (12 octobre) (n° 184) il prend le titre d'*Izvestia du Comité Exécutif Central du Soviet des députés ouvriers et soldats*. Durant toute cette période le journal se trouva aux mains des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et mena une lutte acharnée contre le parti bolchevique.

Après le IIe Congrès des Soviets de Russie la composition du comité de rédaction des *Izvestia* fut profondément modifiée, le journal devint l'organe officiel du pouvoir soviétique ; il publia les premiers documents importants du gouvernement des articles et des discours de Lénine. En mars 1918, le journal fut transféré à Moscou. En décembre 1922, après la formation de l'U.R.S.S., le journal devint l'organe du Comité Exécutif Central de l'U.R.S.S. et du Comité Exécutif Central de Russie. A la suite d'une décision du Présidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S. en date du 24 janvier 1938, le journal fut réorganisé, et depuis le 26 janvier 1938 il paraît sous le titre d'*Izvestia des Soviets des députés des travailleurs.* — P. 17

10. *Le premier Congrès des députés paysans de Russie* s'est tenu à Petrograd du 4 au 28 mai (du 17 mai au 10 juin) 1917. 1 115 délégués des provinces et des unités de l'armée y assistèrent. Les bolcheviks prirent une part active aux travaux du congrès, dénonçant la politique impérialiste du Gouvernement provisoire bourgeois et l'esprit de conciliation des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Lénine intervint sur la question agraire. Il réclama la confiscation immédiate des terres des grands propriétaires fonciers et leur remise aux comités paysans, ainsi que la nationalisation de toutes les terres du pays. L'emprise des socialistes-révolutionnaires détermina le caractère des décisions du congrès. Celui-ci approuva la politique du Gouvernement provisoire bourgeois et l'entrée des « socialistes » dans ce gouvernement : il s'affirma aussi partisan de la continuation de la guerre « jusqu'à la victoire finale » et de l'offensive sur le front qui était en cours de préparation. Il se prononça contre la remise immédiate des terres des grands propriétaires fonciers aux paysans et décida de renvoyer le règlement de la question agraire à l'Assemblée constituante. — P. 17

11. « *Novaïa Jizn* » [La Vie nouvelle], quotidien d'orientation menchevique, organe du groupe des social-démocrates dits « internationalistes ». Ce groupe rassemblait les mencheviks partisans de Martov et des intellectuels isolés de tendance semi-menchevique. Le groupe *Novaïa Jizn* oscillait constamment entre les conciliateurs et les bolcheviks.

Le journal parut à Petrograd à partir d'avril 1917 ; après la Révolution d'Octobre, il adopta une attitude hostile au pouvoir soviétique et fut interdit en juillet 1918. — P. 18

12. Il s'agit du passeport délivré par le gouvernement anglais au dirigeant du Parti ouvrier indépendant Ramsay MacDonald, qui se rendait en Russie sur l'invitation du Comité Exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd. Son voyage fut empêché par l'Union des marins anglais qui refusèrent de conduire la navire sur lequel embarquait MacDonald. — P. 19

13. L'*Appel du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd « Aux peuples du monde entier »* fut adopté par le Soviet le 14

(27) mars 1917 et publié le lendemain dans les grands journaux. Les chefs socialistes-révolutionnaires et mencheviques avaient été contraints de l'adopter sous la pression des masses révolutionnaires qui réclamaient la fin de la guerre.

Le message appelait les travailleurs des pays belligérants à manifester en faveur de la paix. Toutefois il ne dénonçait pas le caractère annexionniste de la guerre, ne formulait aucune mesure pratique de lutte pour la paix et approuvait, au fond, la continuation de la guerre impérialiste par le Gouvernement provisoire bourgeois. — P. 20.

14. En juin 1917, l'Italie occupa l'Albanie, promulgant une indépendance nominale qui était en fait un protectorat.

Sous la pression de l'Angleterre et de la France un coup d'Etat eut lieu en Grèce. Etablissant le blocus économique, qui causa dans ce pays une famine effroyable, occupant un important territoire, les alliés forcèrent le roi Constantin à abdiquer, et appelèrent au pouvoir Vénizelos, personnage dévoué à leur cause. La Grèce fut ainsi amenée à prendre part au conflit aux côtés de l'Entente, contre la volonté de l'immense majorité de la population.

Pendant les hostilités la Perse (Iran) fut occupée au sud par les Anglais et au nord par les Russes, perdant définitivement toute indépendance (début 1917).

Toutes ces grossières interventions impérialistes reçurent la caution diplomatique du Gouvernement provisoire. — P. 21.

15. Il s'agit de la déclaration faite par le bureau de la fraction bolchevique et le bureau des social-démocrates internationalistes unifiés au Ier Congrès des Soviets de Russie, demandant la discussion en priorité de la question de l'offensive sur le front préparée par le Gouvernement provisoire. La déclaration disait que cette offensive était imposée par les magnats de l'impérialisme allié ; que les milieux contre-révolutionnaires de la Russie comptaient ainsi concentrer le pouvoir entre les mains de groupements diplomatico-militaires et capitalistes, et porter un coup vigoureux à la lutte révolutionnaire pour la paix et aux positions conquises par la démocratie russe. La déclaration mettait en garde la classe ouvrière, l'armée et la paysannerie contre la menace qui pesait sur le pays et appelait le congrès à infliger une riposte immédiate à la pression contre-révolutionnaire. La proposition du bureau de la fraction du P.O.S.D. (b) R. fut rejetée par le congrès. — P. 21.

16. « *Dïélo Naroda* » [la Cause du peuple], quotidien du parti socialiste-révolutionnaire. Parut à Petrograd de mars 1917 à juin 1918 en changeant plusieurs fois de nom. Cette feuille préconisait le jusqu'auboutisme et la compromission, apportant son appui au Gouvernement provisoire bourgeois. Elle reparut en octobre 1918 à Samara (trois numéros) et en mars 1919 à Moscou (dix numéros). Il fut alors interdit pour activité contre-révolutionnaire. — P. 21

17. Par « *populistes* » Lénine désignait les trois partis petits-bourgeois de tendance populiste : troudoviks, socialistes-révolutionnaires et « socialistes populistes ». — P. 24.

18. *Le Manifeste de Bâle* (1912), manifeste sur la guerre, adopté par le Congrès Socialiste International réuni en session extraordinaire à Bâle les 24-25 novembre 1912. Ce document mettait les peuples en garde contre la menace imminente de la guerre impérialiste, soulignait les buts de brigandage de cette guerre et appelait les socialistes de tous les pays à mener une lutte énergique pour la paix, opposant à l'« impérialisme capitaliste la puissance de la solidarité internationale du prolétariat ». Le manifeste de Bâle reprenait les thèses de la résolution du Congrès de Stuttgart (1907), proposées par Lénine : en cas de déclenchement d'une guerre impérialiste, les socialistes devaient mettre à profit la crise économique et politique créée par la guerre pour accélérer la fin de la domination de la classe capitaliste, pour préparer la révolution socialiste. — P. 31.

19. Il est question ici de l'interdiction par Kérenski, ministre de la Guerre du Gouvernement provisoire, du congrès des Armées ukrainiennes. Passant outre, le congrès se tint à Kiev du 5 au 12 (18-25) juin 1917. Les 2 000 délégués adoptèrent l'« Acte universel » rendu par la Rada centrale et proclamant l'autonomie de l'Ukraine.

Dans ses articles « L'Ukraine » et « L'Ukraine et la défaite des partis dirigeants de la Russie » (cf le présent tome, pp. 90-92 et 99-102), Lénine critiqua violemment la politique ukrainienne contre-révolutionnaire du gouvernement provisoire, des mencheviks et des s.-r. — P. 32.

20. Allusion au manifeste impérial du 17 octobre 1905. Le tsar y promettait des « libertés civiques » et une Douma « législative ». Ce manifeste était une concession arrachée au tsarisme, qui cherchait à gagner du temps, à diviser les forces révolutionnaires, à briser la grève qui avait déferlé sur le pays et à étouffer la révolution. Les bolcheviks démasquèrent cette manœuvre politique de l'autocratie. Le 18 (31) octobre 1905, le C.C. du P.O.S.D.R. publia un « Appel au peuple russe ! » où il expliquait la duplicité du manifeste impérial et engageait le peuple à poursuivre la lutte révolutionnaire. — P. 36

21. La révolution de 1905-1907 en Russie provoqua un mouvement révolutionnaire parmi les peuples d'Orient. En 1908, une révolution bourgeoise eut lieu en Turquie. La révolution bourgeoise qui avait commencé en Perse en 1907 aboutit en 1909 à la déposition du shah. En 1910 se développa en Chine un mouvement révolutionnaire dirigé contre les féodaux chinois et les impérialistes étrangers ; il aboutit à la révolution et à la formation, en décembre 1911, d'une république bourgeoise. — P. 36.

22. « *Le Social-Démocrate* », quotidien, organe du Bureau régional de Moscou, du Comité de Moscou et, plus tard, du Comité régional de Moscou du Parti bolchevique ; parut de mars 1917 à mars 1918. Après le transfert du Comité central du parti à Moscou, le journal fusionna avec la *Pravda*. — P. 38.

23. « *La Pravda* » [La Vérité], quotidien bolchevique légal. Son premier numéro parut le 22 avril (5 mai) 1912 à Pétersbourg. C'est Lénine qui dirigeait l'orientation de la *Pravda*, y envoyait des articles presque tous les jours, donnait des directives à la rédaction, veillait à lui conférer un esprit révolutionnaire de combat.

Une grande part du travail d'organisation du parti incombait à la rédaction de la *Pravda*. Le comité de rédaction organisait des rencontres avec les représentants des cellules locales, recueillait des renseignements sur le travail du parti dans les fabriques et usines et transmettait les directives du Comité central et du comité de Pétersbourg.

La *Pravda* était constamment en butte aux persécutions policières. Le 8 (21) juillet 1914, le journal fut interdit.

L'édition de la *Pravda* reprit après la révolution de février. A partir du 5 (18) mars 1917, elle commença à paraître en qualité d'organe du Comité central et du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R.

A son retour de l'étranger, Lénine entra à la rédaction, la *Pravda* lutta dès lors pour la réalisation du plan de Lénine de passage de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste.

De juillet à octobre 1917, la *Pravda* en butte aux poursuites du Gouvernement provisoire changea plusieurs fois de nom et parut sous le titre de *Listok Pravdy*, [La Feuille de la Vérité], *Prolétarі* [Le Prolétaire], *Rabotchi* [l'Ouvrier], *Rabotchi Pout* [La Voie Ouvrière]. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, à partir du 27 octobre (9 novembre) 1917, le journal reprit son ancien nom de *Pravda*.

La *Pravda* occupe une place privilégiée dans l'histoire de la presse bolchevique. La génération d'ouvriers d'avant-garde qui se forma à sa lecture joua un rôle décisif dans la révolution d'Octobre et la construction du socialisme. La *Pravda*, premier journal ouvrier à grand tirage légalement autorisé, marqua une nouvelle étape du développement de la presse de la classe ouvrière russe, du prolétariat international. Depuis 1914, l'anniversaire de la parution du numéro princeps est célébré en U.R.S.S. comme la Journée de la presse ouvrière. — P. 38.

24. *Les Comités d'usine et de fabrique*, organisations de classe prolétariennes fondées en mars 1917, tout de suite après la victoire de la révolution de Février. Ils succédèrent aux anciens conseils de syndicats de fabrique et autres organismes élus et créés sur la base des comités de grève aux moments d'essor révolutionnaire.

Les Comités d'usine et de fabrique firent preuve d'une grande activité : ils formulaient et présentaient aux patrons les revendications économiques des ouvriers, introduisaient spontanément la journée de travail de 8 heures, exerçaient le contrôle sur l'embauche et le licenciement de la main-d'œuvre, créaient des détachements de la milice ouvrière, luttaient contre le sabotage des patrons, se procuraient les matières premières et le combustible nécessaires à leurs entreprises pour qu'elles ne ferment pas. Les comités participèrent activement à la Révolution d'Octobre. En 1918, ils fusionnèrent avec les syndicats dont ils furent les organisations de base.

La I^re^ Conférence des Comités de fabrique et d'usine de Petrograd eut lieu du 30 mai au 3 juin (12-16 juin) 1917. Y assistaient 568 délégués des comités d'usine et de fabrique, des bureaux des syndicats et autres organisations ouvrières de Petrograd et de ses environs. La conférence discuta les questions concernant : l'état de l'industrie, le contrôle et la réglementation de la production à Petrograd, les tâches des comités d'usine et de fabrique, leur rôle dans le mouvement syndical, etc.

Une lutte aiguë s'engagea à la conférence entre bolcheviks et mencheviks sur la question du rôle et des tâches des comités d'usine et de fabrique et du contrôle ouvrier. Les mencheviks auraient voulu réduire à néant le rôle politique et économique des comités et substituer au contrôle ouvrier, le contrôle d'Etat avec la participation des partis bourgeois. La conférence adopta à l'immense majorité les résolutions bolcheviques.

La conférence eut une grande importance pour l'échange d'expérience des comités d'usine et de fabrique et pour le ralliement de leurs forces dans la lutte en faveur du contrôle ouvrier. A cette fin, la conférence élit un Conseil central permanent des comités d'usine et de fabrique composé de 25 personnes.

Lénine prit une part directe aux travaux de la conférence. Il rédigea la « Résolution sur les mesures à prendre contre la débâcle économique », adoptée à une immense majorité, en outre il consacra à l'analyse de ses décisions des articles « L'attitude petite-bourgeoise dans la question de la débâcle économique » et « La débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre » dans lesquels il critiqua l'attitude des mencheviks à la conférence et justifia la tactique du parti bolchevique dans la question du contrôle ouvrier sur la production. — P. 39.

25. La « *Retch* » [la Parole], quotidien, organe central du parti cadet, parut à Pétersbourg à partir de février 1906 ; interdit par le Comité militaire révolutionnaire auprès du Soviet de Petrograd le 26 octobre (8 novembre) 1917 ; parut sous d'autres titres jusqu'en août 1918. — P. 40.

26. « *Edinstvo* » [l'Unité], organe du groupe de droite des mencheviks jusqu'auboutistes dirigés par Plékhanov ; paraissait à Petrograd. Quatre numéros sortirent de mai à juin 1914; quotidien de mars à novembre 1917. De décembre 1917 à janvier 1918 parut

sous le titre *Nachê Edinstvo* [Notre Unité]. Soutenant le Gouvernement provisoire, partisan d'une coalition avec la bourgeoisie, d'un « pouvoir fort », l'*Unité* luttait contre les bolcheviks en recourant souvent aux procédés employés par la presse à scandale. Manifesta son hostilité envers la Révolution d'octobre et l'instauration du pouvoir soviétique. — P. 40.

27. *Strouvisme*, déformation libéralo-bourgeoise du marxisme, d'après le nom de P. Strouvé, principal représentant du « marxisme légal » en Russie. — P. 41.

28. « *Vorwärts* » [En avant], quotidien, organe central du Parti social-démocrate allemand ; parut à Berlin à partir de 1891. Engels y mena la lutte contre toutes les manifestations d'opportunisme. A partir de la seconde moitié des années 90, après la mort d'Engels, la rédaction du *Vorwärts* se retrouva aux mains de l'aile droite du parti et publia régulièrement les articles des opportunistes. Tout en donnant une appréciation tendancieuse de la lutte menée contre l'opportunisme et le révisionnisme au sein du parti social-démocrate russe, le *Vorwärts* soutenait les « économistes », puis, après la scission du parti, les mencheviks. Durant les années de la réaction, le *Vorwärts* fit paraître les articles calomnieux de Trotski, empêcha Lénine et les bolcheviks de les réfuter et de donner une appréciation objective de la situation au sein du parti.

Au cours de la première guerre mondiale, le *Vorwärts* adopta une position social-chauvine. Après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, il mena une propagande antisoviétique. Parut à Berlin jusqu'en 1933. — P. 43.

29. Il s'agit des partis groupant des représentants de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers (droitiers, octobristes, cadets) qui avaient obtenu une prépondérance absolue aux IIIe et IVe Doumas d'Etat à la suite de la loi réactionnaire sur les élections promulguée par le gouvernement tsariste le 3 (16) juin 1907, loi qui réduisait les droits électoraux déjà fort tronqués des ouvriers et des paysans.

Les hommes du 3 juin, députés à la IVe Douma tenaient périodiquement des réunions « privées ». Une de ces conférences se tint le 3 (16) juin 1917, le jour même où le congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie commença ses travaux. Cette coïncidence n'était pas le fait du hasard. En effet, les partis contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers russes cherchaient à exercer une pression politique sur les conciliateurs petits-bourgeois (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) qui détenaient la majorité au Congrès.

La conférence avait inscrit à son ordre du jour une discussion de la politique extérieure. Les chefs de file des octobristes et des cadets y prirent successivement la parole, notamment V. Maklakov, P. Milioukov, V. Choulguine. Tous réclamèrent que fussent remplies les obligations contractées vis-à-vis des

Alliés et qu'il fût mis fin à la révolution. La résolution adoptée à l'issue de la conférence allait dans le même sens. — P. 45.

30. « *Volia Naroda* » [la Volonté du peuple], quotidien, organe de l'aile droite du parti socialiste-révolutionnaire ; édité à Petrograd en 1917 ; interdit en novembre 1917 ; parut par la suite sous d'autres titres ; interdit définitivement en février 1918. — P. 51.

31. « *Novoïé Vrémia* » [Temps nouveaux], quotidien qui parut à St. Pétersbourg de 1868 à 1917 ; il appartint à différents éditeurs et changea souvent d'orientation politique. A partir de 1905, il devint l'organe des Cent-Noirs. Après la Révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, il prit une position contre-révolutionnaire et ne cessa de lancer de furieuses calomnies contre les bolcheviks. Il fut interdit par le Comité révolutionnaire militaire près le Soviet de Petrograd, le 26 octobre (8 novembre) 1917. Lénine disait de lui que c'était un modèle de la presse vénale. — P. 56.

32. *Socialistes-révolutionnaires* (*s.-r.*), parti petit-bourgeois né en Russie fin 1901-début 1902 de l'union des divers groupes et cercles populistes. Leurs conceptions étaient un mélange éclectique d'idées populistes et révisionnistes. Pendant la première guerre mondiale, la majorité des socialistes-révolutionnaires adopta les positions du social-chauvinisme.

Après la victoire de la Révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, les socialistes-révolutionnaires furent, avec les mencheviks et les cadets, le principal appui du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire des bourgeois et propriétaires fonciers. Quant aux leaders du parti (Kérenski, Avksentiev, Tchernov), ils firent partie dudit gouvernement. Le parti socialiste-révolutionnaire refusa de soutenir les paysans qui réclamaient la liquidation de la propriété foncière et s'affirma en faveur du maintien de la propriété seigneuriale. Les ministres socialistes-révolutionnaires du Gouvernement provisoire envoyèrent des expéditions punitives contre les paysans qui s'étaient emparés des terres des propriétaires fonciers.

Fin 1917, l'aile gauche créa le parti indépendant des socialistes-révolutionnaires de gauche. Désireux de conserver leur influence sur les masses paysannes, les socialistes-révolutionnaires de gauche reconnurent officiellement le pouvoir soviétique et s'entendirent avec les bolcheviks, mais engagèrent peu après la lutte contre le pouvoir des Soviets.

Durant les années de l'intervention étrangère et de la guerre civile, les socialistes-révolutionnaires se livrèrent à une activité subversive, soutinrent activement les interventionnistes et les gardes blancs, trempèrent dans des complots contre-révolutionnaires, organisèrent des actions terroristes contre les dirigeants de l'Etat soviétique et du Parti communiste. La guerre civile terminée, ils poursuivirent leur activité hostile à l'E-

tat soviétique à l'intérieur du pays et dans le camp de l'émigration blanche. — P. 58.

33. Le menchevik Skobélev, ministre du Travail du Gouvernement provisoire, avait déclaré le 13 (26) mai 1917, à une séance du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, que le taux d'imposition des classes possédantes devait être relevé « jusqu'à concurrence de 100 % du profit ». — P. 63.

34. Il s'agit de l'interdiction par le Ier Congrès des Soviets de Russie de la manifestation que le C.C. bolchevique avait fixée pour le 10 (23) juin 1917.

Au début de juin, la situation à Petrograd était de plus en plus tendue. La poursuite de la guerre par le Gouvernement provisoire, la préparation de l'offensive sur le front, les difficultés du ravitaillement, tout cela provoquait le mécontentement et l'irritation des ouvriers et des soldats. L'ordre donné par le gouvernement aux troupes d'occuper la villa Dournovo et d'en expulser les organisations ouvrières de l'arrondissement Vyborgski, provoqua une grève. Le 7 (20) juin, 4 usines se mirent en grève, le 8 (21) juin, leur nombre atteignait déjà 28. Les masses descendaient spontanément dans la rue.

Afin de prévenir les provocations éventuelles et les sacrifices inutiles, le 8 (21) juin à la réunion des membres du Comité Central, du Comité de Pétersbourg, de l'Organisation militaire élargie aux réprésentants des ouvriers des arrondissements et des unités militaires, la décision fut prise, sur la proposition de Lénine, d'organiser une manifestation pacifique et bien ordonnée, qui fut fixée au 10 (23) juin.

La décision prise par le C.C. du parti bolchevique à propos de la manifestation suscita un vif écho parmi les masses et provoqua l'inquiétude aussi bien des milieux gouvernementaux, que des s.-r. et des mencheviks qui voulurent la faire échouer. Le 9 (22) juin, dans la soirée, le congrès des Soviets qu'ils dirigeaient décida d'interdire pendant 3 jours toute manifestation de rue.

Ne voulant pas entrer en opposition avec le congrès des Soviets, le C.C. du parti bolchevique, sur la proposition de Lénine, décida dans la nuit du 9 au 10 juin de contremander la manifestation. Des membres du C.C., du Comité de Pétersbourg, des militants du parti furent dépêchés dans les usines, fabriques et casernes pour exhorter les ouvriers et les soldats à ne pas manifester. Le travail d'explication des bolcheviks donna les résultats escomptés : les ouvriers et les soldats furent d'accord que le moment n'était pas propice pour engager l'action. C'était une preuve de l'influence accrue qu'exerçait le parti sur les masses, de son habileté à maintenir le contact avec celles-ci, de la souplesse des bolcheviks. Deux jours plus tard, la direction socialiste-révolutionnaire et menchevique du Ier congrès des Soviets de Russie fit voter la décision d'organiser une manifestation le 18 juin (1er juillet).

L'offensive des troupes russes sur le front avait été fixée pour ce même jour et les chefs des partis conciliateurs tenaient à montrer la confiance des masses à l'égard du Gouvernement provisoire.

Sous la direction immédiate de Lénine, le Comité Central et le Comité de Pétersbourg déployèrent un immense travail pour que la manifestation reflète le véritable état d'esprit des masses, pour gagner cette importante bataille pacifique contre les mencheviks et les s.-r., dont l'enjeu était l'influence sur les masses. Lénine participa personnellement à la préparation de la manifestation : il formulait les mots d'ordre, vérifiait la préparation des placards et des drapeaux, donnait des instructions aux correspondants, rédigeait les télégrammes adressés aux organisations bolcheviques locales, veillait à ce qu'il y ait suffisamment d'orateurs bolcheviques et s'inscrivit lui-même sur la liste, participait au meeting du Champ de Mars.

Le 18 juin (1er juillet), près de 500 000 ouvriers et soldats de Petrograd descendirent dans la rue. L'immense majorité des manifestants arboraient les mots d'ordre révolutionnaires du parti bolchevique. Seuls quelques petits groupes affichaient les mots d'ordre des partis conciliateurs faisant confiance au Gouvernement provisoire. La manifestation confirma la montée de l'esprit révolutionnaire des masses et l'immense croissance de l'influence et du prestige du parti bolchevique. Elle montra en même temps la faillite totale des partis conciliateurs petits-bourgeois qui soutenaient le Gouvernement provisoire. Lénine donna une caractéristique de la manifestation de juin dans ses articles « Le dix-huit juin », « Trois crises » (voir le présent tome, pp. 112-114, 181-186) et autres. — P. 69.

35. Après la victoire de la révolution de Février, les organisations ouvrières de l'arrondissement Vyborgski (le syndicat des boulangers, l'organisation des milices populaires de l'arrondissement Vyborgski, etc.), ainsi que les anarchistes avaient occupé la villa inhabitée de l'ancien ministre Dournovo avec son grand parc de 20 déciatines où la population ouvrière du quartier venait se reposer. Le 7 (20) juin, le Gouvernement provisoire, profitant du soutien de la majorité s.-r.-menchevique au Soviet de Petrograd, puis au 1er congrès des Soviets de Russie, donna l'ordre de quitter la villa Dournovo. La décision suscita les vives protestations des ouvriers de Petrograd, surtout dans l'arrondissement Vyborgski. Il y eut des arrêts de travail. Le gouvernement céda mais dans la nuit du 19, un détachement de cosaques et de fantassins vint donner l'assaut de la villa, tuant 2 anarchistes et arrêtant 59 personnes. Comme la majorité des personnes arrêtées n'avaient rien à voir avec les anarchistes, il fallut bien les libérer peu après. Cette grossière intervention suscita une profonde indignation dans les milieux ouvriers.

La presse bourgeoise se saisit de l'affaire pour monter en épingle, des semaines durant, les « horreurs » dont la villa Dour-

novo était soi-disant le théâtre, s'en servant pour combattre les masses révolutionnaires et les bolcheviks. — P. 69.

36. *Catilina Lucius Sergius*, homme politique et chef militaire romain ; en 63 (avant notre ère) organisa un complot ayant pour but de supprimer la République à Rome et d'y établir la dictature militaire. — P. 72.

37. Les thèses fondamentales de ce projet ont été incluses dans la déclaration du Comité central du P.O.S.D.(b)R. et du bureau du groupe bolchevique au 1er congrès des Soviets de Russie au sujet de l'interdiction par le congrès de la manifestation pacifique prévue par le Parti bolchevique pour le 10 (23) juin. — P. 76

38. *Cent-Noirs*, bandes monarchiques créées par la police tsariste pour lutter contre le mouvement révolutionnaire. Les Cent-Noirs assassinaient les révolutionnaires, attaquaient les intellectuels progressistes, organisaient les pogroms contre les Juifs. — P. 78.

39. Il s'agit de l'intervention du 11 (24) juin 1917 du menchevik Tsérétéli, ministre du Gouvernement provisoire, à la séance commune du présidium du 1er congrès des Soviets de Russie, du Comité exécutif du Soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats, du Comité exécutif du Soviet des députés paysans et du bureau de toutes les fractions du Congrès. Les leaders s.-r. et mencheviques avaient organisé cette séance (où ils étaient en majorité) avec l'intention de porter un coup au parti bolchevique. Dans son discours prononcé sur un ton hystérique, Tsérétéli déclara que la manifestation que les bolcheviks avaient projetée pour le 10 (23) juin était un « complot bolchevique » tendant à renverser le gouvernement et à s'emparer du pouvoir. Toute l'intervention de Tsérétéli était empreinte de calomnies et d'esprit contre-révolutionnaire. En signe de protestation contre les calomnies de Tsérétéli et des autres leaders des s.-r. et menchéviks, les bolcheviks quittèrent la séance. Lénine n'y assistait pas et s'était élevé contre la participation à cette séance. — P. 78.

40. *Cavaignac Louis-Eugène*, général français, après la révolution de février 1848 ministre de la Guerre dans le Gouvernement provisoire ; pendant les journées de juin 1848, dirigea la répression de l'insurrection des ouvriers parisiens. — P. 82.

41. Il s'agit de la déclaration du Comité central du P.O.S.D.(b)R. et du bureau du groupe bolchevique au 1er congrès des Soviets de Russie au sujet de l'interdiction par le congrès de la manifestation pacifique fixée par le Parti bolchevique au 10 (23) juin 1917. Dans cette déclaration, les bolcheviks dénonçaient les actes provocateurs des chefs mencheviques et socialistes-révolutionnaires du congrès des Soviets qui avaient interdit une manifestation pa-

cifique, ainsi que la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire ; ils proclamaient la révolution en danger et appelaient la classe ouvrière à faire preuve de fermeté et de vigilance. La déclaration fut rendue publique le 11 (24) juin au cours de la séance commune du présidium du congrès des Soviets, du Comité Exécutif du Soviet de Petrograd, du Comité exécutif du Soviet des députés paysans et des bureaux de tous les groupes du congrès. Les bolcheviks voulurent en donner lecture à la séance du 12 (25) juin du congrès des Soviets, mais le président de l'assemblée retira la parole à leur représentant. La déclaration fut remise au présidium du congrès des Soviets. Au cours de cette même séance fut votée une résolution blâmant le Parti bolchevique, bien que celui-ci eût décommandé la manifestation. — P. 87.

42. *La Rada centrale d'Ukraine*, organisation bourgeoise nationaliste et contre-révolutionnaire, créée en avril 1917, au Congrès national d'Ukraine à Kiev, par le bloc nationaliste des partis et des groupes ukrainiens bourgeois et petits-bourgeois. Le président de la Rada était M. Grouchevski, idéologue de la bourgeoisie ukrainienne, son adjoint était V. Vinitchenko. Faisaient partie de la Rada : Pétlioura, Efrémov, Antonovitch et autres nationalistes. Elle s'appuyait sur la bourgeoisie urbaine et rurale, les koulaks, les intellectuels nationalistes petits-bourgeois. La Rada centrale s'efforçait de consolider le pouvoir de la bourgeoisie et des propriétaires terriens ukrainiens, de mettre sur pied un Etat bourgeois ukrainien en utilisant dans ce but le mouvement de libération nationale d'Ukraine. Sous le couvert de la lutte pour l'indépendance nationale, la Rada s'efforçait d'entraîner à sa suite les masses populaires ukrainiennes, de les détacher du mouvement révolutionnaire de Russie, de les subordonner à la bourgeoisie ukrainienne et d'empêcher la victoire de la révolution socialiste en Ukraine. La Rada soutenait le Gouvernement provisoire malgré des divergences au sujet de l'autonomie de l'Ukraine.

Après la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, la Rada se proclama organe suprême de la « République populaire d'Ukraine » et engagea une lutte ouverte contre le pouvoir des Soviets. Elle fut un des principaux centres de la contre-révolution en Russie. — P. 90.

43. « *Malenkaïa Gazéta* » (la Petite Gazette), organe boulevardier de tendances Cent-Noirs ; fut publié à Petrograd par A. Souvorine (fils) de septembre 1914 à juillet 1917 ; à partir de mai 1917, vu l'attrait des masses pour le socialisme, commença à paraître avec le sous-titre « Journal des socialistes sans-parti ». Après la révolution bourgeoise démocratique de Février 1917 se dressa contre le parti bolchevique et mena une campagne calomnieuse contre Lénine. — P. 98.

44. « *Rousskaïa Volia* » [La Volonté russe] quotidien bourgeois fondé par Protopopov, ministre tsariste de l'intérieur, et

subventionné par les grandes banques ; parut à Petrograd à partir de décembre 1916. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février mena une campagne de calomnie contre les bolcheviks. Interdit par le comité révolutionnaire militaire le 25 octobre (7 novembre) 1917. — P. 98.

45. *Conseil d'Etat*, l'un des organismes d'Etat suprêmes de la Russie tsariste. Créé en 1810 sur projet de Spéranski comme institution consultative dont les membres étaient désignés et validés par le tsar. Le Conseil d'Etat était une institution réactionnaire, repoussant même les projets de loi modérés adoptés par la Douma d'Etat. — P. 100.

46. *Djounkovski*, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur du gouvernement tsariste, apprit en 1914 que le député de la IVe Douma d'Etat Malinovski était un provocateur. Il en informa le président de la IVe Douma d'Etat, Rodzianko, après lui avoir fait donner sa « parole d'honneur » de garder le secret. Ils décidèrent d'éloigner Malinovski de la Douma, mais de telle façon que « cela ne provoquât un scandale ni pour la Douma, ni pour les ministres ». Malinovski se démit de ses fonctions de député et partit pour l'étranger avec l'aide du département de la police. Il ne fut démasqué qu'en 1917 grâce à des documents d'archives trouvés au département de la police. En 1918, Malinovski fut traduit en justice par le Gouvernement soviétique et fusillé en exécution du verdict du Tribunal révolutionnaire. — P. 103.

47. « *Dien* » [le Jour], quotidien de tendance libéralo-bourgeoise financé par les banques, paraissait à Pétersbourg depuis 1912 avec la participation des mencheviks-liquidateurs, à qui le journal passa totalement après Février 1917. Interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité révolutionnaire militaire auprès du Soviet de Petrograd. — P. 104.

48. Le 16 (29) juin 1917, le *Dien*, la *Novaïa Jizn* [la Vie nouvelle] et les *Birjévyié Viédomosti* [la Gazette de la Bourse] publièrent les conclusions de la commission extraordinaire créée par le Gouvernement provisoire pour enquêter sur les crimes du pouvoir tsariste. C'est dans ces conclusions que furent pour la première fois rendus publics les documents relatifs au provocateur Malinovski. — P. 104.

49. « *Birjovka* » ou *Birjevyié Viedomosti* [la Gazette de la Bourse], journal bourgeois fondé en 1880 dans des buts commerciaux. Paraissait au début à St-Pétersbourg d'abord trois fois par semaine, puis quatre pour enfin devenir quotidien. A partir de 1902 paraît deux fois par jour. Elle symbolisait l'absence de principes et la vénalité de la presse bourgeoise. Après la révolution bourgeoise démocratique de Février le journal mena une campagne effrénée contre le parti bolchevique et Lénine. Interdit par le

comité révolutionnaire militaire près le Soviet de Petrograd à la fin d'octobre 1917. — P. 104.

50. Allusion à l'activité provocatrice d'Azef, membre du Comité central du parti socialiste-révolutionnaire, qui fut pendant des années au service du département de la police. Démasqué en 1908, il s'enfuit à l'étranger. — P. 104.

51. Il s'agit de l'offensive des troupes russes sur le front, lancée en juin 1917 par le Gouvernement provisoire à la demande des impérialistes russes anglais et français. L'ordre d'offensive fut donné par le ministre de la Guerre Kérenski, le 16 (29) juin. Le 18 juin (1er juillet), les troupes russes attaquèrent sur le front sud-ouest. Pendant les premières journées, l'offensive enregistra des succès, les Russes avancèrent et firent plusieurs milliers de prisonniers. Mais ce succès fut temporaire. La fatigue des soldats qui ne comprenaient pas le but de l'offensive, la mauvaise préparation technique eurent pour résultat la percée du front par les troupes allemandes. Les troupes russes reculèrent en désordre. L'armée russe avait essuyé une grave défaite et perdu en dix jours de combat environ 60 000 hommes.

L'échec de l'offensive marqua en même temps la faillite de toute la politique du Gouvernement provisoire et du bloc défensiste s.-r. et menchevique qui le soutenait. Après la défaite de l'offensive de juin, l'influence du parti bolchevique s'accrut parmi les masses d'ouvriers et de soldats car ceux-ci se convainquaient toujours davantage que les bolcheviks avaient raison. L'annonce des pertes colossales subies lors de l'offensive souleva une puissante vague d'indignation parmi les travailleurs et accéléra le début d'une nouvelle crise politique dans le pays. — P. 115.

52. *Les « Zimmerwaldiens »*, partisans de l'union qui constitua à la 1er conférence des internationalistes à Zimmerwald, les 5-8 septembre 1915.

Une lutte s'engagea à la conférence entre les internationalistes révolutionnaires avec Lénine à leur tête et la majorité kautskiste. Lénine constitua avec les internationalistes de gauche la gauche de Zimmerwald, dans laquelle le parti bolchevique fut le seul à occuper une position correcte et conséquente jusqu'au bout contre la guerre.

La conférence adopta un manifeste qui qualifiait la guerre mondiale de guerre impérialiste ; elle condamna la conduite des « socialistes » qui avaient voté les crédits de guerre et participaient au gouvernement bourgeois ; elle appela les ouvriers d'Europe à déployer la lutte contre la guerre et pour une paix sans annexions ni contributions.

La conférence vota également une résolution de sympathie pour les victimes de la guerre et élut la Commission socialiste internationale (I.S.K.). — P. 115.

53. *Les « Jeunes Turcs »*, appellation européenne des membres du parti nationaliste de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers turcs « Unité et progrès », fondé en 1889 à Stamboul. Les Jeunes Turcs voulaient limiter le pouvoir absolu du sultan et transformer l'empire féodal en une monarchie constitutionnelle bourgeoise, renforcer le rôle de la bourgeoisie turque dans la vie économique et politique du pays. Venu au pouvoir en juillet 1908, à la suite d'une révolution bourgeoise au sommet, soutenu par l'armée, le gouvernement des Jeunes Turcs conserva la monarchie et fit une politique réactionnaire. Après la défaite de la Turquie dans la première guerre mondiale (automne 1918), le parti se déclara dissout. — P. 124.

54. La *Conférence des syndicats professionnels de Russie* eut lieu à Petrograd du 21 au 28 juin (du 4 au 11 juillet) 1917. 211 personnes y participèrent dont 73 bolcheviks, les autres étant des mencheviks, des socialistes-révolutionnaires, des bundistes et un certain nombre de sans-parti. Les questions suivantes figuraient à l'ordre du jour : les tâches du mouvement syndical, la structure des syndicats, la lutte économique, etc. Les bolcheviks proposèrent leurs résolutions ou amendements sur toutes les questions importantes. Les résolutions proposées par les mencheviks jusqu'auboutistes furent adoptées par la conférence à une faible majorité de 10-12 voix. La Conférence élut un Conseil central provisoire des syndicats. — P. 126.

55. *Octobristes*, membres du parti des octobristes (ou « Union du 17 octobre »), formé en Russie après la publication du Manifeste du tsar du 17 (30) octobre 1905 ; parti contre-révolutionnaire représentant et défendant les intérêts de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers de type capitaliste. Il avait pour chefs Goutchkov, industriel connu et propriétaire d'immeubles à Moscou, et Rodzianko, gros propriétaire foncier. Les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste.

Pendant la première guerre mondiale, les octobristes entrèrent dans le « bloc progressiste » d'opposition qui réclamait la formation d'un gouvernement responsable jouissant de la confiance des milieux bourgeois et terriens. Après la révolution bourgeoise démocratique de Février, les octobristes participèrent au gouvernement et luttèrent activement contre la révolution socialiste qui mûrissait en Russie. Le leader du parti des octobristes, Goutchkov, fut le ministre de la Guerre du premier Gouvernement provisoire. Après la Révolution d'Octobre, les octobristes combattirent activement le pouvoir des Soviets. — P. 132.

56. Il s'agit du IIIe congrès du parti des socialistes-révolutionnaires qui eut lieu fin mai-début avril 1917 à Moscou. Au cours de ses travaux se firent jour de graves divergences entre l'aile droite et l'aile gauche du parti s.-r. sur certaines questions, notamment sur l'attitude envers la guerre : les s.-r. de gauche

s'élevaient contre la politique de poursuite de la guerre appliquée par le Gouvernement provisoire. Les élections au C.C. du parti s.-r. eurent lieu le 2 (15) juin. Lors de la publication des résultats des élections une déclaration fut faite selon laquelle beaucoup de délégués, s'inspirant de considérations pratiques et non politiques, avaient voté contre la candidature de Kérenski au C.C. étant donné qu'il était surchargé de travail aux ministères de la Guerre et de la Marine.

E. Brechko — Brechkovskaïa (surnommée « La grand-mère de la révolution russe »), une des fondatrices et des plus anciens membres du parti s.-r. Ayant appris que Kérenski n'avait pas été élu, elle considéra cela comme une intrigue et en signe de protestation refusa de faire partie du C.C. des socialistes-révolutionnaires et publia à ce sujet une déclaration dans la presse. — P. 132.

57. « *Zemlia i Volia* » [Terre et Liberté], journal des socialistes-révolutionnaires ; parut à Moscou de mars 1917 à mai 1918. — P. 132.

58. L'expression « *opposition de sa majesté* » appartient au leader du parti des cadets P. Milioukov. Dans son discours au déjeuner donné par le lord-maire de Londres le 19 juin (2 juillet) 1909, Milioukov avait déclaré : « Tant qu'existera en Russie une chambre législative qui contrôle le budget, l'opposition russe restera l'opposition de sa majesté, et non pas à sa majesté ». — P. 136.

59. *Zemstvo*, auto-administration locale sous l'égide de la noblesse introduite en 1864 dans les provinces de la partie centrale de la Russie tsariste. La compétence des zemstvos se limitait à des questions purement économiques (organisation d'hôpitaux, aménagement de routes, statistique, assurances, etc.) Leur activité était contrôlée par les gouverneurs et le ministre de l'Intérieur qui avaient le droit d'interdire les mesures indésirables pour le gouvernement. — P. 136.

60. *Nozdrev*, personnage des *Ames Mortes* de Gogol, type du tranche-montange et du menteur. — P. 139.

61. « *Messager des finances, de l'industrie et du commerce* », revue mensuelle du ministère des Finances; parut à Pétersbourg de novembre 1883 à 1917. La revue publiait les ordonnances gouvernementales, des articles et des tours d'horizon économiques. — P. 144.

62. *La modération et la ponctualité*, qualités petites-bourgeoises de Moltchaline, un des personnages de la comédie de Griboïédov *le Malheur d'avoir trop d'esprit*. — P. 147

63. Le 2 (15) juillet, après les premières informations parvenues sur l'échec de l'offensive de juin, les cadets (les ministres Chin-

garev, Manouïlov, Chakhovski) quittèrent le Gouvernement provisoire de coalition, expliquant leur départ par leur désaccord avec la politique du gouvernement sur la question ukrainienne : dans sa déclaration adressée à la Rada centrale d'Ukraine le Gouvernement provisoire avait promis de désigner par accord mutuel l'organisme dirigeant de l'Ukraine, le Secrétariat général. Or, les cadets voulaient que la question ukrainienne soit tranchée par l'Assemblée constituante.

La véritable raison du départ des cadets du gouvernement était le désir de déclencher une crise gouvernementale afin de faire pression sur les ministres « socialistes » et d'obtenir leur accord sur l'application du programme contre-révolutionnaire cadet : désarmement de la Garde Rouge, retrait des troupes révolutionnaires de Petrograd, interdiction du parti bolchevique. — P. 159.

64. Lénine fait allusion aux manifestations massives de Petrograd, les 3-4 (16-17) juillet 1917. L'offensive déclenchée sur le front par le Gouvernement provisoire, qui s'était, comme il fallait s'y attendre, soldée par un échec, avait provoqué une explosion de colère. Soldats, matelots et ouvriers descendirent dans la rue pour manifester. Le mouvement prit naissance le 3 (16) juillet dans l'arrondissement de Vyborg et commença par l'intervention du 1er régiment de mitrailleurs. La manifestation menaçait de se transformer en intervention armée contre le Gouvernement provisoire.

C'était un moment où le parti bolchevique était contre l'intervention armée, estimant que la crise révolutionnaire n'était pas encore mûre dans tout le pays. Le C.C., réuni le 3 (16) juillet à 16 heures, décida de ne pas prendre part à la manifestation. La IIe conférence bolchevique de Petrograd-ville qui se tenait au même moment, prit une décision analogue. Les délégués s'en furent dans les usines et dans les arrondissements pour tenter de stopper les manifestants. Mais il était trop tard, et tous les efforts s'avérèrent vains.

Devant cette situation et compte tenu de l'état d'esprit des masses, le Comité central de concert avec le Comité de Pétersbourg et l'Organisation militaire, tard dans la soirée du 3 (16) juillet, prit la décision de participer quand même à la manifestation, afin de lui conférer un caractère organisé et pacifique. A ce moment, Lénine n'était pas à Petrograd : un long surmenage l'avait forcé à prendre quelques jours de repos. A l'annonce des événements, il rentra à Petrograd dans la matinée du 4 (17) juillet et prit l'affaire en main. Dans la journée, au balcon de l'hôtel de la Krzesinska, Lénine prononça un discours devant les marins de Cronstadt (voir le présent tome, p. 229). Son intervention, qui appelait les matelots à faire preuve de sang-froid, de fermeté et de vigilance, fut décisive.

Plus de 500 000 personnes prirent part à la manifestation du 4 (17) juillet, qui se déroula finalement sous les mots d'ordre bolcheviques « Tout le pouvoir aux Soviets ! », etc. Les manifes-

tants demandèrent au Comité exécutif central des Soviets de prendre le pouvoir. Mais les leaders s.-r. et mencheviques s'y refusèrent.

Le Gouvernement provisoire au su et en accord avec le C.E.C. menchevique et s.-r., envoya contre les manifestants pacifiques les élèves-officiers et les cosaques, qui usèrent de leurs armes. Des unités militaires contre-révolutionnaires furent rappelées du front pour écraser la manifestation.

A la réunion du C.C. et du C.P. qui se tint sous la direction de Lénine dans la nuit du 4 au 5 juillet, la décision fut prise de mettre fin à la manifestation de façon organisée. C'était là une sage mesure de repli que le parti adoptait en vue de préserver les forces essentielles de la révolution. Cette fois, les mencheviks et les s.-r. avaient pris une part directe à la répression contre-révolutionnaire. De concert avec la bourgeoisie ils attaquèrent le parti bolchevique. La *Pravda*, la *Soldatskaïa Pravda* et d'autres journaux bolcheviques furent interdits par le Gouvernement provisoire, l'imprimerie « Troud » achetée avec l'argent des ouvriers, fut mise à sac. On commença à désarmer les ouvriers, on procéda à des arrestations, à des perquisitions et à des pogroms. Les unités révolutionnaires de la garnison de Petrograd furent envoyées au front.

Après les journées de juillet, le pouvoir passa définitivement aux mains du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire, dont les Soviets ne furent plus que l'instrument docile. La dualité du pouvoir avait pris fin et avec elle la période pacifique de la révolution. Il incombait maintenant aux bolcheviks de préparer l'insurrection armée pour renverser le Gouvernement provisoire. — P. 163.

65. Lénine fait allusion au fait suivant : en avril 1917 G. Alexinski, calomniateur et intrigant, devenu le collaborateur du journal bourgeois *Rousskaïa Volia* (tous les journaux socialistes avaient refusé sa collaboration), avait offert ses services à son retour de l'étranger au Comité Exécutif du Soviet de Petrograd. A cette occasion, le Comité Exécutif avait adopté la résolution suivante : « Attendu certains détails de l'activité de G.Alexinski, le Comité Exécutif n'estime pas possible de l'admettre dans son appareil. S'il désirait se réhabiliter, le Comité Exécutif ne refuserait pas de prendre part à une enquête éventuelle ». — P. 163.

66. « *Jivoïé Slovo* » [la Parole vivante], quotidien boulevardier et réactionnaire, paraissant à Petrograd depuis 1916, en 1917, il mena une violente campagne d'excitation contre les bolcheviks ; continua de paraître jusqu'à la Révolution d'Octobre. — P. 164.

67. *Ligue pour la libération de l'Ukraine*, organisation nationaliste-bourgeoise, constituée en 1914, au début de la guerre impéria-

liste mondiale. Tablant sur l'écrasement de la Russie tsariste par l'Allemagne, elle s'assignait pour tâche de séparer l'Ukraine de la Russie et de créer une monarchie ukrainienne s'appuyant sur la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers et placée sous le protectorat allemand. — P. 165.

68. *L'affaire Dreyfus*, procès intenté en 1894 par les milieux monarchiques français à l'officier de l'état-major général français Adolphe Dreyfus, d'origine juive, faussement accusé d'espionnage et de haute trahison. La condamnation de Dreyfus à la prison à vie, dictée par la clique militariste fut utilisée par les milieux réactionnaires en vue d'attiser l'antisémitisme et de déclencher une campagne contre le régime républicain et les libertés démocratiques. En 1898, quand les socialistes et les représentants de la démocratie bourgeoise avancée (notamment Emile Zola, Jean Jaurès, Anatole France et d'autres) amorcèrent une campagne pour la révision de l'affaire Dreyfus, celle-ci prit un caractère politique accusée. La France se scinda en deux camps, les républicains et les démocrates, d'une part, et le bloc des monarchistes, des cléricaux, des antisémites et des nationalistes, de l'autre. En 1899, sous la pression de l'opinion publique, Dreyfus fut grâcié et libéré ; en 1906, par décision du tribunal de cassation, il fut reconnu innocent et réintégré dans l'armée. — P. 174.

69. Voir note n° 23. — P. 178

70. Le « *Social-Démocrate* », journal illégal, Organe central du P.O.S.D.R., parut de février 1908 à janvier 1917. Après la parution du n° 1 en Russie, sa publication fut transférée à l'étranger ; les nos 2-32 (février 1909-décembre 1913) furent imprimés à Paris, les nos 33-58 (novembre 1914-janvier 1917), à Genève. Il y eut en tout 58 numéros, dont cinq eurent des suppléments. A partir de décembre 1911, le *Social-Démocrate* parut sous la rédaction de Lénine. Le journal publia plus de 80 articles et notes de Lénine.

Pendant la première guerre mondiale, le *Social-Démocrate* tint une place importante dans la lutte contre l'opportunisme international, le nationalisme et le chauvinisme, dans la propagande des mots d'ordre bolcheviques, appelant la classe ouvrière et les masses travailleuses à lutter contre la guerre impérialiste et ses inspirateurs. Le journal publia l'article de Lénine « Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », dans lequel celui-ci formula pour la première fois sa thèse sur la possibilité pour le socialisme de vaincre d'abord dans un seul pays. La diffusion du journal en Russie, la réimpression dans les journaux bolcheviques locaux de ses articles les plus importants, contribuaient à la formation politique du prolétariat russe, à son éducation dans un esprit internationaliste, préparaient les masses à la révolution.

Le *Social-Démocrate* joua un rôle important pour le rassemblement des éléments internationalistes de la social-démocratie mondiale. Malgré les nombreux obstacles susctités par le temps de guerre le *Social-Démocrate* était diffusé dans de nombreux pays.

Lénine apprécia hautement le travail effectué par le *Social-Démocrate* pendant la guerre. Il écrivit par la suite que « chaque ouvrier conscient, désireux de *comprendre* l'évolution des idées de la révolution socialiste internationale et de sa première victoire, remportée le 25 octobre 1917 » devait étudier les articles que le journal avait publiés (Œuvres, Paris-Moscou, t. 27, p. 228). — P. 178.

71. *Les socialistes de gauche suédois* (ou parti des jeunes), courant de gauche de la social-démocratie suédoise. Pendant la première guerre mondiale, les « jeunes » s'en tenaient à une position internationaliste et adhéraient à la gauche de Zimmerwald. En mai 1917, ils constituèrent le Parti social-démocrate de gauche de Suède. Au congrès de ce parti en 1919, la décision fut prise de se rallier à l'Internationale communiste. L'aile révolutionnaire de ce parti fonda en 1921 le Parti communiste de Suède. — P. 178.

72. La *Pravda* ayant été démantelée le 5 (18) juillet 1917 sur ordre du Gouvernement provisoire, l'article « Trois crises » fut publié dans le n° 7 de la revue *Rabotnitsa* [*l' Ouvrière*] du 19 juillet (1er août). La rédaction de cette revue, soucieuse d'une diffusion de masse, imprima sur la couverture un appel à tous les ouvriers et ouvrières, aux syndicats, aux comités d'usines, aux collectivités et aux arrondissements du P.O.S.D.(b)R. les invitant à propager le plus largement ce numéro.

Rabotnitsa, revue féminine légale, organe du C.C. du P.O.S.D.(b)R. fondée sur l'initiative de Lénine ; créée à Pétersbourg avec l'argent collecté par les ouvrières. Edité du 23 février (8 mars) à juin 1914, elle ne comporta que sept numéros, dont trois furent confisqués par la police. I. Armand, A. Elizarova, N. Kroupskaïa, F. Koudélli, L. Menjinskaïa, E. Rozmirovitch, K. Samoïlova, L. Stal firent partie de la rédaction.

La revue reparut entre le 10 (23) mai 1917 et janvier 1918.

La revue *Rabotnitsa* tint une place importante dans l'éducation politique des ouvrières au cours de la phase préparatoire de la révolution. — P. 181.

73. Il s'agit de la comparution éventuelle de Lénine devant les tribunaux du Gouvernement provisoire sous le chef d'accusation « d'espionnage en faveur de l'Allemagne ».

Dès les premiers jours de la guerre, l'Okhrana tsariste avait entrepris d'accuser les bolcheviks qui cherchaient à transformer la guerre impérialiste en guerre civile et préconisaient la défaite du gouvernement tsariste, de haute trahison en faveur de l'Allemagne.

C'est après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, quand le parti bolchevique entama les prépa-

ratifs de la révolution socialiste en Russie, que la presse bourgeoise, socialiste-révolutionnaire et menchevique commença sa campagne de calomnies contre les bolcheviks à l'occasion du passage par l'Allemagne d'un groupe dirigé par Lénine. Dans sa résolution « A propos de la guerre », la VIIe conférence (conférence d'Avril) dénonça ces procédés infâmes de la presse bourgeoise. — P. 187.

74. L'article « La situation politique » parut dans le n° 6 du journal bolchevique de Cronstadt *Prolétarskoïé Dtélo* [la Cause prolétarienne], le 2 août (20 juillet) 1917, sous le titre « Climat politique ». Pour éviter l'interdiction du journal par le Gouvernement provisoire, la rédaction remplaça, lors de la publication de l'article, les mots « insurrection armée » par « lutte résolue ». L'article est ici publié d'après le manuscrit. — P. 189.

75. Le « *Bulletin de la « Pravda »* en langue allemande, qui parut à Stockholm de juin à novembre 1917 sous le titre de « Russische Korrespondenz « Pravda », était publié par la représentation à l'étranger du Comité central du P.O.S.D.(b)R. Le Bulletin publiait des articles sur les aspects principaux de la révolution en Russie, des documents, des tours d'horizon, des chroniques mettant en lumière la vie du parti et du pays. Paraissait également en langue française. — P. 194.

76. Le 5 (18) juillet 1917, après la publication par le journal des Cent-Noirs *Jivoïé Slovo* de la grossière calomnie visant Lénine, le Comité exécutif central menchevique-s.-r. du Soviet des députés ouvriers et soldats, à la demande de la fraction bolchevique constitua une commission d'enquête destinée à faire la lumière sur les accusations lancées contre Lénine et quelques autres bolcheviks. Mais dès que le Gouvernement provisoire prit la décision de confier au procureur de la Chambre de justice de Petrograd l'enquête sur l'organisation, les 3-5 juillet 1917, d'une intervention armée contre le pouvoir d'Etat dans la ville de Petrograd, la commission d'enquête du Comité exécutif central donna sa démission. Le 9 (22) juillet, elle fit savoir par les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd* qu'elle « cessait ses activités et remettait la documentation qu'elle avait réunie à la disposition de la commission gouvernementale ». Le 13 (26) juillet, à la réunion commune du C.E.C. des Soviets des députés ouvriers et soldats et du Comité Exécutif du Soviet de Russie des députés paysans, les menchevik et les s.-r. firent voter une résolution déclarant qu'ils considéraient comme inadmissible le refus de Lénine de se présenter devant le tribunal. La résolution indiquait que toutes les personnes mises en accusation par les autorités judiciaires seraient écartées du travail dans les Soviets. — P. 194.

77. *L'Affaire Beylis*, procès provocateur monté en 1913 à Kiev par le gouvernement tsariste contre le Juif Beylis faussement ac-

cusé du meurtre rituel d'un enfant chrétien du nom de Iouchtchinski (en réalité, le meurtre avait été organisé par les Cent-Noirs). En montant ce procès, le gouvernement tsariste s'efforçait d'attiser l'antisémitisme et de provoquer des pogroms contre les Juifs afin de détourner les masses du mouvement révolutionnaire qui grandissait dans le pays. Le procès suscita de larges remous dans l'opinion publique ; des manifestations ouvrières de protestation eurent lieu dans un certain nombre de villes. Beylis fut acquitté par le tribunal. — P. 196.

78. K. Marx et F. Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Œuvres choisies en deux volumes, Ed. du Progrès, Moscou, t. II, p. 348 — P. 202.

79. L'article « Illusions constitutionnelles » parut en 1917 dans le journal *Rabotchi i Soldat* [l'Ouvrier et le Soldat] et fut édité ensuite en brochure sous le titre *Au sujet de la situation actuelle*. Pour éviter l'interdiction du journal et garder secrète la préparation de l'insurrection armée par le Parti bolchevique, les mots « jusqu'à la lutte armée » furent remplacés dans le texte imprimé, lors de la publication de l'article, par « jusqu'à ses formes les plus énergiques ». L'article est publié ici d'après le manuscrit. — P. 211.

80. Lénine fait allusion au Parlement de Francfort, assemblée nationale convoquée au mois de mai 1848 en Allemagne après la révolution de mars. La majorité y appartenait à la bourgeoisie libérale qui passait son temps en discussions stériles sur le projet de Constitution, laissant pratiquement le pouvoir aux mains du roi. — P. 215.

81. Allusion à l'ouvrage de Marx *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte* (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou, t. I, pp. 247-356). — P. 216

82. K. Marx. *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte* (voir Œuvres choisies en deux volumes, Editions de Progrès, Moscou, t. I, p. 347). — P. 218.

83. Voir F. Engels. *La Guerre des paysans en Allemagne*, Editions Sociales, Paris, 1951, — P. 219.

84. Il s'agit de la Conférence d'Etat que préparait le Gouvernement provisoire et qui se réunit à Moscou le 12 (25) août 1917. La majorité de ses participants étaient des représentants des grands propriétaires fonciers, de la bourgeoisie, du corps des généraux, des officiers et des cosaques. La délégation des Soviets se composait de mencheviks et de socialistes-révolutionnaires. La conférence se fixait pour objectif de mobiliser les forces contre-révolutionnaires de la bourgeoisie et des grands propriétaires fon-

ciers afin de mater la révolution. Au cours de la conférence, Kornilov, Alexéiev, Kalédine, etc., présentèrent un programme d'écrasement de la révolution. Dans son discours, Kérenski menaça de réprimer le mouvement révolutionnaire et les tentatives faites par les paysans pour s'emparer des terres des propriétaires fonciers. Le Comité central du Parti bolchevique invita le prolétariat à protester contre la Conférence d'Etat. Le jour de l'ouverture de celle-ci les bolcheviks organisèrent à Moscou une grève générale d'un jour à laquelle prirent part plus de 400 000 personnes. Des meetings de protestation et des grèves eurent lieu également dans plusieurs autres villes. — P. 225.

85. « *Die Glocke* » [la Cloche], revue éditée à Munich, puis à Berlin, en 1915-1925 par un membre du parti social-démocrate allemand, le social-chauvin Parvus (Helfand), agent de l'impérialisme allemand. — P. 236.

86. Il s'agit du Gouvernement provisoire de coalition, constitué le 24 juillet (6 août) 1917 et qui comprenait le président et ministre de la Guerre et de la Marine, A. Kérenski (socialiste-révolutionnaire), le vice-président et ministre des Finances, N. Nékrassov (cadet), le ministre de l'Intérieur, N. Avksentiev (socialiste-révolutionnaire) et d'autres. Ce gouvernement, qui résultait d'une coalition des cadets, des s.-r., des mencheviks, des « socialistes-populistes » et de quelques sans-parti affiliés aux cadets, était dominé par les cadets. A la réunion commune du Comité Exécutif Central des Soviets des députés ouvriers et soldats et du Comité exécutif du Soviet des députés paysans qui se tint le 25 juillet (7 août), les mencheviks et les s.-r. adoptèrent une résolution appelant à soutenir activement le nouveau gouvernement de coalition. — P. 240.

87. Il s'agit de la déclaration du Gouvernement provisoire en date du 8 (21) juillet 1917, contenant plusieurs promesses démagogiques par lesquelles il espérait calmer les masses après les journées de juillet. Le Gouvernement promettait : d'organiser à la date fixée, le 17 (30) septembre, les élections à l'Assemblée constituante, de promulguer à brève échéance l'auto-administration des municipalités et des zemstvos, de supprimer les ordres, de prendre les mesures indispensables pour remédier à la ruine économique, de rendre des lois appropriées sur la journée de 8 heures, la sécurité du travail, les assurances sociales ; de mettre au point un projet de réforme agraire à soumettre à l'Assemblée constituante. Aucune de ces promesses ne fut tenue. — P. 240.

88. Le 12 (25) juillet, le Gouvernement provisoire décréta la peine de mort sur le front. Des « cours martiales révolutionnaires », dont les verdicts étaient exécutoires immédiatement après publication, furent instituées dans les divisions. — P. 247.

89. Les *troudoviks* (Groupe du travail), fraction des démocrates petits-bourgeois dans les Doumas d'Etat, comprenant des paysans et des intellectuels de tendance populiste. La fraction des troudoviks, qui avait été constituée en avril 1906 par les députés paysans de la 1re Douma d'Etat hésitait entre les cadets et les social-démocrates révolutionnaires. Pendant la première guerre mondiale, la majorité des troudoviks avait adopté des positions sociales-chauvines.

Après la révolution de Février, les troudoviks, porte-parole des intérêts des koulaks, soutinrent activement le Gouvernement provisoire. Hostiles à la révolution socialiste, ils prirent part à la contre-révolution bourgeoise. — P. 253.

90. La *Commission de contact* fut instituée par le Comité exécutif menchevique et socialiste-révolutionnaire du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, le 8 (21) mars 1917, pour « influencer » et « contrôler » l'activité du Gouvernement provisoire. Pratiquement, la « commission de contact » aidait le Gouvernement provisoire à utiliser l'autorité du Soviet de Petrograd pour masquer sa politique contre-révolutionnaire. Avec son aide les mencheviks et les s.-r. espéraient détourner les masses ouvrières d'une lutte révolutionnaire active pour le passage de tout le pouvoir aux Soviets. Tchkhéidzé, Steklov, Soukhanov, Philippovski, Skobélev (et un peu plus tard Tchernov et Tsérétéli) en firent partie. La « commission de contact » fut liquidée vers la mi-avril 1917, ses fonctions ayant été transmises au Bureau du Comité Exécutif. — P. 253.

91. A la suite d'un conflit entre le Soviet de Cronstadt et le commissaire du Gouvernement provisoire Pépéliaïev, le 17 (30) mai 1917, sur l'initiative de la fraction sans-parti du Soviet soutenue par les bolcheviks, une résolution fut adoptée sur la suppression du poste de commissaire gouvernemental et sur le passage de la totalité du pouvoir au Soviet de Cronstadt. Le texte déclarait en substance que le seul pouvoir dans la ville de Cronstadt était le Soviet des députés ouvriers et soldats qui, pour toutes les affaires d'Etat, se mettait en contact direct avec le Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd.

La presse bourgeoise, s.-r. et menchevique déclencha aussitôt une campagne de diffamation contre les responsables de Cronstadt et les bolcheviks, déclarant que la Russie commençait à se désagréger, que l'anarchie régnait, que Cronstadt s'était séparé, etc.

Pour résorber l'incident, une délégation (composée notamment de Tchkhéidzé et Gotz) fut dépêchée par le Soviet de Petrograd, puis par le Gouvernement provisoire (les ministres Skobélev et Tsérétéli). Ces derniers réussirent à faire voter par le Soviet de Cronstadt une décision de compromis en vertu de laquelle le commissaire devait être élu par le Soviet et confirmé dans son poste par le Gouvernement provisoire. S'y ajouta une résolution de politique générale par laquelle le Soviet de Cron-

stadt déclarait que tout en reconnaissant le pouvoir du Gouvernement provisoire, « il ne renonçait nullement au droit de critique ni à son désir de voir la démocratie révolutionnaire créer un nouvel organisme du pouvoir central en transmettant la totalité du pouvoir au Soviet des députés ouvriers et soldats » ; il exprimait l'espoir que l'influence idéologique des bolcheviks suffirait pour y parvenir. La résolution se terminait par une protestation énergique contre la tentative d'attribuer aux bolcheviks de Cronstadt « l'intention de séparer Cronstadt du reste de la Russie ». — P. 257.

92. *La rébellion de Kornilov*, soulèvement contre-révolutionnaire fomenté par la bourgeoisie et les propriétaires fonciers en août 1917 et dirigé par le commandant en chef de l'armée, le général Kornilov. La conspiration avait pour but de prendre Petrograd, de démanteler le parti bolchevique, de disperser les Soviets, d'instaurer la dictature militaire et préparer le rétablissement de la monarchie. Le chef du Gouvernement provisoire, Kérenski, prit part au complot mais une fois le soulèvement déclenché, craignant qu'il serait lui-même balayé avec Kornilov, il se sépara de ce dernier et le déclara rebelle au Gouvernement provisoire.

La sédition fut déclenchée le 25 août (7 septembre). Kornilov lança contre Petrograd le 3e corps de cavalerie, dans la ville même les organisations contre-révolutionnaires se préparaient à intervenir.

Le parti bolchevique prit la tête de la lutte des masses contre Kornilov, sans cesser pour autant de dénoncer, comme l'exigeait Lénine, le Gouvernement provisoire et ses acolytes s.-r. et mencheviques. Sur l'appel du C.C. bolchevique, les ouvriers de Petrograd, les soldats et les matelots révolutionnaires engagèrent la lutte. Les ouvriers de la capitale constituèrent rapidement des détachements de gardes rouges. Plusieurs comités révolutionnaires furent constitués. La progression des troupes de Kornilov fut stoppée. Démoralisées par la propagande bolchevique, elles commencèrent à se désorganiser.

La rébellion de Kornilov fut étouffée. Sous la pression des masses le Gouvernement provisoire fut contraint d'ordonner l'arrestation de Kornilov et de ses acolytes, et de les traduire en justice pour rébellion. — P. 262.

93. La question de la convocation à Stockholm d'une conférence internationale des socialistes vint à l'ordre du jour en avril 1917. Le social-démocrate danois Bjorgberg vint à Petrograd inviter les partis socialistes de Russie, au nom du Comité unifié des partis ouvriers du Danemark, de Norvège et de Suède, à prendre part à une « conférence de la paix des socialistes à Stockholm ». Cette question fut débattue à la séance du Soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires acceptèrent la proposition de Bjorgberg et décidèrent de prendre l'initiative de sa convo-

cation. La VIIe conférence des bolcheviks de Russie (conférence d'Avril), sur proposition de Lénine, s'éleva résolument contre la participation à une conférence convoquée par les social-chauvins, dénonça son caractère impérialiste et qualifia Bjorgberg d'agent de l'impérialisme allemand.

Le 6 (19) août 1917, à la séance du Comité exécutif central où fut discutée la même question, Kaménev prononça un discours en faveur de la participation ; il déclara que la décision des bolcheviks devait être revue. La fraction bolchevique du C.E.C. se désolidarisa de Kaménev.

Lénine adressa une lettre — « A propos de l'intervention de Kaménev au C.E.C. sur la conférence de Stockholm » — à publier au journal *Prolétari* et une autre au Bureau du Comité central à l'étranger, le 17 (30) août. Il déclarait : « Je considère l'intervention de Kaménev... comme le summum de la bêtise, sinon de l'infamie, et j'ai déjà écrit à ce propos au C.C. et à l'intention de la presse » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 35, p. 326). Le C.C. bolchevique, après avoir examiné la question, le 16 (29) août confirma sa décision de non-participation. La conférence n'eut pas lieu. — P. 263.

94. Lénine fait allusion à la résolution « Sur l'unification du parti » adoptée par le VIe Congrès du P.O.S.D.(b)R. (voir *Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du C.C.*, 1re partie, 1954, p. 388).

Le VIe Congrès du P.O.S.D.(b)R. se tint semi-légalement à Petrograd, du 26 juillet au 3 août (8-16 août) 1917. Y assistaient 157 délégués avec voix délibérative et 110 avec voix consultative, qui représentaient 240 000 membres du parti. Bien qu'obligé de garder la clandestinité, Lénine en dirigeait les travaux et maintenait la liaison avec Petrograd par des camarades spécialement affectés à cette fin par le Comité central qui venaient le trouver à Razliv. Les thèses de Lénine « La situation politique », son article « A propos des mots d'ordre » et quelques autres furent mis à la base des résolutions du congrès. Tout en résidant à Razliv, Lénine prenait part à l'élaboration et à la rédaction des principaux projets de résolutions du congrès qui l'élut unanimement président d'honneur. L'ordre du jour comprenait les questions suivantes : 1) le rapport du Bureau à l'organisation ; 2) le rapport du C.C. du P.O.S.D.R. ; 3) les comptes rendus d'activité des provinces ; 4) la situation actuelle : a) la guerre et la situation internationale ; b) la situation politique et économique ; 5) révision du programme ; 6) les questions d'organisation ; 7) les élections à l'Assemblée constituante ; 8) l'Internationale ; 9) l'unification du parti ; 10) le mouvement syndical ; 11) les élections ; 12) divers. Le congrès discuta de la comparution éventuelle de Lénine devant les tribunaux.

Les délégués écoutèrent le rapport politique du Comité central et le rapport sur la situation politique présenté par Staline. La résolution sur la situation politique se basait sur

les directives de Lénine. Elle donnait une appréciation de la situation politique dans le pays après les événements de juillet, exposait la ligne politique du parti durant la nouvelle étape de la révolution. Le congrès constatait que la période d'évolution pacifique était terminée, qu'en fait le pouvoir était passé aux mains de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Conformément aux indications de Lénine, le congrès retira momentanément le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ! », car les Soviets dirigés maintenant par les mencheviks et les s.-r. étaient devenus l'instrument du Gouvernement provisoire. Mais cela ne signifiait pas pour autant que l'on renonçait aux Soviets en général, comme forme structurelle de la dictature du prolétariat. Le congrès avança un autre mot d'ordre : lutter pour la liquidation totale de la dictature de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et pour la conquête du pouvoir par le prolétariat allié à la paysannerie pauvre, au moyen de l'insurrection armée.

Les délégués repoussèrent les vues antiléninistes de Préobrajenski niant la possibilité de la victoire de la révolution socialiste en Russie, qui déclarait que l'on ne pourrait orienter le pays dans la voie socialiste que si la révolution prolétarienne éclatait en Occident. Le congrès donna également la réplique à Boukharine qui s'était élevé contre l'option du parti pour la révolution socialiste, et qui affirmait que les paysans faisaient bloc avec la bourgeoisie et ne suivraient pas la classe ouvrière.

Les décisions mirent l'accent sur la thèse de Lénine sur l'alliance du prolétariat et la paysannerie pauvre, considérée comme la condition majeure de la victoire de la révolution socialiste. La résolution « Sur la situation politique » disait : « Seul le prolétariat révolutionnaire, à condition de bénéficier du soutien de la paysannerie pauvre, est en mesure d'accomplir cette mission, à déboucher sur un nouvel essor » (*Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et sessions plénières du C.C.* 1re partie, 1954, p. 376).

L'une des premières à être examinées fut la question de la comparution éventuelle de Lénine devant les tribunaux. Dans sa conclusion sur le rapport politique du C.C., Staline se prononça pour la comparution, à condition que la sécurité personnelle de Lénine soit garantie et que le procès soit organisé démocratiquement. Il proposa donc une résolution dans ce sens et déclara notamment : « A l'heure actuelle on ne peut pas encore dire qui détient le pouvoir. Nous n'avons pas la garantie que s'ils étaient arrêtés (Lénine et Zinoviev. -*N.R.*), ils n'en courraient aucun risque. Tout changerait si le procès est organisé démocratiquement et si nous avons la garantie qu'ils ne seront pas brimés. A cette question on nous a répondu au C.E.C. : « Nous ignorons comment les choses peuvent tourner. » Tant que la situation reste incertaine, tant qu'une lutte souterraine se poursuit entre le pouvoir officiel et le pouvoir de fait, il n'y a aucune raison que nos camarades comparaissent devant les tribunaux. Mais si les autorités se trouvant au pouvoir peuvent garantir qu'il n'y aura pas violence, peuvent faire preuve d'une

certaine honnêteté... ils comparaîtront » (*Le VIe Congrès du P.O.S.D.(b)R. Août 1917. Procès-verbaux* », 1958, pp. 27-28). C'était là une opinion qui reflétait une appréciation bien incorrecte de la situation politique réelle, et admettait la possibilité d'un tribunal bourgeois « honnête ».

Le rapport sur la comparution de Lénine devant les tribunaux fut fait par Ordjonikidzé, qui souligna qu'en aucun cas on ne devait livrer Lénine à l'autorité judiciaire. Dzerjinski, Skripnik et d'autres se prononcèrent pour la non-comparution. « Nous devons, nettement et carrément, dire que les camarades qui ont conseillé à Lénine de ne pas se laisser arrêter ont bien fait, déclara Dzerjinski. Il faut expliquer à nos camarades que nous ne faisons pas confiance au Gouvernement provisoire et à la bourgeoisie, et que nous ne livrerons pas Lénine tant que la justice n'aura pas triomphé. »

V. Volodarski, I. Bezrabotny (D. Manouïlski) et M. Lachévitch se prononcèrent pour la comparution (à condition que la sécurité personnelle de Lénine lui soit garantie, que le procès soit public et que des représentants du C.E.C. des Soviets y assistent), et proposèrent leur propre résolution.

Au terme de la discussion, le VIe Congrès adopta unanimement une résolution s'opposant à la comparution de Lénine devant l'autorité judiciaire et exprimant « une véhémente protestation contre l'ignoble persécution des chefs du prolétariat révolutionnaire par la justice, la police et les mouchards », et envoya un message de solidarité à Lénine.

Sverdlov présenta un rapport sur le travail d'organisation du C.C., dans lequel il indiquait qu'au cours des trois mois qui s'étaient écoulés depuis la VII[e] Conférence de Russie (conférence d'Avril) le nombre des membres du parti avait triplé, passant de 80 à 240 000. Le nombre des organisations du parti était passé de 78 à 162. Le congrès écouta 19 rapports sur la situation en province. Les rapporteurs signalaient l'immense travail effectué ici par les organisations bolcheviques et la montée incessante de leur influence parmi les masses laborieuses.

Le VIe Congrès discuta et ratifia la plate-forme économique du parti bolchevique, qui prévoyait les mesures révolutionnaires suivantes : la nationalisation et la centralisation des banques, la nationalisation de la grande industrie, la confiscation des domaines des propriétaires fonciers et la nationalisation de toute la terre, l'établissement du contrôle ouvrier sur la production et la répartition, l'organisation d'un échange rationnel entre la ville et la campagne, etc.

Le congrès adopta les nouveaux statuts du parti. Le § 1 sur l'appartenance au parti fut complété : tous les membres du parti étaient dorénavant tenus d'appliquer les décisions du parti ; pour la première fois il fut établi que deux membres du parti devaient recommander chaque nouveau membre, dont l'admission était à confirmer par l'assemblée générale de l'organisation du parti. Les statuts soulignaient que le fonctionnement de toutes les organisations du parti se basait sur le principe

du centralisme démocratique. La convocation des congrès était annuelle, celle des séances plénières du C.C. d'au moins une fois tous les deux mois.

Le congrès confirma la décision de la VIIe Conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. (conférence d'Avril) concernant la révision du programme du parti dans le sens proposé. Il estima indispensable de convoquer dans le plus proche avenir un congrès extraordinaire chargé d'élaborer le nouveau programme et confia au Comité central et à toutes les organisations du parti de déployer la plus large discussion préparatoire à ce sujet.

Dans la résolution « Sur les fédérations de jeunesse » le congrès reconnaissait qu'une des tâches urgentes du moment était de créer des organisations de jeunesse ouvrière à orientation socialiste ; il faisait un devoir aux organisations du parti d'accorder le maximum d'attention à cette tâche. Après avoir discuté de la question « Du mouvement syndical », le congrès critiqua la théorie de la neutralité des syndicats et indiqua que ceux-ci avaient un intérêt vital à ce que la révolution soit menée jusqu'à la victoire ; les syndicats ne pourraient accomplir la mission dévolue à la classe ouvrière de Russie qu'en restant des organisations de classe combatives, reconnaissant la direction politique du parti bolchevique.

Toutes les décisions du VIe Congrès du parti poursuivaient ce but essentiel : préparer le prolétariat et la paysannerie pauvre à l'insurrection armée, à la victoire de la révolution socialiste. Le manifeste publié au nom du congrès et adressé à tous les travailleurs, ouvriers, soldats et paysans de Russie les appelait à accumuler les forces et à se préparer sous le drapeau du parti bolchevique, au combat décisif contre la bourgeoisie. Le Congrès élut un C.C. composé de Lénine, I. Berzine, A. Boubnov, F. Dzerjinski, A. Kollontaï, V. Milioutine, M. Mouranov, V. Noguine, I. Sverdlov, F. Serguéev (Artiom), J. Staline, M. Ouritski, S. Chaoumian et quelques autres. — P. 270.

95. « *Prolétari* » [Le Prolétaire], quotidien, organe central du Parti bolchevique, parut du 13 (26) août au 24 août (6 septembre) 1917 à la place de la *Pravda* interdite par le Gouvernement provisoire. Il eut 10 numéros. — P. 270.

96. Lénine cite ici le poème de N. Nékrassov, *Bienheureux le poète serein*. — P. 282.

97. *Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne*, parti centriste, fondé en avril 1917 au congrès constitutif de Gotha dans un moment de flambée révolutionnaire, attisée par la révolution démocratique bourgeoise de Février en Russie. Les dirigeants opportunistes du parti social-démocrate allemand perdaient de plus en plus la confiance des membres de la base et le parti était menacé de scission par les éléments de gauche. Pour empêcher la scission et la formation d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, les leaders centristes tentèrent de constituer un parti

«indépendant », qui leur permettrait de conserver les masses sous leur influence. Les « indépendants », qui se cachaient derrière la phraséologie centriste, prônaient l'unité avec les social-chauvins, ils tendaient à renoncer à la lutte de classe. L'organisation kautskiste « Communauté du Travail » au Reichstag en constituait la partie essentielle. Une scission se produisit en octobre 1920, au congrès du Parti social-démocrate indépendant qui se tint à Halle. En décembre 1920, une fraction importante de ce parti fusionna avec le Parti communiste d'Allemagne. Les éléments de droite formèrent un parti séparé et reprirent l'ancienne appellation de Parti social-démocrate indépendant, qui subsista jusqu'en 1922. — P. 292.

98. Les *Izvestia du Soviet des députés paysans de Russie*, quotidien, organe officiel du Soviet des députés paysans de Russie. Paraissant à Petrograd entre le 9 (22) mai et décembre 1917, il exprimait les opinions de l'aile droite du parti socialiste-révolutionnaire. Le journal se montra hostile à la Grande Révolution d'Octobre et fut interdit pour son orientation contre-révolutionnaire .— P. 300.

99. Lénine fait ici allusion à l'ouvrage de F. Engels *La question paysanne en France et en Allemagne* (Editions Sociales, 1956, pp. 24-27). — P. 307.

100. « *Rabotchi* » [l'Ouvrier], quotidien, organe central du Parti bolchevique, qui parut du 25 août (7 septembre) au 2 (15) septembre 1917, à la place de la *Pravda* interdite par le Gouvernement provisoire. Il eut 12 numéros. — P. 316.

101. *Le congrès d'unification* menchevique, qui se tint à Petrograd du 19 au 26 août (1-8 septembre) 1917, avait pour but de réunir en un seul parti les multiples formations mencheviques. Y assistèrent les mencheviks « jusqu'auboutistes » (partisans de Plékhanov et de Potressov), les mencheviks internationalistes (partisans de Martov) et les représentants du journal *Novaïa Jizn*, qui avaient pris une part active à sa convocation. A la majorité des voix, le Congrès opta pour la poursuite de la guerre « jusqu'à la victoire », approuva la participation des socialistes au Gouvernement provisoire bourgeois et lui exprima sa confiance. Le Congrès élut un comité central composé de P. Axelrod, F. Dan, L. Martov, I. Tsérétéli, N. Tchkhéidzé et autres. En cours de travaux des divergences se manifestèrent et l'unification des mencheviks ne fut pas réalisée. — P. 318.

102. Il s'agit du coup d'Etat du 3 juin, qui inaugura la période de la « réaction stolypinienne ».

Le 3 (16) juin 1907 fut promulgué le Manifeste du tsar annonçant la dissolution de la IIe Douma d'Etat et des amendements à la loi électorale. Conformément à la nouvelle loi, la représentation des propriétaires terriens et de la bourgeoisie com-

merçante et industrielle était notablement majorée, tandis que celle des paysans et ouvriers déjà minime, était encore diminuée. La décision venait en violation flagrante du Manifeste du 17 octobre 1905 et de la loi fondamentale de 1906, suivant lesquels les lois ne pouvaient être promulguées sans l'approbation de la Douma d'Etat. La IIIe Douma, élue conformément à la nouvelle loi, se réunit le 1er (14) novembre 1907 ; elle était composée essentiellement de Cent-Noirs et d'octobristes. — P. 323.

103. Au cours des élections aux Doumas d'arrondissement de Petrograd, qui eurent lieu du 27 mai au 5 juin (du 9 au 18 juin) 1917, les bolcheviks recueillirent environ 20% des voix. Aux élections à la Douma de Petrograd qui eurent lieu le 20 août (2 septembre) 1917, les bolcheviks réunirent 33% des suffrages. — P. 325.

104. « *Spartak* » (Spartacus), revue théorique du Bureau régional de Moscou, du Comité de Moscou et (à partir du n° 2) du Comité de Moscou du P.O.S.D.(b)R. ; parut du 20 mai (2 juin) au 29 octobre (11 novembre) 1917 — P. 329.

105. Le texte *A propos de Zimmerwald* avait été rédigé par Lénine à l'occasion de la session du Comité central du parti qui devait se tenir le 3 (16) septembre .

Lénine estimait qu'en restant dans l'union de Zimmerwald dont la majorité des membres adoptaient une position centriste, on remettait sine die la création de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste. — P. 331.

106. A l'occasion de la réélection du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd la section ouvrière du Soviet examina, le 23 août (5 septembre) 1917, la question de la modification du système des élections au Soviet (un délégué pour 1 000 ouvriers et un délégué soldat par unité militaire ; détachement, compagnie). En vertu du système en vigueur, les soldats avaient au Soviet bien plus de députés que les ouvriers. A la majorité des voix, la section ouvrière adopta la résolution bolchevique stipulant que le système des élections au Soviet devait être réorganisé d'après le principe de la représentation proportionnelle, soit un délégué pour 1 000 électeurs. Mais à la réunion de la section des soldats, qui eut lieu le 25 août (7 septembre), cette proposition fut rejetée. Les socialistes-révolutionnaires réussirent à faire voter leur propre résolution qui maintenait en vigueur l'ancien système d'élections. — P. 332.

107. *Les blanquistes*, partisans de l'éminent révolutionnaire français, représentant du communisme utopique, Louis Auguste Blanqui (1805-1881). Les blanquistes envisageaient « la délivrance de l'humanité de l'esclavage salarié non pas au moyen de la lutte de classe du prolétariat, mais à la suite du complot d'une petite minorité d'intellectuels » (Lénine, Œuvres, Paris-

Moscou, t. 10, p. 411). A l'activité révolutionnaire du parti ils substituaient l'action d'une poignée de conspirateurs, sans tenir compte de la situation concrète nécessaire à la victoire de l'insurrection et dédaignant la liaison avec les masses. — P. 333.

108. Voir F. Engels : *Littérature des émigrés. II. Programme des émigrés blanquistes de la Commune* ». — P. 333.

109. Voir la lettre d'Engels à F. Turati du 26 janvier 1894. — P. 333.

110. Après l'échec du putsch de Kornilov, il fut question de former un nouveau Gouvernement provisoire où les cadets figureraient aux côtés des mencheviks et des s.-r. Craignant de perdre définitivement la confiance des masses, les mencheviks et les s.-r. déclarèrent qu'ils refusaient d'entrer dans un gouvernement auquel participeraient les cadets. Le 1er (14) septembre 1917, le Gouvernement provisoire décida de former un directoire réunissant les cinq personnalités suivantes : A. Kérenski, A. Verkhovski, D. Verderevski, A. Nikitine et M. Térechtchenko. Officiellement, les cadets ne faisaient pas partie de ce gouvernement formé en réalité à l'issue d'une entente tacite avec eux. A la session conjointe du Comité Exécutif Central des Soviets des députés ouvriers et soldats et du Comité Exécutif du Soviet de députés paysans du 2 (15) septembre, les mencheviks et les s.-r. adoptèrent une résolution de soutien au gouvernement dans sa nouvelle composition. Ainsi, tout en annonçant en paroles leur rupture avec les cadets, les mencheviks et les s.-r. aidèrent cette fois encore les capitalistes et les propriétaires fonciers à se maintenir au pouvoir. — P. 339.

111. Le *Projet de résolution sur la situation politique actuelle* fut préparé par Lénine pour être présenté à la réunion plénière du Comité central du Parti bolchevique, qu'une décision du C.C. avait fixée au 3 (16) septembre 1917. Le jour dit, il y eut une séance restreinte du C.C., au cours de laquelle ce projet ne fut pas discuté. Les procès-verbaux du C.C. du P.O.S.D.(b)R. se rapportant à cette période, ne font aucune mention d'une discussion du projet par l'assemblée plénière du Comité central. — P. 340.

112. *La division sauvage* avait été formée pendant la première guerre mondiale avec des volontaires issus des tribus montagnardes du Caucase du Nord. Le général Kornilov tenta d'utiliser cette unité en qualité de troupe de choc pendant sa tentative de putsch contre-révolutionnaire. — P. 342.

113. *La Conférence démocratique de Russie* [Petrograd, du 14 au 22 septembre (27 septembre-5 octobre) 1917] avait été convoquée par les mencheviks et les s.-r. dans l'espoir d'affaiblir la montée

révolutionnaire. Y prirent part divers représentants des partis petits-bourgeois, des Soviets conciliateurs, des syndicats, des zemstvos, des milieux commerciaux et industriels, des unités militaires. Les bolcheviks y participèrent dans le but de dénoncer les plans des mencheviks et des s.-r. La conférence démocratique forma un Préparlement (Conseil provisoire de la république) à l'aide duquel les mencheviks et les s.-r. se proposaient de freiner la révolution et d'aiguiller le pays sur la voie du parlementarisme bourgeois.

Sur la proposition de Lénine, le C.C. du parti décida que les bolcheviks quitteraient le Préparlement ; seuls les capitulards Kaménev, Rykov et Riazanov, qui s'étaient élevés contre l'option du parti pour la révolution socialiste, préconisaient la participation au Préparlement. Les bolcheviks dénoncèrent la félonie de cette officine tout en préparant les masses à l'insurrection armée. — P. 355.

114. Kit Kitytch : surnom, riche marchand campé par Ostrovski dans sa comédie *Payer les pots cassés*. Lénine appelle Kit Kitytch les brasseurs d'affaires capitalistes. — P. 355.

115. *Les comités des industries de guerre* avaient été fondés en mai 1915 par la grande bourgeoisie impérialiste dans le but d'aider à l'effort de guerre du tsarisme. Le gros capitaliste A. Goutchkov, leader des octobristes, était le président du Comité central des industries de guerre. Faisaient également partie de ce Comité l'industriel A. Konovalov, le banquier et industriel M. Térechtchenko, etc. Désireuse de placer les ouvriers sous son influence et de leur inculquer un état d'esprit chauvin, la bourgeoisie décida d'organiser des « groupes ouvriers » auprès de ces comités. Elle entendait montrer ainsi que la « paix sociale », avait été conclue entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les bolcheviks boycottèrent les comités des industries de guerre et furent soutenus par la majorité des ouvriers.

A la suite du vaste travail d'explication des bolcheviks, sur les 239 comités des industries de guerre régionaux et locaux, 70 seulement organisèrent des élections de « groupes ouvriers », et 36 eurent leurs représentants ouvriers. — P. 356.

116. « *Svobodnaïa Jizn* » [La Vie libre], journal d'orientation menchevique, parut à Petrograd du 2 (15) au 8 (21) septembre 1917 en remplacement du journal *Novaïa Jizn* temporairement interdit. — P. 381.

117. Le 31 août (13 septembre) 1917, le Soviet de Petrograd adopta en séance plénière pour la première fois depuis sa création et à la majorité de 279 voix contre 115 et 50 abstentions, une résolution présentée par la fraction bolchevique, qui repoussait résolument la politique d'entente avec la bourgeoisie. La résolution préconisait la remise de la totalité du pouvoir aux mains des Soviets et esquissait un vaste programme de transformations

révolutionnaires dans le pays. Quelques jours plus tard, le parti bolchevique remporta une nouvelle victoire d'importance. Le 5 (18) septembre, le Soviet des députés ouvriers et soldats de Moscou adopta à la majorité de 355 voix une résolution bolchevique d'un contenu analogue. — P. 396.

118. « *Rousskoïé Slovo* » [la Parole russe], quotidien paru à Moscou depuis 1895 (un numéro d'essai avait paru en 1894) et édité par I. Sytine. Nominalement sans-parti, le journal défendait les intérêts de la bourgeoisie russe dans l'esprit du libéralisme modéré. En 1917, il soutint à fond le Gouvernement provisoire bourgeois et mena une vaste campagne de calomnies contre Lénine et le parti bolchevique.

En novembre 1917, ce journal fut interdit pour publication d'informations antisoviétiques calomnieuses. A partir de janvier 1918 reparut pendant un certain temps sous le titre de *Novoïé Slovo* [la Nouvelle Parole] et de *Nachê Slovo* [Notre Parole]. Fut définitivement interdit en juillet 1918. — P. 409.

119. L'ouvrage *L'Etat et la Révolution* fut écrit par Lénine dans l'illégalité, en août-septembre 1917. Dès la seconde moitié de 1916, Lénine indiquait la nécessité d'une étude théorique de la question de l'Etat. C'est aussi à cette époque qu'il rédigea une note intitulée *L'Internationale de la jeunesse* (voir *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 23, pp. 179-183), dans laquelle il critiquait la position antimarxiste de Boukharine sur la question de l'Etat et promettait d'écrire un article circonstancié sur l'attitude du marxisme envers l'Etat. Dans une lettre à Kollontaï, datée du 17 février 1917, Lénine l'informe qu'il a presque achevé de rassembler la documentation nécessaire sur cette question. Il s'agit des matériaux, recopiés d'une fine écriture serrée, qui figurent dans un cahier à couverture bleue intitulé *Le marxisme et l'Etat*. On y trouve réunis des citations empruntées aux œuvres de K. Marx et de F. Engels, ainsi que des extraits des livres de Kautsky, Pannekoek et Bernstein, avec des observations critiques, des conclusions et des généralisations de Lénine.

L'Etat et la Révolution devait comporter sept chapitres : mais le chapitre VII : « L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917 », ne fut jamais écrit ; on n'en a gardé qu'un plan minutieusement dressé (voir Recueil Lénine XXI, 1933, pp. 25-26). En ce qui concerne la publication de son ouvrage, Lénine écrivit dans un billet adressé à l'éditeur que « s'il était trop en retard pour le septième chapitre, ou si celui-ci grossissait outre mesure, il faudrait publier les six premiers chapitres séparément, comme *premier fascicule...* ».

La première page du manuscrit porte le pseudonyme « F. F. Ivanovski ». Lénine pensait faire paraître son livre sous ce pseudonyme, faute de quoi le Gouvernement provisoire l'aurait fait saisir. L'ouvrage n'ayant paru qu'en 1918, il devint inutile de recourir à un pseudonyme. Une deuxième édition du livre comportant, au deuxième chapitre, une nouvelle

partie : « Comment Marx pose la question en 1852 », ajoutée par Lénine, fut publiée en 1919. — P. 413.

120. *Les Fabiens*, membres de la Société fabienne, organisation réformiste anglaise, fondée en 1884. En faisaient partie surtout des intellectuels bourgeois : savants, écrivains, personnalités politiques (S. et B. Webb, R. MacDonald, B. Show, etc.) ; ces gens niaient que la lutte de classe du prolétariat et la révolution socialiste fussent nécessaires et affirmaient que le passage du capitalisme au socialisme n'était possible qu'au moyen de petites réformes, de transformations sociales graduelles. Lénine caractérisa le courant fabien comme une « tendance d'*extrême opportunisme* » (*Œuvres*, Paris-Moscou, t. 13, p. 376). En 1900, la Société fabienne adhéra au Labour Party. Le *socialisme fabien* est une des sources de l'idéologie travailliste.

Pendant la première guerre mondiale, les fabiens optèrent pour des positions social-chauvines. Voir la caractéristique des fabiens dans l'article de Lénine « Le pacifisme anglais et l'aversion anglaise pour la théorie » (*Œuvres*, Paris-Moscou, t. 21, pp. 267-273). — P. 415.

121. Voir F. Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.* (Voir K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou, t. II, p. 347).

Lénine cite le même ouvrage, pp. 420-421, 423, 424, 425, 426, 427 du présent tome (Ibid., pp. 347-351). — P. 419.

122. *Organisation gentilice ou tribale de la société*, c'est-à-dire la société primitive, première formation économique et sociale de l'histoire. La gens était une communauté de sang liée par des intérêts économiques et sociaux identiques. La société gentilice connut deux grandes périodes : matriarcat et patriarcat. Ce dernier aboutit à la transformation de la société primitive en société de classe et à l'apparition de l'Etat. Les rapports de production de la société primitive reposaient sur la propriété collective des moyens de production et la répartition égalitaire, ce qui correspondait en gros au faible développement des forces productives de cette époque.

A propos de la société primitive, voir Karl Marx, *Résumé du livre de Lewis G. Morgan « La société antique »* (Archives Marx et Engels, t. IX, 1941) et l'ouvrage de F. Engels *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.* — P. 420.

123. Voir F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1956, p. 319. Lénine cite ce même ouvrage p. 432 du présent tome (Ibid., p. 216). — P. 429.

124. *La guerre de Trente Ans* (1618-1648), premier conflit ayant affecté toute l'Europe, résulta d'une aggravation brutale des litiges entre les différents groupes d'Etats, et prit la forme d'une lutte entre protestants et catholiques. La guerre débuta par une

insurrection en Bohême dirigée contre les Habsbourg et l'offensive de la réaction catholique. Les Etats européens qui entrèrent ensuite èn lice formèrent deux camps. Le pape, les Habsbourgs espagnols et autrichiens et les princes catholiques d'Allemagne se rallièrent sous le drapeau du catholicisme contre les pays protestants : Bohême, Danemark, Suède, Pays-Bas et plusieurs Etats allemands ayant adhéré à la Réforme. Les pays protestants furent soutenus par les rois de France, adversaires des Habsbourg. L'Allemagne devint la principale arène de cette lutte, l'objet du pillage militaire et des prétentions territoriales des belligérants. La guerre prit fin en 1648 après la conclusion des traités de Westphalie, qui consacrèrent le morcellement politique de l'Allemagne. — P. 432.

125. Voir K. Marx, *Misère de la philosophie.* Editions Sociales, Paris 1947, p. 135 — P. 433.

126. Voir K. Marx et F. Engels, *Manifeste du Parti Communiste,* (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Ed. du Progrès, Moscou, t. I, pp. 55-56), — P. 433.

127. *Le programme de Gotha,* programme du Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, adopté en 1875 au congrès de Gotha à l'occasion de l'unification des deux partis socialistes allemands : les eisenachiens (dirigés par A. Bebel et W. Liebknecht et sensibles à l'influence théorique de Marx et d'Engels) et les lassalliens. Le programme était entaché d'éclectisme et d'opportunisme, car les eisenachiens avaient fait des concessions aux lassalliens sur des points très importants, et avaient adopté les formulations de ces derniers. Karl Marx, dans *La critique du programme de Gotha,* et F. Engels, dans sa lettre à A. Bebel en date du 18-28 mars 1875, soumirent le projet du programme de Gotha à une violente critique, parlant d'un grand pas en arrière par rapport au programme eisenachien de 1869. — P. 433.

128. Voir la note n° 125. — P. 434.

129. Voir K. Marx et F. Engels, *Manifeste du Parti Communiste,* (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Ed. du Progrès, Moscou, t. 1, pp. 33, 42) — P. 435.

130. Voir K. Marx, *Le 18-Brumaire de Louis-Bonaparte,* (K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Ed. du Progrès, Moscou, t. I, p. 343-345.)
Lénine cite la préface d'Engels à la 3e édition du même ouvrage, p. 443 du présent tome (Ibid., p. 350). — P. 439.

131. « *Die Neue Zeit* » (Temps Nouveaux), revue théorique du Parti social-démocrate allemand, parut à Stuttgart de 1883 à 1923. Jusqu'en octobre 1917, fut rédigée par K. Kautsky, puis par G. Cunow. La revue fut la première à publier certains textes de

Marx et d'Engels. Engels aidait la rédaction de ses conseils et la critiquait à maintes reprises pour ses déviations. A partir de 1895, après la mort d'Engels, la revue commença à servir systématiquement de tribune à des révisionnistes, publiant notamment la série d'articles intitulée « Problèmes du socialisme » par laquelle Bernstein inaugurait une violente campagne contre le marxisme. Pendant la première guerre mondiale, la revue adopta une position centriste, soutenant en fait les social-chauvins. — P. 444.

132. Voir la lettre de K. Marx à J. Weydemeyer du 5 mars 1852. — P. 445.

133. K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Ed. du Progrès, Moscou, t. 1, p. 14. — P. 448.

134. Voir la lettre de K. Marx à L. Kugelmann du 12 avril 1871. — P. 449.

135. Voir K. Marx, *La Guerre civile en France*, 1871 (Œuvres choisies en deux volumes, Ed. du Progrès, Moscou, t. I, pp. 548-553.)
Lénine cite ce même ouvrage, pp. 455, 456, 462-467 du présent tome. (Ibid., pp. 555, 551-556). — P. 453.

136. Les *Girondins*, groupement politique bourgeois qui se signala pendant la Révolution française du XVIIIe siècle. Les Girondins traduisaient les intérêts de la bourgeoisie modérée, oscillaient entre la révolution et la contre-révolution, s'engageaient dans des transactions avec la monarchie. — P. 466.

137. Voir F. Engels, *La Question du logement* (Œuvres choisies en deux volumes, Ed. du Progrès, Moscou, t. I, p. 609.)
Lénine cite ce même ouvrage, pp. 405, 406 du présent tome. (Ibid., pp. 672-673, 655). — P. 469.

138. Il s'agit d'articles de K. Marx : *L'indifférentisme politique*, et de F. Engels : *A propos de l'autorité*.
Lénine cite ces mêmes ouvrages, pp. 471, 472, 472-473 du présent tome (Ibid., pp. 88-91, 136, 136-137). — P. 471.

139. Voir la lettre de F. Engels à A. Bebel datée du 18-28 mars 1875. — P. 476.

140. Le *Programme d'Erfurt*, programme du Parti social-démocrate d'Allemagne, adopté en octobre 1891 au congrès d'Erfurt. Ce programme constituait un progrès par rapport au programme de Gotha (1875) ; ses thèses partaient de la doctrine marxiste du dépérissement inévitable du mode de production capitaliste auquel se substituerait le mode de production socialiste ; il soulignait la nécessité pour la classe ouvrière d'engager une lutte politique et spécifiait le rôle dirigeant du parti, etc. ;

mais le programme d'Erfurt faisait également de sérieuses concessions à l'opportunisme. Engels fit la critique détaillée du projet initial dans sa « Critique du projet de programme social-démocrate de 1891 » ; c'était en fait la critique de l'opportunisme de toute la IIe Internationale. Mais la direction de la social-démocratie allemande décida de dissimuler aux militants du parti les remarques d'Engels et lors de la mise au point du texte définitif ne tint pas compte de ses plus importantes observations. Lénine estimait que le principal défaut du programme d'Erfurt était d'avoir passé sous silence la dictature du prolétariat, ce qu'il qualifiait de lâche concession à l'opportunisme. — P. 478.

141. *La loi d'exception contre les socialistes* avait été promulguée en 1878 par le gouvernement de Bismarck pour combattre le mouvement ouvrier et socialiste allemand. Cette loi interdisait toutes les organisations du parti social-démocrate, les organisations ouvrières de masse, la presse ouvrière ; la littérature socialiste était confisquée ; les social-démocrates étaient persécutés, voire exilés. Mais ces persécutions ne purent briser le parti social-démocrate qui se réorganisa dans l'illégalité : le journal *Sozial-demokrat*, organe central du parti, était publié à l'étranger et les congrès du parti s'y réunissaient régulièrement (1880, 1883 et 1887) ; en Allemagne, les organisations et les groupes social-démocrates se réformèrent rapidement dans la clandestinité, dirigés par un C.C. illégal. En même temps, le parti utilisa largement les possibilités légales pour renforcer ses liens avec les masses, et son influence ne cessa d'augmenter : de 1878 à 1890, le nombre de voix obtenues par les social-démocrates lors des élections au Reichstag augmenta de plus de trois fois. Marx et Engels aidèrent activement les social-démocrates allemands. En 1890, sous la pression accrue du mouvement ouvrier de masse, la loi d'exception fut abrogée. — P. 480.

142. Il s'agit de la préface écrite par Engels à *La guerre civile en France* de Marx. (Voir K. Marx et F. Engels. Œuvres choisies en deux volumes, Ed. du Progrès, Moscou, t. I, pp. 501-514).
Lénine cite ce même ouvrage, pp. 485, 486-487, 487-490 du présent tome. (Ibid., pp. 503, 508, 511-514). — P. 485.

143. Le *Los-von-Kirche-Bewegung* (mouvement pour la séparation de l'Eglise) ou « Kirchenaustrittsbewegung » (mouvement pour le retrait de l'Eglise), avait pris un caractère de masse en Allemagne à la veille de la première guerre mondiale. En janvier 1914, l'article du révisionniste Paul Göre « Kirchenaustrittsbewegung and Sozialdemokratie » (Mouvement pour le retrait de l'Eglise et la social-démocratie), paru dans la revue *Die Neue Zeit* marqua l'ouverture d'une vaste discussion sur l'attitude du Parti social-démocrate allemand à l'égard de ce mouvement. Cependant certains militants en vue de la social-démo-

cratie allemande ne jugèrent pas nécessaire de riposter à Göre lorsque celui-ci affirmait que le parti devait garder la neutralité à l'égard du mouvement pour la séparation de l'Eglise et interdire à ses membres de faire une propagande antireligieuse et anticléricale au nom du parti.

L'attention de Lénine fut attirée par cette discussion au moment où il travaillait sur la documentation pour son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.* (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 39, p. 570). — P. 487.

144. *Lassalliens*, partisans et disciples du socialiste petit-bourgeois allemand Ferdinand Lassalle, membre de l'Association générale des travailleurs allemands, fondée en 1863 au Congrès des sociétés ouvrières de Leipzig pour riposter aux progressistes bourgeois qui voulaient étendre leur influence à la classe ouvrière. Lassalle, premier président de l'Association, en formula le programme et la tactique. La lutte pour le suffrage universel fut érigée en programme politique de l'Association et la création d'associations ouvrières de production subsidées par l'Etat, en programme économique. Dans leur activité pratique Lassalle et ses partisans s'accommodaient de l'hégémonie prussienne et soutenaient la politique impérialiste de Bismarck ; Engels écrivait à Marx, le 27 janvier 1865, qu'« objectivement c'était là une bassesse et la trahison de tout le mouvement ouvrier en faveur des Prussiens ». A maintes reprises Marx et Engels critiquèrent vivement la théorie, la tactique et les principes d'organisation du lassallisme qu'ils qualifiaient de courant opportuniste dans le mouvement ouvrier d'Allemagne. — P. 491.

145. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres complètes, t. 22, pp. 434-435 (éd. russe). — P. 492.

146. Voir K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, Œuvres choisies en deux volumes, Ed. du Progrès, Moscou, t. II, pp. 25-26.

Lénine cite ce même ouvrage, pp. 496, 502, 503-506 du présent tome. (Ibid., pp. 26, 15, 17). — P. 496.

147. Les *Séminaristes*, que l'écrivain russe N. Pomialovski a dépeints dans le roman du même nom. — P. 507.

148. *Le Congrès de la Ire Internationale à La Haye* se tint du 2 au 7 septembre 1872. Marx et Engels y assistèrent. Il comptait 65 délégués. A l'ordre du jour figuraient notamment les questions suivantes : les droits du Conseil général ; l'activité politique du prolétariat. Les travaux se déroulèrent dans une atmosphère de lutte aiguë contre les bakouninistes. Le congrès décida d'étendre les droits du Conseil général. En ce qui concerne « L'activité politique du prolétariat », il déclara dans sa décision que le prolétariat devait constituer son propre parti politique pour assurer le triomphe de la révolution sociale, et que sa grande tâche était la conquête du pouvoir politique. A ce congrès Ba-

kounine et Guillaume furent exclus de l'Internationale comme désorganisateurs et fondateurs d'un parti nouveau, antiprolétarien. — P. 514.

149. *Zaria* [l'Aurore], revue marxiste politique et scientifique éditée en 1901-1902 à Stuttgart par la rédaction du journal *Iskra*. Il en parut 4 numéros, en trois livraisons. — P. 515.

150. Il s'agit du *Cinquième congrès de la IIe Internationale* tenu à Paris du 23 au 27 septembre 1900. A la majorité des voix le congrès adopta la résolution de Kautsky sur la question essentielle de « La conquête du pouvoir politique et les alliances avec les partis bourgeois » à propos de la participation de Millerand au gouvernement contre-révolutionnaire de Waldeck Rousseau. La résolution déclarait que « l'entrée d'un socialiste au gouvernement bourgeois ne pouvait être considérée comme le début normal de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un moyen temporaire et exceptionnel dans une lutte menée dans les conditions difficiles. » Par la suite, les opportunistes invoquèrent souvent ce point de la résolution pour justifier leur collaboration avec la bourgeoisie.

Le n° 1 de la revue *Zaria* d'avril 1901 publiait l'article de Plékhanov « Quelques mots au sujet du dernier congrès socialiste international de Paris (Lettre ouverte aux camarades qui m'ont mandaté) », qui faisait une violente critique de la résolution de Kautsky. — P. 515.

151. Il s'agit du livre des époux Webb *Théorie et pratique du trade-unionisme anglais*. — P. 526.

152. *Les Cahiers socialistes mensuels* (*Sozialistische Monatshefte*), revue, principal organe des opportunistes de la social-démocratie allemande et l'un des organes de l'opportunisme international ; au cours de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), la revue adopta une position social-chauvine ; elle parut à Berlin de 1897 à 1933. — P. 529.

LA VIE ET L'ŒUVRE

DE V. LENINE

CHRONOLOGIE

(Juin-septembre 1917)

1917

3-24 juin [16 juin-7 juillet] — Lénine participe aux travaux du Ier Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie.

4 [17] juin — Au Ier congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, Lénine prononce un discours sur l'attitude à l'égard du Gouvernement provisoire.

Les articles de Lénine « La débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre » et « Le mille et unième mensonge des capitalistes » sont publiés dans le n° 73 de la *Pravda*.

6 [19] juin — Les articles de Lénine « Les ultras du 3 juin veulent l'offensive immédiate », « Une alliance pour arrêter la révolution » et « Remerciements » sont publiés dans le n° 74 de la *Pravda*.

Lénine participe à la session élargie du Comité central du Parti et dépose la proposition d'organiser une manifestation pacifique des ouvriers et des soldats.

7 [20] juin — Les articles de Lénine « Y a-t-il un chemin vers une paix équitable ? », « Sur les ennemis du peuple» et « Note » sont publiés dans le n° 75 de la *Pravda*.

8 [21] juin — Les articles de Lénine « Le grand départ », « De l'utilité de la polémique sur le fond », « Epidémie de crédulité » et « Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » sont publiés dans le n° 76 de la *Pravda*.

9 [22] juin — L'article de Lénine « Instaurer le socialisme ou divulguer les malversations ? » est publié dans le n° 77 de la *Pravda*.

Au Ier Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, Lénine prononce un discours sur la guerre.

Nuit du 9-10 [du 22-23] juin — Lénine participe à la réunion de la fraction bolchevique du Ier Congrès des Soviets de Russie, puis à la réunion du Comité central du P.O.S.D.(b)R. Sur la proposition de Lénine, le C.C. décide de décommander la manifestation prévue pour le 10 (23) juin.

Tard dans la nuit, Lénine prépare les documents destinés à la *Pravda* et les directives du C.C., en rapport avec la décision prise par ce dernier de décommander la manifestation.

11 [24] juin — Les articles de Lénine « Confusionnistes et paniquards », « Insinuations », « Des rumeurs troublant la population » et « Devinette » sont publiés dans le n° 79 de la *Pravda*.

Lénine rédige le « Projet d'une déclaration à adresser par le C.C. du P.O.S.D.(b)R. et le Bureau de la fraction bolchevique au congrès des Soviets de Russie au sujet de l'interdiction de la manifestation ».

A la réunion du Comité de Petrograd du P.O.S.D.(b)R. Lénine prononce un discours au sujet de la manifestation décommandée.

13 [26] juin — L'article de Lénine « Au tournant » et « Lettre à la rédaction » sont publiés dans le n° 80 de la *Pravda*.

14 [27] juin — Les articles de Lénine « La politique extérieure de la révolution russe » et « Attitude contradictoire » sont publiés dans le n° 81 de la *Pravda*.

15 [28] juin — L'article de Lénine « L'Ukraine » est publié dans le n° 82 de la *Pravda*.

16 [29] juin — L'article de Lénine « De quelle classe viennent et « viendront » les Cavaignac ? » est publié dans le n° 83 de la *Pravda*.

16-23 juin [29 juin-6 juillet] — Lénine prend une part prépondérante aux travaux de la Conférence de Russie des organisations militaires du P.O.S.D.(b)R. du front et de l'arrière ; il est élu au présidium.

17 [30] juin — Lénine écrit une lettre au Bureau étranger de Stockholm du Comité central du P.O.S.D.(b)R.

Les articles de Lénine « Comment combattre la contre-révolution », « L'Ukraine et la défaite des partis dirigeants de la Russie », « En justice Rodzianko et Djounkovski pour avoir couvert un provocateur ! », « Une singulière falsification de citations », sont publiés dans le n° 84 de la *Pravda*.

18 juin [1er juillet] — Lénine organise une réunion particulière du C.C. du P.O.S.D.(b)R. pour faire le point de la manifestation du 18 juin (1er juillet).

Les articles de Lénine « Partis dirigeants et responsables » et « Une Commission de plus », sont publiés dans le n° 85 de la *Pravda*.

20 juin [3 juillet] — L'article de Lénine « Le dix-huit juin » est publié dans le n° 86 de la *Pravda*.

Lénine présente un rapport sur la situation actuelle à la Conférence de Russie des organisations militaires du P.O.S.D.(b)R. du front et de l'arrière. Lénine est élu par le Ier congrès des Soviets de Russie membre du Comité Exécutif Central.

Entre le 20 et le 23 juin [le 3 et le 6 juillet] — Lénine présente un rapport sur la question agraire à la Conférence de Russie des organisations militaires du P.O.S.D.(b)R. du front et de l'arrière.

21 juin [4 juillet] — Les articles de Lénine « La révolution, l'offensive et notre parti », « En quoi vous distinguez-vous de Plékhanov, MM. les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ? » et « Comment Rodzianko se justifie », sont publiés dans le n° 87 de la *Pravda*.

22 juin [5 juillet] — L'article de Lénine « Où les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont-ils conduit la révolution ? » est publié dans le n° 88 de la *Pravda*.

24 juin [7 juillet] — Les articles de Lénine « Le « jacobinisme » peut-il servir à intimider la classe ouvrière ? » et « De la nécessité de fonder un syndicat des ouvriers agricoles de Russie » (premier article) sont publiés dans le n° 90 de la *Pravda*.

25 juin [8 juillet] — Les articles de Lénine : « De la nécessité de fonder un syndicat des ouvriers agricoles de Russie » (deuxième article) et « Une révolution en déliquescence » sont publiés dans le n° 91 de la *Pravda*.

27 juin [10 juillet] — Les articles de Lénine « Changements dans la situation des classes » et « Des prodiges d'énergie révolutionnaire » sont publiés dans le n° 92 de la *Pravda*.

29 juin [12 juillet] — Les articles de Lénine « Les phrases et les faits » et « Comment MM. les capitalistes dissimulent leurs bénéfices (A propos du contrôle) » sont publiés dans le n° 94 de la *Pravda*.

29 juin-4 juillet [12-17 juillet] — Lénine, malade, passe plusieurs jours au village de Neïvola, près de la gare de Mustamiaki (Finlande).

30 juin [13 juillet] — Les articles de Lénine « La crise approche, le marasme grandit » et « Comment s'y prendre ? » sont publiés dans le n° 95 de la *Pravda*.

1er [14] juillet — Les articles de Lénine « Comment et pourquoi a-t-on trompé les paysans ? » et « Qui est responsable ? » sont publiés dans le n° 96 de la *Pravda*.

3 [16] juillet — Lénine rédige l'article « A quoi pouvaient s'attendre les cadets en se retirant du ministère ? »

Pas plus tard que le 4 [17] juillet — Lénine rédige l'article « Tout le pouvoir aux Soviets ! ». L'article est publié dans le n° 99 de la *Pravda*, daté du 18 (5) juillet.

4 [17] juillet — Lénine adresse un discours aux manifestants du balcon de l'hôtel de la Krzesinska.

Nuit du 4 au 5 [du 17 au 18] juillet — Lénine prend part à la réunion du Comité central du P.O.S.D.(b)R. qui adopte l'appel à cesser la manifestation de juillet.

5 [18] juillet — Lénine change de domicile et s'installe dans un logement clandestin.

Lénine rédige les articles : « De quel côté est le pouvoir, de quel côté la contre-révolution ? », « Honteuses calomnies de la presse des Cent-Noirs et d'Alexinski, », « La médisance et les faits », « C'est toucher de près au fond de la question » et « Une nouvelle affaire Dreyfus ? ». Les articles sont publiés dans le *Listok « Pravdy »* du 6 (19) juillet.

6 [19] juillet — Lénine organise une réunion restreinte du C.C. du P.O.S.D.(b)R. sur les événements de juillet.

Lénine participe à une réunion de la commission exécutive du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.(b)R., qui se tint dans le pavillon du gardien de l'usine Renault (aujourd'hui usine d'Etat « Octobre Rouge » de Léningrad).

Lénine rédige l'« Appel de la Commission Exécutive du Comité de Pétersbourg du P.O.S.D.(b)R. »

6-7 [19-20] juillet — Lénine écrit l'article « Une Dreyfusiade ».

7 [20] juillet — Le Gouvernement provisoire lance un mandat d'arrêt contre Lénine.
Celui-ci se cache dans l'appartement de S. Alliloulev.

Lénine rédige les articles « Démenti à des rumeurs suspectes » et « Trois crises ».

Lénine écrit au Bureau du Comité exécutif central du Soviet des députés ouvriers et soldats de Russie une lettre où il proteste contre la perquisition effectuée à son domicile.

8 [21] juillet — Lénine rédige l'article « Les dirigeants bolcheviques doivent-ils comparaître devant les tribunaux ? »

Nuit du 9 au 10 [du 22 au 23] juillet — Lénine abandonne le logis de l'ouvrier S. Alliloutïev, à Petrograd, chez qui il se cachait depuis le 7 (20) juillet, et gagne clandestinement un hameau proche de la station de Razliv, où il est reçu par l'ouvrier N. Emélianov.

10 [23] juillet 8 [21] août — Lénine rédige l'article « La situation politique ». L'article est publié dans le n° 6 du journal *Prolétarskoïé Diélo*, daté du 20 juillet (2 août).

Lénine, qui s'est tout d'abord caché à Razliv chez Emélianov, se réfugie peu après dans une hutte de branches au bord du lac de Razliv, et y demeure tout ce temps en se faisant passer pour un faucheur ; il est en contact avec Petrograd grâce à des messagers spécialement désignés à cet effet par le C.C. Il écrit des articles et des billets pour la presse bolchevique, travaille à son livre « L'État et la Révolution ».

11 [24] juillet — La lettre de Lénine à la rédaction de la *Novaïa Jizn* est publiée dans le n° 71 de ce journal.

16 [28] juillet — L'article de Lénine « A quoi pouvaient s'attendre les cadets en se retirant du ministère ? » et la « Lettre à la rédaction du *Prolétarskoïé Diélo* » sont publiés dans le n° 2 du journal *Prolétarskoïé Diélo*.

Mi-juillet — Lénine écrit l'article « A propos des mots d'ordre ». L'article est publié en 1917 en brochure par le Comité de Cronstadt du P.O.S.D.(b)R.

19 juillet [1er août] — L'article de Lénine « Remerciements au prince G. E. Lvov » est publié dans le n° 5 du journal *Prolétarskoïé Diélo*.

L'article de Lénine « Trois crises » est publié dans le n° 7 de la revue *Rabotnitsa*.

26 juillet [8 août] — Lénine écrit l'article « Illusions constitutionnelles ».

26 et 27 juillet [8 et 9 août]	L'article de Lénine « Réponse » est publié dans les nos 3 et 4 du journal *Rabotchi i Soldat.*
26 juillet -3 août [8-16 août]	Lénine, dans la clandestinité, dirige le VIe congrès du P.O.S.D.(b)R. Le congrès élit Lénine président d'honneur et lui adresse un message de salutations.
29 juillet [11 août]	Lénine est élu membre du Comité central par le VIe congrès du P.O.S.D.(b)R. L'article de Lénine « Les débuts du bonapartisme » est publié dans le n° 6 du journal *Rabotchi i Soldat.*
Fin juillet	Lénine écrit l'article « Les enseignements de la révolution ». L'article est publié dans les nos 8 et 9 du journal *Rabotchi* des 12 et 13 septembre (30 et 31 août).
3 [16] août	Le VIe Congrès du parti présente Lénine comme candidat à l'Assemblée constituante.
4 et 5 [17 et 18] août	L'article de Lénine « Illusions constitutionnelles » est publié dans les nos 11 et 12 du journal *Rabotchi i Soldat.*
Nuit du 8 au 9 [du 21 au 22] août	Quittant Razliv, Lénine gagne la gare Oudelnaïa et, de là, déguisé en chauffeur, traverse illégalement la frontière finlandaise sur une locomotive.
10 [23] août 17 [30] septembre	Lénine se cache en Finlande au village de Jalkala, près de la gare de Térioki, puis dans la ville de Lakhti, à 130 kilomètres d'Helsingfors, puis à Helsingfors.
16 [29] août	La lettre de Lénine « A propos du discours de Kaménev au Comité exécutif central des Soviets sur la conférence de Stockholm » est publiée dans le n° 3 du journal *Prolétari.*
17-25 août [30 août-7 septembre]	Lénine écrit une lettre au Bureau du Comité central du P.O.S.D.(b)R. à l'étranger.
18-19 août [31 août-1er septembre]	Lénine écrit l'article « Rumeurs de complot ».
19 août [1er septembre]	L'article de Lénine « Les arbres les empêchent de voir la forêt » est publié dans le n° 6 du journal *Prolétari.*

24 août [6 septembre] — L'article de Lénine « Un chantage politique » est publié dans le n° 10 du journal *Prolétari.*

26 août [8 septembre] — Les articles de Lénine « Résolutions de papier » et « Sur la conférence de Stockholm » sont publiés dans le n° 2 du journal *Rabotchi.*

29 août [11 septembre] — L'article de Lénine « Pages du journal d'un publiciste. *Paysans et ouvriers* » est publié dans le n° 6 du journal *Rabotchi.*

30 août [12 septembre] — L'article de Lénine « Les calomniateurs » est publié dans le n° 8 du journal *Rabotchi.*
Lénine écrit une lettre « Au Comité central du P.O.S.D.R. ».

Août-septembre 1er [14] septembre — Lénine écrit le livre « *L'Etat et la Révolution.* La doctrine marxiste de l'Etat et les tâches du prolétariat dans la révolution ».
L'article de Lénine « Pages du journal d'un publiciste » est publié dans le n° 10 du journal *Rabotchi.*

Première quinzaine de septembre — Lénine écrit les lettres « Sur la question du programme du Parti », « A propos de Zimmerwald », et « Des atteintes au principe démocratique dans les organisations de masse ».

1er-3 [14-16] septembre — Lénine rédige l'article « Au sujet des compromis ». L'article est publié dans le n° 3 du journal *Rabotchi Pout,* daté du 6 (19) septembre.

3 [16] septembre au plus tard — Lénine écrit le « Projet de résolution sur la situation politique actuelle ».

6 [19] septembre — A la réunion du Comité central du P.O.S.D.(b)R., Lénine est proposé comme candidat délégué à la Conférence démocratique.

10-14 [23-27] septembre — Lénine rédige la brochure *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer.*

11 [24] septembre — Lénine est élu délégué à la Conférence démocratique par le Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd.

14 [27] septembre — L'article de Lénine « Une des questions fondamentales de la révolution » est publié dans le n° 10 du journal *Rabotchi Pout.*

15 [28] septembre — L'article de Lénine « Comment assurer le succès de l'Assemblée constituante (A propos de la liberté de la presse) », est publié dans le n° 11 du journal *Rabotchi Pout.*

TABLE DES MATIÈRES

PREFACE 7

PREMIER CONGRES DES SOVIETS DES DEPUTES OUVRIERS ET SOLDATS DE RUSSIE. 3-24 juin (16 juin-24 juillet) 1917 . . . 9

1. DISCOURS SUR L'ATTITUDE ENVERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE, 4 (17) JUIN 11
2. DISCOURS SUR LA GUERRE, 9 (22) JUIN 24

LA DEBACLE ECONOMIQUE ET LA FAÇON PROLETARIENNE DE LA COMBATTRE 39

LE MILLE ET UNIEME MENSONGE DES CAPITALISTES 43

LES ULTRAS DU 3 JUIN VEULENT L'OFFENSIVE IMMEDIATE 45

UNE ALLIANCE POUR ARRETER LA REVOLUTION 48

REMERCIEMENTS 51

Y A-T-IL UN CHEMIN VERS UNE PAIX EQUITABLE ? 52

SUR LES ENNEMIS DU PEUPLE 54

NOTE 56

LE « GRAND DEPART » 57

DE L'UTILITE DE LA POLEMIQUE SUR LE FOND 61

EPIDEMIE DE CREDULITE 63

UN TIENS VAUT MIEUX QUE DEUX TU L'AURAS 65

INSTAURER LE SOCIALISME OU DIVULGUER LES MALVERSATIONS ? 66

CONFUSIONNISTES ET PANIQUARDS 69

INSINUATIONS 72

« DES RUMEURS TROUBLANT LA POPULATION » 74

DEVINETTE 75

PROJET D'UNE DECLARATION A ADRESSER PAR LE C.C. DU P.O.S.D.(b)R. ET LE BUREAU DE LA FRACTION BOLCHEVIQUE AU CONGRES DES SOVIETS DE RUSSIE AU SUJET DE L'INTERDICTION DE LA MANIFESTATION 76

DISCOURS PRONONCE LE 11 (24) JUIN 1917 DEVANT LE COMITE DE PETERSBOURG DU P.O.S.D.(b)R. SUR LA SUPPRESSION DE LA MANIFESTATION 78

AU TOURNANT 81
LETTRE A LA REDACTION DE LA *PRAVDA* 83
LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA REVOLUTION RUSSE . . . 84
ATTITUDE CONTRADICTOIRE 87
L'UKRAINE 90
DE QUELLE CLASSE VIENNENT ET « VIENDRONT » LES CAVAIGNAC ? 93
COMMENT COMBATTRE LA CONTRE-REVOLUTION ? 97
L'UKRAINE ET LA DEFAITE DES PARTIS DIRIGEANTS DE LA RUSSIE 99
EN JUSTICE RODZIANKO ET DJOUNKOVSKI POUR AVOIR COUVERT UN PROVOCATEUR ! 103
UNE SINGULIERE FALSIFICATION DE CITATIONS 104
PARTIS DIRIGEANTS ET RESPONSABLES 106
UNE COMMISSION DE PLUS 110
LE DIX-HUIT JUIN 112
LA REVOLUTION, L'OFFENSIVE ET NOTRE PARTI 115
EN QUOI VOUS DISTINGUEZ-VOUS DE PLEKHANOV, MM. LES SOCIALISTES-REVOLUTIONNAIRES ET LES MENCHEVIKS ? . 118
COMMENT RODZIANKO SE JUSTIFIE 119
OÙ LES SOCIALISTES-REVOLUTIONNAIRES ET LES MENCHEVIKS ONT-ILS CONDUIT LA REVOLUTION ? 120
LE « JACOBINISME » PEUT-IL SERVIR A INTIMIDER LA CLASSE OUVRIERE ? 123
DE LA NECESSITE DE FONDER UN SYNDICAT DES OUVRIERS AGRICOLES DE RUSSIE 126
ARTICLE PREMIER 126
ARTICLE 2 128
UNE REVOLUTION EN DELIQUESCENCE 131
CHANGEMENTS DANS LA SITUATION DES CLASSES 135
DES PRODIGES D'ENERGIE REVOLUTIONNAIRE 138
LES PHRASES ET LES FAITS 141
COMMENT MM. LES CAPITALISTES DISSIMULENT LEURS BENEFICES (*A PROPOS DU CONTROLE*) 144
LA CRISE APPROCHE. LE MARASME GRANDIT 147
COMMENT S'Y PRENDRE ? 150
COMMENT ET POURQUOI A-T-ON TROMPE LES PAYSANS ? . . 153
QUI EST RESPONSABLE ? 157
A QUOI POUVAIENT S'ATTENDRE LES CADETS EN SE RETIRANT DU MINISTERE ? 159
TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS ! 161
DE QUEL COTE EST LE POUVOIR, DE QUEL COTE LA CONTRE-REVOLUTION ? 163

HONTEUSES CALOMNIES DE LA PRESSE DES CENT-NOIRS ET D'ALEXINSKI 169
LA MEDISANCE ET LES FAITS 170
C'EST TOUCHER DE PRES AU FOND DE LA QUESTION 172
UNE NOUVELLE AFFAIRE DREYFUS ? 174
APPEL DE LA COMMISSION EXECUTIVE DU COMITE DE PETERSBOURG DU P.O.S.D.(b)R. 176
UNE DREYFUSIADE 177
DEMENTI A DES RUMEURS SUSPECTES 180
TROIS CRISES 181
LES DIRIGEANTS BOLCHEVIQUES DOIVENT-ILS COMPARAITRE DEVANT LES TRIBUNAUX ? 187
LA SITUATION POLITIQUE 189
LETTRE A LA REDACTION DE LA *NOVAIA JIZN* 193
LETTRE A LA REDACTION DU *PROLETARSKOIE DIELO* 196
A PROPOS DES MOTS D'ORDRE 198
REMERCIEMENTS AU PRINCE G. E. LVOV 207
ILLUSIONS CONSTITUTIONNELLES 211
I 212
II 216
III 220
REPONSE 227
I 227
II 236
III 238
LES DEBUTS DU BONAPARTISME 240
LES ENSEIGNEMENTS DE LA REVOLUTION 245
I 247
II 250
III 250
IV 253
V 253
VI 255
VII 259
VIII 260
IX 261
Postface 262
A PROPOS DU DISCOURS DE KAMENEV AU COMITE EXECUTIF CENTRAL DES SOVIETS SUR LA CONFERENCE DE STOCKHOLM 263
RUMEURS DE COMPLOT 266

LES ARBRES LES EMPECHENT DE VOIR LA FORET 275
UN CHANTAGE POLITIQUE 282
RESOLUTIONS DE PAPIER 286
SUR LA CONFERENCE DE STOCKHOLM 290
PAGES DU JOURNAL D'UN PUBLICISTE. *PAYSANS ET OUVRIERS* 300
LES CALOMNIATEURS 309
AU COMITE CENTRAL DU P.O.S.D.R. 311
PAGES DU JOURNAL D'UN PUBLICISTE 317

1. La racine du mal 317
2. Corvée et socialisme 326

SUR LA QUESTION DU PROGRAMME DU PARTI 329
A PROPOS DE ZIMMERWALD 331
DES ATTEINTES AU PRINCIPE DEMOCRATIQUE DANS LES ORGANISATIONS DE MASSE 332
AU SUJET DES COMPROMIS 333
PROJET DE RESOLUTION SUR LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE 340
LA CATASTROPHE IMMINENTE ET LES MOYENS DE LA CONJURER 347
LA FAMINE APPROCHE 351
INACTION TOTALE DU GOUVERNEMENT 353
LES MESURES DE CONTROLE SONT UNIVERSELLEMENT CONNUES ET FACILES A REALISER 356
NATIONALISATION DES BANQUES 358
NATIONALISATION DES SYNDICATS PATRONAUX 364
SUPPRESSION DU SECRET COMMERCIAL 367
LE GROUPEMENT FORCE EN CARTELS 372
REGLEMENTATION DE LA CONSOMMATION 376
SABOTAGE DE L'ACTIVITE DES ORGANISATIONS DEMOCRATIQUES PAR LE GOUVERNEMENT 379
LA FAILLITE FINANCIERE ET LES MOYENS DE LA CONJURER 384
PEUT-ON ALLER DE L'AVANT SI L'ON CRAINT DE MARCHER AU SOCIALISME ? 387
LA GUERRE ET LA LUTTE CONTRE LA DEBACLE ECONOMIQUE 391
DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE ET PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE 395
UNE DES QUESTIONS FONDAMENTALES DE LA REVOLUTION 398
COMMENT ASSURER LE SUCCES DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE ? (*A PROPOS DE LA LIBERTE DE LA PRESSE*) . . 407

L'ETAT ET LA REVOLUTION. *LA DOCTRINE MARXISTE DE L'ETAT ET LES TACHES DU PROLETARIAT DANS LA REVOLUTION* 413
Préface à la première édition 415
Préface à la deuxième édition 416
CHAPITRE PREMIER. LA SOCIETE DE CLASSES ET L'ETAT . . 417
1. L'Etat, produit de contradictions de classes inconciliables. 417
2. Détachements spéciaux d'hommes armés, prisons, etc. 420
3. L'Etat, instrument d'exploitation de la classe opprimée 424
4. « Extinction » de l'Etat et révolution violente . . . 427
CHAPITRE II. L'ETAT ET LA REVOLUTION. L'EXPERIENCE DES ANNEES 1848-1851 434
1. La veille de la révolution 434
2. Le bilan d'une révolution 438
3. Comment Marx posait la question en 1852 444
CHAPITRE III. L'ETAT ET LA REVOLUTION. L'EXPERIENCE DE LA COMMUNE DE PARIS (1871). ANALYSE DE MARX 447
1. En quoi la tentative des Communards est-elle héroïque? 447
2. Par quoi remplacer la machine d'Etat démolie ? . . 451
3. Suppression du parlementarisme 456
4. Organisation de l'Unité de la Nation 462
5. Destruction de l'Etat parasite 465
CHAPITRE IV. SUITE. EXPLICATIONS COMPLEMENTAIRES D'ENGELS 468
1. La « Question du logement » 468
2. Polémique avec les anarchistes 471
3. Lettre à Bebel 475
4. Critique du projet de programme d'Erfurt 478
5. La Préface de 1891 à la *Guerre civile* de Marx 485
6. Engels et le dépassement de la démocratie 491
CHAPITRE V. LES BASES ECONOMIQUES DE L'EXTINCTION DE L'ETAT 494
1. Comment Marx pose la question 494
2. La transition du capitalisme au communisme 496

3. Première phase de la société communiste 502
4. Phase supérieure de la société communiste 505
CHAPITRE VI. L'AVILISSEMENT DU MARXISME PAR LES OPPORTUNISTES 513
1. Polémique de Plékhanov avec les anarchistes . . 513
2. Polémique de Kautsky avec les opportunistes . . . 515
3. Polémique de Kautsky avec Pannekoek 522
POSTFACE DE LA PREMIERE EDITION 531
Notes 533
La vie et l'œuvre de V. Lénine 577

ILLUSTRATIONS

Première page du manuscrit de V. Lénine « Rumeurs de complot ». Août 1917 267
Première page d'une lettre de V. Lénine au Comité Central du P.O.S.D.R. 12 septembre (30 août) 1917 313
Première page du manuscrit de V. Lénine « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer ». 23-27 (10-14) septembre 1917 349
Première page du manuscrit de V. Lénine « L'Etat et la Révolution ». Août-septembre 1917 414-415

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

ТОМ 25

На французском языке

Achevé d'imprimer en février 1970

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT